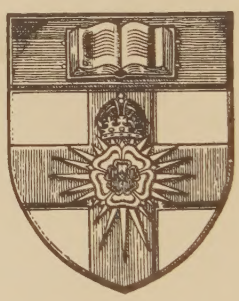
PR [C3+
Revue]



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

HUITIÈME ANNÉE

N° 29

JANVIER 1958

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1958

TOUS DROITS RÉSERVÉS

TITO ET MIHAÏLOVITCH

LEUR CONFLIT ET SES SUITES

Tout différenciait et séparait ces deux hommes, dont le conflit et le sort ne cesseront d'intriguer les historiens actuels et futurs. L'immense tragédie de l'un et le triomphe total de l'autre, à une échelle également mondiale, ne pourront qu'accroître dans l'avenir cet intérêt général pour eux, tant au point de vue politique qu'humain. Nous nous limiterons ici à un exposé historique sommaire des raisons et des suites de leur conflit, par rapport surtout à leur attitude envers la guerre qui, à côté de leurs divergences nationales et idéologiques, se trouve au centre du conflit.

Les causes du conflit

Lorsque, en avril 1941, la Yougoslavie fut brusquement occupée et impitoyablement dépecée par les envahisseurs nazis-fascistes, le colonel d'état-major Dragolïoub (Draja) Mihaïlovitch prit une décision mémorable. Il fut l'un des très rares officiers de l'armée yougoslave qui préféra se retirer dans le maquis plutôt que de déposer les armes devant l'ennemi et prendre le chemin d'un camp de prisonniers de guerre. Suivi d'une poignée de compagnons, il se dirigea, de Mostar en Herzégovine, où la défaite l'avait surpris, vers cette Ravna Gora, au cœur des montagnes de la Serbie, qui devint vite, grâce à lui, le centre de la première résistance en Yougoslavie. Il n'en fallut pas plus pour que le nom de Mihaïlovitch se répandît comme un éclair plein d'espoir à travers la Serbie, maintenant subjuguée, mais qui avait été, pendant presque un siècle et demi, le fier berceau de l'indépendance serbe et le noyau solide de la Yougoslavie de nos jours. Mihaïlovitch commenca alors l'organisation de son mouvement, en lui donnant le nom de *tchetniks* et en perpétuant ainsi une ancienne et glorieuse organisation de lutte contre les Turcs, mais qui s'était passablement compromise par son nationalisme outrancier durant l'existence de la première Yougoslavie.

Bien qu'il y eût, dès le début, quelques escarmouches entre les *tchetniks* et les Allemands, Mihaïlovitch se garda bien d'en provoquer d'autres. Officier de carrière et d'élite, il n'imaginait même pas qu'un soulèvement imminent d'un peuple à peine occupé et désarmé par un

ennemi féroce et armé jusqu'aux dents pût avoir la moindre chance de succès. D'autre part, il ne cessait de souligner qu'il ne fallait pas commettre d'actions futiles, afin d'épargner au peuple de terribles représailles de la part de l'occupant. Comme il ne doutait point de la victoire des Alliés, son plan consistait à attendre le tournant de la guerre favorable à ces derniers et, en attendant, à organiser le peuple pour pouvoir le soulever contre l'occupant au moment opportun. A ce premier stade, l'action de Mihaïlovitch se limitait à la Serbie et à la désignation de ses collaborateurs, qui étaient d'une manière générale officiers ou sous-officiers et dont la tâche consistait à préparer et tenir en réserve les hommes mobilisables pour le jour J.

Cependant, deux événements devaient profondément marquer, dès le début, l'action de Mihaïlovitch et la faire dévier du chemin qu'il se proposait de suivre : tout d'abord la création par l'Allemagne et l'Italie de l'État fantoche dit « Croatie indépendante » et puis l'entrée en lice du parti communiste yougoslave, avec à sa tête Josip Broz, dit Tito.

On sait que Hitler et Mussolini avaient, dans cet État fantoche de Croatie, remis le pouvoir à Anté Pavelitch et à son organisation fasciste des *oustachis* et que cette bande de terroristes croates, à renommée mondiale depuis l'attentat de Marseille contre le roi Alexandre Ier et le président Louis Barthou, se distinguera pendant la guerre par les massacres de Serbes, Juifs et Tziganes, ainsi que de Croates de tendance yougoslave ou progressiste. C'est à la suite de ces massacres qu'une partie des Serbes, en se réfugiant dans les montagnes de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et de Dalmatie dont cet État de Croatie venait d'être formé, organisèrent, à leur tour, des unités de *tchetniks* qui se rallièrent à Mihaïlovitch. Comme ces nouvelles unités de *tchetniks* étaient foncièrement anticroates, le mouvement de Mihaïlovitch eut vite fait de se confondre avec eux et de devenir un mouvement exclusivement serbe et nationaliste, voire grand-serbe, et cela malgré certaines tentatives, notamment vers la fin de la guerre, pour lui donner un caractère yougoslave. Ce fut sans conteste le point le plus faible de Mihaïlovitch, cette politique grand-serbe ne pouvant mener à rien de constructif dans une partie du monde où les nécessités politiques et économiques forcent les petits peuples qui l'habitent, et en premier lieu les Slaves du Sud, à l'union dans un État multinational et par conséquent fraternel et fédéral.

Après l'invasion de l'U. R. S. S. et l'entrée du parti communiste yougoslave dans la lutte, l'organisation de *tchetniks* de Mihaïlovitch devint également et avant tout anticommuniste ; depuis l'automne de 1941 et jusqu'à la fin de la guerre, elle se dévouera tout entière à une lutte sans répit contre le mouvement de libération nationale, organisé et dirigé par Tito et le parti communiste.

A la différence du mouvement de Mihaïlovitch, mouvement éminem-

ment spontané, le mouvement de libération nationale que le parti communiste déclencha au début de juillet 1941 était préparé de longue date, du moins théoriquement.

Au moment de l'invasion de la Yougoslavie, le parti communiste avait sa théorie toute faite pour une pareille éventualité. Elle reposait sur trois principes marxistes-léninistes fondamentaux de la révolution : sur le rôle dirigeant du parti, sur la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne et sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. De plus, le devoir de tout parti communiste était de courir à l'aide de l'Union Soviétique, si elle était attaquée ou envahie par une puissance, qui ne pouvait être qu'impérialiste.

Les différents congrès de l'*Internationale Communiste*, entre 1920 et 1928, avaient élaboré, sur la base de ces principes, de longues résolutions sur la stratégie et la tactique du communisme. En même temps, ils spécifiaient quel devrait être, en l'occurrence, le caractère de la révolution dans chaque pays ou dans un groupe de pays. A cet égard, le programme de l'*Internationale Communiste*, adopté à son VI^e^ congrès, en 1928, est le plus important et le plus complet.

Dans ce programme, l'*Internationale* avait posé les principes de la stratégie de la révolution, du caractère de la révolution dans chaque pays, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, des tâches du parti dans la période de la dictature du prolétariat et du devoir de tout parti communiste de courir à l'aide de l'Union Soviétique en cas d'agression contre elle.

Sous l'empire du léninisme, l'*Internationale* avait transformé la stratégie de la révolution en une véritable science de la guerre civile. L'idée même de cette stratégie n'était pas nouvelle, mais la révolution russe, par ses opérations militaires, lui avait donné un contenu tout à fait nouveau. En posant les règles pour toutes les phases préalables de la révolution, le programme en venait à son coup final, à « la grève générale liée à l'insurrection armée contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie ». Et il poursuivait : « Cette dernière forme supérieure de la lutte est soumise aux règles de l'art militaire, elle suppose un plan stratégique des opérations offensives, l'abnégation et l'héroïsme du prolétariat (1). » Si entre temps la guerre éclate, le parti communiste est tenu de transformer « la guerre impérialiste en guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie (2) ».

Il est vrai que Tito et ses camarades ont dû appliquer ces règles dans des conditions toutes spéciales et en créer de nouvelles, mais elles contenaient l'essentiel pour toutes les circonstances et, qui plus est, une sorte d'absolution générale en cas de réussite.

(1) *Thèses et Résolutions du VI^e^ Congrès de l'Internationale Communiste*, Paris, Bureau d'Éditions, p. 93-100.
(2) *Ibid.*, p. 121.

C'est sous l'empire de toutes ces obligations que, le 22 juin 1941, le jour même de l'invasion de l'Union Soviétique, le parti communiste yougoslave invita les peuples de Yougoslavie à une lutte armée contre l'occupant. Ce même jour, l'*Internationale Communiste* demandait télégraphiquement à la direction du parti yougoslave « de prendre toutes les mesures afin de soutenir et faciliter la juste lutte du peuple soviétique », et en particulier de profiter de cette lutte pour soulever et libérer les peuples de Yougoslavie (1). Le 1er juillet, l'*Internationale* invita encore le parti communiste à « organiser, sans perdre une minute, les détachements de partisans et déchaîner sur les arrières de l'ennemi la guerre de partisans (2) ».

Des instructions semblables furent envoyées à tous les partis communistes d'Europe, mais le fait est que le parti yougoslave fut alors le seul à les exécuter. Bien mieux, Tito les avait en quelque sorte devancées en élaborant, entre ces deux dates, son propre plan de soulèvement et en envoyant dans l'intérieur du pays pour le diriger ses meilleurs collaborateurs : Jouyovitch-Crni en Serbie, Milovan Djilas au Monténégro, Voukmanovitch-Tempo en Bosnie, etc. Pour commencer, ils avaient pour tâche de former de petites unités de partisans, composées de membres du parti et des jeunesses communistes, et de les répandre progressivement dans tout le pays. A ce moment, le parti disposait d'une dizaine de milliers de membres, pour la plupart intellectuels et ouvriers dont plusieurs centaines étaient d'anciens volontaires de la guerre civile d'Espagne, et d'environ vingt mille membres de la jeunesse communiste. Parallèlement, le parti se proposait de s'assurer le concours des autres partis politiques, de la paysannerie, et surtout de gagner à la coopération le mouvement de Mihaïlovitch. De plus, le parti communiste s'était empressé d'organiser en unités de partisans de nombreux réfugiés serbes dans les montagnes de l'État fantoche de Croatie, en quoi, grâce à son organisation, il eut beaucoup de succès. Par contre, dans ses contacts avec les chefs politiques, Tito ne parvint à rien, d'autant plus que les partis bourgeois et paysans, pas plus qu'auparavant, pendant l'existence de la première Yougoslavie, n'étaient disposés à collaborer avec le parti communiste.

Il restait néanmoins Mihaïlovitch et son mouvement de résistance. Mais, dans ce cas, le parti communiste devait s'imposer pour l'obliger à compter avec lui et surtout à suivre ses initiatives et son exemple. C'est justement ce qu'il fit, en organisant les premières unités de partisans et en provoquant les premières escarmouches avec l'occupant allemand en Serbie et, surtout, en se mettant, au Monténégro, à la tête d'un grand soulèvement populaire, bien qu'éphémère, qui éclata

(1) J. Marjanovic, *Forme borbe i rada K. P. J. u narodnoj revoluciji*, Komunist, n. 1, januar 1951.
(2) *Ibid.*, p. 123.

le 13 juillet : ce fut une révolte spontanée contre l'occupant italien et les traîtres, révolte que les communistes n'avaient fait qu'encourager et diriger, mais qui provoqua bien vite un mécontentement général de leurs alliés non communistes contre eux.

Il était évident que Mihaïlovitch possédait au moment de l'entrée des communistes dans la lutte plusieurs avantages sur eux : d'abord, le mérite d'avoir créé le premier mouvement de résistance, puis — et ceci semblait encore plus important — de répondre aux aspirations immédiates du peuple serbe, profondément attaché à son indépendance, à la monarchie des Karageorges et au régime parlementaire.

D'autre part, la hâte des communistes de déclencher un soulèvement général et leurs appels continuels à la fraternité et à l'union des peuples de Yougoslavie semblaient pour le moins inopportuns dans les circonstances désespérées d'alors, non seulement à cause de la toute-puissance terroriste de l'occupant, mais aussi et surtout à cause des massacres de la population serbe en Croatie, qui paraissaient mettre fin à tout espoir en une union future entre Serbes et Croates. Et, pourtant, ce fut justement cette politique unioniste, bien que fédéraliste, du parti communiste qui devait lui assurer pour une grand part la victoire finale ; elle répondait du reste à l'évolution historique des peuples yougoslaves vers l'union et l'égalité, évolution qui s'imposa, comme on sait et pour la première fois, en 1918, par la création de la Yougoslavie. De même, l'organisation centraliste et disciplinée du parti communiste yougoslave qui fut réorganisé par Tito à la veille de la deuxième guerre mondiale, conformément aux dures méthodes bolchéviques de l'ère stalinienne, devait s'avérer incomparablement plus efficace que celle de Mihaïlovitch. Finalement, Tito ne cessa durant toute la guerre de faire preuve d'un extraordinaire esprit d'initiative et d'attaque, se souvenant sans doute des conseils de Marx et d'Engels que « dans la révolution comme à la guerre... celui qui attaque s'assure toujours un avantage », et qu'il faut « tout risquer au moment décisif, quelle que soit la situation ». Il devint très vite évident que Mihaïlovitch n'était pas de la taille de Tito, notamment en tant que meneur de masses, organisateur, stratège et homme politique. Il ne disposait pas non plus d'un cadre de collaborateurs disciplinés et à toute épreuve, comme c'était le cas pour Tito. Toutefois, il serait injuste de ne pas reconnaître à Mihaïlovitch l'âme d'un maquisard prêt à tout sacrifice. Par malheur pour lui, il n'y avait personne auprès de lui, ni au sein du gouvernement yougoslave émigré, capable de lui tracer un plan d'action à longue portée et de veiller à son exécution.

Sur les premiers contacts entre les deux mouvements il existe un intéressant rapport du 11 septembre 1941, dans lequel Aleksandar Rankovitch informe Tito des résultats d'une rencontre, qui venait d'avoir lieu à Belgrade, entre les délégués du parti communiste (tous Serbes, dont Blagoyé Nechkovitch) et les délégués de Mihaïlovitch

(dont le colonel Pantitch, le commandant Piletitch et deux autres). Voici ce qu'écrivait, entre autres, Rankovitch : « Pantitch parla de la situation politique : « La défaite de Hitler est inévitable, l'U. R. S. S. « vaincra. Nous sommes conscients qu'après cela viendra ici l'Armée « Rouge, qu'elle rétablira l'ordre et soviétisera le pays. Mais il peut « arriver aussi que l'armée de son alliée, l'Angleterre, y vienne. Tout « dépendra — dit-il — de leur accord. » Après avoir souligné que le mouvement de Mihaïlovitch est contre le gouvernement du général Neditch (président du gouvernement fantoche de Belgrade) et les traîtres, Pantitch déclara que son groupe n'approuvait pas non plus toutes les actions de partisans. « Nous considérons — dit-il — que le moment « actuel est défavorable à la conduite d'opérations plus importantes « contre l'ennemi. Maintenant, il faut se préparer et lorsqu'ils (les « Allemands) seront battus sur le front oriental et commenceront à fuir, « alors à nous d'entrer en action... C'est pourquoi il faut que vous « cessiez tout de suite vos actions... afin de nous préparer ensemble « pour le moment de la débâcle des Allemands ou pour certaines opé- « rations plus importantes, même maintenant. » Après quoi — poursuit Rankovitch — nos camarades expliquèrent l'attitude de notre parti sur toutes les questions. Ils ont souligné d'une manière générale que d'une expectative, alors que les occupants pillent notre pays, le peuple serbe ne tire aucun avantage ; que notre parti a hissé le drapeau du soulèvement de libération nationale et qu'il ne l'abandonnera pas avant d'avoir réglé leur compte aux occupants fascistes et à tous leurs serviteurs. Notre parti désire collaborer avec tous les patriotes, non pas au prix de l'abandon des opérations, mais pour que ces dernières deviennent plus fortes et plus nombreuses, afin de chasser l'ennemi le plus rapidement... » Mais, comme il n'y eut pas de possibilité d'accord entre ces deux attitudes diamétralement opposées, les délégués communistes proposèrent alors aux délégués de Mihaïlovitch d'établir entre les deux mouvements des relations amicales et de bon voisinage dans le maquis ; de préparer en commun les opérations plus importantes ou pour le moment final, et de poursuivre en commun les brigands et les collaborateurs. Sur quoi les négociations furent interrompues pour en référer à Mihaïlovitch (1).

Comme on le voit, les tactiques des deux mouvements de la résistance en Yougoslavie étaient tout opposées, d'autant plus que les communistes augmentaient chaque jour et sans relâche l'action insurrectionnelle qu'ils avaient déclanchée un peu partout et notamment, à partir du mois de septembre, en Serbie occidentale où se trouvait également

(1) *Zbornik dokumenata i podataka o Narodnooslobodilackom ratu Jugoslovenskih naroda*, Beograd, 1950, volume I, tome 2, p. 126-127. (Sur ce Recueil de documents et d'informations relatifs à la guerre de libération nationale des peuples yougoslaves, dont plus de soixante gros livres ont déjà paru depuis 1950, consulter l'article de Mlle Kyra Sanine, publié dans notre *Revue*, nº 23, juillet 1956, p. 73-76.)

le centre de l'action de Mihaïlovitch. D'où toute une série de frictions entre les deux mouvements, provenant des différences idéologiques, de mots d'ordre opposés et de la détermination des *partisans* d'imposer partout leur tactique.

Les succès initiaux des *partisans* n'avaient fait que les encourager encore plus dans cette voie. Déjà en septembre, les premières petites unités de *partisans*, formées surtout d'ouvriers et d'étudiants venus de Belgrade et des villes voisines, avaient grandi grâce à l'adhésion d'un certain nombre de paysans, de façon à former une vingtaine de détachements, forts chacun de plusieurs centaines d'hommes et disposant d'un territoire « libéré » en Serbie. Non seulement les *tchetniks* ne réussissaient pas à faire prévaloir leur tactique, mais les succès des *partisans* entraînaient leurs propres formations à une collaboration locale avec eux. Il se trouva même des *tchetniks* de Mihaïlovitch qui, fatigués de la politique d'expectative, passaient aux *partisans* et luttaient à leurs côtés.

Sur ces entrefaites, Tito arriva sur le territoire libéré, dans la première moitié de septembre, pour prendre la direction des opérations en cours. De Belgrade, d'où il dirigeait le mouvement de *partisans* jusque-là, il avait toujours insisté pour la création et l'élargissement du territoire libéré en Serbie occidentale et pour la destruction de toutes les institutions locales existantes, partant des communes jusqu'aux postes de gendarmerie, en tant qu'appareil sur lequel l'ennemi fondait son pouvoir dans le pays. De même, il exigeait obstinément que tous les postes de commandement dans le mouvement de *partisans*, depuis la plus petite compagnie, soient confiés uniquement aux membres du parti et que dans toutes les unités la cellule du parti soit immédiatement organisée, afin que ce dernier puisse remplir partout son rôle dirigeant.

Sur toutes ces questions Mihaïlovitch était certainement édifié, lorsqu'il rencontra, dans la première moitié de septembre et pour la première fois, Tito à Struganik. A cette rencontre, arrangée à la demande de Tito, participèrent, aux côtés de Mihaïlovitch, Dragicha Vasitch, avocat et homme politique serbe, en sa qualité de principal conseiller, et le commandant Michitch, fils d'un général serbe connu. Le commandant Michitch sera fusillé quelques mois après par les Allemands, Vasitch périra assassiné par les *oustachis* et le sort de Mihaïlovitch est bien connu. De ce côté donc pas de témoins vivants de cette entrevue. En revanche, Tito et un autre communiste de marque, qui se trouvait alors à ses côtés, le Serbe Miloch Minitch, sont encore vivants. Voici ce que dit Tito de cette rencontre : « Draja Mihaïlovitch refusa obstinément de commencer une lutte quelconque contre les Allemands, disant qu'il n'en était pas encore temps, etc... On avait uniquement abouti à un accord verbal, relatif à une attitude loyale des *tchetniks* de Mihaïlovitch envers les *partisans* et il était convenu qu'ils n'attaqueraient

pas ces derniers, comme le faisaient les *tchetniks* de Petchanatz (1). »

D'une autre source communiste, nous savons quelque chose de plus, aussi bien de cette rencontre que de l'opinion de Tito sur Mihaïlovitch, et cela grâce aux déclarations que Tito lui-même fit à un groupe de ses collaborateurs intimes, immédiatement après son retour de Struganik. Voici ce qu'elle nous apprend : « Au cours de cette rencontre, aucun accord ne fut réalisé. Mihaïlovitch resta ferme à son point de vue, que le moment n'était pas encore venu pour la lutte, mais tout en déclarant qu'il ne mettrait pas d'obstacles à notre action, il nous demanda de notre côté de ne pas le vilipender. Mihaïlovitch... supposait, qui sait comment, que Tito était Russe. Croyant qu'en tant que Russe, il n'était pas informé de la situation en Yougoslavie, il lui disait que les Croates étaient responsables de la défaite de la Yougoslavie, que les Croates, en tant que collectivité nationale, commettaient des crimes contre les Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine et qu'ils devraient en répondre collectivement... Selon l'opinion du camarade Tito, Mihaïlovitch joue le double jeu et il est très vraisemblable qu'il est en contact par Neditch avec les Allemands. Mais, dans notre tactique envers Draja Mihaïlovitch, nous devons nous inspirer non pas de ce que Mihaïlovitch représente personnellement, mais de ce qu'il représente objectivement. Il représente indubitablement une partie de notre bourgeoisie hostile à l'axe (Berlin-Rome). Bien que les dispositions de cette bourgeoisie ne soient pas empreintes d'un esprit combatif, elle fera néanmoins toutes les combinaisons possibles, mais en évitant les dangers. Il serait faux de penser que cette bourgeoisie n'a pas actuellement d'influence, même sur les larges masses du peuple en Serbie. C'est pourquoi il faut être souple, déterminé et patient en démasquant l'attitude de Draja Mihaïlovitch. De cette façon seulement nous arriverons à l'isoler politiquement. » De plus, cette même source mentionne que ce jour-là Tito avait énergiquement rejeté les suggestions de certains de ses collaborateurs de liquider Mihaïlovitch et son état-major à Ravna Gora, en disant : « Il n'est pas difficile de liquider militairement Draja Mihaïlovitch, mais pour notre mouvement et son développement l'essentiel est de le liquider politiquement. Dans ce cas seulement, la liquidation militaire n'aurait pas de complications politiques (2). »

Tout cela prouve que, dès le début, les dirigeants du mouvement de libération nationale yougoslave étaient décidés à liquider tôt ou tard le mouvement de Mihaïlovitch, dans l'intérêt aussi bien de cette guerre de libération, que de sa seconde étape relative à la prise du pouvoir. Comme on le verra plus loin, Mihaïlovitch avait exactement les mêmes intentions à l'égard du mouvement des *partisans*, mais, pour son malheur,

(1) Tito, *Borba za Oslobodjenje Jugoslavije*, Beograd, 1945, p. 193.
(2) R. Colakovic, *Zapisi iz Oslobodilackog Rata*, Zagreb, Matica Hrvatska, 1947, t. I, p. 291-293.

les moyens qui furent employés par la suite dans ce but étaient justement ceux sur lesquels comptaient les communistes pour le compromettre définitivement et l'anéantir.

Grâce aux succès des *partisans*, les deux mouvements commencèrent néanmoins à collaborer en Serbie et à lutter ensemble contre les Allemands, durant toute la seconde moitié de septembre et la plus grande partie d'octobre. Occasionnellement, certaines unités de deux mouvements formèrent même des états-majors communs (1). Il semble qu'à ce moment les *partisans* avaient fini par imposer leur tactique de lutte à Mihaïlovitch également, étant donné que celui-ci avait donné des instructions à ses différents commandants en Serbie occidentale en vue de procéder à la mobilisation. D'après les dires d'un des principaux *partisans* serbes de cette époque, les relations entre les *tchetniks* et les *partisans* sur le terrain des opérations étaient « très correctes (2) ».

Durant octobre, presque toute la Serbie occidentale fut libérée des occupants et de leurs collaborateurs, ce qui permit à Tito et à son état-major suprême de s'installer à Uzice, une des villes principales de cette région. Quant à Mihaïlovitch, il continuait à résider dans son refuge sylvestre de Ravna Gora. Une fois de plus, Tito devait avoir raison. A Uzice, il avait trouvé, en effet, les riches trésors de la Banque nationale yougoslave, une fabrique de fusils et une imprimerie. Disposant maintenant de ces ressources, très importantes pour son action et qui lui faisaient jusque-là complètement défaut, il s'empressa de créer dans cette ville un centre approprié, sinon une capitale du mouvement de *partisans* de Yougoslavie, pourvu d'une direction efficace, d'armes, d'argent, de moyens de propagande et, surtout, d'un élan combatif exemplaire et d'une foi illimitée dans la cause communiste.

Toutefois, cette euphorie ne devait pas durer longtemps et à la fin d'octobre la collaboration entre les *tchetniks* de Mihaïlovitch et les *partisans* fut remise en question. C'était au moment des premières attaques allemandes contre le territoire libéré, près de Valjevo, lorsque les *tchetniks* « en tant qu'alliés extrêmement indisciplinés et déloyaux... abandonnèrent le front et s'enfuirent profondément en arrière (3) ». Aux dires des *partisans*, il y eut même des cas du passage ouvert des *tchetniks* dans le camp ennemi ; il se trouva aussi des commandants *tchetniks* qui arrêtaient les *partisans* et les livraient aux Allemands. Dans ses accusations, l'état-major suprême des *partisans* citait les noms de ces commandants, à quoi l'état-major de Mihaïlovitch répondait qu'il s'agissait là des *tchetniks* de Petchanatz, qui collaboraient ouvertement avec les Allemands et avec lesquels il n'avait rien de commun.

(1) D. Dundic, *Dnevnik 1941*, Beograd, Nar. Univerzitet, 1951, p. 182.
(2) *Ibid.*, p. 183.
(3) *Ibid.*, p. 202 ; Tito, *op. cit.*, p. 196.

Pour le plus grand malheur de Mihaïlovitch, il y avait, partout où les Serbes vivaient, à côté de sa propre organisation de *tchetniks*, d'autres organisations de *tchetniks*, collaborant avec l'ennemi. Il arrivait que ces différentes organisations de *tchetniks* se confondent par moment de telle façon qu'on ne pouvait plus les distinguer les unes des autres. Cependant, ce qui se passait, en automne 1941, en Serbie, n'était qu'un commencement.

Afin de parvenir, malgré tout, à une entente avec Mihaïlovitch, Tito s'était rendu, le 26 octobre, pour la seconde et dernière fois auprès de lui, accompagné de Sreten Jouyovitch, le principal organisateur du mouvement de *partisans* en Serbie, et du Monténégrin Mitar Bakitch. A cette rencontre, qui eut lieu à Brajici, Tito fut très froidement reçu, notamment par Dragicha Vasitch. C'était déjà un très mauvais signe, Vasitch ayant été le collaborateur le plus intime, à la veille de l'invasion, de Slobodan Yovanovitch, à présent vice-président du gouvernement émigré, et qui prendra sous peu la présidence même de ce gouvernement. Du reste, la plus grande partie de cette entrevue fut consacrée à des récriminations réciproques. Mihaïlovitch demandait à Tito de le reconnaître comme commandant en chef. Tito insistait uniquement sur la nécessité d'une collaboration intime entre eux et dans ce but il avait soumis à Mihaïlovitch un projet d'accord qui comprenait les douze points suivants :

1. Mener en commun les opérations militaires contre les Allemands et les formations militaires de Neditch et former un état-major commun des opérations ; 2. organiser le ravitaillement commun des deux groupes de combattants ; 3. partager le butin pris à l'ennemi ; 4. organiser le commandement commun dans les localités libérées ; 5. former des commissions paritaires permanentes pour le règlement immédiat des désaccords ; 6. organiser le pouvoir provisoire en instaurant les comités populaires, élus par tous les groupes politiques qui sont pour la lutte de libération nationale, ainsi qu'un comité populaire central pour tout le territoire libéré, en instituant une milice populaire dans les villages et les villes ; 7. ne pas avoir recours à la mobilisation forcée ; 8. soumettre toutes les formations, etc., à leurs commandements ; 9. faire participer les représentants des deux groupes à la direction militaire de chaque localité ; 10. lutter sans pitié contre les traîtres et les espions et instituer une justice militaire commune ; 11. mener une action commune ou individuelle contre les différents groupes de *tchetniks* ennemis ; 12. éviter de donner des papiers d'identité aux différents saboteurs et espions et charger de cette question une commission commune (1).

Bien que cette proposition sérieuse de Tito méritât un examen approfondi, étant donné qu'elle pouvait servir de base à un accord final entre les deux mouvements, Mihaïlovitch et ses collaborateurs rejettèrent tout de suite les points 1, 2, 6 et 7, que les chefs de *partisans* considéraient comme les plus importants. Il est facile de comprendre

(1) *Zbornik*, vol. I, t. 1, p. 203-207.

l'opposition de Mihaïlovitch à l'introduction des comités populaires, institutions de base éminemment révolutionnaires, mais non pas à la formation d'un état-major commun des opérations militaires. Tout cela prouve qu'il désirait non un accord avec les *partisans*, mais leur soumission.

Tito et Mihaïlovitch se mirent néanmoins d'accord à Brajici sur le partage de fusils, fabriqués à Uzice, de même que sur l'institution d'un commandement commun dans les localités libérées.

Mais, dès que Tito livra à Mihaïlovitch une partie des fusils, les *tchetniks* attaquèrent, à la fin d'octobre, les *partisans* à Uzicka Pozega, leur prirent cette ville et concentrèrent leurs unités autour de Cacak et d'Uzice pour en venir à bout. Depuis, Mihaïlovitch n'a pas cessé de prétendre que ce ne furent pas ses *tchetniks* à lui qui prirent aux *partisans* Uzicka Pozega, mais ceux de Petchanatz qui collaboraient avec les Allemands.

Ce fut à ce moment précis que le gouvernement yougoslave émigré de Londres nomma Mihaïlovitch général et commandant en chef des forces de la résistance en Yougoslavie. Dès qu'il fut investi de cette mission officielle, il cacha encore moins son intention de s'imposer aux *partisans* et de les soumettre à son commandement. C'était dans la nature des choses et de la légalité, dont Mihaïlovitch était maintenant l'authentique et suprême représentant en Yougoslavie. Il semblerait donc que, n'ayant pas réussi à s'imposer aux *partisans* de bon gré, il était prêt à employer la force. Mais il comptait sans le parti communiste et, surtout, sans Tito, en les sous-estimant d'une façon vraiment lamentable.

A leur dernière rencontre, Mihaïlovitch avait déjà demandé à Tito de cesser toute lutte indépendante. A ce sujet une lettre de ce dernier est formelle. Dans cette lettre, adressée à l'état-major de *partisans* de Croatie, Tito écrivait que les chances d'un accord avec Mihaïlovitch étaient minimes, « car il ne demande rien de moins que la dissolution des détachements de *partisans* et leur soumission à son état-major. Il est clair — ajoutait Tito — que l'état-major suprême ne peut accepter de telles propositions (1) ». Les *partisans* étaient par conséquent prêts à toute éventualité et, au lieu de reculer ou de plier devant les *tchetniks*, dès le 2 novembre, ils contre-attaquent avec succès. Voici ce que Tito dit à ce sujet : « Connaissant exactement les mouvements des unités de *tchetniks* en direction d'Uzice, nos forces reçurent l'ordre d'exécuter la contre-attaque le 2 novembre à 4 heures du matin. A 8 kilomètres d'Uzice... nos unités rencontrèrent 800 *tchetniks* et les écrasèrent après plusieurs heures de combat (2). » Elles occupèrent à nouveau Uzicka Pozega et refusèrent de l'évacuer malgré une demande ulti-

(1) *Zbornik*, vol. V, t. 2, p. 88.
(2) Tito, *op. cit.*, p. 197-198.

mative de Mihaïlovitch. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, les *tchetniks* attaquèrent Uzice et Cacak, sur quoi les partisans contre-attaquèrent et poursuivirent les *tchetniks*. Le journal de *partisans* « *Borba* », qui paraissait alors à Uzice et qui ne cessa de protester contre la « trahison » de Mihaïlovitch, publia le 20 novembre un communiqué annonçant que les derniers combats avec les *tchetniks* venaient d'avoir lieu à Pranjana, que l'ennemi était battu, qu'il fuyait dans toutes les directions et que « l'action de nettoyage (*partisans* contre *tchetniks*) se poursuivait vers Brajice, le dernier rempart de Draja Mihaïlovitch (1) ». De son côté, Mihaïlovitch reconnaissait, du moins indirectement, que sa situation était alors très délicate sinon désespérée ; dans ses dépêches à son gouvernement à Londres, il admettait que les attaques des *partisans* l'avaient mis dans l'impossibilité de poursuivre la lutte contre les Allemands.

Finalement, les *partisans* réussirent à encercler Mihaïlovitch à Ravna Gora, après quoi il demanda à Tito d'arrêter la lutte, ce que ce dernier accepta sous certaines conditions (2). Un accord, ou plutôt un armistice, entre les *partisans* et les *tchetniks* fut signé à cette occasion, le 20 novembre, que la « *Borba* » du 22 du même mois s'empressa de publier. L'accord consacrait la cessation des hostilités entre les deux mouvements et soulignait la nécessité de diriger leur lutte commune contre les occupants et les traîtres. Une commission mixte devait déterminer les causes et les responsables de cette lutte fratricide (3).

Toutefois cet accord n'avait pas mis fin à la lutte entre les deux mouvements et la « *Borba* » du 27 novembre annonçait que les *tchetniks* venaient de fusiller dix-sept femmes, médecins et infirmières *partisanes*, et seize *partisans* blessés (4). La « *Borba* » ne put poursuivre, car, le 28 novembre, les Allemands occupèrent Uzice, mettant fin au soulèvement des *partisans* de 1941 en Serbie.

A en juger d'après une lettre d'Edvard Kardelj, adressée au début de décembre à l'état-major de *partisans* de Slovénie, la patience de Tito et de ses collaborateurs à l'égard de Mihaïlovitch et de ses *tchetniks* devait être déjà à bout en ces derniers jours de novembre 1941. Relatant les luttes avec les *tchetniks* et le dernier accord avec Mihaïlovitch, Kardelj écrivait : « Notre état-major a fait les dernières tentatives pour les rendre raisonnables (c'est-à-dire Mihaïlovitch et ses collaborateurs) et leur désigner la place qui leur appartient conformément à leur capacité ; si ceci reste sans résultat, ils seront détruits en très peu de temps (5). »

Comme on voit, il s'agissait à la fin pour Mihaïlovitch de se soumettre aux *partisans* et non plus ces derniers à lui. On peut donc considérer

(1) *Zbornik*, vol. I, t. 1, p. 266 ; consulter aussi p. 212-214, 242-246 et 251-256.
(2) Tito, *op. cit.*, p. 197-198.
(3) *Zbornik*, *op. cit.*, p. 274-275.
(4) *Ibid.*, p. 284-285.
(5) *Ibid.*, vol. VI, t. 1, p. 154.

que les prévisions de Kardelj se seraient réalisées si, entre temps, le mouvement des *partisans* en Serbie n'avait été écrasé par l'offensive allemande. Les Allemands réussirent, en effet, en huit jours à nettoyer toute la Serbie occidentale à la fois des *partisans* et des *tchetniks* de Mihaïlovitch.

La défaite des deux mouvements de résistance en Serbie consacrait également la séparation finale de deux hommes, qui ne devaient plus cesser de s'accuser réciproquement d'en être la cause. Tito, profondément déçu par Mihaïlovitch, ne recherchera plus avec lui le contact, mais préparera sa liquidation. Quant à Mihaïlovitch, qui venait à peine de se libérer de l'étreinte dangereuse des *partisans*, il se gardera à l'avenir de tout voisinage avec eux et se consacrera exclusivement à leur destruction, convaincu que les communistes représentent un danger permanent pour sa patrie, alors que l'occupation ennemie ne pouvait être que provisoire.

La guerre civile entre les « tchetniks » et les « partisans »

A partir de l'année 1942, les luttes entre les *tchetniks* et les *partisans* commencèrent à prendre des proportions incomparablement plus grandes et plus graves qu'en automne 1941 et cela dans toutes les régions de la Yougoslavie, peuplées de Serbes. Très vite, elles prirent l'aspect d'une véritable guerre civile, qui s'ajoutait à celle qui faisait rage déjà en Croatie et à la terreur générale des occupants.

Au Monténégro, où une poignée de communistes, avec Djilas en tête, avait réussi à prendre la direction du soulèvement populaire contre les Italiens en juillet 1941, la réaction contre eux ne se fit pas longtemps attendre. Ici, des officiers supérieurs de l'armée yougoslave, comme le général Blajo Djoukanovitch et le colonel Bayo Stanichitch, n'hésitèrent pas à accepter de l'occupant italien des armes, des provisions, etc., pour la lutte qu'ils étaient en train d'organiser contre les communistes. Les dirigeants fascistes et militaires italiens, conscients des avantages qu'ils pouvaient tirer de cette guerre civile pour raffermir leur domination, s'empressèrent alors d'aider toutes les unités locales de *tchetniks* se trouvant sur le territoire de la Yougoslavie occupé par eux. Très vite, les occupants italiens avaient réussi à détourner la plupart des formations *tchetniks* de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et de Dalmatie de leur lutte initiale contre les *oustachis* croates et à les diriger contre les *partisans*. Il se trouva également des commandants *tchetniks* qui, sous les auspices des Italiens, conclurent des arrangements même avec les *oustachis*, en vue d'une lutte commune contre les *partisans*.

De son côté le commandant Dangitch, le chef des *tchetniks* en Bosnie orientale, qui relevait dès le début de Mihaïlovitch, collaborait avec Neditch. Même en Serbie, après la liquidation de la résistance tant de *partisans* que de *tchetniks*, les Allemands réussirent à gagner une partie

de leurs prisonniers *tchetniks* à une collaboration, mais limitée à la lutte contre les communistes. Mais au même moment les Allemands fusillaient ou envoyaient dans les camps en Allemagne ceux des *tchetniks* par trop compromis à leurs yeux ou qu'ils ne réussissaient pas à gagner à cette collaboration. Tel fut notamment le cas du commandant Michitch, chef d'état-major de Mihaïlovitch qui, fait prisonnier, fut fusillé sur-le-champ. Ainsi, à la différence de l'occupant italien, l'occupant allemand restera toujours très défiant envers les *tchetniks*, même envers ceux qui s'étaient définitivement compromis en collaborant ouvertement avec lui.

Il n'en reste pas moins vrai que, dès l'année 1942, le mouvement de *tchetniks* en général avait complètement modifié sa tactique et les objectifs de sa lutte. A la place des occupants, des *oustachis* et des autres traîtres, ce sont maintenant les *partisans* qui deviennent l'ennemi principal pour lui, ce que Mihaïlovitch lui-même souligne du reste dans ses communications à son gouvernement à Londres.

L'attitude de Mihaïlovitch n'était pas, elle non plus, exempte de tout reproche. Après sa retraite précipitée de Serbie, il avait trouvé refuge au Monténégro, où il jouissait aussi bien de l'hospitalité des *tchetniks* monténégrins que de leur protection auprès de l'occupant italien. Par ailleurs, il avait admis leur collaboration avec ce dernier (1). De ce refuge, Mihaïlovitch dirigeait maintenant la lutte des *tchetniks* contre les *partisans*. C'est ainsi que, dans un appel aux *tchetniks* monténégrins de janvier 1942, il leur interdisait toute collaboration avec les *partisans*. Cette interdiction, il la motivait par le fait que les *partisans* « luttent contre la dynastie et pour l'avènement de la révolution sociale ce que ne peut jamais être notre but, car nous sommes uniquement et exclusivement des combattants pour le roi, la patrie et la liberté du peuple (2) ». Il rappelait continuellement aux officiers de l'ancienne armée yougoslave qu'ils avaient prêté le serment de fidélité au roi et à la patrie et que de ce serment personne n'était encore délié (3). Par la suite, plusieurs officiers qui s'étaient joints aux *partisans* furent dégradés ou condamnés à mort, du moins verbalement.

L'impression qui se dégage de cette attitude de Mihaïlovitch est que, s'il n'était pas l'initiateur de la collaboration avec l'ennemi des organisations locales des *tchetniks*, il l'avait machiavéliquement tolérée, tout en faisant semblant de se retirer dans l'ombre et d'attendre son heure. Mais il n'en était rien, car en fait il renforçait et généralisait la lutte des *tchetniks* contre les *partisans*. Ainsi, lorsqu'en été 1942, les *tchetniks* réussirent à rejeter le gros des *partisans* hors du Monténégro, Mihaïlovitch écrivait au colonel Stanichitch : « Nous devons détruire sans pitié ces hommes sanguinaires, comme ils voudraient nous détruire (4). »

(1) Fitzroy Maclean, *Disputed Barricade*, London, Jonathan Cape, 1957, p. 177.
(2) *Zbornik*, vol. III, t. 4, p. 457.
(3) *Ibid.*, p. 461.
(4) Fitzroy Maclean, *op. cit.*, p. 184.

D'autre part, plusieurs des plus hautes décorations, décernées par le gouvernement yougoslave à des commandants *tchetniks* collaborant ouvertement avec l'occupant italien, prouvent indubitablement qu'il y avait collusion, sinon accord entier, entre tous ces éléments. Tel fut notamment le cas du pope Djouitch, commandant d'un détachement de *tchetniks* dans la Dalmatie du Nord, et de l'avocat Yevdjevitch, principal représentant des *tchetniks* de Herzégovine auprès du commandement de l'armée italienne à Split.

Et c'est ici qu'apparaît toute l'insuffisance et l'incapacité du gouvernement yougoslave émigré, qui, au lieu de définir et d'imposer à Mihaïlovitch une politique de guerre appropriée et effective, subissait le dictat d'une petite clique de quatre officiers, formant un cabinet occulte dans son sein et qui faisaient ce que Mihaïlovitch leur suggérait ou pis encore. Pourtant, l'autorité de ce gouvernement était encore grande dans le pays, par le fait même qu'il se composait des chefs ou des principaux représentants de tous les partis politiques, excepté le parti communiste, partis qui jouissaient sans conteste de la confiance des électeurs. D'autre part et comme on le verra plus bas, ce gouvernement pouvait compter également sur les bons offices de Staline auprès de Tito, du moins présentement. Dans ces circonstances, tout autre gouvernement aurait réussi à amener Tito et Mihaïlovitch à une collaboration un tant soit peu loyale et à épargner ainsi tout au moins des centaines de milliers de vies yougoslaves. Mais, pour y réussir, il aurait fallu avant tout que le mouvement de *tchetniks* se gardât de toute attaque contre les *partisans* et, surtout, de toute collaboration avec l'ennemi. En continuant à soutenir Mihaïlovitch, au lieu de lui imposer le bon chemin ou de le désavouer, le gouvernement se condamnait à son tour et ouvrait toutes larges les portes du pays à la poussée communiste.

Pour compliquer encore cette situation infernale dans le pays, le gouvernement nomma Mihaïlovitch, au début de l'année 1942, ministre de la guerre, s'associant ainsi et définitivement à ses paroles et actes. Il va de soi que les *partisans* comprirent cette nomination comme une preuve définitive que toute la bourgeoisie serbe s'était coalisée contre eux et que le gouvernement approuvait même la collaboration avec l'ennemi afin de les abattre. Voici quelles furent à ce sujet les conclusions de Tito et Kardelj, dans une lettre qu'ils adressèrent, en janvier 1942, au parti communiste de Slovénie : « Neditch — les *tchetniks* — Draja Mihaïlovitch — le gouvernement (yougoslave) de Londres — c'est une chaîne continue de la réaction hégémonique grand-serbe qui se prépare à détruire par tous les moyens notre parti et la lutte de libération, et à remettre au pouvoir la réaction hégémonique grand-serbe dans sa forme la plus terroriste (1). » D'ailleurs, Tito devait commencer sous peu à

(1) *Zbornik*, vol. I, t. 2, p. 154-155.

accuser ouvertement le gouvernement de Londres d'être responsable de premiers insuccès du soulèvement populaire et « de soutenir Draja Mihaïlovitch, qui collabore avec l'occupant et nous combat (1) ».

Bien que ce renversement du caractère de la lutte des *tchetniks* évoluât comme Tito le prévoyait et le souhaitait dès le mois de septembre 1941, ce n'était pas exactement ce qu'il désirait au début de l'année 1942. A ce moment-là, le mouvement de libération nationale se trouvait lui aussi dans une situation délicate et par moment grave, presque partout sur la défensive ou en déroute.

De sa défaite totale en Serbie, Tito avait tiré toutes les conséquences avant même de se rendre compte de son étendue. En se retirant en Bosnie orientale, il était fermement décidé de ne compter à l'avenir que sur son propre parti et sur les forces de la résistance qui seront uniquement son œuvre et non pas le résultat de compromis quelconques avec les partis bourgeois et paysans. La première manifestation publique de ce raidissement de son attitude révolutionnaire et de classe fut la création, en décembre 1941, de la première brigade prolétarienne aux emblèmes rouges à faucille et marteau, qui à elle seule représentait tout un programme. En la formant de *partisans* de Serbie qui avaient réussi à le suivre, il avait créé la première unité, à la fois révolutionnaire, disciplinée à l'extrême et mobile à souhait, ce qui n'était pas le cas jusque-là avec les détachements de *partisans*, attachés avant tout à leur région. Il en était du reste grand temps, étant donné que la situation des *partisans* au Monténégro devenait de plus en plus critique, alors que plusieurs unités de *partisans* en Bosnie orientale se trouvaient en pleine décomposition, soit à la suite de leur passage dans le camp *tchetnik*, soit en raison du retour des combattants à leurs foyers, les *oustachis* ayant fini par garantir aux transfuges serbes la vie et les biens. Pour rétablir quelque peu cette situation par trop fluide et empêcher la dissolution des unités encore existantes, Tito lui-même dut intervenir dans cette dernière région, en se mettant à la tête de sa première brigade prolétarienne. Puis il réussit à s'installer pendant quelques mois à Foca, une petite ville de Bosnie orientale, d'où, au préalable, les *tchetniks* furent chassés.

C'est au cours de cette période qu'il procéda à la réorganisation du mouvement de la libération nationale, tout en livrant les batailles les plus âpres aux *tchetniks*, qui en tant qu'avant-gardes de l'occupant italien attaquaient les *partisans* partout. Pour le moment, il n'a à lutter que contre eux et sporadiquement contre les troupes italiennes. En répétant certains de ses ordres antérieurs, il demande aux unités de *partisans* de nettoyer leur territoire de tous les *tchetniks*, car — dit-il — sur le territoire occupé par les *partisans*, il ne doit plus y avoir de *tchetniks* et sous aucune condition. Dans un de ses ordres de janvier

(1) *Zbornik*, vol. II, t. 3, p. 149-152.

à un état-major de *partisans* en Herzégovine, on trouve cette phrase : « Partout où les bandes (de *tchetniks*) apparaissent, il faut immédiatement tuer leur chef et leurs principaux animateurs (1). » Les luttes avec les *tchetniks* devenant de plus en plus violentes, Tito donna, le 10 mars, les instructions suivantes à l'état-major de *partisans* du Monténégro où l'action des *tchetniks* était particulièrement menaçante : « Vous devez vous servir de représailles contre les *tchetniks*. Vous devez incendier certaines maisons de ces criminels et bandits et d'une façon obligatoire toutes les maisons de leurs chefs (2). » Quelques jours plus tard, il ordonne à ce même état-major de confisquer tous les biens des *tchetniks*, en laissant seulement un minimum à leurs familles (3), puis d'envoyer ces familles à l'ennemi (4), c'est-à-dire aux troupes italiennes. Mais comme ces ordres avaient provoqué un mécontentement général, même parmi les membres du parti communiste au Monténégro, ils furent bientôt sensiblement atténués.

L'attitude des *tchetniks* envers les partisans était incomparablement pire, par le fait même de leur collaboration avec l'ennemi. Tout en traitant les *partisans* comme des hors-la-loi, de plus en plus souvent, ils les livraient aux troupes italiennes qui les fusillaient.

Les résultats

Pendant qu'une telle lutte entre les *tchetniks* et les *partisans* battait son plein en Yougoslavie, la gloire de Mihaïlovitch avait atteint son point culminant dans les pays alliés et en Occident en général. Alors que Tito demeurait un inconnu, même auprès de ses propres compatriotes non initiés, le nom de Mihaïlovitch est vénéré, comme celui du premier et du plus grand résistant en Europe. Si Mihaïlovitch était devenu si subitement et universellement célèbre, c'est que les services de propagande du gouvernement yougoslave de Londres, et avec eux la *B. B. C.*, attribuaient et continuaient à attribuer uniquement à lui tout le mérite de la lutte contre les Allemands et les autres occupants en Yougoslavie. Il en fut de même au cours de toute l'année 1942, bien qu'alors les *partisans* fussent pratiquement les seuls à tenir tête à l'ennemi en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Dalmatie, en Croatie et en Slovénie.

Ce n'est qu'à partir du milieu de l'année 1942 que Tito réussit à percer ce mur de silence et cela dans des circonstances curieuses, en convainquant d'abord les Soviétiques, puis les Britanniques que les *tchetniks* collaboraient avec les ennemis et que les *partisans* étaient les seuls à

(1) *Zbornik*, vol. II, t. 2, p. 233.
(2) *Ibid.*, vol. II, t. 3, p. 98.
(3) *Ibid.*, vol. II, t. 3, p. 126.
(4) *Ibid.*, p. 243.

combattre ces derniers en Yougoslavie. Mais cela ne se fit pas en un seul jour, ni facilement, comme le démontre l'attitude que l'U. R. S. S. elle-même avait adoptée au début en face du conflit entre Tito et Mihaïlovitch.

Lorsqu'en février et en mars 1942, Tito avait réta bli ses communications directes avec Moscou, interrompues depuis sa défaite en Serbie, il avait été plus qu'étonné en recevant le 5 mars de Moscou un message plein de reproches. Insensible à tous ses rapports sur ses mérites indiscutables dans l'organisation et le renforcement constant du mouvement de libération nationale en Yougoslavie, Moscou rejetait les accusations de Tito relatives à la trahison du gouvernement yougoslave et par là de Mihaïlovitch et le blâmait d'avoir donné à son mouvement un caractère communiste. Voici du reste les principaux passages de cette dépêche de Moscou à Tito : « En passant en revue toute votre information, on acquiert l'impression que c'est avec quelque justification que ceux qui sont pour les gouvernements anglais et yougoslave soupçonnent que le mouvement des *partisans* prend un caractère communiste et tend à la soviétisation de la Yougoslavie. Pourquoi, par exemple, avez-vous eu besoin de former spécialement une brigade « prolétarienne »?... Comment expliquer le fait que ceux qui sont pour l'Angleterre réussissent à former des unités armées contre les détachements *partisans*? Est-il possible qu'à part les communistes et leurs sympathisants il n'y ait pas d'autres patriotes yougoslaves avec lesquels vous puissiez combattre ensemble les occupants? Il est difficile d'admettre avec vous que Londres et le gouvernement yougoslave marchent avec les occupants. Il doit y avoir là quelque grand malentendu. » Puis Moscou demandait à Tito de constituer « un *Front National* véritable et unique » s'il ne l'avait pas encore fait (1).

Comme d'habitude, Tito informa tout de suite ses principaux collaborateurs du contenu de cette dépêche de Moscou. C'est ainsi que Mocha Piyadé fut le premier à lui demander de réviser toute la ligne du parti et de la conformer à celle de l'Union Soviétique. Il écrivait à Tito, par exemple : « Je pense même que la critique du grand-père (ce qui voulait dire l'*Internationale Communiste* ou Staline), disant que nous sommes allés un peu plus loin qu'il ne le fallait, est dans le fond exacte (2). »

Milovan Djilas était à peu près du même avis. Mais, de plus, il pensait qu'à ces tendances de gauche dans le mouvement de libération, le mouvement des *tchetniks* devait ses succès au Monténégro. Et Djilas d'ajouter : « Nos camarades ne comprennent pas que les masses ne veuillent pas la guerre civile, mais seulement la guerre... Je souligne

(1) Mosa Pijade, *La Fable de l'aide Soviétique à l'insurrection nationale yougoslave*, Paris, Le Livre Yougoslave, 1950, p. 25-26.
(2) *Zbornik*, vol. II, t. 3, p. 131-132.

encore une fois que le peuple est contre l'occupant, il est pratiquement avec nous, il est contre la cinquième colonne et ceux qui collaborent avec les Italiens. Mais il ne veut pas de guerre de classe et il fait bien de n'en pas vouloir (1). »

Tito fut profondément blessé par ces remontrances de Moscou. Il n'admettait pas avoir agi comme Moscou le prétendait et Piyadè et Djilas le confirmaient. Il ne devait pas oublier de si tôt cette dépêche et s'empressa d'envoyer partout où il le jugeait nécessaire des instructions afin « d'éviter de donner à cette lutte un caractère par trop communiste (2) ». Et il attirait l'attention de tous sur le fait qu'il n'était pas question aujourd'hui de soviétisation, mais de lutte commune de tous les patriotes contre les occupants et les traîtres. « Cela est fondamental... et il faut bien le comprendre (3). » C'est du reste sur ce mot d'ordre de lutte contre les traîtres que devait se poursuivre la lutte des classes, à quelques exceptions près.

Malgré cette attitude de Moscou. Tito arriva néanmoins et assez vite à gagner le gouvernement soviétique à ses vues. Déjà dans sa proclamation du 1er mai 1942, Staline avait souligné « que la flamme de la guerre des *partisans* s'était répandue sur toute la Yougoslavie ». Puis, au milieu de cette même année, les autorités soviétiques installèrent dans le Caucase l'émetteur de radiodiffusion « *la Libre Yougoslavie* », qui à partir de ce jour rendit d'immenses services à la cause du mouvement yougoslave de libération nationale, en diffusant ses communiqués et sa propagande dans le monde entier.

Parallèlement, le gouvernement soviétique commençait à exercer, auprès des gouvernements de Londres et de Washington, une pression de plus en plus ouverte pour qu'ils reconnaissent à leur tour Tito et son mouvement et condamnent Mihaïlovitch et la collaboration de ses *tchetniks* avec l'ennemi. Logiquement, l'attitude de Moscou envers le gouvernement yougoslave se refroidissait de plus en plus.

Vers la fin de l'année 1942, l'Allemagne elle-même devint subitement consciente de l'immense danger que la lutte des *partisans* en Yougoslavie représentait pour elle. C'est Hitler qui, dans son ordre féroce du 16 décembre 1942, constatait que « si la lutte avec les *partisans* de l'Est, aussi bien que dans les Balkans, n'est pas menée avec les moyens les plus brutaux, nous en arriverons bientôt au moment où les forces disponibles seront insuffisantes pour contrôler ces régions ». Et il concluait : « Il est donc, non seulement justifié, mais c'est bien le devoir des troupes, d'utiliser tous les moyens, même contre les femmes et les enfants, tant que cela assurera le succès. La moindre considération envers les *partisans* est un crime contre le peuple allemand. »

(1) *Zbornik*, vol. II, t. 3, p. 232.
(2) *Ibid.*, p. 354.
(3) *Ibid.*, p. 387.

Le plus curieux est que Hitler avait donné également l'ordre à ses gouverneurs et généraux en Yougoslavie de dissoudre toutes les organisations de *tchetniks*. A ce sujet, on peut lire dans un rapport du comité provincial du parti communiste pour la Serbie du mois de juin 1943, qu'à la fin de l'été et au commencement de l'automne 1942, « les Allemands commencèrent... à désarmer et disperser les *tchetniks* (il s'agissait naturellement des *tchetniks* collaborant avec eux). Ils arrêtèrent une série des commandants *tchetniks* notoires, dont certains furent enfermés dans des camps. Au cours de l'hiver (1943), tous les détachements de *tchetniks* furent liquidés ». Une partie des *tchetniks* se joignit alors à Mihaïlovitch, mais la majeure partie réintégra ses foyers. C'est justement alors que les *tchetniks* de Mihaïlovitch organisèrent partout en Serbie « les groupes noirs de trois » (« *crne trojke* »), « qui commencèrent par assassiner nos camarades et sympathisants, de même que les anciens *partisans*, leurs familles... et d'autres honnêtes citoyens (1) ».

La lutte sans trêve des *tchetniks* contre les communistes continuait, par conséquent, sous toutes les formes possibles, voire les plus condamnables, même en Serbie, où le mouvement des *partisans* n'existait pratiquement plus depuis le mois de novembre 1941.

Mais, pour en revenir à Hitler et à son attitude envers les *partisans* et les *tchetniks*, il est nécessaire de mentionner que le 16 février 1943, à la veille d'une nouvelle offensive contre les *partisans*, il exigea de Mussolini la destruction des organisations de *tchetniks* sur le territoire yougoslave que ses troupes occupaient. Il lui écrivait, en effet : « Étant donné le danger que recèle le mouvement de Mihaïlovitch, j'ai ordonné l'annihilation de tous ses *partisans* sur les territoires occupés par mes troupes. Je crois désirable que votre 2e armée (stationnant dans la partie occidentale de la Yougoslavie) considère également Mihaïlovitch et ses officiers comme des ennemis jurés de l'Axe et je vous demande, Duce, de donner des instructions dans ce sens à vos chefs d'unités. »

Ce n'était pas justement ce que souhaitaient Mussolini et ses généraux en Yougoslavie, car ils avaient trouvé chez les *tchetniks* le seul rempart qui les protégeât tant bien que mal des attaques incessantes des *partisans*. Tout en s'engageant à interner les *tchetniks* après l'offensive italo-allemande en cours, Mussolini lui répondit : « ... Plusieurs milliers de *tchetniks* ont été armés, sur une base locale, par les chefs d'unités italiennes... Jusqu'à présent, ces *tchetniks* ont combattu les *partisans* avec beaucoup de vigueur... Bien que accusé de trahison par la radio des *partisans*, ce dernier (D. Mihaïlovitch) n'en est pas moins notre ennemi puisqu'il est ministre de la guerre du gouvernement yougoslave de Londres... »

Pendant que les deux chefs fascistes échangeaient cette correspondance, pour le moins curieuse et significative, la fameuse 4e offensive

(1) *Zbornik*, vol. I, t. 5, p. 224-225.

italo-allemande contre les *partisans* se poursuivait en Bosnie-Herzégovine. Au cours de celle-ci, Tito et son armée réussirent, une fois de plus, à percer l'encerclement ennemi, en battant surtout les troupes italiennes et les *tchetniks*. C'est à cette occasion que les forces centrales des *partisans*, commandées par Tito, pénétrèrent une fois de plus au Monténégro et dans le Sandjak, après avoir lutté, en se retirant de la Bosnie nord-ouest, pour chaque pouce de territoire.

Au cours de cette quatrième offensive italo-allemande contre les *partisans* — écrit un des auteurs britanniques les plus compétents — « les principaux chefs *tchetniks* du Monténégro, de Bosnie, Herzégovine, Serbie et du Sandjak concentrèrent leurs forces pour donner, comme ils l'espéraient, le coup de grâce aux *partisans*... Mihaïlovitch lui-même arriva à Foca, d'où il dirigea personnellement les opérations, avec le commandant Ostoïtch comme chef de son état-major. » De Foca, Mihaïlovitch écrivait, le 17 février, au colonel Stanichitch, l'un de ses principaux commandants sur le front : « Cette fois-ci, nous avons la possibilité de battre complètement les communistes. Si nous n'y parvenons pas, tant pis pour nous. » Mais comme les Italiens et les 12.000 *techtniks*, massés de l'autre côté de la Neretva, ne réussirent pas à empêcher les *partisans* de forcer le passage de cette rivière et de briser par là l'encerclement ennemi (ce fut un des plus brillants faits d'armes de Tito), le chef de l'état-major de Mihaïlovitch menaçait les commandants de *tchetniks* de les relever de leurs postes. Quelques jours plus tard, dès que les *partisans* commencèrent, d'après les termes mêmes de Tito, « la chasse aux *tchetniks* » en pleine déroute, le commandant Ostoïtch transmettait un ordre au colonel Stanichitch d'ouvrir une enquête sur tous les cas de désertion des *tchetniks* et de faire juger et fusiller sur place tous les chefs de file et les suspects. « Le moral doit être relevé à tout prix (1). »

Ce n'est qu'après l'échec de cette offensive que les ordres de Hitler, relatifs au désarmement et à la dispersion des *tchetniks*, furent exécutés, du moins partiellement. Toutefois, la situation à cet égard dans les territoires yougoslaves occupés par les Italiens resta la même que par le passé : les *tchetniks* continueront leur collaboration avec les troupes italiennes et prendront une fois de plus part à la 5e offensive italo-allemande contre les *partisans*, au cours de laquelle les forces centrales de Tito percèrent de nouveau l'encerclement ennemi et pénétrèrent en Bosnie orientale, non sans subir, cette fois, des pertes sensibles.

Au cours de ces opérations, les *tchetniks* subirent aussi des pertes très lourdes. Les *partisans* arriveront même à cerner et à fusiller, au cours de cette même année, toute la direction du mouvement *tchetnik* au Monténégro avec le général Djoukanovitch et le colonel Stanichitch

(1) Fitzroy Maclean, *op. cit.*, p. 209-210 et 214 ; cf. *The Cetniks* (A. F. H. Q. Handbook 1944), p. 60-62.

en tête. Quant à Mihaïlovitch, il avait, à l'approche de l'armée de Tito au Monténégro, au printemps 1943, quitté son refuge dans ce pays, se dirigeant vers le Sandjak, puis la Serbie.

Ce furent là les dernières grandes batailles des *tchetniks* contre les *partisans* dans cette partie de la Yougoslavie, occupée par l'armée italienne, car la chute de Mussolini les forcera bientôt à une retraite précipitée vers le Monténégro et la Serbie, où ils continueront également à collaborer avec l'ennemi, mais cette fois et une fois de plus avec les Allemands, et cela malgré toute l'opposition de Hitler.

Quelques mois avant la chute de Mussolini, Churchill, qui eut vent des événements véritables de Yougoslavie, désira en avoir le cœur net. Jusque-là, il avait misé sur Mihaïlovitch, auprès duquel il entretenait ses représentants et conseillers, mais, dès le mois de mai 1943, il envoya aussi une mission britannique auprès de Tito. A la fin de l'été, il désigna deux officiers supérieurs comme représentants principaux de la Grande-Bretagne en Yougoslavie occupée : le brigadier Armstrong auprès de Mihaïlovitch et le brigadier Fitzroy Maclean auprès de Tito. Cependant, depuis plusieurs mois déjà, les représentants britanniques ne cachaient plus à Mihaïlovitch qu'ils étaient désappointés par sa passivité devant l'ennemi : dès le mois de novembre, le brigadier Armstrong lui fit les mêmes reproches, mais cette fois par écrit.

Par contre, le général Maclean fut simplement ravi par l'esprit combatif qu'il trouva chez Tito et ses *partisans*. Mais c'est surtout sur les mérites militaires respectifs de Mihaïlovitch et de Tito que le témoignage de Maclean est édifiant : « Ma mission — écrit-il après la chute de Mussolini — est une mission militaire... Ce qui importe est de savoir qui se bat contre les Allemands. A ce sujet aucun doute n'est possible. Les *partisans*... se battent contre eux, et se battent très efficacement, tandis que les *tchetniks*, si admirables soient leurs motifs, à quelques exceptions près, ou bien ne se battent pas du tout, ou bien se battent avec les Allemands contre leurs compatriotes (1). »

A ce moment, après la chute de Mussolini et la capitulation de l'Italie, *le mouvement de libération nationale* était devenu puissant et disposait d'une armée évaluée, suivant ses propres sources, entre deux cents et trois cent mille hommes. Mais il disposait également d'une nouvelle organisation étatique, que Tito et ses principaux collaborateurs, parmi lesquels il y avait maintenant également de nombreux représentants des partis bourgeois et paysans, avaient mise sur pied. Depuis l'automne 1941, ils avaient commencé à introduire dans tous les territoires libérés de Yougoslavie les *comités populaires*, qui remplissaient, suivant le modèle des soviets russes, toutes les fonctions communales, administratives et autres dans les localités. En novembre 1942, ils avaient

(1) Fitzroy Maclean, *Diplomate et Franc-Tireur*, traduction d'A. Martinerie, Paris, Gallimard, 1952, p. 302.

créé le *conseil antifasciste de libération nationale* (A. V. N. O. J.), instance suprême du mouvement, à la fois politique et administrative. En même temps, ils créaient des *conseils antifascistes provinciaux*. Finalement, la seconde session du *conseil antifasciste de Yougoslavie*, siégeant le 29 novembre 1943 à Jajce en Bosnie, décidait que l'État serait organisé sur des bases fédérales et démocratiques, décernait à Tito le titre de Maréchal et interdisait au roi Pierre II le retour dans la patrie avant que le peuple ne se soit prononcé sur son sort. En même temps, un conseil national, un véritable gouvernement auquel ne manquait que le nom, fut formé sous la présidence de Tito, qui cumulait aussi les fonctions de secrétaire général du parti communiste, toujours clandestin, et celles de chef suprême de la nouvelle armée. La Yougoslavie semblait émerger pleine des promesses d'une occupation terroriste, d'une guerre civile et de ruines sans fin, comme les Slaves du Sud n'avaient jamais encore connu aux temps les plus tragiques de leur pénible histoire.

Du côté des *tchetniks* de Mihaïlovitch, rien de pareil, il s'en fallait : comme il espérait en la résurrection de l'ancienne Yougoslavie, royale bien que parlementaire, il ne se souciait guère des questions relatives à son organisation. Il est vrai qu'au début de l'année 1944, Mihaïlovitch avait improvisé dans le village Ba, en Serbie, un congrès de ses partisans et des partis politiques serbes qui le soutenaient, au cours duquel une *union démocratique populaire yougoslave* fut fondée. Ce fut un organisme plutôt symbolique ; pratiquement, il n'eut aucune suite. A remarquer toutefois que ce congrès s'était prononcé, à l'instar du conseil antifasciste de Jajce, pour la reconstitution de la Yougoslavie sur des bases démocratiques et fédérales. Mais ce n'était là, dans le fond, que le dernier effort de certains hommes politiques pour sauver ce qui pouvait encore l'être de la marée montante communiste. Cependant tout était vain, tout d'abord à cause de la faiblesse et des failles intrinsèques du mouvement de *tchetniks* ; d'autre part, les Trois Grands avaient déjà décidé, à la *conférence de Téhéran* du début de décembre, d'augmenter leur aide à l'armée de Tito, ce qui consacrait définitivement la victoire de ce dernier également dans le camp allié.

Après Téhéran, Maclean remarqua que « le général Mihaïlovitch, depuis quelques temps, n'est rien moins qu'ardent dans sa résistance aux Allemands ». C'est alors que les Alliés lui offrent sa dernière chance, en lui demandant de faire sauter un pont d'importance stratégique considérable sur la ligne Belgrade-Salonique (1). Mais, comme Mihaïlovitch n'avait pas exécuté cette tâche, le gouvernement britannique décida de cesser toute aide à son mouvement et rappela tous les délégués britanniques qui se trouvaient auprès de lui et de ses unités de *tchetniks*. De plus, Churchill déclarait, le 22 février, aux Communes : « La raison

(1) Fitzroy Maclean, *op. cit.*, p. 359.

pour laquelle nous avons cessé de soutenir Mihaïlovitch et de lui envoyer les armes est simple. Il n'a pas combattu l'ennemi et, qui pis est, certains de ses subordonnés ont conclu des arrangements avec l'ennemi. » En fait, ce fut Churchill et non Staline qui, en définitive, rendit, du côté des Alliés, les plus grands services à Tito et à son mouvement, tant du point de vue militaire que politique.

Le discours de Churchill consacrait l'abandon définitif de Mihaïlovitch par les Alliés, bien que les États-Unis aient conservé leurs missions auprès de lui jusqu'au début de 1945. De son côté, le général Maclean tirait cette conclusion instructive de l'abandon final de Mihaïlovitch par la Grande-Bretagne : « Ainsi s'achèvent les relations basées dès le début sur un malentendu. Notre propagande avait construit un Mihaïlovitch imaginaire, un personnage que lui-même n'a jamais sérieusement prétendu être. Et maintenant nous le laissons tomber, parce qu'il ne s'est pas montré à la hauteur de nos illusions (1). »

Dans le fond, la révolution que le parti communiste yougoslave poursuivait, en même temps que la lutte contre les occupants et l'édification du nouvel État fédéral, avait déjà balayé le mouvement de Mihaïlovitch partout, sauf en Serbie, comme elle devait l'emporter sous peu tout à fait, et l'ancien régime avec lui. En le trouvant sur son chemin, la révolution l'avait brisé, conformément aux plans et espoirs de ses adversaires. Il est néanmoins nécessaire de souligner, encore une fois, que Mihaïlovitch lui-même et surtout ses différents commandants *tchetniks*, de même que le gouvernement yougoslave, avaient tous agi de façon à faciliter et accélérer la victoire du parti communiste, notamment par la collaboration des *tchetniks* avec l'ennemi.

Sur ce sujet, tant contesté par les amis et les admirateurs de Mihaïlovitch, nous disposons aujourd'hui d'un nouveau témoignage, aussi précieux que celui du général Maclean, bien qu'il nous vienne d'un ancien ennemi. C'est celui de l'ancien ministre allemand Hermann Neubacher, délégué spécial de Hitler dans les Balkans, qui se trouvait, de 1943 à 1945, à Belgrade, donc au centre des événements dont il est question ici. Dans un livre des souvenirs, récemment publié, Neubacher donne de nombreux détails sur les négociations et la collaboration de certains de principaux commandants *tchetniks* de Mihaïlovitch avec les Allemands et cela dès l'année 1943 ; il en cite les noms, surtout ceux de Kalebitch, Keserovitch, Loukatchevitch, Pavlé Djourichitch. Il mentionne également la rencontre secrète de Mihaïlovitch et du général Neditch, le président du gouvernement fantoche de Belgrade, en août 1944, au cours de laquelle le premier demanda au second une aide financière et de lui faire obtenir des Allemands des armes pour 50.000 de ses *tchetniks*.

(1) Fitzroy Maclean, *op. cit.*, p. 390.

Déjà Mihaïlovitch se trouvait aux abois. Depuis le mois de juin, il ne faisait plus parti du gouvernement yougoslave émigré, comme du reste aucun de ses anciens collègues ministériels. De son côté, le nouveau président du gouvernement, Ivan Choubachitch, s'était empressé de rencontrer Tito et de déclarer publiquement qu'en Yougoslavie il n'y avait que l'*armée de libération nationale* qui se battait contre l'ennemi. Bien plus, le nouveau président légitima pour ainsi dire, par le premier accord Tito-Choubachitch du 16 juin, l'état de fait en Yougoslavie, c'est-à-dire l'organisation du nouvel État, tel que Tito et ses collaborateurs l'avaient édifié.

Enfin, le 25 août, le roi Pierre II lui-même releva Mihaïlovitch de ses fonctions de commandant en chef de l'armée yougoslave dans la patrie et, le 12 septembre, il invita les *tchetniks* à se mettre sous le commandement du maréchal Tito. Bien que ces ordres et appels royaux soient venus trop tard, après la défaite de Mihaïlovitch en Serbie, ils constituaient néanmoins un désaveu foudroyant de ce dernier par la monarchie elle-même pour laquelle il était censé combattre. C'était la toute dernière occasion pour Mihaïlovitch de cesser sa lutte désespérée contre le *mouvement de libération nationale* et d'accepter l'asile que lui offrait le gouvernement britannique. Mais il pensait autrement, même au prix d'être aidé par l'ennemi allemand.

Toutefois, Neubacher, qui fit de son côté tout pour organiser cette collaboration, reconnaît n'avoir jamais réussi à le faire sur un plan plus vaste par suite de l'opposition farouche de Hitler à toutes ses propositions. Pour Hitler et d'après Neubacher, toute collaboration avec les *tchetniks*, l'ennemi potentiel de demain, était toujours hors de question.

Mais, en relatant cette collaboration des *tchetniks* avec les Allemands, dans cette phase finale de la guerre, Neubacher ajoute comme par acquis de conscience : « Draja Mihaïlovitch lui-même ne participait point à cette sorte de négociations. Il est resté l'adversaire de l'occupant, fidèle à ses Alliés. Dans un message, il condamna ses subordonnés qui collaboraient avec l'ennemi et les qualifia de traîtres. Mais je ne doute pas qu'il espérait malgré tout par l'intermédiaire de ces « traîtres » soutirer assez d'armes aux Allemands... Cette politique de Draja Mihaïlovitch était assez compréhensible... Il est resté l'ennemi de l'occupant, mais, à la suite de l'ascension de Tito, l'occupant était devenu pour lui l'ennemi n° 2. Abandonné par ses alliés, il essaya de tirer de cet ennemi n° 2... le plus possible d'armes... Il se préparait pour la lutte finale avec Tito, à vie et à mort (1)... » Cependant, toutes ces explications en faveur de Mihaïlovitch, Neubacher ne les fait que pour les reprendre aussitôt, comme on le verra par la suite, en affirmant,

(1) H. Neubacher, *Sonderauftrag Suedost 1940-1945. Bericht eines fliegenden Diplomaten*, Goettingen, Musterschmidt Verlag, 1956, p. 168 et suiv.

par exemple, qu'il se trouvait en rapports directs et constants avec le « plénipotentiaire » de Mihaïlovitch à Belgrade, l'ancien ministre Milan Atchimovitch.

Mais, une fois de plus, ces nouveaux efforts de Mihaïlovitch se révélèrent vains. Lorsque, dès le début de 1944, les nouvelles divisions de l'*armée de libération nationale* commencèrent à pénétrer en Serbie, elles se trouvèrent, en effet, en face d'une forte armée de *tchetniks*, dotée elle aussi de divisions et de corps d'armée. Après les premiers échecs, les divisions de Tito, commandées par les généraux *partisans* Kotcha Popovitch et Peko Daptchevitch, réussirent néanmoins, en juillet et août, à battre définitivement tous les adversaires et ennemis, surtout les *tchetniks*, et à pénétrer profondément en Serbie. Remarquons qu'à ce moment, partout en Serbie et d'après les sources de l'armée de Tito, « les *tchetniks* formaient le gros de l'armée ennemie ». Ainsi, dans la bataille qui eut lieu aux environs de Toplica et Jablanica, « 27.000 soldats ennemis prirent part, dont 8.000 Bulgares, 6.000 *neditchistes*, 12.000 *tchetniks* de Draja Mihaïlovitch sous le commandement du général Trifounovitch et 1.800 Allemands (1) ».

Le 11 septembre, la première brigade prolétarienne occupait Struganik, le siège de l'état-major de Mihaïlovitch, et mettait la main sur ses archives. Le 13 septembre, les *partisans* serbes, qui s'étaient reconstitués depuis 1943 en se répandant sur toute la Serbie, rencontrèrent à Orshova les troupes russes qui pénétraient en Yougoslavie.

Balayé de Serbie, Mihaïlovitch et les unités *tchetniks* qui réussirent à le suivre, se réfugièrent en Bosnie. De là il chercha des contacts avec les Alliés, mais toutes ses propositions, que ses délégués transmettaient aux principaux commandants des forces alliées en Italie, restèrent sans réponse. De son côté, Neubacher affirme qu'au début de 1945, Mihaïlovitch s'était adressé à lui directement « par ses hommes de confiance à Vienne » pour lui demander des armes, que lui-même, Neubacher, était « pendant plusieurs jours en contact direct par la T. S. F. » avec l'état-major général de Mihaïlovitch en Bosnie et que son émissaire était pour la dernière fois chez Mihaïlovitch en avril 1945.

Même à la dernière minute de la guerre, en avril 1945, Mihaïlovitch donna des instructions à l'un de ses collaborateurs, le général Svetomir Djoukitch, en vue de se rendre sur-le-champ en Italie du Nord et de prendre contact avec les armées alliées avançant vers le Brenner. Comme, pour l'accomplissement de cette mission, ce dernier devait passer par Zagreb, toujours aux mains du gouvernement fantoche de Pavelitch, Mihaïlovitch l'avait chargé d'examiner, à cette occasion, aussi bien la question du passage de ses *tchetniks* à travers la Croatie, que

(1) *Zbornik*, vol. I, t. 9, p. 193.

« la possibilité d'une collaboration des unités de Pavelitch et des nôtres, de même qu'entreprendre le nécessaire pour la protection de la population serbe en Croatie (1) ». Ce témoignage du plus haut intérêt historique fut confirmé par la suite par le pope Djouitch, ancien commandant d'un détachement de *tchetniks* de Dalmatie du Nord, qui ajoute que le général Mihaïlovitch lui-même l'avait informé alors par la T. S. F. de cette mission du général Djoukitch à Zagreb et qu'il lui avait remis, à cet effet, une lettre personnelle pour Pavelitch (2).

Les contacts entre Pavelitch et Djoukitch, qui se rencontrèrent à trois reprises, les 17, 18 et 22 avril, à Zagreb, n'eurent pas de suite pour plusieurs raisons, mais surtout parce que, le 29 avril, l'armée allemande en Italie avait capitulé. Il n'en reste pas moins que Mihaïlovitch n'hésita pas, à la dernière minute de la guerre et dans son désarroi évident, à s'adresser même à Pavelitch, ce tueur des Serbes, contre lequel il envisageait, deux à trois ans auparavant, les représailles les plus terribles. Dans ce cas encore, ce furent les *partisans* de Tito et non pas les *tchetniks* de Mihaïlovitch qui firent expier des milliers et des milliers d'*oustachis*, pour les immenses crimes, génocides et autres, qu'ils commirent durant la guerre.

On connaît la suite. Dans la nouvelle Yougoslavie, organisée et dirigée par un parti unique, conformément au programme de l'*Internationale Communiste* de 1928 et aux méthodes de l'ère stalinienne, ce qui restait encore du mouvement *tchetnik* fut vite liquidé. Les principaux chefs qui ne réussirent pas à s'enfuir à l'étranger tombèrent un à un dans les mains de la police politique, la fameuse *O. Z. N. A.* devenue *U. D. B. A.*, épuisés, affamés et abandonnés de tous. Ce fut exactement dans cette situation que se trouvait Mihaïlovitch, lorsqu'il fut découvert, le 13 mars 1946, dans une caverne en Serbie et arrêté. Jugé à Belgrade par un tribunal militaire, en juin et juillet suivant, il fut condamné à mort pour trahison et crimes de guerre et fusillé le 17 juillet de la même année.

Mihaïlovitch eut néanmoins encore le temps, dans sa dernière parole devant le tribunal militaire, de plaider pour lui-même, en invoquant ses vues progressistes d'avant-guerre, ses mérites d'avoir organisé le premier mouvement de résistance en Europe, ses bonnes intentions et sa haine des Allemands, de même qu'en rejetant sur ses commandants indisciplinés la responsabilité de la collaboration et des crimes de guerre dont il était accusé. A la fin de son long plaidoyer, qui dura quatre heures, il souligna que les événements l'avaient dépassé et détruit. Il déclara, en effet : « Je n'ai jamais voulu le retour de l'ancienne Yougoslavie... J'avais contre moi une organisation concurrente, le parti

(1) General Svetomir Djukic, *Pregovori s dr. Pavelicem u Zagrebu*, dans la revue *Izbor*, n. 16, Buenos-Aires, mars 1955, p. 24-33.
(2) *Srpska Zastava*, Buenos-Aires, du 25 juillet 1955.

communiste yougoslave, qui tendait vers son but et n'acceptait aucun compromis... Je croyais être sur le bon chemin... Mais le destin fut impitoyable envers moi et me jeta dans le chaos. Je voulus beaucoup, j'entrepris beaucoup, mais l'ouragan mondial emporta mon œuvre et moi-même (1). »

Entre temps, et depuis, l'étoile de Tito n'a pas cessé de grandir. En mars 1945, il devint président du premier gouvernement unifié yougoslave et, dès le début de 1948, il tint tête à Staline et à tout le monde communiste coalisé contre lui, tout en ne renonçant pas pour autant à son idéologie et à ses plans, tant yougoslaves qu'internationaux. Sa victoire sur Staline et certaines réformes de structure, qu'il réalisa par la suite en Yougoslavie, représentent indiscutablement un des tournants les plus décisifs du communisme, depuis que Lénine et Trotzki l'imposèrent à la Russie, Tito à la Yougoslavie, Staline aux démocraties populaires d'Europe et Mao Tse-Tung à la Chine. Mais ce chapitre, qui touche à la grande histoire contemporaine et qui est l'objet de nombreuses études, dépasse le cadre forcément limité de notre exposé. Si nous le mentionnons, c'est pour illustrer encore une fois le fait qu'entre Tito et Mihaïlovitch il n'y a pas de mesure commune, vu les succès consécutifs et la renommée mondiale du premier et l'effacement progressif même du souvenir du second.

Cependant, pour une grande partie de l'émigration serbe et pour ses partisans de plus en plus rares en Yougoslavie, Mihaïlovitch demeure le symbole de la lutte contre le communisme et sa plus grande victime. Cette émigration ne cesse de grandir son culte et sa légende, comme le témoignent plusieurs de ses publications, pleines d'éloges pour lui.

La littérature promihaïlovitchiste insiste, notamment, sur le fait que Tito et le parti communiste se sont imposés à la Yougoslavie par la force, en procédant, par exemple, à la mobilisation forcée des citoyens et en faisant régner partout leur volonté, même au prix de la terreur.

Il est exact que les chefs des *partisans* avaient recours à une forme ou une autre de mobilisation lorsqu'ils manquaient de combattants, quitte à fusiller les déserteurs qui furent, dans les premières années de la lutte, très nombreux, tant à cause de cette raison que de privations de toute sorte. Toutefois, les condamnations des *partisans* à la peine capitale ne pouvaient être prononcées qu'après consultations des membres de la compagnie et des chefs militaires immédiats. De toute façon, les dirigeants du *mouvement de libération nationale* reconnaissaient que les exécutions des déserteurs « n'étaient pas un bon procédé pour la solution de ce problème », qu'il fallait plutôt recourir — la propagande aidant — à la mobilisation dite volontaire et ne condamner à mort que les déserteurs incorrigibles (2). Ce qui ne les em-

(1) *Times*, Londres, du 12 juillet 1946.
(2) *Zbornik*, vol. II, t. 2, p. 332, et vol. V, t. 10, p. 259.

pêcha pas, à partir de l'année 1943, d'avoir de plus en plus recours à la mobilisation tout court.

Par ailleurs, ce fut Mihaïlovitch, le premier, qui pratiqua la mobilisation, donnant ainsi l'exemple aux *partisans*, ce qui avait amené Tito à lui proposer, comme on l'a vu plus haut, de ne pas recourir à la mobilisation forcée.

Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins vrai que le *mouvement de libération nationale* avait fini par gagner l'opinion publique, ou du moins sa partie la plus agissante, pour ses méthodes de lutte ouverte, sans trêve ni merci contre l'ennemi abhorré. C'est sur ce point capital surtout que Tito l'avait emporté d'abord, puis définitivement, sur Mihaïlovitch.

Kruno Meneghello Dinčić.

L'ARRESTATION PAR LES ALLEMANDS
DU
PERSONNEL DU 2e BUREAU FRANÇAIS

Il est apparu particulièrement intéressant d'étudier l'affaire de l'arrestation des officiers du 2e Bureau à la lumière de documents allemands découverts dans les archives du *Ministère des Affaires étrangères* du Reich, dans celles de la *Commission d'Armistice allemande* de Wiesbaden, tout en les complétant par les renseignements fournis par des documents émanant, ceux-ci, des autorités françaises de l'époque. On peut de la sorte arriver, aujourd'hui, à se faire une idée vraisemblable de la genèse de ce coup de force et de ses répercussions.

Un des centres d'intérêt de cette affaire, et non le moindre, réside dans le fait qu'elle marque le point de départ d'une politique nouvelle du Reich à l'égard des militaires de carrière français. Bien sûr, des officiers avaient-ils auparavant été arrêtés par les autorités d'occupation pour atteinte à la sûreté des armées de l'Axe, mais ces arrestations correspondaient à des griefs déterminés et étaient la conclusion malheureuse d'enquêtes conduites par l'*Abwehr* ou le *Sicherheitsdienstpolizei* (*S. D.*). Il semble, en effet, que, dans une certaine mesure, jusqu'à cette date, les militaires n'avaient été arrêtés que lorsque la preuve avait été plus ou moins faite d'une activité ou, tout au moins, d'un comportement de leur part, manifestement hostile au Reich. Aussi, peut-on dire que les nombreuses arrestations déjà opérées par les Allemands avant 1943 ne visaient pas particulièrement les militaires.

Par contre, l'affaire du 2e Bureau marque un revirement caractéristique de cette attitude. Désormais, tout militaire sera suspect en raison même de son état et son arrestation pourra être décidée arbitrairement, de façon préventive en quelque sorte. Pour mieux comprendre un tel revirement qui, à la vérité, dépasse largement le cadre du 2e Bureau, il semble nécessaire de replacer cet épisode du conflit franco-allemand dans son cadre historique.

* * *

A la suite du débarquement américain en Afrique du Nord, Hitler fait, le 11 novembre 1942, occuper la zone sud de la France dans le

seul but, prétend-il, de la protéger contre une action anglo-saxonne similaire :

Une observation attentive des transports militaires anglo-américains, ainsi qu'un certain nombre d'informations ont appris aux Gouvernements du Reich et de l'Italie que les prochains objectifs de l'invasion anglo-américaine sont la Corse et le Midi de la France.

En conséquence... En ce sens, je voudrais également vous donner l'assurance que l'entrée des troupes allemandes n'est pas dirigée contre les forces armées françaises, mais que je conserve l'espoir de défendre un jour côte à côte avec elles l'Europe ainsi que les possessions africaines appartenant à celles-ci contre la coalition des pirates anglo-saxons. (Message du 11 novembre 1942 du *Führer* au maréchal Pétain.)

En réalité, l'*Armée d'Armistice* souhaitait d'autres luttes pour lesquelles elle s'était préparée dans la mesure où ses moyens le lui permettaient. Le *Führer* ne l'ignorait d'ailleurs pas ; toutefois, dans la conjoncture, préférait-il réaliser une occupation pacifique que de faire jouer le *plan* « *Attila* » prévu depuis 1940. Cette déclaration de principe ne semble pas avoir eu d'autre objet. Aussi, à peine la zone sud occupée, lançait-il, dans la nuit du 27 novembre, ses troupes à l'assaut des casernes françaises et prescrivait-il la dissolution de l'*Armée d'Armistice*.

Par voie de conséquence, l'État-Major de l'Armée faisait place, aux premiers jours de 1942, à un *Organe Liquidateur de l'Armée* (O. L. A.), comprenant un cabinet, une section Armistice, un O. L. A./1, un O. L. A./3, un O. L. A./4, un service cartographique, un service historique, un service cinématographique, mais où l'on chercherait en vain un O. L. A./2.

Hitler, en effet, s'oppose personnellement à tout ce qui peut faire revivre le 2e Bureau. Il estime que, si le 1er Bureau, appelé naturellement désormais « *Section Démobilisation* », le 3e Bureau « *Écoles* » et le 4e Bureau « *Transports et ravitaillement* », faute d'un matériel qu'il a donné ordre de récupérer énergiquement au profit de la *Wehrmacht*, ne présentent pas un danger immédiat, il n'en est pas de même du 2e Bureau.

Cette attitude témoigne du prestige dont jouissait ce service auprès de nos ennemis. Il n'entre pas dans notre propos de souligner combien l'appréciation flatteuse qui en découle était justifiée et de regretter que notre commandement n'ait peut-être pas toujours tiré tout le profit souhaitable d'un tel auxiliaire. En fait, quel était exactement ce 2e Bureau contre lequel allaient s'acharner les polices allemandes? Pendant la guerre de 1939-1940, il existait un traditionnel E. M. A./2, placé sous les ordres du colonel de Mierry. Il faisait partie de l'É. M. A. de l'Armée de l'Intérieur et s'occupait plus spécialement des affaires intérieures ; le général Gamelin commandant en chef des Armées françaises, disposait à Esbly d'un 2e Bureau (G. Q. G.-F. T.), dirigé par le colonel Gaucher. Le général Georges, commandant en chef le théâtre des opéra-

tions du Nord-Est, avait également son 2e Bureau à la Ferté-sous-Jouarre, dont le commandant Baril était le chef. Vers le 25 juin, ces trois organismes fusionnent à Montauban. Le nouveau 2e Bureau séjourne ensuite quelque temps à Clermont-Ferrand, puis s'installe définitivement, en juillet, à Vichy, à l'établissement des bains Gallou, puis à l'hôtel International et enfin à l'hôtel Mondial.

En 1942, il se trouve avec le 3e Bureau sous l'autorité du général Olleris, sous-chef d'État-Major de l'Armée. Il est dirigé par le colonel Rea auquel est adjoint le lieutenant-colonel Laurent.

Il comprend officiellement :

— Une Section d'Attachés Militaires (commandant Renard).

— Une Section appelée M. A. (*Menées antinationales*) qui camoufle une partie des services de renseignements et de contre-espionnage du colonel Rivet. Cette section est, en fait, autonome et fonctionne en dehors, mais sous couvert du 2e Bureau.

— Une Section du Service courant (lieutenant Boitte).

— Une Section Anglo-Saxons et Extrême-Orient commandant Beauvais, capitaine de Peyrelongue, capitaine Gouraud).

— Une Section Est (lieutenant-colonel Vigan Braquet, capitaine Dalstein, lieutenant Cougourdan).

Ont été rattachées au 2e Bureau :

— Une Section Affaires Musulmanes (lieutenant-colonel Terrier).

— Une Section Chiffres (commandant Proust).

— Une Section Missions d'Armistice (colonel Robert, commandant Lambert).

Le 2e Bureau comprend également une Section Allemande-Italienne, camouflée à Lyon. Elle a été installée par les commandants Serre et Bègue, vers octobre 1940, 36, quai Saint-Vincent, sous le couvert d'une « *Firme Technica* », fictive. Fin 1942, la Section est dirigée par le capitaine de Cossé-Brissac qui dispose, en particulier, des capitaines Bouquet, Rendu, Barral et Besson.

L'organisation officielle va disparaître avec l'occupation de la zone sud et, le 4 décembre 1942, le 2e Bureau est dissous. Le colonel Réa et le lieutenant-colonel Laurent, en congé d'armistice, se retirent, le premier à Loches, le second à Grenoble, d'où, avec d'énormes difficultés, ils essaieront de poursuivre leur mission. La Section Musulmane est rattachée aux Colonies, le Chiffre avec les Transmissions au cabinet du Ministre et les Missions d'Armistice à la Direction des Services d'Armistice.

La Section Allemande-Italienne de Lyon est évidemment la moins touchée par ces mesures de liquidation de l'*Armée d'Armistice*. Elle continuera son œuvre clandestine avec un personnel réduit, sous réserve de redoubler de précautions et restera, par l'agent de liaison laissé à O. L. A. 3, en relation avec l'ex-chef de l'É. M. A. (général Verneau) et les chefs et sous-chefs de bureau. Elle reçoit, d'autre part, la charge d'une partie des archives des autres sections qui ne lui avaient pas encore été confiées. Elle les cache avec les siennes à l'Hôtel-Dieu. Le lieutenant Boitte camoufle le reliquat dans la région de Vichy et de Clermont-Ferrand.

Cet officier affecté à O. L. A./3, devant jouer en quelque sorte un rôle d'agent de liaison, conservera, seul, à l'organisation une existence semi-officielle.

Telle est donc, esquissée dans ses grandes lignes, la situation du 2e Bureau aux premiers jours de 1943.

Parallèlement, il est plus difficile d'établir, comme on le souhaiterait, ce que savaient les Allemands de l'activité du 2e Bureau depuis l'Armistice, ainsi même que de sa réorganisation. Nous ne possédons que des documents disparates et nos renseignements en la matière présentent encore un certain caractère sporadique. Ils n'en sont pas moins suffisants pour nous permettre de nous faire une idée valable de l'opinion qui prévalait chez nos ennemis.

Dans un rapport adressé au major général des Forces allemandes, en date du 15 janvier 1942, le chef d'État-Major du *Militärbefehlshaber* en France écrit :

> Alors que jusqu'à présent on donnait à l'Allemagne les plus grandes chances de victoire, on voit maintenant la balance se mettre en équilibre et on veut, dans la mesure du possible, ne plus être entraîné une nouvelle fois dans la guerre. Donc premièrement l'attentisme continue...
>
> Il semble que l'activité de l'Armée d'Armistice pour la défense de ce qui lui reste de territoire français se soit renforcée. Le 2e Bureau paraît avoir repris son activité avec une intensité accrue dans les deux zones.

Beaucoup plus redoutable dans ses conséquences fut le rapport adressé le 28 novembre 1942 par la Direction de l'*Abwehr* en France au général commandant en chef à l'Ouest et retransmis aussitôt au Haut-Commandement des Forces armées du Reich. Ce rapport ainsi libellé déclare notamment :

Référence : Ordre de Hitler du 27. 11. 1942.
Objet : Preuves de la poursuite de son activité germanophobe par le S. R. Français au cours des années 1940-1942.

à

Monsieur le Général Commandant en Chef à l'Ouest
— 2e Bureau —
S/C du Commandant Militaire en France
— 2e Bureau —

Le contre-espionnage a permis au Bureau de l'*Abwehr* en France d'avoir des preuves certaines, que le service de renseignements militaires français, a continué, au cours des années 1940 et 1942, et en violation des conditions d'Armistice, à faire de l'espionnage contre l'Allemagne, notamment contre les troupes d'occupation en territoire Français occupé...

Les rapports 10 et 11 prouvent que le S. R. Français a poursuivi son activité d'espionnage après le 11 novembre 1942...

En ce qui concerne les pièces à conviction, il s'agit de matériel de trahison dûment identifié, de missions d'espionnage données par les officiers français cités, et de copies de jugements. Que les officiers français de chacune de

ces affaires, passés à une activité germanophobe, aient agi par ordre des Bureaux Militaires dont ils relevaient, c'est ce que certains ont avoué à la suite de leur capture au cours de déclarations et d'explications détaillées. C'est à quarante-neuf officiers français en tout que l'on reproche dans ces différentes affaires une activité d'espionnage antiallemande. Mais jusqu'à maintenant, on n'a pu en appréhender encore qu'un petit nombre.

On n'a pu encore prouver de façon irréfutable que les Services du S. R. militaire Français aient mené leur activité antiallemande en liaison avec le S. R. Anglais, Gaulliste, ou Américain ou en leur nom.

Par contre, selon les déclarations de témoins dignes de foi, les officiers français ont été en liaison avec des Bureaux du S. R. ennemi. Par exemple le capitaine Perier, dit Paillole, a pendant longtemps fait régulièrement le voyage de France au Portugal, à peu près une fois par mois en qualité de courrier officiel français. A Lisbonne, il livrait à un poste du S. R. Gaulliste les résultats de son activité d'espionnage contre l'Allemagne. Du reste, Perier dit Paillole, et plusieurs autres officiers français de renseignement ont quitté leurs anciens lieux d'activité et ont disparu quelques jours avant l'invasion allemande de la zone Sud (1).

D'aucuns, au courant de l'organisation traditionnelle mise en œuvre pour renseigner le commandement sur l'ennemi déclaré ou simplement sur les nations étrangères, diront que ce document concerne le S. R. et non le 2e Bureau. Le profane croit, en effet, abusivement que le 2e Bureau est l'organisme par excellence de recherche du renseignement. En réalité, et il n'y a pas lieu d'insister ici, ce service n'est chargé que de renseigner le chef en lui présentant une synthèse des renseignements qu'il a pu obtenir de différentes sources, dont plus spécialement, mais pas exclusivement, le S. R. Il n'en reste pas moins que, si S. R. et 2e Bureau sont deux organismes différents, ne présentant même pas un caractère de subordination l'un par rapport à l'autre, ils n'en sont pas moins nécessairement étroitement solidaires, le second travaillant au profit du premier, voire à sa demande. Un agent du S. R., un officier du S. R., n'appartiennent pas au 2e Bureau, mais le 2e Bureau n'est-il pas leur raison d'être? Par surcroît, le S. R. se devant d'être fort discret et le 2e Bureau n'ayant pas les mêmes raisons de taire son existence, seul le second est-il connu du profane.

En tout cas, volontairement ou par erreur, les Allemands se sont conduits comme le profane, confondant « recherche du renseignement » et « exploitation du renseignement », S. R. et 2e Bureau, arrêtant les uns et les autres sous l'inculpation commune « d'espionnage ».

Le rapport du 28 novembre est capital. Il semble, d'abord, avoir été déterminant dans la conduite d'Hitler. Il sera, ensuite, l'argument

(1) Il s'agit vraisemblablement du commandant Paillole dit Perrier, chef de la Section de contre-espionnage du S. R. Il est plaisant de constater que cet officier passait seulement les Pyrénées au cours de la nuit du 28 au 29 novembre, au moment même où l'*Abwehr* rédigeait son rapport... de plus le commandant Paillole franchissait-il la frontière pour la première fois. La liaison avec les Alliés et non avec un « *S. R. gaulliste* » existait effectivement à Lisbonne, mais il eût été peu pratique et peu prudent que le chef du contre-espionnage l'assurât en personne.

décisif et répété que les Allemands opposeront aux protestations de bonne foi, demandes ou doléances des Autorités françaises. Arrondissant à 50 le chiffre fourni par l'*Abwehr*, ils ne manqueront plus de répliquer : « Nous avons la preuve de 50 cas d'officiers français qui... »

Un autre document permet de localiser fin novembre, début décembre, la date où Hitler prit la décision d'arrêter le personnel du 2e Bureau. Les archives de la Commission allemande d'Armistice de Wiesbaden, en effet, nous ont livré le compte-rendu d'une réunion qui se tint le 23 décembre et à laquelle assistaient entre autres le général Varlimont de l'*O. K. H.*, représentant du *Führer*, le Commandant militaire en France, le colonel Böhne de la C. A. A., et un représentant de l'*Abwehr*.

Parmi d'autres problèmes soulevés par l'occupation de la zone sud, le traitement des officiers du 2e Bureau y fut abordé et fixé :

— *Colonel Böhne* : Le 2e Bureau est officiellement dissous. On ne connaît pas encore le sort du reste de l'organisation. Il faudrait que l'Abwehr étudie dans quelle mesure il continue à travailler camouflé.

— *Le représentant de l'Abwehr* : Note la question : le 2e Bureau continue-t-il à exister camouflé? (On n'a pas encore de données sûres.)

— *Le commandant militaire en France* : On a reçu la liste des officiers aux sentiments reconnus antiallemands. Tous les officiers du 2e Bureau figurent sur cette liste. Le S. D. soumettra ces officiers à une surveillance renforcée.

— *Général Warlimont* : Décision du Führer... La disparition du 2e Bureau est exigée. Les membres du 2e Bureau doivent être arrêtés et internés. On pourrait les envoyer en Allemagne, mais ils ne doivent pas être laissés en liberté.

— *Colonel Böhne* : Pour ceux qui se trouvent en territoire occupé, la chose est facile. En zone libre nous n'avons pas de pouvoir d'exécution ni les organes nécessaires.

* * *

Les premières arrestations ne devaient avoir lieu que le 8 janvier et devaient être conduites à Vichy par le *S. S. Haupsturm Führer* Geissler. Ces mesures, décidées par le *Führer*, exécutées par la police, ne pouvaient manquer de surprendre et même d'inquiéter les services en France des Affaires étrangères du Reich. Cette surprise met encore en relief leur caractère inédit. N'oublions pas, en effet, qu'au moment de l'occupation de la zone sud, Von Ribbentropp et Hitler étaient tombés d'accord sur le principe de respecter officiellement la souveraineté du Gouvernement de Vichy, étant donnée la charge qu'aurait représentée pour l'Allemagne l'administration directe de la France.

Krug von Nidda, Ministre plénipotentiaire à Vichy, envoya donc,

diplomate dérouté, le télégramme suivant à Paris, dès qu'il eut vent de l'affaire :

Vichy, le 8. 1. 1945 — 13 h. 25.
Ambassade d'Allemagne à Paris
pour l'Ambassadeur Schleier
Très urgent nº 62 — Chiffré.

Le capitaine des S. S. Geissler m'a fait savoir ce matin que, dans le cadre des mesures d'arrestation contre différentes personnalités françaises, il avait reçu l'ordre du commandant de la Sûreté (*Sicherheitspolizei*) à Paris, d'arrêter également les membres du Service de Renseignement Militaire (2e Bureau).

Il aurait été chargé d'arrêter, entre autres, les membres du 2e Bureau des Ministères de la Guerre, de l'Air et de la Marine. Comme une action de ce genre au sein des Ministères Français à Vichy est susceptible de provoquer des répercussions politiques, j'ai prié Monsieur Geissler de se mettre au préalable en contact avec le président Laval. A la suite de cela, le président Laval m'a appelé chez lui cet après-midi ; il a attiré mon attention sur les conséquences politiques que cette action pourrait bien provoquer, spécialement la démission des trois ministres de la Défense nationale. Laval me pria donc d'empêcher cette action si cela était en mon pouvoir.

Après son entrevue avec Laval, je n'ai pu atteindre le capitaine des S. S. Geissler. Je vous prie cependant de prendre contact, entre temps, avec le colonel des S. S. Knochen et de me faire connaître ici le point de vue de l'Ambassade.

Signé : Krug.

Ce télégramme était aussitôt répercuté sur Berlin :

Paris, le 8 janvier 1943 *Très urgent*
Télégramme chiffré.
Pour le Ministre des Affaires Étrangères
Berlin
Nr. 143 du 8. 1. 1943

Le Consul Général Von Krug a communiqué il y a un instant :
« ..... »
Fin de la communication de Vichy.
Ici nous attendons de nouveaux ordres avant d'entreprendre quoi que ce soit.

Schleier.

Toutefois, les services des Affaires étrangères de Paris, plus avertis, semble-t-il, de la situation que le Ministre Krug Von Nidda, ne manquaient pas de lui adresser en même temps le télégramme de mise en garde suivant :

Télégramme chiffré.
1) A Monsieur le Consul Général Von Krug — Vichy.
A présenter à Monsieur Von Krug immédiatement.
Référence : Télégramme nº 62 en date du 8. 1. concernant l'arrestation des membres du Service de Renseignement Français.
Je vous recommande de vous tenir absolument en dehors de cette affaire

car je pense déduire d'un autre télégramme que cette action a été commandée spécialement par le *Führer*. Cependant j'ai transmis de toute urgence votre télégramme à Berlin.

ACHENBACH.

2) Provenant du Conseiller d'Ambassade Achenbach.

Le 9 janvier les Services de l'Ambassade de Paris savent désormais parfaitement à quoi s'en tenir et ils adoptent une attitude résolue dans le sens souhaité par le *Führer*.

Paris, le 9 janvier 1943 *Très urgent*
Télégramme chiffré.

à Monsieur le Consul Général Von Krug — Vichy.

nº 158 en date du 9. 1. 1943.

Pour Monsieur le Consul Général Krug personnellement.

J'ai reçu à l'instant une communication de Sonnleithner, concernant votre télégramme nº 62 au sujet des arrestations au sein des Ministères Militaires Français. De la conversation de Sonnleithner, j'ai pu conclure que vraisemblablement il n'avait pas semblé désirable que vous entriez en action car on avait craint au Q. G. du Ministère du Reich pour les Affaires Etrangères que nous allions handicaper les Autorités qui s'occupent de cette question et ainsi empêcher la pleine réussite de leur action.

J'ai répondu à Sonnleithner que j'étais persuadé, notamment en me basant sur votre télégramme nº 71, que ce n'était nullement le cas que j'admettais que vous pourriez dès demain annoncer la bonne réussite de votre action d'arrestations.

Sonnleithner fit remarquer d'ailleurs que nous aurions le plus grand intérêt à consulter la documentation du 2e Bureau et des membres de ce Service qui ont été arrêtés. Je pense que Geissler en a tenu compte.

Je vous serai reconnaissant de me faire un compte rendu final de cette action d'arrestations dans votre télégramme de demain. Il me semble opportun de vous mettre au courant le plus rapidement possible afin que la crainte qui semble s'être manifestée chez le Ministre du Reich pour les Affaires Étrangères d'après laquelle nous entravons l'action de Geissler soit dissipée sans tarder.

ACHENBACH.

Le Ministre Krug Von Nidda, qui n'est point un sot, expédie le 9 janvier, dès 11 h. 45. un télégramme de victoire. Ce message démontre amplement, de surcroît, que le capitaine S. S. Geissler n'avait pas perdu de temps et n'avait guère été impressionné par les scrupules du Ministre plénipotentiaire du Reich :

Vichy, le 9. 1. — 11 h. 15. Chiffré.

Au Service de Sécurité Paris Nº 81.

A remettre immédiatement au Dr. Achenbach.

Réponse au télégramme nº 58. *Très urgent.*

Le capitaine S. S. Geissler me communique que le vendredi 8 janvier, l'action contre les Bureaux de Renseignements militaires du Ministère de la Marine et du Ministère de l'Air a été exécutée sans encombre. Les arrestations de personnalités isolées ont commencé le 8 janvier dès 5 heures du matin.

D'après le compte rendu du Dr. Geissler, on a trouvé dans ces Ministères, surtout au Ministère de l'Air, une documentation importante ; elle traite surtout de l'activité des Attachés Militaires à l'Étranger. Le Chef de l'aviation civile, général d'Harcourt, ainsi que deux officiers du 2e Bureau du Ministère de l'Air, ont été arrêtés. Au cours de cette action au sein du Ministère de l'Air on a constaté que le 2e Bureau s'était camouflé sous la forme d'un « *Secours familial* ».

Les arrestations au sein du Ministère de la Marine n'ont pas pu être terminées vendredi et elles seront continuées samedi ; les mesures requises seront appliquées, en même temps, au sein du Ministère de la Guerre. Grâce à ces circonstances et aussi grâce à la prise de contact confidentielle avec le président Laval qui avait précédé, cette action n'a pas eu de répercussions politiques graves, bien que, comme nous l'avons appris entre temps, le Conseil des Ministres français se soit occupé explicitement de ces événements, le 8 janvier au soir. Hier encore, le président Laval nous déclara que, personnellement, il avait tout intérêt à ce que l'activité du 2e Bureau soit enfin neutralisée ; que ces milieux opposaient continuellement de la résistance à la politique de son gouvernement et qu'il apprendrait avec joie que la documentation de ces bureaux est connue des autorités allemandes. Laval m'assura également, au cours de l'entretien de vendredi, qu'il considérait tout ce que le capitaine de S. S. Geissler lui avait dit au sujet de l'action qu'il allait entreprendre comme strictement confidentiel et qu'il n'en parlerait à aucune autorité française.

KRUG.

En fin de journée du 9 janvier, Krug Von Nidda peut enfin faire, à sa façon, le bilan de l'action de Geissler.

Dossier : Ambassade d'Allemagne à Paris. *Secret*
Paquet 46 — Pol. 2 N. 1 L.
16 déc. 1942 — 25 avril 1944.

Télégramme

S. DB. Vichy — 9. 1. 43 — 21. 10. État.
Diplogerma Paris — nº 89.
Suite à télégramme nº 81. *Très urgent.*

D'après un compte rendu du *Hautsturmführer* Geissler, l'action menée aujourd'hui samedi contre les bureaux de renseignement militaire est terminée en gros. Au total quarante personnes, pour la plupart des officiers, ont été arrêtés jusqu'ici à Vichy. Parmi elles, se trouve le chef du 2e Bureau du Ministère de la Guerre, le colonel Terrier. Le chef du 2e Bureau du Ministère de la Marine, le capitaine de vaisseau Sansson se trouvait à Paris et a dû y être arrêté. Une partie des membres du 2e Bureau de la Marine se sont présentés d'eux-mêmes (« hat sich freiwillig gestellt »).

Comme le 2e Bureau du Ministère de l'Air, le 2e Bureau du Ministère de la Guerre s'était camouflé et avait établi à l'Hôtel d'Amiens à Vichy ses services travestis en Représentation des Musulmans Nord-Africains. Une partie des officiers des Bureaux de Renseignements n'ont pas encore pu être arrêtés, car ils sont démobilisés ou se trouvent en province. Le matériel confisqué dans les trois ministères n'a pas encore été examiné, il semble contenir des documents moins politiques que militaires. Au Ministère de l'Air furent trouvées également, entre autres choses, des listes d'agents secrets. Comme l'action du 8 janvier a été déclanchée par surprise, il est probable, comme le pense le *Hauptsturmführer* Geissler, qu'aucun autre matériel n'a

pu être caché ou détruit par les Français. On ne sait pas encore ici dans quelle mesure d'autre matériel a été trouvé en province au cours des actions parallèles.

Le président Laval a fait connaître, dans une conversation, que vendredi il a sérieusement craint le départ des trois Ministres de la Défense Nationale, mais qu'il a réussi dans son intervention au Conseil des Ministres à maintenir la cohésion du Gouvernement. Il a reproché aux trois Ministres, et en particulier au Ministre de l'Air, d'être eux-mêmes responsables de cette action. Le général Jannekeyn aurait dû depuis longtemps épurer son Ministère des officiers gaullistes de son prédécesseur, le général Bergeret, qui est passé à la dissidence.

Signé : Krug.

Ainsi Von Krug s'empressa-t-il de transmettre, non sans quelque forfanterie, à ses supérieurs, les renseignements que le capitaine S. S. Geissler voulut bien lui communiquer.

Quelles furent en réalité les arrestations opérées par les Services allemands? Ce fut d'abord à Vichy, le 8 janvier, le personnel de la section des Affaires Musulmanes qui, de surcroît, avait eu la malencontreuse idée de s'installer à la « Villa des Oiseaux » laissée libre par le S. R. Le lieutenant-colonel Terrier, le commandant Meyer, le lieutenant Nesa Paul et l'adjoint de Chancellerie Varlet furent arrêtés en même temps que le commandant Proust, chef de la Section du Chiffre, qui se trouvait par hasard auprès du lieutenant-colonel Terrier. L'opération se poursuivit avec l'arrestation, le 11 janvier, à Loches, du colonel Réa, puis par celle, les 17 et 18 mars, du capitaine de Cossé-Brissac et de la majeure partie du personnel de sa section. Il semble que ces derniers furent victimes d'une trahison.

Si l'on s'en rapporte aux listes du cabinet du Secrétariat d'État à la défense, les Allemands appréhendèrent, du 8 janvier au 31 mars 1943, 80 militaires de l'Armée de Terre, 21 de l'Armée de l'Air et 4 de la Marine, soit que ce personnel fît effectivement partie des 2e Bureaux, soit qu'il en eût fait partie... ou soit qu'il fût susceptible d'en faire partie.

Grâce aux précautions qui avaient été prises à temps, les Allemands ne devaient pas mettre la main sur les archives intéressantes. Ce n'est qu'un peu plus tard qu'ils allaient découvrir celles de Lyon. Voici d'ailleurs l'épilogue de cette affaire, tel que le vit le Ministre Von Krug :

Télégramme — Paris, le 20 mars 1943 — 2 h. 05.
Arrivée, le 3. 3. 43 — 3 h. 30.
No 1785 du 20. 3. 43.

Secret.

Le Ministre plénipotentiaire Von Krug communique de Vichy.

1° A l'occasion d'une prise de contact personnelle avec le chef du *S. D.* de Lyon, j'ai appris que des documents de la plus grande importance, en provenance du 2e Bureau Français, ont été découverts au début du mois de mars à Lyon, dans l'hôpital de l'Hôtel-Dieu. Ces documents ont vraisemblablement été transportés de Vichy à Lyon le 11 novembre, c'est-à-dire immé-

diatement après les événements d'Afrique du Nord et peu de temps avant l'entrée des Allemands en France libre. Ils ont dû être entreposés à l'Hôtel-Dieu sur la recommandation de l'ancien maire Villier. Le *S. D.* a eu connaissance de l'existence de ces documents à la suite de la trahison d'un Français. Le maire Villier, qui n'était déjà plus en fonction à ce moment-là, est en fuite.

Les documents, très nombreux, concernent :

Mouvements et force des troupes allemandes dans les deux zones françaises, travaux de défense, rapports sur l'organisation de la campagne russe, forces de police allemande, renseignements sur officiers supérieurs de l'Armée allemande et sur *S. D.*, *Führer*, renseignements sur liaison avec l'*Armée Secrète*, utilisation forces aériennes anglaises au cours débarquement, *Intelligence Service*.

Le *S. D.* croit que le 2e Bureau français est en contact permanent avec les Anglais. Les archives de Lyon renferment maintenant les documents jusqu'au 1er mars, si bien qu'on y trouve des renseignements concernant l'occupation du sud de la France par les troupes allemandes et italiennes. Les documents nouveaux montrent que le service d'espionnage poursuivit son activité après l'arrestation d'officiers du 2e Bureau au mois de février de cette année.

Il est hors de doute que le capitaine d'aviation Billon, qui, après son arrestation à Lyon par le *S. D.* de Vichy, devait subir un interrogatoire, mais ne fut pas entendu parce qu'il se donna la mort, était le chef de ce Service d'espionnage. Le fait que Billon était « chef de la première région » de l'*Armée Secrète* montre que le 2e Bureau était en liaison avec de Gaulle.

Le *S. D.* de Lyon a envoyé tous les documents à Paris pour qu'ils soient remis aux Services de Sécurité du Reich et à l'*O. K. W.* Étant donné que les documents contiennent certainement des renseignements sur des personnalités françaises importantes et sur leur activité politique, activité dont la connaissance peut être très importante pour porter un jugement sur l'ensemble du problème français, je recommande vivement de prendre contact immédiatement avec les Services de Sécurité du Reich et l'*O. K. W.* pour exploiter les documents et communiquer à l'Ambassade les résultats de cette exploitation.

2° Le *S. D.* de Lyon communique en outre avoir reçu ces jours derniers de la police française de Lyon, d'autres documents importants, concernant l'activité de l'*Armée Secrète*. Ces documents donnent, en particulier, des renseignements sur la collaboration avec l'Angleterre. Le *S. D.* a envoyé une photocopie de ces documents au « *Reichsicherheithauptamt* ».

Fin du télégramme.

ACHENBACH.

* * *

Il ne semble pas inutile, pour terminer, de rechercher quelles furent les réactions des autorités françaises. On a vu le rôle joué par Laval dans l'affaire et la façon dont il avait maintenu la cohésion de son gouvernement. Il n'en reste pas moins que les organismes militaires, en ce qui les concerne, tentèrent d'intervenir auprès du Gouvernement du Reich avec les moyens d'action dont ils pouvaient disposer.

On sait d'abord que le général Bridoux se rendit à Paris, le 25 mars, emportant des fiches et des listes concernant « des officiers du Département de la Guerre (2e Bureau) arrêtés par les Autorités allemandes et dont la libération pourrait être sollicitée ». On peut toutefois remarquer que, si le Secrétaire d'État n'avait pas d'autres arguments à faire valoir

que ceux que mentionnent les fiches, il n'est pas étonnant que son intervention ait eu peu de succès. Ils se résument, en effet, le plus souvent à : « État de santé précaire — surmenage — a toujours fait preuve de loyalisme envers le Maréchal. »

Tous les organismes militaires de liaison auprès des Allemands, et ils étaient nombreux, eurent à cœur d'intervenir en faveur de leurs camarades.

Nous trouvons trace, entre autres, des démarches effectuées par le général Caldairou, chef du Détachement français de Liaison de Paris, organisme qui avait été créé lors de la dissolution de l'*Armée d'Armistice* et qui devait, à l'origine, remplacer la délégation française auprès du *C. A. A.* de Wiesbaden, dont Hitler avait envisagé la suppression. Voici ce qu'écrivait, le 15 février 1943, le général Caldairou au vice-amiral Bourrague, directeur des Services de l'Armistice à Vichy :

... J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que j'ai eu, le 12 février, un nouvel entretien avec le colonel Böhne sur la question de l'arrestation en zone libre d'officiers et de fonctionnaires militaires français.

Avant de remettre la note où je traiterai ce problème à fond en réclamant la libération des intéressés, j'ai tenu à recevoir à nouveau du chef de l'*Arbeitsstab* l'affirmation que ces arrestations ne comportaient aucun caractère pénal, mais représentaient des mesures de sécurité visant à rendre impossible des contacts avec des organismes travaillant pour les Anglo-Saxons.

Le colonel Böhne a été formel. Les Services Français sont accusés d'avoir travaillé dans leur ensemble au profit des ennemis de l'Axe. Mais il n'a, en même temps, rien modifié à sa position antérieure ; il ne s'agit pas de punir des officiers arrêtés : il s'agit seulement de couper définitivement ces « avant-gardes de l'*Intelligence Service* en France ».

Le 19 février, le général Caldairou écrivait donc au colonel Böhne, chef de la *Section de Travail de la Commission Allemande d'Armistice* :

... D'après les communications que vous m'avez faites au cours de nos entretiens des 27 janvier et 12 février, ces arrestations ne présentent pas un caractère pénal, mais constituent seulement des mesures de sécurité.

Elles seraient la conséquence des certitudes acquises par le Commandement allemand sur le fait que des renseignements auraient été recherchés sur les Forces Armées allemandes et que certaines informations seraient même parvenues à l'Ambassade des États-Unis à Vichy. Estimant que cette recherche d'informations ne pouvait être d'aucune utilité pour la France, le Commandement allemand serait fondé à croire qu'elle servait principalement à renseigner les puissances en guerre contre l'Axe. Il aurait par suite décidé de procéder à ces arrestations pour supprimer des intelligences que ces puissances auraient ainsi gardées en zone non occupée.

Le Gouvernement français s'élève hautement contre cette interprétation. Il rappelle qu'un Gouvernement ne peut exister et ne peut agir sans organes d'information. Dans la situation où se trouvait la France antérieurement au mois de novembre 1942, son Gouvernement avait à sauvegarder à la fois les intérêts du territoire métropolitain non occupé et ceux de l'Empire. Il lui était nécessaire de prévoir une recherche d'informations de tous ordres constituant la base indispensable, tant à son action politique à l'égard notam-

ment des puissances autres que celles de l'Axe, qu'à une gestion rationnelle de l'économie du Pays.

... Les officiers ou fonctionnaires qui ont travaillé à informer le Commandement français ont agi pour ce Commandement, dans le cadre d'instructions précises qui excluaient toute action déloyale à l'égard des puissances de l'Axe.

Le Gouvernement français demande donc aux Autorités allemandes la libération de tous les officiers ou fonctionnaires arrêtés. S'il s'en trouve certains qui, depuis l'Armistice, au cours de cette activité, aient commis des actes que le Commandement allemand estime répréhensibles, le Gouvernement français demande à les connaître. Il a toujours affirmé hautement — et il le renouvelle aujourd'hui — sa volonté formelle de prononcer lui-même les sanctions qu'il juge appropriées vis-à-vis des officiers ou fonctionnaires coupables de fautes dans le service ou d'actes hostiles aux puissances de l'Axe.

Le 19 Mars 1943, le colonel Queis, chef d'État-Major de la *Commission Allemande d'Armistice*, répondait :

En réponse aux notes mentionnées ci-dessus, la *C. A. A.* fait connaître ce qui suit :

« En ce qui concerne tout d'abord les déclarations du chef du Détachement français de liaison auprès de l'*Arbeitsstab* de la *C. A. A.* à Paris, suivant lesquelles les membres de l'ancien 2e Bureau français arrêtés par la police allemande ne se seraient livrés à aucun service de renseignements au détriment des puissances de l'Axe, il semble bien que ces déclarations reposent sur une erreur. Non seulement les services allemands détiennent une documentation importante prouvant nettement le contraire, mais encore la presse française elle-même le reconnaît sans détour. C'est ainsi que *Le Nouveau Temps* écrit à la date du 22 février 1943 : « ... si les services secrets de « l'Armée (française) et de la Marine avaient cessé d'être les instruments « bénévoles des services secrets anglais et américains... les efforts de Pierre « Laval auraient été couronnés de succès depuis de longs mois. »

« Les services allemands ont en main des documents permettant de prouver que, dans plus de cinquante cas, des officiers français en activité de service étaient impliqués dans un réseau d'espionnage du service secret anglais et américain, et cela à des postes de commande.

« Ces officiers et fonctionnaires ont, depuis 1940, systématiquement fourni des renseignements aux puissances ennemies de l'Axe, au détriment du Reich et de ses alliés. Il y a eu, de ce fait, infraction permanente et consciente à la lettre et à l'esprit de l'article 10 de la Convention d'Armistice.

« Le Gouvernement allemand n'attache aucun prix au fait que les officiers et fonctionnaires français en cause ont été appelés à rendre compte de leurs actes et ont été punis ; il doit, à tout prix, se prémunir contre le danger de voir les officiers et fonctionnaires qui ont exercé jusqu'ici au Service des Renseignements une activité dirigée contre la sécurité des puissances de l'Axe reprendre en totalité ou en partie leurs anciennes relations, ce qui se produirait très vraisemblablement si les personnes actuellement incarcérées étaient remises en liberté.

« C'est pourquoi il n'est malheureusement pas possible d'examiner de plus près la question d'une libération des officiers et des fonctionnaires détenus pour les motifs exposés plus haut. S'il apparaissait que, dans tel ou tel cas, les services allemands puissent adopter une attitude plus clémente, les autorités allemandes se réservent de prendre une décision en conséquence.

« En ce qui concerne la question d'une atténuation éventuelle du régime

appliqué à ces détenus, les autorités allemandes compétentes procèdent actuellement à une étude dont le résultat sera communiqué en temps voulu à la Délégation française. Pour le moment, en tout cas, il ne saurait être question de permettre aux détenus de communiquer (même sous contrôle) avec les membres de leur famille. »

Reprenant les arguments développés par le général Caldairou, le lieutenant-colonel Vialet, chef de la *Section Militaire de Liaison* à Vichy, plaidait de son côté la cause des officiers du 2e Bureau auprès du colonel Von Rost. Il ne craignait pas d'ajouter :

... Il faudrait que les Allemands fassent également effort pour se mettre à notre place et se demandent comment ils auraient réagi, lorsque les troupes d'occupation, le 27 novembre au matin, ont pris en quelque sorte d'assaut les casernements français, séparant les hommes de leurs cadres, mettant souvent la troupe à la porte de ses casernements dans l'état où elle se trouvait, sans manteaux, sans effets civils, sans tickets d'alimentation...

Le colonel Von Rost pouvait fort bien, *in petto*, penser que le lieutenant-colonel Vialet avait parfaitement raison, mais il devait savoir qu'il n'y pouvait rien et qu'il eût été peu politique de se faire le champion d'une cause aussi compromettante.

La Délégation française à Wiesbaden enfin ne resta pas également inactive. Le général Vernoux, dans son ouvrage *Wiesbaden 1940-1944*, mentionne l'affaire (1) :

... de grandes vagues d'arrestations.

Il sembla d'abord qu'il s'agissait surtout de militaires : une première rafle faite en mars, avait certainement pour but de mettre à l'ombre tous les officiers qui avaient, un jour ou l'autre, appartenu au 2e Bureau ou dépendu de lui : s'il y eut quelques « erreurs » ce fut sans doute que les listes allemandes étaient incomplètes ou trop anciennes ; il y eut néanmoins plus de cent arrestations, dont la plupart furent maintenues...

Le général Bérard, chef de la Délégation française, plaida lui-même, dans plusieurs correspondances, la cause des militaires arrêtés auprès du général Vogl, président de la *C. A. A.* Un long entretien eut lieu le 12 avril entre le colonel Vignol, chef d'État-Major de la Délégation française, et le lieutenant-colonel Queis, chef d'État-Major de la *C. A. A.* Le procès-verbal de leur entretien se termine ainsi :

... Le colonel Queis répond que le colonel Vignol a défendu avec habileté et chaleur la cause de ses camarades. Le général Vogl a déjà fait un certain nombre de démarches. Le colonel Queis en fera à son tour, après avoir étudié la communication que le colonel Vignol vient de lui faire. Il lui demande, à ce sujet, de vouloir bien lui adresser un mémorandum, afin qu'il puisse travailler plus commodément que sur les notes prises en cours de séance.

En tout cas, le colonel Queis s'emploiera au mieux pour donner satisfaction, dans toute la mesure du possible, au colonel Vignol, qui n'aura pas fait, en vain, appel à un officier allemand.

(1) P. 255 et suiv.

Le général Vernoux nous donne, dans l'ouvrage cité ci-dessus, le résultat de ces interventions :

... Le 1er juin enfin, consentant à répondre sur le fond de la question, la *C. A. A.*, tout en admettant que les arrestations, effectuées sur simple soupçon, étaient maintenues jusqu'à preuve du contraire, se refusait à donner quelque indication que ce soit sur la nature de ces soupçons, ni à admettre le retour en France des prévenus déjà déportés ; finalement, avec un certain cynisme, elle suggérait au Gouvernement français, afin de permettre d'activer les enquêtes et de libérer les innocents, ... de lui communiquer la liste complète des membres de l'Armée française qui avaient exercé une activité dans les 2e Bureaux et des personnes qui avaient eu des rapports permanents avec ces bureaux.

Cette question avait du moins le mérite d'un aveu.

Est-ce dire qu'un certain esprit de solidarité corporative n'avait pas joué et que les militaires allemands n'avaient rien fait? Il ne semble pas, si l'on en juge par un message quelque peu irrité que le général Oberg, commandant en chef des S. S. et de la Police auprès du *Militarbefehlshaber* en France, adressait à de Brinon :

Monsieur l'Ambassadeur,

Je dois constater que, depuis quelques semaines, la *Délégation d'Armistice Française* me fait parvenir, en se servant du reste des voies les plus différentes, des notes concernant des affaires du ressort de la police. La plupart de ces affaires viennent d'être examinées avec le Secrétaire Général de la police Bousquet.

J'ai dû constater que lorsque lesdites notes s'écartent de l'énoncé positif d'une arrestation, leur exposé est si tendancieux que je ne puis me défendre de l'impression que le service qui les a émis tente sciemment d'induire en erreur les services allemands.

C'est pourquoi je vous prie, Monsieur l'Ambassadeur, d'aviser aussitôt le Gouvernement français et les Services intéressés que dorénavant je ne répondrai à aucune note concernant des affaires de police si elle n'émane pas du Ministère de l'Intérieur ou du Secrétaire Général de la Police à moins que ce ne soit des notes qui soient sans contestation possible du ressort de la *Commission d'Armistice Allemande.*

Avec ma considération distinguée.

Signé : Oberg.

Le 12 juin, de Brinon transmettait cette note au président Laval. Elle était adressée, le jour même, par le Secrétaire général du Gouvernement, au général Bridoux.

Mon général,

A la suite d'une note du général Oberg, dont vous voudrez bien trouver ci-joint copie, j'ai demandé au général Debeney de ne plus intervenir, en ce qui concerne les opérations de la police allemande en France, auprès de la *Commission Allemande d'Armistice* à Wiesbaden, sans en référer préalablement, par mon intermédiaire, au président Laval.

Je lui ai demandé, en outre, de n'adresser aucune communication sur ce sujet à quelque Autorité que ce soit, française ou allemande, sans soumettre sa lettre ou sa note à ma signature.

J'estime en effet que, lorsque l'importance de ces lettres ou notes ne justifie pas leur remise directe à la Commission d'Armistice de Wiesbaden, elles doivent être exclusivement transmise aux Autorités allemandes par l'intermédiaire du Secrétaire Général à la Police.

Il me paraît utile de porter ces faits à votre connaissance à toutes fins utiles.

Veuillez agréer, mon général, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Signé : Guérard.

Cette mise en demeure énergique semble avoir mis un point final aux efforts faits par les Organismes militaires de Vichy en faveur du personnel du 2e Bureau arrêté par les Allemands. Ainsi, déportés en Allemagne, dispersés entre plusieurs camps de concentration, ces officiers devront-ils attendre leur libération jusqu'à l'arrivée des armées alliées en 1945.

* * *

D'avril 1943 à la libération du territoire national, le nombre d'arrestations des militaires français ne cessera de croître. La vision nette, certes, que la fortune des armes les abandonnait avait donné aux Allemands le complexe d'insécurité normal en pareil cas, et les arrestations préventives, passées à l'état de réflexe, s'en trouvaient être l'expression logique.

Ce serait néanmoins mésestimer l'aptitude réelle de l'Allemagne à mener le combat sous toutes ses formes, en même temps que le mérite et le patriotisme des Français, que de supposer que ce comportement eut pour unique cause une défaillance du moral chez nos adversaires.

En fait, la France métropolitaine, tant civile que militaire, la première stupeur passée, adopta rapidement à l'égard de l'occupant une attitude hostile qui s'amplifia avec le temps, nourrie des griefs de la vie quotidienne et des espoirs qui se faisaient jour. Cette manière d'être, si loin de la collaboration prônée, ne pouvait échapper aux Allemands.

L'Armée reflétait fidèlement ce climat particulier. Bon nombre de ses membres en avaient quitté les rangs pour acquérir une plus haute liberté d'action et entrer dans la résistance active. En tête de ceux-là, citons un des pionniers de la Résistance, le capitaine Henri Frenay, qui, dès 1940, créait le premier Mouvement de Libération Nationale et dont le rôle ne devait cesser de croître. Il fut à l'origine de la constitution de l'*Armée secrète*. Le capitaine Frenay, d'ailleurs, avait appartenu quelque temps au 2e Bureau de l'*Armée d'Armistice* et était resté en relation avec la *Firme Technica*.

L'*Armée d'Armistice*, organisme d'État, tenue par la discipline et par l'engagement pris envers le Maréchal, devait pourtant faire montre d'une réserve officielle. Dans une semi-clandestinité elle se préparait néanmoins, moralement et matériellement, à la reprise de la lutte. Que certains, très rares, de ses chefs aient adopté une attitude disons dou-

teuse, peu importe, puisqu'ils ne représentaient plus qu'eux-mêmes et non l'Armée, dans laquelle ils constituaient, en fait, un corps étranger.

Lors de l'occupation de la zone sud, la résistance armée préparée, en dépit de sa mise en alerte, ne fut pas déclenchée pour de multiples raisons. Si l'action de force se trouvait ainsi abandonnée, elle n'en était pas pour autant supprimée définitivement. L'*O. R. A.*, en effet, prenait la relève de l'*Armée d'Armistice*.

Le renseignement seul pouvait cependant subsister, avec sa pleine efficacité. En dépit de l'action que nous venons d'étudier, il subsistera effectivement sous des formes variées. Le 2e Bureau disparaîtra pour un temps sur le territoire métropolitain, mais le relais aura été pris par Londres et Alger.

Convaincus de l'hostilité des militaires français, les Allemands procéderont jusqu'aux derniers jours à l'arrestation d'officiers, y compris ceux que le Gouvernement de Vichy mettra en place à des postes divers. Ce manque de confiance permanent est le meilleur témoignage possible de l'esprit de résistance de l'Armée : le 8 juin 1944, le général Keitel lui-même écrivait :

> L'attitude de nombreux officiers supérieurs français après l'Armistice (entre autres les généraux de Gaulle et Giraud, l'amiral Darlan) a montré à l'Allemagne que certains milieux en France, et en particulier des officiers généraux, travaillent contre le rapprochement franco-allemand, tenté par le *Führer* et le maréchal Pétain, et que ces milieux n'ont pas l'intention de respecter les engagements solennels souscrits par le Gouvernement français dans le traité d'Armistice.
>
> A la suite de la fuite du général français de Lattre de Tassigny qui s'est évadé en décembre 1943 d'une prison française pour rejoindre l'Afrique du Nord, il a été reconnu nécessaire de prendre toutes les mesures utiles de sécurité. Quant à leur transfert en territoire allemand, il s'agissait d'une simple mesure de précaution pour empêcher autant que possible d'autres officiers français de passer dans le camp des puissances ennemies.

Les arrestations du 8 janvier 1943, opérées à l'encontre du 2e Bureau, qu'il s'agisse de ses membres effectifs ou des officiers accusés de « faire du 2e Bureau », avaient marqué le début de l'hostilité désormais officielle du Reich à l'égard des militaires de carrière. Ainsi placée dans son contexte, l'affaire du 2e Bureau, à la fois raison et prétexte des autorités allemandes, prend-elle toute sa valeur et s'inscrit-elle avec un relief particulier dans le mouvement général de résistance de l'Armée française au vainqueur.

Capitaine D. Cluseau,
du Service Historique de l'Armée
(Section Études générales et Résistance).

LE CAMP DES ASPIRANTS (II)

III. — *Vie et évolution du camp* (1).

Les conditions d'existence.

Les conditions d'existence s'étaient améliorées avant l'arrivée de la mission Didelet. Mais sa présence contribua indiscutablement à les rendre encore plus favorables.

Les barbelés entre les baraques furent enlevés. L'entassement disparut progressivement, le nombre des Aspirants diminuant peu à peu, alors que celui des baraques mis à leur disposition augmentait (2). Les aménagements intérieurs se perfectionnèrent de plus en plus. A la fin de 1942, l'étage intermédiaire des couchettes avait été supprimé. Des couvertures tendues permettaient de s'isoler. Des lampes de chevet avaient été installées, le contrôle des branchements électriques étant rare et peu énergique. Chaque groupe de prisonniers, chaque popote, disposait d'un poêle en brique, d'une table, de bancs. Le chauffage, par contre, ne fut pas toujours satisfaisant pendant les grands froids, les rations de charbon étant en 1942 devenues faibles. Les poux disparurent assez vite, pour reparaître avec l'arrivée des prisonniers russes. Ils furent efficacement combattus. Par contre, les puces ne cessèrent jamais de se manifester et les punaises furent tellement envahissantes, à partir de l'été 1942, qu'un très grand nombre d'Aspirants passaient la nuit dehors pendant les chaleurs.

La vie intellectuelle devait évidemment être très favorisée. L'Université entra en pleine activité. Aux étudiants véritables (qui, d'après le recteur Mazet, représentaient le quart de l'effectif) s'ajoutèrent tous ceux qui voulaient se perfectionner, prêtres ou instituteurs par exemple. Elle fut dotée d'une demi-baraque aménagée en salle de cours, tandis qu'une autre devenait bibliothèque. Très vite, le nombre de livres devint considérable. L'activité universitaire baissa cependant peu à peu. A la fin de 1942, elle ne retenait plus qu'un petit nombre d'Aspirants.

Le théâtre, au contraire, ne cessa de prendre de l'importance. Une demi-baraque lui avait été attribuée. On y aménagea une salle en gradins, un atelier de couture, un atelier pour les décors. Trente-quatre pièces furent montées, parmi lesquelles l'*Annonce faite à Marie*, le *Corsaire*, *Noé*, le *Bal des voleurs*, *Marius*, *Bichon*, le *Chapeau de paille d'Ita-*

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 28, octobre 1957.

(2) L'arrivée de prisonniers italiens, en septembre 1943, provoqua cependant un resserrement du camp. Sur les treize baraques, quatre furent enlevées, mais les conséquences sur le confort furent faibles, les effectifs étant beaucoup plus bas.

lie, Chacun sa vérité. De nombreux ateliers se constituèrent qui disposèrent assez vite de matériel et firent preuve de beaucoup d'ingéniosité (ingénieurs des Arts et Métiers, Beaux-Arts, céramique, reliure). On leur doit toutes les installations que nous avons mentionnées et aussi la chapelle. Au théâtre, les « Gadzarts » montèrent un « Jeu d'orgues » complet et fabriquèrent une turbine montée sur l'eau courante qui chargeait une batterie grâce à laquelle on disposait d'un éclairage secondaire. Mais le grand triomphe des techniciens fut l'*Exposition de la Révolution nationale* de juin 1942. Elle occupait une baraque entière. « Les nombreux stands reproduisent des réalisations françaises. Ce sont des maquettes généralement très bien construites : le triangle routier de Roquencourt et l'autoroute de l'Ouest, des ponts suspendus, des barrages dont celui de Sansanding sur le Niger, une gare de triage, etc... Une machine à vapeur, faite en aluminium coulé, fonctionne avec de petits morceaux de bois au grand ébahissement de tous. Une auberge bretonne avait été installée dans le lavoir (1). » Cette exposition eut un succès considérable. Des Allemands vinrent la visiter et elle fut transférée à Königsberg. Elle valut d'ailleurs aux quatre ou cinq principaux organisateurs leur libération. On notera la conclusion de Roger Debouzy, où l'on discerne, malgré son hostilité aux thèmes politiques, une certaine fierté d'appartenir à la collectivité qui avait réalisé cette œuvre : « En dépit du recours fréquent à l'*État français* dans les placards, affiches et panneaux — faute de quoi, d'ailleurs, elle eût été irréalisable, il émane de cette exposition une volonté de travail et une preuve de vitalité assez réconfortante après deux ans de captivité. »

Il est plus que probable que tout ce que nous venons de signaler apparente la vie du camp d'Aspirants à celle des oflags. Nous voudrions donc surtout insister sur certains côtés des activités précitées, qui furent assez originaux. Du point de vue universitaire d'abord, une liaison fut établie entre l'Université du camp et celle de Königsberg. Elle fut inaugurée en novembre 1941 par une conférence du professeur de philologie romane sur « Victor Hugo vu par un philosophe allemand ». Il y en eut d'autres, assez anodines en général, mais qui contenaient toujours quelques allusions (2). La bibliothèque de Königsberg fournit, par ailleurs, des livres demandés par des professeurs et des étudiants du camp.

Quant au théâtre, ainsi que l'orchestre de variétés, il leur fut possible de faire des tournées dans les kommandos (3). Outre l'agrément qu'elles présentaient pour beaucoup de prisonniers et pour les artistes, elles avaient l'intérêt de donner au camp un contact avec l'extérieur : ce qui

(1) Debouzy, p. 198-199.

(2) D'après les souvenirs du recteur Mazet (*L'Aspi*, juillet 1955), le philologue allemand se plaignait d'être l'objet d'une pression politique qu'il s'efforçait d'atténuer au maximum.

(3) Beaucoup de détails à ce sujet dans le livre de Debouzy, qui a participé à ces tournées.

permettait d'y faire rentrer toutes sortes d'objets que les Français des kommandos se procuraient souvent facilement.

A la fin de 1943, une demi-baraque fut confiée aux architectes pour être transformée en cinéma. Ils en firent une salle de 250 places environ. Elle disposait de deux appareils de projection de 35 mm. et de deux de 16. Les Allemands fournissaient leurs actualités et les grands films étaient loués en Allemagne ou en France (on y montra, par exemple, *Les visiteurs du soir*).

Quelques possibilités de sortir du camp furent offertes à la masse des Aspirants : corvées de bois (il s'agit du bois brûlé dans les poêles particuliers pour la cuisine), promenades, la plus importante ayant été une visite par groupes du champ de bataille voisin d'Eylau, visite qui permit à beaucoup d'Aspirants d'avoir un fugitif contact avec la vie civile lors de la traversée du village (1). Au point de vue nourriture, le fait important fut qu'une cuisine spéciale fut attribuée aux Aspirants. Les denrées réglementaires leur étaient directement livrées et le personnel allemand éliminé. Il reste que la moitié sans doute de l'alimentation courante des prisonniers provenait des distributions de Croix-Rouge (les premiers colis américains firent leur apparition en janvier 1944) et des colis familiaux. Signalons, d'ailleurs, que le nombre des lettres et des étiquettes-colis expédiés dépassait en moyenne très largement la ration officielle. On pouvait facilement s'en procurer en supplément et le contrôle allemand était inexistant à l'aller comme au retour. La réception des colis était dans les mains d'Aspirants. Les Allemands se contentaient de superviser. Ils exigèrent le dépôt des boîtes de conserves, remises ouvertes à la demande des propriétaires. En fait, un certain nombre de colis contenant des papiers ou des objets interdits (matériel d'évasion par exemple ou même de vin) étaient subtilisés et soustraits au contrôle des Allemands.

La vie religieuse.

Elle a été particulièrement intense. D'une façon générale, la captivité a provoqué un réveil du sentiment religieux, au moins dans les camps (2). Mais le camp d'Aspirants était particulièrement favorisé par la présence de nombreux prêtres et de nombreux séminaristes, dont certains avaient individuellement une très grande valeur intellectuelle. L'influence du clergé nous semble avoir été particulièrement forte. De nombreux Aspirants, désorientés par les petits ou les grands problèmes que posait la vie de prisonniers, cherchèrent à les résoudre avec l'aide des prêtres. Certains se convertirent, d'autres décidèrent de se consacrer à l'Église.

L'importance de la vie religieuse fut concrétisée par la construction

(1) On pouvait entrer dans un café et se faire servir de la bière sans difficulté.

(2) Une personnalité catholique, évoquant ses souvenirs, nous a confié qu'à son avis le renouveau religieux avait été facilité par le sentiment que les nazis lui étaient hostiles. Le catholicisme aurait ainsi pris une tournure nationale, agressive. Opinion intéressante, sans doute discutable.

d'une chapelle, qui fut une des plus belles réalisations du camp (1). Elle fut installée dans une demi-baraque par des architectes et des peintres de valeur notoire. Beaucoup d'ingéniosité et de débrouillardise furent nécessaires pour l'achever : un Aspirant chargé de diriger la construction d'une trentaine de baraques pour les Russes, réussit à détourner les matériaux de l'une d'elles — une soixantaine de lampes nécessaires à l'éclairage furent achetées à Königsberg par des prisonniers et introduites dans le camp — des vitraux furent confectionnés avec des boîtes de conserves, ouvertes aux deux bouts, réduites à des cylindres de tôle et posées l'une près de l'autre de manière à dessiner une grande Croix. « Les travaux durèrent du 20 octobre à la Noël 1941. En quelques jours, la grande fresque du fond, sur 20 mètres carrés, voit surgir une cène dans le style de la Renaissance espagnole sous le pinceau de maître Aujame. Deux fresques latérales, dues aux pinceaux de Henri Bernard et de Guillaume, fixant la scène de l'Annonciation et celle de Jeanne d'Arc écoutant l'archange saint Michel : les deux apparitions qui donnèrent à l'univers et à la France la révélation de leurs espérances (2). »

Il y avait parmi les Aspirants une cinquantaine de séminaristes. Ils se groupèrent très vite sous l'autorité de prêtres qualifiés pour continuer leurs études. Rejoints par des « étudiants », ils constituèrent en 1942 un véritable séminaire, de plus de 100 élèves, dont les cours et les examens réguliers furent reconnus par la plupart des diocèses de France. La présence de ces séminaristes contribua à donner aux cérémonies religieuses du camp un éclat particulier. Elle explique aussi la visite que fit à Stablack l'aumônier général des prisonniers le jour de Noël 1942. La grand'messe qu'il célébra ce jour est restée dans les souvenirs des catholiques du camp comme un événement mémorable : « Il y avait là 400 garçons qui pleuraient, ces larmes d'hommes si secrètes et si précieuses, qui pleuraient parce qu'un jour de Noël, dans leur exil, un prêtre de chez nous était venu leur dire : « Il y a trois jours, j'étais en France ; et je vous apporte « le salut de vos familles (3). »

La présence d'un grand nombre de prêtres et les conditions particulières du camp suggérèrent l'idée d'envoyer des aumôniers dans les kommandos. Les Allemands finirent par accepter, comme ils acceptèrent de les laisser en contact permanent avec l'aumônier principal du camp, qui les réunissait périodiquement. La situation du Stalag I A fut, croyons-nous, unique en Allemagne à cet égard.

Les activités charitables furent souvent animées par les catholiques. Un petit groupe d'entre eux s'intéressa aux prisonniers russes et voulut leur venir en aide. Ils apprirent la langue, entrèrent en contact avec eux, organisèrent des quêtes et leur distribuèrent des colis (4).

Les protestants constituèrent de leur côté une église, « sur le modèle

(1) Cf. l'article du R. P. Ulrich, aumônier à l'époque, dans l'*Aspi* de juillet 1955.
(2) Article cité.
(3) *Ibid.*
(4) Récit et impressions d'un des animateurs (le R. P. Duval), dans l'*Aspi*, octobre 1956.

de nos Églises de France, avec, à sa tête, un Conseil de paroisse, un conseiller par baraque ». Le pasteur s'occupa d'ailleurs de ses coreligionnaires des kommandos (1).

Le rôle joué par l'Église dans la vie du camp provoqua une petite réaction. Des membres de l'enseignement public constituèrent un « groupe d'études rationalistes » qui organisa quelques conférences et discussions.

Le travail.

Il peut paraître surprenant que des prisonniers du « camp universitaire », réunis spécialement afin de poursuivre leurs études, soient partis au travail. Le général Didelet sentait très certainement cette contradiction et plusieurs témoignages affirment qu'il n'était pas favorable à de tels départs. Le mouvement se déclencha pourtant au début de 1942. En réalité, une bonne partie des Aspirants finirent par supporter difficilement la vie renfermée sur elle-même, l'espèce de retraite intellectuelle que leur offrait le camp. Sortir des barbelés était facile : il suffisait d'être volontaire pour le travail. Quelques-uns sans doute pensaient pouvoir s'évader plus facilement (2). Il est difficile de dire quel est le pourcentage des évadés parmi les travailleurs. Ce qui est sûr, c'est que certains kommandos étaient le refuge des candidats à l'évasion, les hôpitaux de Königsberg en particulier. Mais la plupart des volontaires désiraient simplement changer d'atmosphère ou s'occuper à des travaux intéressants pour leur avenir. Un groupe d'ingénieurs et d'architectes accepta même d'organiser la reconstruction de la ville ukrainienne de Jitomir (février 1942).

Les Allemands ne pouvaient que se réjouir de cette tendance. Les autorités françaises ne pouvaient s'y opposer longtemps (3). La propagande politique qu'elles faisaient les gênait. Puisqu'il fallait ne plus considérer ou feindre de ne plus considérer les Allemands comme de véritables ennemis, comment empêcher de travailler pour eux ceux qui en avaient envie? On reconnaîtra d'ailleurs que la politique officielle de Vichy ruinait le seul fondement moral sérieux de résistance au travail ; à savoir qu'en temps de guerre on ne se met pas, quand on le peut, au service de l'adversaire.

Un *modus vivendi* s'établit donc assez rapidement. Les autorités françaises admirent le départ au travail et l'organisèrent. Il y eut au camp un bureau spécial chargé de traiter ce genre d'affaires. Il recevait les demandes de main-d'œuvre des Allemands et les transmettaient aux Aspirants. Ceux qui voulaient partir faisaient le choix d'une situation qui leur convenait. Un engagement était alors signé. Il prévoyait la rémuné-

(1) *L'Église réformée du camp*, par le pasteur Pierre Wallet, l'*Aspi* de juillet 1955.

(2) Un des premiers départs eut lieu curieusement vers le sud de l'Allemagne, région de Limbourg ; cf. Debouzy, p. 173.

(3) On raconta que les volontaires s'étaient adressés directement aux Allemands, faute d'avoir vu leur demande transmise par les dirigeants français. — D'après notre enquête, le fait est exact.

ration qui devait être en rapport avec la qualification. Il prévoyait aussi que l'Aspirant ne devait pas être logé dans le kommando ordinaire, mais à part et dans de bonnes conditions.

Nous ne pouvons affirmer que les clauses prévues furent toujours respectées. Il y eut sans doute des déceptions. Mais, ce qui est sûr, c'est que des Aspirants, mécontents ou fatigués de leur situation, rentrèrent fréquemment au camp, sans difficulté. Lors de la transformation des prisonniers en travailleurs civils, ceux des Aspirants qui refusèrent purent alléguer une rupture de contrat. Les Allemands s'inclinèrent et les laissèrent revenir à Stablack. Ceux qui acceptèrent bénéficièrent d'ailleurs de conditions assez extraordinaires. Il leur fut consenti quelques prérogatives particulières : droit de conserver l'uniforme sans indication *Zivil*, cartes d'alimentation individuelles, droit de loger en privé — enterrement avec les honneurs militaires (quatre-vingts Aspirants transformés assistèrent en uniforme aux obsèques de l'un d'entre eux). L'*homme de confiance* des Aspirants continuait à s'occuper d'eux. Il dut notamment intervenir pour faire maintenir leur droit au choix de l'emploi. Ce qui est sûr aussi, c'est que beaucoup d'Aspirants travailleurs eurent une situation très enviable. C'est ce qui explique que la majorité de ceux qui étaient touchés par la transformation acceptèrent. On peut citer quelques exemples : un des plus notoires fut celui d'un musicien employé à l'orchestre radio de Königsberg qui vivait dans une chambre particulière et, en fait, comme un Allemand ordinaire. Le kommando du théâtre de Königsberg fut aussi très célèbre, des artistes et des décorateurs ayant été embauchés assez tôt. Il vaut la peine, d'ailleurs, de citer la description que nous donne Debouzy des conditions de logement d'un groupe d'ingénieurs, une vingtaine, employés dans des chantiers navals : « C'est un local très agréable, confortable, avec eau courante, chaude et froide, douches, W.-C. comme chez soi, situé en ville, ou à peu près, sans gardien d'aucune sorte, ni barbelé. »

Il est difficile de donner avec précision le chiffre de ceux qui partirent au travail. Il s'éleva à 600, peut-être à 800. L'importance du mouvement explique sans doute l'arrivée au camp de ces étudiants, dont nous avons parlé plus haut. Tout se passe comme si on les avait expédiés à Stablack à titre de compensation pour le départ des Aspirants. Mais leur nombre fut toujours très inférieur à celui des partants (200 au plus) et, comme nous l'avons déjà dit, ils finirent par être expulsés.

Les Allemands ne renoncèrent pas complètement à utiliser comme main-d'œuvre la masse des Aspirants qui demeuraient au camp. A deux reprises, en août 1942 et en août 1943, ils demandèrent aux Aspirants de faire la moisson. Ce fut l'origine de grosses difficultés. Lorsque commença la première campagne, l'été de 1942, il fut évident que les Allemands ne se contenteraient pas de simples volontaires. Ils parlaient du combat commun pour l'Europe, opposaient les épreuves terribles que connaissaient les combattants à l'oisiveté des prisonniers de l'*Aspilag*.

Ceux-ci se devaient donc de faire le geste qu'on leur demandait. Leur santé ne pouvait d'ailleurs qu'en tirer profit. De tels arguments n'avaient évidemment aucune prise sur les Aspirants, mais ils ne pouvaient être rejetés par les autorités françaises du camp qui, par ailleurs, n'osaient entrer en conflit ouvert avec le commandement allemand, de peur de compromettre les avantages acquis (1). Selon une tactique assez courante à l'époque, elles résolurent de céder sur le principe, en cherchant à en limiter l'application. Il fut décidé qu'il y aurait un certain nombre d'exempts, les « inaptes », que désigneraient les médecins, ceux qui exerçaient une activité d'intérêt général (services du camp, théâtre, professeurs à l'Université). Leur nombre s'éleva en fin de compte à 350. Quant aux autres — 1.300 à 1.400 (2) — on les encouragea à partir en leur expliquant que l'intérêt du camp et même l'intérêt national exigeaient qu'on fasse aux Allemands les concessions sans lesquelles on ne pouvait rien espérer d'eux. Théoriquement donc, par décision des Chefs français, le camp d'Aspirants avait été porté collectivement volontaire pour la moisson. Les partants restèrent absents quatre à cinq semaines et furent de retour fin septembre. Certains, enchantés du contact qu'ils avaient eu avec l'extérieur, demandèrent à repartir comme travailleurs.

En 1943, les événements et les esprits avaient évolué. Les choses se passèrent donc différemment. Lorsque le commandement allemand demanda aux autorités françaises de préparer le départ des équipes de moissonneurs, elles répondirent qu'elles ne pouvaient se charger ni du recrutement ni de l'organisation. Un appel aux Aspirants fut alors affiché : ils étaient instamment priés (le texte allemand dit *Aufgefordert*) de participer à la moisson. L'appel fut mal, très mal accueilli, et l'Aspirant de confiance prévint qu'il ne donnerait probablement pas de résultat. La situation devint alors très tendue. Il fut cette fois question, du côté français, de la *Convention de Genève*, qui protégeait les sous-officiers contre le travail forcé. Du côté allemand, on répondit par une menace : l'*Abwehr* du camp annonça qu'il allait faire un rapport à l'*O. K. W.* pour demander la suppression du camp et l'expédition des Aspirants à Kobierczyn, où étaient les sous-officiers réfractaires.

L'Aspirant de confiance, qui avait déjà entendu parler d'un changement de camp motivé par la fréquence des évasions, prit cette menace très au sérieux. Il accepta donc une proposition qui exigeait des réfractaires une déclaration de *non-volontariat*, ce qui était évidemment assez extraordinaire du point de vue juridique. Il y eut donc un assez vif mécontentement. Finalement, 300 Aspirants rédigèrent le texte demandé et leurs déclarations furent transmises aux Allemands. Le reste du camp, pas loin de 700 Aspirants, partit donc faire la moisson comme l'année précédente.

(1) L'affaire coïncidait avec le départ, en grande pompe, du premier train de relève.

(2) Debouzy, p. 201-202.

Les Allemands avaient d'abord voulu concentrer les réfractaires dans un bloc à part. Ils se laissèrent convaincre de ne pas le faire. La seule sanction prise fut l'exclusion du bénéfice d'une libération. Encore ne fut-elle pas réellement appliquée (1).

En août 1944, il n'y eut pas d'incidents. Les Allemands étaient en train de préparer l'évacuation du camp, qui eut lieu à la fin du mois. Des volontaires participèrent à la moisson et rejoignirent leurs camarades plus tard.

Tout ce que nous venons de dire sur le problème du travail illustre on ne peut mieux l'originalité du cas des Aspirants. Nous ne croyons pas qu'aucun autre camp ait eu une histoire tant soit peu analogue. Les oflags, qui lui sont comparables, n'ont rien connu de tel. On ne peut s'empêcher de penser que l'équivoque politique qui pesa sur le camp favorisa cette situation.

La politique officielle et son déclin.

L'emprise du *mouvement Pétain* et des dirigeants français sur la masse des Aspirants commença à s'affaiblir sérieusement dès le début de 1942. On peut en donner plusieurs raisons.

Quelques paroles malheureuses, prononcées par des officiers d'encadrement, vite rapportées, firent mauvais effet. Le général Didelet, dans un exposé sur la situation à la fin de 1941, attribua le limogeage du maréchal von Brauschitch, dû à l'échec de l'offensive contre Moscou, à sa francophobie, laissant entendre que les relations franco-allemandes allaient s'améliorer. L'immense majorité des Aspirants eurent l'impression qu'on se moquait d'eux et doutèrent quelque peu des aptitudes politiques de leur chef. Un officier supérieur, mécontent de la mauvaise volonté que mettaient certains à participer aux exercices physiques, s'écria dans un mouvement d'humeur : « Vous n'êtes pas mûrs pour rentrer », phrase dont on conviendra qu'elle semblait révéler un étrange état d'esprit.

Plus important fut l'effet de certaines déclarations faites à Stablack par des délégués de la mission Scapini. Dès le début d'octobre, l'un d'eux déclara nettement qu'il n'était pas question de rapatrier rapidement les Aspirants. Lors de la visite de Scapini fin décembre, les déclarations faites déçurent : « Scapini a rassemblé les huiles du camp et leur a tenu un discours assez vague : « Les contacts personnels en cours nous per- « mettent de garder l'espérance. » De quelle espérance s'agit-il? Rien ne semble acquis, d'une manière générale, en ce qui concerne le sort des prisonniers et le nôtre en particulier. Chute de moral très nette, qu'espérions-nous donc (2)? »

(1) Quatre ou cinq réfractaires furent touchés par la *relève*. Ils furent cependant libérés, sauf un. La raison en est amusante. L'officier allemand qui avait reçu la liste l'avait égarée. L'Aspirant de confiance l'apprit et mit au courant de cette situation les réfractaires libérables. Il suffisait donc de nier avoir figuré sur cette liste pour bénéficier de la mesure de libération.

(2) Debouzy, p. 159.

Dans ces conditions, il devenait difficile d'empêcher ceux qui voulaient en sortir d'agir à leur guise. Beaucoup, nous l'avons vu, partirent au travail à ce moment-là (« je suis reparti en 1942 dans le cadre des départs organisés par le capitaine X... il y avait foule. J'ai eu du mal à obtenir une place »).

Mais d'autres pensaient à s'évader. Jusque-là, le commandement français avait toujours freiné les évasions, affirmant qu'elles ne pouvaient que compliquer la situation et faire tort à l'ensemble de la communauté (1). A partir du moment où l'espoir d'une libération collective s'évanouissait, comment empêcher les individus de résoudre le problème par eux-mêmes? Petit à petit donc, le droit à l'évasion fut admis. A partir de l'été 1942, il ne fut pratiquement pas mis en question.

Dès lors, « l'expérience » n'avait plus grand sens. Le droit à l'évasion comme le droit au travail enlevaient, en réalité, beaucoup de sa signification à la présence du général et de ses adjoints. Il n'était plus question de réunir un groupe compact de Jeunes destinés à former les cadres de la France nouvelle, conformément aux principes nouveaux. Il ne s'agissait plus que d'aider des prisonniers à s'adapter le mieux possible à une captivité qui s'annonçait longue. Le côté politique devait être mis en sommeil.

Les événements de France décourageaient au même moment quelques-uns de ceux qui s'étaient à l'origine dévoués pour le *mouvement Pétain*. Le remplacement de Darlan par Laval fit, en effet, une impression désastreuse. Quelles qu'aient été les excuses valables, le départ d'un militaire, l'arrivée d'un politicien peu respecté, réputé pour sa politique de collaboration, et qui avait d'ailleurs été arrêté en décembre 1940 pour cela même, apparut comme une catastrophe. Il devenait difficile de distinguer le *mouvement Pétain* d'un *mouvement Laval*. Le reflux fut très sensible dans les cadres. « J'ai personnellement, avec mes amis X et Y..., cessé de m'y intéresser en avril 1942 pour ne plus consacrer mes efforts qu'au théâtre et à l'Université », écrit un Aspirant, le même qui déclare : « J'ai pris aux débuts du *mouvement Pétain* une part active avec le plus grand sentiment de servir mon pays. » Du coup, toute l'activité intellectuelle qui avait existé aux premiers temps du mouvement disparut.

Le dernier coup porté à ce que ce mouvement conservait de prestige le fut à l'occasion du premier train de *relève*, en août 1942. Les Allemands, dans le but de recruter quelques libérés capables de défendre la « collaboration » à leur retour, demandèrent au général Didelet de dési-

(1) Nous ne garantissons pas l'authenticité de la formule « s'évader c'est déserter », mais elle correspond à cet état d'esprit. Certain est, par contre, le conseil « ne faites pas le mariolle ». En sens inverse, nous pouvons rapporter l'anecdote suivante. Un Aspirant désirait s'évader et avait, sous la pression du commandement, retardé son projet. D'autres n'avaient pas eu tant de scrupules. D'où des sanctions. L'Aspirant dont nous parlons reçut alors la visite d'un des dirigeants du camp qui lui déclara : « Vous voulez toujours vous évader? Alors partez ce soir. Il faut faire comprendre aux Allemands que leurs appels ne servent à rien. » Malgré la propagande officielle contre les évasions, les chefs de baraque les ont toujours camouflées pendant un temps minimum. Les officiers supérieurs étaient au courant et laissaient faire.

guer quelques prisonniers (1) qui seraient ajoutés à la liste des bénéficiaires normaux. Huit Aspirants furent ainsi choisis, tous membres du *mouvement Pétain*, certains ayant une activité d'intérêt général, d'autres non. L'affaire fit grand bruit parce qu'elle coïncidait avec le départ à la moisson que le *mouvement Pétain* avait justifié et défendu. On pu voir ainsi un de ses propagandistes, qui venait d'annoncer qu'il donnerait l'exemple, prendre le train pour la France. Ajoutons qu'il avait été affirmé au début qu'aucune récompense ne serait donnée aux militants du mouvement. L'accusation d'arrivisme, qui circulait depuis longtemps (2), triompha. Désormais (à plus forte raison à partir du grand tournant de la guerre en fin 1942), la propagande officielle n'eut pratiquement aucune prise.

La mission Didelet se démembra peu à peu. Le lieutenant-colonel fut affecté en avril 1943 à la mission Scapini à Berlin et devint chef de la délégation. Un des deux commandants vint l'y rejoindre. L'autre regagna son oflag. Des quatre capitaines, l'un, le plus influent, fut renvoyé, sur sa demande, en oflag (il donna comme motif « désaccord avec le général »). Un autre connut le même sort, mais parce qu'il s'était rendu suspect aux Allemands. Le troisième fut délégué à Königsberg comme officier conseil. Le dernier seul resta avec les Aspirants juqu'en 1945.

Le général lui-même perdit progressivement tout son dynamisme. Tous ceux qui l'ont connu de près ont été extrêmement frappé du changement qui s'opéra dans son comportement. Il avait eu sans doute la déception de voir que les prisonniers ne suivaient pas toujours ses conseils (3). Mais ce fut évidemment l'évolution de la guerre qui le toucha le plus. Il avait été très probablement persuadé de la victoire allemande en 1941. Ce fut cette conviction (ainsi, semble-t-il, qu'une certaine hostilité à la démocratie) qui guida sa politique. Le débarquement en Afrique du Nord, l'occupation de la zone libre, Stalingrad, lui ouvrirent sans doute les yeux et lui firent comprendre quelles conséquences terribles pouvait avoir son erreur initiale pour lui et pour certains de ceux qui l'avaient suivi. Il se désintéressa pratiquement de la vie du camp à partir de 1943, n'intervenant que dans des cas très rares auprès des Allemands, laissant en fait la direction des affaires à l'homme de confiance des Aspirants et à celui des soldats (4). A la fin de 1943, il demanda en vain de rejoindre le camp des généraux. Il refusa en 1944 de participer au gouvernement de Sigmaringen et mourut tragiquement au moment de la libération à l'oflag de Lubeck.

La propagande dont nous avons parlé jusqu'à présent est celle du gouvernement de Vichy. Nous ne croyons pas qu'il y ait eu même de simples traces d'une propagande franchement germanophile, de tendance nazie. A aucun moment, il ne fonctionna de groupe quelconque se réclamant des partis du type R. N. P. ou P. P. F. Par exception, quelques personnes furent accusées sous le manteau d'être des partisans de Déat, mais il n'y eut — à supposer que le fait ait été exact, car il s'agit proba-

(1) Affaire racontée avec précision par Debouzy, p. 205-206.
(2) Cf. Debouzy, p. 147, impressions de novembre 1941.
(3) Il était persuadé que la transformation des prisonniers en civils était très avantageuse et fut très surpris des difficultés qu'elle souleva.
(4) Il ne s'occupa, par exemple, ni des difficultés provoquées par la transformation ni de la moisson de 1943.

blement d'anciens socialistes dont il n'est pas sûr qu'ils aient suivi Déat après 1939 — aucune tentative de manifestation publique.

Le seul point délicat à ce propos touche à l'action du capitaine dont nous avons parlé à plusieurs reprises. Un certain nombre d'Aspirants se rassembla autour de lui et des réunions eurent lieu. Nous savons que ces réunions se déroulaient sous le signe de l'anticommunisme et que des Aspirants connus pour leur activité politique d'avant-guerre furent pour cette raison invités à s'y joindre.

C'est dans ce milieu que naquit l'idée de former un groupe de volontaires pour la *Légion antibolchevique* (L. V. F.). On accusa, en outre, les fidèles du capitaine d'avoir constitué une véritable *maffia* (le mot était couramment employé) qui aurait eu pour but de s'emparer des postes-clés de la vie du camp. Y avait-il réellement un fond de politique collaborationniste dans cette activité? Nous avons recueilli à ce sujet les témoignages les plus contradictoires. Disons simplement que l'affaire des volontaires de la L. V. F. ne nous paraît pas sérieuse. Peu de fanatiques parmi eux, en admettant qu'il y en ait eu. Ils avaient, du reste, mis à leur engagement effectif une condition préalable, celle d'aller faire leurs classes en France. On peut être sûr qu'il s'agissait d'un moyen pour se faire rapatrier. Les Allemands ne leur donnèrent d'ailleurs pas satisfaction.

En ce qui concerne la tendance générale du groupe, mieux vaut ne pas chercher à la définir. La politique s'y mêle sans doute à l'étude des meilleurs moyens de se faire rapatrier. Il y avait à coup sûr là-dedans beaucoup de subtilité. Trop, vraisemblablement.

Étant donné la faiblesse, l'inexistence même, de la propagande germanophile, on se demandera ce que les Allemands ont fait pour la favoriser. Il y avait dans chaque camp de prisonniers un *Wehrmacht Propaganda Beauftragter* qui, comme son nom l'indique, était chargé de répandre la bonne parole auprès des soldats allemands et des prisonniers. Celui du Stalag I A ne resta évidemment pas inactif.

Ce n'était pas d'ailleurs un personnage ordinaire. Appartenant à l'entourage de Von Ribbentrop, il circulait beaucoup, accompagnait en France les trains de *relève*, ce qui lui permettait d'effectuer à Paris des séjours qu'il appréciait énormément. Une personnalité du camp qui a été en rapport avec lui estime qu'il avait de grandes ambitions. Il s'occupait à Paris de noyauter les organisations officielles françaises et aurait pensé à remplacer Abetz (1). Son intérêt était donc d'avoir des résultats.

Il s'efforça, par exemple, d'obtenir des articles politiques destinés au journal que les Allemands éditaient pour les prisonniers, *Le trait d'Union*. Deux furent effectivement publiés. Cela aurait été dû à une forte pression, en particulier à la menace de supprimer certains des avantages

(1) Cela ne l'empêcha pas (toujours d'après le même témoignage) d'occuper après la guerre, grâce à ses relations en Suisse et en Angleterre, un poste important dans l'administration militaire alliée.

consentis aux Aspirants. L'un, jugé trop anodin, aurait été remanié par lui. Quant à l'autre, plus tendancieux, il aurait été écrit par un Aspirant « connu pour ses sentiments violemment antiallemands », qui aurait accepté par dévouement. Son grand dessein fut de constituer une section du mouvement *Jeune Europe* à laquelle auraient participé des personnages officiels et même l'Université du camp. Malgré « un certain nombre de consultations parmi les Aspirants », il ne put y réussir. Cet échec s'explique sans doute par la mauvaise volonté de l'*homme de confiance* et par l'attitude du colonel commandant le camp, que de telles intrigues politiques choquaient. Mais il serait dû aussi, d'après un témoin, à un certain manque de persévérance, le personnage étant très occupé par les activités qu'il entendait avoir en France.

Il lui restait un dernier moyen d'action, la libération sous condition de propagande politique en France. Il fut naturellement employé. Dans chaque train de *relève*, le chef de la propagande disposait de quinze places réservées à ceux que les Allemands appelaient les *activistes* et les prisonniers les *O. K. W politiques*. Un assez grand mystère règne encore sur les désignations qui furent faites ainsi (1). Quelquefois, les bénéficiaires ignoraient, même au moment de leur départ, la vraie raison qui leur valait une libération. Au cours du voyage, le chef de la propagande exerçait sur eux une forte pression, le conseils amicaux se mêlant à des menaces. Quelques-uns seulement cédèrent et payèrent leur retour par une ou plusieurs déclarations favorables à la politique officielle (2).

Les *O. K. W. politiques* n'étaient d'ailleurs pas tous, en réalité, des *activistes*. Les dirigeants français faisaient parfois mettre sur cette liste des Aspirants qu'on voulait libérer pour d'autres raisons. En outre, le chef de la propagande, qui dépensait beaucoup d'argent à Paris, était susceptible d'être influencé par des considérations extra-politiques. Disons-le clairement : certaines libérations furent achetées.

L'essaimage des Aspirants.

Si l'activité politique n'a pas réellement abouti à la naissance de mouvements importants ou durables, elle a eu cependant un effet secondaire, qui est loin d'être négligeable. Elle a habitué un certain nombre d'Aspirants à l'idée qu'ils pouvaient sans inconvénient moral servir leurs camarades prisonniers ou travailleurs civils en les encadrant. Le camp d'Aspirants constituait, en effet, une réserve qui pouvait être fort utile au moment où les services responsables de la main-d'œuvre française en Allemagne avaient besoin de personnel. En un sens, l'idée que l'on crut être à l'origine de l'expérience de 1941, celle du camp d'Aspirants, pépinière de chefs, se trouva partiellement réalisée. En direction des com-

(1) Et qui furent nombreuses, puisqu'il y eut douze vagues de *relève*. — Les Aspirants n'étaient pas les seuls à en bénéficier. L'affaire concernait l'ensemble du camp.

(2) Un Aspirant a été condamné à vingt ans de travaux forcés pour faits de collaboration à la libération.

mandos du Stalag I A d'abord, puis à travers toute l'Allemagne, un véritable essaimage se produisit.

Un cas à part doit être signalé d'abord, celui des aumôniers. Il y avait au camp d'Aspirants un grand nombre de prêtres. Beaucoup d'entre eux souhaitaient exercer leur ministère. Ils demandèrent donc aux autorités à être envoyés dans les kommandos, comme aumôniers. La chose n'était pas du tout courante. Les aumôniers étaient très peu nombreux dans les stalags et accepter les propositions faites c'était accorder au Stalag I A une situation particulière. Les Allemands finirent cependant par y consentir en juillet 1942. « Sans nul doute, bien des gens s'y étaient employés, et spécialement l'abbé Duben, aumônier général du stalag, mais celui qui obtint véritablement la chose fut le général Didelet (1). »

L'affaire avait de l'importance, car quatre-vingts prêtres environ partirent dans ces conditions. Or, leur rôle était, en réalité, plus que religieux. Ayant la possibilité de circuler, il leur était facile de savoir ce qui se passait dans les entreprises où les Français travaillaient, de connaître leurs difficultés, de transmettre les doléances, de communiquer des informations. Comme l'aumônier général avait l'habitude de réunir assez régulièrement les prêtres des kommandos, une liaison quasi permanente se trouvait réalisée entre ceux-ci et le stalag. Elle permettait de faire le point de la situation générale dans d'excellentes conditions.

Tout ce que nous venons de dire montre que les aumôniers jouaient en pratique le rôle d'auxiliaires des *hommes de confiance*. Comme ils pouvaient, dans certains cas, tirer parti de l'autorité morale que leur donnait leur fonction religieuse, on admettra que leur existence avait de l'intérêt même du point de vue des prisonniers non catholiques.

Les *hommes de confiance* avaient d'ailleurs souvent besoin d'être aidés. Il ne leur était pas toujours facile de répondre à ce qu'on attendait d'eux. Les épauler par des Aspirants dont le grade et, dans certains cas, l'instruction pouvaient être utiles fut une des grandes idées du général Didelet, qui pensa à tirer parti de la notion d'*officier conseil*, mise au point par la mission Scapini. Il est plus que probable qu'une arrière-pensée politique se cachait derrière cet objectif. Toujours est-il qu'à la fin de l'été 1942, les Allemands acceptèrent. Une quinzaine de postes furent ainsi pourvus.

Les résultats ne semblent pas avoir été mauvais. Les *Aspirants conseils* (tel fut leur titre) ne jouèrent pas de rôle politique. Ceux qui voulurent se livrer à la propagande comprirent sans doute vite que ce n'était pas là un moyen d'obtenir la confiance des prisonniers. Un ou deux au plus s'y essayèrent sérieusement, un surtout, dont il est presque certain qu'il a été imposé par les Allemands et dont l'échec fut tellement patent qu'on dut très vite le rappeler au camp. Les autres, par contre, se maintinrent, rendirent des services et finirent même quelquefois par être *hommes de confiance* en titre.

(1) Abbé Félix Prieur, *68881 VII A*, p. 184 — l'abbé Prieur conte dans son livre ses souvenirs d'aumônier du kommando de Gumbinnen.

Beaucoup plus grand fut le nombre des Aspirants qui quittèrent le camp pour occuper des postes dans les services de la main-d'œuvre française en Allemagne. Il y en eut, en effet, soixante-dix. Savoir dans quelles circonstances ils furent désignés n'est pas facile. La version que nous donnons de ces événements a été recueillie auprès de ceux qui furent mêlés de près à l'affaire.

Depuis le printemps de 1943, il y avait à la mission Scapini des cadres issus du I A. L'un des « anciens », au cours d'un voyage à Stablack, demanda à deux personnages du camp d'occuper des places importantes dans les services de la mission Bruneton. Il leur expliqua que, loin de se compromettre en faveur du régime de Vichy, ils auraient ainsi l'occasion de participer à la résistance. La mission Scapini était, disait-il, en grande partie noyautée par une organisation appelée *Front Intérieur Allemand* ou F. I. A. Il s'agissait donc de poursuivre le travail. C'est dans ces conditions que partirent successivement à Berlin l'*homme de confiance* du camp (décembre 1943) et celui des Aspirants (février 1944). Le premier fut affecté aux rapports avec la *Deutsch Arbeitsfront* ou D. A. F. (travailleurs industriels), le second s'occupa des travailleurs agricoles (*Reichsnahrstand* ou R. N. S.).

Les objectifs du *Front Intérieur Allemand* semblent avoir été théoriquement très ambitieux. Il ne visait rien moins qu'à hâter l'effondrement de l'Allemagne par des sabotages, éventuellement même en suscitant des troubles. Cela supposait d'abord un noyautage systématique des cadres, et c'est précisément à ce propos que les deux hommes de confiance du I A songèrent à utiliser des Aspirants. Les Allemands ayant accepté la création de *délégués culturels* dans les circonscriptions de travailleurs agricoles, la plupart de ceux qui partirent reçurent ce titre (1). D'autres furent employés au D. A. F. et à la mission Bruneton à Berlin même. Un groupe assez important fut utilisé pour encadrer les chantiers de jeunesse envoyés en bloc travailler en Allemagne. Il faut dire qu'une quinzaine d'Aspirants, qui s'étaient depuis longtemps intéressés à cette organisation, avaient été préparés à une tâche de ce genre par la formation qu'ils recevaient au camp même.

Est-ce dire qu'on puisse assimiler l'équipe de soixante-dix Aspirants dont nous parlons à une organisation de résistance active? Nous croyons que les choses ne sont pas si simples.

On remarquera d'abord que les premiers partants ont quitté le camp pour le R. N. S. pendant l'été 1943, c'est-à-dire avant que des contacts aient été pris avec le F. I. A. En décembre, une trentaine étaient déjà en place. Ce sont eux qui réclamèrent un des leurs à la délégation centrale.

Il est certain, d'autre part, que les objectifs de l'équipe de I A étaient bien plus modestes que ceux du F. I. A. Il s'agissait essentiellement pour elle de défendre le mieux possible les travailleurs français en Allemagne,

(1) Beaucoup finirent par être nommés chefs de circonscription (« gau »), un tiers des dirigeants de « gauen » du R. N. S. étaient en 1945 des Aspirants.

d'améliorer leur sort, de leur permettre de traverser sans encombre la difficile période qui s'annonçait, de ramener, somme toute, le maximum d'hommes dans le meilleur état. L'idée de les entraîner dans des actions dangereuses tels que des sabotages ne lui convenait absolument pas.

Un tel état d'esprit, dira-t-on, n'a rien de « résistant ». Sans doute dans la mesure où l'on assimile la résistance à une action positive contre l'Allemagne. On peut même observer qu'il n'est pas en contradiction avec un grand thème de propagande pétiniste, celui d'une nécessaire adaptation à la victoire allemande. On admettra facilement que, pour des gens vivant en territoire ennemi, un tel point de vue était plus défendable encore. Se battre avec les Allemands, cela signifiait pour eux leur arracher des concessions, tirer d'une mauvaise affaire un camarade, obtenir les rations alimentaires officielles, de meilleurs conditions de logement. Devenir par leur propre volonté les représentants d'un gouvernement qui affirmait aider l'Allemagne, cela ne les gênait pas. Ils n'y voyaient qu'une obligation imposée par les événements à ceux qui voulaient vraiment « servir » (1).

Mais cette activité, pour limitée qu'elle fût, supposait tout de même un minimum d'organisation. Or, les services français en Allemagne comprenaient un certain nombre de personnages suspects, franchement collaborateurs ou tarés. Pour défendre efficacement les travailleurs français, il fallait les éliminer, les remplacer par d'autres, dignes de confiance. Ce travail devint plus urgent encore après septembre 1944, lorsque les émigrés proallemands voulurent caser leurs partisans dans les services et mettre ainsi la main sur eux (2).

Savoir s'il faut batiser une telle action « résistance » est une question qui nous paraît secondaire (3). Ce qui nous a semblé intéressant dans cette affaire, c'est qu'elle révèle, croyons-nous, la mentalité de beaucoup d'Aspirants et l'influence réelle que la politique officielle a pu avoir sur eux. Ils ne voyaient aucune différence entre un *homme de confiance* représentant les prisonniers auprès de l'armée allemande et un délégué représentant les travailleurs auprès des autorités civiles. Que les uns soient restés des militaires, tandis que les autres avaient choisi d'entrer dans un système administratif, dont les liens avec toute une politique étaient évidents, ne changeait rien à l'affaire. La vraie politique ne les intéressait pas et ils n'en faisaient guère, ni pour ni contre Vichy, ni pour ni contre l'Allemagne. Leur grand souci, leur grande justification, était dans leur

(1) Cette volonté de « servir », qui nous paraît indéniable chez beaucoup d'entre eux, n'est pas sans rapport avec une influence religieuse, très sensible dans bien des cas. Il y a eu une véritable « action sociale » qui a encouragé des Aspirants à accepter de telles fonctions. « Servir », c'était aussi à un moment où beaucoup se lassaient de la vie monotone du camp, un moyen très honorable d'en sortir.

(2) En mars 1945, le *Petit Parisien*, organe du P. P. F., annonça que Bruneton avait apporté au *Comité de libération* de Doriot l'adhésion de ses délégués : ceux-ci réagirent brutalement. En septembre 1944, ils s'étaient opposés à la prise en main de la délégation par les services de Déat, « ministre du Travail ».

(3) Il y eut des morts. Plusieurs délégués furent victimes de la Gestapo.

travail quotidien. On reconnaîtra que, s'ils ont véritablement servi la cause des travailleurs qu'ils prétendaient défendre, et s'ils n'ont servi qu'elle, leur point de vue est pour le moins défendable.

Les difficultés.

Malgré l'allure politique prise par le camp des Aspirants, il n'était pas possible d'éviter des heurts avec les Allemands. Voyons donc quelles furent les principales difficultés qui se présentèrent.

Les évasions furent naturellement un motif de crise. Aux premiers temps de la vie du camp, elles entraînaient des sanctions collectives. Comme l'arrivée du général Didelet ne les fit pas cesser, ces sanctions furent encore appliquées fréquemment : quatre à six appels par jour, interdiction du théâtre, suspension de l'Université, sans compter les fouilles. Le moment le plus tendu fut celui où les Allemands rassemblèrent, à titre de représailles, une cinquantaine d'anciens évadés qu'ils mirent à la baraque disciplinaire et décidèrent d'envoyer au camp de Rawa Ruska. Le convoi partit, fut arrêté en cours de route et revint finalement à Stablack (printemps 1942). Petit à petit, les choses se calmèrent. Les candidats à l'évasion étaient aiguillés vers les kommandos et partaient souvent au travail. Les évasions du camp étaient donc peu nombreuses. Mais il y en avait tout de même et de temps en temps un incident éclatait. La position des dirigeants français était inconfortable, car ils étaient responsables des appels depuis la suppression des chefs de baraque allemands. En règle générale, ils camouflaient les évasions pendant deux jours et réussirent un certain temps à calmer les Allemands. Mais, vers la fin de 1943, un évadé, repris à quelques kilomètres de Stablack, reconnut être parti avant l'appel du matin. Cela créa un beau scandale, qui se termina par la réintroduction des commandants allemands de baraque.

Plus grave pouvait être le problème que posait pour les Allemands la présence d'israélites parmi les Aspirants. Théoriquement, l'*O. K. W.* avait donné l'ordre dès 1940 d'isoler les prisonniers juifs et de les regrouper dans des baraques ou des commandos spéciaux (1) et même de marquer leurs vêtements de l'inscription *Jude*. Ces ordres étaient, selon les camps, plus ou moins appliqués, mais ils n'étaient jamais complètement négligés. C'est ainsi que, peu de temps après la formation du camp, treize Aspirants furent retirés de la communauté et envoyés à la baraque disciplinaire. Leur situation était évidemment choquante. On put les voir astreints à des corvées intérieures du camp auxquelles échappaient naturellement leurs camarades. Il était donc indispensable que le général Didelet s'occupât de cette affaire. Nous ne savons pas quelle ardeur il mit à défendre les Aspirants juifs. On peut penser qu'il ne jugeait pas habile

(1) Au stalag I A, comme dans beaucoup d'autres, croyons-nous, ils étaient envoyés à la baraque disciplinaire. Il y eut, à partir de juin 1943, un commando spécial d'une quinzaine de soldats.

d'entrer en conflit avec les Allemands au moment où il commençait à réaliser ses grands projets. Ce que nous connaissons avec certitude, c'est la fin de l'affaire. Au début de 1942, un départ d'Aspirants volontaires pour le travail étant organisé en direction du Stalag XII A (Limbourg), le général fit décider que les Aspirants juifs en feraient partie. Sa thèse fut qu'il leur offrait une possibilité plus grande de s'évader et qu'il leur rendait ainsi un grand service. On ne peut s'empêcher aussi de penser que c'était un moyen peu compromettant de se débarrasser d'un problème gênant.

En avril 1943, il y eut une nouvelle crise antisémite. Les Allemands organisèrent un appel général, firent comparaître un par un tous les Aspirants devant un sous-officier « spécialiste » qui examinait leur physique et leur fiche. Finalement, trois noms furent retenus. Sur l'intervention de l'*Aspirant de confiance*, les Allemands renoncèrent d'abord à envoyer ces trois Aspirants à la baraque disciplinaire. Mais, l'un des trois s'étant évadé, les deux autres y furent immédiatement expédiés. De nouvelles démarches effectuées par l'*Aspirant de confiance* aboutirent après quelques semaines. L'un des exilés fut réintégré, l'autre, plus mal vu, qui avait été envoyé illégalement au commando des soldats juifs, fut autorisé à se faire oublier dans un commando ordinaire d'où il put revenir au camp au bout de quelques mois. On s'étonnera peut-être de la façon favorable dont cet incident se termina. Il faut dire que l'action de l'*homme de confiance* a été facilitée par la bonne volonté de deux Allemands dont l'un était tout simplement le colonel commandant le camp. Ce colonel (le second) a sans contredit laissé aux prisonniers le souvenir d'un officier allemand digne de respect. Sa présence a certainement permis d'apaiser bien des difficultés.

La vie clandestine.

Il nous reste, pour achever cette étude de la vie du camp de Stablack, à dire quelques mots sur les activités clandestines, c'est-à-dire hostiles aux Allemands, qui s'y déroulèrent.

Il n'y eut certainement pas sur le plan politique d'organisation sérieuse qui se serait efforcée de contrecarrer systématiquement la propagande officielle et de prendre la défense du *gaullisme*. Pendant longtemps, il n'y eut que des individus isolés. Petit à petit, ils finirent par se connaître, par discuter ensemble, constituer de petits groupes. Leur activité principale consistait à rechercher des nouvelles d'origine alliée et à les répandre. Elle fut grandement facilitée, à partir de septembre 1943, par l'existence d'un poste de radio à l'intérieur même du camp (1).

L'activité communiste a été faible. Deux cellules fonctionnèrent, réunissants quelques Aspirants et soldats. Elles publièrent une petite feuille

(1) Cf. l'*Aspi* de juillet 1955, article de Dœrler : « *La Radio était là* ». Le poste fut acheté à un Italien nouvellement arrivé à Stablack, avant la fouille. Il fut camouflé dans le sous-sol d'une baraque.

concernant surtout la vie du camp et ne semblent pas avoir été en rapport avec Königsberg, où des renseignements d'origine diverse confirment que l'organisation communiste a été puissante.

Un groupe socialiste tint à partir de 1943 des réunions. Mais, pas plus que les communistes, les socialistes n'eurent de contacts réguliers avec la France. Les uns et les autres entrèrent d'ailleurs en rapport.

On n'oserait pas parler de « résistance » s'il n'y avait eu au camp des Aspirants pour faciliter les évasions des efforts remarquables et fructueux. Ils aboutirent, du reste, à la création d'un véritable réseau en rapport avec les Services du *B. C. R. A.* de Londres.

S'évader de Prusse orientale n'était pas à l'origine chose facile. Un Aspirant qui y réussit à la fin de décembre 1941 s'efforça d'aider quelques-uns de ses camarades. « Conformément aux promesses que j'avais faites à mes camarades (1), je me suis mis immédiatement à préparer leur évasion. C'était le temps des premiers travailleurs et, intrigué par la facilité avec laquelle ceux-ci voyageaient en Allemagne, j'ai voulu éditer cent exemplaires de leur papier. » Malgré des difficultés et des imperfections, un premier résultat fut obtenu, les papiers étant envoyés dans des boîtes de conserves spécialement fabriquées à cet effet. Une nouvelle série fut ensuite établie. Il s'agissait, cette fois, de papiers d'Alsaciens qui permettaient de circuler en Allemagne et de rejoindre à la frontière une filière. Les bénéficiaires n'étaient pas seulement des Aspirants.

Pendant l'été de 1943, l'initiateur de ce travail entra en rapport avec Londres, fut pris en compte par le *B. C. R. A.* et devint le chef du « service des évasions ». La fabrication de faux papiers de travailleurs civils fut alors entreprise sur une échelle plus vaste. « Chaque dossier comportait un passeport français de 16 ou 32 pages et une permission pour maladie, visite aux parents, ou un *Rückkehrschein* (retour définitif pour raison de santé ou fin de contrat). »

Au même moment, une organisation d'évasion sérieuse était mise sur pied dans le camp. Depuis le début de 1942 déjà, quelques Aspirants s'intéressaient à la fabrique des faux papiers et s'occupaient d'aider ceux de leurs camarades qui voulaient tenter leur chance. Quelques succès notables furent obtenus, en particulier l'évasion de deux Aspirants de la baraque disciplinaire. Mais cette activité manqua d'envergure jusqu'au mois d'août 1943. Ce fut, d'après les responsables, l'affaire de la moisson et la lutte des réfractaires qui relevèrent le moral du camp et les encouragèrent à faire mieux. Une équipe se mit sérieusement au travail. Elle s'occupait d'établir des papiers et photographiait les candidats au fond d'une travée de baraque, le laboratoire étant à côté. Un stock de vêtements fut constitué à la suite d'un raid sur une baraque où les Allemands avaient entassé de quoi habiller des travailleurs civils. Des procédés

(1) Cet Aspirant avait déjà tenté deux fois de s'évader et connaissait un moyen de passer la frontière germano-belge. Avant de partir lui-même, il avait facilité l'évasion de quelques sous-officiers et Aspirants.

divers étaient utilisés pour sortir du camp. Dans chaque train sanitaire ou de relève, on parvenait à cacher un ou deux évadés. Mais, en général, ils allaient tout simplement au kommando voisin d'Eylau, où existait une cachette qui ne fut jamais découverte. De là, les évadés étaient dirigés vers Königsberg.

Königsberg représenta de plus en plus une étape indispensable. Souvent les évadés y demeuraient un certain temps, attendant leurs papiers ou un moment favorable pour prendre le train. Le séjour des clandestins finit par s'y organiser de remarquable façon. Plusieurs groupes de prisonniers, parmi lesquels des Aspirants (1) et des Belges, prirent les choses en main de telle façon qu'il devenait possible à tout prisonnier qui arrivait à Königsberg et savait où s'adresser d'attendre que des vêtements civils, des faux papiers, un billet de chemin de fer lui soient remis, ce qui permettait de partir avec de bonnes chances de réussite. Des places étaient réservées dans les kommandos pour les héberger, des cartes d'alimentation dérobées pour les nourrir. Tout ceci coûtait de l'argent (2). On se le procurait grâce au marché noir, qu'alimentaient les vols faits par les travailleurs étrangers dans les dépôts allemands, nombreux à Königsberg. Les responsables de cette activité couraient de grands risques. Ils étaient, en effet, civils et donc soumis au contrôle de la police, non de l'armée. La *Gestapo* finit par se douter de quelque chose à la suite de quelques échecs. Il y eut des arrestations. Un soldat serait mort des suites d'interrogatoire. Un Aspirant passa dix mois au *Polizei Praesidium* de Königsberg. Trois autres y séjournèrent aussi, mais peu de temps. Détail assez extraordinaire, la *Gestapo* opéra à la fin de 1943 une fouille monstre dans le camp d'Aspirants, sans résultat d'ailleurs (3).

A la fin de 1943, on peut considérer que trois groupes s'occupaient des évasions, un à Königsberg même, un au camp ayant des correspondants à Königsberg, le service du *B. C. R. A.* enfin. La liaison entre les deux premiers groupes existait, consciemment ou non, du fait que les prisonniers belges travaillant à Königsberg, qui jouèrent un rôle actif, étaient en rapport avec l'un et l'autre. La liaison avec la France fut, par contre, très longue à établir. C'est seulement au début de 1944 qu'un gros envoi de passeports fut fait par le *B. C. R. A.* Un travailleur volontaire partant pour Königsberg était chargé de les remettre. Il ne fit pas ce qu'on lui avait demandé et les faux papiers se trouvèrent répandus un peu au hasard, certains très probablement vendus. Ils furent cependant récupérés petit à petit et au mois d'avril plusieurs dirigeants de l'organisation

(1) La plupart étaient transformés en travailleurs civils.

(2) Il fallut quelquefois payer assez cher la complicité de requis. C'est en août 1943 que fut pour la première fois mise en pratique l'idée d'utiliser de vrais papiers de requis. Ceux-ci se camouflaient dans le « maquis » le temps nécessaire au voyage et au retour des papiers.

(3) En août 1944, l'Aspirant de confiance apprit qu'une équipe spéciale de la *Gestapo* était arrivée de Berlin à la suite de renseignements fournis par l'ami d'un Aspirant évadé. Le bombardement de Königsberg et l'évacuation empêchèrent sans doute son intervention.

quittèrent le camp pour s'installer à Königsberg et prendre en main la mise au point des départs. En mai, un épisode assez sensationnel se produisit. Un Aspirant évadé, trois semaines après son arrivée en France, repartit pour Königsberg avec deux valises en bois dont les parois truquées contenaient des passeports. Il accomplit sa mission sans encombre et regagna Lyon.

Les résultats de tout ce travail furent assez remarquables. Le service du *B. C. R. A.* estime à 300 environ le nombre des prisonniers qui réussit à rentrer par ses soins. La majorité des évadés venait du Stalag I A, les quatre autres filières ayant été sans discussion beaucoup moins actives. Quant au nombre des Aspirants ayant, depuis 1941, réussi, il doit atteindre la centaine. Nous en avons, en tout cas, identifiés cinquante-trois, auxquels on peut ajouter deux transformés qui profitèrent de l'unique train de permissionnaires pour regagner définitivement la France. Ce qui est très remarquable, c'est que quinze de ces cinquante-trois évasions réussies eurent lieu dans le second semestre de 1943 et vingt de janvier à août 1944. On discerne très évidemment dans cette proportion l'influence des transformations en civils, qui ont grandement facilité les choses, et à celle des réseaux dont nous venons de parler.

Parmi ces évasions, quelques-unes furent très spectaculaires, celles qui eurent lieu de la baraque disciplinaire. Les dirigeants de l'organisation du camp s'étaient fait une spécialité d'en sortir les condamnés avant leur départ pour la forteresse, de les camoufler dans le camp d'Aspirants et de les faire évader un peu plus tard vers Königsberg. Malgré de nombreuses fouilles, les Allemands ne réussirent jamais à en découvrir. Le cas le plus dramatique fut celui d'un Aspirant condamné aux travaux forcés par le tribunal militaire pour avoir giflé un sous-officier allemand. Sa disparition fit sensation. Comme les Allemands avaient transmis son signalement à toutes les gares, il fut décidé qu'il resterait dans le maquis de Königsberg. Il y vécut jusqu'à la libération, soit près de deux ans.

Conclusion

Nous ne croyons pas qu'il soit utile de nous étendre sur l'histoire des Aspirants après Stablack. L'originalité de leur cas disparaît alors. Ils ne sont plus que des prisonniers ordinaires déplacés d'un camp à l'autre, errant sur les routes, stationnant dans les villages, attendant une libération qui fut longue à venir. Les aventures de ces derniers mois présentent d'ailleurs des aspects divers, quelquefois tragiques, car il y eut des morts.

Nous donnerons donc simplement quelques brèves indications. Les Aspirants de Stablack furent évacués à la fin d'août 1944 sur le Stalag III C à Kustrin. Le 10 octobre, ils étaient envoyés au Stalag III B près de Fürstenberg-sur-l'Oder. Le 2 février, les Russes approchant, commença l'évacuation véritable (1). Repliés après plusieurs étapes pénibles sur le territoire du Sta-

(1) L'Amicale du camp des Aspirants a publié un petit volume où se trouvent ra-

lag III A, les Aspirants furent finalement divisés en petits groupes et répartis dans les commandos ou les villages. Ils y passèrent environ deux mois, dans des conditions tantôt bonnes, tantôt mauvaises. Les Russes arrivèrent dans la région le 20 avril. En quelques jours, la plupart des Aspirants se retrouvèrent à l'intérieur du Stalag III A à Luckenwalde, avec des milliers de prisonniers de toutes nationalités, impatients d'être rapatriés. A la suite de complications diverses (les Russes semblent avoir eu beaucoup de mal à organiser les transports et tenaient à échanger les prisonniers occidentaux contre des soviétiques), l'ensemble du groupe passe en zone américaine le 10 juin, prit l'avion à Halle pour arriver à Paris le 14. Un nombre important d'Aspirants étaient cependant restés en Prusse orientale (400 à 450 probablement), les uns comme travailleurs, les autres dans les services du camp ou des kommandos. Leur sort fut beaucoup plus pénible, car ils participèrent, en plein hiver, au grand exode qui mena vers l'ouest les populations allemandes. Ceux qui étaient réunis à Stablack même firent 1.000 kilomètres à pied jusqu'à l'Elbe, du 25 janvier au 1er avril. Ils furent libérés le 2 mai, au camp de Lubeck, par les troupes anglaises (1).

Ainsi se terminait la captivité d'un groupe de prisonniers qui, convaincu de l'originalité de son cas et de ses aventures, conserva, au delà même de la libération, le sentiment profond d'avoir formé une équipe à part.

Qu'il y ait beaucoup de vrai dans cette impression, nous pensons que cette étude l'aura montré, mais il resterait sans doute à savoir quel a été le bilan de cette situation particulière, quelle influence elle a eu sur le sort matériel et moral des Aspirants.

Le côté favorable du bilan ne prête pas sans doute à grande discussion. Il nous paraît indiscutable que le camp a bénéficié de conditions matérielles exceptionnelles. Le contrôle allemand a fini par être très lâche. Les Aspirants pouvaient passer des journées entières à l'intérieur de leurs barbelés, sans recevoir pratiquement la visite de leurs gardiens. Nous insisterons particulièrement sur la facilité des contacts avec l'extérieur. La proximité du camp des hommes de troupe qui voyait continuellement entrer et sortir des prisonniers, les départs et les retours des kommandos, les tournées théâtrales, les *Aspirants conseil*, les aumôniers, tout cela explique l'aisance avec laquelle on pouvait se procurer des objets souvent peu courants en Allemagne (matériel électrique (2), quincaillerie, matériel photographique). Cette facilité des rapports avec l'extérieur a joué en faveur des candidats à l'évasion et leur a donné des chances de réussite qui, en 1944, étaient très élevées. C'est un fait que le service des évasions du *B. C. R. A.* n'a jamais réussi à entrer en contact avec les oflags.

contées les péripéties de cet exode : *Journal de marche du bataillon Lartigue (3 février-15 juin 1945)*. Le médecin-colonel Lartigue (alors capitaine) avait pris le commandement de 875 Aspirants alors groupés. Il eut à discuter de nombreuses et délicates questions avec les Allemands, puis avec les Russes. L'opinion des Aspirants lui est, croyons-nous, unanimement favorable.

(1) On trouvera un récit détaillé de cet exode dans le livre de l'abbé Prieur.

(2) Les Allemands, plutôt fiers du théâtre, semblent avoir fermé les yeux sur l'origine du matériel qui y était employé, notamment les fils de cuivre.

D'autre part, il semble bien que le nombre des libérations ait été particulièrement élevé, ce qui est très remarquable si l'on songe à l'âge moyen des Aspirants. Nous ne disposons pas malheureusement d'une statistique complète (1) et nous ne pouvons avoir à ce sujet de certitude. Il est vraisemblable que plus de 1.000 Aspirants sont rentrés avant la fin de la captivité. Il était sans doute plus facile que dans un oflag de se faire reconnaître malade. Les médecins allemands refusaient systématiquement de reconnaître comme « inaptes » un certain nombre de prisonniers présentés par les médecins français, mais ils se contentaient d'un pourcentage et les médecins français, à condition d'être habiles (et ils l'étaient), avaient donc une grande latitude. Pas mal de faux sanitaires furent aussi reconnus, encore qu'il ait fallu limiter la présentation des dossiers, leur nombre dépassant à la fin de 1942 plusieurs centaines.

D'après nos renseignements (2), le nombre des rapatriés par décision des autorités allemandes (ceux qu'on appelait les *O. K. W.*) a été plus grand que celui des malades. Il y en eut dès le début, mais le nombre augmenta notablement avec la *relève*. A partir de ce moment d'ailleurs, toutes les libérations qui n'étaient pas provoquées par la maladie étaient comprises dans le contingent fixé (par exemple, agriculteurs, ingénieurs des mines, Dieppois, sanitaires). Les désignations ne dépendaient pas toutes du camp. En principe, elles étaient décidées après accord entre la mission Scapini et l'*O. K. W.* Mais les Allemands du camp disposaient tout de même d'environ quarante places par train, dont quinze étaient réservées aux *activistes*. La façon de désigner les bénéficiaires de ces places avait donc de l'importance (rappelons qu'il y a eu treize vagues de relève). Un premier détail doit être noté : le général Didelet fit décider par les autorités allemandes que le nombre d'Aspirants désignés serait calculé d'après le pourcentage que le total des Aspirants représentait dans l'ensemble de l'effectif du stalag : mesure qui leur était très favorable en raison de l'âge moyen.

Les *hommes de confiance* (celui des hommes de troupe et celui des Aspirants) finirent, à partir du début de 1943, par obtenir un contrôle sérieux de ces libérations. Nous avons déjà dit qu'ils réussissaient quelquefois à influencer la désignation des *activistes* pour des raisons non politiques. Ils se donnèrent surtout comme tâche d'établir une liste des cas intéressants et de l'imposer aux Allemands. Ils y réussirent, non sans mal, car les Allemands avaient pris l'habitude de faire partir par la *relève* des prisonniers choisis dans leurs services et qui avaient acquis leur sympathie, quelle qu'ait été leur situation de famille. D'où le vif mécontentement des chefs de services allemands et des employés français.

Cette réussite permit de faire partir en France les Aspirants les plus âgés, compte tenu du nombre d'enfants, ainsi que ceux dont on croyait savoir que le cas familial était douloureux. Il ne fait pas de doute qu'ils

(1) Cf. la note statistique.
(2) *Ibid.*

n'auraient pu partir aussi facilement dans un autre camp. Il demeure, naturellement, qu'un certain nombre de libérations pour « services rendus aux Français » étaient faites, surtout au début, en tenant assez peu compte de ces problèmes. Elles permirent à beaucoup d'Aspirants qui avaient occupé un poste important d'être renvoyés en France assez tôt. Rappelons les libérations, en grande partie politiques, du mois d'août 1942, celles des organisateurs de l'exposition de la *Révolution nationale*. D'autres rentrèrent parce qu'ils avaient été chefs de baraque ou en raison de leur activité artistique.

Nous mettrons aussi du côté positif du bilan la bonne atmosphère qui régna durant toute la captivité, dans le milieu Aspirants. La solidarité nous paraît y avoir été grande. Vis-à-vis des Allemands d'abord, à l'exception de la période pendant laquelle la mission Didelet s'efforça de contrecarrer sérieusement les évasions. Vis-à-vis de plus défavorisés ensuite. « La part du camarade » recueillait des dons abondants et distribuait des colis à ceux dont une statistique bien tenue révélait qu'ils en recevaient peu. Sans doute, pourrions-nous citer des cas d'Aspirants qui n'ont pas gardé bon souvenir de cette ambiance. Nous en connaissons qui, arrivés isolément après les autres, se plaignent d'avoir été accueillis avec trop d'indifférence. Nous ne croyons pas, cependant, qu'il faille rectifier une opinion presque unanime.

Que cet aspect favorable ait son revers, il est difficile de le nier. On devine aisément les réflexions qui peuvent être faites. Était-il convenable pour des officiers prisonniers d'accepter si facilement le jeu politique de Vichy, d'accepter si facilement d'aller travailler pour l'ennemi ; de penser surtout à s'adapter le mieux possible aux conditions de la captivité sans trop attacher d'importance au prix qu'il fallait payer?

Nous n'avons pas à nous prononcer. Nous voulons simplement montrer les deux faces du problème. Il appartient à chacun d'apprécier si le prix dont nous parlons était élevé ou dérisoire. Rappelons simplement que les hommes dont il s'agit étaient des prisonniers et que la captivité a été bien longue. Il n'était pas possible sans doute de rester cinq années en état de rebellion ouverte avec ses gardiens. Tenir c'était inévitablement s'adapter, s'adapter dans la dignité sans contredit, mais s'adapter tout de même. Ce problème n'était-il pas d'ailleurs celui de tous les Français pendant l'occupation?

Albert Silbert.

NOTE STATISTIQUE

1°

Le nombre des Aspirants passés par Stablack s'élève à 2.700, à quelques dizaines près.

Le nombre maximum des Aspirants qui se sont trouvés ensemble dans le camp est d'environ 2.400 (fin 1941).

Le nombre des Aspirants qui se trouvaient en Prusse orientale au mois d'août 1944 peut être calculé ainsi :

Bataillon Lartigue	875
Services du camp et Aspirants conseils. . . .	50
Aumôniers	81 (1)
Au travail en Prusse orientale	400
	1.406

Pour calculer le nombre des Aspirants libérés ou évadés, il faut aussi tenir compte des chiffres suivants :

Encadrement des travailleurs civils.	70
Sous-lieutenants transférés en oflag.	45
Décédés	29
Aspirants transférés dans le sud de l'Allemagne comme travailleurs ou comme ne supportant pas le climat (dits « coloniaux ») . . .	40
	184

Le nombre cherché serait donc 2.700 — (1.406 + 184) = 1.110.

2°

Nous avons, d'autre part, dépouillé 1.522 fiches remplies par des Aspirants à la fin de 1945, lors de l'adhésion à l'Amicale, en relevant le motif et la date du retour de ceux qui revinrent avant la fin de la guerre. Le résultat est le suivant :

Date de rapatriement	Malades	Rapatriés non malades	Évadés
Début du camp au 31 déc. 1941	21	38	9
1er janv. 1942 au 30 juin 1942	10	18	6
1er juill. 1942 au 31 déc. 1942	44	71	1
1er janv. 1943 au 30 juin 1943	26	85	4
1er juill. 1943 au 31 déc. 1943	39	31	15
1er janv. 1944 au 30 août 1944	40	12	20
	180	255	55
		= 490	

Le pourcentage des rentrés ainsi obtenu est inférieur à celui que donne le calcul précédent (32 % au lieu de 41 %).

Ce désaccord peut s'expliquer par une sous-évaluation du nombre des Aspirants restés en Prusse orientale en septembre 1944. Mais il peut être aussi dû au fait que, parmi ceux qui n'ont pas répondu en 1945, le pourcentage des libérés avant terme ait été plus élevé. L'hypothèse n'est pas invraisemblable.

(1) Chiffre douteux. Il comprend certainement des aumôniers non Aspirants, peut-être la moitié.

COMPTES RENDUS

ALLEMAGNE

Une histoire du catholicisme politique

Dans l'ouvrage de J. Rovan (1), qui va de 1789 à 1956, deux chapitres intéressent cette *Revue* : l'un est consacré à l'activité du *Zentrum* sous la République de Weimar ; l'autre décrit les vicissitudes de l'Église catholique pendant la tyrannie hitlérienne : tous deux, sans apporter de documents nouveaux, sont une mise au point, très dense dans sa concision, des principales publications effectuées en Allemagne sur ce sujet.

La constitution de la République allemande apportait aux catholiques allemands la satisfaction des demandes qu'ils formulaient depuis longtemps ; tout en laissant aux églises constituées le droit de lever des impôts et de les faire percevoir par le bras séculier, tout en préservant le droit des parents de choisir l'éducation des enfants, en garantissant l'école privée, elle dispensait en outre les évêques de l'investiture du gouvernement et elle accordait aux catholique la liberté totale de la religion et du culte ainsi que la parité avec les protestants. Les catholiques bénéficiaient à la fois des avantages accordés aux églises d'État et des bénéfices qu'entraîne leur séparation d'avec les pouvoirs publics.

Il n'est donc pas étonnant que le *Centre catholique*, à qui la défaite et la révolution n'ont guère fait perdre de sièges au Parlement et qui, par sa position dans l'éventail des formations politiques, « constituait l'axe de toutes les majorités possibles », n'ait jamais cessé de faire partie du gouvermenent jusqu'à la chute de Brüning. La puissance politique du *Centre* s'accroît, sur le plan social, par son rôle d'animateur dans les syndicats chrétiens, la présence de 770.000 catholiques dans le *Volksverein* et l'importance de ses mouvements de jeunesse. Aussi bien, avec Fehrenbach, Wirth, Marx et Brüning — pour ne pas parler de Von Papen que M. Rovan exclut du parti, comme il s'en est exclu lui-même — le *Zentrum* dirige le gouvernement pendant plus de la moitié de la période weimarienne.

Il le fait, au début, conjointement avec les sociaux-démocrates et son œuvre en matière sociale n'est pas négligeable : c'est l'abbé Brauns, demeuré huit années au *Ministère du travail*, qui a fait voter l'assurance chômage et la représentation du personnel dans la direction des houillères, prélude à une possible cogestion. Surtout, avec Erzberger et Wirth, le parti a pratiqué une politique d'application loyale du traité de Versailles, de façon à regagner la confiance de l'Occident ; il a soutenu Stresemann plus que le propre parti de celui-ci. Ce faisant, il manifeste, aux yeux de la droite, qu'il est un des profiteurs de cette chute du Reich, qu'il a reconnue et qu'on l'accuse d'avoir provoquée. M. Rovan rappelle quelles attaques furieuses durent subir ses leaders dans un climat de calomnie et de « chasse à l'homme », dont beaucoup furent

(1) J. Rovan, *Le catholicisme politique en Allemagne*. Paris, éd. du Seuil, 1956. 296 pages.

les victimes, à commencer par Erzberger qui, « en signant l'acte de Rethondes, signa son propre arrêt de mort et celui de la République ».

Pilier de la République de Weimar, le *Zentrum* l'est davantage par opportunité que par conviction républicaine. Il s'agit pour lui « de servir au mieux l'idéal culturel chrétien... de préserver le pays du chaos et de sauver l'école chrétienne ». Il pratique une politique « non de ralliement, mais de présence ». Tout entier hostile à la Révolution, il est composé pour une bonne part d' « *intégralistes* » qui sont des réactionnaires, politiquement et socialement, qui conservent des sentiments monarchistes et qui s'affirment toujours prêts à s'allier avec la droite. Ses éléments syndicalistes, derrière Stegerwald, loin d'être l'aile gauche marchante qu'on pourrait attendre, par suite de leur vieille hostilité envers les syndicats marxistes, se prononcent eux aussi pour une politique conservatrice teintée de corporatisme. Enfin, si un essai de dissidence a échoué en Rhénanie (1), il n'a que trop parfaitement réussi en Bavière, où le « parti populaire bavarois », devenu ultra-nationaliste par esprit particulariste, manifestera une regrettable nocivité lorsque, en 1925, il assurera par le million de voix dont il dispose, le succès de Hindenburg contre Marx à l'élection de la présidence de la République (2).

Ainsi, le *Zentrum* penchait à droite. L'usure du pouvoir — accrue par les mécontentements provoqués par la crise économique, sur laquelle M. Rovan est un peu bref — se traduit d'ailleurs par une lente hémorragie à gauche et à droite, si bien que, en 1933, il groupe seulement un tiers des électeurs catholiques contre 85 % en 1880. Il suffit que se ranime la querelle des écoles pour que se creuse le fossé avec les sociaux-démocrates. Aussi bien, tandis que Wirth avait proclamé que « l'ennemi était à droite », avec Brüning, en 1930, on n'est déjà plus en République : « Il mène sa politique déflationniste et anti-ouvrière à l'aide de l'article 48 qui accorde au président de la République des pouvoirs spéciaux », qu'il applique d'ailleurs avec une élasticité pas très conforme à l'esprit et à la lettre de la constitution.

Victime de l'illusion qu'on peut faire une « révolution de droite » sans ouvrir largement les avenues du pouvoir aux forces réactionnaires, Brüning fraie ainsi la voie à von Papen, « un dilettante, atteint de mégalomanie », dont l'alliance avec Hitler recueille probablement l'adhésion d'un plus grand nombre de catholiques que ne laisserait croire son apparent isolement et que ne le concède M. Rovan. « Pris de court » — ou pris de peur ou encore honteusement consentant — le *Centre* votera les pleins pouvoirs à Hitler.

C'est donc l'histoire d'un échec que conte M. Rovan, voire d'une faillite, que ne compense guère la naissance de ce socialisme chrétien à qui va toute sa sympathie, mais dont il reconnaît la grande fragilité. Cet échec tient à des causes multiples, et il serait injuste d'oublier qu'il fut aussi celui des autres partis politiques de la République de Weimar. On peut se demander, toutefois, si la démocratie chrétienne ne portait pas en elle un vice de conformation qui ne pouvait qu'aggraver sa faiblesse ; que devait-elle sacrifier le cas échéant : les intérêts de l'Église ou ceux de la démocratie? L'influence du Vatican — sur laquelle M. Rovan est très discret — n'inclinait-elle pas automatiquement vers le deuxième terme de l'alternative?

(1) M. Rovan ramène cette tentative, à laquelle, rappelle-t-il, s'était intéressé M. Adenauer, à ses véritables proportions, de constitution d'un « *Land* », bénéficiant d'une autonomie analogue à celle dont jouissaient la Bavière et la Prusse, sans aucun esprit de véritable séparatisme.

(2) Ainsi, curieusement, le *Parti populaire bavarois* facilitera l'accession au pouvoir des nazis, qui seront les unificateurs les plus implacables du Reich. Lorsque, reconnaissant son erreur, il reviendra au *Zentrum*, ce sera trop tard.

Quoi qu'il en soit, en application de ce postulat sacré qu'il importe d'abord de défendre l'Église, une forte tendance existe chez les catholiques pour rechercher un *modus vivendi* avec Hitler, « pour freiner l'action des éléments hostiles à l'Église ». Le pape ne trace-t-il pas la voie en signant le Concordat? L'erreur devait s'avérer tragique. Les nazis mettent au pas les organismes de l'Église sans attaquer l'Église elle-même ; l'offensive est menée contre les mouvements de jeunesse et les ordres monastiques ; les syndicats et le *Volksverein* sont dissous, des évêques sont accusés de trafic de devises, « un *gauleiter* interdit les processions pour éviter l'usure des chaussures ». Bref, quatre ans après sa signature, il ne reste rien du Concordat.

Alors commence la Résistance catholique, dont le pape donne le signal avec la condamnation du néo-paganisme dans l'encyclique *Mit brennender Sorge* (14 mars 1937). *Mais il s'agit d'une résistance uniquement religieuse*, remarque fort justement M. Rovan. Même lorsqu'ils condamnent le racisme, même lorsqu'ils attaquent en chaire le régime — comme l'archevêque de Munich ou l'évêque de Munster — les prélats se défendent de faire du « catholicisme politique ». Moins totale que la condamnation du communisme, qu'elle commence par rappeler, l'encyclique *Mit brennender Sorge* reproche essentiellement aux nazis les violations du Concordat dont ils se sont rendus coupables et leurs mesures antichrétiennes ; leurs méthodes seraient acceptables si elles s'orientaient dans une autre direction. « Au fond, souligne M. Rovan, on en voulait au nazisme de diviser l'antibolchevisme commun. »

Le désordre des esprits paraît alors total et les positions contraires s'enchevêtrent : « brochures de la collection *Reich und Kirche*, concordat et encyclique, illusions politiques de von Papen prêtres emprisonnés à Dachau, ouvrage de l'évêque Hudal proche du trône pontifical et qui tente encore, en 1936, de prouver l'importance de l'apport catholique dans l'idéologie nazie, combattants catholiques mêlant leur courage à celui des autres Allemands sur tous les fronts, prêtres et laïcs décapités par dizaines et centaines par le bourreau nazi, évêques priant pour le Reich et le *Führer*, condamnant le bolchevisme mais aussi l'euthanasie ». Dans cette grisaille de l'histoire « éclate la lumière éblouissante du martyre ».

Toute l'histoire du nazisme est, d'un point de vue catholique, celle d'une persécution croissante, où persévèrent cependant les illusions des quelques persécutés. A Dachau, en mars 1945, sont détenus 1943 prêtres appartenant à vingt-cinq nations (1) ; ailleurs, vingt-quatre prêtres, d'un coup, sont exécutés ; des catholiques prennent part au complot du 20 juillet, participent autour de Moltke aux entretiens du *cercle de Kreisau*. M. Rovan dresse une liste éloquente de martyrs et de héros. Elle n'évoque en rien, sauf par les souffrances et le courage, l'attitude de ces catholiques français constituant, au cœur d'un régime de Vichy plein de bienveillance pour l'Église, ce centre de résistance *par principe* que furent *Libertés* et *Combat*. M. Rovan n'a pas expressément fait cette comparaison, bien qu'il ait été un membre de *Combat* arrêté et déporté. Il la suggère toutefois au terme d'une étude où il a su à la fois rassembler l'essentiel des faits, marquer le sens et les étapes d'une évolution, et suivre sans s'en écarter le fil de son sujet, tout en le maintenant dans le cadre général des événements.

H. Michel.

(1) A leur sujet, cf. E. Michelet : *Rue de la Liberté*.

Un mémento pratique

Nous signalons la première partie (1) d'un mémento qui sera pour l'historien d'une grande utilité. Depuis 1936 jusqu'au début de la guerre, l'auteur a appartenu à la *Section d'organisation de l'État-Major de l'Armée* ; il a été le chef de cette section en 1942 pendant plusieurs mois. Il a occupé dans l'état-major des emplois élevés tels que « adjudant » du chef d'état-major général Halder, chef d'état-major d'un corps blindé, puis d'une armée blindée. Il était donc qualifié pour écrire ce livre, qui est l'histoire de l'organisation de l'armée allemande depuis 1936. Sous la forme d'un précis d'histoire accompagné de tableaux, il retrace sans commentaires les étapes successives de la reconstruction de l'armée.

Ce précis, bourré de dates et de chiffres, est divisé en quatre chapitres. Le premier expose la reconstruction de l'armée du temps de paix à partir de l'armée de 100.000 hommes qu'avait imposée le traité de Versailles : spécialement intéressantes sont les mesures prises pour parer au déficit des classes creuses, pour assurer le recrutement des cadres, la construction des fortifications à l'est et à l'ouest. Le deuxième chapitre présente pour les spécialistes un intérêt peut-être plus grand que le précédent, car il traite de la préparation de la mobilisation et de l'organisation prévue jusqu'en 1938 pour le temps de guerre. Le troisième chapitre est la continuation du deuxième ; il est relatif aux années 1939-1940. Un quatrième chapitre est consacré à l'histoire de l'organisation prévue pour le Gouvernement de guerre jusqu'au début des hostilités ; l'auteur n'entre, toutefois, dans les détails que pour le Commandement en chef, le chef d'État-Major général de l'Armée, les services de l'intérieur, etc.

Le précis historique se termine sur une postface dans laquelle l'auteur fait ressortir comment les coups de force de Hitler en février 1938 sur l'Autriche, en octobre 1938 sur les Sudètes, en mars 1939 sur le reste de la Tchécoslovaquie, en septembre 1939 sur la Pologne entravèrent le développement normal du programme d'organisation de l'armée allemande, particulièrement en ce qui touche les munitions.

La fin de l'ouvrage comprend une série de tableaux dont voici les principaux :

1. Répartition des *Wehrkreise*.
2. Répartition des unités endivisionnées ou non, des troupes de frontières, écoles, centres de recherches et d'expériences, etc.
3. État au 6 mai 1939 des classes instruites dans le *VII^e Wehrkreis*.
4. Organisation de l'armée de campagne 1939-1940.
5. Organisation des divisions (D. I. de première, deuxième, troisième et quatrième catégories, divisions de montagne, D. I. motorisées, divisions blindées, divisions légères, brigades de cavalerie).
6. Armée de l'intérieur prévue pour 1939-1940 (bataillons territoriaux, régiments d'*Ersatz*, unités d'instruction, écoles, etc.).
7. Organisation de la *Heeresleitung* en 1932.
8. Organisation de l'*Oberkommando de la Wehrmacht* en 1939.
9. Organisation de l'*Oberkommando de l'Armée* en 1939.
10. Schémas de la subordination des organes supérieurs de l'*O. K. H.*
11. Tableau chronologique de 1919 à 1939 des événements importants relatifs à l'organisation de l'armée allemande.

Tel est cet ouvrage précieux par son abondante documentation.

G. Renondeau.

(1) Burkhart Mueller-Hillebrand, *Das Heer 1933-1945*. 1^er vol. : *L'armée allemande jusqu'au début de la guerre*, Darmstadt, E. S. Mittler und Sohn, 1954, 187 pages.

Souvenirs : d'un diplomate...

Les souvenirs de Rudolf Nadolny (1873-1953) sont d'une lecture décevante (1). On aurait pu imaginer, en effet, que ce diplomate qui, durant ses trente-deux années de services, fut presque toujours mêlé aux négociations de la *Wilhelmstrasse* avec la Russie tsariste et soviétique, avec les États du Proche et du Moyen-Orient, apporterait une importante contribution à l'histoire de la diplomatie allemande. Il n'en est rien. Le bref ouvrage publié après sa mort n'est généralement qu'un résumé sans relief d'une carrière commencée en 1902, et qui conduisit Nadolny du consulat de Saint-Pétersbourg (1903-1907) à l'ambassade de Moscou (1933-1934) en passant par Téhéran, Stockholm et Ankara. Même sur les négociations de Brest-Litovsk qu'il a connues de première main comme chef du Bureau « Russie » au Ministère des Affaires Étrangères, Nadolny ne nous a laissé qu'un exposé d'une surprenante sécheresse.

Le récit ne s'anime véritablement qu'en deux occasions : pour rappeler le rôle de l'auteur à la tête de la délégation allemande à la Conférence du Désarmement et pour évoquer sa courte mission à Moscou. Il est vrai qu'il s'agit, en l'occurrence, pour R. Nadolny qui écrit après 1945, de mettre en relief son opposition initiale à une politique dont la faillite est unanimement admise : R. Nadolny aurait, d'une part, déconseillé formellement le départ de l'Allemagne de la *Conférence du Désarmement* et de la *S. D. N.*, et, d'autre part, incité Hitler à conclure dès 1934 un pacte d'amitié avec la Russie de Staline. Si la sincérité de la ferveur « genevoise » de R. Nadolny peut être mise en doute, son attachement à la politique de Rapallo est, en revanche, indéniable. Ce conservateur prussien, comme son successeur à Moscou, Schulenburg, et comme tant d'illustres militaires appartenant à la caste des junkers, est, en effet, convaincu de la nécessité pour l'Allemagne, quel que soit son régime politique, de cultiver l'amitié de la Russie soviétique. Dès la mort de Brockdorff-Rantzau (1928), il brigue l'ambassade de Moscou. Il en est écarté par Stresemann. Ce n'est que cinq ans après que le gouvernement hitlérien lui confie le poste convoité (novembre 1933). Nadolny prend très au sérieux les instructions de Neurath, qui lui recommandent de normaliser des relations que l'accession au pouvoir du national-socialisme a dangereusement tendues. Dès son arrivée à Moscou, il constate qu'il ne lui suffira pas de prodiguer de bonnes paroles aux dirigeants du Kremlin pour dissiper les inquiétudes provoquées par *Mein Kampf* et les écrits et discours de Rosenberg, animés de l'esprit de croisade anticommuniste et de la volonté de conquête de la terre russe. Des actes positifs sont nécessaires. Nadolny estime que le meilleur moyen de regagner d'un coup la confiance du gouvernement soviétique est de conclure avec lui un pacte d'amitié, assorti de garanties réciproques du *statu quo* territorial. En bref, Nadolny, dès 1934, propose à Hitler de s'engager dans la voie qui conduira au pacte d'août 1939. Mais, en 1934, Hitler se soucie peu du facteur russe ; il ne songe alors qu'à rompre l'amitié chancelante de Londres et de Paris en se rapprochant de la Grande-Bretagne. Ses propositions rejetées, Nadolny refuse de regagner son poste : il est mis en disponibilité. Sa carrière de diplomate est terminée (2).

(1) Rudolf Nadolny, *Mein Beitrag*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1955, in-8°, 188 pages.

(2) De 1934 à 1945, Rudolf Nadolny mena, sur les injonctions de Hitler qui lui interdit de prononcer des conférences sur la politique étrangère allemande, une vie retirée. Bien que lié d'amitié avec ses anciens collègues Schulenburg et Hassel, qui seront victimes de la répression consécutive au putsch du 20 juillet 1944, Nadolny

Sans doute, après 1945, a-t-il longtemps caressé l'espoir de mettre à profit sa connaissance de la langue russe et ses relations anciennes avec des personnalités soviétiques, pour recommencer une nouvelle carrière. Jusqu'en 1948, il s'est fixé dans la zone d'occupation soviétique et dans le secteur oriental de Berlin. Son rôle y a été diversement apprécié. Lorsque, dans l'automne 1947, Nadolny parcourut l'Allemagne de l'Ouest, le leader social-démocrate Kurt Schumacher le dénonça devant l'opinion publique comme un agent russe. Ce fut le signal d'une violente campagne de presse contre l'ancien ambassadeur. Dans son livre, R. Nadolny ne nie pas ses relations étroites avec de hauts fonctionnaires du gouvernement militaire soviétique. Il les explique par le désir d'amener les Russes à atténuer les rigueurs de leur régime d'occupation. Mais il ne dissimule pas que ses conseils n'étaient pas uniquement dictés par le souci de servir les intérêts de ses compatriotes de zone orientale. Nadolny visait plus haut et plus loin : une politique libérale devait permettre à Moscou d'attirer l'Allemagne entière dans le bloc d'États hostiles aux puissances atlantiques. Le 30 avril 1947, Nadolny exposait longuement ce point de vue dans une lettre à Molotov, à laquelle le ministre soviétique des Affaires étrangères ne daignait pas répondre. Les ministres des Affaires étrangères passent. Nadolny est mort. Ses idées conservent des partisans dans des cercles certes étroits, mais qui auront peut-être, un jour, l'occasion de faire entendre leur voix.

Jean Sigmann.
Inspecteur d'Académie de la Creuse.

... d'un aristocrate

Les souvenirs du baron Erwein von Aretin (1), publiés et annotés par son fils Karl Otmar et par l'historien Karl Buchheim (2), portent exclusivement sur la période dramatique (1932-1934) au cours de laquelle le *Troisième Reich* s'est édifié sur les ruines du *Régime de Weimar*. Ils ne prétendent pas apporter, comme tant d'autres ouvrages similaires parus en Allemagne depuis dix ans, ces prétendues révélations sensationnelles propres à susciter d'éphémères succès de librairie ; ils ne visent pas non plus à conférer rétrospectivement à leur auteur — qui n'en a nul besoin — le titre de résistant particulièrement recherché dans les premières années de l'après-guerre. En revanche, ils constituent le témoignage sincère, sinon toujours vrai, d'un homme appartenant à un milieu résolument hostile à la dictature nationale-socialiste, auquel les historiens tant démocrates que conservateurs (3) n'ont guère prêté attention : celui des monarchistes bavarois.

Le baron Erwein von Aretin (1887-1952), comme la plupart des membres de la haute noblesse bavaroise, ne s'est jamais rallié à la république de Weimar pour des raisons de principe et pour des raisons d'opportunité ; ardemment catholique, il considère que la monarchie est la seule forme de gouvernement compatible avec la volonté divine ; il n'admettrait l'existence d'une république allemande qu'à la condition que la Bavière soit autorisée à restaurer la monarchie en la personne du prince héritier Rupprecht, dont il est le fidèle conseiller

reconnaît n'avoir pas été mêlé aux tentatives de conjurations esquissées à partir de 1941. Il semble s'être réservé pour l'heure des inévitables négociations avec Moscou.

(1) Erwein von Aretin, *Krone und Ketten. Herausgegeben von Karl Buchheim und Karl Otmar von Aretin*, Süddeutscher Verlag, München, 1955, in-8°, 443 pages.

(2) Karl Buchheim, dont les travaux sont connus des lecteurs de la *Revue*, est un des meilleurs spécialistes allemands de la période hitlérienne.

(3) Rappelons que la plupart des historiens allemands sont protestants et admirateurs de l'œuvre de centralisation prussienne.

politique. Or, il constate que l'application de la constitution de Weimar tend à réduire à néant l'autonomie de la Bavière et des États du sud au profit d'un Reich de plus en plus centralisé et de plus en plus soumis à l'influence de la Prusse. Son hostilité au régime de Weimar est l'expression de son aversion de monarchiste bavarois pour la république et pour l'hégémonie prussienne. Aussi mène-t-il, dans les *Münchner Neueste Nachrichten* dont il est le rédacteur politique depuis 1927, une lutte sans merci contre les adversaires du catholicisme, de la monarchie, du particularisme bavarois : les sociaux-démocrates, puis les nationaux-socialistes. Accusé d'avoir mené une propagande séparatiste, Aretin partage, peu après la prise du pouvoir par Hitler, le sort de ses anciens adversaires marxistes : arrêté le 13 mars 1933, il est incarcéré successivement dans plusieurs prisons avant d'être envoyé dans l'enfer naissant de Dachau dont il sera libéré le 17 mai 1934. Jusqu'à la disparition du *Troisième Reich*, il sera soumis à la surveillance de la *Gestapo*. Sous l'impression directe des événements, il a écrit, à la fin de l'année 1934, deux chapitres de souvenirs (1) qui constituent l'essentiel de l'ouvrage que ses éditeurs ont intitulé : *Krone und Ketten* (2).

Le premier chapitre (3) est consacré aux campagnes menées par le publiciste des *Münchner Neueste Nachrichten* contre le parti national-socialiste, incarnation du centralisme prussien et du fanatisme anticatholique. Lors des élections présidentielles de 1932, il appuie Hindenburg contre Hitler, en espérant que le vieux maréchal travaillera à une restauration impériale qui s'accompagnera d'une restauration monarchique en Bavière. Longtemps hostile au *Zentrum* dont il a condamné le ralliement à la république, il soutient le catholique Brüning, menacé par les conservateurs prussiens et protestants conduits par Hugenberg. Il va jusqu'à s'imaginer que Brüning utilisera finalement le fameux article 48 de la constitution du Reich pour modifier celle-ci dans un sens fédéraliste. Brüning renversé, il reporte sur von Papen ses espérances de réforme constitutionnelle. Il salue le coup d'État du 20 juillet 1932 contre le gouvernement social-démocrate prussien. Il pousse le président du conseil bavarois Held à violer, à l'exemple de von Papen, la constitution du Reich, en nommant chef de l'État le prince héritier Rupprecht. La politique d'Erwein von Aretin, guidée avant tout par le souci de restaurer la monarchie dans une Bavière autonome, était fondée, on le voit, sur des vues chimériques : ni Hindenburg, ni Brüning, ni von Papen ne se souciaient de la Bavière et du prétendant. Lorsque Hindenburg appelle Hitler à la chancellerie, Erwein von Aretin découvre avec stupeur que l'homme même qu'il considérait comme le plus attaché au principe monarchique a trahi sa confiance.

C'est dans les geôles nazies qu'il comprendra que les sociaux-démocrates, qu'il avait toujours combattus, étaient les seuls adversaires résolus du national-socialisme. Le deuxième chapitre, intitulé : *Ma captivité* (4), fournit des indications précieuses sur les débuts de la terreur nazie. De mars à novembre 1933, Aretin connaît d'abord le régime cellulaire dans les prisons de Munich. En octobre, le *Tribunal d'Empire*, devant lequel il est déféré pour menées séparatistes, abandonne toute poursuite. Au moment même où il se croit libre, la police ordinaire le livre à la *Gestapo* qui l'envoie à Dachau. Là, il tombe sous

(1) Outre ces deux chapitres, l'ouvrage comprend : une courte biographie de Erwein von Aretin, rédigée par son fils Karl Otmar (p. 7-18) ; trois articles publiés par Erwein von Aretin en 1947 et 1948 (p. 133-151) ; des notes politiques écrites par lui en 1932 (p. 371-388) ; une étude de Karl Buchheim sur les idées politiques d'Erwein von Aretin (p. 389-408) ; un index des personnages cités (p. 434-443).

(2) Le texte d'Erwein von Aretin est accompagné de notes explicatives dues à Karl Buchheim et rejetées à la fin de l'ouvrage (p. 409-431).

(3) P. 19-132.

(4) P. 153-368.

la coupe des *S. S.* qui lui infligent, à son arrivée, d'odieux traitements. Il est le témoin de plusieurs assassinats maquillés en exécutions consécutives à de prétendues tentatives de fuite. Quelques jours après son entrée à Dachau, il participe avec les autres captifs à une comédie électorale fort bien montée par les *S. S.*, et assez peu connue. A l'occasion des élections au *Reichstag*, le 12 novembre 1933, la dictature nazie imagina, en effet, de demander à ceux qu'elle opprimait le plus impitoyablement, de manifester leur ralliement au nouveau régime. Un bureau de vote occupé par des *S. S.* fut installé à Dachau. Les détenus jouirent de la plus absolue liberté de vote, matérialisée par l'existence d'un isoloir ! L'urne électorale, il est vrai, était si étroite que les bulletins s'y empilaient dans l'ordre même où ils avaient été déposés. Prévenus de cette particularité, les électeurs ne tombèrent pas dans le piège tendu par leurs geôliers. Aretin vota : ja. Lors de la proclamation des résultats, il ne se trouva qu'un nein, que les *S. S.* inventèrent sans doute pour donner plus de vraisemblance à l'étonnant ralliement de leurs victimes.

On lira sur la vie à Dachau une foule de renseignements qui, pour ne pas être aussi singuliers que celui-ci, n'en contribueront pas moins à éclairer les débuts encore obscurs de la vie concentrationnaire.

Jean SIGMANN.

... et d'un président du Reichstag

Il serait vain de chercher des révélations dans les mémoires de Paul Löbe, ancien président du *Reichstag* (1) — témoignage modeste d'un homme qui connaît ses limites. Silésien, né en 1873 dans un milieu artisanal très pauvre, autodidacte (p. 17 et 110), Paul Löbe appartient à la longue cohorte de ces ouvriers d'imprimerie qui, en Europe, divulguèrent le socialisme (p. 18-19). Au terme d'un tour de compagnon qui l'avait même conduit hors d'Allemagne, il était entré à la rédaction du *Volkswacht* de Breslau (1898), vulnérable comme ses confrères socialistes (p. 48) et, comme beaucoup d'entre eux, sollicité par le révisionnisme de Bernstein (p. 53-54). A cette expérience journalistique, il avait joint un apprentissage administratif : il fut membre minoritaire de l'assemblée municipale de Breslau de 1904 à 1919.

Brusquement sorti du rôle d'opposant, lors de la constitution du *Conseil du peuple* de Breslau (novembre 1918), Löbe donne l'impression d'avoir été effarouché par la perspective d'une activité politique non plus locale, mais nationale, refusant d'entrer au *Conseil des Commissaires du peuple* avec Noske et Wissel, bien que socialiste « d'union sacrée ». Néanmoins, le voici député à l'assemblée de Weimar (p. 75), puis président du *Reichstag*, le 25 juin 1920 (p. 100) — pour douze années. Que nous apprend-il de la période weimarienne? Peu de choses. A signaler tout de même quelques notes sur la succession d'Ebert (p. 110-111), la méthode d'information du maréchal Hindenburg (p. 116), le personnage d'Otto Meissner (p. 117-121), les soirées données par Löbe, deux ou trois fois par hiver, où se rencontraient Clara Zetkin et von Epp (p. 138-139). Un bourgeois n'aurait pas exposé autrement que notre auteur les causes de l'agonie parlementaire (p. 200-204 et 211)...

Évincé de la présidence du *Reichstag* par Göring, en août 1932, Löbe s'installa d'abord à la rédaction du *Vorwärts* ; il tâcha de négocier, en 1933, la reprise de l'organe socialiste. Göring lui donna d'abord quelques assurances, puis lui interdit l'accès de l'hôtel de la Présidence (p. 218-219). Perquisition et arrestation suivent bientôt : prison de Spandau, camp de concentration de

(1) Paul LÖBE, *Der Weg war lang, Lebenserdinnerungen*, Berlin, 1954, 2e éd. (revue), in-16, 302 pages.

Dürrgoy, près de Breslau, en août. Löbe n'inquiétait guère les nazis : ils le relâchèrent en vertu de l'amnistie de Noël. L'ancien président s'efforça de vivre sans bruit, y réussit comme correcteur chez Walter de Gruyter à partir de 1935 (p. 231). Le bombardement du 30 janvier 1944 lui fit perdre sa situation, en même temps que ses papiers (ainsi s'expliquerait, en partie, la médiocrité de ces souvenirs). Alors, il regagna la Silésie natale. Fut-il en rapports suivis avec Gördeler et Leuschner (p. 238)? Toujours est-il que la Gestapo l'arrêta le 23 août (p. 239). D'où un second stage dans un camp de concentration (Striegau), suivi d'une libération assez rapide, avant l'effondrement nazi (p. 246).

En définitive, beaucoup de simplicité, voire de naïveté, par exemple dans la complaisance mise à reproduire l'allocution qu'il prononça lors du vote du traité de Versailles (p. 94) ou dans le rappel de son adhésion à la cause de l'*Anschluss* (p. 131) ; mais beaucoup de conscience aussi : ainsi dans le remords d'avoir assuré à Briand et à Painlevé, à Litvinov et à Lounatcharsky, que les junkers, les industriels et les généraux ne pourraient jamais déclencher la guerre (p. 127)...

F. L'Huillier.
Faculté des Lettres. Dijon.

Des études du général Beck

Neuf *études* ont été rédigées par le colonel-général Beck, entre 1938 et 1944, c'est-à-dire après sa démission de chef d'état-major général de l'Armée (1). Elles n'étaient pas, semble-t-il, destinées à être publiées, mais seulement communiquées à un cercle restreint, tel ce *Club du Mercredi*, où se rencontraient les adversaires du régime nazi. Le général Speidel les a réunies et publiées, en les faisant précéder d'une brève biographie, à la fois en hommage au chef font il avait été le collaborateur et le confident, et afin de prolonger son influence.

Ce sont des considérations sur la guerre en général, sur les problèmes qui se posent au Commandement allemand dans le cas d'une guerre sur deux fronts, sur le rôle respectif des hommes d'État et des chefs militaires dans la direction de la guerre, sur les conséquences de la guerre totale. Trois d'entre elles, tout à fait remarquables, ont un caractère plus nettement historique : elles se rapportent à la première guerre mondiale et discutent le plan de guerre des empires centraux, le choix qui dut être fait entre l'Est et l'Ouest comme direction de l'attaque initiale, la décision soudaine de faire demander l'armistice que prit Ludendorff, le 29 septembre 1918. La dernière est consacrée à Foch, « notre grand adversaire français ».

Écrites à des dates et pour des motifs différents, il arrive fréquemment qu'elles se répètent et se superposent en partie. Elles témoignent d'une connaissance approfondie de l'œuvre de Clausevitz, considérée comme une manière d'évangile, que l'auteur ne cesse de citer et de commenter. Toutes sont dominées par cette idée : politique et stratégie doivent être étroitement liées et coordonnées, avec subordination de cette dernière à la politique.

Ce livre serait assez étranger au domaine de cette *Revue*, s'il ne contribuait à mieux faire connaître la personnalité et les idées de celui qui fut l'un des principaux animateurs de l'opposition antihitlérienne, que les conjurés de 1944 avaient choisi comme futur régent de l'Allemagne et qui se suicida au soir de l'échec de la tentative du 20 juillet 1944.

Il ne modifie pas l'image qu'ont donnée de Beck les ouvrages antérieure-

(1) Ludwig Beck, *Studien*, publié et préfacé par H. Speidel, Stuttgart, Koehler Verlag, 1955, 302 pages.

ment publiés sur ces complots, notamment celui de Wheeler Bennett : esprit cultivé, érudit, philosophe autant que soldat, d'une honnêteté scrupuleuse dans la discussion comme dans l'action, idéaliste et pacifiste.

Un appendice reproduit le bref rapport rédigé par Beck sur le voyage officiel qu'il fit à Paris en juin 1937 pour rencontrer les principales autorités militaires françaises. Le général Speidel, qui l'accompagnait au cours de ce voyage, a cru devoir publier ce document sous prétexte que le général Gamelin aurait, dans ses souvenirs (*Servir*, II, p. 283), donné de ces entretiens une version ne correspondant pas à la réalité. Nous avouons ne pas voir de contradiction entre les deux récits. Tout au plus peut-on admettre, quoique ce rapport ne fournisse à ce sujet aucune précision, que Gamelin ait peut-être déformé la pensée de Beck quand il lui fait dire : « Si nous voulions nous unir, nous serions les maîtres du monde », cette idée de la domination mondiale paraissant, en effet, contraire aux principes développés par celui-ci dans ses *Études*.

Général Lestien.

La Social-Démocratie et l'Est européen

Ce petit volume entend rappeler l'attitude politique de la social-démocratie allemande en face des problèmes de l'Est pendant la première guerre mondiale, pendant la période weimarienne et dans l'émigration pendant le régime national-socialiste (1). La vérité oblige à dire qu'un lecteur français ne laisse pas d'être d'abord surpris par cette conception de l'Est, qui comprend évidemment la Russie, élément essentiel et immédiat des rapports diplomatiques ou des conflits de l'empire allemand jusqu'en 1917, mais ne mentionne la Pologne que de façon tout à fait secondaire, comme une sorte de phénomène aberrant. Il n'est pas plus surprenant de voir que le combat pour la frontière de l'Est (p. 49) pendant la première guerre mondiale comme la politique de l'émigration pendant la seconde à l'égard de la frontière orientale (p. 105) aboutissent au même souci de défendre, au nom d'une « paix de compréhension », du droit des peuples, de l'espace économique ou de la « normalisation des rapports politiques et sociaux en Allemagne », condition « d'un développement pacifique durable de l'Europe », les solutions les plus profitables à l'Allemagne et à ses intérêts territoriaux. Le silence pudique observé sur les transplantations de Polonais au temps du gouvernement général permet de blâmer sans nuance sérieuse la politique « nationaliste » des Polonais ou des Tchèques débarrassés de leurs « protecteurs ». On en arrive aussi à ne plus très bien savoir si les Sudètes font partie ou non de cet empire de 1914 dont les frontières, mobiles dans le sens qu'on devine au temps des victoires, paraissaient devenir intangibles à partir du moment où les choses commencèrent à mal tourner. On peut simplement penser que, si un ouvrage du même esprit est consacré en quelque université mecklembourgeoise au problème des frontières de l'Ouest, il demeure pour unir les deux Allemagnes un répertoire assez riche de revendications pour permettre toutes les surenchères et reprendre la lutte contre l'un ou l'autre des voisins au nom des droits historiques. On s'en doutait, mais il est curieux de voir se manifester sous cette forme la pacifisme véhément attribué parfois à la social-démocratie.

Jean Vidalenc.
Faculté des Lettres. Caen.

(1) Erich Matthias, *Die deutsche Sozialdemokratie und der Osten 1914-1915* (*Arbeitsgemeinschaft für Osteuropaforschung — Forschungsberichte und Untersuchungen zur Zeitgeschichte*), Tubingen, 1954, 128 pages (varitype).

DOCUMENTATION

La publication des documents allemands

Il faut bien en prendre son parti, maintenant que sont publiés les deux volumes des *German Documents* (1) couvrant la période de mars à septembre 1939 : la documentation essentielle manque et manquera toujours pour écrire l'histoire des origines de la seconde guerre mondiale. Ce n'est pas que la publication soit tellement incomplète. Certes, certains dossiers du ministère allemand des Affaires étrangères sont provisoirement ou définitivement perdus, mais les éditeurs paraissent avoir retrouvé dans les dossiers des ambassades la plupart des documents importants. Ils ont indiqué en notes les lacunes qu'ils n'ont pas pu combler : elles ne sont pas très nombreuses et elles sont bien délimitées. L'absence de documentation découle, en fait, du principe même sur lequel était fondée l'élaboration de la politique hitlérienne. Sous le régime national-socialiste dans sa fleur, c'est-à-dire à partir de 1935, il n'y avait plus de conseils des ministres — partant, pour l'historien, plus de protocoles de ces conseils ; les grandes décisions étaient prises *in camera* soit à Berschtesgaden, soit à Berlin, au cours de tête-à-tête entre Hitler et Ribbentrop, auxquels d'autres dignitaires du parti — Goering, par exemple — ont pu parfois participer, sans qu'il soit, pourtant, possible de l'affirmer. De ces entretiens, il ne reste aucune trace, parce que Hitler et Ribbentrop, pour des raisons différentes, n'ont rien écrit à leur sujet.

Hitler avait horreur d'écrire. Alors que nous avons de la main de tous les chanceliers allemands, de Bismarck à Schleicher, de nombreuses lettres ou notes sur des questions politiques, nous n'en avons aucune de la main de Hitler. Nous connaissons quelques notes dictées par lui, par exemple la note verbale du 28 février 1939 adressée au Gouvernement français ou le plan de règlement du problème germano-polonais du 30 août 1939, nous avons des lettres de Hitler à Mussolini, mais, dans les deux cas, il s'agit de documents d'un caractère formel, destinés à des gouvernements étrangers et qui ne peuvent pas être considérés comme absolument sincères. Le fait que ces documents aient été dictés par Hitler prouve seulement que le Führer leur attachait une grande importance et que les projets préparés par le ministère des Affaires étrangères ne lui plaisaient pas. Mais il n'y a pas dans les archives allemandes — il n'y a très sûrement jamais eu — d'ordres écrits du Führer sur les affaires politiques. Certes, il travaillait, comme tout homme d'État, sur des documents. Nous savons que certains lui ont été présentés, mais il ne prenait même pas la peine de les parafer ; quant aux notes marginales de sa main, on peut les compter sur ses doigts. En fait, la méthode de travail de Hitler consistait à donner ses ordres oralement au ministre responsable, c'est-à-dire, en matière de politique étrangère, à Ribbentrop.

Celui-ci est, d'ailleurs, le grand responsable du manque de documentation sur la politique hitlérienne. Il aurait dû, en effet, transmettre au ministère et aux ambassadeurs les ordres qui lui étaient donnés et aussi leurs motifs. Quand, pendant les semaines cruciales de l'été 1939, Ribbentrop était à Fuschl, à quelques kilomètres de Berschtesgaden, ses télégrammes à Berlin devraient être pour nous une source précieuse de renseignements sur les intentions du gouvernement allemand. Il n'en est rien : Ribbentrop se contentait

(1) *Documents on German Foreign Policy*, 1918-1945, Series D, vol. VI : *The last months of peace* ; vol. VII : *The last days of peace*, Londres, 1956, in-8°.

d'ordonner telle ou telle démarche sans l'ombre d'une explication. Parfois, sa sécheresse était incivile : ainsi cet ordre donné à Moltke de ne pas rejoindre son poste à Varsovie, ordre qui fut maintenu, malgré les protestations de l'ambassadeur, sans que le ministre ait daigné en donner les raisons. Ce n'était pas chez Ribbentrop, comme chez Hitler, horreur d'écrire. Ribbentrop a laissé de nombreuses notes sur ses conversations avec des diplomates étrangers. S'il n'a rien écrit sur ses conversations avec Hitler, sur les ordres qu'il recevait, il faut sans doute en chercher la raison dans le mépris dans lequel il tenait les diplomates et dans l'application du *Führerprinzip* : étant donné qu'un ordre du Führer ne se discutait pas, parce que génial par définition, il était parfaitement inutile de l'expliquer. Deux exemples typiques d'application de cette méthode sont publiés dans les *German Documents*. Le 23 mars 1939, Ribbentrop présenta à Hitler un projet d'instructions à l'ambassade de Varsovie — probablement préparé par les services du ministère — faisant des propositions concrètes au gouvernement polonais pour une solution du problème germano-polonais. « Par ordre du Führer », cette instruction ne fut pas envoyée, mais aucune explication n'est donnée et nous ne saurons jamais pourquoi Hitler, en mars, renonça à inviter Beck à Berlin. En mai, un projet d'instructions à l'ambassade de Moscou eut le même sort : il s'agissait de proposer aux Russes un règlement politique germano-soviétique. Pourquoi Hitler a-t-il refusé? Était-ce simple astuce tactique? Ou reculait-il encore devant la perspective d'un accord avec Moscou? Ce sont là des questions, parmi bien d'autres, qui resteront sans doute toujours sans réponse.

Un autre point obscur est le rôle joué par le *Bureau Ribbentrop*. Les éditeurs des *German Documents* ont publié quelques-uns des rapports émanant de ce service officieux. Autant qu'on puisse se rendre compte par ces échantillons, ces rapports ne faisaient état que de cancans. Mais il n'est pas possible, cependant, de les considérer comme insignifiants, parce que la grande majorité d'entre eux ont été transmis à Hitler, ce qui était loin d'être le cas des pièces diplomatiques. Il est donc probable que ces rapports du *Bureau Ribbentrop* ont joué un rôle capital dans l'élaboration de la politique hitlérienne. Reste à savoir lequel. Une étude sur cette question serait particulièrement opportune ; il est, en effet, fort possible que Ribbentrop se soit servi du *Bureau* pour informer Hitler dans le sens qui lui convenait.

* * *

Le principal sujet traité dans ces deux volumes des *German Documents* est la préparation de l'agression contre la Pologne. Leur intérêt est de permettre de déterminer avec une assez grande précision quand cette agression fut décidée. La question peut paraître un peu artificielle. Il a souvent été écrit, en effet, que, de la prise de pouvoir à la guerre, Hitler avança pas à pas comme un somnambule, décidant une nouvelle conquête aussitôt qu'il en avait terminé avec la précédente. Les tenants de cette thèse croiront avoir trouvé un bon argument dans le fait que Hitler, dès le 3 avril 1939, donna l'ordre à la *Wehrmacht* de se tenir prête à attaquer la Pologne à partir du 1er septembre. On sait que l'attaque eut effectivement lieu ce jour-là ; mais, en fait, c'est là pure coïncidence. Si, en avril, Hitler avait décidé de régler en 1939 le problème germano-polonais par la force, il aurait demandé à l'armée d'être prête plus tôt que le 1er septembre. Cette date était, en effet, la date limite à laquelle une attaque pouvait être lancée : en demandant à l'armée d'être prête à cette date, Hitler se privait de toute possibilité de manœuvre.

En fait, au lendemain du « coup de Prague », Hitler n'envisageait aucune action militaire contre la Pologne dans un avenir prochain. Dans sa directive

à l'armée, datée du 25 mars, on lit, en effet : « pourtant, le Führer ne désire pas résoudre le problème de Dantzig par la force », et plus loin : « le Führer n'a pas l'intention de résoudre le problème polonais pour le moment ». Il est probable que l'offre de Hitler de reconnaître les frontières germano-polonaises, si Dantzig rentrait dans le Reich, était sincère. Les Allemands prétendaient que cette offre était généreuse. Il va de soi que, pour les Nazis, une offre du Führer était toujours, par définition, généreuse. Il faut cependant noter que la non-reconnaissance des frontières orientales du Reich avait été tout au long de la République de Weimar un des axiomes de la politique étrangère allemande. En cela l'offre de Hitler était une concession. Elle n'avait, d'ailleurs, aucune chance d'être acceptée, car les Polonais l'avaient déjà repoussée en octobre 1938, la question de Dantzig étant pour eux une question de prestige. Cette offre, d'autre part, comme toutes celles faites par le gouvernement hitlérien, était mal présentée, étant à prendre ou à laisser : il est rare qu'un gouvernement accepte de céder à un ultimatum. On peut, évidemment, discuter la question de savoir si les Polonais auraient dû accepter l'offre de Hitler. Ce faisant, ils auraient peut-être retardé la guerre de plusieurs années ; il est certain qu'ils ne l'auraient pas évitée, car cette guerre, par la volonté des Puissances de l'Axe, était inéluctable.

En effet, tout au long du printemps de 1939, Berlin et Rome ont préparé une agression qui n'était, d'ailleurs, pas dirigée contre la Pologne. Les nazis et les fascistes croyaient à la nécessité d'une explication finale avec les puissances « nanties », c'est-à-dire la France et surtout la Grande-Bretagne. Cette grande guerre devait débuter « dans deux ou trois ans », c'est-à-dire en 1941-1942, quand l'Italie aurait terminé ses préparatifs. Toute la politique italienne était fondée sur cette hypothèse, et cela explique l'attitude négative de Mussolini quand Hitler, au cours de l'été, changea ses plans et décida de lancer ses troupes sur la Pologne.

C'est le 23 mai, c'est-à-dire après le refus définitif des Polonais de céder sur la question de Dantzig, au cours d'une conférence avec ses généraux, que Hitler annonça sa décision « d'attaquer la Pologne à la première bonne occasion ». La veille, le traité d'alliance germano-italien avait été signé. Or, au cours des négociations, il n'avait nullement été question d'une attaque imminente à l'Est. Il ne faut, cependant, pas accuser Hitler de mauvaise foi à l'égard de Mussolini, car il ne s'agissait nullement d'attaquer la Pologne tout de suite : « S'il n'est pas absolument certain, dit Hitler, qu'un conflit germano-polonais n'amènera pas une guerre avec l'Ouest, alors le combat doit être d'abord dirigé contre l'Angleterre et la France. » Le plan hitlérien reste donc d'attaquer à l'Ouest, le seul changement étant qu'au cas d'un isolement total de la Pologne, on la liquidera pour avoir ensuite les coudées plus franches à l'Ouest. Hitler, le 23 mai, maintenait donc le caractère subsidiaire de la campagne de Pologne, tel qu'il l'avait défini dans sa directive du 11 avril : « Les grands objectifs dans la reconstruction de l'armée allemande continueront à être déterminés par l'antagonisme des démocraties occidentales. L'opération *Weisse* [l'attaque de la Pologne] ne constitue qu'un complément de précaution à ces préparatifs. » Il ne s'agissait pas pour Hitler, à cette époque, de déclencher la grande guerre ; il n'était décidé à régler le problème polonais par la force que dans la mesure où il pourrait le faire sans risques.

C'est seulement à la fin juillet que le Führer décida d'en finir avec la Pologne. A cette époque, en effet, les Allemands commencèrent à envoyer des provocateurs organiser systématiquement des troubles sur la frontière et à lancer des campagnes de presse. Peut-être même Hitler n'avait-il pas encore pris sa décision finale, mais il avait mis en marche l'engrenage qui devait fatalement conduire à la guerre. La raison de ce changement d'attitude est

sans doute les incidents survenus à la douane de Dantzig et l'attitude énergique prise à ce sujet par le gouvernement de Varsovie. En tout cas, le 12 août, la décision d'attaquer la Pologne était prise, car Hitler en informa Ciano. Assez curieusement, Hitler voulut se convaincre et convaincre les Italiens que l'opération était sans risques, par conséquent qu'elle n'entraînerait pas une guerre générale. Il se persuada que la France et la Grande-Bretagne n'oseraient pas attaquer : il était assez bien renseigné sur les faiblesses du réarmement franco-anglais, il savait que la France et la Grande-Bretagne n'avaient pas les moyens techniques pour enfoncer rapidement les fortifications occidentales allemandes ; dans ces conditions, il se demandait pourquoi les puissances occidentales entreraient en guerre, puisqu'elles n'empêcheraient pas ainsi l'écrasement de la Pologne. Cependant, Hitler ne conserva pas jusqu'au bout cette illusion rassurante. Vers le 25 août, peut-être convaincu par Mussolini, peut-être aussi effrayé par la signature du pacte anglo-polonais, Hitler admit qu'une réaction franco-anglaise à une attaque contre la Pologne était certaine. Cela étant, Hitler aurait dû normalement renoncer à régler la question polonaise par la force, puisque, pour lui, elle n'était que secondaire. Il ne renonça pourtant pas, sans doute pour des raisons de prestige : il avait annoncé que la question polonaise serait réglée « d'une façon ou d'une autre » et il lui fallait maintenant sauver la face. Il essaya, cependant, d'obtenir sans guerre un règlement favorable à l'Allemagne : le 25 août, il entra en négociation avec Londres à ce sujet.

On a souvent pensé que cette dernière tentative n'avait pour but que de gagner du temps en attendant l'heure de l'attaque. Les notes de Halder publiées en appendice au volume VII des *German Documents* le démentent formellement : le 25 août, au matin, il y avait déjà deux jours que le jour et l'heure de l'attaque étaient fixés : le 26 août, à 4 h. 15 ou 4 h. 30. Il était même spécifié « qu'aucun ordre nouveau ne serait donné ». L'État-Major allemand s'était aperçu, quand il avait vraiment été question d'attaquer la Pologne, que la date du 1er septembre était bien tardive. Il fallait, en effet, compter, dans la seconde quinzaine de septembre, avec de fortes pluies en Pologne, pluies qui détremperaient le terrain et rendraient difficiles, sinon impossibles, les manœuvres de chars. L'attaque avait donc été avancée de six jours par rapport à la date envisagée en avril et fixée, sans doute, au premier jour où l'armée pouvait techniquement être prête. Or, le 25, à midi, l'attaque fut remise ; à 19 h. 30, ordre fut donné d'arrêter tous les mouvements de troupes, « même près de la frontière, si ça n'a pas été possible autrement ». A 21 h. 30, on rapporta toutes les mesures, aussi bien militaires que politiques, qui auraient dû être prises le 26.

Le même jour, Hitler entamait avec Londres sa négociation. Celle-ci est connue depuis longtemps. Il s'agissait d'amener les Polonais à accepter un règlement de la question du corridor sur la base d'un retour de Dantzig à l'Allemagne et d'un plébiscite en Prusse occidentale, le corps électoral étant fondé sur la situation démographique au 1er janvier 1918. Hitler prépara ce plan lui-même. Pour lui, il s'agissait d'éviter la guerre générale soit en faisant adopter son plan par les Polonais, soit en enfonçant un coin dans l'alliance anglo-polonaise. Le plan, en effet, avec ses allures démocratiques, voire versaillaises, pouvait plaire aux Anglais ; par contre, il était *a priori* inacceptable pour les Polonais, qui voyaient remettre en question la possession d'un territoire qui leur avait été reconnue par le traité de Versailles. Seulement, le 25 août, il était trop tard pour mener à bien une négociation : Hitler était pris par le temps. Il avait, en effet, été décidé qu'après le 2 septembre on n'attaquerait plus, parce qu'après cette date une campagne en Pologne ne pouvait pas être terminée avant l'automne. Décidé à résoudre le problème

germano-polonais « d'une façon ou d'une autre », c'est-à-dire par la force ou la négociation, Hitler devait, s'il ne voulait pas être en état d'infériorité à la table de conférence, parvenir à faire accepter le principe de son plan avant le 2 septembre. C'est pourquoi il insista tant pour qu'un négociateur polonais vint à Berlin le 30 ou le 31 août. La négociation ne pouvait pas réussir en un temps si court, parce que les Anglais « n'étaient pas pressés » et que les Polonais « cherchaient à gagner du temps ». L'attaque fut finalement fixée au 1er septembre, mais, le 30 août au soir, on envisageait encore de la reporter au 2.

Le 31 août, la veille de l'attaque, on considérait, à Berlin, une intervention des puissances occidentales comme « inévitable ». Mais, pour se donner du courage, Hitler se mit à caresser un autre espoir : la France et la Grande-Bretagne, bien sûr, déclareraient la guerre à l'Allemagne, mais, n'ayant pas d'armes, n'attaqueraient pas (la *Wehrmacht* se garderait bien de les provoquer) et, une fois l'affaire polonaise réglée, elles se montreraient réalistes, reconnaîtraient le fait accompli et signeraient la paix. Était-ce un appel du pied? Hitler disait à Henderson « qu'il ne prendrait pas mal que la Grande-Bretagne fasse semblant de faire la guerre ». Le 28 août, Likus, du *Bureau Ribbentrop*, rapportait le propos suivant, attribué à Sir Samuel Hoare : « Bien que nous ne puissions pas, dans ces circonstances, éviter de déclarer la guerre, on peut toujours satisfaire à une déclaration de guerre sans tout risquer immédiatement. » Lord Templewood a démenti le propos qui lui était prêté. Vrai ou faux, peu importe ici, il a certainement été cru à Berlin, parce que les dirigeants nazis avaient besoin d'espérer qu'ils éviteraient, en fin de compte, la guerre générale. Cet espoir était bien ténu. Hitler, qui savait qu'une attaque contre la Pologne ne valait la peine d'être lancée que si elle pouvait l'être « sans risques », se lança dans l'aventure dans des circonstances défavorables (signature du traité anglo-polonais, défection de l'Italie) uniquement pour ne pas se dédire.

* * *

Il y a de sérieuses raisons de penser que, si la situation avait été encore plus défavorable, si la Russie, au lieu de signer le pacte germano-soviétique, était entrée dans une convention militaire avec l'Ouest, Hitler aurait quand même attaqué la Pologne. La chronologie des faits montre qu'il n'y a pas de relation de cause à effet entre la signature du traité de Moscou et l'entrée des troupes allemandes en Pologne. On sait que la décision d'en finir « d'une façon ou d'une autre » avec le problème polonais a été prise à Berlin à la fin juillet, en tous cas avant le 12 août. Or, à cette date, les Allemands ne savaient pas du tout si les Russes accepteraient ou n'accepteraient pas d'entrer en négociations politiques avec eux. Pour Molotov, la condition préalable à de telles négociations était la signature du traité économique, qui ne fut signé que le 19 août. Ce jour-là encore, Molotov pensait qu'un voyage de Ribbentrop à Moscou demanderait à être préparé, et c'est seulement dans la soirée que, vraisemblablement sur l'ordre de Staline, le ministre soviétique changea son fusil d'épaule et accepta la visite immédiate de Ribbentrop à Moscou. Certes, à partir de ce moment, l'affaire avança vite, mais, une semaine auparavant, Hitler ne savait pas quelle était la décision des Russes, si tant est que cette décision ait déjà été prise. Tout ce qu'il savait est que les Russes acceptaient, en principe, de discuter de questions de presse, de collaboration culturelle, de la question polonaise et des anciens traités germano-russes. Encore Astakhov avait-il précisé à Schnurre que, dans l'esprit de Molotov, de telles négociations devaient avoir lieu « par étapes ».

Même après la signature du pacte germano-soviétique, Berlin n'avait qu'une confiance limitée dans la bonne foi de Moscou. Le 30 août, le bruit se répandit de mouvements de troupes en Russie. Halder écrivait : « Quelques mouvements en Russie (alerte !). Il n'est pas du tout impossible que les Russes bougent quand nous aurons eu nos premiers succès. » Or, il n'y a pas la moindre indication que cette incertitude sur la position qu'adopteraient finalement les Russes ait joué un rôle quelconque dans la décision de Hitler d'attaquer la Pologne. D'ailleurs, les craintes allemandes étaient mal fondées. Les Russes, une fois le pacte germano-soviétique signé, jouèrent le jeu et collaborèrent avec les Allemands. Le 1er septembre, le commandement de la *Luftwaffe* demanda aux Russes que des signaux radio fussent émis par la station de Minsk, pour faciliter l'évolution des avions allemands en Pologne. Les Russes acceptèrent volontiers de rendre ce service aux Allemands : ils proposèrent même d'allonger de deux heures leurs émissions !

La documentation publiée dans les *German Documents* sur la négociation germano-soviétique est très supérieure à celle donnée par les *Nazi-Soviet relations* : plus de cent nouveaux documents ont été publiés. Encore cette documentation n'est-elle pas complète. On voudrait bien savoir, par exemple, ce qui fut dit au cours de l'entretien Ribbentrop-Schulenburg, le 9 mai 1939, à Munich. Il s'agissait, évidemment, d'essayer un rapprochement avec la Russie. Mais sur quelles bases exactement? Lorsque, le 20 mai, Molotov parla d'une « base politique » nécessaire à la bonne marche des négociations économiques, les Allemands comprirent que les Russes refusaient de négocier. Ils n'obtinrent, d'ailleurs, pas la moindre explication sur ce que Molotov entendait par « base politique ». Et nous ne le savons pas encore, car il n'est point sûr qu'à cette époque les Russes songeaient déjà à changer de camp. Ce qui ressort le plus clairement est que le pacte germano-soviétique, qui, à l'époque, sembla si favorable à Hitler, était, en fait, une excellente affaire pour l'U. R. S. S. et une fort mauvaise pour l'Allemagne. Les Russes obtinrent un traité économique auquel ils tenaient beaucoup depuis longtemps, et ils l'obtinrent à leurs conditions. Ils faisaient reconnaître par avance une annexion ultérieure de la Bessarabie. L'Allemagne, elle, qui prétendait avoir besoin de s'étendre à l'Est pour nourrir sa population, se voyait allouer seulement la moitié de la Pologne et la Lithuanie. Les autres États baltes, la Finlande, la partie Est de la Pologne étaient dans la sphère d'influence russe ; l'Allemagne exprimait même son désintéressement dans l'Europe du Sud-Est, qui était traditionnellement un des débouchés de l'industrie allemande. Étant donné que, de toutes façons, un soutien russe à la Pologne était rendu fort improbable par le refus des Polonais de voir l'armée rouge entrer chez eux, le profit que les Allemands tirèrent du pacte germano-russe était assez maigre.

* * *

Pour un lecteur français, un des traits frappants de ces deux livres est le peu de cas que faisait Hitler de la France. Alors qu'il se préoccupait beaucoup de la position des États-Unis et de la Russie, alors qu'il désignait la Grande-Bretagne comme l'ennemi à abattre, il n'apparaît pas s'être soucié le moins du monde de ce que pensait le gouvernement français. Dans les calculs de Hitler, la France n'intervint qu'une seule fois : dans sa directive à l'armée du 11 avril, il envisagea le cas où, de troubles intérieurs en France et de la gêne qui en résulterait pour l'Angleterre, pourrait sortir l'isolement souhaité de la Pologne. Pour lui, les Français ne feraient que suivre les Anglais. Peut-être cette vue n'était-elle pas fausse. En tous cas, ce mépris affiché de Hitler pour la France est une condamnation de la politique extérieure

française, car il prouve qu'aux yeux de l'Allemagne la France avait perdu son rang de grande puissance. Ainsi s'explique, sans doute, la pauvreté de la documentation publiée sur les relations franco-allemandes. Les longs rapports de l'ambassade de Paris sur les conversations qu'eut un informateur avec Flandin et Déat sont d'un intérêt mineur, car ces deux hommes politiques n'étaient pas représentatifs de l'opinion publique française ; les documents sur l'expulsion d'Abetz sont amusants, sans plus ; les lettres échangées par Bonnet et Ribbentrop en juillet 1939 sont connues depuis longtemps. Les *German Documents* n'apportent rien de très neuf dans cette question importante. Il semble que la première note de Bonnet ait été motivée par le bruit lancé à Paris (par Abetz?) que le problème du corridor serait réglé en 1939. C'était, d'ailleurs, un bruit prématuré. On ne peut cependant pas s'empêcher de trouver singulier que le gouvernement français ait attendu quatre mois pour réaffirmer son intérêt dans les questions de l'Est européen, alors que la note allemande du 28 février signifiait, d'après Coulondre, « que les puissances occidentales n'avaient plus aucun droit de regard en Europe centrale ». Toute cette affaire est, d'ailleurs, fort obscure et, pour ajouter encore à la confusion, nous apprenons maintenant que la seconde lettre de Bonnet n'était pas datée du 21 juillet, mais du 25, et que le texte communiqué aux Anglais fut antidaté de quatre jours. Il est possible que ce détail soit sans importance ; il est possible aussi qu'il y ait là un indice et que la question vaille la peine d'être creusée.

* * *

Cette publication d'archives diplomatiques allemandes, pour excellente qu'elle soit, est loin de résoudre tous les problèmes posés par les origines de la seconde guerre mondiale. La décision finale d'attaquer fut prise par Hitler et il est bien difficile de dire par quoi cette décision fut influencée. Hitler croyait-il vraiment à la probabilité d'un coup des Polonais contre Dantzig pendant l'hiver? Était-il sincère quand il disait être certain que les Anglais ne bougeraient pas? Quelle influence eurent les propos tenus par des dirigeants britanniques à von Trott et à Wohltat protestant des sentiments pacifiques du gouvernement de Londres? Quelle importance faut-il accorder à la tentative de paix de Ropp? Autant de questions qui ont de grandes chances de rester maintenant toujours sans réponses.

O. Desbrosses.

Les recherches sur la deuxième guerre mondiale en Pologne

Au mois de mars 1956, d'après un article publié dans le trente et unième numéro du *Kwartalnik Historyczny*, de Varsovie, 1956, l'*Institut historique de l'Académie des Sciences de Pologne* réunit des institutions de recherches historiques dans le but d'aborder l'étude de l'histoire de la Pologne pendant la période de 1939 à 1945.

Les centres de recherches représentés à la discussion étaient : l'*Institut occidental*, la *Commission d'histoire militaire du ministère de Défense*, la *Commission centrale pour l'enquête des crimes hitlériens en Pologne*, l'*Institut historique judaïque*, l'*Administration centrale des Archives*, et la *Division historique* et l'*Institut des Sciences sociales et politiques* du *Comité central du Parti communiste de Pologne*.

Le discours d'ouverture fit ressortir le besoin d'une étude plus détaillée de cette période afin d'arriver à « mieux comprendre la marche des événements

qui amenèrent la création de la révolution démocratique ». La discussion fit valoir que l'importance donnée aux crimes hitlériens était maintenant considérée comme suffisante. Les sujets d'enquête devraient inclure une histoire de la nation polonaise, non seulement en Pologne, mais aussi dans les pays occidentaux et en Russie où un nombre considérable de Polonais vécurent pendant la guerre. On devrait : réexaminer le problème des atrocités de guerre comme faisant partie des projets hitlériens pour l'extermination de la nation polonaise ; analyser l'activité du mouvement de résistance dans les territoires polonais et les efforts militaires polonais dans les forces alliées sur tous les fronts pendant la deuxième guerre mondiale. On imposa aussi aux historiens le sujet de la collaboration « des classes privilégiées » polonaises avec les Nazis et finalement on parla de présenter le problème polonais pendant la deuxième guerre mondiale comme une part de l'histoire globale de la guerre.

Un résumé des recherches déjà accomplies dans la période 1939-1945 cite le *Documenta Occupationis Teutonicae*, les *Bulletins de la Commission centrale de l'enquête des crimes hitlériens en Pologne*, la série intitulée *Études sur l'occupation hitlérienne en Pologne*, les publications de l'*Institut historique judaïque* et la bibliographie récente de J. Kosicki et W. Kozłowski (1).

L'assemblée prit bonne note du manque de chaire pour l'étude de l'histoire de la Pologne populaire dans quelques Universités polonaises. Les raisons de cette lacune furent trouvées dans la lenteur intellectuelle des Universités, sans que fut donnée une explication de cette insuffisance.

Évidemment, elles résultent de l'histoire de l'attitude soviétique envers l'occupation. Des écrivains prosoviétiques suivirent cette ligne d'approche à partie de la première répression des membres de la résistance polonaise et l'emprisonnement de ses chefs. Par la suite, les actes brutaux des Nazis furent exploités pour créer une attitude antiallemande de l'Ouest calculée pour servir les buts soviétiques. Évidemment, cela est insuffisant. Mais c'est l'U. R. S. S. qui a empêché d'écrire et de publier l'histoire de cette période.

Pour faire face à ces problèmes, une commission de coordination fut établie à l'*Académie des Sciences* de Pologne pour garantir une attitude et une collaboration convenables. Les *Archives nationales* reçurent l'ordre de publier un bulletin d'information sur les documents relevant de la deuxième guerre mondiale.

La réaction soviétique envers les mouvements de Résistance montre que l'U. R. S. S. en savait assez sur la Résistance pour la craindre. La Résistance représentait la population polonaise dans sa totalité, avec toutes ses vertus et tous ses défauts. Catholique par excellence, se battant pour la liberté, la Résistance lutta contre les Allemands, ainsi qu'elle l'aurait fait contre les Russes ou n'importe quel autre étranger occupant le sol natal. L'U. R. S. S. craignant la Résistance, prit des mesures contre ses chefs, tout en donnant à cette période l'aspect d'une réaction exclusivement antifasciste de la population. Maintenant, le moment était venu pour les érudits de servir les intérêts plus étendus et plus nouveaux de la propagande prosoviétique.

La raison pour laquelle on étudie ce sujet en ce moment pourrait mener à d'intéressantes conjectures. Une synthèse générale de l'histoire de la Pologne au point de vue marxiste a depuis longtemps été considérée comme une nécessité par l'Académie des Sciences de Pologne. Apparemment, on pensait que le moment était venu de combler la lacune de 1939 à 1945. Étant donné l'avantage de la rétrospective, la révolte de Poznan et les changements consécutifs

(1) J. Kosicki, W. Kozlowski, *Bibliografia pismiennictwa polskiego za lata 1944-1953 o hitlerowskich zbrodniach wojennych*, Warszawa, Wydawnictwo Prawnicze, 1955.

dans la direction communiste polonaise démontrent combien les participants ont à apprendre du caractère du peuple polonais.

Bien qu'une histoire plus complète sur la Résistance soit désirable, les historiens polonais resteront sur leur garde.

Puisque cette période comprend le pacte nazi-soviétique, le partage de la Pologne entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne, le massacre de Katyn, l'insurrection de Varsovie et les occupations soviétiques et allemandes, ce sujet pourrait devenir extrêmement compliqué pour les historiens marxistes.

Mme Wojcicka.

Le congrès des historiens allemands à Ulm

(13-16 septembre 1956)

Le 23e Congrès des historiens allemands, tenu à Ulm du 13 au 16 septembre 1956, se révéla comme des plus importants pour la science historique. Il compta plus de sept cents participants, dont plus de cinquante venus de la *D. D. R.*, professeurs d'universités et de lycées, archivistes et fonctionnaires des musées. Des maîtres éminents de renom international, tels que Aubin (Friburg i. Br.), Freyer (Münster), Grundmann, Heimpel (Göttingen), Meusel (Berlin-Est), von Raumer (Münster), Ritter (Friburg i. Br.), Rothfels (Tübingen), Schaefer (Heidelberg) et de jeunes professeurs brillants tels que Bracher (Berlin-Ouest), Buchheim (Münster), Jochmann (Hamburg), Klein (Berlin-Est), Kluke (Berlin-Ouest), Streisand (Berlin-Est), suivirent avec une attention soutenue les débats et confrontèrent leurs points de vue ; des questions de méthodologie furent exposées, mais l'on chercha aussi à élucider certains problèmes historiques et les discussions fructueuses firent parfois jaillir la vérité.

Un des côtés curieux de ce congrès, souligné, d'ailleurs, par la presse d'Allemagne occidentale (1), fut l'échange des idées entre les représentants de la conception traditionnelle de l'histoire et les représentants de la conception marxiste venus de la *D. D. R.*

Le discours d'ouverture, *Histoire et science historique*, prononcé par le professeur de Göttingen, Hermann Heimpel, suscita un vif intérêt. L'éminent historien montra le XIXe siècle placé sous le signe de l'histoire ; à cette époque, dit-il, les sciences pures étaient étudiées historiquement et dans l'esprit des contemporains, la tradition était sans cesse vivante. Le XXe siècle, au contraire, était placé sous le signe de la méfiance à l'égard de l'histoire. C'est ainsi, par exemple, que la période de 1933 à 1945 n'était pas encore entrée dans le domaine scientifique, et il en serait de même aussi longtemps que les Allemands se refuseraient à reconnaître leurs fautes. Il résultait de ce fait que les sciences pures n'étaient plus solidaires de l'histoire. Heimpel préconisa de revivifier l'histoire par la sociologie.

Les quatre rapports principaux présentés par des professeurs d'université de la *Bundesrepublik*, les professeurs Grundmann, Freyer, von Raumer et Schaefer, traitaient du problème de la liberté durant les diverses époques historiques et l'on conçoit aisément l'intérêt du sujet.

Dans la section *Histoire contemporaine*, il y eut trois exposés, riches en aperçus nouveaux : *L'influence de la crise économique mondiale sur le destin de la République de Weimar* de W. Jochmann, *Le rôle des S. S. dans le déve-*

(1) En particulier, l'article de fond de Paul Sethe dans *Die Welt* du 21 septembre 1956.

loppement de la domination nationale-socialiste de H. Buchheim et *Les débuts de la politique extérieure du national-socialisme* de K. D. Bracher. Ces trois exposés provoquèrent des discussions qui contribuèrent certainement à faire progresser la science historique.

Fritz Klein intervint après l'exposé du Dr Werner Jochmann ; il reprocha au rapporteur de n'avoir examiné que l'aspect politique du problème et d'avoir passé sous silence la pression exercée par l'industrie allemande. Alfred Meusel (1), intervenant à son tour, accusa Brüning d'avoir fait une politique fasciste en réduisant le Parlement au silence.

Hans Buchheim s'est vu reproché d'avoir en quelque sorte présenté l'image radiologique, le squelette, de l'organisme des S. S., mais non le corps lui-même de sang et de chair et son action véritable (2). En effet, Buchheim est loin d'avoir épuisé le sujet, d'ailleurs très vaste. Il a analysé minutieusement la situation juridique des *S. S.* dans le *IIIe Reich* (3), mais il est loin d'avoir donné une synthèse du rôle historique des *S. S.*

L'exposé du professeur K. D. Bracher sur *Les débuts de la politique extérieure du national-socialisme* fut très remarqué (4) ; il demande qu'on lui prête une attention toute particulière. Le rapporteur s'éleva contre la théorie chère à Ranke de la « primauté de la politique extérieure ». En effet, il s'appliqua à prouver que, dans la période examinée, qui va de la nomination de Hitler à la chancellerie du Reich, le 30 janvier 1933, à l'accord anglo-germanique du 18 juin 1935, c'était sans cesse la politique intérieure qui menait le jeu, la politique extérieure de l'Allemagne étant assujettie à l'effort de consolidation du parti national-socialiste au pouvoir ; il s'agissait pour Hitler d'anéantir toute résistance intérieure avant d'exécuter le programme de politique extérieure exposé dans *Mein Kampf*. Il ne commit pas l'erreur du gouvernement Brüning, qui, à l'époque de la crise économique, avait mis tout son espoir dans les succès de sa politique extérieure. L'apparente modération de la politique extérieure de Hitler, durant les premières années de son pouvoir, n'était qu'une étape sur la voie des conquêtes. Quand les mémorialistes allemands (5) qui prêtèrent en son temps leur concours au gouvernement national-socialiste, affirment aujourd'hui, pour se justifier, qu'ils suivirent de bonne foi leur *Führer*, Hitler n'ayant que progressivement évolué vers le mal et que sa politique extérieure fut, au début, modérée, ils ne tiennent nullement compte du caractère tactique de cette politique qu'en diplomates avertis ils ne pouvaient ne pas voir. L'ouvrage de *Mein Kampf*, diffusé à des millions d'exem-

(1) Alfred Meusel, professeur d'histoire à l'Université de Berlin-Est, directeur du Musée de l'Histoire d'Allemagne, député à la Chambre du Peuple, auteur des ouvrages *List und Marx*, 1928, et *Germany's Foreign Policy*, 1939, directeur de la revue *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*.

(2) Günter Paulus, Zum Vortrag von Hans Buchheim, Die Rolle der SS in der Entwicklung der nationalsozialistischen Herrschaft, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, janvier 1957, p. 135-138.

(3) Ce qu'il avait déjà fait dans un article précédemment paru dans les *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, avril 1955, sous le titre plus exact *Die SS in der Verfassung des Dritten Reiches*.

(4) L'exposé de K. D. Bracher a été publié dans le numéro de janvier-mars 1957 de la revue *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* sous le titre : Das Anfangsstadium der Hitlerschen Aussenpolitik. Le professeur Bracher est l'auteur d'un ouvrage très apprécié sur les causes de la dissolution de la République de Weimar : *Die Auflösung der Weimarer Republik. Eine Studie zum Problem des Machtverfalls in der Demokratie*, Stuttgart, 1955.

(5) Ainsi, par exemple, Franz von Papen, *Der Wahrheit eine Gasse*, München, 1952, p. 293 et suiv., et Otto Meissner, *Staatssekretär unter Ebert-Hindenburg-Hitler*, Hamburg, 1950, p. 271 et suiv.

plaires dans son édition originale intégrale, était cependant propre à les éclairer. D'autre part, ils ne pouvaient ignorer certaines déclarations de Hitler, non destinées au grand public et qui ne laissaient aucun doute sur ses désirs de conquêtes. A l'appui de sa thèse, Bracher cite deux discours du *Führer*, le premier prononcé, le 27 janvier 1932, devant les chefs d'industrie et de trusts de Rhénanie-Westphalie dans l'hôtel du Park, à Düsseldorf, le deuxième tenu le 3 février 1933, donc quatre jours après la prise du pouvoir, devant les chefs militaires, dans l'appartement du général von Hammerstein. Devant le *Club des industriels*, Hitler soutint que « le peuple allemand devait d'abord être amené à une opinion unanime » avant que l'on puisse affirmer « qu'un peuple, pour subsister, doive exprimer sa force à l'extérieur ». Dans le deuxième discours cité par Bracher, Hitler soulignait la nécessité pour l'État national-socialiste d'abattre impitoyablement le pacifisme et le marxisme, de créer un gouvernement autoritaire, de développer les aptitudes combatives du peuple allemand ; ce n'est qu'après la consolidation du régime, l'édification d'une armée forte, qu'il serait possible d'amplifier l'activité extérieure de l'Allemagne en allant de la révision du traité de Versailles jusqu'à « la conquête d'un nouvel espace vital à l'Est et à sa germanisation ». Hitler terminait son discours par un appel aux intérêts particuliers des militaires et à leur sentiment national. La période la plus difficile, dit-il, serait celle de la reconstruction de l'armée : on verrait alors si la France avait des hommes d'État ; « si oui, elle ne nous en laisserait pas le temps, mais nous attaquerait, probablement avec des acolytes de l'Est ». Là apparaît nettement, comme Bracher le note, l'interpénétration de la politique intérieure et extérieure des nazis, le caractère prémédité de toutes leurs actions ; dès sa nomination à la chancellerie du Reich, Hitler préparait une guerre d'agression dont le but consistait à soumettre le monde à l'impérialisme allemand.

Le professeur Meusel, qui participa activement aux débats, cita de nombreux faits corroborant la thèse du rapporteur (1). Ainsi, dit-il, dès l'année 1933, exactement entre le 1er février et le 30 décembre 1933, l'importation du minerai de fer tripla, celle de manganèse, qui est utilisé pour durcir l'acier, devint onze fois plus forte. Parallèlement, l'importation de denrées alimentaires et de matériaux pour la production de paix diminua sensiblement. Les grandes usines d'armement, comme les usines Krupp, à Essen, engagèrent des milliers de nouveaux travailleurs. Les usines Borsig, qui avaient fait faillite en 1932, reprirent non seulement leur activité, mais encore l'amplifièrent. Des entreprises importantes qui, après la première guerre mondiale, avaient été vendues à des capitalistes étrangers furent rachetées ; c'est ce qui arriva, par exemple, avec la maison Opel, à Rüdelsheim, la plus grande firme d'autos en Allemagne. Le traité de Versailles avait stipulé que seules certaines entreprises positivement nommées seraient dûment autorisées à la production d'armements ; ces clauses furent entièrement violées. Hitler réduisit le chômage en transformant une partie des chômeurs en soldats et l'autre partie en ouvriers travaillant dans les usines d'armement. En fait, l'accroissement du nombre de soldats alla de pair avec l'accroissement de la production de guerre. Tout d'abord, ils ne furent pas incorporés dans une armée régulière, mais vinrent augmenter les effectifs d'organisations paramilitaires comme celles des *S. A.*, des *S. S.* et du *Stahlhelm*. L'introduction de l'*Arbeitsdienst*, volontaire jusqu'en mars 1935, laissait apparaître nettement l'intention du gouvernement de créer une organisation d'instruction militaire de la jeunesse allemande.

(1) Alfred Meusel, 23. Versammlung deutscher Historiker in Ulm. Zum Vortrag von K. D. Bracher. Die Anfänge nationalsozialistischer Aussenpolitik, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, nº 2 de 1957, p. 326-327.

Le 29 mars 1934, le gouvernement hitlérien publia le budget militaire pour l'année 1934-1935 ; naturellement, les chiffres réels étaient bien supérieurs aux chiffres donnés ; cependant, même les chiffres fictifs étaient suggestifs. En effet, le budget prévoyait 210 millions de R. M. pour l'aviation, interdite par le traité de Versailles, et les dépenses pour la *Reichswehr* devaient monter de 344,9 millions de R. M. à 574,5 millions de R. M.

La Grande-Bretagne ayant fait observer que l'accroissement des crédits militaires violait les clauses du traité de Versailles, le gouvernement national-socialiste répliqua avec cynisme que le traité de Versailles limitait, il est vrai, les armements, mais non pas les dépenses pour les armements.

De 1933 à 1939, la politique extérieure de l'État hitlérien est en fonction de l'effort de remilitarisation ; en octobre 1933, les diplomates allemands quittaient la conférence du désarmement et la Société des Nations ; le 13 mars 1935, Hitler signifiait sa non-acceptation de l'interdiction d'une aviation militaire par le traité de Versailles ; le 16 mars de la même année, il proclamait la réintroduction du service militaire obligatoire ; en mars 1936, les troupes allemandes entraient dans la zone démilitarisée de la Rhénanie, enfreignant par là et le traité de Versailles et le pacte de Locarno ; enfin, en mars 1938, l'annexion de l'Autriche violait les clauses territoriales du traité de Versailles.

Bracher montre que ni le peuple allemand ni les puissances étrangères n'opposèrent de résistance effective à cette course à la guerre. L'accord naval anglo-germanique du 18 juin 1935 revêt pour lui, à bon droit, une importance très grande ; il constitue, en effet, un tournant décisif de la politique internationale ; il signifie la fin de l'isolement de l'Allemagne, la Grande-Bretagne renonçant aux sanctions et acceptant la loi militaire de mars 1935 et, circonstance aggravante, sans en avoir conféré auparavant avec la France et l'Italie. Mais si, de ce fait, le rapporteur attribue une certaine part de responsabilité à la politique anglaise, il estime, toutefois, que l'attitude passive du peuple allemand fut le facteur décisif dans les événements internationaux.

Le professeur Meusel, intervenant alors, souligna la responsabilité de la Grande-Bretagne dans le conflit mondial. Le système de sécurité collective pouvait seul, estime-t-il, garantir la paix. Bien au contraire, la politique de concessions, préconisée par Neville Chamberlain, fut, à son avis, une des causes principales de la deuxième guerre mondiale. Le gouvernement conservateur de Grande-Bretagne jugeait, dit-il, que le national-socialisme constituait le dernier bastion contre le bolchevisme et que, par conséquent, il fallait le conserver ; pour cela, il fallait lui permettre l'expansion, celle-ci devant se faire, naturellement, non à l'Ouest, mais à l'Est, au détriment des peuples slaves et surtout de l'Union soviétique ; pour procurer une sécurité absolue aux peuples occidentaux, il fallait non seulement laisser faire les nazis dans leur poussée vers l'Est, mais encore aplanir les difficultés qu'ils pouvaient rencontrer dans leurs entreprises.

Le professeur Hans Rothfels, intervenant dans la discussion, émit des doutes sur cette explication de la conduite des dirigeants britanniques ; à son avis, le gouvernement conservateur de Grande-Bretagne se serait simplement laissé influencer par le profond amour de la paix du peuple britannique.

Le professeur Meusel répondit qu'il fallait faire une différence entre le sincère amour de la paix du peuple anglais et les froids calculs des dirigeants du *Foreign Office* ; le gouvernement de Neville Chamberlain se serait justement servi abusivement du grand désir de paix du peuple anglais pour le mettre devant cette alternative : soit des concessions, soit la guerre, alors qu'en réalité chaque concession rendait la guerre plus menaçante. Le professeur Meusel rappela que, dès Munich, des réfugiés allemands en Grande-Bretagne avaient prévu les effets désastreux de la politique de concessions à Hitler et

il cite, à cet effet, un article paru en octobre 1938 sous le titre de *Munich and afterwards* dans la revue des émigrés antinazis, *Inside Nazi-Germany* (1).

Le Congrès d'Ulm, dont les caractéristiques ont été la passion de la recherche et un grand désir d'objectivité, a été riche d'enseignements ; il a offert une image claire de l'état des sciences historiques en Allemagne occidentale ; il a prouvé la possibilité de discussions entre représentants de tendances opposées ; il a présenté la montée de jeunes talents et l'on peut dire, à ce sujet, que l'exposé du professeur Bracher, tant par l'intérêt propre du thème choisi que par le mouvement des idées qu'il suscita, fut un des moments les plus intéressants de ce Congrès.

Marcelle Adler-Bresse.

Documents français : la Commission d'armistice

Dès 1945, la *Commission d'Histoire de l'occupation et de la libération de la France* s'était préoccupée de mettre à la disposition des historiens des documents que les règlements en vigueur dans les dépôts d'archives interdisent de communiquer aux chercheurs avant de longs délais. *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice, recueil de documents publiés par le Gouvernement français* (2), matérialisa ce désir. Cette publication, réalisée avec le concours de la Direction des Archives de France, avait été conçue selon un plan très vaste et devait comporter, avec l'impression intégrale des comptes rendus adressés chaque semaine de Wiesbaden à Vichy, celle des documents originaux les plus intéressants analysés ou cités dans ces comptes rendus. Les promoteurs de ce recueil — dont le plus actif fut sans aucun doute Pierre Caron — espéraient ainsi donner à l'étude des rapports franco-allemands de 1940 à 1944 une base documentaire de premier ordre.

Les tomes I (1947), II (1950) et III (1952), établis par MM. Pierre Caron et Pierre Cézard, couvrirent la période du 22 juin 1940 au 19 janvier 1941.

Le *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, qui avait succédé, le 17 décembre 1951, à la Commission d'Histoire de l'occupation et de la libération de la France, tout en assurant la parution du tome III, sous presse à l'époque, décida de réduire le plan primitif. Le travail préparatoire avait montré, en effet, d'une part, que les comptes rendus, bases de la publication, comportaient des longueurs ou des redites et pouvaient sans inconvénients être tronqués, d'autre part que, dès la fin de 1941, la Commission d'armistice ne jouait plus qu'un rôle très effacé dans le dialogue franco-allemand. Après un examen mené sur pièces, aux Archives nationales, par MM. Pierre Renouvin et Pierre Cézard, *il fut décidé de terminer en deux volumes ce recueil de textes, et c'est le premier de ces deux volumes qui est présenté aujourd'hui.*

Au début du volume, après un avant-propos où l'éditeur expose les causes et les modalités du changement de plan de la publication, deux catégories de documents retiennent l'attention : d'une part, ceux qui concernent l'exploitation systématique, au profit de l'Allemagne, de l'économie française (commandes allemandes de matériels de guerre et de munitions, p. 18, 194 ; —

(1) A. Meusel, 23. Versammlung deutscher Historiker in Ulm..., précéd. cité, p. 330.

(2) *La Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice.* Recueil de documents publié par le Gouvernement français, t. IV (19 janvier-21 juillet 1941). Texte établi par M. Pierre Cézard, archiviste aux Archives nationales ; index de M. Abel Doysié. Paris, Imprimerie nationale, Alfred Costes, éditeur, 1957, 1 vol. in-8°, xii-734 p.

programme commun de constructions aéronautiques accordant à l'Allemagne les cinq sixièmes de la production, p. 55, 229, 265, 352, 396 ; — cessions de camions, p. 46, 388), d'autre part, ceux qui ont trait au resserrement du contrôle (multiplication des incidents, p. 125, 177 ; — extension vers l'Afrique du Nord, p. 314 ; — surveillance du trafic des ports de la Méditerranée, p. 300). On note aussi les plaintes françaises sur les conditions du ravitaillement (p. 132) dans un moment où l'organisation « Ostland » prive la France de ses plus riches terres de l'Est (p. 188, 348). Quelques questions, déjà longuement débattues au cours des précédents volumes, font encore l'objet de discussions : prises de guerre (p. 26, 319) ; — dépôt d'or étranger, polonais cette fois (p. 156) ; — frais d'occupation (p. 417, 443) ; — remise au Reich des ressortissants allemands, réfugiés ou déserteurs, en application de l'article 19 de la convention d'armistice (p. 25, 185).

Ceci mène à la longue et courageuse étude adressée le 5 mai à Vichy par le général Doyen, président de la Délégation française. Faite d'après les rapports des préfets de la zone occupée, c'est un véritable bilan des neuf premiers mois de l'occupation ; la conclusion — que le général Doyen approuve entièrement — en est (p. 396) : *Les Allemands de tous grades traitent la France comme un entrepôt à vider et l'immense majorité des Français comme des vaincus corvéables : ceux-ci réagissent normalement en détestant leurs vainqueurs et en nourrissant des espoirs de revanche. Tant qu'il en sera ainsi, il sera difficile de s'avancer beaucoup sur le chemin de la collaboration.*

Paradoxalement, pourtant, dès la fin de ce même mois, les 27 et 28 mai, Darlan, reprenant la politique amorcée par Laval au moment de Montoire, mais interrompue après le 13 décembre, signait les *Protocoles de Paris* (p. 472, 477 et 479). Ces accords comportaient trois parties :

1. *Syrie-Irak.* — La France acceptait d'aider militairement l'Irak (cession de matériels et munitions de Syrie, escales et ravitaillement en Syrie pour l'aviation de l'Axe (cf. p. 426), moyennant un certain renforcement de son potentiel militaire en Syrie.

2. *Afrique du Nord.* — La France acceptait de transporter vers la Libye, via Bizerte, du matériel de guerre et du ravitaillement et de céder à l'*Afrika-Korps*, sur les stocks d'Afrique du Nord, des camions, de l'artillerie lourde, des marchandises de toutes sortes, moyennant, là encore, un renforcement militaire de faible portée et une plus grande liberté de manœuvre pour la flotte et l'aviation ; toutefois, les libérations de prisonniers étaient différées.

3. *A. O. F.-A. É. F.* — La France promettait à l'Allemagne le droit d'utiliser, dans un délai rapide, Dakar comme base aérienne et sous-marine ; en échange, l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine devaient recevoir des satisfactions de détail.

Enfin, le protocole complémentaire du 28 mai se terminait par cette phrase menaçante (p. 480) : *Le Gouvernement allemand fournira au Gouvernement français, par la voie de concessions politiques et économiques, les moyens de justifier devant l'opinion publique de son pays l'éventualité d'un conflit armé avec l'Angleterre et les États-Unis.*

Heureusement, les événements marchaient vite : en Syrie, l'attaque anglo-gaulliste (p. 519, 532, 540), terminée par l'accord de Saint-Jean-d'Acre (14 juillet 1941) (p. 627), rendait caduque la partie I du *Protocole de Paris* ; le 22 juin, l'Allemagne, à court de pétrole, portait la guerre en Russie, et il est curieux de voir que, dès le 4 juin, le général Doyen (p. 503) le laissait prévoir au Gouvernement français. Dès lors, les chances de vaincre que l'Allemagne pouvait avoir au début de l'année parurent beaucoup moins fortes, et l'attentisme redevint en faveur à Vichy. Ainsi, dès l'affaire de Syrie, le Gouvernement français demande l'appui de l'aviation de l'Axe, mais lui refuse

les terrains d'atterrissage indispensables (p. 545-546). Les conversations de Paris pour l'application de la partie II du *Protocole* (p. 560) traînent en longueur, tandis que des grèves éclatent dans le Nord et le Pas-de-Calais (p. 596). Enfin, le 14 juillet, le Gouvernement français fait savoir qu'*il n'est pas possible de passer à l'exécution de la partie II du Protocole du 28 mai, tant que la négociation politique, dans le cadre de laquelle ce protocole est placé, n'a pas abouti* (p. 564 et 589).

L'état de « tension » qui résulta de cette décision dura à peu près jusqu'en novembre. Dans l'immédiat, le général Doyen fut la victime de la mauvaise humeur allemande : il fut mis à la retraite. Mais, avant de quitter Wiesbaden, il avait adressé au maréchal Pétain, à l'amiral Darlan, aux généraux Huntziger et Koeltz un long mémoire intitulé *L'enseignement de dix mois de Wiesbaden* (p. 645). C'est un véritable testament politique où, analysant avec lucidité la situation, il voit l'Allemagne finalement vaincue et « l'Amérique grand arbitre d'aujourd'hui et de demain » (p. 650). Ce magnifique document termine le tome IV.

Le tome V, dernier volume de la publication, est actuellement sous presse à l'Imprimerie nationale et couvrira toute la fin de l'année 1941, avec quelques documents originaux postérieurs. Deux appendices permettront de publier, d'une part, un résumé des rapports franco-allemands jusqu'au début de 1943, d'autre part, des documents importants qui auraient dû, chronologiquement, paraître dans le tome I, mais qui n'étaient pas encore, à l'époque de sa publication, entrés aux Archives nationales.

Pierre Cézard,
Conservateur aux Archives nationales.

LA GUERRE A L'EST

Les services secrets de l'U. R. S. S.

M. Otto Heilbrunn, Allemand d'origine, naturalisé Britannique, a participé du côté anglo-saxon aux procès des criminels de guerre. Il a pu alimenter ses recherches sur certains aspects de la guerre secrète en interrogeant de nombreuses personnalités et en fouillant dans les archives allemandes, anglaises et américaines. Il avait déjà fait part des résultats de ses investigations, en collaboration avec le Brigadier C. Aubrey Dixon, dans *Communist Guerilla Warfare* (1), maintenant traduit en français. Dans un nouvel ouvrage (2), M. Heilbrunn aborde la question sous un angle quelque peu différent.

Se proposant de démonter le mécanisme des *Services secrets soviétiques*, il énumère, en fait, les différents instruments de guerre secrète à la disposition des Soviets — instruments dont les services secrets ne sont qu'un élément — puis expose au moyen de quelques exemples désormais classiques la mise en œuvre de ces moyens pendant la guerre et dans les années qui la suivirent.

Mais M. Heilbrunn nous paraît se heurter à une difficulté majeure : la documentation de base sur le sujet qu'il a choisi est, par la nature même de ce dernier, assez incertaine ; les sources valables sont en nombre limité et ne se renouvellent guère (*Rote Kapelle* en Allemagne, *réseau Rado* en Suisse, *Affaire Sorge* au Japon) ; ces sources ne donnent pratiquement qu'un aspect du problème, les Soviets n'ayant pas jugé opportun de publier des précisions sur l'action de leurs services secrets au cours du conflit. Dans ces conditions, il nous paraît assez audacieux de généraliser et de vouloir reconstituer un schéma d'ensemble à l'aide de ces éléments épars. Tout au plus peut-on envisager l'étude de l'action répressive menée par le contre-espionnage de l'Axe contre les Services secrets soviétiques.

En dépit de ces critiques, l'ouvrage de M. Heilbrunn nous paraît recéler des mérites certains. Tout d'abord, celui de montrer l'unité d'inspiration des divers éléments collaborant à la guerre secrète au profit des Soviets : espionnage, guerre psychologique, action politique sur les prisonniers allemands, action de masse d'une population soulevée contre l'occupant (guérilla). Ensuite, celui d'avoir bien posé — à travers l'exemple yougoslave — le jeu subtil d'une guérilla communiste engagée dans des opérations « triangulaires » à la fois contre l'occupant et contre les guérillas non communistes. On consultera également avec profit des statistiques (d'origine allemande) montrant que les variations dans le temps des pertes subies par les partisans ne sont nullement proportionnelles aux dommages qu'ils causent à l'ennemi (p. 96 et sq.), ainsi qu'une annexe donnant des extraits du règlement soviétique sur l'action des partisans. Les dernières pages du livre contiennent une bonne bibliographie sur la guerre secrète.

A. Fournier.

Un réseau d'espionnage soviétique

Un ouvrage de W. F. Flicke, qui fut pendant la guerre membre des services allemands chargés de la surveillance des émetteurs radio clandestins et du

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 23, juillet 1956, p. 11 : La guérilla communiste.

(2) Otto Heilbrunn, *The Soviet Secret Services*, Londres, George Allen and Urwin Ltd, février 1957, in-8°, 216 pages.

décryptement (*Funkabwehr*), est essentiellement consacré à la description de l'activité d'un réseau d'espionnage soviétique qui a fonctionné en Suisse de 1941 à 1943 et de la lutte des services de contre-espionnage allemands et suisses contre ce réseau (1). L'auteur a eu à sa disposition ceux des messages, envoyés ou reçus par ce réseau, qui ont pu être décryptés par les services allemands ; un grand nombre de ces messages sont cités au long du récit, qui apporte d'intéressantes précisions sur un épisode encore mal connu de la guerre secrète. (Nous avons analysé dans cette *Revue* les *Mémoires* d'un des membres du réseau, l'Anglais Alexander Foote (2).)

Le réseau, dirigé par le cartographe Rado (qui avait travaillé pour l'U. R. S. S. à Paris dès 1934), semble avoir été mis sur pied vers la fin de l'année 1940. Il était, dès cette époque, orienté vers la recherche de renseignements militaires sur l'Allemagne. L'évolution du conflit, l'implantation de la tête de ce réseau hors de la portée du contre-espionnage allemand, enfin l'élimination progressive des sources d'informations dont les Soviets pouvaient disposer en Allemagne même, vont donner rapidement à l'organisation dirigée par Rado une importance considérable : trois postes émetteurs situés à Genève et à Lausanne, 10.000 messages environ adressés à Moscou. Le réseau bénéficia tout au long de sa carrière de la complicité bienveillante du parti communiste suisse : avance de fonds, recrutement de collaborateurs, protection éventuelle contre les mesures de répression de la police fédérale.

Un problème essentiel se pose au sujet du *réseau Rado* : celui des sources du réseau en Allemagne même. La qualité des informations recueillies laisse à penser que ces sources étaient fort bien placées dans l'appareil de guerre nazi (haut-commandement de la *Wehrmacht* et de l'*armée de terre*, *ministère des Affaires étrangères*, *Chancellerie du parti*, etc...). Mais notre curiosité à ce sujet n'est pas satisfaite, pas plus que ne le fut celle des services de contre-espionnage allemands. Flicke se fait l'écho des soupçons de ces derniers à l'égard d'une haute personnalité du régime nazi ; se fondant sur le pseudonyme dans le réseau d'un journaliste suisse qui servait de relai aux informations (*Pakbo*, qui aurait pu signifier *Parteikanzlei Bormann*), il formule l'hypothèse selon laquelle Bormann lui-même, désireux de contracter une assurance en cas de défaite, n'aurait pas été étranger à la transmission d'informations aux Russes par l'intermédiaire du réseau (?).

Un groupe fonctionna parallèlement en Allemagne même jusqu'à l'automne 1942 : il s'agit du réseau appelé par les services allemands *l'orchestre rouge* (*die Rote Kapelle*). Les techniciens allemands constatèrent un renforcement de l'activité du *réseau Rado* après l'élimination des moyens de transmission radio de la *Rote Kapelle* ; ils en conclurent que Rado avait pu reprendre la liaison avec certaines sources de cet « orchestre », restées en place en dépit de la répression. En fait, aucune des sources de Rado en Allemagne ne semble avoir été détectée.

Nous sommes mieux renseignés sur les collaborateurs de Rado en Suisse ; ce dernier était en contact avec le groupe de l'ancien chancelier Wirth, en exil. Mais le personnage le plus curieux est certainement le journaliste Rossler (pseudonyme Lucie), qui transmit des informations de premier plan, notamment la date exacte de l'attaque allemande de juin 1941 : cet Allemand émigré, qui travaillait comme expert du service de renseignement suisse, accepta de faire bénéficier Rado des informations qu'il recueillait en Allemagne et des lumières que lui procuraient ses contacts avec le S. R. suisse. Il semble que

(1) W. F. Flicke, *Agenten funken nach Moskau*, Neptun Verlag, Kreuzlingen, 1954, in-8°, 348 pages.

(2) A. Foote, *Handbook for spies* (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1953, p. 82).

Rado n'ait jamais pu connaître les sources exactes de *Lucie* en Allemagne même et la façon très rapide dont les informations lui parvenaient (1).

Les services de contre-espionnage allemands découvrirent, semble-t-il, l'existence du réseau dès août 1941 ; en octobre, ils réussissaient le premier décryptement de message ; un an plus tard, ils avaient réalisé de notables progrès, parvenant à percer les messages de la Centrale à Rado. Mais les connaissances qu'ils acquirent de la sorte leur révélèrent l'existence de fuites très importantes de secrets militaires et produisirent sur eux un effet plutôt déprimant. Les services allemands tentèrent de mieux localiser les postes émetteurs : selon Flicke, ils obtinrent du gouvernement de Vichy, en octobre 1942, l'autorisation de procéder à des repérages radiogoniométriques depuis la zone non occupée. En 1943, ils semblaient avoir identifié la plupart des collaborateurs de Rado en Suisse ; mais ils ne firent pas bénéficier les services suisses des résultats de leurs patients efforts.

L'activité de Rado sur le territoire suisse constituait une violation flagrante de la neutralité helvétique. Aussi la police fédérale employa-t-elle d'assez gros moyens pour neutraliser le réseau. Dans l'été 1942, un courrier est arrêté ; en novembre, une perquisition échoue au domicile d'un des opérateurs radio.

Au cours de l'automne 1943, les coups de la répression pleuvent sur le réseau : les trois postes radio sont successivement éliminés et de nombreux documents sont saisis ; les fonds viennent à manquer. Rado propose sans succès à Moscou de chercher appui auprès des services britanniques ; il ne lui reste plus qu'à disparaître de Suisse.

L'affaire Rado trouve sa conclusion — provisoire — en novembre 1947 : Rado, son épouse et le radio Foote sont condamnés par défaut ; trois autres collaborateurs de Rado sont condamnés à des peines de prison.

Il est difficile de porter un jugement sur le profit exact que les Russes ont pu retirer des informations transmises par le *réseau Rado*. Il ressort cependant, des télégrammes cités dans l'ouvrage, que de nombreux secrets ayant trait à la conduite des opérations sur le front de l'Est sont parvenus par ce canal à la connaissance de l'État-Major soviétique.

A. Fournier.

Lettres de Stalingrad

Des lettres d'officiers et de soldats de l'armée Paulus, écrites peu après la fête de Noël 1942 (2), sont connues parce que les sacs postaux qui les contenaient furent retenus, et le courrier dépouillé sur l'ordre du commandement suprême allemand, soucieux de connaître le moral d'une armée encerclée et dont le sort était déjà désespéré. Les lettres, dit la Préface, furent classées en cinq catégories : partisans de la guerre : 2,1 % ; léger scepticisme : 4,4 % ; incrédulité totale dans la victoire : 57,1 % ; hostilité marquée au régime : 3,4 % ; indifférence : 33 %. Elles furent remises à un membre du parti nazi chargé d'écrire un livre documentaire sur la bataille de Stalingrad. Sans doute, cette entreprise sembla-t-elle trop dangereuse, car le livre ne parut jamais. Mais les copies authentiques des lettres ont été retrouvées dans les Archives de l'armée allemande et quelques-unes d'entre elles ont été publiées — sans le nom de leurs auteurs — par l'éditeur G. Bertelsman Mohn Co sous le titre *Letzte Briefe aus Stalingrad*. Des extraits de sept d'entre elles ont déjà paru

(1) Rossler a été arrêté à nouveau en 1951 par les Suisses pour espionnage, au profit, cette fois, de la Tchécoslovaquie ; il a été condamné en novembre 1953.

(2) *Lettres de Stalingrad*, Paris, Corréa, 1957, 19 × 12, 134 pages.

dans le livre intitulé *Les jeunes du monde devant la guerre* (Gallimard, collection « Air du Temps »), recueil de lettres de soldats tués à l'ennemi ou de condamnés à mort de toutes nationalités, réunies par Jean Lartéguy. Dans le livre que leur consacre *Corréa*, Charles Billy donne la traduction des trente-neuf lettres sélectionnées par l'éditeur allemand. Elles ont été évidemment choisies pour leur pathétique et pour leur variété, mais ne représentent pas les sentiments des soldats de Von Paulus dans les proportions qui sont indiquées dans la Préface : aucune d'elles, par exemple, n'est « en faveur de la guerre », aucune, non plus, « en faveur de l'ennemi ». Quelques-unes semblent prouver que certains combattants, bien que sensibles aux extrêmes difficultés de la situation, aux souffrances endurées, ne se posent pas de questions sur la manière dont finira la bataille. A notre grand étonnement, certaines autres paraissent uniquement préoccupées de nourriture, de paquets, de festins de Noël : mais n'y a-t-il pas, parfois, volonté de dissimuler aux familles le caractère sinistre des derniers combats? La plupart des lettres, cependant, montrent que leurs auteurs ne se faisaient aucune illusion sur l'issue de la bataille de Stalingrad, sinon sur l'issue du conflit, dont personne ne parle. Certaines sont hostiles à la guerre en soi et au nazisme, bien qu'en termes voilés et prudents — sans doute à cause de la censure et des conséquences graves qu'aurait pu entraîner pareille opinion — et bien que le nom de Hitler soit rarement prononcé. La plus violente est celle du fils d'un général à son père qui, par une conception altière du devoir, a refusé de l'enlever à l'enfer de Stalingrad : il menace de déserter, déshonneur suprême aux yeux du vieil officier... Plusieurs lettres sont belles et dignes, recommandations d'un mari, d'un père qui savent qu'ils ne reverront jamais les leurs... D'autres sont désespérées, comme celle du pianiste dont les mains sont gelées ou de l'officier honteux de la lâcheté de ses soldats, ou du croyant qui a perdu la foi : comment croire en Dieu en face d'une telle tragédie?

Toutes sont intéressantes au point de vue psychologique : elles peignent les réactions d'êtres jeunes devant la mort, une mort qui est ressentie comme inéluctable — et bien plus les réactions devant la *mort* que devant la *peur*, comme l'indique la Préface. La peur proprement dite est absente de ces lettres. Ce qu'on y voit, c'est l'horreur devant une situation désespérée, la colère de constater que, militairement, on n'ait pas su, en haut lieu, prévoir le désastre, porter secours à l'armée encerclée, qu'on ait, délibérément, sacrifié tant de vies humaines... Mais on ne constate de révolte brutale que dans un cas ; dans les autres, il s'agit plutôt de tristesse, de désespoir, de résignation. On se dit qu'en semblables circonstances les réactions de soldats français auraient été plus amères, qu'ils auraient âprement critiqué l'incapacité de leurs chefs ou la folie d'une politique qui aboutissait à une telle catastrophe...

Marie Granet.

La défense de Breslau

Le journal *Welt am Sonntag* a publié, de janvier à avril 1956, sous le titre *So fiel Breslau* et *Als General in Gefangenschaft*, les souvenirs du général allemand Niehoff, qui commanda la place forte de Breslau du 4 mars 1945 jusqu'à sa reddition, le 5 mai suivant.

Ces souvenirs, recueillis et rédigés par F. Lynder, se rapportent aux deux derniers mois de la vieille cité allemande et aux dix années de captivité que subit ensuite le général Niehoff. Depuis le 16 février, la ville, qui comptait encore 180.000 habitants, était complètement investie ; les Russes avaient même fait brèche dans la ligne de défense principale. Avec ses nombreux

ponts sur l'Oder, Breslau était un nœud important de communications, dont la possession eût permis aux Russes de pousser rapidement en direction de Berlin et de Vienne. Niehoff, qui commandait une division de l'armée Schörner, reçut, le 1er mars, l'ordre de la défendre « jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche », sous peine de condamnation à mort et de l'arrestation de sa femme et de ses cinq enfants. Son prédécesseur, qui était probablement victime de ses démêlés avec le *gauleiter* Hanke, était relevé de ses fonctions et traduit en conseil de guerre.

Transporté en avion, Niehoff atterrit péniblement sous les obus ennemis. Son premier soin, après avoir inspecté la garnison, forte de 35.000 hommes, fut d'interdire toute immixtion dans le commandement militaire au *gauleiter* Hanke, petit tyranneau peu intéressant, qui devait s'enfuir à la veille de la reddition de Breslau.

Bien pourvue en vivres, la place était extrêmement pauvre en munitions. Soumise jour et nuit à de violents bombardements, qui en firent un monceau de ruines, elle allait cependant tenir encore deux mois contre les attaques répétées de la VIe armée russe, comptant une dizaine de divisions et une forte artillerie. Elle facilita et couvrit ainsi le repli d'une portion importante de la population civile et des troupes allemandes.

Ce succès fut dû à l'énergie du général Niehoff, au bon esprit de la population civile, à un excellent réseau téléphonique enterré, grâce auquel on put maintenir de bonnes liaisons de commandement à l'intérieur de la place, en même temps que capter les ordres et les renseignements de l'ennemi — et aussi, semble-t-il, aux erreurs et à l'insuffisance tactique de celui-ci, qui ne sut pas varier ses attaques et dont les pertes en hommes paraissent avoir été supérieures à celles des assiégés.

Au lendemain de la reddition de Breslau, Niehoff fut d'abord traité par les généraux russes comme une manière d'hôte d'honneur et associé malgré lui à leurs manifestations de joie. Il eut ainsi l'occasion de faire de curieuses observations sur leur mode de vie, leur luxe, leurs festins et la liberté de leurs mœurs. Sans doute cherchait-on, par ce traitement anormal, à obtenir son adhésion au *Comité de l'Allemagne libre*, dont les représentants jouissaient d'avantages contrastant singulièrement avec la dureté et la brutalité du régime des prisonniers. Au cours des longues promenades qui lui donnaient l'illusion de la liberté, il put aussi se rendre compte des souffrances, à la fois physiques et morales, qu'endurait la population civile et qui faisaient regretter à celle-ci les jours et les nuits terribles du siège.

En juin, Niehoff, qui ne s'était pas laissé séduire, fut remis entre les mains de la *N. K. V. D.* et transféré dans un camp de prisonniers, d'abord en Allemagne, puis en Russie. En 1949, il fut arrêté, emprisonné à Moscou comme inculpé de crimes de guerre, ce dont il se défend. En juillet 1950, il passa en jugement et fut condamné à mort ; mais, par faveur spéciale, cette peine fut commuée en vingt-cinq années de travail forcé dans l'Oural. Il fut libéré en octobre 1955.

Ce témoignage aurait, certes, plus de poids s'il était signé de Niehoff lui-même et si, publié dans un journal, il ne pouvait être soupçonné d'avoir subi l'influence de préoccupations politiques actuelles. Il est néanmoins assez intéressant, notamment en ce qui concerne les camps, les prisons et les tribunaux soviétiques (quoiqu'il ne nous apprenne rien de nouveau à ce sujet), pour mériter d'être signalé.

Général Lestien.

NOTES ET NOUVELLES

UN SEIGNEUR DE LA POLITIQUE

Haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation nationale, M. L. Planté a été un des collaborateurs directs de M. de Monzie pendant ses séjours rue de Grenelle, et cette circonstance lui a valu d'être choisi par la femme qui veilla sur les dernières années de l'ancien ministre pour que lui fussent confiés, afin de les classer et puis de les utiliser en vue d'une biographie, les papiers disséminés, après les aventures de l'occupation et de la libération, entre les mains de leurs possesseurs. Ainsi a pu être mise sur pied une remarquable biographie (1) qui se distingue à la fois par l'intérêt de son contenu et la qualité éminente de son style. Le commerce prolongé entre Monzie et Planté a été assez prolongé et assez intime pour que l'auteur ait cru pouvoir tenter une interprétation juste et cohérente d'une personnalité difficile à enfermer dans le réseau d'une biographie. A vrai dire, M. Planté avait-il envisagé d'écarter de lui cette tâche difficile et délicate qu'il pensait devoir réserver à un des plus anciens amis et des collègues les plus qualifiés du ministre, M. Léon Bérard. Je ne regrette pas cette substitution, car certaines réserves qu'impliquait le choix de celui-ci ne sont pas de mise avec M. Louis Planté et, même en retraçant les temps compliqués où Monzie a dû subir les inquiétudes de l'isolement, puis les questions d'une information judiciaire, il a su garder le ton et l'objectivité exigés, et qui savent s'accorder avec la plénitude d'un accord intellectuel et sentimental avec son modèle.

Nous n'avons pas à retracer ici, dans ses traits généraux, la biographie écrite par M. L. Planté. Celui-ci a suivi Monzie depuis sa naissance dans un milieu bien défini et dans une province bien localisée, et tout de suite c'est le défilé d'une jeunesse tumultueuse, avec le passage à Stanislas, les hésitations entre la philosophie et l'histoire, le choix d'une carrière qui finit par se fixer sur le barreau et des amitiés multiples dont l'une se fixera sur une autre intelligence de qualité, Henri de Jouvenel. La seconde partie du livre est consacrée à l'existence ministérielle de Monzie, introduit d'abord à l'instruction publique, comme chef de cabinet, par le ministre Chaumié, et l'on put être stupéfait de la dextérité intellectuelle de Monzie, qui, dans les complications de la politique et les exigences de l'administration, arriva à se classer comme un esprit original, une volonté sans défaillance, une intelligence avisée, car rien ne l'empêche d'affirmer sa forte personnalité et de choisir des délassements de qualité, comme d'écrire des livres comme ses *Veuves abusives*, ou de patronner des entreprises d'envergure comme l'*Encyclopédie française*. Il a le don des formules frappantes comme des décisions nettes et claires, et, à l'*Éducation nationale* — c'est à lui qu'est due cette dénomination définitive du *ministère de l'Instruction publique* — comme aux *Travaux publics*, il s'affirme dans sa forte personnalité et sa volonté vigoureuse.

(1) Louis Planté, *Un grand seigneur de la politique, Anatole de Monzie (1876-1947)*, Paris, Clavreuil, 1955, in-18, 376 pages.

De pareilles et si rares qualités dans le personnel gouvernemental étaient à la disposition de la France quand se dessine et éclate le grand drame de la seconde guerre mondiale, et c'est ici que le livre de M. Planté, élaboré avec des documents originaux, est justiciable de notre *Revue*. Monzie, homme de la paix, qu'il avait préconisée en bataillant pour la reconnaissance de l'U. R. S. S., et connaisseur sans merci des réalités françaises, a été hostile à la guerre contre l'Allemagne, issue encore plus du drame tchèque que de la tragédie polonaise. Il a fait tous ses efforts pour garder le contact avec l'Italie, plus confiant en Mussolini qu'en Ciano, et certaines lettres de M. Yvon Delbos publiées dans le livre nous indiquent chez Monzie les illusions persistantes en un pays dont il pensait que la présence à Rome de vieux amis, Jouvenel et Lagardelle, aurait fixé la sympathie du côté de la France. Mais les efforts pacifistes de Monzie allaient se heurter à un complexe irréductible, et, dans ce Vichy qu'il abhorrera au point d'éviter les routes qui y conduisent quand il est obligé d'y passer, se réalise la pauvre dictature du Maréchal. Et il y a dans les pages de la troisième partie tout un ensemble de textes et de réflexions qui pourront être utilisés pour une information complète sur les intrigues des ministres de Pétain et les minces résistances de celui-ci à l'emprise allemande. On pourra discuter sur le comportement du ministre, regretter qu'il ne se soit pas rangé du côté de la Résistance, encore qu'on doive faire état d'une indéniable diminution d'alacrité physique du fait des suites médiocres d'une opération à sa jambe gauche, mais deux choses sont indéniables, c'est l'opposition grandissante de Monzie à la politique progressivement pitoyable de Vichy — et toute une série de pamphlets ont marqué en traits de feu la façon dont Monzie la jugeait — et sa constante vertu d'intégral Français mettant à la disposition de ses amis persécutés — n'en suis-je pas un authentique témoin? — l'action d'une influence qui n'avait pas encore perdu toute sa force.

Il aurait pu arriver à cet homme politique je ne sais quelle aventure tragique comme celle dont son successeur, Jean Zay, fut victime. Il échappa, de même, aux naturelles violences d'une libération dont il n'a pas su estimer les qualités et jusqu'aux défauts fatals. Son goût de la pure justice l'a conduit jusqu'à trouver dans les démarches de M^me^ Laval une espèce de grandeur antique. Lui-même a été l'objet d'une information judiciaire à la *Haute-Cour de Justice*, mais l'enquête du juge Marchal n'aboutit pas à dresser contre l'activité intellectuelle du pamphlétaire jamais désarmé une accusation valable. Oui, mais l'homme est à bout. Cette vie de travail et de passion qui a été la sienne a épuisé ses forces, et, quand il meurt, il est honoré, à des obsèques de l'église Saint-Sulpice, le 11 janvier 1947, d'un immense concours d'une foule venue de presque tous les coins de l'horizon politique, rendant hommage — dans le silence total qu'il avait prescrit des chants et des discours — à cette grande intelligence qui s'était éteinte, à ce cœur innombrable qui s'était dépensé pour tant de causes et pour tant d'êtres. M. Planté a intitulé son dernier chapitre « Le triomphe des Jivaros », où il est fait allusion à ces Indiens de l'Amérique du Sud qui arrivent à réduire aux proportions d'une boule de billard la tête de ces hommes pensants qui ont été les victimes de leur cruauté, et il y a, en effet, dans ce grand abandon où Monzie a fini de mourir, quelque chose qui rappelle les cruelles pratiques des sauvages hypocritement rénovées par les civilisés prétendus d'une capitale oublieuse.

Georges Bourgin.

UNE LETTRE DU PRÉSIDENT PAUL REYNAUD

A la suite de la publication, dans le nº 27 de notre Revue, *du compte rendu des mémoires du général de Gaulle, par M. Henri Michel, nous avons reçu du président Paul Reynaud la lettre suivante :*

Je vous signale seulement une inexactitude en ce qui concerne (page 34) le projet de remplacement du général Weygand par le général Hunziger, dont vous dites : « que Reynaud n'ose pas nommer ».

En effet, un Comité de Guerre s'étant réuni à l'improviste à Briare, je laissai le général de Gaulle aller seul, le 11 juin, voir, sur le front de Montmédy, le général Hunziger, à qui nous avions pensé pour succéder au général Weygand. Le général de Gaulle me dit de lui en arrivant à Briare : « Bien, mais sans plus », et ne m'en reparla plus.

Peut-être peut-on trouver l'explication de ce jugement dans le récit de cette entrevue qu'a fait le général Hunziger à M. Henri Massis, alors capitaine à son cabinet. Celui-ci a rapporté (1) que, le 15 juin, le général Hunziger lui a raconté que le général de Gaulle était venu lui offrir, le 11 juin, de prendre le commandement des armées pour organiser et défendre une tête de pont au Cotentin ou dans la presqu'île armoricaine, qu'il avait trouvé ce projet « absurde » et qu'il était, comme le général Weygand, partisan de l'armistice.

Voilà qui expliquerait, et au delà, la réserve du général de Gaulle à son endroit et le fait qu'il n'ait plus été question de lui...

Paul Reynaud.

UN HISTORIQUE DE DIVISION

La 43e Division, créée avant la dernière guerre dans la région qui fut jadis le royaume anglo-saxon de Wessex, a pris part à la campagne à partir de son débarquement le 24 juin 1944 en Normandie jusqu'au 5 mai 1945 ; à cette dernière date, elle se trouvait entre Brême et Hambourg. Elle a eu la chance d'être conduite depuis le début des opérations jusqu'à la fin par le même chef, le Major-General Thomas, qui l'avait instruite depuis 1942, et son histoire a été écrite par le commandant de l'une de ses trois brigades d'infanterie, le Brigadier (promu plus tard Major-General) H. Essame, qui, lui aussi, a fait entièrement la campagne (2). En dépit de ses pertes (12.482 tués, blessés, prisonniers), elle a conservé une grande homogénéité que le récit fait nettement ressortir.

Dans cet ouvrage, il n'y a aucune place pour l'examen critique des décisions prises aux divers échelons du commandement. On n'y trouvera aucune copie d'ordres. Mais les faits, relatés dans les moindres détails, aideront le chercheur à éclaircir des points obscurs. La lecture du récit est aisée. Suivant les phases successives de l'histoire de la Division, d'abord depuis le débarquement jusqu'au passage de la Seine, en passant par la bataille de l'Odon, la cote 112, le mont Pinson et le Noireau, puis les affaires coûteuses de Nimègue, celles de la Roer et du Reichswald, nous sommes conduits jusqu'au passage du Rhin et de là jusqu'à la prise de Brême. Dans cette dernière partie de la campagne, les pertes furent encore sensibles, mais la certitude de la victoire exaltait le

(1) *Hommes et mondes*, janvier 1955.

(2) Major-General H. Essame, *The 43rd Wessex Division at war 1944-1945*, Londres E. C., 4, Clowes and sons, Little New Street, 1952, in-8º, 291 pages, 21 croquis.

moral. Écrit avec le souci de rappeler aux survivants de la 43e Division et aux historiens toutes les actions mémorables accomplies, toujours avec bienveillance, souvent avec une touche de l'humour anglais, le livre est agréable à lire et il sera utile aux historiens de la campagne. Un seul reproche, qui s'applique surtout aux croquis de la première moitié de l'ouvrage : leur reproduction est un peu confuse, et c'est dommage, car l'ouvrage est édité avec grand soin.

G. Renondeau.

L'ACTION AÉRIENNE SUR LES OPÉRATIONS

Voici exposés les différents problèmes qui peuvent se poser aux commandements de l'avenir en partant de l'expérience du dernier conflit. En même temps, l'auteur (1) s'efforce de présenter au public des informations susceptibles de l'armer, au moins moralement, contre les dangers que feront courir aux populations les engins aéronautiques. Il est évident que la mine est riche à exploiter.

Au cours de la *deuxième guerre mondiale*, l'aviation a été employée dans un très grand nombre de missions différentes : bombardement, reconnaissance, transport de personnel ou de matériel, appui de l'armée et de la marine, sans oublier les fusées à très longue portée et les engins téléguidés dont elle est à l'origine.

Malgré ce déploiement de moyens, il ne semble pas que l'auteur fasse siennes les théories de l'Italien Douhet. Il reconnaît le rôle joué par les bombardements de Hiroshima ou de Nagasaki, mais il nous paraît tenir encore pour les liaisons avec les autres armes, liaisons seules capables d'intervenir pour mettre fin à la guerre, à moins que l'emploi des bombes atomiques ou à hydrogène ne mettent fin au conflit faute de combattants.

Toutes ces questions sont examinées dans le livre d'Asher Lee : on en voit l'importance. Il ne répond pas toujours aux questions que nous voudrions lui poser en conclusion de ses pensées. Les données actuelles ne lui permettent pas de définir la décision de l'avenir. Quoi de plus typique à cet égard que les deux citations prises chez des spécialistes de la défense antiaérienne : « Il n'y a pas de défense contre la bombe atomique ; il ne peut y avoir aucune interception effective des forces de bombardement malgré les réseaux de radar, les engins téléguidés et les chasseurs supersoniques. » Tandis qu'un autre parle « de ces grands bombardiers qui sont essentiellement des appareils fragiles, relativement empotés dans leur vol, et incapables de résister aux moyens de défense moderne ».

Naturellement, le lecteur est déçu. Il aurait aimé lire une parole rassurante. Il n'y en a pas. Les bombes atomiques et à hydrogène ont radicalement changé les éléments de la guerre et ont placé une écrasante responsabilité sur les épaules des politiques et des stratèges. Ajoutons-y l'emploi des gaz, des microbes, etc.

R. Villate.

PILOTE DE CHASSE

Theo Osterkamp, as de la chasse allemande pendant la première guerre mondiale (2), se trouva rendu à la vie civile par la défaite de 1918 et gagna dès

(1) Asher Lee, *Air Power*, Londres, s. d., 200 pages.

(2) Théo Osterkamp, *Avant tout pilote de chasse*, Éd. France-Empire, 1955, 348 pages.

lors sa vie en vendant des automobiles. C'est dans cette occupation qu'il fut rappelé par la Marine pour prendre le commandement d'une station d'hydravions d'entraînement à Holtenau, sur la Baltique. C'est en cette qualité qu'il reçut les avions d'une escadre de croiseurs américains, venus en visite à Kiel. Il noua amitié avec les pilotes, qui l'invitèrent à se rendre aux États-Unis. Quand il s'y rendit, l'aviation de la Marine comme celle de l'Armée l'adoptèrent et lui ouvrirent tous leurs secrets avec une belle générosité. Comme contre-partie, Osterkamp alla également faire un séjour en Russie soviétique comme instructeur.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, Osterkamp fut naturellement enrôlé dans la *Luftwaffe* nouvelle, mais il faillit la quitter presque aussitôt, parce qu'on ne voulut pas, tout d'abord, l'affecter à l'aviation de chasse. Il obtint satisfaction, reçut le commandement d'une école, puis, à la veille de la guerre, celui d'une escadrille de chasse, avec laquelle il fit la campagne de France. Placé ensuite à la tête d'une escadre, il fut chargé des premières attaques contre la *R. A. F.*, pour préparer le débarquement en Angleterre. A Noël 1940, Hitler vint visiter les escadres de chasse sur la côte de la Manche. Osterkamp, convoqué dans le train spécial, eut une conversation particulière avec lui et reconnut alors toute la suffisance et les insuffisances de l'homme qui conduisait l'Allemagne vers son destin. Toutes ses illusions se dissipèrent ; il songea à quitter l'aviation, mais se résigna à rester pour essayer de préserver ses camarades dans toute la mesure du possible. En octobre 1943, il écrivit au maréchal Milch une lettre courageuse à la suite de laquelle il fut relevé de ses fonctions, frappé de sanctions disciplinaires et placé sous la surveillance de la *Gestapo*.

Le général Osterkamp est sans doute le seul pilote de chasse du monde à avoir remporté une victoire aérienne en tant qu'officier général. Le livre est écrit avec humour, riche en épisodes amusants et imprévus. On y respire d'un bout à l'autre un amour intense pour le métier de pilote de chasse, exprimé avec une largeur, une générosité d'esprit qu'on ne rencontre pas toujours dans les ouvrages allemands similaires. On y trouve aussi une explication extrêmement intéressante de la bataille d'Angleterre qui ouvre des aperçus originaux.

Commandant Jouan.

SUR LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE

Au témoignage de M. A. Fabre-Luce, « on peut donner le nom collectif de *révolution européenne* aux modifications de la structure internationale et sociale entraînées par les deux guerres mondiales » (1). Soit ; à la réserve près que le bouleversement en question n'a pas limité ses effets à la seule Europe. Mais le livre reste, cependant, une histoire purement politique où n'est retenue que l'action gouvernementale. Et l'on y retrouve des thèses chères à l'auteur depuis qu'il publiait, en 1924, un livre contre la paix élaborée à Versailles. On ne peut s'empêcher de remarquer que l'on y retrouve le même parfum de défaitisme ou de pacifisme outrancier qui fait, à chaque instant, la part trop belle aux adversaires de la France, même lorsqu'ils se nomment Hitler ou Mussolini. Tout cela à grand renfort de citations habilement choisies ou découpées. On se gare des possibles contradicteurs en les qualifiant d'historiens « officiels ». On évite les dosages nécessaires en mettant sur le même plan,

(1) Alfred Fabre-Luce, *Histoire de la révolution européenne*, Paris, Domat, 1950, in-8°, 353 pages.

dans l'étude des origines de la guerre de 1914, la volonté dominatrice du germanisme et les sentiments français à l'égard de l'Alsace-Lorraine. Naturellement, beaucoup de machiavélisme et d'arrière-pensées belliqueuses sont prêtés aux hommes d'État français, tel Poincaré. Et que d'appréciations effarantes sur des événements déjà lointains comme sur d'autres plus proches de nous ! Je n'en citerai que deux. D'abord, ce rappel historique des résultats de la guerre de 1870 : « Gambetta lui (à la France) avait coûté l'Alsace, plus trois milliards » (p. 287). Voici maintenant (p. 222), à propos d'Hitler : « Il a fait périr beaucoup d'hommes, mais il en a fait naître davantage. » Un regret persistant : celui de ne pas avoir un bloc européen étroitement soudé, à l'exclusion des Slaves et des Anglo-Saxons ; on se doute que l'auteur eût accepté, même de Hitler, une pareille assurance contre les forces de subversion sociale, et que son idéal, maintenu depuis 1924, de la « paix sans victoire » s'accommoderait d'une défaite française.

Henri CALVET.

LES JEUNES DEVANT LA GUERRE

Ce n'est pas un intérêt historique qu'il faut rechercher dans ces pages, mais la réaction de la conscience de tous les êtres jeunes (1), quelle que soit leur nationalité, leur origine sociale, leur appartenance politique, devant la mort, et devant la notion « d'ennemis », quelle que soit la guerre qui les fait périr (deuxième guerre mondiale, guerre de Corée, d'Indochine, etc.), quel que soit leur rôle dans cette guerre, combattants ou partisans. La mort change pour eux de visage si elle apparaît seulement « probable » quand ils sont combattants, certaine quand ils écrivent leur dernière lettre avant leur exécution. Aucune des lettres des fusillés français de la dernière guerre n'est inédite et, si émouvants que soient les témoignages, l'historien n'y trouve aucun élément nouveau de connaissance ou d'appréciation de la deuxième guerre mondiale.

Olga WORMSER.

(1) *Les jeunes du monde devant la guerre*, documents recueillis par Jean LARTEGUY, Gallimard (coll. « L'air du temps »), 1955, in-8°, 201 pages.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Bardèche (Maurice). — Il est difficile d'écrire l'Histoire, *Déf. Occident*, sept. 1957, pp. 3-9.

Difficulté d'accéder aux archives de guerre. Ce qu'elles sont devenues, en France, notamment, où elles n'ont guère été exploitées que par des cours de justice ou des historiens « sûrs », avant d'être « stérilisées » aux Archives nationales.

* Dull (Paul S.) and Umenura (Michael Takaaki). — *The Tokyo Trials : a functional index to the Proceedings of the International Military Tribunal for the Far East*, Ann Arbor, The Univ. of Michigan Press, 1957, in-8°, 96 p.

K 12-j godovščine pobedy nad fašistskoj Germaniej [Pour le 12e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne fasciste], *Let. gaz. statej*, nos 21, 22, 1957.

Bibliographie d'articles de journaux soviétiques.

[Michel (Henri)]. — L'œuvre du Comité de la deuxième guerre mondiale. Une interview de son secrétaire général, M. Michel, par Robert Rosa, *Cah. fr.*, juin 1957, p. 22-25.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Asenbach (W. v.). — *Adolf Hitler. Sein Kampf gegen die Minusseele. Eine politische - philosophische Studie aus der Alltagsperspektive*, Buenos-Aires, Editorial Prometheus, 1955, in-8°, 206 p.

Ouvrage apologétique dont la diffusion a été interdite en Allemagne.

* Bamm (Peter). — *Sous l'étendard invisible*. Trad., Paris, Plon, 1957, in-8°.

Un médecin allemand sur le front de l'Est.

*Baur (Hans). — *J'étais le pilote de Hitler*. Trad., Paris, Éditions France-Empire, 1957, in-8°, 320 p.

Bollotti (Enzo). — Il « Diario » di Rosenberg, *Mov. di Liber. in Italia*, avril-juin 1957, pp. 67-81.

*Boyle (Andrew). — *L'homme qui sema le feu (No passing glory)*. Trad. de l'anglais, Paris, Amiot-Dumont, 1957, in-8°, 236 p.

*Capoferri (Pietro). — *Venti anni col fascismo e con i sindacati*, Milano, Gastaldi, 1957, in-16, 321 p., ill.

*Cattaui (Georges). — *Charles de Gaulle*, Paris, Editions Universitaires, 1957, in-8°.

* Conrad (Walter). — *Der Kampf um die Kanzeln. Erinnerungen und Dokumente aus der Hitlerzeit*, Berlin, Töpelmann, 1957, in-8°, 152 p., ill.

Crozat (Jacques). — Une année au Portalet avec les cinq prisonniers de Vichy. Blum, Mandel, Daladier et Gamelin vus par le médecin qui les assista, *Figaro littéraire*, 12 oct. 1957, pp. 1 et 7.

* D'Aroma (Nino). — *Vent'anni insieme. Vittorio Emanuele e Mussolini*, Bologna, Cappelli, 1957, in-16, 396 p., ill.

Les rapports entre le roi et Mussolini, au cours du « ventennio ».

*Decoux (Jean). — *Adieu, Marine !*

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

Borda, 1901 — Gouvernement général de l'Indochine, 1945, Paris, Plon, (1957), 412 p., pl. h. t.

*Dollmann (Eugen). — *Du Capitole à la Roche Tarpéienne*, Paris, Presses de la Cité, 1957, in-8°.

Trad. de *Roma nazista.*

*Dorgelès (Roland). — *La drôle de guerre*, Paris, Albin Michel, 1957, in-8°, 327 p.

L'auteur était correspondant de guerre ; de septembre 1939 à juin 1940.

*Galland (Adolf). — *The First and the last. The rise and fall of the German fighter forces 1938-1945.* Trad. from the German..., New York, Ballantine Bks, 1957, in-8°, 284 p., ill.

Harding (P.). — Churchill vu par le maréchal Alanbrooke, *Écrits de Paris*, sept. 1957, pp. 81-88.

*Hoare (Sir Samuel). — *Neuf années de crise.* Trad., Paris, Amiot-Dumont, 1957, in-8°.

Lewis (Gordon K.). — On the character and achievement of Sir Winston Churchill, *Canadian J. of polit. and econ. Science*, mai 1957, pp. 173-194.

*Maine-Lombard (Pierre). — *Ceux du béton*, Paris, Éditions Louvois (1957), in-8°, 254 p., pl. h. t.

(Combats et panache). Sur la ligne Maginot, 1939-1940.

Mourin (M.). — L'étrange évasion de Rudolf Hess, *Mir. de l'Histoire*, août 1957, p. 188-197.

*Rawnsley (C. F.) and Wright (Robert). — *Night fighter.* Forew. by John Cunningham, New York, Holt, 1957, in-8°, 382 p., ill.

Le combat de nuit ; développement de la technique et de la tactique au cours de la deuxième guerre, par deux pilotes de chasse.

Saint-Exupéry (Antoine de). — Lettres de guerre à un ami (1940). Devant la mort, *Figaro littéraire*, 27 juill. 1957, pp. 1-7.

Pages inédites sur la « drôle de guerre ».

Strumph Wojtkiewicz (St.). — Wspomnienia o generale Sikorskim [Souvenirs sur le général Sikorski], *Zycie Warszawa*, n° 157, 4 juill. 1957, p. 3.

Par l'ancien officier de presse près les Forces Combattantes Nationales (N. W.).

* Tugwell (Rexford Guy). — *The Democratic Roosevelt. A biography of Franklin D. Roosevelt*, New York, Doubleday, 1957, in-8°, 712 p., ill.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Basler (Werner). — Die Sowjetunion une die kollektive Sicherheit vor dem zweiten Weltkrieg, *D. Aussenpolitik*, mai 1957, pp. 407-414.

Bodensieck (Heinrich). — Die Politik der Zweiten Tchechoslowakischen Republik (Herbst 1938-Frühjahr 1939), *Z. f. Ostforschg.*, avril 1957, pp. 54-71.

*Euler (Heinrich). — *Die Aussenpolitik der Weimarer Republik 1918-1923*, Aschaffenburg, Pattloch, 1957, in-8°, 471 p.

**Les origines secrètes de la guerre 1939-1945*, par René d'Argile, Jacques Béarn, P.-A. Cousteau, J. Ploncard d'Assac, Henry Coston, Henri Lebre, Michel de Mauny, Paris, La Librairie française, 1957, in-8°, 288 p.

Numéro spécial des « Lectures françaises ».

*Roos (Hans). — *Polen und Europa. Studien zur polnischen Aussenpolitik 1931-1939*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1957, in-8°, xi-421 p.

(Tübinger Studien zur Geschichte u. Politik, Nr. 7.)

Zourek (Jaroslav). — Opinions erronées sur l'accord de Munich de 1938, *Bull. de droit tchécoslovaque (Prague)*, 1956, n° 3-4, pp. 362-366.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Assmann (Kurt), Vize-Adm. — *Deutsche Strategie in zwei Weltkriegen*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1957, in-8°, 216 p.

Ermens (P.), lieutenant général. — Les problèmes du commandement au cours de la campagne d'Abyssinie (1941), *L'Armée, la Nation*, 1er juin 1957, pp. 1-18, carte.

La force publique belge en Abyssinie, de mars 1941 à la capitulation de Saio, le 3 juillet 1941.

*Fleming (Peter) [pseud. de Moth]. — *Operation Sea Lion. The projected invasion of England in 1940. An account of the German preparations and the British countermeasures*, New York, Simon and Schuster, 1957, in-8°, 323 p., ill., cartes.

Korak (A.). — 3 plany Rydza-Smigłego [3 plans de Rydz-Smigly], *Zycie Warszawy*, n° 208, 2 sept. 1957, p. 3-4.

Les 6, 8 et 13 septembre 1939 sur le Narev, la Vistule et le Dniestr. (Extr. d'une brochure éditée clandestinement à Varsovie sous l'occupation : « Wojna polsko-niemiecka 1939 : La guerre germano-polonaise de 1939 ».)

Hubert (Henryk), lieutenant-colonel. — Szturm Pragi [L'assaut de Praga], *Zycie Warszawy*, n°s 217-218, 12-13 sept. 1957, pp. 3-4.

Les 9-13 septembre 1944 au faubourg de Varsovie.

Iwanowski (W.). — Bitwa nad Bzura w 1939 roki [Combat sur la Bzura en 1939], *Słowo Powszechne*, n° 217, 11 sept. 1957, pp. 4-5, carte avec ordre de bataille.

L'auteur, général de réserve, faisait partie de l'état-major de l'armée « Poznan », le 10 septembre 1939.

*Koeltz (Louis), général, du cadre de réserve. — *Comment s'est joué notre destin. Hitler et l'offensive du 10 mai 1940*, Paris, Hachette, 1957, in-8°, 252 p., carte h. t.

La genèse du plan d'opérations allemand de 1940.

Vanwelkenhuyzen (Jean). — Le plan allemand du 24 février 1940, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1957, pp. 3-9, cartes.

La nouvelle directive pour le plan de concentration « Jaune » présentée par von Brauchitsch.

Wanty (Émile). — Fallait-il attaquer par les Balkans?, *R. gén. belge*, juill. 1957, pp. 55-67.

Wilson (Maj.-Gen. B. T.). — Reflections on operation « See Loewe », *Army Quart.*, juill. 957, pp. 185-195, plan h. t.

Pourquoi l'invasion de la Grande-Bretagne n'aurait pu réussir.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*Ačkasov (V. I.), Vajner (B. A.). — *Krasnoznamennyj Baltijskij flot v Velikoj Otečestvennoj Vojne* [La flotte de la mer Baltique au cours de la Grande Guerre nationale], Moskva, Voenizdat, 1957, 400 p.

*Bragadin (Marc'Antonio), commander. — *The Italian Navy in World War II*, Annapolis, U. S. Naval Institute, 1957, in-8°, 396 p., phot., cartes.

Trad. américaine de « Che ha fatto la Marina ».

*Bykofsky (Joseph) and Larson (Harold). — *The Transportation Corps : Operation overseas* (U. S. Army in World War II ; Technical Services), Washington, Gov. Print. Off., Supt. of Doc., 1957, in-8°, 688 p., cartes jointes en étui.

Die erfolgreichsten deutschen U-Boote des Zweiten Weltkrieges, *Marine Rundsch.*, juin 1957, pp. 118-120, tabl.

Philibert (P.-L.-F.), colonel. — Une base franco-américaine (1944-1945), *R. Hist. Armée*, numéro spécial, 1957, pp. 125-136.

La *Continental Base Section* de Dijon et son rôle dans la campagne de 1944-1945.

*Stauffer (Alvin P.). — *The Quartermaster Corps*. Vol. IX : *Operations in the War against Japan*, Washington, Gov. Print. Off., Supt. of Doc., 1956, in-8°, 373 p., ill., cartes.

(U. S. Army in World War II : Technical Service.)

*Terrett (Dulany). — *The Signal Corps ; the Emergency (to December 1941)*, Washington, Gov. Print. Off., Supt. of Doc., 1956, in-8°, 396 p., pl. h. t.

(U. S. Army in World War II : Technical Service.)

*Thompson (George Raynor) and others. — *The Signal Corps : the Test (December 1941 to July 1943)*, Washington, Gov. Print. Off., Supt. of Doc., 1957, in-8°, 636 p., ill., cartes.

(U. S. Army in World War II : Technical Service.)

*Willoughby (Lieut. Malcolm F.). — *The U. S. coast guard in World War II*, Annapolis, U. S. Naval Institute, 1957, in-8°, 360 p., phot., cartes.

UNITÉS

*Erskine (David). — *The Scots Guards*,

1910-1955, London, Clowes, 1957, in-8°, xx-624 p., cartes et pl. h. t.

Guerre en Norvège, en Afrique du Nord, en Italie, en France, en Allemagne.

34 Divisions-Geschichten erschienen, 44 geplant, *D. Soldat*, oct. 1957, pp. 212-214.

Tableau des historiques de régiments de la deuxième guerre mondiale.

Krolikiewicz (Tadeusz). — Lotnictwo polskie na frontach II Wojny Swiatowej [L'aviation polonaise sur les fronts de la deuxième guerre mondiale], *Skrzydlata Polska*, juin 1957, n° 23-24, pp. 24-25.

Les divisions 306 à 315 de juin 1944 à mai 1945 ; la division 304 « Poniatowski » de bombardement.

Wyszkowski (Mieczysław). — Polskie dywizjony na Zachodzie [Les divisions polonaises en Occident], *Skrzydlata Polska*, n°s 26, 25 juin-juill.

La 306e division de chasse Torun.

OPÉRATIONS

Basreev (A.). — Istoričeskaja pobeda [Victoire d'une portée historique], *Voen. Vest.*, n° 12, déc. 1956, pp. 7-15.

La victoire de Moscou de 1941.

Bekker (C.). — Le « Bismarck » s'enfonce dans les flots, *Historia*, juin 1957, pp. 551-558.

Par l'auteur de « La Kriegsmarine lutte et meurt ».

Besançon (J.). — La fin du « Prince of Wales » et du « Repulse », *R. mar.*, juin 1957, pp. 712-726, carte, ill., graph.

Coulés par l'aviation japonaise, le 10 décembre 1941, à l'est de la péninsule malaise.

*Blumenstock (Friedrich). — *Der Einmarsch der Amerikaner und Franzosen im nördlichen Württemberg im April 1945*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 1957, in-8°, vii-264 p., ill.

*Brou (Willy Charles), major. — *Combat beneath the sea*. Transl. from the French, New York, Crowell, 1957, in-8°, 251 p., ill.

Épisodes de la guerre sous-marine, torpilles humaines, sous-marins, etc.

*Buchner (Alex), Oberleutnant. — *Der deutsche Griechenland Feldzug. Die Operationen der 12. Armee 1941*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1957, in-8°, 150 p., ill.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. XIV.)

Buchner (Alex). — Eine Flankenbedrohung ausgeschaltet. Sicherung des Vorstosses zur Aisne. Nachtgefecht um das « weisse Haus » von Juvigny, *D. Soldat*, juill. 1957, pp. 216-219, carte.

5 juin 1940. Combat au sud de Coucy-le-Château, près du canal de l'Oise à l'Aisne.

Buchner (Alex). — Sturmgeschütze, Pak und Infanterie im Zusammenwirken. Der Vorstoss der verst. I. Inf. Reg. 125. gegen die Rupel-Enge, *D. Soldat*, sept. 1957, pp. 280-282, carte.

Frank (Hermann). — Verteidigung am Tschutowa, *Allg. schw. mil. Zt.*, juill. 1957, pp. 505-519.

Opérations du 523. I. R. au ruisseau de Tschutowa, septembre-octobre 1941.

Grasser (A.). — Die Narwafront 1944, *Baltische Hefte*, avril 1957 (à suivre).

Les combats défensifs en Esthonie par le commandant en chef du front de la Narva.

Grudzinski (Antoni), Col. — Capitulacja Wilhelmshaven [La capitulation de Wilhelmshafen], *Tygod. Powszechny (Cracovie)*, n° 22, 2 juin 1957, p. 6, phot.

Souvenirs d'un des chefs de la 1re division blindée polonaise.

Gvozdenović (Dusan). — Desant 5 brigada 21 divizije preko Dunava 11-12 aprila 1945 god [L'attaque de la 5e brigade de la 21e division effectuée sur le Danube les 11 et 12 avril 1945], *Vojnoistor. glasnik* (Belgrade), n° 2, avril 1957.

Contre les positions allemandes de la rive opposée.

Hautecler (G.), commandant. — La « parachutite », *L'Armée, la Nation*, 1er juill. 1957, pp. 19-26, ill.

La panique devant les attaques présumées de parachutistes, la question des fausses nouvelles pendant la campagne de Belgique en mai 1940.

Hautecler (G.). — La prise du fort de Boncelles, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1957, pp. 21-22, ill.

11-16 mai 1940. Ce fort faisait partie de la position de Liège.

Ivanović (Miladin). — Borbe 23 srpske udarne divizije na r. Uni krajem aprila 1945 godine [Les combats livrés par la 23e division de choc serbe sur la rivière Una, fin avril 1945], *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nº 2, avril 1957, pp. 3-20.

Jacobsen (H. A.). — Les opérations de la 6e armée allemande du 10 au 28 mai 1940, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1957, pp. 10-20, ill., tableaux.

*Jars (Robert). — *Les campagnes d'Afrique. Libye, Égypte, Tunisie (1940-1943)*, Paris, Payot, 1957, in-8º, 250 p., cartes.

(Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre.)

Kissel (Hans), Gen.-maj. a. D. — Verteidigung des Dnjestr-Brückenkopfes Koschniza im Frühsommer 1944 (Zugleich ein Beitrag zum Thema : Selbsthilfe der Truppe), *Allg. schw. mil. Zt.*, août 1957, pp. 593-607, cartes.

Opération de la 335.-I. D. dans la boucle du Dnjestr, mai-juin 1944.

Lummitsch (Rudolf). — Moskau hält 50.000 Panzer bereit. Aus der Geschichte der Sowjetischen Panzerwaffe, *D. Soldat*, août 1957, pp. 236-238 (à suivre).

*Majdalany (Frederick). — *The Battle of Cassino*, Boston, Houghton, 1957, in-8º, 317 p., ill., cartes.

Mathews (S. T.). — Avec les Américains de la 5e armée, mai 1944, les Français ouvrent la route de Rome, *R. Hist. Armée*, numéro spécial, 1957, pp. 137-156.

Meister (Jürg). — Die letzte Landungsoperation im Osten. Das misslungene Unternehmen gegen die Insel Suursaari, *D. Soldat*, août 1957, pp. 243-245, cart.

*Melzer (Walther), General d. Inf. — *Albert-Kanal und Eben-Emael*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1957, in-8º, 141 p., ill.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd XIII.)

*Merriam (Robert E.). — *The Battle of the Bulge*, New York, Ballantine Books, 1957, 192 p.

Réédition d'un livre publié en 1947 à la lumière des sources militaires allemandes connues depuis.

Mordal (J.). — L'échéance, *Miroir Hist.*, oct. 1957, pp. 415-432.

Débâcle allemande.

*Morison (Samuel Eliot). — *The Invasion of France and Germany 1944-1945...*, Boston, Little, Brown, 1957, in-8º, xxviii-360 p., carte et pl. h. t.

(History of United States Naval Operations in World War. Vol. XI.)

*Musnikov (A. N.). — *V bojakh za Vyborg i Petrozavodsk* [La lutte pour Vyborg et Petrozavodsk], Moskva, Voenizdat, 1957, 104 p.

Nikolaev (V.). — Krepost' na Černomor'e [Une citadelle au bord de la mer Noire], *Grazdanskaja aviacija*, 1957, nº 2, p. 13.

La défense d'Odessa, 1941.

Nobuo Fujita, enseigne de la Marine impériale japonaise. — Récits de guerre japonais, *R. mar.*, oct. 1957, pp. 1239-1264, ill.

Bombes incendiaires sur l'Orégon, lancées d'un avion partant du sous-marin I-25 (9 et 29 septembre 1942).

Nord (P.). — L'antiquaire anéantit une Panzerdivision, *Historia*, août 1957, pp. 160-167.

La destruction de la Panzerdivision « Hohenstangen », les 4-5 mai 1944, grâce aux renseignements fournis par Hubert de Lagarde.

Opišanskaja (K. Ja.). — Stavropol'cy na frontakh Velikoj Otečestvennoj Vojny [Ceux de Stavropol sur le front pendant la Grande guerre nationale], *Trudy Stavsel'. Khoz. inst.*, 1957, nº 7, pp. 23-28.

*Phillips (N. C.). — *Italy*. Vol. I : *The Sangro to Cassino*, Wellington, Department of International Affairs, War History Branch, 1957, in-8º, xvi-387 p., carte et pl. h. t.

(Official history of New Zealand in the Second World War 1939-1945.)

*Powell (Michael). — *La bataille du Rio de la Plata*. Trad., Paris, Presses de la Cité, (1957), in-8º, 314 p.

*Powell (Michael). — *Death in the South Atlantic : the last voyage of the*

« *Graf Spee* », New York, Rinehart, 1957, in-8°, 247 p., carte.

*Rayner (Commander A.). — *The Enemy below*, New York, Holt, 1957.

Épisodes de la guerre navale : destroyers contre sous-marins.

Rommel (J.), Gen. dyw. — Wrzesien 1939 r. (Wspomnienie) [Septembre 1939 (Souvenirs)], *Tryb. Ludu*, n° 237, 28 août 1957, p. 3, phot.

L'attaque aérienne, par le chef de la défense de Varsovie en 1939.

Roskosz (Stanisław). — Z Brygada Podhalanska do Narviku [Avec la brigade de Podhalie à Narwick], *Kierunki*, juill. 1957, n°s 27-29, pp. 3, 12, 12, phot.

Ryelandt (Daniel). — Leçons de la campagne de 1940, *R. gén. belge*, juin 1957, pp. 90-96.

A propos du combat de Chabrehez (10 mai 1940) et sur les actions individuelles.

Trgo (Fabinan). — Njemacka operacija « Citen » i protivnapadi 8 korpusa NOVJ [L'opération « Ziethen » et la contre-offensive du 8e corps de l'Armée de libération nationale yougoslave], *Vojnoistor. glasnik* (Belgrade), n° 2, avril 1957, pp. 21-55.

Les combats en Croatie (1943).

Wehrmeister (Lieut. R. L.). — Divine wind over Okinawa, *U. S. Naval Inst. proceedings*, juin 1957, pp. 633-641, phot.

Les attaques des *Kamikaze* contre la flotte américaine pendant la bataille d'Okinawa.

Westphal (Siegfried). — Erfahrungen aus dem Italien-Feldzug, *Allg. schw. mil. Zt.*, juill. 1957, pp. 489-497.

*Woodward (David). — *Les embusqués du large (The secret raiders). Histoire des opérations effectuées par les navires marchands allemands armés en corsaire au cours de la deuxième guerre mondiale*. Trad. de l'anglais, Paris, Flammarion (1957), in-8°, 250 p., pl. h. t.

*Woodward (David). — *The « Tirpitz » and the battle of North Atlantic*, New York, Berkley Pub. Co., 1957, in-8°, 186 p., ill.

Zav'alov (A. S.), Kaljadin (T. E.). — *Bitva za Kavkaz* [La bataille pour le Caucase, 1942-1943], Moskva, Voenizdat, 1957, 215 p.

RELATIONS DIPLOMATIQUES

Cempalov (I. N.). — Politika anglo-francuzskogo bloka na Balkanakh v period « strannoj vojny » [La politique du bloc anglo-français dans les Balkans pendant la « drôle de guerre »], septembre 1939-mai 1940, *Uč. zap. Ural'sk Inst.*, 1957, n° 16, pp. 100-137.

D'après les documents publiés à Washington. — Le Canada proposait, en 1940, l'envoi de six divisions en Afrique du Nord si le Gouvernement décidait de poursuivre la guerre contre l'Axe, *Monde*, 9 juill. 1957, p. 5.

D'après les *Foreign Relations of the U. S. A.*, 1940, vol. II.

**Documents on German foreign policy, 1918-1945*. Series D, vol. X : *The War years June 23-August 31, 1940*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°, 615 p.

*Feis (Herbert). — *Churchill, Roosevelt, Stalin. The war they waged and the peace they sought*, Princeton, N. J., Princeton Univ. Press, 1957, in-8°, 703 p., cartes.

Les vicissitudes de la coalition Amérique-Grande-Bretagne-U. R. S. S. au cours de la guerre. L'auteur aurait utilisé des notes inédites de Averell Harriman.

**Foreign relations of the United States 1940*. Vol. II : *General and Europe, June-December 1940*, Washington, Gov. Print. Off., 1957.

Les relations diplomatiques américaines avec l'Europe en guerre.

*Mourin (Maxime). — *Le drame des États satellites de l'Axe, de 1939 à 1945. Reddition sans condition*, Paris, Berger-Levrault, 1957, in-8°, 275 p.

La Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Finlande entre l'Axe et les Alliés.

Pineau (G.), colonel. — L'aide américaine (1939-1957), *R. Hist. Armée*, numéro spécial, 1957, pp. 179-189.

L'aide militaire et économique à la France.

*Weissberg (Alex). — *L'histoire de Joël Brand*, Paris, Seuil, 1957, in-8°, 256 p.

Tractations au sujet des Juifs hongrois.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Adelsberger (Lucie). — *Auschwitz. Ein Tatsachenbericht. Das Vermächtnis der Opfer für uns Juden und für alle Menschen*, Berlin, Lettner Verl., 1956, in-8°, 176 p.

**Belsen*, Tel-Aviv, Society for the Belsen survivors, 1957, in-8°, 203 p.

Brodskij (E. A.). — Osvoboditel'naja bor'ba sovetskikh ljudej v fašistskoj Germanii [La lutte de libération des citoyens soviétiques en Allemagne fasciste, 1943-1945], *Vopr. ist.*, 1957, pp. 85-99.

Bibliographie.

Düpow (Otto Karl). — Kriegsgefangene in der Bretagne, *Nation Europa*, juin 1957, pp. 31-37.

Prisonniers allemands en 1945.

Floris (George A.). — Prisoner in Russia, *European*, juin 1957, pp. 251-255.

Compte rendu du livre du lieutenant roumain Gyula Zathureczky, fait prisonnier en décembre 1944.

*Hiess (Joseph). — *Glasenbach, Buch einer Gefangenschaft*, Wels, Verl. Welsermühl, 1956, in-8°, 258 p.

Itigin (A.). — Tol'ko ne sdavat'cja [Il faut tenir bon], *Smena*, 1957, n° 9, p. 14.

Une prisonnière soviétique à Auschwitz et à Ravensbrück.

*Mackie (Philip). — *Hurrah! the flag*, London, A. Deutsch, 1957, in-8°, 224 p.

La guerre en Italie. Souvenirs d'un prisonnier des Italiens.

*Marquez (Adalia). — *Blood on the Rising Sun. A factual story of the Japanese invasion of the Philippines*, New York, De Tomko publishers, 1957, in-8°, 262 p.

Témoignage sur l'occupation de Manille et les sévices infligés aux prisonniers (dont fut l'auteur).

*Maurel (Micheline). — *Un camp très ordinaire*. Préface de François Mauriac, Paris, Les Éditions de Minuit, (1957), in-8°, 192 p. (Documents.)

Camp de Neubrandebourg.

Pape (Richard). — Entre les griffes de la Gestapo, *Historia*, sept. 1957, pp. 247-254.

P. G. néo-zélandais.

*Schreiber (Boris). — *Le droit d'asile*, Paris, Denoël, 1957, in-8°, 352 p.

Occupation et déportation.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Vulliez (A.). — Le « cas Doenitz », *R. Deux Mondes*, 15 sept. 1957, pp. 297-312.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Brome (Vincent). — *L'histoire de Pat O'Leary, agent secret*, Paris, Amiot-Dumont, 1957, in-8°.

*Morgan (William). — *The O. S. S. and I.*, New York, W. W. Norton, 1957, in-8°, 288 p.

Souvenirs d'un membre du U. S. Office of Strategic Services, qui fut notamment chargé de missions en France occupée.

*Seth (Ronald). — *Secret servants. A history of Japanese espionage*, New York, Farrar, Strauss and Cudahy, 1957, in-8°, 288 p.

L'activité des services japonais dans la préparation de la guerre et l'attaque de Pearl Harbor.

*Young (Gordon). — *L'espionne n° 1, celle qu'on appelait la « Chatte »*, Paris, Fayard, 1957, in-8°.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Lloyd (M. H.). — *Food and inflation in the Middle East 1940-1945*, Stanford Univ. Press, 1957, in-8°, 390 p., carte h. t.

(Studies on food, agriculture and World War II.)

ALLEMAGNE

**Die grosse Not Danzig-Westpreussen 1945, zusammen gestellt im Auftr. der Landsmannschaft Westpreussen von Hans Jürgen von Wilckens-Wilckenswalde*. Lübeck, Landsmannschaft Westpreussen, 1957.

Les combats et l'exode en Prusse occidentale en 1945.

*Eisen (Heinrich). — *Der Schienenwolf*, Darmstadt, C. Röhrig, 1957, in-8°, 436 p.

Les cheminots allemands pendant la deuxième guerre mondiale.

Kersten (Kurt). — Das Ende Willi Münzenbergs. Ein Opfer Stalins und Ulbrichts, *D. Rundschau*, mai 1957, pp. 484-498.

La fin du publiciste antinazi Willi Münzenbergs, auteur du « Braunbuch », près de Saint-Marcellin, en juin 1940.

Meier-Welcker (Hans). — Die geistigen Kräfte in der deutschen Wehrmacht seit Beginn des 20. Jahrhunderts, *Wehrw. Rundsch.*, sept. 1957, pp. 491-505.

*Radandt (Hans). — *Kriegsverbrecherkonzern Mansfeld. Die Rolle des Mansfeld- Konzerns bei der Vorbereitung und während des zweiten Weltkrieges*, Berlin, Verl. Tribüne, 1957, in-8°, 292 p.

Rodenberger (A.). — La mort de Dresde. Trad. par B. Vorge, *Déf. Occident*, sept. 1957, pp. 74-80.

**S. S. im Einsatz*, Berlin, Kongress-Verl., 1957, in-8°, 632 p., ill.

**Waffen-SS im Bild*, Göttingen, Plesse-Verl., 1957, in-8°, 248 p.

ÉTATS-UNIS

*Broom (Leonard), Kitsure (John I.). — *The Managed casualty. The Japanese-American family in World War II*, Berkeley, University of California Press, 1957, in-8°, 230 p., cartes, diagr.

Le statut des familles nippo-américaines pendant la guerre aux États-Unis : leur évacuation, leur relogement.

*Moellering (Ralph Luther). — *Modern war and the American churches : a factual study of the Christian conscience on trial from 1939 to the cold war of today*, New York, Amer. Press, 1957, in-8°, 141 p.

Chapitres III et IV sur la deuxième guerre mondiale.

*Perkins (Dexter). — *The New Age of Franklin Roosevelt 1932-1945*, Chicago, Univ. of Chicago Press, 1957, in-8°, 202 p.
(Chicago Hist. of Amer. civilization.)

L'administration Roosevelt et les changements qu'elle apporta dans l'économie, la politique intérieure et étrangère des États-Unis.

Radica (Bogdan). — O radu Hrvata u ASA za vrijeme proslog. rata [L'activité des Croates aux États-Unis pendant la dernière guerre], *Hrvatska Rev.* (Buenos Aires), mars 1957, n° 1, pp. 52-60.

FINLANDE

*Lundin (C. Leonard). — *Finland in the Second World War*, Bloomington, Indiana Univ. Press, 1957, in-8°, 312 p.
(Ind. Univ. publ., Slavic and East Europ. ser., N° 6.)

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Boudot (F.). — Pour une histoire de la captivité. Souvenirs de qualité, *Annales*, mars 1957, pp. 132-140.

Le caporal épinglé, par J. Perret.

*Céline (Louis-Ferdinand) [pseud. de Destouches]. — *D'un château l'autre*. Roman, Paris, Gallimard, 1957, in-8°, 315 p.

Vision « apocalyptique » de Sigmaringen.

*Cousteau (Pierre-Antoine). — *Les « lois de l'hospitalité »*, Paris, La Librairie française, 1957.

Son séjour en différents camps d'Europe occidentale avant d'être remis à la justice française en vue de jugement par la Haute-Cour.

Episkoposov (M.). — Put' mužestva [Le chemin du courage], *Ogonek*, 1957, n° 19, pp. 21-22.

Participation de prisonniers soviétiques à la lutte des partisans français contre les fascistes.

*Frizell (Bernard). — *Dix jours en août (Ten days in August)*. Roman. Trad. de l'américain par Jeanne Fournier-Pargoire, Paris, Flammarion, 1954, in-8°, 284 p.
(La rose des vents.)

Sur la libération de Paris.

*Granet (Marie), Michel (Henri). — *« Combat », histoire d'un mouvement de*

résistance de juillet 1940 à juillet 1943, Paris, P. U. F., 1957, in-8°, 330 p.

Groussard (Serge). — Ce jour-là... 16 juillet 1942. Les portes de l'enfer, *Express*, 12 juill. 1957, pp. 17-18.

Les premières arrestations massives de Juifs dans Paris occupé.

H. G. et F. C. — Madagascar dans la guerre. — *R. Fr. libre*, juin 1957, pp. 25-29.

Le nouveau procès Pétain, *R. Fr. libre*, oct. 1957, pp. 4-29.

Plaidoirie de Me Maurice Blum visant à justifier l'action de la Confédération nationale des Combattants volontaires de la Résistance contre les partisans du maréchal Pétain (1re Chambre civile, 22 mai à 1er juin 1957).

Mattei (J.-B.). — Le ralliement des îles Wallis, *R. Fr. libre*, juin 1957, pp. 18-21.

*Mesnil-Amar (Jacqueline). — *Ceux qui ne dormaient pas*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1957, in-16, 192 p.

1944-1946, fragments de journal. Résistance juive en France.

Michel (Henri). — La Résistance dans les P. T. T. : La source K, *R. des P. T. T.*, mai-juin 1957, pp. 11-17.

L'organisation des postes d'écoute des communications allemandes en France sur les lignes à grande distance. L'action de Robert Keller et son arrestation, en 1942, et celle du capitaine Combaux.

*Starcky (G.). — *L'Alsacien*, Paris, Éditions France-Empire, 1957, in-8°, 304 p.

Le tragique destin des « malgré nous ».

Vianson-Ponte (Pierre). — Ce jour-là..., le 18 juin 1940, tout le monde croyait que le destin français se jouait à Bordeaux ou à Munich. Il se jouait à Londres, *Express*, 21 juin 1957, pp. 5-8.

L'appel de de Gaulle et le premier jour de la France Libre. « Le 18 juin 1940 heure par heure ».

Vigneras (Marcel). — Le réarmement des Français (octobre 1942-mai 1945), *R. Hist. Armée*, numéro spécial 1957, pp. 113-124.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Inman (P.). — *Labour in the Munitions Industries*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°.

(Official History of the Second World War.)

*Parker (H. M. D.). — *Manpower*, London, H. M. S. O., 1957, in-8°.

(Official History of the Second World War.)

HONGRIE

*Macartney (Carlile Aylmer). — *A History of Hungary. 1929-1945*, New York, Praeger, 1957, 2 vol. in-8°, 506 et 519 p., cartes.

ITALIE

Amendola (Giorgio). — I Settari dell' antifascismo, *Rinascita*, avril 1957, pp. 190-191.

L'auteur reproche à Ernesto Rossi de négliger le rôle des communistes dans son livre intitulé *No, al fascismo*. Cf. la réponse de Rossi : I Falsari dell'Antifascismo, *Ponte*, mai 1957, pp. 687-701.

*Massara (E.). — *Crimini dei nazifascisti nella provincia di Novara*. Raccolta di episodi e di documenti della Resistenza, Novara, « La Foresta Rossa », 1956, in-8°, 184 p.

Un Memoriale del Partito d'Azione sull'insurrezione di Milano, 19 febbraio 1945, *Mov. di Liber. in Italia*, avril-juin 1957, pp. 52-60.

**Morti e dispersi per cause belliche nelle anni 1940-1945*, Roma, Instituto Centrale di Statistica, 1957, in-8°, IX-89 p., 6 annexes.

Statistiques officielles des pertes humaines de guerre (militaires et civiles) subies par l'Italie.

Extraits commentés dans *Doc. Vita ital.*, juin 1957, pp. 5297-5300.

**No al fascismo. A cura di Ernesto Rossi.* Scritti di Umberto Calosso, Aldo Garosci, Manlio Magini, Egidio Reale, Carlo Rosselli, Ernesto Rossi, Massimo Salvadori, Gaetano Salvemini, Enzo Tagliacozzo, Alberto Tarchiani, Torino, Einaudi, 1957, in-8°, 304 p.

Anthologie des meilleures pages de l'antifascisme.

Perotti (Berto). — L'Assalto agli Scalzi del Luglio 1944 alla luce di nuove rievocazioni e testimonianza, *Mov. di Liber. in Italia*, avril-juin 1957, pp. 61-66.

La libération de Giovanni Roveda de la prison « degli Scalzi », à Vérone, le 17 juillet 1944.

Relazione sull'attività militare svolta dall formazione patriottiche operanti alle dipendenze del comando XI zona dell'Esercito di Liberazione Nazionale III. Esercito di Liberazione Nazionale comando di zona, *Mov. di Liber. in Italia*, avril-juin 1957, pp. 13-48.

Un Resoconto di Himmler sulla vista a Mussolini dall'11 al 14 ottobre 1942, *Mov. di Liber. in Italia*, avril-juin 1957, pp. 49-52.

Impressions de Himmler sur sa visite à Rome. D'après une pièce microfilmée du « Dossier Himmler » existant à la *Library of Congress* et dont la photocopie est conservée à l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich.

Rossi (Ernesto). — La Chiesa e il fascismo. L'Uomo della Providenza, *Mondo*, 2 et 16 juill. 1957, pp. 11-12.

Mussolini et l'Église.

Ventura (Carlo). — La Stampa clandestina a Trieste dal 1943 al 1945. II : La Stampa clandestina dal maggio 1945 all'inizio dell'amministrazione alleata, *Mov. di Liber. in Italia*, avril-juin 1957, pp. 3-12.

JAPON

*Maxon (Yale Candee). — *Control of Japanese foreign policy. A study of civil-military rivalry. 1930-1945*, Berkeley, Univ. of Calif. Press, 1957, in-8°, 292 p.

La rivalité entre les éléments civils et les militaires au Japon pour le contrôle de la politique extérieure.

POLOGNE

Churchill o granicach Polski. List do Stalina z 1944 r. [Position de Churchill à l'égard des frontières de la Pologne. Lettre à Staline de 1944], *Tryb. Ludu*, n° 241, 1er sept. 1957, p. 2.

Lettre du 1er février 1944 sur la Prusse Orientale et la frontière Oder-Neisse.

Iranek-Osmecki (Jerzy). — The Thaw and the Home Army, *Pol. Affairs* (Londres), juill. 1957, n° 7, pp. 7-9.

Critique des publications faites en Pologne sur cette organisation de résistance et extraits des circulaires du Comité central du parti communiste en 1946 et 1947.

*Kolos (Ivan). — *Varšava v ogne* [Varsovie en feu], Moskva, Voenizdat, 1956, 108 p.
1939-1945.

Muzycka (Ludwik) [pseud. Benedikt], Pluta-Czachowski (Kazimierz) [pseud. Kuczaba]. — Pravda i niepravda o Armii Krajowej. Polemika z Janem Rzepeckim [Vérité et contre-vérité sur l'Armée intérieure. Polémique avec Jan Rzepecki], *Tygod. Powszechny*, 16 juin 1957, n° 24, pp. 3-4 et 12.

L'article du colonel Rzepecki « Les documents parlent » a paru dans *Po Prostu*, puis sous le titre « Wspomnenia i przyczinki historyczne ». Réponse de J. Rzepecki : « Le pamphlet ne sert pas la vérité », dans *Nowa Kultura*, n° 26, 30 juin 1957, pp. 3 et 7.

Rzepecki (Jan). — Przyczynek do historii NSZ i AK [Contribution à l'histoire des Forces Armées Nationales et de l'Armée intérieure], *Po Prostu*, 2 juin 1957, n° 22, p. 4.

Skarzynski (A.). — Pierwsze pertraktacje z Niemcami w sprawie kapitulacji powstania [Les premières tractations avec les Allemands en vue de la capitulation des insurgés], *Zycie Warszawy*, 18 sept. 1957, n° 222, pp. 3-4.

A Varsovie en 1944.

Skarzynski (Aleksander). — U zrodeł decuzji o Powstaniu [De l'origine de la décision du soulèvement], *Tryb. ludu*, 1er août 1957, n° 210, p. 3.

Slepakov (A.). — Proval imperialističnikh planiv ščodo vstanovlennja radjans'ko-pol'skogo kordonu v roki drugoj svitovoï vijni [L'échec des plans impérialistes pour le rétablissement de la frontière polono-soviétique pendant la deuxième guerre mondiale], *AN USSR. Inst-t istorii. Nauč. zap.*, 1956, n° 7, pp. 268-281.

Tentatives en vue du retour à la Pologne des territoires annexés par l'U. R. S. S.

Szaniawski (Jan). — Ostatnie dni powstanczego Zoliborzu [Les derniers jours du soulèvement de Zoliborz], *Tryb. ludu*, n° 269, 29 sept. 1957, p. 4.

Témoignage d'un chef de l'Armée populaire (A. L.).

Tuszynski (Waldemar). — Pierwsi wyruszyli w boj [Les premiers qui entrèrent en lutte], *Tryb. ludu*, 15 mai 1957, n° 132, carte.

L'organisation et l'activité de la Garde populaire en 1942.

ROUMANIE

Nitu (Ch.). — Udzial Wojsk Rumunskih w wojne antyfaszystowskiej (23 VIII 1944-9 V 1945 r.) [La participation des armées roumaines à la guerre antifasciste du 23 août 1944 au 9 mai 1945], *Studia i materialy do historii sztuki wojennej* (Varsovie), 1946, t. III, pp. 43-66, carte h. t.

Abrégé d'un article paru dans la revue du ministère des Forces armées de la République populaire roumaine *Culture militara*, n° 3, 1954.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Ehler (Sidney Z.). — Les nazis à Prague. I : La vérité sur l'assassinat de Reinhard Heidrich ; II : La tragédie de Lidice, *Monde*, 19-20 juin 1957, p. 3.

Kropilak (Miroslav). — Vojenske operacie v slovenskom narodnom povstani. Bojove akcie I CS armady [Opérations militaires pendant l'insurrection slovaque. Actions de guerre de la 1re armée tchécoslovaque], *Histor. časopis* (Bratislava), 1957, n° 1, pp. 7-39.

La guerre de libération nationale en Tchécoslovaquie.

Nemecti fašisti chteli vyhladit naš narod [Les fascistes allemands voulaient exterminer notre peuple], *Rude pravo* (Prague), 15, 17, 18 et 22 juin 1957.

Présentations d'archives secrètes allemandes et texte du discours que le « protecteur » Heydrich a prononcé devant ses collaborateurs à son entrée en fonctions, le 2 octobre 1941.

Peters (I.). — Dopomoga radjans'kikh partizaniv slovac'komu narodnomu povstannju v 1944 r. [L'aide des partisans soviétiques à l'insurrection nationale slovaque en 1944], *AN USSR. Inst-t istorii. Nauc. zap.*, 1957, n° 7, pp. 87-112.

SUÈDE

*Abrahamsen (Samuel). — *Sweden's foreign policy*. Introd. by Alvin Johnson, Washington, Public Affairs Press, 1957.

Analyse de la conception suédoise de la neutralité depuis la première guerre mondiale.

U. R. S. S.

Belošeev (Anatolij). — Tam, gde zakaljalas' družba [Là où se forgeait l'amitié], *Slavjane*, 1957, n° 4, pp. 34-41.

Relations entre les Russes et les Polonais au cours de la deuxième guerre mondiale.

*Dallin (Alexander). — *German rule in Russia 1941-1945. A study of occupation policies*, New York, St. Martin Press, 1937, in-8°, 715 p., cartes.

*Dixon (C. H.) und Heilbrunn (Otto). — *Partisanen-Strategie und Taktik des Guerillakrieges*, Berlin, Verl. f. Wehrwesen, Bernar du. Graefe, 1956, in-8°, xiv-244 p.

L'activité des partisans pendant la guerre germano-soviétique (1941-1945).

*Dmytrushyn (Basil). — *Moscow and the Ukraine 1918-1953. A study of Russian Bolshevik nationality policy*, New York, Bookman associates, 1957, in-8°, 310 p., bibl.

*Heilbrunn (Otto). — *Der sowjetische Geheimdienst; Aufbau und Tätigkeit in den letzten 20 Jahren*, Berlin, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen, Bernard u. Graefe, 1956, in-8°, 260 p.

*Kamenetsky (Ihor). — *Hitler's occupation of Ukraine (1941-1944). A study of totalitarian imperialism*, Milwaukee, Marquette Univ. Press, 1957, in-8°, 101 p.

Choses vues par un réfugié ukrainien.

Konstantinova (Ina). — Dnevnik i pis'ma [Journal et correspondance], Kalinin, Kn.izdat., 1957, 236 p.

L'action du komsomol dans le mouvement de partisans.

Kreidel (H.). — Partisanenkampf in Mittelrussland, *R. mil. gén.*, juill. 1957, pp. 250-270.

*Medvedev (Dm.). — *Sil'nye dukhom* [Les hommes courageux], Moskva, Sovetskij pisatel', 1957, 480 p.

L'activité d'un détachement de partisans dans la région de Kovno, 1942-1944.

*Pogrebinskij (A. P.). — *Narodnoe khozjajstvo SSSR v period Velikoj Otečestvennoj Vojny* [L'économie natio-

nale de l'U. R. S. S. à l'époque de la grande guerre nationale], Moskva, Gospolitizdat, 1957, 23 p.

Saparov (A.). — Pro tekh, kto spasal Leningrad [Ceux qui ont secouru les habitants de Leningrad], *Neva*, 1957, nº 5, pp. 151-157.

Le lac Ladoga, voie de ravitaillement de Léningrad en 1942.

Vaupsasov (S.). — Vozmezdie [Le châtiment], *Smena*, 1957, nº 9, pp. 11-12.

La lutte des partisans et des résistants de la région de Minsk.

YOUGOSLAVIE

Amort (Cestmir). — Sli na pomoc bojujici Praze [Ils sont allés au secours de Prague], *Mlada fronta*(Prague), 9 mai 1957.

Rôle des partisans tchèques dans la libération de Prague en mai 1945.

Dumandzic (Jozo). — Nezavisna drzava Hrvatska i slovenski narod [L'État croate indépendant et le peuple slovène], *Hrvatska* (Buenos Aires), 10 avril 1957.

Rapports politiques croato-slovènes pendant la guerre.

Gončin (Milorad). — Tenk u zapaljenoj dolini [Le char d'assaut dans la vallée en flammes], *Narod. arm.* (Belgrade), 16 mai 1957.

Scènes de combat à Drvar (Bosnie) pendant la descente des parachutistes allemands en mai 1944.

Jaukovic (Danilo). — Dejstva o korpusa NOVJ od 1 do 20 septebre 1944 god [L'action du 6e corps de l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie, du 1er au 20 septembre 1944], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), avril 1957, nº 2, pp. 55-76.

La destruction des lignes de communications ennemies en Serbie et en Croatie.

Marjanovic (Joco). — Neprijateljska ofanziva na Kozari [L'offensive ennemie à Kozara (Bosnie)], *Borba* (Belgrade), 4 juill. 1957.

La guerre de libération nationale yougoslave. Combats en Bosnie du 10 juin au 18 juillet 1942.

Moraca (Pero). — Petnaest godina od velikog pohoda [Le 15e anniversaire de la grande marche], *Nasa stvarnost* (Belgrade), juill.-août 1957, nº 7-8, pp. 142-149.

L'offensive des brigades prolétariennes en Bosnie et en Croatie.

*Rogers (Lindsay). — *Guerilla surgeon*, New York, Doubleday, 1957, in-8º, 280 p., carte.

L'auteur, médecin néo-zélandais, fut affecté à une unité médicale britannique opérant avec les partisans yougoslaves.

*Romanik (Felix). — *Der Leidensweg der österreichischen Wirtschaft 1933-1945*, Wien, Osterreichischer Bundesverl., 1957, in-8º, 144 p.

Stanisic (Mihajlo). — Krvava prtina metohiskih partizana [La route sanglante des partisans de Metohija], *Nar. arm.* (Belgrade), 22 août 1957.

Souvenirs sur le soulèvement populaire à Metohija en décembre 1941.

Vrancić (Vjekoslav). — O jednom vojničkom pohvatu u iztočnoj Bosni u godini 1941 [Une opération militaire en Bosnie orientale en 1941], *Hrvatska* (Buenos Aires), 10 avril 1957.

Coopération des troupes croates et allemandes contre les Tchétniks.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3175 - 1 - 1958
Édit. nº 24.856 Dépôt légal, 1er trimestre 1958 Impr. nº 804

PRÉFACE

Ce numéro, consacré à la Résistance dans la zone nord, c'est-à-dire dans la partie de la France occupée par l'ennemi depuis le mois de juin 1940 jusqu'à 1944, n'a pas la prétention de donner l'histoire de cette partie de la Résistance. Il est plutôt un témoignage du travail que poursuit le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale et un geste rassurant à l'égard des anciens résistants, qui pourraient croire parfois que leur action est considérée comme ayant été inutile et ne vaut pas la peine d'être étudiée dans cette Revue.

Bien au contraire, le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale *continue à rassembler, inlassablement, la documentation concernant cet aspect de la guerre. Déjà certains travaux, comme le volume consacré au mouvement « Combat » (1), ont vu le jour et retracé certains épisodes. Mais rien n'avait encore été tenté sur la Résistance en zone nord, sur ce qui fut véritablement l'origine de la Résistance en France. Ce n'est point pour diminuer le mérite des gens qui, en zone libre, pensèrent tout de suite à poursuivre la lutte contre l'ennemi et à préparer la revanche, mais il était différent d'entreprendre cette tâche en zone libre et de la faire au contact de l'ennemi. Cela entraînait des dispositions particulières à prendre pour éviter une arrestation, trop souvent prélude de la mort ; cela créait un état d'esprit de perpétuelle méfiance ; cela obligeait enfin à se détacher de toute autre idée que celle de la lutte et à oublier toutes les divisions politiques et sociales que l'on avait pu connaître en des temps plus heureux. Enfin la Résistance en zone libre n'a pu agir sur l'opinion que le jour où elle a opéré au contact de l'ennemi et trouvé ses premiers martyrs.*

Les quatre articles choisis pour composer ce numéro donnent, malgré tout, un aspect assez exact de ce qu'a été la Résistance en zone nord, en en décrivant plusieurs aspects.

M[lle] *Tillion, à propos de l'organisation du* Musée de l'Homme, *qu'elle propose de nommer plutôt l'affaire du Musée de l'Homme, et en réalité* l'affaire Gaveau, *du nom du traître qui fit presque entièrement disparaître l'organisation, nous décrit ce qui a été probablement le premier essai de*

(1) M. Granet et H. Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance.* P. U. F. (Collection « Esprit de la Résistance »).

groupement de résistance active à Paris. L'auteur est obligé de traiter son travail comme une tranche de mémoires et, ce faisant, met tout de suite l'accent sur l'une des caractéristiques de la Résistance en zone nord : cette Résistance n'a pratiquement pas laissé d'archives, du moins pour ses premières années. Il était donc bon que l'un des témoins de cette affaire, et un témoin ayant l'habitude des enquêtes, racontât ce qu'il avait vu. La lecture de son article est passionnante, même pour les autres témoins qui restent muets. Cet article a, pour moi, eu le mérite de me confirmer dans une opinion que je me suis faite depuis longtemps : la première Résistance en zone nord compte vraiment un nombre infime de membres et les points de contact entre eux, extrêmement nombreux, sont cependant presque généralement ignorés de la majorité même des groupes en contact, ce qui explique d'ailleurs que ces mouvements n'aient pas été complètement supprimés très rapidement.

On voit aussi, par le récit de M^lle^ Tillion, combien cette première Résistance est individualiste. Ce sont des individus, des amis, qui se groupent et autour desquels viennent s'agglomérer d'autres petits groupes, constamment détruits par l'ennemi, soit par la prison, soit par la mort, se reconstituant avec les éléments qui ont pu échapper au coup de filet, mais sous une autre forme et tout en conservant le même esprit, car chacune de ces cellules, ou plutôt, comme le propose M^lle^ Tillion, de ces « noyaux », *a eu sa personnalité et l'a conservée à travers ses innombrables transformations. On a été du premier noyau dont on faisait partie et on l'est resté jusqu'à la fin de la guerre, si l'on a eu la chance de survivre.*

On peut regretter de ne pas avoir un travail équivalent à celui de M^lle^ Tillion pour un de ces premiers noyaux de résistance dans les départements de la zone nord. Mais ces premiers noyaux des départements de la zone nord ont-ils laissé suffisamment de témoins pour pouvoir en écrire l'histoire? Il ne faut pas oublier qu'il était plus facile de se cacher à Paris qu'en province, que l'on connaissait, en province, tous les « mal pensants » et qu'un noyau provincial une fois frappé était généralement supprimé presque tout entier. Si l'on a pris l'affaire du Musée de l'Homme, *c'est parce qu'on avait la chance d'avoir M^lle^ Tillion pour nous en dire l'aventure. Et c'est aussi parce que cette affaire préoccupa très longtemps les Allemands. J'ai été arrêté personnellement pour la première fois en février 1941 avec les dirigeants de l'affaire. L'héroïsme d'une camarade, qui se souvint des instructions que je lui avais données et qui me tint au courant de ses interrogatoires, me permit de jeter suffisamment de poudre aux yeux de la commission militaire devant laquelle je comparus au Cherche-Midi pour l'amener à me remettre en liberté. Arrêté de nouveau en avril 1942, j'ai été interrogé jusqu'au mois d'août 1943. A cette date l'affaire du*

Musée de l'Homme avait été définitivement étouffée, la plupart de ses dirigeants avaient été fusillés, mais l'on continuait, dans les interrogatoires que l'on me faisait subir, à essayer d'obtenir de moi des renseignements sur elle.

L'article de M^lle Tillion montre également le point faible de cette première Résistance. Il est incontestable qu'à elle seule, elle n'aurait jamais pu faire l'œuvre de libération qui a été accomplie. Mais elle a eu le mérite, dès le lendemain de la défaite, au milieu de l'anéantissement général des esprits et des confiances, de proclamer un idéal d'un optimisme sans doute démesuré et, en versant son sang pour cet idéal, de le faire accepter par ceux qui, un moment, avaient désespéré.

M. Michel décrit, dans le second article de ce numéro, un petit groupement, composé de parents et d'amis, appartenant à la bonne bourgeoisie et qui, très tôt, publièrent un petit journal, dont la durée fut assez éphémère et dans lequel s'exprimaient les inquiétudes de conscience des auteurs et de leurs lecteurs. Il ne s'agit point là d'actes de résistance entraînant de considérables périls, mais de propos exprimant les inquiétudes d'un groupe et concluant à l'espoir et à la possibilité d'un relèvement, à un refus d'acceptation des directives de Vichy. Un observateur superficiel pourrait être porté à sourire des Archers *et à demander à quoi ils ont servi. Ils ont servi, et on peut souhaiter qu'ils aient été plus nombreux, à éveiller le doute dans une certaine partie de la classe bourgeoise. Leur adhésion au thème de la Résistance a lavé celle-ci d'un reproche assez courant alors dans les milieux bien pensants : la Résistance était une manifestation révolutionnaire. Pour ces milieux, tout révolutionnaire était un communiste ; donc la Résistance était communiste. M^lle Tillion a montré que, dans la Résistance nord, les communistes, en tant que membres du parti communiste, ont été inconnus avant l'entrée officielle du P. C. dans la lutte, au moment de l'attaque de la Russie par Hitler. Mais l'on avait trouvé la formule commode et l'on avait agité le spectre rouge. Et les gens voyaient des* Archers *ou des résistants de leur genre, appartenant à la classe aisée ou bourgeoise, se déclarer pour la Résistance. Cela indiquait que, dans la façon dont Vichy présentait la Résistance, il y avait peut-être quelque chose de faux, et amenait à se demander si cette Résistance, outre son aspect révolutionnaire, n'était pas tout simplement un acte de pur patriotisme.*

M^me Granet nous décrit l'histoire d'un noyau qui grandit jusqu'à devenir un mouvement, qui finit même par avoir un sens politique ; groupe de jeunes, d'étudiants, dont l'histoire fait passer devant mes yeux les salles de la Sorbonne pendant les années sombres, jusqu'en avril 1942, où l'on voyait s'allumer dans l'œil des étudiants une petite lueur d'approbation quand, par une allusion dans l'enseignement qu'on leur donnait, on leur

faisait comprendre de quel bord on était et quelles ambitions on avait. Ce mouvement s'est spécialisé dans la fabrication des faux papiers, ce qui peut paraître une tâche peu dangereuse pour les gens qui s'imaginent que la Résistance est uniquement constituée par les barricades dans Paris en 1944. Le petit jeu auquel se livraient les jeunes gens dont nous parle M^me^ Granet était affreusement dangereux, mais il était indispensable dans ce pays envahi, qui connaissait la honte de voir son gouvernement marcher la main dans la main avec l'envahisseur.

Le colonel Villate est un témoin de ce qu'on pourrait appeler le bouquet final dans le feu d'artifice de la Résistance. L'auteur a vu l'insurrection parisienne ; il l'a vue du point de vue du chef, dans les locaux du poste de commandement de la rue Schoelcher, puis de la place Denfert-Rochereau. Il nous montre que tous ces résistants parisiens sont restés, au fond du cœur, des membres des noyaux primitifs, même quand ces noyaux se sont agrandis, à la mesure d'un réseau. Ils sont dans la Résistance, ils gardent leur nom ou plutôt les signes conventionnels qui les désignent. Ils gardent leurs habitudes de méfiance, ils ont horreur de l'écrit, ils ne connaissent que la voix du chef et ils se méfient au besoin des voix qui se donnent comme celle du chef. Et ces conditions expliquent l'extraordinaire difficulté du commandement de cette insurrection parisienne. Mais le récit du colonel Villate montre bien l'aboutissement de tout ce mouvement de résistance en zone nord dont on a donné ici quelques aspects. La délivrance de Paris est l'œuvre de cette Résistance en zone nord ; les positions, acquises avant l'arrivée de l'armée Leclerc, ont pu être conservées et agrandies grâce à l'intervention de l'armée Leclerc, mais quand cette intervention s'est produite la libération de Paris était faite.

Robert Fawtier,
Membre de l'Institut
Déporté à Mauthausen.

Le colonel VILLATE

Ce numéro de notre *Revue* était sous presse quand s'est produite la mort soudaine du colonel Villate.

Historien de la première guerre mondiale, le colonel Villate joua un rôle actif dans la Résistance de la zone Nord. Il fut un des premiers et un des plus fidèles collaborateurs de cette *Revue ;* il prenait une grande part aux travaux de la Commission d'Histoire de la Résistance. Tous ceux qui l'approchaient étaient séduits par son calme courage, son bon sens bienveillant, la ferme modération de son jugement. Nos lecteurs ont pu apprécier ses connaissances dans l'histoire militaire de notre pays. Ils trouveront encore dans de prochains numéros de la *Revue* des notes de lecture de ce probe serviteur de l'Histoire. Nous n'avons pas voulu attendre plus longtemps pour rendre à cet homme de cœur l'hommage que nous lui devions.

[N. D. L. R.]

PREMIÈRE RÉSISTANCE EN ZONE OCCUPÉE

(Du côté du réseau « Musée de l'Homme-Hauet-Vildé »)

Depuis treize ans, j'espère que quelqu'un écrira l'histoire de notre organisation de résistance, afin de ne pas être obligée de le faire moi-même. Mais les années passent et il est injuste de soustraire au public, et plus particulièrement à cette partie du public que constituent les survivants de nos groupes, l'essentiel de ce qui a échappé à la destruction des êtres et des mémoires dans un passé qui nous tient à tous profondément à cœur.

Malgré le nombre des années écoulées, nous n'en sommes encore qu'à la collecte des faits : enchaînements d'innombrables circonstances, coupés de hiatus et de zones d'ombres. Ils sembleront fastidieux à tous ceux qui n'y ont pas eu part ; pour les autres, au contraire, ils revêtent une importance quasi religieuse. Mais ils ne sont pas seulement fascinants ou dépourvus d'intérêt ; pour les principaux témoins, ils traînent après eux des évocations qui sont encore insupportables.

Il a fallu, en effet, un incroyable concours de circonstances, à celui qui a combattu activement dans la Résistance dès 1940, pour échapper d'abord à la mort, ensuite à des souffrances physiques et morales dont la durée et l'intensité ne sont guère imaginables. De là, chez les survivants, une exaspération latente qui se manifeste de façons très diverses : obsession du souvenir, fuite panique devant lui, parfois les deux ensemble. Réactions dont aucune ne facilite la tâche de l'enquêteur, surtout lorsqu'il les partage.

1. *Opinions et partis politiques dans la Résistance de 1940.*

Que pensaient les gens qui combattaient dans la Résistance? Qu'espéraient-ils après la victoire? Comment imaginaient-ils l'avenir de la France? Pourquoi avaient-ils cherché à joindre un groupe? Voilà ce que je ne leur ai guère demandé. J'ai su, par contre, et très exactement, par qui et à quelle date ils ont été mis en rapport avec nous et assez exactement ce qu'ils étaient en mesure de faire, ce qu'ils ont fait et par quels événements leur participation à notre action a été rompue.

Dans les groupes de 1940 dont j'ai pu analyser les origines, le point de départ du recrutement a été souvent la rencontre de quelques vieux amis qui ont décidé de se revoir désormais régulièrement pour « faire quelque chose ». Parfois aussi des gens qui se connaissaient peu se sont rapprochés, en constatant qu'ils réagissaient de façon identique, et certains se sont alors éloignés de leurs relations habituelles, dont l'attitude les a brusquement exaspérés. L'armistice a provoqué un clivage presque instantané de toute la société française et ce clivage n'a épargné aucun milieu.

Très vite, ensuite, ce noyau s'accroît, atteint des gens de plus en plus hétérogènes, puis s'intègre dans les cadres d'un *Mouvement* ou d'un *Réseau*, où le souci dominant sera celui de l'efficacité.

Dans les éléments fédérés par le colonel de la Rochère, dès le premier jour, le milieu homogène auquel il appartenait (religieux, anti-révolutionnaire, voire monarchiste) a été submergé numériquement par des gens qui, en dehors d'un patriotisme intransigeant, n'avaient pas d'opinion bien définie et venaient de toutes les classes de la société française : par exemple, des fonctionnaires de la préfecture de la Seine, des moines, des pompiers, un libraire du quartier (qui imprimait, dès 1940, les discours de Churchill), le cordonnier de la rue, des commerçants de province.

Le colonel Hauet était indifférent en matière religieuse ; il avait quitté l'armée depuis longtemps et dirigeait une industrie qui l'occupait assez peu : il a recruté des anciens militaires (officiers et sous-officiers), des ingénieurs, des cheminots, des industriels, des médecins.

Boris Vildé, ethnologue très brillant, connaissait des universitaires, des avocats, des gens de science, mais, par souci d'efficacité, il a très vite recruté également hors de Paris, où il a atteint, de proche en proche, des compagnons qui, apparemment, avaient des préoccupations et des occupations très différentes des siennes.

Le recrutement dont j'ai eu la responsabilité personnelle est parti de mes amis, effectif très varié dès son origine.

Tous les partis étaient représentés parmi nous — depuis les socialistes d'extrême-gauche jusqu'aux monarchistes — à l'exception du parti communiste. Pourquoi cette exception? Parce que notre recrutement a été presque entièrement accompli avant l'attaque de la Russie par Hitler, donc à une époque où le parti communiste était dans une position extrêmement fausse vis-à-vis de la Résistance. Lorsque les communistes ont été persécutés, j'en ai fait évader quand je l'ai pu, mais ni Vildé, ni Hauet, ni La Rochère, ni moi-même n'en avons engagé dans nos organisations et, à ma connaissance, nous n'avons même jamais eu à nous interroger sur ce point, car l'occasion ne s'en est pas présentée. Je suppose que le parti communiste, ayant ses propres formations, a veillé à ce que ses hommes n'aillent pas s'égarer dans des secteurs qui échappaient à son contrôle.

La résistance active a compté, à ses débuts, un très petit nombre de gens ; ce nombre s'est accru régulièrement de mois en mois, au fur et à mesure de la répression, sans jamais toutefois devenir considérable (1).

Nous n'étions qu'une poignée en 1940, mais étions-nous déjà représentatifs d'une part importante de l'opinion française? En ce qui me concerne, je l'ai cru dès le premier jour et il me semble qu'aucun de mes camarades n'a jamais mis la chose en doute devant moi. Mais, dans le cas contraire, qu'aurions-nous fait? La même chose, je pense, en espérant que nos compatriotes finiraient par nous suivre.

(1) Même dans le contingent, en principe sélectif, des déportés, toutes mes enquêtes montrent une position minoritaire de la Résistance : un tiers de « résistants », un tiers de « droits communs », un tiers d'otages et d'innocents — non compris les malheureux Juifs, qui, en principe, n'étaient pas dans les mêmes camps que nous.

Je crois cependant, même aujourd'hui, que nous avons, dès le début, bénéficié d'une sympathie passive assez large. Grâce à la répression allemande (qui a commencé son rôle de *recruteur de la résistance* dans la seconde moitié de 1941), cette sympathie latente est devenue de plus en plus active d'année en année.

Nos gens, de milieux et d'opinions variés, voire contradictoires, affichaient, dans la majorité des cas, un optimisme que j'ai entièrement partagé et qui ne me semble excessif qu'aujourd'hui (alors que l'événement l'a cependant justifié).

En 1940, c'était article de foi de croire non seulement inévitable, mais encore très prochaine la défaite de l'Allemagne ; sous cette certitude hautement affirmée pouvaient néanmoins végéter sourdement des pensées plus conformes aux données objectives de la situation. *La Libération était certaine, sans aucun doute possible,* mais quand? et serions-nous encore là pour la voir? Vues de 1940, les institutions de la France délivrée avaient un aspect suffisamment irréel pour être reléguées à l'arrière-plan de nos préoccupations. A la fin de 1942, au début de 1943, les « politiques » ont commencé à réfléchir et à poser des jalons. A cette date, le contingent de 1940 était, en grande majorité, emprisonné ou mort. Parmi les quelques vertus qu'il est légitime de revendiquer pour cette première phalange, il y a, en tout cas, le désintéressement...

Quelle doctrine politique avions-nous pour l'avenir? Je ne me souviens pas de m'être enquis auprès de mes camarades de leurs idées sur ce point. Ils avaient tous subi, comme moi, le choc de l'effondrement français et ils en étaient encore assez fortement perturbés pour avoir provisoirement rejeté le bagage de leurs opinions habituelles (qu'ils ont, d'ailleurs, presque toujours récupéré lorsqu'ils ont eu la chance de survivre). Chez certains se faisait jour la pensée qu'il faudrait un peu plus tard découvrir des normes politiques plus saines et plus efficaces que celles qui nous avaient acheminés à ce désastre. Le vote d'une nouvelle constitution — cérémonie expiatoire correspondant au rite de l'expulsion des péchés dans des sociétés plus simplettes que la nôtre — a, le moment venu, trompé, puis déçu cette aspiration.

Quand je cherche à retrouver mes opinions d'alors, je me souviens d'abord du discours de Pétain sur la demande d'armistice (1).

Je n'avais pas prévu et à peine pressenti l'effondrement de la France et j'en souffrais, d'une douleur insupportable, accrue encore par les reproches que je me faisais sur mon indifférence antérieure : puisque la dignité et l'indépendance de mon pays étaient pour moi si essentielles,

(1) J'étais peu au courant de nos affaires publiques, car je venais de quitter, deux semaines plus tôt, des montagnes du sud de l'Algérie où j'avais séjourné en mission scientifique depuis 1934. Elles ne possédaient encore ni route, ni courrier, ni radio (cela a changé depuis lors) et rien ne m'y pouvait distraire des subtiles polémiques de mes seuls interlocuteurs : des paysans chaouia, roublards, diserts et procéduriers. En ce temps-là leur éloquence naturelle était alimentée par une politique un peu plus archaïque que celle de Vercingétorix. (Cela aussi a changé.)

j'étais sans excuses de m'être fiée à des inconnus pour y veiller. J'ai pris la décision, dans ces affreux jours de juin 1940, d'essayer désormais de suivre nos affaires publiques. Sans admirer spécialement ceux qui nous ont — bien ou mal — représentés, je me suis toujours sentie solidaire de leurs actes, responsable, par conséquent, de leurs engagements. Par exemple, je pensais en 1940 que, la France ayant entrepris une guerre aux côtés de l'Angleterre, j'étais personnellement obligée de considérer les Anglais comme des alliés et d'agir en conséquence — ce qui ne m'empêchait nullement d'éprouver une certaine répugnance à la perspective de voir notre action de résistance coordonnée à Londres par des fonctionnaires de l'Intelligence Service.

Le colonel Hauet, pénétré de loyalisme vis-à-vis de l'armée et de la tradition française, après la rencontre de Montoire, après certains discours pro-allemands, après le rappel de Laval, mordillait sa grosse moustache blanche, demeurait morne et silencieux pendant des jours, tandis qu'il accueillait avec joie et avidité la nouvelle du renvoi de Laval, les arrestations de traîtres en zone libre et en Afrique du Nord, la réception par Pétain de gens de la Résistance, certaines consignes données aux fonctionnaires (en particulier relatives aux Alsaciens pendant la première période, ou à la lutte contre le S. T. O. pendant la période suivante).

Je n'ai pas eu l'occasion de parler de ces questions avec le colonel de la Rochère, que j'ai rencontré une seule fois, mais j'ai connu ses réactions par sa famille et par le colonel Hauet. Avant l'armistice, donc sur un plan purement militaire et en dehors de toute option, le colonel de la Rochère n'appréciait pas le maréchal Pétain et admirait énormément le colonel de Gaulle, dont il avait lu les œuvres et qu'il semble avoir rencontré. L'appel du 18 juin le transporta.

Vildé, évadé le 5 juillet, Lewitsky, libéré en août, avaient retrouvé au *Musée de l'Homme* Yvonne Oddon. Tous trois étaient surtout révoltés par le *National-socialisme*, et cette révolte a été le principal aliment de leur action.

Lorsqu'on étudie une période définitivement achevée, et sur laquelle on ne possède que peu de documents datés, un certain glissement des souvenirs constitue un péril majeur : ce qu'on pensait en 1942, on croit, de très bonne foi, l'avoir pensé dès 1941. Mais je peux dater exactement la dernière conversation que j'ai eue avec Lewitsky, et elle a porté presque exclusivement sur Pétain ; elle a eu lieu au *Musée de l'Homme*, à l'heure du déjeuner, en février 1941. Propos à bâtons rompus, pleins de bonne humeur et d'entente, où l'on appréciait d'autant plus le plaisir de se comprendre à demi mot qu'on était quotidiennement exaspéré par les avanies de la défaite et les pleurnicheries de Radio-Vichy.

Vildé et Lewitsky étaient alors enchantés de ressortir les *Mémoires* de Poincaré et ses critiques sévères sur le vainqueur de Verdun. En particulier, ils soulignaient le fait très grave de la demande d'armistice dont Pétain était partisan en 1917. En quittant Lewitsky, j'ai conclu notre

conversation en disant : « En somme, le Vieux avait l'habitude de jouer la Noire. Cette fois, la Noire est sortie : il a gagné. » Lewitsky a ri, puis nous nous sommes serré la main et je ne l'ai jamais revu.

Je peux dater également avec précision une conversation avec la mère d'un « collaborateur » particulièrement honni, le ministre Abel Bonnard, car elle a eu lieu trois semaines avant l'exécution de mes camarades (donc en janvier 1942). La vieille dame parlait beaucoup de sa bonne et de son infirmière et répétait leurs propos sur la répression allemande. Elle-même était fort ramollie, ce qui m'a empêchée de discerner si elle les considérait comme des échos de qualité inférieure ou si elle y ajoutait foi ; sans doute ne le savait-elle pas elle-même. — Mais que notre folklore ait eu accès à cette date dans les cuisines, les antichambres et même les familles de nos adversaires, je l'ai considéré alors comme une victoire — et c'en était une.

Au cours d'une autre conversation (non moins facile à dater, car elle a eu lieu deux jours avant ma propre arrestation, donc au début d'août 1942), Jacques Legrand, chef d'un réseau I. S., et moi-même discutions des programmes de la radio française de Londres — « notre radio » — que nous écoutions tous avidement. Jacques Legrand critiquait la violence de ses attaques contre le gouvernement de Vichy, violence qui, selon lui, blessait maladroitement beaucoup de Français, et il la comparait à la radio suisse, qui, sans faire de concessions à l'ennemi, ménageait le vaste prisme de nos susceptibilités nationales. — C'était un bel après-midi d'été, la fenêtre était ouverte sur un jardin plein de fleurs et nous étions six : cinq d'entre nous ont été arrêtés le surlendemain et déportés — j'ai seule survécu. Le sixième était le traître qui nous a tous vendus — il a été fusillé après la Libération.

D'autres propos, qui ne se rattachent pas avec autant de précision à un événement fixé dans ma mémoire, ont cependant été retenus par elle : par exemple, des récits de gens qui, en 1941, après un voyage en zone libre, nous racontaient (avec agacement, indignation ou humour) les insanités du culte de Pétain. Ceux-là, d'ailleurs, n'appartenaient pas à la Résistance.

Il serait absurde de conclure de ces quelques souvenirs que, dans nos groupes, on excusait souvent la politique de Vichy et que souvent les admirateurs du général de Gaulle se recrutaient chez les collaborateurs de l'Allemagne, mais il me semble, cependant, que les distinctions d'opinions étaient moins tranchées qu'on ne l'a dit, entre les gens qui ont participé à la Résistance et les autres. Les différences entre eux et nous étaient surtout des différences de dosage : l'attitude devant le comportement des gens de Vichy était plus souvent défiante, en 1941, dans les groupes de résistance que dans les milieux inertes — mais elle s'étendait jusqu'à ces milieux. Inversement, ces groupes n'étaient nullement à l'abri de la révérence qui, à cette date, entourait le vieux maréchal. Car l'opinion publique est un fluide pour lequel il n'existe pas de parois étanches : il n'y a pas d'opinion ouvrière, par exemple, ni d'opinion féminine ; il y a des opinions répandues chez les ouvriers, il y a des réactions féminines.

En outre, les convictions ne sont pas le seul élément qui détermine à l'action : tous les Français ont souffert de la défaite de 1940, beaucoup ont éprouvé de la honte à abandonner des Alliés en pleine guerre, ou bien ont eu horreur du monde nouveau qui se construisait sous leurs yeux — mais souffrance, honte et horreur ont été intolérables pour quelques-uns seulement, et ceux-là n'étaient pas nécessairement les mieux outillés au point de vue dialectique.

Je ne me souviens plus à partir de quelle date on a commencé à nous appeler *gaullistes*. Pas tout de suite, en tout cas. *Gaullistes*, nous l'étions cependant, en ce sens que nous avons considéré le général de Gaulle, dès le 18 juin 1940, comme « l'homme qui avait raison », ou plutôt « l'homme qui était du même avis que nous » — mais nous ne savions presque rien de lui, en dehors de la position qu'il avait prise, de son bref passage au Ministère de la Guerre et des titres de ses livres (que peu d'entre nous avaient lus et qu'on ne pouvait pas se procurer). Parmi les « résistants » de 1940, j'en connais qui ne sont devenus « gaullistes » qu'en 1942 et d'autres qui ne le sont pas devenus : ils ne pouvaient pas supporter la présence des Allemands en France et n'avaient pas besoin d'autre motif d'agir. Quant à moi, ce n'est qu'en captivité — donc au delà de l'action et même de la vie — que j'ai connu au sujet du général de Gaulle des détails vivants : je les ai accueillis avec une gratitude infinie. *Nous avions raison*, et de cela, aucun de nous, je crois, n'a douté — mais quel immense réconfort de se dire que tant de souffrances n'étaient pas vaines, qu'elles étaient coordonnées et capitalisées quelque part, en vue d'une finalité raisonnable, par un homme lucide, intègre et inflexible, à la mesure des énormes exigences de notre confiance.

2. *Les « noyaux » de résistance.*

Le réseau idéal part d'une décision prise, à Londres ou à Alger, par un état-major. Des volontaires vont s'entraîner alors pour le travail qu'on attend d'eux, puis, une belle nuit, ils partent avec un certain nombre d'adresses en poche ou en tête. Ensuite, après les vicissitudes habituelles, ils seront anéantis par l'ennemi ou atteindront les heures glorieuses de la Libération. Du premier au dernier jour, la vie de ce réseau idéal est cernée par une chronologie formelle : il est né le tant, mort le tant.

Même pour le réseau qui correspond à ce type, ce schéma reste cependant administratif et la vérité historique le déborde : le « réseau 1943 », comme les nôtres, a été obligé de recruter pour accroître son action ; il a recruté nécessairement dans les milieux sympathisants, souvent déjà semi-organisés et semi-clandestins ; il n'a pas toujours recruté des isolés, mais parfois des groupes — dont l'activité subversive était alors antérieure à leur rattachement officiel à une organisation reconnue.

Ces groupes figurent le plus petit élément de la Résistance en train de se former ; à ce titre, on peut dire qu'ils représentent les « cellules » du corps auquel ils appartiennent. En leur donnant ce nom, cependant,

nous risquons de les confondre avec un élément politique dont la génération est différente ; c'est pourquoi, sans quitter la terminologie de la biologie, je propose de les appeler des « noyaux ». Et il est bien vrai que — comme en biologie — ces « noyaux » de résistance étaient des éléments plus frustes que la « cellule » révolutionnaire classique (1). Ils étaient plus spontanés mais moins complets et moins évolués.

Pour qu'il y ait parti, il faut qu'il y ait recrutement semi-public autour d'un programme ; il faut aussi qu'un échelon central enregistre les adhésions et jauge la valeur des adhérents, avant de confier à certains d'entre eux tel secteur géographique. Rien de tel pour la Résistance, qui n'a bénéficié d'aucune période préparatoire : la France a été occupée sans avoir rien prévu et aucun encadrement n'avait même été esquissé avant l'effondrement général. Toutes les formations antérieures (partis politiques, groupes religieux) se sont trouvées totalement inadaptées devant une situation neuve et, du jour au lendemain, ont subi le clivage qui, dès lors, a divisé l'ensemble de la population (2).

On peut distinguer, pour nos « noyaux » de résistance, trois types de formation :

Dans le premier type, la création part d'un réseau en quête de renseignements déterminés, ou qui a choisi d'avance un « coup de main » à faire. Le réseau prend des contacts et doit leur faire confiance. Ce type de groupe diffère de la « cellule » en ce qu'il n'est pas orienté vers la propagande, mais il s'en rapproche par son organisation. En 1940 et 1941, il était, de beaucoup, le plus rare.

Dans le second type, la création est spontanée. Des gens qui sont en relations amicales se sont tout d'abord confié réciproquement les sentiments violents que le nouvel état de choses a provoqué en eux ; ils ont décidé de se retrouver pour en parler plus librement et pour arrêter une ligne de conduite ; puis ils ont cherché la « chose à faire »... Ils l'ont, autant que je sache, presque toujours trouvée, et sans difficulté excessive.

Car, pendant ce temps, la « chose à faire » commençait à exister de sa vie autonome et à s'imposer de plus en plus indiscrètement, ici et là. Soldats évadés, qu'il fallait munir de faux papiers et de vêtements civils, Anglais à évacuer en zone libre, Juifs à cacher, puis (beaucoup plus tard) S. T. O. qu'on devait aider à passer au maquis — tout cela s'imposait en dehors des options délibérées. La « chose à faire » serait à l'origine du troisième type de recrutement — s'il était pratiquement possible de le distinguer du type précédent, car qui peut dire qu'il a trouvé sans chercher?

En 1940, les prisonniers de guerre n'avaient pas encore été évacués

(1) La « cellule » — organisme popularisé grâce au parti communiste — est, en réalité, sous des appellations diverses, l'unité de base de tous les partis clandestins. Elle suppose, en effet, un parti — donc une doctrine. Or la Résistance n'a pas été un parti et n'a pas eu de doctrine. On l'a bien vu à la Libération.

(2) La responsabilité de cette sécession revient au maréchal Pétain, car, sans lui, la « collaboration » se serait trouvée dans une position moralement insoutenable.

en Allemagne, mais l'énorme filet resserrait chaque jour ses mailles. La tâche des sauveteurs fut tout d'abord assez facile : un simple costume civil, quelques adresses suffisaient pour libérer un homme. Un peu plus tard, il fallut faire des faux papiers de démobilisation, avoir des passeurs, des moyens de transport, des chaînes de relais, mais l'expérience s'était accrue avec les difficultés.

Rares sont les groupes qui eurent la puérilité de se donner, dès 1940 ou 1941, une « appellation contrôlée ». Les noms, les étiquettes furent créés dans la deuxième phase de la résistance — postérieurement à novembre 1942.

Un ou deux chefs étaient implicitement admis dans chaque « noyau », mais ils n'étaient pas nécessairement désignés — hiérarchie spontanée qui n'a pas donné lieu à des contestations, à l'inverse des hiérarchies formelles qui lui ont succédé.

Pas de spécialisation non plus : chaque équipe a cumulé les activités et simultanément organisé des évasions, imprimé et diffusé des tracts, recueilli des renseignements, collecté et caché des armes.

Tout cela exigeait le secret, une organisation embryonnaire dont les membres se voyaient souvent, parlaient beaucoup, échangeaient des informations. Au fur et à mesure que le cercle s'élargissait, les informations se multipliaient. Qu'en faire? Les plus débrouillards trouvèrent le moyen de les transmettre et ce furent les premiers réseaux.

Dès que la transmission est établie, le groupe qui la détient est amené à fédérer autour de lui le plus grand nombre possible de ces petits « noyaux » autonomes dont nous venons de suivre la génération. Nous entrons alors dans une autre phase — la phase vraiment dangereuse — de la première résistance (1).

3. *Les contacts.*

Pour que ces rattachements de groupe à groupe et de groupes à réseaux aient été possibles, il a fallu qu'un très grand nombre de relations personnelles ait existé entre les « têtes chercheuses » de nos noyaux de résistance. Ces relations personnelles ont tissé à travers la France une véritable toile d'araignée et elles sont l'un des phénomènes les plus caractéristiques et les plus importants d'une période insurrectionnelle. Sauf lorsqu'elles ont été à l'origine du rattachement d'un groupe à un réseau, elles ont néanmoins toutes chances de rester à jamais inconnues. Cependant, sans elles, il n'y aurait eu ni Résistance, ni groupes, ni réseaux...

Ces relations entre agents de filières différentes étaient dangereuses et auraient dû être proscrites, du moins selon le « manuel du parfait

(1) Ce sont ces noyaux spontanés qui ont constitué l'essentiel du recrutement de notre réseau, mais, au cours de nombreuses enquêtes sur la résistance et la déportation, chaque fois que j'ai exploré les origines d'une organisation, j'y ai retrouvé les restes de ces noyaux, plus ou moins pris dans la pâte du recrutement ultérieur.

petit agent clandestin ». En pratique, je ne connais pas d'équipe qui aurait pu fonctionner sans cela et je n'en connais guère qui aient succombé de ce fait. Inversement, je pourrais citer un nombre considérable de sauvetages dus aux relations personnelles qui existaient — hors groupe — entre les premiers résistants. Lorsque l'usage de la torture se généralise chez l'ennemi, le danger de ces contacts s'accroît démesurément — mais démesurément aussi s'accroissent alors la cohésion et la valeur offensive du peuple opprimé. Et c'est l'ennemi qui perd le plus.

Par la suite, ces rattachements, au lieu de s'effectuer par contacts personnels, se sont opérés à Londres par l'intermédiaire de services spécialisés. Cette évolution était nécessaire et même inévitable. Elle a quelquefois multiplié les dégâts, à cause de la difficulté accrue de se prémunir contre la trahison lorsqu'on n'a affaire qu'à des inconnus.

Par loyauté envers des amis dont on connaissait l'activité, on était tenu de garder leur secret même vis-à-vis des compagnons de résistance, tant qu'on n'était pas explicitement d'accord pour informer ces derniers. C'est pourquoi chacun n'a connu que sa propre trame de relations. Il n'est possible, par conséquent, de mesurer cette zone de pénombre de l'activité de nos agents que lorsque ceux-ci ont survécu pour nous la raconter.

Quels ont été les contacts de Vildé hors réseau? Je l'ignore. Quels ont été ceux du colonel de la Rochère? Je l'ignore également. Quant à ceux du colonel Hauet, je sais du moins positivement, par d'innombrables allusions, qu'ils ont été multiples et que je n'en ai pas su le détail. En ce qui concerne les miens, je n'en ai parlé à personne, et même le colonel Hauet (que je rencontrais chaque jour jusqu'à sa première arrestation, le 5 juillet 1941) les a ignorés — grâce à quoi il n'a été repris qu'en juin 1944, donc deux ans après ma propre arrestation, qui a eu lieu en août 1942 (1).

J'ai retrouvé en 1945 une note chiffrée que j'avais établie peu de

(1) Je n'ai naturellement rien noté, et c'est au hasard que j'énumère :

En décembre 1940, je devais rencontrer un officier nommé Jean-Pierre qui arrivait de Londres. Il était venu loger chez la femme d'un ami, le peintre L. Un rendez-vous fut pris auquel Jean-Pierre ne vint pas, et j'appris un peu plus tard qu'il avait été arrêté dans des conditions qu'il nous fut impossible d'éclaircir à ce moment-là. Six mois plus tard, lorsque mes camarades du Musée de l'Homme se trouvaient au Cherche-Midi, j'appris par une correspondance clandestine établie avec eux que Jean-Pierre était le commandant d'Estienne d'Orves.

Lorsqu'un de mes vieux amis, Jacques Lecompte-Boinet, entra dans un groupe dirigé alors par Élisabeth Dussauze, il m'en informa aussitôt et, par la suite, me tint au courant de son activité, presque au jour le jour, par des récits incroyablement pittoresques et vivants. En cas de débâcle dans mes propres filières, il pouvait être précieux de conserver secrètement cette possibilité de récupérer nos éléments en les accrochant à une autre organisation. Ce fut elle qui succomba la première et je pus alors aider Jacques Lecompte-Boinet à la reprendre en main.

Après l'exécution de mes camarades du *Musée de l'Homme*, je suis entrée en relations, je ne sais plus comment, avec un professeur du lycée Buffon qui appartenait à un « noyau » dont je n'ai connu le nom (*Valmy*) qu'après la Libération. Nom posthume, sans doute. Autant que j'aie pu en juger, ce groupe, en février 1942, s'intéressait plus à la propagande qu'à l'Action ou au Renseignement, et cependant ce

temps avant mon arrestation (elle a échappé à la Gestapo et, au pis-aller, ne pouvait compromettre que moi). J'y classais un certain nombre de groupes de résistance, dont je connaissais les causes d'arrestation, d'après ces causes, afin d'examiner comment on pourrait réduire les pertes dont nous étions victimes. Peu important, le taux des dégâts provoqués par imprudences, sottises ou bavardages (notons-le avec surprise et satisfaction) ; deux fois plus lourd, autant qu'il m'en souvienne, le nombre des arrestations dues aux voitures goniométriques ; quant aux méfaits des agents doubles, ils représentaient plus des deux tiers du total. (J'ai été moi-même, quelques jours plus tard, vendue par un agent double.)

Or, je n'ai conservé aucun souvenir de la plupart des groupes dont j'ai exploré alors l'évolution et la fin, et ils ne figurent pas dans l'énumération de la note 1, p. 14. Cependant, je les ai connus assez bien pour savoir ce qui leur était arrivé et qui était, en principe, secret (1).

professeur fut par la suite arrêté et décapité. Il m'avait mise en rapport avec un de ses collègues qui, lui, appartenait à un groupe de l'I. S.

Le chef de ce réseau de l'I. S. cherchait à organiser une évasion à Fresnes : je fus moi-même arrêtée avec lui à cette occasion. Par lui je fus informée du moyen de joindre un groupe fonctionnant à Lyon et dirigé par M. de Vomécourt et je pus le mettre en relations avec Jacques Lecompte-Boinet.

Dans le courant de 1941, le peintre A. me mit en rapport avec un commissaire de police révoqué par le gouvernement de Vichy. Ce dernier consacrait la totalité de son temps à la résistance et j'ai connu l'organisation à laquelle il appartenait sous le nom de « Volontaires belges ». J'ai confié à ce commissaire une imprimerie portative qui m'appartenait, afin de créer un petit périodique clandestin. Il avait le personnel nécessaire pour exécuter le travail matériel, et je pouvais me charger de fournir la rédaction. Le périodique n'a pas paru parce que le commissaire en question a été arrêté avec son groupe ; il est mort en déportation. A mon retour de captivité, j'ai cherché ces « Volontaires belges » dans les réseaux reconnus à la France Combattante et je n'en ai pas trouvé trace. Peut-être ont-ils été reconnus en Belgique.

En 1942, j'ai logé chez moi pendant plusieurs semaines un autre Belge appartenant à un groupe totalement différent du précédent. Il était de l'I. S., se nommait Debisy et était recherché par la Gestapo (j'ai trouvé dans mon courrier, en juillet 1945, une carte postée à Londres en 1944 où il donnait de ses nouvelles).

Je connaissais les contacts du colonel Hauet avec le réseau créé à Vichy par quelques officiers du cinquième bureau et j'ai rencontré une fois une personne de ce réseau. De mon côté, le rendez-vous avait été pris par le colonel Hauet, mais j'ai su plus tard que cette personne ne connaissait pas le colonel et m'avait été envoyée par le capitaine d'Austrevaux. Parce que je l'ai revue depuis, ce souvenir est resté dans ma mémoire.

Je me souviens, pour les mêmes raisons, de mes rencontres avec deux membres du réseau Johny que j'étais venue prévenir de dangers auxquels ils étaient exposés. *(Les relations que j'énumère ici sont toutes étrangères à mon organisation de résistance.)*

(1) Par contre, je me souviens d'avoir échangé des informations avec M. Jamati, fonctionnaire de la Recherche scientifique. Son groupe, homologué sous le nom de *Maintenir*, était dirigé par Claude Bellanger.

Je n'ai pas fait d'enquête méthodique sur les relations entre *Maintenir* et notre réseau et je cite simplement, en vrac :

Outre les relations entre M. Jamati et moi, *Maintenir* a été également en contact avec Léo Leymarie, qui était l'un de nos principaux agents de renseignements (dans le secteur dont je m'occupais avec le colonel Hauet), ainsi qu'avec Théophile Perrier, sa sœur et Mme Fort, qui appartenaient au même secteur. Dans le secteur de Vildé, Claude Bellanger a également connu Yvonne Oddon, Agnès Humbert et le professeur Fawtier.

Signalons en passant que, si Yvonne Oddon a fait partie, dès le premier jour, du

On peut imaginer la Résistance de 1940 et 1941 comme une cristallisation : chaque cristal, par ses multiples facettes, touche à une infinité de cristaux analogues, et, au fur et à mesure qu'ils entrent en contact avec la masse encore inerte et liquide — mais saturée de sel — que représentait alors la population française, cette masse cristallise à son tour...

En se reliant ainsi les unes aux autres, les équipes accroissaient leur part de danger. Nous en avions conscience, mais nous ne pouvions pas éviter ce péril si nous voulions accroître également notre efficacité. Car pour être efficace le groupe devait recruter sans cesse et multiplier les contacts afin de maintenir le nombre de ses informateurs, de ses passeurs, de ses locaux d'hébergement, de ses lieux d'émission et même, éventuellement, afin de trouver ou retrouver un « réseau », c'est-à-dire un moyen de transmettre ses renseignements.

Ce manque d'étanchéité constituait une grande faiblesse : on recrutait trop pour vivre longtemps. Lorsque le traître avait pénétré, comme le venin, dans une partie de l'organisme, son ambition était de remonter le long des artères jusqu'au cœur : il n'y parvenait que trop facilement et, ce jour-là, il y avait un réseau de moins et quelques morts de plus. Il y avait aussi, presque toujours, certains secteurs qui avaient échappé à la dévastation. Les groupes survivants, qui parfois ne se connaissaient pas entre eux, s'égaillaient alors à la recherche d'un autre réseau — ils le trouvaient presque toujours sans difficulté. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que, d'avatar en avatar, ils disparussent à leur tour. Ce chassé-croisé peut symboliquement être représenté par une partie de cartes où chaque carte correspondrait à un des « noyaux » que nous venons de décrire, tandis que chaque joueur figurerait un réseau. Les cartes passent de main en main ; de temps en temps, un joueur est éli-

noyau créé par Vildé, le professeur Fawtier a été lui-même le centre d'un autre noyau qui a continué son action après l'anéantissement de l'équipe Vildé et Agnès Humbert, avec, en particulier, Marcel Abraham, Claude Aveline et Jean Cassou, a appartenu, à l'origine, à un groupe de dix personnes, qui, en principe, devait demeurer autonome.

Dans ce même secteur, l'avocat Jubineau avait constitué une équipe en août 1940 : il fut mis en rapport avec Henri de Lipkowski (mort en déportation), qui devait théoriquement assurer ses transmissions, puis avec Lewitski et Vildé et, à partir de ce moment, fit partie de l'organisation que dirigeait ce dernier. C'est au nom de cette organisation qu'il rencontra assidûment le petit groupe dirigé par son confrère Séjournan et, à la même époque, sur la demande de Vildé (qui souhaitait fédérer toute la Résistance en zone nord), il entra en relations, dans ce but explicite,

— avec le groupe Transler,

— avec le groupe Gauthier,

— avec un groupe dirigé par un aviateur qui avait un passage en Espagne et qui a été fusillé quelques jours avant ou après Vildé.

De son côté, le colonel Hauet m'a parlé de ses relations avec Gauthier et avec l'aviateur qui organisait les passages en Espagne, mais est-ce Hauet qui les a présentés à Vildé? ou, au contraire, Jubineau qui a informé Vildé, et par lui Hauet? ou encore un troisième groupe (par exemple, ce qui restait du deuxième ou du cinquième bureau) qui a informé l'un ou l'autre de nos secteurs? Jubineau était également en contact avec Pierre Mars (mort en déportation).

Le noyau Transler, celui de Gauthier, celui de l'aviateur, tout comme celui de Séjournan, *ne font pas partie administrativement de notre réseau*, bien que Séjournan ait été un des chefs du secteur de Vildé.

miné et un autre le remplace ; finalement, si le « jeu » se prolonge un peu trop, toutes les levées s'accumulent devant le banquier — l'ennemi, mais de nouvelles cartes sont alors distribuées à d'autres joueurs.

Il est facile de mesurer le peu de chances qu'on avait d'échapper à une arrestation ; mais il est trop simple d'accuser d'imprudence et d'inconscience les gens de cette première résistance : nous n'avions pas le choix et il fallait s'abstenir de toute activité ou se résigner aux exigences de l'action clandestine, dans le contexte où elle se présentait pour nous. De surcroît, nous n'avions pas l'expérience de ce genre de lutte — étudiants, ouvriers, commerçants, spécialistes du droit, de la médecine, de l'architecture ou de la recherche scientifique en ignoraient tout. Les anciens officiers de renseignements qui figuraient dans certains de nos groupes n'étaient pas, à ce qu'il m'a semblé, mieux armés que les autres pour la bataille que nous avions engagée : leurs sélections de renseignements étaient plus rationnelles, mais, pour nous faire prendre, nous étions tous à égalité, car c'est une chose d'être chasseur et une autre d'être chassé. Néanmoins si les dégâts causés par les agents de l'ennemi n'ont — malgré leur terrible gravité — jamais atteint la totalité de nos éléments, nous le devons à la fois à la très haute qualité morale de cette première phalange, qui a permis à la majorité des nôtres de résister aux interrogatoires, et aux relations personnelles et anciennes qui étaient à l'origine de notre recrutement, ce qui a protégé de la trahison quelques-uns de nos secteurs. En fait, les pertes énormes que nous avons subies ne sont pas supérieures à celles des organisations mises sur pied par des techniciens.

J'ai eu l'occasion de confronter longuement mes souvenirs avec ceux de camarades qui ont vécu la résistance intense et technique de 1943 et 1944, et qui m'ont parlé des réseaux créés et dirigés par des agents de l'I. S. ou par des hommes du B. C. R. A. Ils avaient, par rapport à nous, le handicap de moins bien connaître le milieu où ils évoluaient et les gens dont ils étaient amenés à se servir ; cela explique quelques-unes des erreurs qu'ils ont commises.

Pour comprendre leurs autres erreurs, il faut évaluer la différence du recrutement : en 1940 comme en 1944, on trouvait dans la Résistance un pourcentage impressionnant de caractères complets, de la clairvoyance, du courage, du désintéressement, de l'abnégation ; naturellement, dans la frange médiocre que toute collectivité humaine traîne après elle, il y avait aussi une proportion raisonnable de maladroits, de bavards, de farfelus, de faibles, de vaniteux — mais il semble que la frange en question était devenue un peu plus touffue en 1944. C'est d'ailleurs logique.

4. *Fédération et organisation de la Résistance.*

La plupart de ces petites unités autonomes que nous appelons ici « noyaux » se multipliaient à la vitesse des infusoires dans une eau tropicale, et communiquaient presque toutes avec toutes les autres, par l'un ou l'autre de leurs éléments. Le milieu qui fermentait était essen-

tiellement favorable à une « structuration » et celle-ci se produisit sous deux influences :

La première fut la vocation de l'organisation à l'état pur : on s'organise pour être organisé. Elle a donné naissance à ce qu'on a appelé des *Mouvements*.

La seconde tenait à la nécessité du contact permanent avec Londres, pour toute équipe ayant axé une partie de ses activités sur le « Renseignement » : lorsqu'un noyau avait le « contact », il devenait un centre organisateur pour tous ceux qui communiquaient avec lui. On appelle aujourd'hui *réseaux* ce type d'organisme.

En 1940 et 1941, en zone nord, je ne pense pas qu'il ait existé de *mouvements* qui n'aient été aussi des *réseaux* — car ils ont tous fait du renseignement ; mais les *réseaux*, tant du point de vue des buts que des structures, ressemblaient aux *mouvements* à s'y méprendre.

Dans un livre récent sur l'histoire de *Combat* (1), nous voyons se grouper à Marseille, en décembre 1940, quelques dizaines d'adhérents recrutés par Henri Frenay ; à cette date, ce *noyau* s'appelle *Mouvement de Libération Nationale*.

Deux mois plus tard, le capitaine Guédon part pour la zone nord. Avant de partir, il a rencontré, par hasard, le capitaine *Frénay*, mais il a également une mission du colonel Baril, officier du 2e bureau, qui est à Châteauroux. Pour le premier, il essaie d'organiser en zone nord une sorte d'armée secrète, filiale du *Mouvement de Libération Nationale* ; pour le second, il recrute un réseau de renseignements.

A Paris, il va rendre visite à la directrice de l'École des Surintendantes, dont l'adresse lui a été donnée par Frénay, qui la tient de Bertie Albrecht. L'École des Surintendantes devient alors le centre d'un « noyau » très actif qui, en juin 1941, fusionne avec un autre « noyau » où l'on se rencontre à l'Union des Industries métallurgiques et minières — mais le second est plus ancien que celui auquel il adhère...

En février 1941, le capitaine Guédon rencontre le lieutenant Pierre de Froment — mais, à cette date, celui-ci avait déjà créé un réseau important, dans la Loire-Inférieure, dans la Somme, dans le Nord, dans le Pas-de-Calais...

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, les éléments qu'a recrutés Pierre de Froment étaient déjà organisés quand il a pris contact avec eux et ils publiaient un journal (dont le premier numéro a paru en décembre 1940) : *Les petites Ailes du Nord et du Pas-de-Calais*. Ce journal, repris par le *Mouvement de Libération Nationale*, donnera quelque temps son nom à toute l'organisation.

Ce n'est qu'un exemple pris au hasard. Les Arabes du Moyen-Orient appellent souvent un homme par le nom de son père, « le Fils de Louis », mais plus volontiers encore par le nom de son fils, « le Papa de Petit-Jean ». Après 1945, au moment de la liquidation des réseaux (et souvent aussi de leurs baptêmes) il en fut parfois de même.

Le réseau « Musée de l'Homme Hauet-Vildé » a fait exception à cet usage de faire adopter le père par le fils : notre organisation était, à vrai dire, entièrement « structurée » dès octobre 1940. Par contre son nom actuel a été choisi en cinq minutes, par moi-même, un jour de 1946, pour les besoins de la liquidation.

(1) Marie Granet et Henri Michel, *Combat*, Presses Universitaires de France, p. 33 et 34.

5. *Les « affaires ».*

Dans ces broussailles emmêlées, mais non pas inextricables, la trahison va bientôt tracer de grandes allées droites.

En 1941 et 1942, après chaque arrestation, on ne parlait pas de tel *réseau* ou de tel *mouvement*, mais de telle *affaire*, et chacune d'elles avait des contours aussi précis que ceux du *mouvement* ou du *réseau* l'étaient peu. Chacune d'elles aussi a reçu un nom (1).

A partir de février 1941, il y a eu l'*Affaire du Musée de l'Homme* et, presque en même temps, l'*Affaire d'Estienne d'Orves.*

Le colonel de la Rochère et le colonel Hauet (juillet 1941) furent arrêtés ensemble, mais le colonel de la Rochère, impliqué de surcroît dans l'*Affaire du Musée de l'Homme*, parvint à décharger son ami Hauet, qui fut relâché avant le procès. Lorsque nous parlions de ce procès, le colonel Hauet et moi, nous ne l'avons jamais appelé que l'*Affaire des Pompiers*...

Le jour même des arrestations d'Élisabeth Dussauze, de son frère, de Jeanne Sivadon et de toute leur équipe, Jacques Lecompte-Boinet m'alerta. Nous avons ensuite dû souvent nous concerter. Autant que je me souvienne, nous disions alors : l'*Affaire des Surintendantes.*

Nous aurions été plus fidèles à la réalité historique en nommant ces procès, à la manière de Proust : *du côté des Surintendantes* ou *du côté du Musée de l'Homme*, mais, si nous avions su tout ce que nous savons aujourd'hui, nous aurions pu donner à chacun de ces drames son véritable nom générique : *Affaire Devillers*, *Affaire Albert Gaveau* — du nom des deux agents de l'ennemi qui ont envoyé nos camarades à la mort.

Pendant le procès du *Musée de l'Homme*, je voyais chaque jour Me Wilhelm, avocat d'un des accusés, et un soir il me raconta la conversation qu'il avait eue, l'après-midi même, avec le président du Tribunal militaire allemand : Roskoten.

Précisons, tout d'abord, que les arrestations avaient précédé le procès d'un an exactement, période pendant laquelle la Gestapo avait déployé un zèle extraordinaire — sans doute pour justifier la présence dans le « gai Paris » de services disproportionnés avec les besoins de la sécurité allemande. Bref, d'énormes dossiers avaient été constitués et, pour certains inculpés importants, la police avait même confectionné des dépliants, où tous leurs déplacements connus étaient chronologiquement inscrits.

Roskoten (juriste de profession qui semble avoir eu de l'estime et peut-être même de la sympathie pour les gens qu'il a condamnés à mort), en quittant la salle de la rue Boissy-d'Anglas où se jugeait l'affaire, échangea quelques mots avec l'avocat au sujet des charges qui pesaient sur chaque inculpé. Il avait conclu en disant : *Nous savons tout ce qu'a su Gaveau et absolument rien en dehors de ce qu'il a su. Cette affaire devrait s'appeler « l'affaire Gaveau ».* Effectivement, tous les accusés que Gaveau ne connaissait que de nom sauvèrent leur

(1) Les contours étaient précis, mais non pas le nom qui fut empiriquement utilisé ; celui-là est aussi approximatif que, pour l'un des livres de Proust, le titre : *Du côté de chez Swann.*

vie. Nos camarades ont su se taire. (Il est vrai que la torture n'était pas encore d'un usage généralisé.)

Le découpage de chaque *affaire*, c'est l'œuvre du traître. Or, il est arrivé que celui-ci ait profité d'une information tronquée pour déclencher des arrestations qui n'entament alors qu'une partie d'un *noyau*. Même lorsque le traître était bien introduit dans le *réseau*, et que l'*affaire* apparaît comme une projection presque fidèle de celui-ci, elle n'en est jamais le calque absolument rigoureux.

L'*affaire*, néanmoins, a un caractère historique indiscutable : ce groupe a été arrêté tel jour, jugé tel jour, exécuté tel jour — ce sont là des faits qui ne pourront plus désormais être contestés par personne. Tous les gens arrêtés (qui bien souvent ne se connaissaient pas auparavant) seront désormais liés par une solidarité indestructible : ils vont s'efforcer, tout d'abord, de communiquer les uns avec les autres tant qu'on le leur interdit, pour se concerter avant les interrogatoires, grâce à quoi, le jour où ils se retrouvent dans les mêmes cachots, ils sont déjà des amis. Leurs familles, pendant ce temps, se rencontrent devant la porte de la prison, échangent des nouvelles ; elles continueront ensuite à se voir. Puis c'est la déportation ou la mort, grande ombre qui s'étend sur l'avenir, mais qui peut déborder parfois sur le passé.

6. *La liquidation administrative des organisations de résistance.*

Dès la Libération s'est imposée la nécessité d'une mise en ordre du chaos que représentaient les débris de nos organisations. Œuvre ardue, à cause de la disparition des principaux témoins ; œuvre indispensable, parce qu'il fallait assurer de quoi vivre aux familles des victimes et éliminer des « margoulins ». Après plusieurs années de travail, ces buts ont été atteints et le nombre des injustices est aujourd'hui minime.

Pour un très grand nombre de réseaux, cependant, la « mise en dossiers » n'a pas correspondu exactement au tracé historique de l'organisation (1). Il faut bien avouer que ce dernier était difficile à suivre. A l'exception de quelques groupes monolithiques créés et dirigés, du premier au dernier jour, par un chef unique ayant survécu, on se trouvait en présence d'organismes dont les éléments pouvaient légitimement se

(1) En ce qui concerne le *réseau* dont j'ai assuré la liquidation, je me suis constamment efforcée de suivre exactement les contours historiques de l'organisation de 1940. Je n'y suis pas toujours parvenue. C'est ainsi que, à la demande expresse des chefs de la *France Combattante*, je me suis occupée des dossiers du *groupe Adam*. Les hommes de ce groupe avaient pour tout lien avec des éléments du *groupe Vildé* d'avoir été également vendus par Gaveau et d'avoir projeté de s'embarquer pour l'Angleterre sur le même bateau : le thonier *La Monique*. Très nombreux, par contre, ont été les groupes qui historiquement ont été fédérés dans nos secteurs et que j'ai retrouvés, en 1945, à mon retour de captivité, rattachés administrativement à d'autres réseaux. J'ai tenté de faire faire des rectifications, mais je me suis heurtée à des obstacles matériels insurmontables.

réclamer de plusieurs appartenances successives ou même simultanées et dont ceux qui détenaient les articulations étaient morts.

La liquidation administrative était obligée de simplifier, d'attribuer tel « noyau » à telle organisation, de « reconnaître » celle-ci à partir de telle date (d'ignorer, par conséquent, les services antérieurs) : elle a ainsi renforcé les liens qu'elle a authentifiés ; elle a nécessairement affaibli ceux qu'elle a négligés.

L'affaire dont nous parlons dans une page précédente (*Du côté des Surintendantes*) est-elle issue du mouvement *Combat*? Sans doute, mais seulement pour une part. Après le désastre provoqué par Devillers, les filières se reconstituèrent, sous les ordres de Jacques Lecompte-Boinet, dans un réseau, *Manipule* et dans un mouvement, *C. D. L. R.* Qui va assurer la liquidation des groupes trahis par Devillers? Ni *Manipule*, ni *Combat*, ni *C. D. L. R.*, mais un réseau qui s'appelle *Hector* et qui était, je crois, en contact avec l'équipe qui, dans le Pas-de-Calais, a imprimé les premiers numéros des *Petites Ailes* : l'oncle du beau-frère de mon neveu est aussi mon parent...

Cela n'est surprenant qu'au premier abord. Si l'on examine de plus près les réalités de cette période, on y trouve :

1. Des périodiques clandestins. Ils s'écrivent, s'impriment et se distribuent. Ceux qui ont participé aux deux premières opérations peuvent revendiquer de façon indiscutable l'étiquette choisie comme titre dans le journal (*Résistance*, *Les Petites Ailes*), mais on admet aussi dans l'équipe les distributeurs — qui ont souvent été arrêtés et fusillés avec les premiers. Les distributeurs ont eu parfois leur principale activité consacrée à une autre action de résistance.

2. Des réseaux de renseignements. Ils recueillent des informations, ils les transmettent. Deux opérations dont la première s'étend très au delà du *réseau* lui-même.

3. Des organisations où l'on collecte des armes et où l'on fait de la préparation militaire. Mises en contact avec un *journal* ou un *réseau*, elles s'intégreront ou l'intégreront.

4. Des filières d'évasion qui auraient dû, en principe, être autonomes (mais tous les autres organismes avaient aussi des gens à faire évader).

En 1940 et 1941, beaucoup de formations dont les éléments fédérateurs étaient très actifs ont cumulé simultanément toutes ces activités. C'était le cas de la nôtre. Mais on rencontre des groupes qui ont, par exemple, recueilli des renseignements pour un réseau et, pour un autre, distribué un périodique. Il aurait pu y avoir fusion entre les deux éléments — mais celle-ci n'a pas eu lieu. Tout cela évoluait très vite : tel contact pris entre deux chefs de *noyaux* devient le nœud d'un réseau solidement construit ou, au contraire, reste un simple épisode dont aucune trace ne demeure.

Les lacunes de notre documentation historique.

A l'histoire de cette période, qui, actuellement, ne peut être qu'esquissée, il aurait fallu — il faudra un jour — consacrer beaucoup de temps.

Des documents existent, mais cette documentation sèche et formelle constitue des archives et non pas de l'histoire. En outre, ces archives ne sont pas même complètes, car, par exemple, je n'ai pas pu rechercher les origines de certains groupes qui avaient été rattachés à un autre réseau lorsque je suis parvenue à obtenir l'homologation du nôtre. Je sais cependant qu'ils ont fait partie, historiquement, de notre organisation, mais j'avais beaucoup trop à faire déjà avec ceux dont j'avais la charge.

Autre lacune : les questions qui intéressent l'historien, et qui m'intéressent moi-même aujourd'hui, sont rarement celles que j'ai posées jadis, tant il y en avait d'autres dont l'urgence ne souffrait pas qu'on les différât. Même urgence lorsque, de 1945 à 1954, j'ai assuré ce qu'on appelle « la liquidation du réseau » : j'ai été alors obligée de fournir un nombre écrasant d'attestations et de textes officiels (dont j'ai conservé les doubles) qui contiennent une masse de faits exacts et précis — mais sans contexte humain (1).

Dans cette seconde période, cependant, chaque fois que j'en ai eu la possibilité, j'ai mené une enquête plus vaste que celle qui était strictement nécessaire, parfois par curiosité historique, mais plus souvent encore à cause de la profonde sympathie qui me liait à mes compagnons de lutte et d'épreuves, sympathie qui donnait, à mes yeux, de l'intérêt à tous les détails de leur vie, — mais tout cela n'est conservé que dans ma mémoire.

En outre, j'ai disposé constamment de matériaux pour une comparaison fructueuse, car, pendant trois années de captivité, puis à l'occasion de mes travaux sur la déportation, je n'ai jamais manqué de me renseigner sur les origines et les avatars des organisations de résistance mentionnées dans la conversation et j'ai enregistré une foule d'anecdotes caractéristiques. Dans cette phase d'activité, je cherchais surtout à comparer, à classer et à comprendre les faits de détention, et, dans ce sens, j'enquêtais méthodiquement. Le reste — la Résistance — nous en parlions ensuite, mes camarades et moi, pour nous détendre : innombrables petites histoires sinistres, héroïques ou grotesques que, « par-dessus le marché », je notais au passage...

Avant de *raconter* les événements de cette période je tenais à faire d'abord cette analyse très sommaire et très synthétique de leurs articulations, car elle nous a permis d'inventorier au passage les ressources et les traquenards sur lesquels peut compter l'historien ; si les ressources sont parfois défaillantes, les traquenards ne lui feront, en tout cas, pas défaut.

Germaine TILLION.

(1) En octobre 1940, l'importance et la complexité de mon secteur m'a paru exiger une enquête générale que j'ai naturellement détruite après avoir pris les dispositions qui s'imposaient. Ce n'est pas de ce genre de document qu'il s'agit, mais de ceux que j'ai rédigés, après enquête, entre 1945 et 1954, pour la liquidation du réseau. Leur masse est trop volumineuse pour que j'aie pu la conserver à mon domicile, où je n'ai gardé que les plus importants : ils remplissent un très grand placard.

UNE FEUILLE CLANDESTINE : « ARC »

(OCTOBRE 1940-JANVIER 1941)

En octobre 1940, commença à être diffusée à Paris une feuille clandestine dont le premier numéro était intitulé *Libre France*, dont les six numéros suivants n'eurent pas de titre, et qui s'appela *Arc* à partir du n° 8, avec cette explication, en tête de la première page : « Que l'Arc dont Jeanne a porté le nom soit notre signal. » Vingt numéros furent distribués en tout, comprenant en moyenne 7 à 8 pages chacun ; aucun d'entre eux n'était daté ; la publication prit fin en janvier 1941 (1).

Arc était rédigé par M. Probus Correard, ex-polytechnicien et ex-professeur à l'École des Sciences politiques, inspecteur général des Finances honoraire (2), conseiller près le gouvernement général de l'Algérie entre 1932 et 1938. Pendant la guerre, M. Correard publiait un bulletin hebdomadaire, *France et Monde*, où il entendait maintenir « l'esprit de Clemenceau », et demandait que soient matés les défaitistes. Le bulletin cessa de paraître avec l'entrée des Allemands à Paris.

Il semble que *Arc* ait été entièrement rédigé par M. Correard ; mais une sorte de Comité de lecture avait été institué par l'auteur, pour l'assister de ses conseils. Il se réunissait à peu près régulièrement toutes les semaines rue Tronchet et comprenait : Gaston Tessier, secrétaire général de la *Confédération des Travailleurs chrétiens*, le pasteur Durrlemann et le colonel Roux, d'inspiration « positiviste », tous amis de l'auteur (3) et constituant, en raison de la diversité des familles spirituelles auxquelles ils appartenaient, une symbolique union nationale, au moins sur le plan confessionnel.

Une fois l'*imprimatur* donné par le « Comité de lecture », le texte de M. Correard était reproduit par sa secrétaire, M^me^ Coquard, sur une ronéo à plat ; le

(1) *La Vérité française* avait paru en septembre à Versailles, par les soins de Jean de Launoy et de M. Lafaye ; au même moment un petit bulletin *France, Libère-toi* était diffusé dans les Vosges ; le premier journal clandestin imprimé, *Pantagruel*, commença à paraître en octobre (cf. R. et P. Roux-Fouillée, *Catalogue des périodiques clandestins*, Bibliothèque nationale).

(2) Officier d'artillerie pendant la guerre 1914-1918, M. Correard écrivit un ouvrage intitulé *La plus Grande France* sous le pseudonyme de *Probus* ; il créa *l'Association nationale pour l'organisation de la démocratie* (A. N. O. D.) à laquelle avaient adhéré de nombreux parlementaires et qui organisa des déjeuners populaires auxquels vint parler, notamment, Raymond Poincaré. Dans *Nos petits hommes d'État*, Probus préconisait une réforme de la constitution et de l'administration.

(3) Le pasteur Durrlemann était le fondateur d'une organisation religieuse et sociale, nommée *La Cause* ; il parlait tous les mardis au *Poste Parisien* ; par son intermédiaire, M. Correard avait pu prononcer quelques allocutions au micro en mai 40. Le colonel Roux est cité dans le n° 20 de *Arc* comme ayant fait preuve, dans de nombreuses brochures et dans des articles du journal radical *La République* de 1930, « d'une ferme clairvoyance à l'égard du péril allemand ».

tirage variait entre 150 et 300 exemplaires. La distribution était assurée par les filles de M. Correard, par Mme Coquard, Geneviève Tessier, Monique Normandin, Lucienne Lamadon (1). Le journal était mis sous bande et envoyé à des gens connus et jugés sympathisants, tantôt par la poste, tantôt par remise directe aux concierges ; mais des distributions furent aussi faites dans le métro, sur les banquettes, entre les grilles, en laissant tomber ostensiblement les feuilles par terre pour qu'un voyageur derrière soit incité à les ramasser, etc... De son côté, le pasteur Durrlemann emportait les stencils et procédait chez lui avec sa secrétaire à un nouveau tirage et à une distribution supplémentaire. Le cloisonnement était relativement étanche ; la plupart des diffuseurs ne se connaissaient pas entre eux et ne connaissaient pas les rédacteurs.

Toute cette activité se déroula sans histoire jusqu'en janvier 1941. A ce moment, le pasteur Durrlemann ayant prononcé une allocution sur la tombe d'un officier britannique, les Allemands perquisitionnèrent chez lui et découvrirent les stencils. Le pasteur fut condamné à dix-huit mois de prison, sa secrétaire, Mlle Hettel, à six mois. Ils refusèrent de livrer le nom de l'auteur des textes (2), que les Allemands connurent seulement par hasard à la suite d'une nouvelle perquisition.

Prévenu par Mme Durrlemann, M. Correard passa la ligne de démarcation, gagna Clermont-Ferrand, puis Alger (3). *Arc* cessa alors de paraître.

Cette feuille clandestine, parmi les toutes premières, n'a donc pas terminé aussi tragiquement son existence que d'autres, *Pantagruel* par exemple. Elle ne rencontra pas, pour son impression et pour sa diffusion, de trop grandes difficultés. Mme Coquard, en raison des nombreuses activités littéraires antérieures de M. Correard, possédait un stock de papier qui s'avéra suffisant. Les frais étaient couverts par les cotisations des membres de l'*Association nationale pour l'organisation de la Démocratie*, à l'insu de quelques-uns des membres, mais en toute connaissance de cause pour quelques autres, dont l'industriel Ernest Mercier ; l'argent personnel de M. Correard faisait le reste. Les informations étaient fournies, soit par les émissions de la radio britanniques que Mme Coquard sténographiait, soit par les nouvelles recueillies de bouche à oreille par les uns et par les autres, soit encore par la lecture attentive de la presse parisienne ou allemande.

La petite équipe de *Arc* n'avait aucune expérience de la vie clandestine (4) ; ses membres n'eurent pas le temps d'en découvrir les dures lois. Ils ignorent entièrement et ne pressentent pas ce que pourrait produire une Résistance organisée, par la collecte et la transmission du renseignement, ou par l'action directe. *Arc* est une de ces multiples tentatives artisanales de la Résistance spontanée à ses tout premiers

(1) Dans cette « entreprise familiale » s'affirme déjà le rôle des jeunes filles comme agents de liaison ou diffuseurs de tracts et journaux.

(2) Le pasteur Durrlemann mourut dix huit-mois après être sorti de prison.

(3) A Alger, M. Correard fit circuler *Le Livre de l'Idéal français*, où il préconisait la rentrée de l'Empire dans la guerre. Après le 8 novembre 1942, il fonda le *Centre d'action intellectuelle française* où il s'appliqua, selon ses termes, « à établir une doctrine internationale, politique, sociale, économique, financière ». Un projet de « constitution fondé en raison », établi par lui, fut présenté par M. Gaston Tessier, à l'*Assemblée consultative*.

(4) Il semble que les policiers allemands qui perquisitionnèrent chez le pasteur Durrlemann n'étaient guère plus experts : ils oublièrent la moitié des papiers, ne mirent des scellés que quarante-huit heures plus tard et oublièrent d'en poser sur le soupirail de la cave et sur les fenêtres du premier étage.

débuts. Elle ne dépasse guère le cercle de la famille ou des amis ; aucun mouvement de résistance n'y a trouvé naissance. Sa portée fut donc probablement assez limitée. Cette source vite tarie, qui ne donna pas la vie à un grand fleuve, est toutefois intéressante à étudier, un peu comme ces filets d'eau du désert, dont le faible volume laisse tout de même entrevoir la fin de l'aridité.

La lecture des vingt numéros du bulletin permet de voir comment un groupe de patriotes, résolus à ne pas accepter la défaite tant que subsistait la plus faible lueur d'espoir, ont cherché en tâtonnant leur chemin dans le trouble des esprits créé par l'occupation de Paris, au milieu des pièges que leur tendaient la propagande ennemie et les malheurs du temps, alors qu'ils ne trouvaient dans leur passé et dans leur savoir aucun précédent portant enseignement.

* * *

Avant tout, ces intellectuels essaient de voir clair en eux-mêmes et autour d'eux. Leur réaction première est celle du caractère autant que de l'intelligence : « L'essentiel est de sauver l'honneur... L'honneur exige qu'on préfère le danger de perdre la vie, de perdre son argent ou sa place, aux avantages matériels... Il faut être prêt à perdre sa vie. » Le cardinal Baudrillart s'étant déclaré pour la collaboration, *Arc* lui écrit : « Subir, oui ; coopérer, non ; exécuter des ordres, non pas ! » Il importe de « maintenir la protestation du droit ».

D'ailleurs la guerre n'est pas finie puisque la paix n'est pas signée ; les Allemands « sont toujours officiellement nos ennemis » ; ce sont eux qui occupent notre sol, et non les Anglais ; nous nous trouvons « en présence d'une tentative de domination du monde ».

Il faut donc empêcher que les Français se laissent aller au désespoir et, pour cela, insister sur les mensonges de la propagande de l'ennemi et de ses amis : l'armistice n'est pas respecté, puisque le gouvernement n'est pas à Paris ; la race allemande est un mythe ; la France n'est pas responsable de la guerre, le « responsable n'est pas sur notre sol » et « l'honneur commandait d'entrer en Pologne » ; les prisonniers de guerre sont emmenés en Allemagne ; si nous manquons de nourriture, c'est la faute aux Allemands ; il n'y a pas de race juive ; les traités de 1919 étaient bons, etc...

Les collaborateurs sont flétris comme ils le méritent ; « un grand nombre de Français agissent en traîtres » ; mais ils constituent une minorité ; il ne faut pas lire « la presse reptilienne de Paris » ; on n'a pas le droit « d'accepter une rémunération pour servir l'ennemi ». Honte au Danemark, « qui a accepté tout simplement la servitude ». *Mein Kampf* est là d'ailleurs — et de nombreuses citations en sont

extraites — pour montrer « la volonté d'anéantir la France » ; déjà les Français nés en Alsace ne sont-ils pas proclamés allemands?

Est-ce à dire que tout Allemand doit être identifié avec le mal absolu? Certes non. « Si nous appelons les Français à la lutte, ce n'est pas sous l'empire de la haine ; nous ne haïssons pas ces hommes habillés de vert qui blessent notre vue chaque jour. — Tous les Allemands ne sont pas complices de Hitler et les Allemands auront leur place dans la Communauté européenne. » Si un retour est fait vers le passé, c'est pour regretter que, après 1919, on n'ait pas introduit, « après un stage, des troupes allemandes dans l'armée internationale de Foch ».

Seulement, il y a Hitler. Non que celui-ci soit jaugé à sa vraie mesure. Les grands succès qu'il a remportés jusqu'ici continuent à faire impression et les horreurs que cache l'ordre nazi ne se sont pas encore pleinement dévoilées. Il est même admis que Hitler est un « psychologue extraordinaire », et, plus curieusement, qu'il a compris « la science sociale, inconnue dans notre pays ». Seulement, c'est un dictateur « qui étouffe la liberté des autres », et « le plus simple des paysans ou des ouvriers sait qu'une parole de Hitler ne vaut rien (1) ».

Le but apparaît donc en toute clarté ; il faut chasser l'occupant parce qu'il est chez nous, qu'il est l'oppresseur ; tous les efforts « doivent être tendus vers la résurrection de l'indépendance nationale, qui donne sa forme à la Patrie ».

Mais comment faire? Ici éclate la totale inexpérience des rédacteurs de *Arc* en matière d'action clandestine. Constation curieuse : ces hommes cultivés ne semblent guère chercher dans l'histoire — à part Jeanne d'Arc — des exemples de rébellion de peuples soumis à une occupation étrangère dont ils pourraient s'inspirer ; ils n'évoquent pas non plus les sociétés secrètes du type *carbonaro* ; tout juste pensent-ils au parti communiste, « dont les cellules et les rayons font la force ». Mais c'est pour conclure qu'ils ne croient pas « à la victoire heureuse des peuples soumis ». La libération de la France, on l'attend moins des Français que d'une victoire anglaise « que les hommes sensés doivent appeler de leurs vœux ». On formule des hypothèses : « Comment s'écroulera l'empire hitlérien? Par les Anglais et les Américains? Le communisme et l'armée rouge? Une révolte allemande, ou une insurrection générale européenne? » Toutes ces solutions seront les bienvenues et le peuple français doit être prêt lorsque l'une d'entre elle se produira. Mais, pour l'instant, on n'imagine guère qu'il y ait autre chose à faire « qu'attendre l'heure H et s'y préparer ».

C'est donc dans l'attentisme que la Résistance se cherchera. Les rédacteurs de *Arc* sentent bien pourtant que l'attentisme ne doit pas

(1) Le processus n'est pas clairement perçu du pillage de l'économie française... par des achats régulièrement effectués avec l'argent français fourni par l'indemnité d'occupation.

signifier l'inaction. Ils donnent des conseils pour une activité prudente : mesures pratiques pour éviter les queues devant les boutiques et mettre fin à la perte de « deux millions d'heures par jour pour la population parisienne » ; invitation à ne jamais parler les premiers aux ennemis « pour leur montrer combien leur présence est odieuse » ; consigne aux femmes de mettre un corsage ou une broche « à nos trois couleurs, les vainqueurs seront embarrassés... ».

L'idée est que « nos ennemis nous brimeront d'autant moins qu'ils sentiront en nous plus de volonté ». Il faut donc « résister » — voilà le grand mot lâché — « mais intelligemment, cela va de soi... préparons-nous à l'héroïsme pour le jour J ». Pour l'instant, « faisons des choses plus simples », étant bien entendu que « tous les Français soient prêts à répondre à l'appel décisif » et à « mourir pour le pays, par le fer ou par la faim ».

Il importe donc que s'unissent « ceux qui veulent la résurrection de la France » et que « les vrais Français se connaissent ». Comment? C'est aux lecteurs qu'est laissé le soin « d'imaginer les meilleurs moyens » et « de faire savoir s'ils sont prêts à travailler pour la résurrection de la France ». Signe de reconnaissance? « Parlez de Jeanne d'Arc. »

Peu à peu, toutefois, les méthodes se précisent. Ce n'est pas sur une action de masse qu'il faut compter, mais sur des « élites morales » et — formule chère à Tardieu — sur des « minorités agissantes », dont les autres faciliteront la tâche « par l'aide matérielle, la propagande ou le silence ».

A partir du n° 13, apparaît la volonté de constituer une de ces minorités : on l'appellera « *les Archers* » ; à un certain nombre d'exemplaires du bulletin, des pages numérotées 00 sont ajoutées, réservées à quelques personnes sûres, les premiers *Archers*. Ceux-ci se reconnaîtront « en dessinant l'arc avec leurs deux mains », ou en échangeant des « citations de Jeanne ». Puis chacun d'entre eux constituera un groupe de trois à cinq personnes, désigné par un totem, dont les membres recevront des numéros, étant bien entendu que les noms et les adresses ne seront inscrits sur aucune liste, et que « seul le chef fait partie d'un autre groupe ».

Ainsi s'esquisse un mouvement de résistance à qui le temps manquera pour s'affirmer. A l'image d'autres mouvements, par son propre cheminement, *Arc* découvre ainsi les premières règles de la vie clandestine : ne pas écrire, observer un rigoureux cloisonnement. Pour l'instant, on ne va pas plus loin ; lorsqu'un « coup dur » se produira, *Probus* quittera la zone dangereuse, sans penser, semble-t-il, qu'il aurait pu se dissimuler dans la grande ville sous une fausse identité. Quand, le 25 décembre 1940, une affiche allemande annonce l'exécution de l'ingénieur Bonsergent, auteur d'un attentat contre un officier allemand, *Arc* reproduit le texte de l'affiche dans son numéro 19, mais c'est pour tirer de l'affaire cette leçon : « nous conseillons à tous de s'abstenir de mani-

festations inutiles qui ne contribuent pas au salut du pays », bien que Bonsergent soit « un martyr de la cause française ».

En apparence, nous sommes loin de l'insurrection générale de l'été 1944 ! Ces premiers résistants n'imaginent ni les maquis ni la guérilla ; ils répugnent au sabotage et à l'attentat. Mais c'est par les mêmes balbutiements que tous les mouvements de résistance ont essayé leur voix ; c'est à partir de leur expérience qu'ils formuleront et perfectionneront leurs méthodes ; ils grandiront par leur fonctionnement même.

* * *

Souhaiter la victoire de la Grande-Bretagne, « dont le courage force l'admiration » et qui « défend notre indépendance en même temps que sa liberté », ne signifie pas qu'on est à ses ordres, ni même qu'on travaille pour l'aider dans son combat : « *Arc* n'est pas un organe de propagande anglaise, nous ne sommes en relations avec aucun Anglais. »

Ce qui préoccupe les rédacteurs, c'est, selon leur expérience de 1914-1918, de réaliser en France une sorte d'union sacrée. La composition de l'équipe montre déjà que les querelles sur la laïcité sont hors de saison ; d'ailleurs, « la morale chrétienne et la liberté humaine sont les deux sources vives de l'idéal français ». Certes, on n'oublie pas que de grosses erreurs furent commises hier, ni « l'incapacité où se trouvaient nos dirigeants d'adopter des formules neuves ».

Mais ce n'est pas le moment d'évoquer cela. Il vaut mieux rechercher des raisons d'espérer dans les gloires du passé, « Pascal et Pasteur, Carnot et Foch, saint Louis, et Jeanne d'Arc. » (1) Personne n'est exclu de la patrie : « Nous ne renions ni Brazza né italien, ni Bergson qui est juif » et « nous entendons traiter les Juifs comme des hommes ». Les communistes ont leur place aussi dans l'Union sacrée.

C'est une des étapes les plus riches d'enseignement dans le cheminement de *Arc* pour l'élaboration d'une politique de la Résistance, que l'attitude adoptée envers les communistes, hier vilipendés comme des agents de l'ennemi. Certes la défiance subsiste à leur égard : « si des patriotes démocrates ne se mettent pas à la tête du peuple dressé pour sa liberté, c'est la vague communiste qui les emportera ». Mais, par ailleurs, la vitalité du parti communiste impressionne : « les tracts communistes circulent à un nombre immense d'exemplaires ». Aussi bien, ces hommes qui estiment « qu'il faut revenir à Déroulède » et que « Poincaré fut le dernier grand homme d'État français » affirment, dès le deuxième numéro de *Arc*, en octobre 1940 : « Si le salut nous vient d'un ouvrier militant d'extrême gauche, gloire à lui. » Le même réalisme politique fait admettre comme légitimes les modifications de frontières

(1) Dans le nº 14 : « Saint Louis, Henri IV, Ferry, Méline, Clemenceau, Poincaré. »

que l'U. R. S. S. a tracées, pour son grand bénéfice, en Europe orientale (1). Dans cette attitude, c'est tout le *Front national* qui est en attente.

C'est en fonction de cette volonté exclusive de réaliser la Libération de la France, que Pétain et de Gaulle sont l'objet d'une prudente expectative. Le premier n'est nommé qu'à partir du nº 4, le second, au nº 7. La défiance est de règle à l'égard du gouvernement de Vichy, dont on se demande « si les intentions sont oui ou non entièrement pures ». De toute façon, si imparfaite qu'elle fût, la constitution de 1875 est, pour la France, « le fondement du droit... Aucun pouvoir n'a jamais été donné au maréchal Pétain de faire des lois sans la ratification des Chambres ». Les actes pris depuis le 10 juillet n'engagent pas la France et « nul Français n'est tenu de leur obéir ». Cette déclaration républicaine faite, qui rejoint curieusement la démonstration de M. René Cassin à Londres, il est constaté, après les premières mesures de la « Révolution nationale », qu' « on tente à Vichy une rénovation nécessaire ; on a raison, mais pourvu qu'on assure l'indépendance nationale ».

Voilà la grande question, qui fait scruter avec une attention inquiète l'énigme du régime de Vichy ; on le jugera à ses actes ; on ne le suivra que s'il œuvre pour la Libération de la Patrie. Sa voie n'est-elle pas toute tracée? Dès le nº 2 de la publication, figure le slogan, qui sera constamment répété : « Le gouvernement de Vichy doit aller en Afrique du Nord. » Ici apparaît une des principales différences de mentalité moyenne entre la « zone occupée » et la « zone libre ». En zone sud, dans la griserie d'une indépendance apparemment préservée, les milieux dirigeants se laissent aller à croire à la vertu de réformes internes, à la possibilité d'une position de neutralité entre les deux blocs ennemis ; on incline volontiers à la réaction politique et sociale. En zone nord, la présence de l'occupant situe constamment le véritable problème et rappelle que tout ce qui ne concourt pas à la Libération du pays risque d'en détourner.

Aussi bien oscille-t-on entre l'espérance et l'angoisse selon les nouvelles qui viennent de Vichy. On pense « que la zone libre n'est pas libre », que « le gouvernement actuel ne peut rien », que « les journaux français, la radio française, le gouvernement français, sont aux mains des Allemands ». Mais, par ailleurs, le maréchal Pétain « est un Français et un Français glorieux » ; que ne se débarrasse-t-il de Laval, « un des plus tristes exemples d'absence de conviction » dans le personnel politique de la IIIe République?

L'entrevue de Montoire déchire le voile : « La mesure est comble lorsque Pétain déclare que sa rencontre avec Hitler est le premier symbole du redressement français. » On rappelle alors le pessimisme de Pétain en 1917, sa responsabilité dans l'impréparation de l'armée fran-

(1) On peut lire dans le nº 15 : « Que fera la Russie? En tout cas, elle n'aide pas réellement l'Allemagne. »

çaise de 1940. Certes, « on lui doit vénération, affection, reconnaissance pour le passé ». Mais « il n'est pas l'homme des résolutions suprêmes ». Aussi bien ne peut-on lui faire confiance : « La France est au-dessus de Pétain. »

Toutefois il faut reconnaître que « son débile gouvernement voudrait éviter certains malheurs à ses compatriotes ». N'a-t-il pas renvoyé Laval le 13 décembre « dans un sursaut de patriotisme »? Mais Abetz est venu à Vichy et tout est rentré dans l'ordre. « Les Français qui font toujours confiance au Maréchal savent qu'il est enchaîné. »

Pourtant, la voie de l'évasion demeure ouverte. Que le Maréchal songe « que le nom le plus populaire pour tous les Français de zone occupée est celui du général de Gaulle », car on sait qu'il représente la Résistance française. Il faut que le Maréchal remette l'Empire dans la lutte (1) : « Monsieur le Maréchal, sauvez la France. » Qu'il entende l'appel du général de Gaulle : « Notre flotte, notre Afrique du Nord, notre Syrie, ont le moyen de changer en déroute le revers italien. » Alors, ceux qui suivent de Gaulle se rangeront derrière Pétain, car l'idéal serait « que Pétain et de Gaulle se rejoignent ».

C'est ainsi que, lorsque *Arc* cesse de paraître, la déception provoquée par Pétain était devenue assez forte pour que — sans perdre tout à fait l'espoir qu'on puisse un jour le suivre en toute confiance sur le sentier de la guerre, retracé en Afrique — il soit admis qu'il faille se tourner « vers d'autres aurores ». Et de Gaulle est l'astre montant : non que la réserve à son égard n'ait été longue à se dissiper. Si des passages de ses livres sont souvent insérés pour regretter que seul l'ennemi ait tiré parti de sa clairvoyance, on évite de faire allusion à la position qu'il a prise à Londres. De toute évidence, on le connaît mal et, si il n'est jamais écrit qu'il est au service des Anglais, il faut attendre le n° 19 (l'avant-dernier) pour lire qu'il a conclu avec les Britanniques un accord « sur la restitution intégrale des territoires français » et « qu'il faut reconnaître *maintenant* le caractère sérieux d'une telle promesse ».

Jusque-là, hommage a été rendu essentiellement aux combats menés par les *Français Libres*, à Larminat et à Catroux, à l'Afrique équatoriale « qui recommence à lutter pour la France ». Il semble que, autant que l'incertitude constante à l'égard de Vichy, ce soit la popularité du général de Gaulle dans la masse qui ait incliné vers lui les rédacteurs de *Arc*. Mais, s'ils reconnaissent qu'i montre la voie, ils pensent encore que, en le suivant, Pétain l'éclipsera ; de Gaulle est un guide, non le chef. Pas plus qu'ils n'imaginèrent l'ampleur que prendrait la Résistance intérieure, dont ils contribuaient pourtant à assurer les premiers pas, les résistants de *Arc* n'entrevirent l'extraordinaire odyssée de la

(1) Lorsque Weygand devient proconsul en Afrique du Nord, on lit dans *Arc* (n° 4) : « Nous espérons qu'il mettra son devoir envers la France au-dessus de ses liens avec le gouvernement. »

France Libre. Ils concluent encore, avant de se séparer : « Que ce soit Pétain, que ce soit de Gaulle, l'ouvrier inconnu, la vierge inspirée, celui qui travaillera pour notre Libération est nôtre. » Mais, en même temps, ils reproduisent le texte d'un message du chef des *Français Libres*, invitant les Français à observer ses consignes pour le 1er janvier 1941. Ils esquissent ainsi ce ralliement à la *France Libre* qui sera peu à peu celui de toute la Résistance intérieure, parce qu'il s'inscrivait dans la logique des faits.

* * *

En même temps que, dans la nuit de la défaite, les *Archers* cherchent passionnément les éclairs de lumière qui les guideront vers la revanche, ils se préoccupent déjà du destin de la France Libérée. « Nous libérerons notre Patrie, puis nous rénoverons la France. » La critique de la IIIe République est sévère (1).

« Nous avons subi toute une pléiade d'hommes faibles ou corrompus. Ils n'ont su ni convaincre les autres États d'organiser une armée européenne pour maintenir la paix, ni faire choisir ceux que menaçait l'agression hitlérienne, c'est-à-dire tous les peuples du continent, entre une garantie commune et l'abandon à leur propre sort ; ni créer les cadres et l'armement de divisions assez nombreuses pour nous faire tirer profit de nos six millions de soldats instruits ; ni constituer les divisions de choc que l'Allemagne a organisées en appliquant une idée française ; ni créer l'outil financier permettant d'utiliser toute la main-d'œuvre disponible ; ni réaliser la répartition du travail entre les bras offerts ; ni faire des plans, de quatre ou dix ans, pour utiliser au mieux nos ressources ; ni se donner des yeux, en chargeant des hommes et des femmes d'élite de voir ce qui se passe dans le pays et de leur en rendre compte ; ni préparer les stocks utiles à nos approvisionnements de guerre ou de paix ; ni mettre un frein au flot de corruption qui s'étendait sur le pays ; ni restaurer l'indépendance et la probité de la presse ; ni faire servir les ressources immenses de notre domaine pour assurer le sort des vieillards et des enfants ; ni faire vibrer l'appel en faveur des institutions spirituelles qui élèvent ou qui élargissent les âmes ; ni donner aux Français la confiance en la vie pour eux-mêmes et pour ceux qui viendront après eux ; de façon à réparer la défaillance des générations qui précèdent et à faire jaillir sur notre sol une source plus généreuse de population. Ils n'ont pas fait cela et nous le ferons (2). »

Cette rénovation, elle n'est encore dessinée qu'à grands traits ; « il faut transformer les foules françaises », mais « dans le climat de liberté et d'humanité de notre pays ». En tout cas « l'organisation sociale » doit

(1) Bien que l'œuvre coloniale soit louée sans réserve : « Elle est peut-être la plus grande œuvre de l'Humanité. »

(2) N° 14, p. 7 et 8.

être nouvelle ; « nous saurons à l'avenir laisser les hommes développer pleinement leur valeur individuelle tout en empêchant que l'argent soit roi ». Une chose est certaine : « Après la résurrection de la France, les traîtres perdront tout droit à participer à la communauté française... Point de grâce. » Volonté « d'épuration », nécessité de réformes profondes, *Arc* affirme, dès l'automne 40, deux des aspirations permanentes de toute la Résistance.

* * *

Entreprise modeste et de faible durée avec seulement une esquisse de mouvement clandestin, *Arc* nous permet de connaître les tout premiers débuts de la Résistance. Il témoigne autant des difficultés que celle-ci avait à vaincre que du grand avenir qui l'attendait.

Son activité s'est tout entière orientée vers une action psychologique sur l'opinion publique, et il ressemble en cela à tous les mouvements clandestins français au moins en leurs commencements, tellement la défaite brutale du pays, l'habileté de la propagande allemande, l'ambiguïté du régime de Vichy, avaient jeté le trouble dans l'esprit des Français. Si leur rôle dans l'action a été faible, du moins par le souci d'instituer une totale union nationale, leur détachement progressif de Vichy et en contre-partie leur rapprochement avec la *France Libre*, comme par leur claire perception des modifications à apporter à la structure politique d'avant guerre, les *Archers* ont posé les prémisses de la pensée qui deviendra peu à peu celle de la Résistance, à mesure qu'augmenteront ses troupes et que s'unifiera son action (1).

Henri Michel.

(1) Lettres de M. Correard, de Mme Lemoine et de M. le pasteur Christophe Durrlemann. Notes de M. Correard. Témoignages de Mmes Coquard et Hacha (Monique Normandin). Préface de M. Gaston Tessier au projet de constitution de *Probus*. Collection complète de *Arc* fournie par Mmes Lemoine et Coquard.

« DÉFENSE DE LA FRANCE »

Le Mouvement *Défense de la France*, s'il ne fut pas l'un des plus nombreux, fut, à coup sûr, l'un des plus originaux des Mouvements de Résistance de la zone nord. Il fut un Mouvement de jeunes, essentiellement recruté au début parmi les étudiants et les étudiantes (il comprit beaucoup de femmes), et, jusqu'à la fin, dirigé par eux. Il fut longtemps un Mouvement exclusivement parisien. En outre, contrairement aux autres Mouvements de zone nord, axés surtout vers les activités de caractère militaire et la collecte des renseignements, il se consacra presque exclusivement (à peu près jusqu'à la formation du M. L. N.) à la propagande et à la fabrication des faux papiers. Il eut sa propre imprimerie, ce qui facilita l'impression de ces faux papiers et permit à son journal d'atteindre les plus forts tirages de la zone nord. Enfin, à cause de son ralliement tardif au « gaullisme », il resta très indépendant financièrement — et par suite, fort pauvre — et ne reçut pas de fonds de Londres avant la fin de 1943.

La fondation du Mouvement (1).

Dès le mois de septembre 1940, l'isndutriel Marcel Lebon et le jeune étudiant en philosophie, Philippe Viannay, qui venait d'être démobilisé, pensent « qu'il faut faire quelque chose ». Lebon met à la disposition de Viannay les subsides nécessaires pour réaliser une action — dont la forme restait encore peu précise — mais dont le but était bien déterminé : exciter, ranimer le sentiment patriotique chez les Français. Après la rentrée de l'Université, en octobre, Ph. Viannay rencontre son ancien camarade de lycée, Robert Salmon, et le met au courant de ses conversations avec Lebon. Peu à peu, au cours des mois qui suivent, ils groupent autour d'eux quelques-uns de leurs camarades d'études, qui forment le noyau de ce qui devint *Défense de la France*. Ces jeunes étudiants se rencontrent, en particulier, au cours de géographie physique de la Faculté des Sciences, où l'atmosphère est propice à la Résistance. La chaire de géographie physique est occupée par le professeur Lutaud, qui ne cache pas ses sentiments : il est patriote et démocrate, il n'aime pas les nazis et déplore l'occupation allemande. Dans ses cours, il exalte la beauté de la France, ses richesses qui ont toujours excité les convoitises de ses voisins, et qu'il faut « dé-

(1) Rapport d'activité de D. F. par Ph. Viannay. Tém. Ph. Viannay, H. Viannay, R. Salmon, Ch. Nadel, A. Bottin, G. Deschamps, G. Monod. Cette étude n'indique que la structure générale et l'action essentielle du Mouvement. L'action militaire, en particulier, n'est esquissée que très sommairement. L'histoire complète du Mouvement sera reprise dans un ouvrage en préparation qui paraîtra aux P. U. F. dans la collection *Esprit de la Résistance*.

fendre ». Après ses cours, il exprime encore plus librement ses opinions aux élèves qui l'entourent : il est gaulliste. Aussi son laboratoire devient-il vite un foyer de résistance (1). La bibliothécaire du laboratoire est alors une jeune étudiante, Hélène Mordkovitch, ardente patriote, que l'attitude des Français de zone sud (où elle avait été évacuée en juin avec le matériel du laboratoire), leur anglophobie bornée, la popularité de Pétain avaient écœurée. Ph. Viannay (2) et R. Salmon (3) sont tout de suite d'accord avec elle. Se joignent bientôt à eux des étudiants des Facultés des Lettres, des Sciences, de Médecine, comme Charlotte Nadel, Jacqueline Pardon, Anne-Marie Jeanprost, Julianne Migneret, Louis Pascano, Geneviève Bottin, Jean Mennerat et des amis personnels comme Génia Deschamps, Marianne Réau, etc... Ce groupe de jeunes trouvait un appui moral et matériel chez quelques « sages », hommes mûrs, de haute valeur, comme le professeur Gustave Monod, Marcel Lebon, Alphonse Bottin.

Comment pourra-t-on lutter contre les Allemands? Les garçons peuvent partir en Angleterre, pense Hélène Mordkovitch. Mais ne pourrait-on pas être plus utile en restant en France, en éclairant l'opinion, en préparant le réveil qui ne peut manquer de se produire? C'est l'opinion de Marcel Lebon, de Philippe Viannay et de Robert Salmon. Sans doute parce qu'ils sont intellectuels pensent-ils à écrire, à exercer une action sur les esprits plutôt qu'ils ne songent, comme d'autres à la même époque, à l'action immédiate, qui était d'aider l'Angleterre — seule ennemie, encore en guerre, de l'Allemagne — par la collecte de renseignements militaires (4). Dès le début du printemps de 1941, un tract sur l'Alsace est rédigé et ronéotypé à 100 exemplaires chez Alphonse Bottin (5), industriel à Ivry-sur-Seine, qui fournit aussi le papier nécessaire. Le premier acte réel de résistance était accompli (6).

Le journal. L'imprimerie (7).

Mais des tracts ronéotypés ne peuvent être diffusés qu'à un nombre

(1) Des membres d'autres Mouvements fréquentaient aussi ses cours.

(2) Ph. Viannay préparait le certificat de géographie physique et l'agrégation de philosophie.

(3) R. Salmon, prisonnier évadé, préparait l'entrée à l'École normale supérieure, où il fut reçu en 1941. Il entra premier à l'École des sciences politiques en 1942.

(4) Certains membres du Mouvement eurent aussi une activité dans les réseaux de renseignements ou d'évasions de prisonniers (exemple : G. Deschamps, A. Bottin, Jurgensen, etc.).

(5) A. Bottin, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de physique, père d'une amie d'Hélène Mordkovitch, donna son aide à D. F. pendant toute l'occupation et toute sa famille entra au Mouvement.

(6) La résistance aux Allemands prit aussi, dès le début, la forme des faux papiers ou fausses déclarations : Marcel Lebon donna à Viannay et à Salmon, dès les graves événements de novembre 1940, qui firent craindre des arrestations massives d'étudiants, des certificats spécifiant qu'ils étaient employés dans son affaire.

(7) Rapport Viannay. Tém. P. et H. Viannay, R. Salmon, J.-D. Jurgensen,

restreint d'exemplaires. Or, le petit groupe pense à une large propagande. Pour cela, il faudrait imprimer un journal. Confier l'impression à des imprimeurs professionnels est dangereux et pour eux et pour les rédacteurs, et, en outre, fort coûteux. La solution la meilleure — mais la plus difficile — serait d'acheter une machine et de faire l'impression soi-même. Mais où, comment, avec quel argent acheter une machine, puisque la vente de tous les produits industriels est soumise à des autorisations sévèrement contrôlées? C'est l'industriel Marcel Lebon (1), qui, tenant ses promesses, permit à D. F. de réaliser un rêve qui pouvait paraître impossible. Grâce à lui, on put acheter une machine allemande, une *Rotaprint*. Lebon donna non seulement l'argent pour la payer, mais une somme importante pour parer aux autres frais de l'entreprise.

Posséder une machine entraîne, en effet, toutes sortes de complications. Il faut indiquer un local pour la livraison, il en faudra un autre pour l'installer, il faudra une machine à écrire d'un modèle spécial pour établir les clichés (2), bicyclettes et remorques pour transporter clichés et papier ; il faudra, plus tard, quand D. F. achètera de véritables machines d'imprimerie, apprendre le métier de typographe. Tout cela est difficile à faire clandestinement et avec des moyens limités. Les jeunes Résistants y réussirent, cependant, grâce à beaucoup de courage, d'astuce et de dévouement.

La *Rotaprint* — qu'on surnomme *Simone* — est livrée dans un apparte ment rue Lhomond (loué sous un faux nom), d'où, par prudence, Ph. Viannay, Robert Salmon et Louis Pascano la déménagent aussitôt pour la mettre, villa Saint-Jacques, chez la mère de Louis Pascano — où seront imprimés les deux premiers numéros. Elle n'y reste pas longtemps, est cachée quelques semaines à Neuilly, chez le père de Ph. Viannay (3), puis dans les caves de la Sorbonne, où elle fonctionne plus d'un an (août 1941-septembre 1942) et chez le professeur A. Dain (4). De là, elle est installée rue Gazan, puis rue d'Alésia, et, enfin, dans un lavoir du quartier de la Bastille. Elle devait être détruite, en août 1944, dans le maquis de Seine-et-Oise où elle avait été transportée.

L'installation dans les caves de la Sorbonne avait été possible parce qu'Hélène Mordkovitch (5) avait les clefs du laboratoire de géographie physique et que les caves du laboratoire communiquaient avec celles de la grande bibliothèque et de l'Institut des Hautes-Études Chinoises. La machine était dissimulée sous des piles de livres destinés au pilon et le papier dans des caisses. Les journaux, sitôt imprimés (le travail se faisait de nuit), étaient mis à sécher

Ch. Nadel, G. Deschamps, B. Lebon, A. Bottin, A. Radiguer, M. Guthmann, F. de Rivière, F. Girard, Mme Grou-Radenez, G. Maignet. Cf. : G. Piquet, *Presse clandestine*, Nathan éd.

(1) Lebon, en plusieurs fois, donna, à D. F. environ 250.000 francs. Son adjoint, Paul Ranchon, aida aussi D. F.

(2) Elle fut volée en plein jour, au Ministère de l'Agriculture, par Ph. Viannay, Et. Ploix et Robert Salmon.

(3) Où eut lieu, dix jours après le déménagement, une descente de la *feldgendarmerie*, qui ne trouva rien...

(4) Professeur à l'Institut catholique. Il écrivit de nombreux articles dans le journal.

(5) Elle épousa Ph. Viannay en 1942.

sur les rayons, puis sortis par les étudiants dans des sacs à dos. Des armes avaient été stockées dans un recoin connu seulement d'Hélène Viannay, mais personne ne vint voir ce qui se passait... Rue Gazan, l'installation était excellente : l'appartement avait été insonorisé par un revêtement de liège (vingt-sept mètres carrés de liège furent nécessaires) ; mais, comme des services allemands logeaient tout auprès, pour masquer complètement le bruit, on tapait à la machine et on jouait du piano...

Le Mouvement s'enrichit, par la suite, de machines plus puissantes : une Teisch fonctionna rue de Sèvres, puis dans une usine d'Aubervilliers, appartenant à M. Rousseau, et une Phénix quelques mois à Taverny (premier semestre 1943) chez les Houdy, membres du Mouvement. Une autre machine (surnommée *Coquillette*) fut plus tard installée dans le lavoir du quartier de la Bastille, où on lui aménagea une pièce tapissée avec le liège enlevé au logement abandonné de la rue Gazan (1). Enfin, une grosse machine — la « *Grosse Margot* » — fonctionna rue Jean-Dolent au printemps 1944 (2).

Mais une machine ne suffit pas pour imprimer un journal : il faut le « composer », et, pour cela, avoir un matériel compliqué, des caractères, des casiers, des moules, des cartons spéciaux (les « flans »), du plomb, des feuilles de zinc pour faire les clichés, etc... Où prendre tout ce matériel, impossible à acheter en période d'occupation? Et comment s'en servir? *Défense de la France* trouva des auxiliaires précieux en la personne de l'imprimeur Grou-Radenez (3) et d'Alain Radiguer, dont le père fabriquait du matériel d'imprimerie. Alain Radiguer non seulement fournit des caractères (environ une tonne) et des machines (la *Coquillette*, la *Crafftmann*), mais il travailla lui-même à la composition, à la « clicherie » et il enseigna à ses camarades le métier de typographe.

Il fallut organiser de véritables ateliers. Par mesure de prudence, les ateliers de composition et de clicherie furent séparés des locaux où se trouvaient les machines, et le personnel utilisé à la composition fut (en général) distinct de celui qui faisait fonctionner les machines. La composition se fit d'abord 41, rue du Montparnasse, chez Charlotte Nadel, (*Chenillette*), qui fut la principale responsable de l'ensemble des services d'imprimerie, puis (jusqu'en mai 1944) dans un logement plus vaste, 2, rue du Bocage. A partir de 1942, le tirage de plus en plus important du journal et la demande croissante des faux papiers obligea D. F. à créer de nouveaux ateliers : Alain Radiguer utilisa le sien, rue Sainte-Cécile ; on en aménagea un, très bien fourni, dans un jardin d'enfants, à Clichy, d'autres à Saint-Ouen, au square Desnouettes (XV^e^) et, enfin, rue Jean-Dolent, où furent concentrés tous les services d'imprimerie en 1944. A cette époque, à l'approche d'un débarquement attendu et

(1) La propriétaire du lavoir, M^me^ Cumin, qui avait quatre-vingt-quatre ans, fit preuve d'un sang-froid et d'un cran extraordinaires.

(2) Elle est conservée dans l'immeuble de *France-Soir*. Une machine pour imprimer les faux papiers et les timbres fut installée chez F. de Rivière, 88, rue de l'Université.

(3) Arrêté et mort en déportation. Il imprima, dans son propre atelier, un numéro du journal et les premiers faux papiers.

espéré, Charlotte Nadel et ses amis pensèrent qu'il fallait prévoir le cas où Paris, encore aux mains des Allemands, serait séparé du reste de la France et manquerait de tout ravitaillement. Ne serait-il pas utile, cependant, de continuer à faire paraître le journal, pour entretenir le moral d'une population qui risquait de beaucoup souffrir? Il parut donc nécessaire de renoncer au cloisonnement et de réunir tous les services d'impression du journal et des faux papiers dans un local assez vaste pour abriter aussi des provisions et de l'eau. On le trouva rue Jean-Dolent : les fenêtres, comme pour rappeler un danger constant, donnaient sur la prison de la Santé... On y installa la *grosse Margot*, les ateliers pour la composition du journal et des faux papiers, un atelier de gravure en taille douce, un groupe électrogène (en cas d'arrêt du courant), de l'essence, du charbon, quatre tonnes de papier, vingt-deux lessiveuses pleines d'eau, et une bonne quantité de provisions (haricots, pâtes...). Trouver vingt-deux lessiveuses dans un Paris démuni de tout parut une réussite extraordinaire ! Le stockage des provisions avait été facilité par la bonne volonté de deux adhérentes qui tenaient une épicerie coopérative. On n'oublia pas les armes... Cette magnifique installation, où travaillaient sans arrêt plusieurs « ouvrières » et « ouvriers », fut, malheureusement, découverte, par hasard, par la police française le 27 mai 1944 (1).

Les déménagements successifs furent imposés soit par la prudence — si l'on avait l'impression que le local avait été repéré (2) — soit par la nécessité, si l'on était averti que la Gestapo allait arriver (ce fut le cas du local rue de Sèvres, où le matériel fut enlevé presque sous les yeux des Allemands), soit parce que, les Allemands étant venus saisir atelier et typographes (ce fut le cas de l'école de Clichy), il fallait en trouver un autre (3)...

Ce furent Grou-Radenez et Alain Radiguer qui apprirent à Philippe Viannay et à ses camarades le métier d'imprimeur. D. F. « spécialisa » quelques-uns de ses adhérents dans le métier de typographe : les femmes furent surtout employées à la composition, tandis qu'il y avait une majorité d'hommes occupés au fonctionnement de la machine. Ph. Viannay, qui a du goût et de l'habileté pour les travaux manuels, Charlotte Nadel et leurs camarades apprirent très vite l'essentiel du métier. Malgré quelques « ratages » spectaculaires, au début, le journal fut assez rapidement imprimé de façon correcte. Alain Radiguer plaça quelques jeunes résistants comme apprentis chez des collègues. A la fin de l'occupation, quelques ouvriers, typographes et mécaniciens, entrèrent au Mouvement et rendirent de précieux services (4).

(1) Voir plus loin, p. 53.

(2) Par exemple le déménagement de la rue Lhomond fut fait précipitamment, parce que Salmon fut prévenu, une nuit, par un camarade, Henri Fabre, que les Allemands avaient repéré le local.

(3) Faute de local, une machine fut cachée plusieurs mois dans l'usine d'A. Bottin.

(4) Sous la direction « technique » d'Alain Radiguer et autour de Philippe et

La division du travail, la séparation des locaux où l'on composait de ceux où l'on imprimait, si elle était recommandée pour des raisons de sécurité, obligeait à des transports continuels de matériel, de plomb, de papier, de journaux. Aussi, le problème des liaisons entre les différents centres fut-il toujours une préoccupation majeure pour les dirigeants du Mouvement. Il fut presque toujours heureusement résolu, D. F. ayant pu utiliser camions et voitures appartenant à ses adhérents (il y eut, parmi eux, plusieurs industriels) ou ayant pu en acheter ou en louer. Pour les transports moins considérables, on utilisait bicyclettes ou motos, avec remorque, ou bien, tout simplement, sac à dos, valise ou innocent sac à provisions. Mais ces va-et-vient continuels étaient fatigants et dangereux. La responsabilité des transports fut confiée à J.-M. Heyrand (1).

La question du papier et de l'encre fut relativement facile à résoudre. L'encre était fournie par le fabricant lui-même (Lorilleux). Quant au papier, on en trouvait au marché noir, mais au prix fort. Certains imprimeurs acceptèrent de revendre à D. F. une partie de leur répartition, au prix normal. Alain Radiguer en acheta un stock important, en « bobines ». Il fallait ensuite le couper aux dimensions voulues. Aussi, dès 1943, fit-on l'acquisition d'un massicot. Les stocks de papier étaient disséminés dans différents locaux. A. Bottin en cacha jusqu'à huit tonnes dans son usine.

La diffusion du journal (2).

Comment se présentait le journal fait dans ces conditions difficiles? Le format varia avec le papier et les machines employées : il fut de 21 × 31, puis de 24 × 35. Quelques numéros, destinés à une diffusion spectaculaire, eurent le format normal d'un journal (32 × 50) : par exemple le n° du 14 juillet 1943. Celui du 3 septembre 1943 publia même des photographies : débarquement en Sicile, de Gaulle et Giraud à Alger.

Au-dessous du titre et de la date de fondation : juillet 1941 (en réalité, le premier numéro porte la date d'août 1941), est inscrite en exergue la phrase de Pascal : « Je ne crois que les histoires dont les témoins se feraient égorger. » La croix de Lorraine — insigne du ralliement au général de Gaulle — n'appa-

Hélène Viannay et de Ch. Nadel, travaillèrent à la composition et à la clicherie, simultanément ou successivement (suivant les incidents dus à la lutte clandestine), Julianne Migneret, Geneviève Bottin, Marianne Coltel, Adrienne Casajus, Génia Deschamps et sa sœur Viviane, Marie-Solange et Denise Rousseau, les sœurs Houdy, Pierre Armand, Pierre Villard, Marc Gravez, Renée Treff t, Marlyse Guthmann, Suzanne Guyotat, Jacqueline Borgol. Aux machines furent employés, outre Ph. et H. Viannay, A. Radiguer, Ch. Nadel, J.-M. Heyrand, P. M rtin, F. Girard, Marguerite-Marie Houdy, Marie-Solange Rousseau, Blaittler, Le Normand et *Frédo*.

(1) Il eut comme aide et conseiller G. Alif, qui appartint aussi aux services de la France Combattante.

(2) Rapport Viannay. Tém. P. et H. Viannay, G. Deschamps, J. et O. Richet, J. Lusseyran, G. de Gaulle (M^me^ Anthonioz), J.-D. Jurgensen, M. Devroux, D^r^ Marandas, R. Courtet. Rapports provinciaux.

rait qu'après la formation du M. L. N. (n° 43 : janvier 1944) et, à côté du titre, on lit désormais : *Organe du Mouvement de Libération Nationale.*

Le tirage du journal — il eut quarante-sept numéros clandestins — fut en progression constante. Il passa de 5.000 exemplaires en 1941 à 10.000 puis 30.000 en 1942, à 100 et 150.000 au début de 1943. Il atteignit 250.000 en novembre et décembre 1943 et 450.000 (ce fut le plus fort tirage) en janvier 1944 : il annonçait la formation du M. L. N. En août, le journal ne fut tiré qu'à 50.000 exemplaires : depuis la perte de « l'usine » de la rue Jean-Dolent, le journal était, en effet, imprimé dans des conditions difficiles (Salmon et Jurgensen eurent recours à E. Amaury, du « groupe de la rue de Lille »). Durant le premier semestre de 1944, *Défense de la France* fut aussi imprimé en zone sud, à Grenoble et surtout à Lyon : *Vélin*, de *Combat*, avait organisé à Villeurbanne une imprimerie assez vaste pour y installer, à côté de son propre matériel, la machine automatique Crafftmann fournie par Alain Radiguer qui permit de tirer de 50 à 100.000 exemplaires de D. F. Mais l'imprimerie de *Combat* fut anéantie le 17 juin 1944 et ne put imprimer les derniers numéros de D. F. (1). C'est Suzanne Guyotat qui portait à Lyon « les flans » du journal.

Les journaux imprimés, il s'agissait de les distribuer ; les premiers numéros étaient tirés à un petit nombre d'exemplaires et il fut assez facile de recruter des militants de bonne volonté pour assurer la diffusion. Hélène Viannay partageait le stock entre une dizaine d'amies. A leur tour, celles-ci partageaient leur lot entre trois personnes qui, elles-mêmes, trouvaient trois autres distributrices et ainsi de suite (2). Mais, quand le tirage atteignit des dizaines, puis des centaines de milliers d'exemplaires, il fallut perfectionner le système et créer un véritable *service de diffusion*. En 1943, les effectifs de jeunes, qui avaient toujours formé l'essentiel de D. F., s'accrurent, par suite de la fusion avec un petit Mouvement d'étudiants, appelé *les Volontaires de la Liberté*, dirigé par Jacques Lusseyran (3) et Jean-Jacques Oudin. Il était recruté uniquement chez les étudiants, les élèves des grandes Écoles, les lycéens de Paris (et aussi de province). Formé dès le début de l'occupation, il publiait des tracts et même un journal, *le Tigre*, qui tirait à 3.000 exemplaires. Ses chefs furent mis en rapport avec Ph. Viannay par Robert Aylé. Bien que les *Volontaires de la Liberté* aient désiré, au début, conserver une certaine autonomie, le fusion semble avoir été totale,

(1) D. F. imprimait, en retour, *Combat* en zone nord. Cf. M. Granet et H. Michel, *Combat*, P. U. F.

(2) Parmi les distributeurs, notons : Marianne Réau, Ariane Kohn, Monique Rollin, Charlotte Nadel, A.-M. Jeanprost (qui devint bientôt Mme R. Salmon), E. Monod-Quinton, André Musset, etc.

(3) Tém. Lusseyran. Cf. J. Lusseyran, *Et la lumière fut...* Éd. la Table ronde, 1953.

puisque *Défense de la France* est resté le seul journal et que c'est justement le groupe des *Volontaires de la Liberté* qui en assura la diffusion. Sous la direction de J. Lusseyran et J. Oudin, le service de diffusion fut organisé avec méthode : des locaux où étaient entreposés les journaux furent trouvés, ainsi que des voitures de transport. Des « groupes francs » de diffusion furent recrutés à Paris et en province. Les deux chefs, arrêtés l'un en juillet 1943, l'autre en janvier 1944, eurent pour successeur Georges Drin et, après l'arrestation de celui-ci, en février 1944, Francette Drin et Jacques Richet (1). Les diffuseurs glissaient le journal dans des boîtes ou sous la porte des appartements. Mais ce procédé était lui-même insuffisant. On le compléta par des envois par la poste. Geneviève de Gaulle en eut la responsabilité d'avril à juillet 1943. En 1944, réorganisé, le service postal fut confié à Gérard Villiers de Grard (*Serge*) aidé de David Regnier (2). Suivant les époques, 10 à 40.000 exemplaires de chaque numéro étaient ainsi expédiés à des Français dont on jugeait qu'ils devaient avoir de l'influence : curés, universitaires de tous ordres, magistrats, professions libérales... Les adresses étaient d'abord écrites à la main, puis le Mouvement se procura un adressographe. Ce procédé était fort coûteux à cause des timbres. Mais, en 1943, D. F. possédait un service de faux papiers extrêmement habile : il fabriqua un faux timbre de 1 fr. 50 à l'effigie de Pétain, qu'on colla sur les enveloppes : les postiers ne décelèrent pas — ou ne voulurent pas déceler — la fraude.

Défense de la France fut aussi distribué de façon spectaculaire : des équipes se postèrent à la porte des églises : tandis que les uns surveillaient les environs, les autres glissaient le journal dans les mains des fidèles qui sortaient de la messe. On opéra ainsi à Saint-Christophe-de-Javel, Saint-Pierre-de-Chaillot, Saint-Pierre-de-Montrouge, Saint-Jean-de-Montmartre. Ce fut un succès : certaines personnes demandèrent plusieurs exemplaires ! D'autres distributions furent faites soit à la sortie de certains cinémas, soit aux ménagères les jours de marché, avenue d'Orléans ou rue de la Glacière, soit, à la volée, du haut d'un camion, boulevard Saint-Michel, boulevard Bonne-Nouvelle, boulevard Haussmann, soit dans des amphithéâtres de la Sorbonne. Le 14 juillet 1943 — le numéro était particulièrement soigné — plusieurs milliers d'exemplaires furent diffusés dans le métro par des équipes de garçons et de filles (parmi lesquelles Marie-Cécile Houdy et Geneviève de Gaulle) qui montaient à une station, et, après avoir donné le journal à tous les voyageurs — y compris les Allemands — descendaient à la station suivante... Aucune arrestation ne fut opérée. On colla aussi le journal sur les murs tant à Paris qu'en province.

(1) C'est surtout Jacques Richet qui, après J.-J. Oudin, eut le mérite de mettre en place les équipes de diffuseurs et d'organiser les « corps francs » de diffusion du journal, qui, plus tard, dans le maquis, se transformèrent en corps francs militaires (voir plus loin). Jacques Richet n'avait guère plus de vingt ans. J.-J. Oudin et G. Drin sont morts en déportation. R. Courtet assurait la diffusion en banlieue.

(2) Neveu de d'Estienne d'Orves.

Rédaction du journal (1).

Le journal était écrit par un très petit nombre de rédacteurs. Les trois principaux étaient : Philippe Viannay — qui signait *Indomitus* — Robert Salmon (*Robert Tenaille*) et, à partir de 1942, Jean-Daniel Jurgensen (*Jean Lorraine*) (2). Quelques articles furent écrits par le professeur Dain, adhérent de la première heure (*Capitaine X, Klein*), par Mgr Chevrot (*Un prêtre de France*), par Robert d'Harcourt (*H. B.*), par J. Lusseyran (*Vindex*), par J. William Lapierre (3) (*Scrutator, Le Mainois*), par Geneviève de Gaulle (*Gallia*), qui fut *secrétaire de rédaction* du journal pendant les mois qui précédèrent son arrestation. Les deux derniers numéros clandestins du journal (Ph. Viannay étant alors dans le maquis de Seine-et-Oise) furent presque entièrement rédigés par Salmon et Jurgensen.

Le journal avait pour but la propagande : cette propagande était faite d'une part par des articles aussi émouvants que possible poussant les Français à la révolte, à l'action et leur montrant la nécessité, le devoir même de l'illégalité : c'étaient surtout les éditoriaux écrits par Ph. Viannay et dont les titres sont significatifs : « Attaquer », « Être forts », « Le devoir de révolte », « La France est en guerre », « Le devoir de tuer ». Elle était faite aussi par des nouvelles propres à exciter le patriotisme, à combattre la propagande ennemie (4), à exaspérer les Français contre les occupants, à nourrir leur espoir en des lendemains meilleurs, à augmenter leur foi dans la victoire finale, dans la force des Alliés, dans la faiblesse croissante des Nazis. Le journal mena aussi une campagne violente et soutenue contre le S. T. O. Il fallait, absolument, empêcher les jeunes ouvriers, les jeunes étudiants d'aller travailler en Allemagne. La campagne ardente de D. F. rejoignait celle des autres Mouvements. Les articles de politique extérieure (*Où en est l'Allemagne? Où en est l'Italie?*) ou de politique intérieure (retour de Laval, conflit Giraud-de Gaulle) ou de projets pour l'avenir (*De la démocratie politique à la démocratie sociale*) étaient généralement signés de Robert Salmon et de Jean-Daniel Jurgensen.

En 1944, l'équipe dirigeante de *Défense de la France* pensa, comme tous les Français d'alors, à la nouvelle organisation qu'il faudrait donner à la France, la guerre finie et les Allemands partis. Pas plus que les autres Mouvements, D. F. n'imaginait qu'on pourrait s'en tenir à la

(1) Collection et catalogue du journal à la Bibliothèque nationale. Tém. Viannay, Salmon, Jurgensen, Lusseyran, Lapierre, R. d'Harcourt, G. de Gaulle.

(2) Élève de l'École normale supérieure et de l'École des Sciences politiques. Il appartint en 1940 et 1941 au réseau *Jade-Fitzroy*, décapité après l'arrestation d'Albert Chabanon, camarade de Jurgensen à l'École normale supérieure.

(3) Élève à l'École normale supérieure.

(4) Par exemple, celle de Ph. Henriot : article de R. d'Harcourt (février 1944) : « Pourquoi le monde se bat. »

IIIe République. Aussi Salmon et Jurgensen élaborèrent-ils un projet de Constitution qui, avec plusieurs autres études (*Le sens de la Résistance* de R. Salmon, *Combat pour une Cité libre* de Viannay, *Vers la Révolution* de Salmon et *La politique extérieure de la France* de Jurgensen), forma les *Cahiers de Défense de la France*, écrits dans le premier semestre de 1944 et imprimés par Amaury (1).

Idées politiques de Défense de la France (2).

Ces *Cahiers* et les articles politiques du journal permettent de se faire une idée de la position politique du Mouvement, ou, tout au moins, de ses dirigeants. Les adhérents au Mouvement venaient (comme ce fut le cas de presque tous les Mouvements de résistance) d'horizons politiques fort divers, l'adhésion à un groupe se faisant uniquement par des relations personnelles. Les militants étaient presque tous fort jeunes — lycéens, étudiants — et, avant le désastre, n'avaient encore point réfléchi sérieusement aux problèmes du gouvernement. En outre, les jeunes filles étaient nombreuses et s'intéressaient sans doute moins que les garçons à la « politique ». Tous étaient sensibles aux opinions de leurs familles. Un sentiment profond les unissait : la honte de la défaite et de l'armistice, le désir de réhabiliter le pays qui avait été déshonoré en 1940. Au fond du cœur, presque tous étaient « gaullistes », écoutaient la B. B. C. Leurs réactions en face de la politique de Vichy était variable. D'ailleurs, en zone nord, où se forma le Mouvement, Vichy comptait assez peu. Ce qui comptait, c'était l'occupant nazi dont on dépendait directement. Sur Pétain, les opinions différaient : était-il un traître? un vieillard affaibli et dominé par son entourage? un vieux malin qui réussirait à tromper Hitler? Toutes ces nuances d'opinion existaient. On en discutait, on ne se battait pas pour elles. Ce pourquoi on se battait, c'était pour l'honneur, pour la dignité. Il fallait avoir une attitude ferme vis-à-vis de l'occupant. Être « collaborateur » paraissait une infamie. Mais certains admettaient qu'on puisse être l'adversaire acharné de Hitler tout en réservant son opinion sur la politique de Vichy. C'est cette attitude qui, à sa fondation, fut adoptée par le journal. Ph. Viannay, par tradition familiale, ne peut croire, d'abord, à la trahison du Maréchal que son père — qui avait servi dans son État-major, pendant la guerre de 1914 — vénérait encore. Issu d'une famille aristocratique et conservatrice, il n'est pas non plus très choqué de la politique réactionnaire de Vichy. Il fait donc relativement confiance à Pétain — attitude qui provoque de sérieuses discussions avec ses amis, presque tous gaul-

(1) Salmon et Jurgensen passèrent toutes leurs soirées de l'hiver 1943-1944 à rédiger cette Constitution.

(2) Collection du journal à la Bibliothèque nationale. Tém. Viannay, Salmon, Jurgensen, G. de Gaulle, B. Lebon, G. Deschamps, F. de Rivière, W. Lapierre, Ch. Nadel, J. Richet.

listes. Cependant, il la maintient, jusqu'à la fin de 1942. C'est ainsi qu'un Mouvement gaulliste publia un journal où ne fut pas prononcé le nom du général de Gaulle avant le début 1943. Viannay, bien qu'il se méfiât de l'entourage de Pétain, pensait qu'il serait possible de mener la lutte contre les Allemands sans avoir aussi à lutter contre l'organisation de Vichy (1). Par contre, parmi ses compagnons, certains comme Salmon et Jurgensen furent, tout de suite, hostiles à la politique du Maréchal. Hommes de gauche, de formation laïque et républicaine, ils ne crurent jamais au double jeu, et firent, dès 1940, confiance au général de Gaulle. Mais le journal, en 1941 et 1942, reflète surtout l'opinion de Ph. Viannay. C'est ainsi que (n° 9, janvier 1942), on lit, dans la « Lettre au Maréchal » (éditorial) :

Vous voulez faire l'unité de la France... Nous avons donné notre adhésion à votre politique extérieure, depuis que vous avez prouvé que vous résistiez. Nous comprenons que beaucoup d'obscurités demeurent et que vous ne puissiez tout dire... Mais nous ne pouvons souscrire à votre politique intérieure. Il y a des hommes dont vous devriez vous séparer : Von Brinon, Benoist-Méchin, Dentz, Scapini... Les Français n'admettent pas les lois d'exception contre certains citoyens... Vous ne devez pas être l'homme d'un parti. Vous devez être l'homme de la France. Nous voulons travailler avec vous.

Le n° 20 (30 juillet 1942) dit encore (éditorial) qu'on ne veut pas « mettre en doute la bonne foi, le patriotisme du Maréchal », mais qu'on « refuse de souscrire aux multiples erreurs et crimes qui se commettent en son nom » (allusion aux mesures contre les Juifs et les Francs-Maçons). Mais, bientôt, la *Relève* inquiète (n° 21, novembre 1942) et D. F. combattra successivement, avec violence et opiniâtreté, la *Relève* d'abord, le *S. T. O.* ensuite. A la fin de 1942, d'ailleurs, les événements qui se précipitent accentuent l'évolution politique du journal : évasion romanesque de Giraud, débarquement allié en Afrique du Nord, sabotage de la flotte à Toulon. Le ton change. Le n° 22 fait l'éloge de Giraud et de « l'armée française libre » (dont il n'avait jamais encore été question). Il déclare (1er décembre 1942) que la flotte aurait dû rejoindre l'Algérie et il fait une violente critique de Darlan. Cependant, le nom du général de Gaulle ne sera prononcé que dans le n° 25 (1er janvier 1943). La personnalité du général est plus largement évoquée dans le numéro du 20 janvier. La *Lettre ouverte aux généraux Giraud et de Gaulle*, signée par huit Mouvements de Résistance (*D. F.*, *Pantagruel*, *La France continue*, *Chantecler*, *Libération*, *Franc-Tireur*, *Combat*, *Résistance*), adjure les deux généraux de s'entendre : « Il ne doit y avoir qu'un seul combat. » « A

(1) Cf. Tém. Ph. Viannay : « Je ne pensais pas avoir à considérer Pétain autrement que comme un homme qui, derrière une façade souvent discutable, tentait de sauver l'essentiel. » Il ne faut pas oublier qu'en zone nord, la lutte antiallemande avait beaucoup plus d'importance que la lutte contre un régime dont on ne ressentait pas directement les effets ; cf. M. Granet et H. Michel, *Combat*, P. U. F., ch. II, p. 37 et suiv.

de Gaulle, le gouvernement *qu'il représente déjà*, à Giraud, la conduite des opérations militaires. » Dans le même numéro, *Indomitus* précise : « de Gaulle a pour lui les républicains, il a été l'espoir de la France », tandis que Giraud a pour lui « les hommes de tradition, et est un chef militaire respecté ». Un article de Jean-Daniel Jurgensen insiste sur les services rendus par les deux généraux, l'un par son attitude en 1940, l'autre par son évasion spectaculaire et son ralliement aux Alliés en Afrique du Nord (1).

Désormais, le journal sera gaulliste. En outre, au printemps 1943, Geneviève de Gaulle, la nièce du général, entra au Mouvement. Son influence fut grande : elle fit connaître de façon précise à Ph. Viannay et à ses camarades l'action et les œuvres du général de Gaulle avant la guerre et elle écrivit, sous le pseudonyme transparent de *Gallia*, une biographie du général de Gaulle — la plus complète qu'aient publiée les Mouvements de résistance — qui apprit aux Français beaucoup de détails inconnus sur la famille, la carrière, la personnalité, l'action du héros incontesté, mais encore mystérieux, qui présidait aux destinées de la Résistance tout entière (nos 34 et 35).

Dès le n° 31, *Indomitus*, devenu très hostile à Pétain, regrette qu'« abusés par la propagande de Vichy », tant de gens « aient cru à la sincérité du Maréchal ». Au contraire, dit-il, la résistance a rendu à notre pays sa dignité, sa liberté, « elle fournira à la France les hommes neufs dont elle a besoin ». Il salue en de Gaulle « le symbole de la Résistance » et il cite une phrase de Péguy, reprise par de Gaulle : « Mère, voyez vos fils qui se sont tant battus. »

A partir de 1943, après le ralliement à la *France Libre*, le journal devient nettement plus « avancé » politiquement et socialement. Les articles de Robert Salmon et Jean-Daniel Jurgensen (tous deux de tendance socialiste) mettent l'accent sur les problèmes sociaux qu'il faudra résoudre après la Libération, sur l'organisation nouvelle qu'il faudra donner au pays, sur la « révolution » nécessaire, sur la forme « démocratique », mais « ferme », et même « autoritaire » que devra avoir le nouveau gouvernement. Ils répudient la IIIe République et préconisent, comme tous les Résistants, une IVe République (n° 33) (2). Ils esquissent le plan d'une constitution fortement inspirée de la constitution américaine, avec un pouvoir exécutif fort. Ils souhaitent des « hommes nouveaux » (nos 27, 33, 42, 44, 45). R. Salmon demande « un socialisme audacieux, sans être utopique, ferme sans être agressif ». Tous les résistants d'alors, hantés par les crises ministérielles de la IIIe République,

(1) A lire le journal, on comprend mal que D. F. ait pu passer pour « giraudiste ». Cf. Tém. J. Richet et Passy, *Mémoires*, t. III, p. 164 : « D. F. s'occupait de publier un journal dont la tendance, toujours antiallemande, était passée du pétainisme au giraudisme et du giraudisme au gaullisme. »

(2) Cf. H. Michel et Mirkine-Guetzévitch, *Les idées politiques et sociales de la Résistance* (collection « *Esprit de la Résistance* », P. U. F.), et M. Granet et H. Michel, *Combat* (même collection).

désiraient que fût assurée la stabilité du pouvoir exécutif. C'est une constitution de ce genre qui est aussi proposée dans les *Cahiers de D. F.*, écrits et imprimés peu avant la Libération.

Salmon et Jurgensen voulaient, disaient-ils dans l'avant-propos, concilier les droits de l'État et ceux de l'individu, la liberté et l'autorité. Seul, pensent-ils, un régime présidentiel peut assurer « la force et la continuité de l'exécutif », sans risquer de tomber dans la dictature ou l'impuissance. Le pouvoir exécutif « gouvernera » le pouvoir législatif (une seule Chambre élue au suffrage universel), fera les lois et contrôlera l'exécutif. En outre, était prévu un « Conseil politique de justice », gardien de la Constitution et sorte d'arbitre entre le Législatif et l'Exécutif. Le chef de l'État sera aussi chef du gouvernement : il nommera et révoquera les Ministres, responsables devant lui seul. Il aura l'initiative de la politique. Assurée d'une stabilité de plusieurs années, la politique française pourra être « planifiée », c'est-à-dire efficace : la « planification permettant seule le développement des États dans le monde moderne ». Les opinions socialistes des jeunes auteurs du projet de Constitution se retrouvent dans cette dernière phrase, mais l'ensemble du projet a été fortement influencé par l'organisation américaine.

Les faux papiers (1).

Avec la publication du journal, la fabrication des faux papiers fut la principale activité de *Défense de la France*. Le besoin des faux papiers se fit sentir très tôt, puisque, dès le début de l'occupation, des Français ou des gens habitant en France furent obligés de cacher leur identité, les Juifs, par exemple, les Allemands antinazis réfugiés chez nous, les prisonniers évadés, au moins jusqu'à ce qu'ils aient pu obtenir leur certificat de démobilisation. A partir de 1942, bien des Résistants, traqués par la police, durent vivre clandestinement. Enfin, le S. T. O. multiplia le nombre de ceux qui avaient besoin d'un jeu complet de faux papiers. Le nombre et la complication de ces documents et des cachets dont ils étaient couverts obligent les Mouvements à organiser de véritables « services » de faux papiers. D. F., pourvue d'ateliers d'imprimerie, est bien placée pour en fabriquer. Le service est d'abord confié à Albert et Anne-Marie de la Combe. En 1942, Ph. Viannay demande à Michel Bernstein et Monique Rollin de s'en occuper. Michel Bernstein venait de faire (février 1942) une première expérience réussie dans la fabrication des faux papiers : il avait établi pour lui-même — et non sans peine — une fausse carte d'identité pour revenir de Lyon, où habitaient ses parents, à Paris. Sa carte avait résisté à cinq contrôles successifs. Il accepta

(1) Rapport Viannay. Tém. Viannay, Michel Bernstein, Monique Rollin, Ch. Nadel, E. Courmont, B. Lebon, G. Deschamps, F. de Rivière. Cf. *Les témoins qui se firent égorger*, éd. D. F. et G. Piquet, *Presse clandestine*, éd. Nathan.

donc. Il dut, avec Monique Rollin — qui fut son associée de tous les jours — apprendre un métier dont il ignorait tout.

Pour obtenir ces faux papiers, il fallut fabriquer, d'une part, le papier lui-même (carte d'identité, certificat de démobilisation, etc.), d'autre part, les cachets qui le recouvraient, et qui, suivant le cas, étaient des cachets français ou des cachets allemands, ou les deux.

Les papiers eux-mêmes étaient parfois trouvés dans le commerce (cartes d'identité, par exemple). Il fallait fabriquer les autres, et, par exemple, les certificats de travail, nécessaires à ceux qui fuyaient le S. T. O. Ceux-ci furent fabriqués en si grand nombre par D. F. qu'il fallut faire successivement quatre clichés en zinc, qui furent usés jusqu'au bout. Ces papiers étaient extrêmement variés et leur nombre augmenta au cours de l'occupation : certificats de démobilisation, actes d'état-civil, certificats de travail, bulletins de recensement pour le S. T. O., certificats de résidence dans les départements côtiers et frontaliers, certificats de libération des camps allemands, certificats de rapatriement comme sanitaire, papiers de libération de prisonniers au titre de la Relève, bulletins de sursis pour les étudiants, ausweis, permis de circuler la nuit, de conduire, de circuler à bicyclette, cartes grises pour les autos, cartes de transports sur routes, etc... Tous étaient revêtus de tampons variés : sur les certificats de démobilisation s'étalaient vingt-deux cachets de dessin, de forme, d'encres différentes, etc... La fabrication des ces tampons fut particulièrement délicate. On s'en procura quelques-uns, d'abord en les volant ou en recourant à la bonne volonté de ceux qui avaient accès aux locaux administratifs. Sur leur modèle, on en fabriqua d'autres. Pour cela il fallait, outre un bon dessinateur, du papier, de l'encre, des caractères d'imprimerie, du caoutchouc, une pâte spéciale, une presse à vulcaniser, des plaques de zinc pour la photogravure. Tout ce matériel, contingenté, et théoriquement introuvable, fut cependant réuni à force d'ingéniosité et de dévouement. Alain Radiguer, par exemple, procura des caractères et du caoutchouc et le photograveur E. Courmont, tout au long de l'occupation, fabriqua, au péril de sa vie (car la photogravure était une profession très surveillée par les Allemands), les clichés qui permirent le développement considérable du service des faux papiers. En 1944, un atelier de gravure en taille-douce fut installé rue Jean-Dolent.

La demande des faux papiers augmentait de mois en mois (les autres Mouvements, le C. A. D. (1) en réclamaient à D. F.), il fallut fabriquer de plus en plus de tampons : 50 puis 100, puis 500 tampons par semaine. Il eût été dangereux d'utiliser toujours les tampons des mêmes mairies : la fraude eût été vite décelée. Plus le nombre des cachets imités était grand, plus le contrôle était difficile. Aussi, grâce à de nombreuses complicités (2), D. F. obtint le dessin de près d'un millier de cachets de mairies, disséminées dans tous les coins de France, du Finistère aux Alpes-Maritimes, de Nantes à Marseille et aux environs de Paris... On put aussi avoir des signatures de maires. Grâce à un système perfectionné d'agrandissements photographiques, de retouches, etc., les dessins

(1) Comité Anti-Déportation.

(2) Ils furent très aidés par le maire adjoint de Clichy, Jean Boisseau (*Parker*), mort en déportation.

des tampons étaient parfaits. Le premier tampon en caoutchouc fabriqué par Michel Bernstein fut celui de la mairie de Penerau (Finistère), qui comportait la Marianne centrale, entourée d'un cercle où était inscrit le nom de la ville. La première carte revêtue de ce tampon fut utilisée, en avril 1943, par Philippe Viannay pour franchir la ligne de démarcation.

Douze mille cinq cents tampons, représentant plus de 2.000 tampons différents, furent fabriqués. La plupart ont été faits en plusieurs exemplaires (quelquefois 10, certains même 20) donnés à des organisations différentes. Ces 2.000 tampons comprenaient : 1.000 tampons de mairies, 250 de commissariats de police, 60 de préfectures ou sous-préfectures, 50 tampons allemands, 75 de firmes industrielles diverses (pour les certificats de travail), 500 divers. Soixante mètres carrés de caoutchouc ont été nécessaires pour la fabrication des tampons. Les deux « faussaires » estiment que D. F. a bien mis en circulation un million de faux papiers.

Michel Bernstein et Monique Rollin imitèrent aussi des timbres-poste à 1 fr. 50 — valeur du timbre qui servait à affranchir les enveloppes dans lesquelles on envoyait le journal : c'était un timbre rougeâtre à l'effigie du Maréchal Pétain. Le réussir exigea un travail délicat et il fallut se procurer une machine pour perforer les timbres. Mais ils n'étaient point revêtus de colle — ce qui obligeait les « colleuses » du service postal à un long travail... Cette initiative permit à D. F. d'économiser une centaine de milliers de francs par mois, puisqu'une quarantaine de milliers d'exemplaires de chaque numéro étaient envoyés par la poste et qu'il y avait un ou deux numéros par mois. Par contre, D. F., par mesure de prudence, apposait sur les fausses cartes d'identité de véritables timbres à 13 francs.

Il fallut apprendre aux Mouvements de Résistance, aux réseaux, au C. A. D. la manière de se servir des faux papiers. Aussi Michel Bernstein et Monique Rollin rédigèrent-ils un *Manuel du faussaire*, qui fut imprimé par Amaury, et réimprimé, plus tard, par la C. A. D.

Si Michel Bernstein, chargé du travail technique, vivait claustré dans des logements successifs et inconfortables, Monique Rollin assurait les « liaisons extérieures » : elle allait régulièrement à la « centrale » de D. F., « livrait » les tampons fabriqués qu'elle dissimulait dans un sac à provisions, visitait le photograveur, les imprimeurs, les dessinateurs.

Dans cette besogne de liaison, elle était aidée par Génia Deschamps, Charlotte Nadel et *Benoît* (1). C'est à *Benoît* que Viannay confia la coordination de l'ensemble des services de faux papiers. Il centralisait les « commandes » d'une part, les « livraisons » de papiers et de tampons d'autre part. Il portait le tout à la « centrale », où noms et indications

(1) Pseudonyme d'un actif membre du Mouvement, alors étudiant, maintenant industriel et qui, par modestie, préfère être désigné par son pseudonyme.

étaient inscrits sur les papiers, les photos collées et les tampons apposés — travail qui demandait beaucoup d'ordre et de méthode — et où était fort utile le *Manuel du faussaire*. Cette centrale était rue Gozlin et le responsable en était Pierre Bizos, dit *Pierre Faux-Papiers* (1).

Ravitaillement et service social.

Les nécessités de la lutte clandestine amenèrent D. F. à organiser un véritable service du ravitaillement et un service social. Génia Deschamps (2) en fut la principale responsable. Des magasins d'alimentation où D. F. comptait des amis procurèrent sans ticket, ou avec des tickets faux, ou avec des tickets vrais, procurés avec de fausses cartes d'identité (3), un approvisionnement suffisant pour nourrir les adhérents clandestins, donc sans cartes, en particulier ceux qui travaillaient à l'imprimerie, besogne fatigante et malsaine. Une ferme en Haute-Marne recevait ceux qui étaient épuisés ou intoxiqués.

Dès que des arrestations furent opérées dans le Mouvement, en particulier après le grave guet-apens du 20 juillet 1943, D. F. put, grâce à ce ravitaillement abondant, faire des colis copieux pour les prisonniers et pour leurs familles.

Organisation centrale (4).

Le Mouvement, peu nombreux en 1940-1941, n'avait pas une organisation bien précise. Les fondateurs, les membres les plus actifs, formaient une sorte de « comité » qui se réunissait très irrégulièrement, dans des endroits variés et surtout lors d'innocentes « parties de campagne », où tous ces garçons et ces filles, qui n'avaient guère plus d'une vingtaine d'années, partaient, sac au dos. Peu à peu, le nombre des adhérents augmenta, les services se diversifièrent, une sorte de hiérarchie s'établit. Le *Comité Directeur* devint plus nombreux et comprit les responsables des services. Il se réunit plus régulièrement, et le plus souvent à Châtenay-Malabry, chez les parents d'Hélène Roederer, une très active militante (5). On arrivait le soir, on discutait la nuit, on dormait peu, on repartait le matin, en même temps que les ouvriers qui s'en allaient à leur travail. Le *groupe dirigeant* comprenait, en 1941, outre Philippe

(1) Cf. *Les témoins qui se firent égorger*, p. 69. Il fut tué pendant la campagne d'Allemagne, à Karlsruhe. Il y eut, à D. F., un autre Pierre Bizos (fils de l'inspecteur général de l'Instruction publique), qui s'occupait de la diffusion du journal et mourut en déportation.

(2) Devenue après la guerre Mme Jean Gemahling (J. Gemahling fut le chef du S. R. de *Combat*). Tém. G. Deschamps, Ch. Nadel.

(3) Mme Jeanprost, en particulier, en obtenait à la mairie du IIe arrondissement.

(4) Rapport Viannay. Tém. Viannay, Deschamps, Salmon, Jurgensen, Lapierre, Lusseyran, Guyotat, G. de Gaulle, G. Fontaine-Monod, Blank.

(5) Elle avait milité à Lyon d'abord puis à Paris ; elle est morte en déportation.

et Hélène Viannay, Robert Salmon, Charlotte Nadel, Génia Deschamps, Jacqueline Pardon. Il s'adjoignit successivement, en 1942, Jean-Daniel Jurgensen, puis Suzanne Guyotat, Jacques Richet, G. et F. Drin, J.-J. Oudin, J.-W. Lapierre, Geneviève de Gaulle, Jacques Lusseyran, pendant quelques mois et, à partir de novembre 1943, Aristide Blank (*Patrice*).

En juillet 1943, Génia Deschamps devint *secrétaire générale* du Mouvement (succédant à J. Pardon, arrêtée, qui en avait, quelque temps, fait fonction). Elle était responsable de toutes les *liaisons intérieures* entre les différents services et était aidée, dans ce travail, par Hélène Rœderer (1). Les *liaisons extérieures* avec les autres Mouvements furent confiées à J.-W. Lapierre, et Suzanne Guyotat continua à assurer les liaisons avec la zone sud, en particulier avec *Combat* et les *M. U. R.* (Mouvements Unis de Résistance : Combat, Franc-Tireur, Libération-Sud).

Groupes provinciaux (2).

Le Mouvement fut d'abord exclusivement parisien. Dès 1942, il se forma quelques groupes en province, fondés par des amis ou des parents des adhérents parisiens (par exemple par des parents et amis de Ph. Viannay dans la région lyonnaise) (3). Ces groupes s'occupèrent d'abord de la diffusion du journal : le groupe breton diffusait 8.000 exemplaires, le groupe de l'est 12.000, tandis qu'en zone sud, D. F. était imprimé et distribué à 50.000 ou 100.000 exemplaires, suivant les époques. Peu à peu, certains de ces groupes s'orientèrent vers la collecte des renseignements (par exemple, Barbier, à Vesoul) ou vers l'action immédiate, les sabotages, les coups de main (Bretagne), suivant les possibilités des départements où ils s'étaient formés. Certains eurent un rôle important au moment de la Libération (4).

Rapports de D. F. et de la France Libre.

Défense de la France se voulut, dès le début, totalement indépendante à la fois de la *France Libre* et des pays « étrangers », ainsi que l'exprime l'éditorial de Robert Salmon paru dans le premier numéro et intitulé

(1) Elles dirigeaient toute une équipe d'agentes de liaison dont l'une des plus fidèles était Rosanne Taillefer (liaisons du service faux papiers). Citons aussi : *Laure* et *Irène*. Le P. C. du Service des liaisons était 83, rue Denfert-Rochereau, chez M^me^ Fontaine-Monod.

(2) Rapport Ph. Viannay et rapports provinciaux de F. Cleirens et Roger Schuhl (zone sud), Olivier Richet (Est), Yves Hall (Finistère), Boyeldieu (Ille-et-Vilaine), Bordillon (Maine-et-Loire). Tém. O. Richet, Boulaire, Pitoy, S. Guyotat, F. Cleirens, F. Delhomme, H. de Solminihac, M. Delarue.

(3) Suzanne Guyotat fonda le premier groupe de diffusion de Lyon, aidée d'Hélène Rœderer, étudiante à Lyon entre 1940 et 1942, et de Francis Cleirens, également étudiant.

(4) Voir plus loin. Les principaux responsables furent Prestaut, J. Boulaire, Houdy, en Bretagne, Olivier Richet et F. Girard dans l'Est.

Ni Anglais, ni Russes, ni Allemands. Comme nous l'avons vu, son ralliement officiel au général de Gaulle fut tardif. Le journal venait tout juste de manifester ses sympathies gaullistes lorsque Passy et Brossolette (mission Arquebuse-Brumaire) vinrent en France, en mars 1943, pour mener à bien les pourparlers qui aboutirent à la création du C. N. R. (mai 1943). Ils eurent, en particulier rue de la Faisanderie, plusieurs entretiens avec les dirigeants de D. F., Lebon, Viannay, Salmon et Jurgensen (1). Ils demandèrent à D. F. de fusionner avec *Ceux de la Résistance* : les deux Mouvements réunis auraient un siège au C. N. R. (*Conseil National de la Résistance*). Le C. F. L. N. (Comité Français de Libération Nationale) était hostile au pullulement des petits Mouvements, il sous-estimait, semble-t-il, l'importance de D. F. (qui avait, pourtant, le journal le plus répandu de la zone nord), parce que D. F. n'avait pas de groupes militaires, ni de service des renseignements, qui intéressaient particulièrement la *France Libre* et qui étaient l'essentiel du *C. D. L. R. Défense de la France*, sans accepter la fusion, promit de s'entendre avec le *C. D. L. R.* pour l'organisation des *Groupes Francs* et laissa s'établir un statut peu clair dont la conséquence fut que, malgré son importance, le Mouvement ne fut pas représenté au *C. N. R.* lors de sa fondation. Il le sera, en 1944, par l'intermédiaire du *M. L. N.* Cependant, les relations entre le Mouvement et la *France Libre* furent bonnes : entre Ph. Viannay et *Biran* (Pierre Kaan), secrétaire de la Délégation du général de Gaulle en zone nord, s'établit même une amitié profonde.

Rapports de D. F. et des autres Mouvements et Organisations de résistance (2).

Les rapports entre D. F. et les autres Mouvements furent au début peu importants ; ils restèrent longtemps purement personnels entre Ph. Viannay, Salmon, Jurgensen, Lebon, Bottin et les membres d'autres Mouvements ou réseaux. Philippe Viannay avait des contacts plus ou moins fréquents, mais cordiaux, avec Robert Aylé du réseau *Comète*, Pierre Arrighi du *C. D. L. R.*, Pierre Villon du *F. N.* et, par Suzanne Guyotat, avec *Combat* et *Témoignage chrétien*. Mais, à partir de 1943, les rapports entre D. F. et les autres Mouvements se multiplièrent : les M. U. R. existaient en zone sud depuis le début de l'année ; un grand désir, un grand besoin d'unité se faisait sentir à l'approche d'une action militaire que tous les résistants considéraient comme imminente. Le *Comité directeur* des *M. U. R.* s'installa à Paris à la fin de l'été 1943. Des pourparlers s'engagèrent pour unifier la résistance. Y participèrent, entre autres, Ph. Viannay, Salmon, Jurgensen (pour D. F.), Vogüé et

(1) Passy, *Souvenirs*, t. III, p. 164. Rapport Viannay, Tém. Viannay, Salmon, Jurgensen.

(2) Rapport Viannay. Tém. Viannay, Blank, G. Deschamps, Salmon, Jurgensen, Guyotat.

Hamon (C. D. L. R.), Mutter (C. D. L. L.) (1), Claude Bourdet, Rebattet, Baumel (pour *Combat*), Altmann, Avinin (pour *Franc-Tireur*), Pierre Hervé (pour *Libération-Sud*), etc. Cependant, ces pourparlers aboutirent à un échec partiel. Le *Front National*, très puissant en zone nord, préférait un éparpillement de la résistance non communiste qui lui assurait une situation privilégiée. D'autres Mouvements importants, comme l'O. C. M. (2) ou *Libé-Nord*, répugnaient à aliéner leur indépendance. Par contre, D. F., le Mouvement *Résistance*, qui venait d'être désorganisé par de nombreuses arrestations, et le petit Mouvement *Lorraine* sentirent l'intérêt qu'aurait l'union avec un groupement aussi puissant que les *M. U. R. Défense de la France* joua un grand rôle dans les pourparlers, qui aboutirent, en janvier 1944, à la création du *Mouvement de Libération Nationale* (M. L. N.). Comme dans les M. U. R., l'autonomie de chacun des Mouvements fut sauvegardée dans le M. L. N. Leurs journaux continuèrent à paraître. Cependant, à cause de l'affaiblissement de *Résistance*, c'est D. F. qui eut la prépondérance en zone nord. C'est à D. F. que fut confié le soin d'organiser cette zone nord, sur le modèle des M. U. R. (qui eux-mêmes avaient été organisés sur le modèle des *Combat*). Elle fut subdivisée en plusieurs régions et des services correspondant aux diverses activités de la résistance, activités civiles et militaires (*Armée Secrète*, *Groupes Francs*, *Service de Renseignements*, *Noyautage des Administrations publiques*, etc.) furent créés. C'est un membre de *Défense de la France*, Aristide Blank (*Patrice*), qui fut nommé *Secrétaire général de la zone nord.*

Les chefs de régions furent, pour la plupart, issus de D. F. : R. Salmon eut la région parisienne, Jurgensen — en liaison avec Magnien — l'est. *François Constant* fut l'adjoint de Pierre Herbart en Bretagne.

Salmon joua aussi un grand rôle dans les pourparlers qui s'engagèrent pour l'organisation de la presse au moment de la Libération. Il fit partie des commissions formées par le C. N. R. pour constituer les Comités de Libération, le Comité Parisien de Libération, ainsi que de la commission de la justice.

En même temps fut mise au point l'organisation militaire de la zone nord : c'est aussi un membre de D. F., un jeune médecin, Claude Monod, qui fut désigné comme chef militaire de la région D (Est) tandis que Ph. Viannay devint commandant militaire de la Seine-et-Oise-Nord. A Paris, R. Salmon mit sur pied une organisation M. L. N., qui fournit 5.000 combattants et joua un rôle important dans la libération de Paris.

Financement du Mouvement (3).

Les premières années de l'occupation, *Défense de la France* n'a reçu que des dons privés. C'est Marcel Lebon qui a permis de créer l'impri-

(1) *C. D. L. R. = Ceux de la Résistance. C. D. L. L. = Ceux de la Libération.*
(2) *Organisation civile et militaire.*
(3) Rapport Viannay. Tém. Blank, Jean Lebreton, G. Deschamps, Ch. Nadel.

merie et il fit, par la suite, nombre de dons généreux, ainsi qu'Alphonse Bottin, Alain Radiguer, d'autres encore. Tous les adhérents (parfois aisés) contribuaient, plus ou moins modestement, aux frais occasionnés par le développement du Mouvement. Une souscription permanente était ouverte dans le journal. A partir de 1943, les dépenses augmentèrent considérablement : achats de papier à cause du gros tirage du journal, nombre plus grand de clandestins, service social plus actif. Dès la fin de 1943 — les contacts ayant été pris avec Londres — le Comité Français de Libération Nationale envoya quelques subsides pour le service des faux papiers, qui aidait toute la résistance : 20.000 francs en septembre 1943, 50.000 en octobre, un million de novembre 1943 à février 1944. Par la suite, les fonds furent envoyés au M. L. N. qui le distribua par service et non pas par Mouvement.

Le Mouvement reçut aussi — et le fait est original — des dons venus d'un camp de prisonniers, l'*Oflag XVII A*. Une sorte de filiale de D. F. fut fondée dans le camp. Les journaux de la Résistance purent parvenir dans des colis clandestins (qui apportaient aussi du matériel d'évasion et des appareils de radio). D. F. envoyait également des articles traduits en allemand destinés à être diffusés parmi la population avoisinante. Un officier de l'oflag — R. Laporte — rédigea des articles qui furent publiés par D. F. Des quêtes furent faites. Le journal du 11 novembre 1943 annonça le premier versement de 109.000 francs avec ce commentaire : « Soutenus par ceux qui souffrent et qui luttent, notre Mouvement est une force irrésistible. » Ces sommes étaient remises à D. F. par des femmes de prisonniers, à la demande de leur mari. Au total, les prisonniers de l'*Oflag XVII A* envoyèrent 249.000 francs à D. F. (1).

Les « coups durs » (2).

Le Mouvement a subi relativement peu de pertes (3). Sans être parfait, le cloisonnement entre les différents services a été suffisant pour que les accidents survenus au Mouvement ne se transforment pas en catastrophes. Le premier drame grave fut l'affaire de la rue Bonaparte, provoquée par la trahison d'un agent allemand qui s'était introduit dans le Mouvement. C'est à cet étudiant, Marongin (*Elio*), qu'avait été confiée la diffusion dans la région du Nord. Il ne connaissait heureusement pas les services de l'imprimerie et des faux papiers. Il apprit aux Allemands qu'une librairie de la rue Bonaparte, « Au Vœu de Louis XIII », servait de boîte aux lettres et que des arrestations massives

(1) Tém. Durand, Gaultier, Laporte, Lebreton, Even, Paira.

(2) Rapport Viannay. Tém. Viannay, Salmon, Lusseyran, Richet, G. de Gaulle, M.-O. Marx, Marlyse Guthmann, G. Deschamps, Ch. Nadel, Alain Radiguer.

(3) Deux cents morts. Le mouvement D. F. proprement dit a compté de 2.000 à 2.500 adhérents réels, mais le journal fut lu par des centaines de milliers de Français. Cent de ses déportés sont revenus.

pouvaient y être opérées. Le 20 juillet 1943, le groupe de la Gestapo Bony-Laffond s'installa dans la boutique et arrêta un grand nombre des militants qui s'occupaient de la diffusion du journal : l'un d'entre eux, Pierre Marx, tira, fut poursuivi et tué. Furent pris dans la boutique (ou le lendemain chez eux), Hubert et Clotilde Viannay, Geneviève de Gaulle, Charles d'Harcourt, Semmelier, Pierre Bizos, Comert, Meunier, Besnié, Lamy, Lusseyran, ainsi que J. Pardon et M. O. Marx. Les Allemands, après des interrogatoires — qui furent brutaux — semblent avoir pensé qu'il s'agissait d'un Mouvement d'étudiants peu dangereux (1). *Elio* « donna » aussi l'imprimerie installée à Taverny dont les Allemands se saisirent (2).

Le 3 mai 1944, les Allemands, avertis on ne sait comment, arrivèrent au « jardin d'enfants » de Clichy où avait été aménagé un important atelier (typographie et clicherie) qui fonctionnait depuis l'été 1943. Appréhendée la première, la « jardinière d'enfants » Marlyse Guthmann, amena les Allemands dans une pièce, en laissant libres le couloir et l'entrée par où ses camarades qui travaillaient dans l'atelier purent partir (ils sortirent aussi par les toits). Les Allemands revinrent le lendemain, arrêtèrent deux autres militantes, Marie-Solange et Denise Rousseau, et mirent l'atelier à sac.

Trois semaines plus tard, le 27 mai 1944, la principale « usine », celle de la rue Jean-Dolent, était également prise, mais par la police française. Un ouvrier qui travaillait à l'imprimerie — *Fredo* — fut arrêté parce qu'il transportait sans autorisation un bidon d'essence. Interrogé, il perdit la tête (il était malade et très affaibli) et donna l'adresse de la rue Jean-Dolent... Presque tout le personnel fut arrêté (Ch. Nadel, J.-M. Heyrand, P. Martin, Jacqueline Borgel, etc.), ainsi que Génia Deschamps, qui avait, ce soir-là, rendez-vous avec *Fredo*. L'affaire resta heureusement entre les mains de la police française, malgré les efforts que firent les Allemands pour s'en saisir. Les résistants furent donc placés dans des prisons françaises : ils furent libérés le 17 août, au début de l'insurrection parisienne. Plusieurs rejoignirent le maquis de Seine-et-Oise. Mais, la principale imprimerie étant détruite, le journal eut de la peine à paraître jusqu'à la Libération.

Enfin, le 10 juillet 1944, le secrétariat du M. L. N., avec son argent, ses papiers, ses archives et sa secrétaire, fut pris par la Gestapo. Jurgensen, Blank et Salmon échappèrent de justesse à l'arrestation (3).

(1) Ils furent tous déportés, sauf trois ou quatre qui furent relâchés (dont J. Pardon et M.-O. Marx).

(2) Il « donna » aussi la « piste » d'Hélène Viannay, qui venait d'avoir un enfant le 14 juillet et qui fut sauvée grâce au dévouement des familles Bottin, Desjardins et Lefaucheux.

(3) La secrétaire, Irène Demarteau, fut relâchée pendant l'insurrection parisienne, ainsi que Daniel Dreyfus qui fut, peu après, tué au cours des combats de rues.

Action de D. F. au moment de la Libération.

Maquis de Seine-et-Oise (1). Après la formation du M. L. N., et dans le cadre de l'organisation militaire de la zone nord, Ph. Viannay — sur sa demande — fut désigné par *Gildas* (Pierre Lefaucheux) comme commandant militaire de la Seine-et-Oise-Nord (2). Il organisa ce qu'on a appelé « le maquis de Seine-et-Oise », dont le rôle devait être de gêner la retraite de l'armée allemande par des sabotages et, si nécessaire, par des actions de détail (3).

Lorsque Ph. Viannay devint le *commandant Philippe*, chef militaire du nord de la Seine-et-Oise, la région était encore inorganisée. Des groupes de résistance existaient çà et là, plus ou moins rattachés à des Mouvements (M. L. N., C. D. L. R., F. T. P.), mais ils étaient presque totalement dépourvus d'armes. Après accord avec le délégué militaire de la zone nord et le B. O. A., le commandant Philippe fit préparer des terrains d'atterrissage (qui ne servirent pas) et organisa (sous la direction de deux membres de D. F., Maurice Devroux et François Girard, membres du corps franc de diffusion) des transports d'armes et d'explosifs des dépôts de la Ferté-Alais, de la Sologne et de la forêt de Fontainebleau, qui arrivèrent à bon port, malgré l'extrême difficulté du moment. Le commandant Philippe répartit ces armes entre tous les groupes organisés, y compris les F. T. P. (qui se plaignaient de ne pas en recevoir), ce qui lui permit d'entretenir d'excellents rapports avec leurs groupes locaux. Il installa son P. C. dans la forêt de Carnelle. Il divisa la région en trois secteurs, sous la responsabilité respective d'Édouard Laval (Isle-Adam) et Albert Bernier (Méry-Ronquerolles), chefs locaux, et de Jacques Richet et Alain Radiguer membres de D. F. (Magny-en-Vexin). Les troupes comprenaient à la fois des garçons du pays et des Parisiens, dont une partie seulement venait de D. F. Mais, parmi les cadres, nombreux étaient les militants du Mouvement. De même, si le chef d'état-major du commandant Philippe était William Lapierre, il lui adjoignit plusieurs résistants locaux, dont plusieurs furent, d'ailleurs, excellents, comme Albert Bernier (qui fut vraiment son « second » et remplit admirablement ses missions) et le F. T. P., Corentin Quideau. Parmi les agents de liaison se trouvaient aussi beaucoup d'adhérents de D. F. : Génia Deschamps, qui avait aidé à organiser les groupes et fit la liaison avec Paris, Hélène Roederer, Françoise

(1) Rapport du commandant Philippe (Viannay). Rapports des groupes de Seine-et-Oise. Tém. Viannay, Lapierre, Deschamps, F. de Rivière, Devroux, Meifred-Devals, M. Bernstein, F. Girard, Prof. R. Monod, Journal nº 47.

(2) Elle comprenait la partie du département compris entre la Seine, au sud, Magny-en-Vexin, à l'ouest, Méru au nord, Luzarches et Écouen, à l'est.

(3) Le commandant Philippe eut avec le D. M. R. *Montrose* de très violentes controverses quant à la manière de comprendre ces opérations. Il eut aussi des difficultés avec les chefs P. T. P. et le colonel Rol (rapport Viannay).

de Rivière, Christiane Parouty, Françoise Mottay, etc... Au P. C. du commandant Philippe était attaché le « corps franc » de diffusion du journal (Robert Carpentier, F. Gérard, M. Decroux, D. Régnier, Yves Richard, P. Meifred-Devals, Cl. Roche...).

Les maquisards furent d'abord dispersés dans les bois : mais ces bois n'étaient pas assez vastes pour les soustraire ou à la curiosité des gens du pays ou à la surveillance allemande. Après la sanglante affaire de Ronquerolles (19-26 juin), où le maquis subit des pertes très lourdes, ils furent camouflés dans des fermes ou des châteaux, comme « réfugiés » de Normandie ou des communes de la région parisienne qui avaient subi des bombardements. Le P. C. du commandant Philippe fut transporté à Brignancourt, près de Marines. Les groupes reprirent leur activité de guérillas : attaques de camions allemands, coupures de fils télégraphiques et téléphoniques, destructions de ponts, de pylones de haute tension, pose de crève-pneus sur les routes, déraillements de trains (en particulier sur la ligne Paris-Dieppe), destruction de la centrale électrique du champ d'aviation de Bruyères, etc. La lutte ne manqua pas d'épisodes dramatiques ou tragiques.

Le 23 juillet, Ph. Viannay fut gravement blessé en essayant d'échapper à une patrouille allemande. Transporté à l'hôpital de Pontoise, il put s'échapper grâce à la complicité des gendarmes et des religieuses de l'hôpital. Il fut sauvé grâce aux soins et au dévouement des docteurs Fritchi et Kerambrun et à l'excellente organisation du service de santé due au professeur Robert Monod. Au milieu d'août, les Allemands exécutèrent à Nerville treize otages et brûlèrent une ferme. Le 21 août, à Arthies, le maquis, sous le commandement de Radiguer et de Franemesnil, réussit à battre les Allemands en rase campagne. Après le 25, les opérations (où plusieurs femmes se distinguèrent) se firent en liaison avec l'armée américaine. Ce fut une période d'activité fébrile et harassante entre les lignes américaines et allemandes, au milieu desquelles circulaient constamment les maquisards. Le 25 août, les Américains amènent Ph. Viannay à Rambouillet, où venait d'arriver le général de Gaulle, en route vers Paris. C'est là que Ph. Viannay eut sa première entrevue avec le général.

Action en province.

Ce fut un membre de D. F. — Claude Monod — qui eut la responsabilité de la région D (Bourgogne et Franche-Comté), autrefois organisée par Olivier Richet. Ce jeune médecin se révéla doué de rares qualités militaires. Il eut sous ses ordres 20 à 25.000 hommes disséminés dans les maquis d'une région fortement boisée. Son action fut décisive dans les combats contre les Allemands qui refluaient du sud et du sud-ouest vers le nord-est. Il réussit à empêcher leur retraite vers

Langres, après une dure bataille à Maisey (9-10 septembre) et l'occupation de Dijon (11 septembre), opérations qui eurent une grande importance stratégique puisqu'elles permirent la liaison entre la division Leclerc et l'armée de Lattre de Tassigny (11-12 septembre) (1).

En Bretagne, de nombreux corps francs, qui avaient été entraînés par les chefs locaux de D. F., combattirent un peu partout et surtout dans le Finistère (à Brest en particulier) (2). A Rennes, les groupes francs de D. F. participèrent à la prise de l'Hôtel de ville et de la Préfecture avant l'arrivée des troupes américaines. En outre, le journal *Défense de la France* fut publié ouvertement à Rennes du 9 août au début de septembre par Maurice Felut et Henri Rochon. *Patrice* avait, en effet, pris des dispositions pour que, au cas où l'avance alliée serait lente et l'ouest de la France séparé de Paris, le journal puisse paraître dans la partie libérée du territoire (3).

Action à Paris (4).

Les militants de *Défense de la France* eurent également un rôle actif au moment de l'insurrection parisienne. Robert Salmon, responsable régional de Paris pour le M. L. N., fut aussi représentant du M. L. N. dans le *Comité Parisien de Libération* (C. P. L.), et fit, par suite, la liaison entre M. L. N. et C. P. L. Des *groupes francs* de D. F. participèrent à des combats et à des coups de main dans plusieurs quartiers de Paris et de la banlieue : occupation de la librairie Italia, boulevard Saint-Germain, des locaux du Mouvement autonomiste breton, et du P. P. F., d'un immeuble, rue Greuze, des usines Alsthom, à Issy-les-Moulineaux, etc. Robert Salmon et Jurgensen faisaient partie du groupe qui accueillit, le 25 au soir, le général de Gaulle à l'Hôtel de Ville.

Le dimanche 20 août, un *corps franc* de D. F. s'installa sans difficulté dans l'immeuble occupé par la *Pariser Zeitung*, 100, rue Réaumur, et, aussitôt, fit paraître le journal. Il était tiré, rideaux baissés, pendant que les Allemands patrouillaient dans les rues du quartier. Chaque jour, 60.000 à 80.000 exemplaires étaient diffusés, à la grande joie des Parisiens, qui lisaient avec passion cette presse résistante qui sortait enfin de la clandestinité. Le premier jour, les rédacteurs gardèrent encore leurs pseudonymes. Mais, le mercredi, les éditoriaux furent signés Salmon et Jurgensen et non pas *R. Tenaille* et *J. Lorraine*... et, le 29 août, Ph. Viannay signait de son vrai nom... Durant ces journées dramatiques, le jour-

(1) Le colonel *Claude* (Claude Monod) fut tué, plus tard, à Graben (Allemagne), le 2 avril 1945. Il eut comme secrétaire J. Pardon.

(2) Les *groupes francs* de D. F. en Bretagne organisèrent des sabotages dès 1943 (voies ferrées, incendie de réserves d'essence, par exemple). Tém. Boulaire. Rapport Y. Hall.

(3) Rapport sur l'Ille-et-Vilaine. Tém. Blank, F. Cleirens, H. de Solminihac, F. Delhomme, M. Delarue, H. Rochon.

(4) Tém. Viannay, Salmon, Jurgensen, Blank, M. et Mme Robert Monod (*Laure*). Journal D. F. nº 48 et suiv.

nal entretenait le courage et l'exaltation des Parisiens qui faisaient le coup de feu derrière leurs barricades. Il racontait les péripéties de la lutte dans les différents quartiers de la ville, il publiait des photographies, il annonçait l'arrivée prochaine de l'armée américaine, de la division Leclerc, du général de Gaulle... Le samedi 26, après l'émouvante journée qui avait vu la reddition de la garnison allemande, il poussait un grand cri de victoire... Le 10 septembre, il signalait avec fierté qu'une délégation de *Défense de la France*, composée de Philippe Viannay, Hélène Viannay, Robert Salmon, J.-D. Jurgensen, Aristide Blank avait été reçue par le général de Gaulle : sur sa table étaient les « Cahiers » de D. F. ouverts à la page : « Du pouvoir exécutif. »

La victoire acquise, il fallait désormais songer à organiser le pays. C'est ce que Philippe Viannay, Salmon et Jurgensen devaient exposer à leurs lecteurs dans les mois qui suivirent (1)... Les Résistants ne se dissimulaient pas la gravité et la difficulté des tâches qui attendaient la France.

Marie Granet,
Membre du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale.

(1) En décembre 1944, *Défense de la France* se transforma et devint *France-Soir*.

LA BATAILLE DE PARIS

(19-25 AOÛT 1944)

VUE DU P. C. ILE-DE-FRANCE

La Libération de Paris, le 25 août 1944, fut l'œuvre aussi bien des armées alliées que des *Forces Françaises de l'Intérieur*. Vouloir négliger le travail des uns, ou ne pas tenir compte des combats des autres, serait une grossière erreur historique. Les passions partisanes peuvent, et elles ne s'en sont pas fait faute, oublier le combat mené par les F. F. I. de la Région P 1 : il n'en reste pas moins que la Libération de la Capitale commença le 19 août quand la population parisienne se leva contre l'envahisseur à l'appel des dirigeants de la Résistance. Ce fut une opération militaire qui, suivant l'expression du général Eisenhower, « lui força la main » et l'obligea à diriger sur Paris, plus tôt qu'il ne l'avait prévu, la 2e Division blindée. Rappelons la belle citation de cette unité : « *A achevé* le 25 août la Libération de la Capitale, recevant la reddition du général allemand commandant la défense ». Si elle a achevé, c'est que quelqu'un avait commencé.

Nous voudrions, dans cette courte étude, montrer comment fonctionna le commandement des *Forces Françaises de l'Intérieur* de l'Ile-de-France (F. F. I.) au cours de cette bataille de sept jours.

Les conditions dans lesquelles se déroulaient la bataille ne facilitent pas le travail de l'historien. Nous étions loin d'avoir dans l'état-major de la Région P 1 tous les organes qui auraient dû exister dans un poste de commandement de cette importance ; en particulier, il nous manquait un bureau du courrier et bien des documents qui auraient dû être enregistrés, pris en minute, ne le furent pas. D'autre part, nous ne devons pas perdre de vue que, au moins au début, nous combattions dans la clandestinité et que nous conservâmes les habitudes de cette clandestinité qui nous faisaient nous méfier des ordres écrits et préférer les instructions verbales. C'est pourquoi il manquera toujours des pièces d'archives pour écrire cette histoire de la bataille de Paris.

Malgré de très nombreuses lacunes, ce travail a été établi grâce aux souvenirs du colonel commandant la Région et de quelques-uns de ceux qui étaient sous ses ordres au P. C. de Denfert, grâce aux documents de l'état-major F. F. I. conservés au *Service Historique de l'Armée*, auquel je dois de bien vifs remerciements et grâce à l'abondante littérature à laquelle la bataille a donné naissance. Nous voudrions montrer comment la bataille a été conduite par le commandement ; on a déclaré que c'était une insurrection : oui, par sa forme qui a soulevé le peuple parisien, mais à tout moment elle a subi l'impulsion du chef à qui avait été confié le commandement (1). Notre

(1) Les deux meilleurs ouvrages sur la bataille de Paris sont : DANSETTE, *Histoire de la Libération de Paris*, A. Fayard, 1946, plutôt préoccupé des côtés politiques de la bataille. R. MASSIET, *La préparation de l'insurrection et la bataille de Paris*, Payot. Massiet était au P. C. départemental.

but est de montrer comment elle a été préparée, puis menée par les différents bureaux, auxiliaires du commandement.

* * *

Depuis longtemps, la bataille était préparée. La population s'est dressée contre l'occupant, parce qu'elle a trouvé dès le début de la bataille des organismes pour canaliser son explosion et lui fixer ses tâches. Les organisations de la Résistance avaient des cadres opérationnels qui avaient cherché à ne rien laisser au hasard pour le jour de la bataille ; prétention un peu orgueilleuse, mais cependant efficace.

La *Commission d'Action Militaire* (COMAC) est l'organisme qui représente les plus hautes autorités militaires de France reconnues par Alger. Dépendant du *Conseil National de la Résistance*, il donne les directives qui vont animer la préparation de la bataille et son exécution. Sous cette direction, lointaine et proche en même temps, le commandant de la zone de l'Ile-de-France va mener sa bataille.

La directive du *Comac*, n° 1 du 19 mars 1944, rappelle que les forces combattantes de la Résistance doivent former un bloc des *Forces Françaises de l'Intérieur*. Elle précise que les F. F. I. ont leur rôle fixé dans les plans des Alliés :

> ... Les F. F. I. ont encore d'autres tâches.
> La protection des grèves et des actions de masse, par la mobilisation des éléments F. F. I. locaux qui devront recevoir un armement à cet effet... Le détail des opérations confiées aux F. F. I. a été précisé dans un certain nombre de plans dont l'exécution nécessite la mise en place des unités chargées de les exécuter ainsi que leur équipement matériel et qui fixe la durée de leur intervention... Il faut donc une préparation soigneuse et ensuite une exécution poussée à fond avec ténacité jusqu'à la victoire.

Par ailleurs, le *Comac* estime que la nomination du général Koenig comme commandant des F. F. I. ne doit pas avoir pour conséquence de déplacer les autorités et les responsabilités. Le *Comac* pense, qu'étant en France, il est plus à même de donner des directives ou des ordres. Il consulte le général Rapp (général Bloch, conseiller militaire du *Comac*, plus connu sous le nom de guerre qu'il prit ensuite — *Dassault*), et il déclare ensuite que :

> Au reçu des directives données par le général Koenig au nom des Alliés, le *Comac* a établi un ordre d'opérations tenant compte des conditions diverses de la lutte, selon les zones françaises considérées, et qui est maintenant la charte des F. F. I... S'il est possible de donner d'Angleterre des directives générales, il ne l'est pas de donner des ordres qui devront s'appliquer en France à des situations terriblement mouvantes... Enfin, comme l'a dit le général de Gaulle, c'est la nation tout entière qui doit participer à la Libération. Dans certains cas ces masses devront aider les F. F. I., dans d'autres cas ce seront les F. F. I. qui les aideront.

Le 15 mai, par sa directive n° 8, le *Comac* demande que chaque état-major régional soit un deuxième bureau organisé et outillé pour renseigner rapidement le commandement.

Dans son ordre d'opérations de juin 1944, non numéroté, mais postérieur au débarquement, il signale que le mur de l'Atlantique est percé, et déclare que :

L'insurrection nationale, inséparable de la Libération nationale, est une nécessité vitale pour le pays... l'insurrection est plus économique que l'attente ou la libération par les alliés.

I. Participation aux opérations alliées en France : .....

B) La *zone avant* du territoire tenue par l'ennemi, zone directement visée par la progression alliée et dans laquelle s'entameront les replis de l'adversaire ;... dans cette zone, les formations combattantes F. F. I. ont pour mission :

a) d'exécuter les opérations demandées par le Quartier Général Allié aux F. F. I., les destructions devant être strictement limitées à celles expressément prévues.

b) de gêner par des actions de guérilla... le ravitaillement de l'ennemi ainsi que les mouvements de repli qui lui seront imposés.

c) d'appuyer, dès que la désorganisation de l'ennemi le permettra, avec l'aide des formations de réserve et des *Milices Patriotiques*, la prise de pouvoir par les *Comités de Libération...*

C. c) ... d'occuper avec la participation des formations de réserve et des *Milices Patriotiques* des zones de territoires étendues offrant des possibilités de vie et de résistance...

Cette directive est complétée le 21 juin par un ordre n° 2 qui, après avoir affirmé que l'action des F. F. I. a déjà libéré des portions du territoire, déclare qu'il faut (1) :

... 2°) s'emparer des dépôts d'armes de l'ennemi, attaquer et désarmer ses forces isolées, faire des prisonniers qui subiront le même sort que les soldats F. F. I. tombés entre les mains de l'ennemi.

3°) appuyer les forces menacées par les boches...

5°) partout où l'armement le permet, réaliser immédiatement la libération de portions de territoire... en tenant compte des possibilités de retours offensifs de l'ennemi et des possibilités de défense.

Mobiliser sur tout le territoire libéré tous les hommes valides et toutes les forces économiques pour la guerre, en vue de la Libération et de la victoire de la France et de ses Alliés.

Ainsi les directives sont précises ; nous allons voir comment elles furent appliquées par le colonel Rol dans la région P 1.

(1) A. Dansette dans son ouvrage sur la Libération de Paris fait état des divergences de vues entre le général Koenig et le *Comac*. Les deux points de vue se comprenaient, mais si les délégués militaires national et régionaux avaient pu mieux assurer leur service de liaison entre Londres et Paris, peut-être aurait-on pu dissiper la méfiance. L'entourage de Koenig sous-estime les F. F. I., et, jusqu'à preuve du contraire, il ne semble pas que les délégués aient cherché à donner confiance dans leurs éléments. La Résistance est mal connue, on ne la croit composée que de communistes et on les craint.

* * *

La France a été découpée en un certain nombre de régions. Paris est le chef-lieu de la Région P 1 qui comprend la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne et l'Oise.

Le commandant de la Région P 1, Ile-de-France, est assuré par le colonel *Rol* (Tanguy) (1), depuis le 1er juin : il est assisté du commandant *Gallois* (Cocteau), chef d'état-major, capitaine de réserve, désigné pour ce poste depuis le 1er avril (2), qui sera remplacé le 20 août par le lieutenant-colonel *Canon* (Avia), lieutenant-colonel d'artillerie, et par le lieutenant-colonel d'infanterie *Rethal* (Villate) comme adjoint.

Le 1er bureau est sous les ordres de Delalande, adjudant de réserve.

Le 2e bureau est dirigé par le commandant *Larcouet* (Kergall), lieutenant de chasseurs de réserve, ayant auprès de lui le capitaine *Robert Pierre* (Réa), capitaine d'artillerie de réserve.

Le 3e bureau a à sa tête le capitaine *Brécy* (Trutié de Vareux), capitaine du génie de réserve, aidé par le capitaine *Patrice* (Scarpazza), de la réserve.

Le 4e bureau était sous les ordres du commandant *Leparc* (Pornot), ingénieur mécanicien auxiliaire de la marine.

Autour de ces chefs de bureau, il y a lieu de rappeler les noms de nos camarades Reval, Orange, Moraine, Dumay, Étienne, Delahaye, etc., sans oublier les secrétaires féminines, Mmes ou Mlles Rol, Andrée Grenet, Yvonne Sausseau, Christine Lepage, des chauffeurs et des gardiens venant de la police ou des gardes républicains, des agents de liaison des deux sexes, etc. Tout ce personnel fut d'un dévouement extrême au cours de la bataille. Même dans les moments les plus critiques, la bonne humeur et l'entrain ne manquèrent jamais. L'entente ne cessa de régner entre ces hommes appartenant à tous les milieux sociaux et politiques. Une seule pensée les animait tous, du simple soldat réserviste au colonel : la lutte contre l'envahisseur.

Dès le 15 août, l'état-major régional, réduit au Commandant de la Région, aux chef et sous-chef d'état-major, au chef du troisième bureau, fonctionne rue Verdier, à Montrouge. Il y reçoit toutes les informations et les agents de liaison, même ceux de province (3). L'état-major est sorti de la clandestinité, il est prêt à la bataille.

Le 19 août, la réunion du P. C. est prévue au 66, rue de Meaux, dans un vaste immeuble où sont installés les services de nettoyage de la ville. On doit y être à 0830 (4). L'immeuble est vaste, avec des terrains cou-

(1) Nous indiquons entre parenthèses le nom réel de l'officier.

(2) Antérieurement la région a été commandée par *Lenormand* (Coquoin), abattu lors de son arrestation le 29 décembre 1943, puis par Péricault, arrêté à la fin de mai. Avant *Gallois* le poste de chef d'état-major a été occupé par *Targuy* (Leroy), ancien officier des troupes sahariennes.

(3) Cf. p. 62, n. 1.

(4) Toutes les heures sont portées de 0001 à 2400.

verts de hangars, des sorties multiples, permettant une évacuation rapide. A l'heure dite, le colonel Rol arrive et fait un récit des incidents qui viennent de se dérouler à la Préfecture de Police auxquels il a pris part (1). Le colonel, venu en auto, en uniforme kaki, après avoir exposé la situation, donne ses ordres : « Le moment est venu pour chacun d'assumer son rôle au combat. Notre réunion n'a plus de raison d'être. Chacun à son poste de combat. » Puis, après avoir donné sa mission à chaque membre de l'état-major, il se rend à la Préfecture de Police. La bataille est déclenchée !

Le P. C. ne doit pas rester rue de Meaux, le local est trop excentrique par rapport aux services de la capitale et aux autorités représentant le *Gouvernement Provisoire de la République*. Aussi, dès l'après-midi du 19, le colonel le transfère 9, rue Schoelcher, dans un immeuble où est installé le service de l'assainissement, mieux relié par téléphone avec les différents quartiers de la capitale. Cet immeuble n'avait encore jamais servi à la Résistance, on pouvait penser que, de ce fait, il ne serait pas l'objet d'une surveillance des Allemands (2) ; de plus, il communique par un réseau de galeries souterraines avec la place Denfert-Rochereau, la gare de Sceaux et les catacombes. Enfin, il possède un réseau téléphonique spécial au service, ce qui assure une liaison rapide inconnue de l'ennemi. Enfin, et ceci ne doit pas être négligé, cet emplacement tient compte de la marche des armées alliées dont on attend l'arrivée par le sud de la capitale. Au mois de juin, à une réunion du *Comac*, le général Chaban-Delmas a signalé à Rol que l'unité poussée en avant la première serait la 2e D. B.

Vingt-quatre heures plus tard, cet emplacement est abandonné pour les locaux souterrains aménagés place Denfert-Rochereau, au-dessous des anciens bâtiments de la barrière d'Enfer. Ce sous-sol, construit pour abriter des services officiels en cas de bombardement de la capitale, est fort bien aménagé ; il comprend, au bas d'un escalier d'une centaine de marches, de nombreuses pièces pouvant servir de bureaux et de dortoirs. Il possède un central téléphonique le mettant en liaison avec tous les bureaux du service des eaux, avec les Préfectures. Des souterrains permettent en cas de crise de quitter le bâtiment. Enfin par l'intermédiaire du capitaine *Robert Pierre* existe une liaison téléphonique avec le réseau du Métropolitain et avec les réserves de troupes.

Les liaisons ne viennent pas directement au P. C. Elles doivent se présenter à la gare de Sceaux, de l'autre côté de la place pour éviter trop d'allées et venues dans les parages. Cela nous rendra service, car

(1) A son passage à la Préfecture, le colonel a donné l'ordre à la police à continuer la grève.

(2) Nous avons été aidés, rue de Meaux, par M. Douesnard, chargé de la Défense passive, et par M. Tavès, ingénieur au service des eaux, rue Schoelcher et à Denfert-Rochereau.

les Allemands, croyant attaquer le P. C., attaqueront la gare, ce qui nous permettra de faire une trentaine de prisonniers (1).

Dès que l'on est assuré que les Allemands n'occupent plus les tables d'écoute des centraux téléphoniques, on utilise le réseau des P. T. T. Le commandement dispose donc de trois réseaux se complétant pour recevoir des nouvelles de la bataille et donner des ordres.

Le P. C. fonctionne normalement comme un véritable organe de commandement. On vit dans cet abri souterrain. Plusieurs fois par jour, le colonel et ses adjoints sortent, accomplissent des missions de liaison dans les différents quartiers de Paris, aux Préfectures, rue Guénégaud au P. C. du département de la Seine, aux organes de la Résistance des arrondissements ou de quartiers. Il arrive qu'il ne reste plus qu'un ou deux officiers à Denfert. Une liaison téléphonique directe avec la Préfecture de Police permet de recevoir de nombreux messages par lesquels elle transmet les renseignements reçus des commissariats de police, ou de sources très nombreuses qui, ne sachant à qui s'adresser, se tournent vers la Préfecture, qui paraît le symbole de la Résistance. Ces renseignements souvent exagérés sont contrôlés par le P. C., confirmés ou non par ses correspondants des eaux ou du métro, ce qui fait que le P. C. de Denfert est toujours au courant de la situation réelle de la bataille, et peut prendre à bon escient les mesures qui s'imposent. On peut estimer que, pendant la période où le P. C. est à Denfert, il reçoit 285 communications de la Préfecture de Police, ce qui représente une cinquantaine de communications par jour (2).

Sur cette infrastructure, la bataille se déroule.

* * *

Les nombreux auteurs qui ont raconté la bataille de Paris ont négligé cet aspect des combats ; dans le désir légitime de glorifier ces combattants des rues et des barricades qui ont versé leur sang, ils ont minimisé l'action du commandement. Il est fâcheux que n'existent pas davantage de mémoires et de documents (3) sur cette partie de la bataille.

Nous allons essayer de relater certains des actes de commandement

(1) Le P. C. même ne sera pas attaqué.

(2) Rappelons cet épisode de la rue, près d'une barricade, rapporté par Georges Fèvre (*Et Paris se libéra*) :

« — Qui est-ce?
— Agent de liaison.
— Qui t'envoie?
— Denfert-Rochereau.
— Où vas-tu à présent?
— Prévenir ailleurs. »

(3) Cependant Massiet (*op. cit.*) y fait parfois allusion et donne copie de certains ordres reçus au P. C. départemental ; nous-même, dans le n° 75 de *Réforme* — 24 août 1946 — avons signalé cet aspect de la Libération de Paris.

pendant la bataille en les groupant en principe selon les bureaux intéressés à l'ordre donné.

Le premier acte de commandement, gros de conséquence, est l'envoi du commandant *Gallois* en mission auprès du commandement allié. Dès avant la bataille, le colonel *Rol* envoie un de ses officiers, le capitaine *Brécy* (Trutié de Vareux) auprès des Américains. Notre camarade est tué à Morigny-Champigny, à côté d'Étampes, mitraillé par un avion américain, le 18 août (1). La mort de cet officier amène le colonel à envoyer alors son chef d'état-major qui sait l'anglais et qui va être conduit par le responsable de l'organisation sanitaire de la Résistance dans le département, le docteur R. Monod. Ce fait montre l'importance que le commandant des F. F. I. attache au compte-rendu et aux demandes qu'il adresse aux Alliés. Le commandant *Gallois* est très au courant de la situation ; il a largement contribué à la mise sur pied des unités qui vont combattre, il sait combien peu elles sont armées, il est au courant des demandes d'armes et de munitions faites, et, d'autre part, soit de la rue de Meaux où il est resté toute la journée du 19, soit de la rue Schoelcher, il a vu le début de l'insurrection.

La mission est précise ; voici comme elle est rapportée par *Gallois* lui-même (2) : « Partez immédiatement, allez prendre contact avec le haut commandement allié. Rendez-lui compte de la situation dans Paris, des pourparlers de trêve. Puisque vous connaissez par votre deuxième bureau la faiblesse des effectifs allemands qui subsistent encore entre les troupes alliées et Paris, insistez pour qu'une colonne de secours bouscule ce rideau de troupes ennemies et fonce vers la capitale ; dites-leur que nous sommes maîtres d'une partie de la capitale et des édifices-clés et qu'il faut se hâter de profiter de cette situation et de nous porter secours (3). »

Toutes ces indications montrent bien l'action du commandement :

(1) Le 16 août, un officier de liaison des F. F. I. de Bretagne, le lieutenant Mallet, est arrivé porteur de renseignements. Le même jour, le Comité militaire national des F. T. P. conseille à Rol d'envoyer un officier pour établir la liaison avec les Alliés. C'est pour remplir cette liaison que, le 18, muni d'un ordre de mission tapé sur un tissu de soie et cousu dans le revers de son veston, Trutié de Vareux est envoyé par le colonel *Rol* à bord d'une camionnette de boucher, munie de papiers allemands.

(2) Dansette affirme que c'est le docteur Monod qui a persuadé *Gallois* de hâter l'arrivée des Américains. Ce n'était pas nécessaire, vu les instructions reçues directement de *Rol* et rapportées ci-dessus. Le docteur R. Monod est venu s'offrir spontanément pour conduire *Gallois*.

(3) Dansette (1re édition, p. 298) parle de la mission des aspirants Kauffmann et de Labrisse envoyée par la *Délégation Militaire Nationale*, elle n'est partie que le 23 au matin, trop tard par conséquent pour jouer un rôle, si ce n'est pour montrer le manque de liaison entre le Délégué National et les Résistants.

Il en est de même de l'expédition, tentée à l'instigation du Consul de Suède, d'accord avec les Allemands, portant des offres de reddition aux Américains. Elle n'est partie que le 22 après midi, elle aussi trop tard pour avoir eu une action.

La citation accordée au commandant *Gallois* marque bien que c'est lui qui a rempli, grâce à son convoyeur le docteur Monod, la mission d'alerter et de décider le commandement allié.

renseignements sur la situation, sur les forces allemandes, sur les possibilités offertes au commandement allié. Il importe de leur demander un appui rapide.

* * *

Dans la mission que nous venons d'exposer, le Commandant de la Région rappelait au commandant *Gallois* les renseignements recueillis par le deuxième bureau. Le réseau de renseignements était peut-être un des organes les mieux outillés de la Résistance. Dans la clandestinité, l'importance des informations était très grande. Les sources étaient nombreuses, élaborées souvent avec plus de bonne volonté que de précision. Les officiers avaient fort à faire pour rétablir l'exactitude des faits, les apprécier à leur juste valeur et en tirer les déductions nécessaires.

Dès le 19 août, c'est, rue de Meaux, un va-et-vient incessant d'estafettes et d'agents de liaison ; vers midi arrivent les premiers comptes rendus sur l'occupation des édifices publics, en particulier les mairies. On sait par des rapports F. F. I. que les ponts en aval de Paris sont détruits, on connaît l'aspect des colonnes allemandes en retraite — ce qui console de mauvais souvenirs — on sait, par l'aspect de désordre qu'elles présentent, que de nombreuses formations sont débandées, utilisant les moyens de transport les plus divers et les moins modernes. On a l'impression que ces unités en déroute sont sans liaison avec le commandant du *Gross-Paris*, voire même avec leurs propres autorités, pressées qu'elles sont de mettre de l'espace entre les Alliés et elles. Les Parisiens sont heureux de constater cette déroute, mais ils ont tendance à ne voir que ces unités et à négliger celles, et il en existe encore, qui demeurent en ordre.

Les comptes rendus qui parviennent au deuxième bureau semblent marquer un manque d'organisation d'ensemble chez l'ennemi. On a l'impression que le commandant du *Gross-Paris* n'a pas en main la garnison de la capitale et qu'il a été pris au dépourvu par les grèves des cheminots, de la police et de la gendarmerie. Pour une fois, l'esprit de prévoyance de l'ennemi paraît en défaut. Voici le bulletin de renseignements du 17 août (1) :

... on notera également la menace de contre-attaque de chars dans la région de Limours... le passage par Montmorency d'éléments de S. S. venus d'Alençon et qui se rendent dans la région de Chantilly et de Meaux... Il ne semble pas que l'importante région de Conflans-Sainte-Honorine ait été fortifiée... Impression générale : les Allemands ne songent pas tant à défendre Paris qu'à protéger la retraite de leurs troupes de Normandie...

(1) Faute de place dans un article, faute d'avoir aussi retrouvé tous les ordres et compte rendus envoyés, nous sommes contraints de limiter nos extraits. La situation des combattants excuse ce manque d'organisation dans le travail d'état-major, fâcheuse pour l'historien.

Le 21, une reconnaissance exécutée dans la région sud-sud-est de Paris rapporte :

... que l'ennemi s'est organisé défensivement région Wissous-Morangis (4 pièces antichars), côté Juvisis à Ris-Orangis (4 pièces antichars enterrées et étagées)... au Grand-Bouy, sud-est de Ris-Orangis (une compagnie allemande)... entre Saint-Michel et Montlhéry (une batterie allemande de 105)... aucune force allemande ne paraissant exister en arrière de ce dispositif tandis qu'un vaste no man's land (sic) séparerait les Allemands des avant-gardes alliées.

Le 21, le *bulletin de renseignements* (1) envoyé par le colonel Lizé, commandant le département de la Seine, est des plus intéressant parce qu'il montre comment les Allemands respectent la trêve qu'ils ont demandée :

Il se confirme de tous côtés que l'armée allemande (au moins les S. S.) ne respecte pas la trêve. A 1200 au Petit-Pont trois S. S. en side-car attaquent par surprise la barricade et tuent une dizaine de F. F. I...
A 1200, autre attaque à la gare du Nord ;
A 1200, les Allemands attaquent la mairie d'Aubervilliers. Attaque puissante à la mitrailleuse, canons, trois chars. Les F. F. I. se dévoilent et causent des pertes sévères à l'assaillant (50 environ hors de combat) qui abandonne la lutte...
A 1430, les Allemands attaquent les F. F. I. près de la gare du Nord.
A 1500, autre attaque près du Pont-Neuf.
De divers points, on nous signale que des F. F. I. sont arrêtés.

Le 24 août, l'avance des Alliés apparaît comme suit :

1015, une colonne de l'armée (*sic*) Leclerc est passée à Longjumeau.
1130, arrivée de l'armée Leclerc (*resic*) au rond-point de Juvisy, cours de France. Duels d'artillerie dans la région Versailles-Saint-Cyr...
1230, décrochage des Allemands à la Croix-de-Berny.
1300, premiers éléments blindés américains à Antony...
1635, à Sceaux et Malabry les Allemands fuient en déroute, même à bicyclette...
1705, de la *Défense Passive* : grosse fumée vers Antony. Grosses explosions à Villeneuve-triage.
Des S. S. attaquent avec chars vers Ménilmontant (tunnel) et rue Sorbier.

Ainsi, très renseigné sur l'évolution de la situation et le déroulement des combats, le commandant de la région Ile-de-France peut diriger la bataille.

* * *

Il faut toujours revenir à la clandestinité quand on étudie la Résistance, même pour une bataille à visage découvert comme la bataille de Paris. *Lenormand*, commandant la Région P 1 avant son arrestation et

(1) Bien qu'elle nous soit adressée, cette pièce est intitulée *Bulletin* et non *compte-rendu*. Il y avait des nuances de style que nous ne connaissions pas tous.

sa mort, était en même temps chef du réseau C. D. L. L., il disposait par suite facilement des troupes de ce réseau ; lui mort, les liaisons seront plus lâches avec ces unités. Rol appartient aux F. T. P., c'est sur ces troupes qu'il aura le plus d'action. L'organisation et l'armement des F. F. I. sont des plus précaires. C'est une préoccupation constante.

Jusqu'à la bataille, le colonel chef régional ne peut communiquer qu'avec les mouvements de résistance et non avec les unités de combat, mesure logique dans la clandestinité, mais qui se révélera désavantageuse parce que la liaison effective n'aura pas eu le temps de se consolider. Les ordres expédiés le sont aux mouvements : C. D. L. R., C. D. L. L., O. C. M., O. R. A., F. T. P., etc. Ce n'est qu'ultérieurement, quand la bataille est engagée, que les liaisons vont directement aux organismes locaux, arrondissements et quartiers, ou aux groupes francs.

Le département de la Seine est sous les ordres du colonel *Lizé* (de Marguerite, colonel d'artillerie), doté d'un état-major assez étoffé. La Seine-et-Oise est divisée en deux secteurs à cause des difficultés de liaison : Nord, au nord de la Seine, sous les ordres de *Philippe* (Viannay) de *Défense de la France*. Sud, aux ordres de Duroc, remplacé ultérieurement par Pastor. Le sud est divisé en quatre sous-secteurs : Corbeil et Dourdan, bien encadrés ; Versailles et Mantes qui ont été désorganisés par l'arrestation de leurs chefs respectifs (Lafitte et Joliot à Versailles et Tréphin à Mantes, remplacés par Degeorge et Mignon, qui n'ont pas encore assuré complètement leurs liaisons). La Seine-et-Marne est dirigée par Desbier, qui sera remplacé par Dugas-Desouches, et l'Oise par Monturat.

La ville de Paris et le département sont divisés en quatre secteurs :

Nord : Suchet (de *Libération*) comprenant les 1er, IIe, IIIe, IVe, IXe, Xe, XVIIIe, XIXe arrondissements ;

Ouest : Bertrand (de l'*Organisation civile et militaire*) avec les VIIIe, XVIe et XVIIe arrondissements ;

Sud, sous les ordres de Dujardin (de l'*O. C. M.*) avec toute la rive gauche de la Seine ;

Est, avec Bourgoin (de *Libération*), XIe, XIIe et XXe arrondissements.

Chacun de ces secteurs comprend en plus les localités de la Seine qui lui sont contiguës.

Il est difficile de donner un tableau à peu près exact des effectifs dont dispose chacun de ces commandements. Massiet et Dansette donnent des chiffres différents. Massiet cite surtout des effectifs de mouvements de résistance tandis que Dansette cite des chiffres relatifs aux quatre secteurs. Ils sont tous sujets à caution, mais nous nous garderons bien d'en donner d'autres ! Malgré les efforts des états-majors, malgré les ordres du général Koenig de créer des organes mobilisateurs pour enregistrer les engagements des combattants, les conditions de la clandestinité ne permettaient guère de tenir des contrôles à jour (1).

(1) Nous nous sommes laissés dire que les F. T. P. étaient mieux renseignés ; nous le voulons bien, mais nous ne nous en porterions pas garants !

Pendant la bataille, il était impossible de demander à nos commandants de barricades d'établir un contrôle des effectifs mouvants qui étaient sous leurs ordres. Tel jour, et souvent au moment du combat, les combattants se pressaient sur les barricades ; la fuite de l'ennemi, plus prosaïquement l'heure du déjeuner, les amenaient à rentrer chez eux, à moins qu'une blessure les fît conduire dans un hôpital où, par mesure de précaution vis-à-vis des Allemands, leur condition de soldat n'était pas révélée. Circonstances logiques et normales bien qu'actuellement on puisse les regretter.

Une question aussi préoccupante est celle de l'armement des troupes. Le commandement régional n'eut jamais le matériel dont il avait besoin et qu'il réclamait sans cesse.

Le 10 juillet 1944, Rol écrit au *Comac* : « malgré les engagements pris par le *Délégué Militaire Régional Montrose* (de Sonneville) devant le *Comac* dans sa séance du 3 juillet, son attitude et l'aide qu'il doit apporter sont entièrement négatives... A mes demandes pressantes concernant le financement et l'armement des forces régionales, sa réponse est systématiquement laconique : rien ».

Fin juillet, un compte-rendu de l'état-major régional fait connaître à l'État-Major National et au *Comac* que :

les réceptions de mai et juin sont les suivantes :
Mai : rien à notre connaissance ;
Juin : Oise, trois tonnes,
Seine-et-Marne, quatre tonnes,
Seine-et-Oise, inconnu,
Seine, néant.

Nous apprenons en dernière minute que les trois tonnes de l'Oise viennent de tomber entre les mains des Allemands. Nous apprenons qu'il y aurait eu un parachutage dans la région de la Ferté-Alais, tonnage inconnu. Cette réception aurait été faite hors du contrôle du chef départemental Forestier.

Dans le tome V de *Grand Strategy*, historique officiel anglais, il est indiqué, page 325, que les Anglais sont plus intéressés par la guérilla dans les Balkans que par la Résistance française ! Cet ouvrage rapporte cependant que, du commencement de février 1944 au milieu de mai, il a été parachuté en France par les soins :

	du B. C. R. A. (1)	et du S. O. E. (*British special operations executive*)	
Sten	30.936	45.354	au total 76.290
Pistolets	10.385	15.574	27.961
Fusils	6.694	10.251	16.945
Bren	1.609	1.832	3.341
Bazookas	272	300	572
Piats	119	185	304
Mortiers	17	143	160

De tout ce matériel, la Seine n'a rien reçu et, si l'on estime que c'est

(1) Le volume *Grand Strategy* (t. V, p. 326) porte « From General de Gaulle ».

par défaut de terrains de parachutage (ce qui serait admissible), nous constatons qu'en Seine-et-Oise, où nous aurions pu aller nous armer avant la bataille, il n'a été envoyé que :

Sten, 114 ; pistolets, 18 ; fusils, 150 ; bren, 24 ; bazookas, 2, et 158.940 cartouches de 9 m/m, 180 grenades.

Tels sont les chiffres donnés par le *Supreme Headquarter Allied Expeditionnary Forces* (1).

Le 8 août, le commandant revient à la charge, en écrivant au *Comac* :

Tous les problèmes relatifs à l'armement, au financement... sont en suspens. Une situation très grave de conséquences existe dans P 1 à la veille d'événements décisifs pour la libération...

Pour ne parler que de Paris, je suis dans l'impossibilité d'assurer la protection de ses points vitaux : eau, gaz, électricité, télégraphes, téléphones, transports, ravitaillement, etc...

La population parisienne, du fait du non-armement des F. F. I., risque le pire de la part des boches qui reflueront inévitablement sur Paris. Les F. F. I. et tous les patriotes sont décidés à se battre et se battront de toutes leurs forces, mais que fait, que prévoit la *Délégation Militaire* pour leur donner des armes?

Pendant la bataille, il demande le 21, au *Commissaire Délégué du Gouvernement Provisoire*, plusieurs tonnes de plastic, plusieurs milliers de mètres de cordon Bickford et dix mille grenades Gammon. Sa demande, retardée, ne parvient que le 23, à 1800, au responsable qui envoie immédiatement un télégramme à Londres. Il est bien tard ! Rien n'arrive et la population ne se battra qu'avec les armes qu'elle aura pu enlever à l'adversaire !

Il est tellement prévu que notre armement dépend uniquement du courage des combattants que le commandant de région ne cesse de recommander à ses troupes de s'emparer des armes boches : le 18 août « les formations ainsi constituées doivent s'armer par tous les moyens, en particulier en récupérant le matériel des soldats ennemis ».

La récupération est poursuivie avant et pendant la bataille. Des dépôts d'armes sont signalés le 3 août au 60, boulevard Diderot, le 5, 41, rue Washington ; le 7, aux numéros 63 et suivants du boulevard Magenta. A Persan-Beaumont, on s'empare, le 5, de douze fusils et dix revolvers Colt, le 20, le groupe du XIII^e^ arrondissement prend dix-neuf fusils à la Salpétrière et quarante à la Pitié. Le groupe franc du IX^e^ arrondissement conquiert, du 17 au 24, huit mitrailleuses, sept fusils mitrailleurs, douze mitraillettes, au moins douze fusils, quatre-vingt-dix-sept revolvers et des munitions, à Levallois ou aux Batignolles. A Villeneuve-le-Roi, on s'empare d'une mitrailleuse, deux revolvers et, à Verrières, le même groupe prend quatre mitrailleuses, etc.

Le chef régional a attiré l'attention, le 7 juillet, sur le fait que « au-

(1) On peut se demander si ce manque d'armement provient de la méfiance vis-à-vis de la Résistance et de ses combattants !

cune unité ne peut se laisser enfermer dans le dilemme : pas d'armes, pas d'action. *Il faut prendre les armes où elles se trouvent...* localiser les dépôts ennemis (allemands, milices), les attaquer immédiatement si le rapport des forces le permet. Si non, préparer soigneusement l'opération et l'exécuter dès que ce même rapport des forces le permet... ».

Et le courage est tel que « il y a trois jours les F. F. I. et les *Milices Patriotiques* ont occupé la mairie du XVII^e^ avec six revolvers et quelques fusils. Avec le matériel capturé, on a pu armer plus de 450 combattants (1) ».

* * *

Malgré la faiblesse numérique apparente et le manque d'armes, la volonté très nette du commandement local est d'exécuter les ordres du *Comac* et de participer à l'offensive alliée. Il faut tout d'abord assurer la protection d'un grand nombre de bâtiments publics ; nous ne pouvons les donner tous, mais qu'il suffise de citer l'instruction du 13 août adressée aux *Comités locaux de Libération* :

Le *Comité Parisien de Libération* et l'état-major parisien des F. F. I. établissent un plan d'action offensive...

Objectifs à conquérir : bâtiments publics, ministères, mairies, prisons, commissariats de police et gendarmeries, postes émetteurs de radio, bureaux de poste, hôpitaux, casernes ;

Objectifs à détruire : garages allemands, casernes de miliciens, permanences des partis et organisations collaborationnistes ;

Objectifs à protéger : dépôts de ravitaillement, centrales électriques, usines à gaz, réservoirs d'eau...

Il faut ajouter que l'application de cette instruction donne un ordre d'urgence :

Secteur Nord	1^re^ urgence : 26 points	2^e^ urgence : 10 points
— Sud	— 12 —	— 9 —
— Ouest	— 10 —	— 8 —
— Est	— 6 —	— 1 —

Tout est prévu, les ambassades, les banques, les grandes administrations, les ponts, etc. ; les objectifs à détruire ne viennent qu'en deuxième urgence parce qu'il faut assurer d'abord la protection des points vitaux et que, d'autre part, la pauvreté de moyens rend prudents.

Le même jour, 13 août, le président du *Comité Directeur de la Gendarmerie* prescrit aux gendarmes :

... 2° n'assurer aucun service en tenue militaire.

... 3° mettre en lieu sûr tout le matériel non encore réquisitionné par l'ennemi, les archives... les vivres... les effets...

(1) Cf. Cl. Roy, *Les yeux ouverts dans Paris insurgé.*

... 5° éventuellement prendre sans hésitation le maquis (avec les armes)...
... 6° ne pas quitter la région parisienne et se tenir prêt à tout appel lancé par le colonel commandant la gendarmerie de l'Ile-de-France...

C'est le 15 que la police parisienne entre en grève.

C'est le 19 au matin que le colonel *Rol* pénètre en tenue à la Préfecture de Police et intervient pour que les agents n'exécutent pas l'ordre donné par l'ancien préfet Bussière de reprendre leur service à 1300. C'est à cette minute que commence réellement la bataille de Paris.

L'ordre général du 19 août, lancé quelques heures avant le début des combats, rappelle à chacun sa mission ; elle peut être résumée par la dernière phrase : « Ouvrir la route de Paris aux armées alliées et les y accueillir (1). »

Nous ne pouvons songer à décrire tous les combats qui se sont déroulés dans Paris et qui ont été racontés par des témoins oculaires (2) ; contentons-nous de montrer quelques interventions du commandement dans cette bataille de sept jours.

Le 19 après midi, quand la Préfecture de Police est attaquée, on alerte les commissariats pour que les agents disponibles se portent vers Notre-Dame et prennent les assaillants à revers.

Dans la matinée du 20, malgré la prudence du *Délégué Militaire National*, le chef régional s'efforce de maintenir les unités dans la bataille. Il rend compte au *Comac* que, depuis que l'attaque a commencé, *Lizé* a engagé plus de deux cents hommes pour dégager la Préfecture. Il rappelle à la police qu'il ne suffit pas seulement d'occuper les commissariats « par des hommes armés alors qu'on se bat à cinq cents mètres de là... D'une manière générale, intensifier les patrouilles F. F. I. dans Paris et la banlieue. Il faut se montrer ».

Dans l'après-midi, à la suite des pourparlers de trêve et des consignes de suspension des combats par des représentants du gouvernement, le commandement fait savoir à 1625 que, tant que les Allemands sont dans Paris, l'ordre est de les combattre ; l'ordre sera retransmis par le colonel Lizé à 1740.

Quarante minutes plus tard, c'est au colonel *Lizé* qu'il rappelle « qu'il doit prendre progressivement possession de tout Paris. Le mot d'ordre d'insurrection lancé en accord avec le *Commissaire Délégué* du *Gouvernement Provisoire de la République*, en accord avec le *Comité Parisien de Libération*, doit être maintenu ».

Toute la question de la trêve est là : à partir du moment où la bataille a été déclenchée, il est impossible de l'arrêter sans faire le jeu de l'ennemi. Celui-ci a été surpris, nous pourrions dire stratégiquement, par l'explosion de l'insurrection et tactiquement par son échec du 19 à la Préfec-

(1) Cet ordre a été reproduit *in extenso* par Dansette, *op. cit.*, annexe XXI.
(2) Aux ouvrages signalés de Dansette et de Massiet, on peut joindre : CAMPEAUX, *La libération de Paris*. Paris, Payot, qui contient des récits de combattants présentés sans ordre apparent.

ture de Police. S'arrêter maintenant, c'est couper l'élan donné à la population, c'est permettre à l'ennemi de se ressaisir militairement, c'est une erreur. Le colonel *Rol* anime tous les combattants par sa volonté de continuer la lutte.

Le 20 au matin, le capitaine *Robert Pierre* apprend par un compte-rendu de la place Saint-Michel et un autre de la Préfecture que celle-ci est de nouveau attaquée. Les Allemands massent du monde sur les quais Saint-Michel et Montebello. A 0730, on lui rend compte que la station du métro Saint-Michel est attaquée : « Je donne immédiatement l'ordre, écrit-il dans un compte-rendu, au groupement des F. F. I. du Métro d'envoyer à cette station tous les renforts disponibles pour dégager à tout prix cette station. Je donne l'ordre également d'assurer la garde des stations (*sic*) Châtelet pour couvrir efficacement la Cité. »

Le commandement des F. F. I. Ile-de-France dispose, en effet, d'un certain nombre de réserves ; celle du Métro est peut-être la plus facile à alerter, mais les groupes francs *Cévennes* (Prouteau), celui sous les ordres de Vasseur (du C. D. L. R.), Saint-Just et Charcot, le groupement *Barat* et celui du colonel *Fabien*, celui de Neuville, la *Sidi-Brahim* seront souvent mis à contribution par les soins du P. C. de Denfert et envoyés sur des points souvent fort éloignés de ceux où ils se trouvent quand ils sont touchés par les ordres. Ceux-ci leur sont transmis par tous les moyens possibles ; souvent les femmes sont mises à contribution et se révèlent de précieux agents de liaison. Faut-il citer la jeune Lucette, qui, le 24 au matin, est envoyée à 0900 porter un ordre à la porte d'Italie ; elle y parvient à un moment où la bataille fait rage entre les F. F. I. et un char Tigre accompagné d'une automitrailleuse. Elle réussit en rampant à passer et à donner son pli au responsable du secteur.

Le 20, le groupe *Barat* (1), qui est fort bien organisé, reçoit l'ordre, et l'exécute, de remplacer aux Halles les *Milices Patriotiques* qui la veille ont empêché les Allemands de s'en emparer.

La journée du 23 est la plus agitée ; un des premiers ordres donnés est de s'emparer de l'hôtel Matignon et de désarmer la police de Laval qui y est toujours. Cette décision aura pour conséquence de voir se précipiter à Denfert le chef de cette police venant offrir ses services, alors que jusque-là il n'a pas cru devoir bouger !

C'est aussi la journée des barricades. Certes, depuis le début de la bataille, des barricades se sont élevées un peu partout dans les rues, mais le chef régional veut plus. On a demandé le 22 au soir à la presse de diffuser les instructions pour les construire, on a prescrit au groupe *Cévennes*, tout en continuant à patrouiller, de construire des barricades et obstacles de tout genre.

(1) Avec des orthographes variables et fantaisistes, le nom de Joseph Bara a été employé par un très grand nombre de groupements ou de détachements, pendant ces journées.

L'état-major insiste sur la construction des barricades. Dans une note 184/3, il envoie l'ordre au chef F. F. I. du département de la Seine : « au cours de ses inspections de la journée à travers Paris, le colonel commandant la Région P 1 a constaté que dans certains arrondissements, en particulier le XV^e^, aucun travail de barricades n'avait été édifié. Le colonel commandant le département de la Seine voudra bien prendre toutes dispositions pour que, dans les quartiers où peu de barricades ont été élevées, ce travail soit immédiatement entrepris avec le concours des habitants... ». Et *Rol* enverra son chef de troisième bureau trouver le secrétaire du syndicat des terrassiers pour que ceux-ci viennent aider à la construction des barricades (1).

En fait, la construction des obstacles est très inégale ; il est difficile, dans une reconnaissance, malgré tout fragmentaire, de se rendre compte de tout le travail effectué. La volonté du commandement est très nette, il faut que la circulation allemande se réduise de plus en plus : « Grâce aux insurgés, les principaux itinéraires de la capitale sont coupés (2). »

Ce jour-là, les combats se livrent un peu partout dans la ville : aux comptes rendus, aux demandes de renforts, on ne peut répondre que malaisément parce que partout la bataille prend des hommes. Quand le Grand Palais est attaqué, quand il faut envoyer de l'aide pour empêcher que les Allemands délivrent les prisonniers qui leur ont été pris, on aura de la peine à leur envoyer quelques dizaines de combattants. Au Luxembourg, les patrouilles blindées allemandes cherchent à faire reculer les lignes F. F. I. qui les cernent. Rue Boursault, à la Villette, aux Batignolles, un char Somua, à peine sorti de l'usine avec son matricule allemand, est utilisé pour défendre la mairie du XVII^e^.

La journée du 24 est marquée par le début des opérations menées contre la caserne du Prince-Eugène, à la République et par l'opération contre le tunnel des Buttes-Chaumont et les trains qui y sont stationnés.

L'attention avait été attirée sur le trafic qui se faisait sur la Petite Ceinture. Un ordre 177/S (3) a prescrit d'arrêter tout mouvement sur cette ligne ; en particulier, on pensait que trois trains avaient été dirigés de la gare de Lyon sur la gare du Nord. Des unités de nombreux arrondissements sont envoyées pour aider les F. F. I. des XIX^e^ et XX^e^ arrondissements à livrer ce combat, entre autres le troisième groupe franc qui jusque-là s'était battu rue de Reuilly et boulevard Diderot. A 1530, il aura été fait 137 prisonniers et un matériel important est capturé.

(1) Et les ouvriers terrassiers répondent à l'appel, mais demandent s'ils peuvent espérer recevoir du « gros rouge ».

(2) Cf. Robert MONOD, *Les heures décisives de la libération de Paris.*

(3) On constatera que la numérotation des ordres est fantaisiste. Cet ordre est manifestement du 24, et pourtant il porte un numéro antérieur à un message du 23 cité plus haut.

Mais les combats de la place de la République sont beaucoup plus importants. Les F. F. I. des x^e^ et xi^e^ arrondissements ont voulu attaquer cette forteresse allemande, bien défendue et assez fortement armée. C'est le groupe *Saint-Just* qui est le premier touché par l'ordre de porter secours. Il vient prendre position rue Fontaine-au-Roi ; bientôt il est lui-même appuyé par un détachement des F. F. I. du xii^e^ ; le P. C. de Denfert et *Lizé* envoient successivement le groupe franc *Armor*, qui vient de banlieue, le groupe P H 5 de Montrouge et deux détachements *Guy Mocquet* et *Garibaldi*. C'est grâce à ces éléments de renfort que la bataille fait rage sans que nos troupes subissent de trop graves échecs. Cependant, vers 1330, les Allemands font une contre-attaque, avec six automitrailleuses et deux chars, qui leur permet de parvenir jusqu'à Saint-Ambroise. Là, ils sont arrêtés par la police et les *Milices Patriotiques* alertées ; peut-être aussi craignent-ils d'être coupés de leur liaison avec la place de la République qu'ils trouvent bien éloignée. A 2100, le terrain est entièrement repris. Ce n'est que le 25, vers 1630 que la reddition a lieu après qu'un char de la division Leclerc eut tiré au canon sur la caserne.

Le 24 au soir, les cloches sonnent dans Paris pour saluer l'arrivée devant l'Hôtel de Ville des premiers chars de la division Leclerc. Pour la journée du 25, les ordres peuvent se résumer par la formule « combattre avec les unités Leclerc, les renseigner sur les positions allemandes, les aider par tous les moyens possibles ». Et pendant que son adjoint reste presque seul dans le P. C. de Denfert, l'état-major, colonel en tête, parcourt la ville pour transmettre cet ordre, assurer les liaisons, combattre avec les blindés.

Pendant que tous ces combats se déroulent dans Paris, le colonel *Rol* ne néglige nullement son action dans les départements qu'il a sous ses ordres. Tous les jours des agents de liaison de l'Oise, de la Seine-et-Marne et de la Seine-et-Oise sont venus au P. C., apporter comptes rendus et demandes, emporter des ordres. Nous aurions beaucoup à dire au sujet de cette partie de la bataille de Paris ; contentons-nous de citer cet extrait d'un compte rendu : « en exécution de l'ordre du colonel Rol-Tanguy... ai pris le commandement d'une section de G. S. P. et de deux sections de trente hommes pour dégager Eaubonne... ». Ce rapport d'opérations établi après la bataille par un lieutenant des F. F. I. de Seine-et-Oise se rapporte principalement à des combats autour d'Eaubonne. Signalons aussi la mission accomplie par le professeur Dresch vers Saint-Denis en insurrection.

Le 25 août au soir, le colonel chef régional peut lancer l'ordre général suivant : « L'ordre général du 19 août 1944 se terminait par cet appel : *la mission de la région P I est d'ouvrir la route de Paris aux Alliés et de les accueillir*, la mission a été remplie. »

* * *

Pour être complet, il nous faudrait maintenant montrer l'action du quatrième bureau au cours de cette bataille. Malheureusement, les documents sur ce bureau n'ont pas encore été retrouvés. Nous en sommes donc réduits à reproduire ce que nous écrivions dans l'hebdomadaire *Réforme* du 24 août 1946, nº 75 :

Le capitaine Leparc s'efforçait de faire parvenir aux combattants armes et munitions trouvées dans les dépôts allemands conquis. Bien plus le capitaine Leparc prévoyait l'organisation d'unités blindées pour lutter à armes égales contre les boches. Des camions étaient munis de plaques de blindage. Ils auraient été prêts le dimanche 27 août. Les chars devaient être dirigés, après leur capture, sur une usine d'Issy pour être remis en état. Les ouvriers acceptaient de travailler malgré le danger et les représailles. Nous aurions pu former avec un certain retard trois sections de trois chars *Tigre* ou *Panther*. Mais la réparation ne fut pas terminée avant la Libération.

On ne pourra jamais déterminer avec précision les pertes des F. F. I. au cours de ces journées glorieuses. Beaucoup de blessés ont été transportés chez eux, certains y sont morts. Pour des raisons de sécurité, ceux qui étaient amenés dans les hôpitaux recevaient parfois une nouvelle identité et leur fiche d'entrée n'avait qu'un lointain rapport avec leur blessure. On est dans l'impossibilité de rendre un hommage suffisant à tous les morts au champ d'honneur (cf. annexe).

En ce qui concerne le butin, bien qu'une partie ait été attribuée dans la confusion de la victoire aux unités de la division Leclerc, on peut estimer que les F. F. I. ont fait environ 3.500 prisonniers, capturé ou détruit 35 chars, dont 14 *Tigre* ou *Panther*, 7 automitrailleuses, 4 canons de 75, 6 de 88, 3 de 90 et 9 canons antichars, 24 mitrailleuses Hotchkiss, 8 mitrailleuses Rebell, 10 fusils mitrailleurs, 64 mitraillettes, 460 fusils et 600 revolvers, et nous pouvons supposer que ces chiffres, qui correspondent à ce que nous avons pu vérifier, ne comprennent pas toutes les armes citées dans les comptes rendus dont nous avons fait état plus haut et qui ont été conservées comme souvenir par les combattants qui s'en étaient emparées (1).

* * *

On épiloguera longtemps encore sur la valeur de l'action des F. F. I. dans la Libération de Paris : nous nous rendons bien compte que ce n'est pas dans un article aussi bref que l'on trouvera une réponse à cette question.

(1) Sans compter tout ce qui a été récupéré tout de suite après la bataille à l'arsenal de la *Kriegsmarine* à Carrière-sur-Seine ou ailleurs.

Cependant ceux qui connaissent l'importance de la réflexion et de la préparation dans les états-majors allemands, l'esprit méthodique qui préside à leurs travaux, ne peuvent être que surpris du déroulement des opérations du côté des Allemands.

Si nous voulions synthétiser la bataille, nous pourrions le faire en disant :

Le premier jour, les Allemands se croient les maîtres de Paris ; leurs patrouilles, leurs détachements circulent dans toutes les rues de la capitale, et l'incident de la Préfecture de Police n'est qu'un feu de paille à leurs yeux. Leur échec devant son bâtiment leur révèle une insurrection à laquelle ils ne sont pas préparés ; toute proportion gardée, c'est une surprise stratégique, comme celle de la Marne en 1914 opérée par des troupes en retraite depuis quinze jours ; d'où leur demande de trêve, seule susceptible d'assurer le repli sur des itinéraires tranquilles des unités revenant de Normandie. Les barricades, qui s'élèvent les 21, 22 et 23, provoquent chez eux un sentiment d'insécurité qui les oblige à limiter leurs mouvements aux grandes artères, puis simplement entre leurs points d'appui, là où la largeur des rues offre un champ de riposte suffisant à leurs blindés.

Le développement des combats les incite même à ne plus oser s'écarter de leurs points d'appui. Leurs blindés n'osent plus s'aventurer loin du Majestic, de la République ou du Sénat. L'armée parisienne contrôle et commande peu à peu Paris. Au point de vue moral, l'action des F. F. I. a été indéniable, ils ont galvanisé autour d'eux la rancœur de la population contre les abdications successives dues à un Diktat, autrement dur que celui de 1918. Aidés par les *Milices Patriotiques*, les F. F. I. ont entraîné la population, qui ne demandait que cela, à la bataille ; ils ont démontré que l'âme de la France était toujours vivante ! Au point de vue matériel, ils ont sauvé la ville de la destruction, ils ont protégé les ponts (1), ils ont capturé hommes et armes.

Leur combat a préparé la victoire alliée ; elle « a forcé la main » du général Eisenhower, elle a facilité l'avance de la division Leclerc. Tous les organismes directeurs, *Comac*, *Comité de Libération*, commandement de la région P 1, ont su choisir le moment déterminant pour lancer leurs troupes à la bataille.

Ils ont attaqué un ennemi déjà accablé moralement par les nouvelles du front de Normandie, ennemi qui, malgré les effectifs dont il dispose (12.000 hommes, 50 chars, 66 avions, affirme un thuriféraire du consul de Suède (2), n'a pas su prévoir ni organiser la bataille pour Paris. Les représentants du *Generalstab* auprès de von Choltitz ne sont plus de la

(1) Les ponts de Paris étaient les seuls intacts sur la Seine.

(2) Dans une conférence, en septembre 1957, le général Choltitz aurait affirmé qu'il ne disposait que de « mille à deux mille hommes et d'une quinzaine de vieux chars ». Et les prisonniers et les blessés dans nos hôpitaux? (Cf. le *Monde*, 27 septembre 1957.)

taille des vainqueurs, ils n'ont pas préparé la bataille contre les terroristes. Ils ne savent que demander une trêve qu'ils ne sont même pas capables de faire respecter par leurs troupes, car elle coûtera aux Français 99 tués et 244 blessés contre 5 tués et 34 blessés allemands. L'échec de la Préfecture se renouvellera au Panthéon, à Neuilly, à Montreuil, etc. ; pendant toute la bataille, on ne voit jamais une véritable contre-offensive menée par les Allemands, mais de simples et multiples actions de détail où les F. F. I. étaient presque sûrs de remporter le succès.

Les explications données par Choltitz de sa longanimité vis-à-vis des Parisiens en rébellion ont été multiples ; aucune n'est convaincante. La seule qui, peut-être, sera connue quand nous étudierons les archives allemandes sera la carence d'un commandement annihilé dès le début de la bataille. Les surprises stratégique et tactique jouaient en faveur des F. F. I.

Comme l'a écrit le général de Gaulle, « le monde a tressailli quand il a appris que Paris émergeait de l'abîme et que sa lumière allait de nouveau briller ».

R. VILLATE (alias *Rethal*) †.

ANNEXE

Peu de temps après la victoire, l'État-Major F. F. I. dressait ainsi le bilan des combats :

F. F. I.			Allemands		
tués	blessés	prisonniers	tués	blessés	prisonniers
901	1.455	223	2.887	4.911	4.312

victimes civiles		plus ceux pris par la
582	2.012	Division Leclerc

Les statistiques d'admission dans les hôpitaux de l'Assistance publique donnent les chiffres totaux suivants :

Français		Allemands	
tués	blessés	tués	blessés
795	3.674 (1)	283	687

La journée la plus coûteuse a été le 25 août pour laquelle les chiffres sont :

127	714	27	233

(1) Y compris ceux entrés le 27 août, séquelle de la bataille.

Esquisse d'une bibliographie sur la bataille de Paris, a l'exclusion des articles de journaux

Aury, *La délivrance de Paris.*
Aveline (Cl.), *Dans Paris retrouvé.* Paris, 1949.
Barat (Ph.), *Pavés sanglants.* Paris, 1945.
Blanc (Em.), *Les six jours de feu au Palais de justice.* Paris (s. d.).
Blanchot, *Libération de Paris.* Paris, 1945.
Boucher (F.), *La grande délivrance de Paris.* Paris, 1945.
Brocq, *L'Hôtel-Dieu pendant les journées du 19 au 27 août 1944.* Paris, 1945.
Campeaux, *La libération de Paris : 19-26 août 1944 : récits de combattants et de témoins.* Paris, 1945.
Chézal (Bertrand de). *A travers les batailles pour Paris.* Paris, 1945.
Choltitz (général von), *Brennt Paris? Adolf Hitler.* Mannheim (s. d.).
Cordier, *Mémorial des journées d'août 1944* (dans le quartier de la gare de Lyon). Paris, 1945.
Dansette, *Histoire de la libération de Paris.* Paris, 1946.
Desfeuilles, *Le consul général de Suède et la libération de Paris.* Paris, 1945.
Duhamel (G.), *Images de notre délivrance.* Paris (s. d.).
Dumay, *Les chaleurs d'août.* Paris, 1945.
Dunan (R.), *Ceux de Paris.* Lausanne, 1945.
Dupays (P.), *Libération de Paris.* Londres et Paris, 1953.
Dupin de Lacoste, *Les journées d'août,* Paris, 1945.
Dupuy, *La libération de Paris vue d'un commissariat de police.* Paris, 1946.
Féron, *Délivrance de Paris.* Paris, 1945.
Fronval, *Paris brise ses chaînes.* Paris, 1944.
Gratias, *Barricades.* Paris, 1945.
Hénin, *Monsieur Nordling et son rôle dans la libération de Paris.* Paris, 1948.
Joly, *Petits épisodes de la grande semaine.* Paris, 1944.
Kim (J.), *La libération de Paris* (vue par les photographes). Paris, 1944.
Lacretelle, Arnoux, L.-G. Robinet, Chauvet, *La libération de Paris.* Paris, 1945.
Le Fèvre, *Et Paris se libéra.* Paris, 1945.
Massiet, *La préparation de l'insurrection et la bataille de Paris.* Paris, 1945.
Monod (R.), *Les heures décisives de la libération de Paris.* Paris, 1947.
Parodi (A.), *La libération de Paris.* Paris, 1945.
Poirier (Marcelle), *The French army of the Interior and the French army of the exterior faught side by side.* Londres (s. d.).
Reybaz (G.-J.), *Le maquis Saint-Séverin.* Paris (s. d.).
Roy (Cl.), *Les yeux ouverts dans Paris insurgé.* Ottawa, 1944.
Saint Pierre (de), *Des ténèbres à l'aube : journal d'une Française.* Paris, 1945.
Tavernier, *Notes d'un témoin : 18-26 août 1944* (s. l. s. d.).
Thomas (E.), *La libération de Paris.* Châteauroux, 1945.
— *L'insurrection parisienne* (préface de J. Duclos), édité par le *Parti communiste français* (s. l. s. d.).
— *Paris : Les heures glorieuses* (1944).
— *Les barricades de Paris* (1944).
— *Images de l'insurrection.* Paris, 1944.
— *Jours de gloire* (1944).
— *Paris délivré par son peuple.* Paris, Braun, 1944).
— *L'insurrection de Paris* (numéro spécial de *France d'abord,* août 1947).

COMPTES RENDUS

SUR LA FRANCE LIBRE

Quelques opinions anglo-saxonnes sur les « Mémoires » du général de Gaulle

Si le *Time Magazine* (31 octobre 1955) semble faire bon marché du général de Gaulle et de ses *Mémoires* et, en une colonne, sous le titre *Orgueil et préjugés*, présente le général comme une sorte d'halluciné de la gloire, malade de la persécution, qui se refuse à « incliner le manche à balai qui se prolonge de son dos jusqu'à son cerveau », fort heureusement la presse anglo-saxonne dans son ensemble a montré un jugement plus nuancé et un intérêt réel pour la personnalité de l'homme et pour son œuvre.

Le caractère du général de Gaulle semble avoir intrigué les Anglais et la publication de ses *Mémoires* leur offre l'occasion de l'étudier. L'*Observer* (30 octobre 1955), sous le titre l'*Énigme de Gaulle*, en fait même le corps de son article. L'intégrité, l'orgueil, l'éloquence, le courage de l'homme sont unanimement reconnus. Ce sont cependant son mysticisme et son intransigeance qui font l'objet des commentaires les plus controversés.

Mysticisme? Le mot est employé par le critique de l'*Observer* : « Cependant je dirai que son apport le plus original fut son mysticisme » ; on trouve aussi çà et là les termes « croisé », « foi brûlante », « visionnaire », « idéaliste », et aussi, plus sévèrement, « complexe de héros-martyr », tous dérivant de la même idée. L'*Economist* (5 novembre 1955) éprouve une certaine difficulté à comprendre que ce qui « à Londres ressemblait aux singeries d'une *prima donna* » ait pu avoir en France un incontestable retentissement et ait travaillé à créer le « *mythe gaulliste* » ; il dit aussi : « Le général de Gaulle s'aventurait sur une frontière dangereuse, entre le sublime et le ridicule. » Le *Sunday Times* (30 octobre 1955), sans dénier la sincérité du patriotisme de de Gaulle, lui reproche cependant « d'aimer une idée plutôt qu'un peuple ». Mais on a bien compris ailleurs que le général de Gaulle représenta pour la France ce dont elle avait besoin à ce moment critique de son histoire : « un homme de vocation, exalté et lointain », qui fut « tout au long des années critiques le gardien, l'instrument et la voix de la France » (*The Times*, 3 novembre 1955), l'homme qui déclara à Harold Nicholson (l'auteur de l'article de l'*Observer*) « le peuple français, c'est moi ! » et qui par sa foi en imposa aux Anglais et les obligea à croire à sa mission. De même, nous trouvons dans la presse américaine des phrases telles que : « Par conséquent du point de vue de de Gaulle, la majesté de la France, sa souveraineté et son espoir reposaient sur la dignité d'un seul homme » (*The Saturday Review of litterature*, 12 novembre 1955) ; et aussi : « De Gaulle et la grandeur de la France semblent (à mesure qu'on lit les *Mémoires*) devenir synonymes » (*New York Times Book Review*, 23 octobre 1955).

L'intransigeance de de Gaulle est l'autre trait de son caractère jugé très sévèrement par les Anglo-Saxons, parce qu'ils furent les premiers à en souffrir. Cette intransigeance, on a trouvé bien des mots différents pour la qualifier :

arrogance, inflexibilité, raideur sont les termes tour à tour employés. Mais on semble avoir trouvé les raisons et les excuses de cette attitude dans les *Mémoires*. L'*Economist* pense que « ces *Mémoires* sont la preuve qu'il (le Général) choisit l'intransigeance consciemment » et le *Times Litterary Supplement* (18 novembre 1955) compare le Général, dénué de toute autorité légitime, à « un homme qui, ayant trouvé un objet perdu, se sentirait moralement tenu de le restituer à son propriétaire dans l'état où celui-ci l'avait perdu, intact et autant que possible sans l'avoir ni amélioré ni détérioré ». Le commentateur du *Times* intitule son article *General De Gaulle's Country, right or wrong* et remarque ensuite : « Il (le Général) croyait que lui-même, qui combattait pour elle (la France) pendant qu'elle était captive, devait l'aider en ne cédant pas un pouce ni à un ami ni à un ennemi. » Le *Times* pense avoir trouvé ainsi la clé de l'attitude du Général à l'égard des Alliés et la raison de ses soupçons toujours renouvelés quant aux vues de l'Angleterre sur notre empire colonial.

Ces soupçons du Général étaient-ils exagérés? Ce n'est pas notre intention de discuter ici la question de savoir si les Anglais avaient ou non des vues réelles sur notre Empire, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'en occupant nos territoires d'outre-mer, sans l'aide des *Forces Françaises Libres*, ils pouvaient créer des situations de fait difficiles à modifier par la suite.

L'*Economist* pense que les efforts du général de Gaulle étaient sans proportion avec les forces dont il disposait, que les querelles en Syrie et ailleurs étaient d'une importance bien secondaire par rapport aux événements majeurs de la guerre. Il qualifie les batailles de Bir-Hakeim et de Dakar « d'escarmouches ». L'opinion de l'*Observer* est semblable quand il écrit que « ses soupçons (du Général) à l'égard de la politique américaine et des intentions britanniques font preuve d'un certain manque de mesure et de sens des proportions ». Le *Times* centre son article sur les relations de la *France Libre* avec les Alliés. Il juge lui aussi que les craintes du Général étaient peu fondées, que les Anglais avaient raison de penser que « Vichy combattrait certainement les troupes de la *France Libre* alors qu'il pourrait tolérer l'entrée des Alliés dans les territoires d'outre-mer » et qu'il était donc normal de ne pas faire part au Général du projet de débarquement à Madagascar. Le *Sunday Times* suggère « qu'une réponse soit faite aux accusations formulées dans ce livre, (car) il semble bien que les représentants britanniques aient été en Syrie les auteurs d'actions bien curieuses » ; il note que le livre de Winston Churchill est « remarquablement obscur » à ce sujet, mais taxe cependant d'absurde la crainte que les Anglais veuillent garder ces territoires. Seul le *Times Litterary Supplement* ne fait pas fi des soupçons du général de Gaulle et explique combien la politique de l'Angleterre en Syrie était logique et conforme à ses intérêts : « En traitant de la pénible affaire syrienne, le général de Gaulle omet d'envisager la possibilité que le Gouvernement britannique, prévoyant déjà ce qui allait se passer en Palestine, ait été obligé de s'assurer qu'aucune autre puissance européenne, amie ou ennemie, ne conserve au Moyen-Orient un point d'appui semblable à celui que l'Angleterre se préparait à abandonner. »

Il est certain que ce livre a contribué à renforcer ou à provoquer l'admiration des Anglo-Saxons pour le général de Gaulle et pour son œuvre. Quel plus grand éloge le Général peut-il attendre que celui-ci : « Il ne peut y avoir ni déclin ni défaite dans la carrière de Charles de Gaulle. Une tâche surhumaine lui fut imposée et il la remplit avec une force de caractère surhumaine » (*Observer*)? Sur la valeur du livre lui-même, on trouve : « cet apport solide et fascinant à l'histoire contemporaine » (*The Times*), « un travail d'une telle importance historique » (*Sunday Times*), « ce livre grand et généreux » (*Observer*). Même l'*Economist*, qui ne lui a pourtant pas ménagé ses dures critiques, trouve pour finir le meilleur compliment que des Anglais puissent décerner à des *Mémoires* :

« Ses *Mémoires* sont entièrement dignes de trouver leur place dans une bibliothèque aux côtés de l'*Histoire de la guerre* de Sir Winston Churchill. »

A. Scherer.
Londres.

Un livre et un article de P. Mendès-France (1)

C'est en pleine guerre, en 1943, que M. Pierre Mendès-France publia à New-York son livre *Liberté, Liberté chérie*, où il raconte dans quelles conditions il fut arrêté par le gouvernement de Vichy, jugé, condamné, comment il put s'évader de la prison où il avait été enfermé, et comment il dut vivre clandestinement pendant plusieurs mois avant de rejoindre à Londres le gouvernement de la France Libre (1).

En 1939, M. Mendès-France a trente-deux ans. Il est député. Il a déjà été Sous-Secrétaire d'État dans le ministère Blum. Il a été antimunichois. Lieutenant de réserve dans l'armée de l'Air, il veut passer dans le personnel navigant et est, pour cela, envoyé à Beyrouth, où il obtient le brevet d'observateur, le 22 avril 1940. Aussitôt après, il part en permission et retrouve sa famille à Paris, où il séjourne durant la dramatique période de mai 1940. Dès son arrivée, il est très choqué par l'état d'esprit qui résulte de la « drôle de guerre », par l'inaction de l'État-Major, par l'étrange atmosphère qui règne dans les milieux gouvernementaux. Seuls, quelques hommes d'État (Georges Mandel, Paul Reynaud, Léon Blum) semblent se rendre compte du danger imminent. Dès l'annonce de l'invasion de la Hollande, Mendès-France demande à aller au combat. Il n'obtient pas satisfaction, sa demande errant de bureau en bureau, dans la désorganisation générale... Le 10 juin, le gouvernement quitte Paris, et Mendès-France, grâce à son insistance, reçoit l'ordre de rejoindre la base aérienne de Bordeaux-Mérignac. Les événements, alors, se précipitent : démission de Paul Reynaud, avènement de Pétain, armistice, appel du général de Gaulle — le « miracle », écrit M. Mendès-France... Mais les Allemands, malgré l'armistice, avancent toujours. Le gouvernement décide de quitter Bordeaux : le président de la République rejoindra Alger par Port-Vendres ; les ministres, installés à Toulouse et à Perpignan, se tiendront prêts à le rejoindre. Pétain donne même à Chautemps une « procuration » pour lui permettre de prendre la direction du gouvernement à Alger, au cas où lui, Pétain, serait capturé par les Allemands ! Sénateurs et députés s'embarqueront à Bordeaux pour Casablanca. L'amiral Darlan met à la disposition du Président de la Chambre le croiseur auxiliaire *Massilia*, retour de Narvick, et le départ est fixé au 20 juin (en fait, il eut lieu le 21). Instruits de ces dispositions, les Allemands s'efforcent d'empêcher le gouvernement de partir en Afrique. Laval, qui est déjà leur homme, tout en pesant sur la décision de Lebrun et de Pétain, laissera, cependant, le *Massilia* appareiller et emmener les parlementaires les plus hostiles à la « collaboration » ; c'est ainsi que le voyage du *Massilia* devint un piège. Peu avant le départ du croiseur, Pierre Mendès-France apprend que l'unité qu'il devait rejoindre à Mérignac vient de partir au Maroc. Il obtient facilement de l'amiral Dumesnil l'autorisation de s'embarquer sur le *Massilia* et d'emmener avec lui sa femme et ses enfants. Sur le paquebot, il retrouve Mandel, et aussi Daladier, Campin-

(1) Pierre Mendès-France, *Liberté, liberté chérie...*, New-York, Didier, 1943, 538 pages.
Pierre Mendès-France, Roissy en France, *L'attaque de Chevilly-Larue par le groupe Lorraine*, le 3 octobre 1943 (*Forces aériennes françaises*, Revue mensuelle de l'Armée de l'Air, octobre 1952, n° 73).

chi, Jean Zay, André Viénot, Le Troquer, ainsi que le physicien Jean Perrin. Dans la nuit du 22 au 23, l'armistice est signé, mais le *Massilia* continue sa route vers le Maroc. Mendès-France note l'attitude amicale des marins vis-à-vis des parlementaires (la plupart rejoignirent, plus tard, les *Forces navales françaises libres*) et, par contre, l'attitude hostile des officiers, dont beaucoup étaient peu favorables au régime républicain.

Au Maroc, civils et militaires (bien que d'opinion politique peu « avancée », en général) étaient fort patriotes et décidés à la lutte. Le général Noguès est alors à Alger, et le secrétaire général, Jean Morize, a une attitude ambiguë : il louvoie... Mandel réussit à voir à Rabat le consul général britannique ; mais, après intervention du gouvernement de Bordeaux et de la Résidence, il ne peut avoir aucun contact avec Lord Gort et Duff Cooper, venus pour le rencontrer, — et le *Massilia* est ramené en grande rade (26 juin)... Mandel est arrêté le lendemain, les autres parlementaires mis, d'abord, en résidence surveillée, puis ramenés en France. Mendès-France, bien accueilli par le général d'Astier de la Vigerie, est affecté à l'État-Major de l'Air, à Rabat. Mais, peu à peu, les menaces naissent et grandissent : arrestations successives de parlementaires, tant en France qu'en Afrique du Nord... Mendès-France est arrêté le 31 août, interné dans la prison militaire de Casablanca, puis transféré, en octobre, à Clermont-Ferrand (où il retrouve Zay et Viénot) et où il restera jusqu'au 21 juin 1941.

Son procès fut un défi à la *Déclaration des Droits de l'Homme*. Ce fut, dit-il, un « guet-apens » judiciaire, et il critique sévèrement les magistrats militaires qui se chargèrent de pareille besogne. Perfidement, ils accumulèrent les illégalités et, finalement, condamnèrent Pierre Mendès-France, pour crime de « désertion », à six ans de prison et à la perte de ses droits civils pendant dix ans (9 mai 1941). Et, à ce propos, M. Mendès-France, qui publia son livre en 1943, en Amérique, expose à ses lecteurs les procédés inqualifiables du régime de Vichy (envers lequel les États-Unis ont manifesté trop longtemps trop d'indulgence...).

Un prisonnier pense, naturellement, à l'évasion ; Mendès-France y pensa tout de suite et avec précision. Il obtint, pour raisons de santé, d'être transféré à la prison de la Providence, qui dépendait de l'hôpital militaire et était réservée aux malades (13 mai), et il réussit à se faire donner une cellule individuelle. Il observe attentivement les lieux et prépare minutieusement son évasion. Il la réussit par des procédés en tous points semblables à ceux des romans d'aventures ! « Sauter le mur » de la prison ne règle pas, cependant, toutes les questions : il faut échapper à la police, puis sortir de France. Se dissimulant avec prudence, Mendès-France vit difficilement dans le Dauphiné et en Savoie. Il connaît toutes les complications de la vie clandestine (ravitaillement incertain, nécessité de fabriquer de fausses cartes, etc...), rendues plus aiguës par la pénurie générale, tant de vivres ou de produits pharmaceutiques que de combustibles, et par les contrôles policiers incessants... Obligé de vivre secrètement, à l'écart, de parler peu, Pierre Mendès-France réussit, tout de même, à observer l'attitude de ses compatriotes tant envers les Allemands et Vichy qu'envers les Anglais ou le général de Gaulle. Il analyse avec beaucoup de perspicacité et d'exactitude l'état d'esprit des Français pendant l'été, l'automne et l'hiver de 1941. Il note le déclin de plus en plus évident de la confiance accordée au « vainqueur de Verdun » ; il note aussi la différence des sentiments dans la zone occupée (plus hostile aux Allemands) et dans la zone sud (qui eut, d'abord, l'illusion d'être « libre »), la différence d'attitude des diverses classes sociales vis-à-vis du nouveau gouvernement (les riches bourgeois réactionnaires acceptant plus aisément « l'ordre nouveau ») — différence qui sera de moins en moins nette au fur et à mesure que l'on pourra juger jusqu'où va la soumission de Pétain aux ordres de l'ennemi, au fur et à mesure que s'accroîtra la mainmise allemande sur

tout le pays. Mendès-France observe le mécontentement causé par les lois contre les Juifs, le procès de Riom, la captivité indéfinie des prisonniers de guerre, la pénurie confinant à la famine, l'exaspération due aux représailles allemandes (exécutions d'otages), l'intérêt suscité par la campagne de Russie, l'hostilité envers la *L. V. F.*, la popularité accrue du mouvement gaulliste, la confiance des Français dans la *B. B. C.*, écoutée par tous (comme aussi la radio de Genève). Il remarque que les universitaires sont résistants, dans l'ensemble, ainsi que les meilleurs de nos écrivains, et que tous les partis politiques se sont coupés (plus ou moins inégalement) en deux : une minorité se ralliant à Pétain et à l'armistice, la majorité restant hostile. Il insiste — il est très important que les États-Unis le sachent en 1943 — sur le fait que les masses sont extrêmement « résistantes ». Il est au courant des premiers groupements de patriotes, des premiers tracts clandestins. Il essaie, enfin, de deviner quels étaient, en 1941, les désirs des Français pour l'après-guerre. Malgré les conditions difficiles où il vivait, il a fort bien observé l'essentiel : le désir de stabilité gouvernementale, d'efficience, est ce qui lui semble prédominer.

S'il donne des analyses fort pertinentes de l'opinion française en ce début d'occupation, M. Mendès-France ne peut parler qu'avec discrétion et sans précision de son activité propre, puisque son livre fut publié en 1943, et qu'il ne pouvait compromettre les « résistants » qu'il avait vus en France après son évasion de la prison de Clermont-Ferrand. En fait (1), il entra en rapports avec des patriotes, put (grâce à des contrebandiers « désintéressés ») passer clandestinement de Thonon en Suisse, y prendre contact avec les consuls anglais et américains (les seconds plus favorables que les premiers), ainsi qu'avec quelques Français qui s'y étaient réfugiés (Marius Moutet, par exemple). Il traversa plusieurs fois le lac, effectua plusieurs missions de liaison, monta lui-même un réseau qui se révéla fort utile par la suite, prit des contacts avec des fonctionnaires civils et militaires et quitta, enfin, la France, en février 1942, en se mêlant (muni de vrais visas polonais obtenus en Suisse) à un groupe de Polonais qui traversaient les Pyrénées. De là, il atteignit Lisbonne, puis Londres, où il s'engagea dans les *F. F. L.* Versé dans le groupe *Lorraine*, il participa à plusieurs raids de bombardement avant de devenir, à la demande du général de Gaulle, « commissaire aux Finances » du Gouvernement provisoire d'Alger (novembre 1943).

* * *

C'est l'une des actions les plus brillantes et les plus émouvantes du groupe *Lorraine* (2) que M. Mendès-France raconte dans l'article qu'il a donné à la Revue de l'Armée de l'Air, *Forces aériennes françaises*, en octobre 1952 (mais qu'il avait rédigé aussitôt après le raid). Minute par minute, il note ses gestes et ses émotions à partir du moment où fut donné (le 3 octobre 1943) l'ordre à son *Boston* (où il est observateur) d'aller détruire la centrale électrique de Chevilly-Larue, juste au nord de l'aérodrome d'Orly. Douze appareils (trois groupes de quatre *Boston*) devaient bombarder, en rase-mottes, cet objectif, petit, mais important pour l'ennemi. Il fallait éviter, à tout prix, de toucher les cités ouvrières voisines et veiller à ne pas s'écraser sur les maisons de l'agglomération parisienne. Mendès-France analyse les émotions contradic-

(1) Les renseignements qui suivent m'ont été donnés par M. Mendès-France pour les archives de la *Commission d'Histoire de la Résistance* et il m'a autorisée à les utiliser pour le présent compte rendu.

(2) Cf. le récit du même raid, dans *Les sans-culottes de l'air. Histoire du groupe Lorraine*, par le général Vallin et F. Sommer. Compte rendu dans le n° 19 de la *Revue*.

toires des aviateurs : joie de survoler le sol de France, de survoler Paris (que la campagne de leur pays leur paraît belle !), mais effroi devant leur terrible responsabilité... Itinéraire et horaire sont minutieusement indiqués : envol à midi et demi, arrivée à Orly à 14 heures... L'objectif est atteint, en plein, par les premières bombes : d'énormes flammes jaillissent. Hélas ! un des *Bostons*, blessé par la *D. C. A.*, doit se jeter dans la Seine et les aviateurs périront... Puis, c'est le retour au-dessus de Paris, très bas, puis la banlieue, puis la campagne. Un autre avion, touché, perd de la vitesse : il tombera près de Compiègne, mais ses occupants seront saufs. L'escadrille survole, toujours en rase-mottes, champs, routes et villages : Mendès-France remarque, en particulier, le petit bourg de Roissy-en-France, qui, avec ses quelques maisons groupées autour de l'église et de la mairie, lui semble le symbole de la campagne française... Et, bientôt, c'est la côte, la Manche, l'Angleterre, l'aérodrome : il est 15 heures 16... Tout au long de ces pages, qui sont un témoignage sincère et poignant, on sent l'anxiété des aviateurs devant les réactions possibles des Français, leur joie, quand ils sont reconnus, quand une jeune femme leur sourit de sa fenêtre, dans un quartier de Paris, quand un grand-père et son petit-fils, sur un chemin de campagne, se mettent au garde-à-vous, gestes qui sont la preuve visible de l'approbation que les Français restés en France donnaient à l'action des *F. F. L.*

L'article de M. Mendès-France est donc intéressant non seulement pour les précisions qu'il apporte sur le raid de Chevilly-Larue, mais aussi pour l'analyse des sentiments des aviateurs qui y participèrent. Son livre, *Liberté, Liberté chérie...*, est important pour tout ce qu'il nous apprend sur les événements de Bordeaux, sur l'affaire du *Massilia*, sur les intrigues marocaines au cours de l'été 1940, sur l'acharnement avec lequel Vichy a poursuivi, à cette époque, et Mandel et Mendès-France et tous les hommes qui représentaient les idées démocratiques et, enfin, sur l'état de l'opinion publique entre 1940 et 1942.

Marie GRANET.

Les souvenirs de Pierre Bloch (1)

Estimant à juste raison « qu'il ne convient pas que la Résistance aujourd'hui se taise » et que « ceux qui ont vécu de loin ou de près ces événements se doivent de les écrire », M. Pierre Bloch vient de donner une suite à ses souvenirs déjà publiés (2). A vrai dire, le récit des aventures vécues, l'analyse des impressions ressenties, la relation des contacts humains noués n'occupent qu'une partie de l'ouvrage, construit un peu de bric et de broc, et qui comprend pêle-mêle, à côté d'anecdotes familières, un historique du réseau d'évasion *Vic-Gerson*, un embryon d'historique du parti socialiste clandestin, un résumé d'un morceau d'un livre d'E. d'Astier de la Vigerie (3) et un rappel d'un chapitre du premier ouvrage de l'auteur (l'évasion de la prison de Mauzac).

Député socialiste, combattant de première ligne en 1940 jusqu'aux heures de l'armistice, membre de l'équipe de réception du premier parachutage clandestin effectué en France, Pierre Bloch, parti pour Londres, puis pour Alger, membre de l'Assemblée Consultative et, enfin, adjoint au Commissaire à l'Intérieur dans le *Comité Français de Libération Nationale*, est toujours demeuré un homme de parti qui, sans rien renier de ses convictions politiques, a été fortement transformé par son activité résistante. Le principal intérêt de son

(1) Pierre BLOCH, *Le vent souffle sur l'histoire*, Paris, Éditions S. I. P. E. P., 1956, 332 pages.

(2) *Mes jours heureux*, Paris, Éditions du Bateau Ivre, 1946.

(3) *Les dieux et les hommes*, Paris, Julliard.

ouvrage est de faire connaître la vie et les pensées du groupe d'hommes politiques qui avaient rallié le général de Gaulle.

Ils se réunissaient régulièrement à Londres, au sein d'un groupe parlementaire, présidé par Félix Gouin, qui tenait régulièrement des procès-verbaux des séances pendant lesquelles, de façon un peu platonique, il avait été procédé à des discussions courtoises sur les événements du jour. Bien qu'aspirant à devenir un petit Parlement, au moins consultatif, en avançant qu'il représentait les diverses nuances de l'opinion publique française et quoique certains de ses membres aient pris une part importante à des travaux de commissions de la *France Libre*, de façon générale, cette activité était un peu en marge des grands problèmes qui agitaient l'entourage du général de Gaulle et le groupe participait assez peu à l'élaboration des décisions. Il est curieux, toutefois, de constater les sentiments qui animaient ses membres et que Mendès-France peut paraître parfois le plus purement gaulliste, avec Grenier, représentant du Parti Communiste ; toutefois ce dernier, partisan de l'union la plus large, ne voulait pas de rupture brutale avec le général Giraud et s'opposait à une représentation « trop importante » des mouvements de résistance à l'*Assemblée Consultative* d'Alger.

La constitution de cette assemblée donna au groupe parlementaire londonien, accru par des délégués venus de France, une tribune plus retentissante et l'occasion d'affirmer davantage son existence. Pierre Bloch décrit plusieurs séances de l'Assemblée, en passant sous silence les quelques questions qui l'ont divisée, pour faire ressortir la qualité et le sérieux de ses travaux.

Tous étaient préoccupés par le rôle que pourraient jouer les partis dans la France de demain. Le discrédit des anciens partis était manifeste ; à la prison de Beleyme, « l'unanimité des résistants se faisait sur l'idée qu'il fallait en finir avec les partis » ; à Londres, le journal de Quilici, *La Marseillaise*, avait violemment attaqué le groupe parlementaire dans un article intitulé *Les émigrés*. Brossolette préconisait « un rassemblement unique autour de de Gaulle ». A Alger, sous l'impulsion de Coste-Floret et de Viard, sortait le manifeste du *parti de la IV^e^ République*, demandant un vaste rassemblement et un regroupement politiques.

Aussi bien les hommes politiques s'appliquent-ils à se convaincre que les temps sont changés : ils siègent n'importe où — Pierre Bloch à droite, Antier à gauche, Jacquinot à côté de Rucart — pour montrer « que les barrages politiques n'existent plus ». Mais les « politiques » font front contre les « résistants » lors de l'élection de Félix Gouin à la présidence et, peu après, Antier se plaint que les « modérés » — l'ancienne délimitation des groupes a la vie dure, parce qu'elle n'est pas purement fictive — ne soient pas assez nombreux. L'affirmation de la puissance du parti communiste, le désir du général de Gaulle de lui trouver un contrepoids conduiront à la renaissance des anciens partis et à leur représentation au *Conseil National de la Résistance*, signifiée par le général à Léon Blum dans une lettre de février 1943. (A la même date, de Gaulle écrit à Herriot, en une formule assez vague, « que le pouvoir provisoire, à la Libération, ne peut pas s'établir et fonctionner sans lui » et demande à Louis Marin d'entrer au *C. N. R.*) Mais il est bien entendu que les nouveaux partis ne ressembleront pas aux anciens ; ils seront moins nombreux, et rajeunis et épurés par la Résistance (1).

Le principal intérêt de l'ouvrage réside, cependant, dans les documents qui lui sont annexés : rapport à de Gaulle de Boyer (responsable du réseau *Brutus*), longue lettre de Léon Blum à de Gaulle (mars 1943), circulaire du *C. F.*

(1) P. Bloch donne en annexe un article de R. Verdier dans le *Populaire* de décembre 1943, intitulé « *La morale socialiste* », où on peut lire : « Seuls sont restés (dans le Parti socialiste) ceux qui possédaient la noblesse qui faisait défaut (avant guerre), le courage qui manquait, la grandeur que la vie quotidienne étouffait. »

L. N. sur la presse aux *Comités Départementaux de Libération* (la date n'est malheureusement pas indiquée), ordonnance aux *Commissaires de la République* sur les mesures à prendre à la Libération. Ces documents étaient connus, mais n'avaient pas été publiés.

Il faut regretter que Pierre Bloch ait passé sous silence bien des aspects de son activité, notamment comme Commissaire adjoint à l'Intérieur. Il eut alors à s'occuper de la Résistance Intérieure et à se préoccuper du Mouvement nationaliste algérien. Les textes de quelques télégrammes reçus de France, un échange de correspondance avec le général Catroux suffisent pour mesurer l'intérêt des questions qui ne sont ainsi pas traitées. Pierre Bloch n'a pas vidé toute son armoire d'archives ; il nous doit une suite à ce récit (1).

H. Michel.

Le groupe Lorraine

Videz vos poches (2), recueil d'anecdotes concernant la vie du *groupe Lorraine*, unité forgée de toutes pièces par ceux qui n'ont pas voulu déposer les armes après l'armistice de 1940.

Du cœur de l'Afrique noire, elle prit part à l'épopée du colonel Leclerc de Hauteclocque, jusqu'à la dernière mission de guerre — le 2 mai 1945 — sur Izehoe, au nord-ouest de Hambourg. Elle restera marquée par le souvenir de ce chef.

Partout où se battent les Alliés le *groupe Lorraine* est présent : au travers de l'Afrique, en Abyssinie, en Libye. Pendant les premières années, le personnel connaît toutes les souffrances morales d'une guerre menée loin de sa terre natale avec du matériel usé, sans ravitaillement technique, en proie aux difficultés provoquées par le sable.

La vie du « bled » prend fin avec le départ pour l'Angleterre et l'incorporation du *groupe Lorraine* dans les unités de la *R. A. F.* Le *système D*, cher aux Français, fait place à une organisation méticuleuse et scientifique de la guerre aérienne. Il s'ensuit quelques heurts pour ces chevaliers errants du désert. Toujours en avant, depuis le débarquement en Normandie jusqu'aux plaines du nord de l'Allemagne, en passant par la légendaire « Vallée heureuse » et les Pays-Bas, ce groupe n'a pas cessé de se battre au plus fort de la mêlée.

Avec un style un peu familier, parfois à la limite de la trivialité, quelques fautes d'orthographe impardonnables dans les noms de certains chefs illustres, d'inutiles propos acerbes, un fouillis de dates et de faits, ce livre donne l'impression d'être un premier jet. Il est dommage que l'auteur ne l'ait pas travaillé davantage, car il reflète nettement ce qu'ont pu être la vie et l'état d'esprit de cette poignée d'hommes, à qui l'armée de l'Air d'aujourd'hui est grandement redevable.

Lieutenant-colonel Leclerc.
Service historique de l'Armée de l'Air.

(1) Qu'il nous soit permis de regretter une impression parfois hâtive ; les pseudonymes ne sont pas toujours percés, quelques affirmations demanderaient à être nuancées ou développées et trop de noms propres sont mal orthographiés : Schelly pour Shelley, Yo pour Yeo, Hellen pour Helleu, Bockmaster, Daniel Meyer, Haurioux, Kralb, pour ne rien dire de la coquille qui place l'*O. C. M.* et *C. D. L. L.* en zone sud, ou de l'explication de *B. C. R. A.* par *Bureau central de recherches aux armées*.

(2) P.-M. Lambermont, *Videz vos poches. Histoire du groupe Lorraine*, La Table ronde, 1954, 257 pages.

OCCUPATION, LUTTES ET COMBATS

Dunkerque occupée

Une communication de M. L. Moreel (1), bâtonnier de l'ordre des avocats de Dunkerque, apporte une contribution intéressante et particulièrement utile à l'histoire de la seconde guerre mondiale dans une ville qui en fut un moment le point le plus spectaculaire. Il est inutile de revenir sur toute la littérature, souvent hagiographique et parfois contradictoire, qui a été publiée sur les premiers mois de la guerre à Dunkerque, mais c'est justement à la période ultérieure, des premiers jours de l'occupation allemande à la reddition tardive, le 9 mai 1945, de la poche de Dunkerque toujours tenue par l'ennemi qu'est consacrée cette étude. Elle met en relief l'effort de reconstruction, ou tout au moins de déblaiement, poursuivi dès les premiers jours de l'occupation, tandis que les préparatifs ennemis en vue du passage en Angleterre amenaient une persistance des bombardements maritimes ou aériens sur une région dont les habitants revenaient peu à peu, malgré les difficultés de circulation en tout genre. Les travaux pour la construction d'une base sous-marine se poursuivirent pendant toute la guerre et attirèrent dans la ville et aux alentours une main-d'œuvre cosmopolite dès avant l'arrivée des éléments employés à l'édification de fortifications côtières destinées à empêcher le débarquement des Alliés. La reprise temporaire, et combien limitée, de la pêche, la contrebande du tabac belge, les efforts pour assurer le fonctionnement des services publics, les débuts d'une opposition sourde, puis, très vite, d'une résistance à l'ennemi, le repliement, en somme, de la ville sur elle-même, marquèrent, dans la région comme dant tant d'autres régions de la France occupée, les premières années de l'occupation. L'aggravation des mesures du service du travail obligatoire entraîna, de même, un renforcement de l'opposition, mais il est intéressant d'observer que nombre de réfractaires se contentèrent de se cacher dans la région, que sa réputation de zone sinistrée et bombardée mettait à l'abri d'investigations trop poussées, mais laissait aussi de plus en plus mal administrée par suite de la réticence des fonctionnaires nommés à rejoindre des postes aussi peu favorables.

Les premiers mois de 1944 et la crainte de plus en plus précise d'un débarquement imminent, et l'on sait que l'ennemi crut longtemps qu'il aurait lieu sur les plages de la mer du Nord, amenèrent une évacuation partielle des éléments jugés inutiles de la population, des femmes, enfants et adolescents jusqu'à vingt et un ans, ainsi que des vieillards, envoyés théoriquement dans l'Aube et la Côte-d'Or, tandis que les services administratifs, ne pouvant trouver place à Hazebrouck, devaient se disperser dans toute la région. Il semble que ces mesures avaient surtout pour but de faciliter l'action de l'ennemi en le mettant à l'abri d'un soulèvement local et en permettant de disposer d'un plus grand nombre de locaux après que les inondations et les destructions auraient réduit sérieusement les possibilités de logement des troupes. Les inondations, faites sans soin, à l'eau de mer, et non, comme en 1814, à l'eau douce, l'établissement de champs de mines dans les zones émergées, l'exas-

(1) L. Moreel, docteur en droit, bâtonnier de l'ordre des avocats de Dunkerque, *Les jours sombres de l'occupation allemande de l'agglomération dunkerquoise, 1940-1945* (Actes du 80e Congrès des Sociétés savantes, Lille, 1955), Paris, Imprimerie nationale, p. 517-565.

pération des combats entre les aviations, la mise sur pied et l'entrée en action des groupes de combat de la Résistance, précédèrent le débarquement, tandis que l'ennemi commençait à procéder à des destructions systématiques.

L'avance alliée allait bientôt faire de Dunkerque une des poches qui jalonnaient le littoral et où les unités normalement cantonnées s'étaient vu gonfler de celles qui n'avaient pas pu aller plus loin. Le 1er septembre 1944 commençait le siège de Dunkerque et des communes voisines, où se terraient des Français demeurés malgré toutes les interdictions à l'intérieur de la poche. Les efforts de l'amiral Frisius pour tenir malgré les difficultés, malgré le moral chancelant d'un certain nombre de ses soldats — l'un d'eux demeura pendu pour l'exemple pendant plusieurs jours sur la façade de l'hôtel de ville — rendirent l'existence fort pénible pour les Français encerclés dans une ville où les restrictions de tout ordre se faisaient chaque jour plus sévères. Les négociations permirent, cependant, au mois d'octobre, la sortie de plusieurs milliers de personnes, mais il restait encore quelques centaines de ressortissants français enfermés dans la zone assiégée, en grande partie des paysans qui, instruits par ce qu'ils avaient pu voir, préféraient demeurer près de leurs biens pour en éviter le pillage, et les occupants, comme pour profiter des dernières possibilités qui leur étaient laissées, ne s'en privèrent pas tout au long des semaines de blocus, marquées par des bombardements ou par l'éphémère euphorie qui accompagna chez les ennemis l'annonce des succès remportés dans les Ardennes à la fin de l'année. Les liaisons, assurées par des sous-marins de poche qui amenaient du ravitaillement, ne pouvaient cependant suffire à compenser les nouvelles de plus en plus inquiétantes pour l'ennemi et la reddition finale des troupes de Frisius permit aux habitants de revenir dans une zone dévastée, où la police française n'avait pas été capable d'assurer la sauvegarde des biens préservés jusqu'au lendemain de la victoire par les habitants évacués seulement à cette date des villages encerclés. Une carte de la poche de Dunkerque illustre cette communication d'un intérêt particulier, et il faut regretter que les circonstances n'aient pas permis la reproduction de tous les documents qu'avait présentés M. le bâtonnier Moreel, en particulier de ces curieux exemplaires d'un journal bilingue, français et allemand, rédigé par les soins des autorités occupantes pendant le siège de 1944-1945 et imprimé, faute de papier, au verso d'avis des contributions, ou de ces photographies si suggestives de ce qu'avait été cette période tragique de l'histoire de Dunkerque.

Jean VIDALENC.
Faculté des Lettres de Caen.

Histoire du mouvement « Combat »

Marie GRANET et Henri MICHEL, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943*. P. U. F., 1957, in-8°, 330 pages. Prix : 1.000 fr. (Collection « Esprit de la Résistance ».)

Quand, dans sa préface au premier volume de *Esprit de la Résistance*, M. Georges Bidault formula le vœu que parussent des études retraçant bientôt la geste des résistants, agents des réseaux, saboteurs des groupes d'action, maquisards des *Forces Françaises de l'Intérieur*, soldats de la *France libre*, on pouvait penser que le Président du *Conseil National de la Résistance* clandestin formulait un vœu pieux et qu'il faudrait beaucoup de temps pour qu'on pût en constater la réalisation. Les sources nombreuses et éparses dans tant de dépôts, la critique scientifique qu'imposait le recours à tant de témoignages

difficiles à interpréter, la prudence qui, plus d'une fois, engageait certains témoins à revenir sur leurs premières déclarations et combien d'autres situations psychologiques, tel était l'appareil documentaire qui se présentait aux auteurs. Ceux-ci, du moins, s'étaient spécialisés dans une préparation qui les rendait aptes à construire une véritable œuvre historique. Aux côtés d'un mari, l'un des maîtres de la sociologie chinoise, Marie Granet était devenue l'une des actives enquêtrices des problèmes de la seconde guerre mondiale aux côtés d'Henri Michel, le secrétaire de la Commission de l'Histoire de celle-ci, à qui les plus sévères reconnaissent un immense courage dans la recherche et l'emploi des documents. Ils créèrent à mesure la méthode qui s'imposait pour déterminer la vérité et mettre sur pied un livre d'histoire véritable. Les cent trente-huit témoins qui ont été consultés ont collaboré à une œuvre, qui, treize ans après les événements, ressuscite une partie de la France secrète.

Nous la voyons sortir, celle-ci, du drame de l'effrayante défaite de 1940. Marie Granet et Henri Michel rendent compte du milieu accablé par le désastre : l'armistice a dû être accepté, la Hollande est occupée, l'armée belge a capitulé et la mystique pétiniste a pour elle les noms académiques de P. Claudel, F. Mauriac, P. Valéry. Et toutes les forces actives de la nation en déroute ne trouvent de résistance visible que dans les cadres moyens et subalternes de la fonction publique. A Vichy même, les Juifs, les Lorrains, les membres des sociétés secrètes, esquissent des minorités qui vont trouver dans Henri Frenay, qui refuse la captivité, le principal et premier moteur de leurs activités. Avec Mme Albrecht, l'une des héroïnes de la Résistance, il jette les premières bases de ce qui sera le mouvement « *Combat* » ; puis c'est avec Élisabeth et Paul-Jacques Dussauze, et bientôt livrés par Henri Devillers, a lieu, le 15 octobre 1941, l'exécution de vingt-trois résistants voués horriblement à la hache. Le baptême du sang a été donné au mouvement qui naît.

C'est en 1942 que *Combat* se constitue réellement et élabore sa politique, due à Jean Moulin, « *Max* », délégué du général de Gaulle. La liaison avec de Gaulle se renforce, mais il y a des difficultés de caractère et des ambiances de suspicion, des méfiances réciproques. Il n'empêche qu'au courant de 1942, les anciennes formations politiques reprennent vigueur. Le parti communiste engage une campagne pour arrêter l'exode de la main-d'œuvre française dans l'Allemagne. Le parti socialiste s'affirme avec Daniel Mayer et grâce aux conseils donnés de sa prison par Léon Blum ; les chefs syndicaux, Jouhaux en tête, sont liés avec le mouvement « *Libération* », mais sont en contact avec *Combat*. Tout un travail s'opère pour trouver et préciser les rapports des Français avec les amis de l'extérieur, Angleterre, États-Unis, Russie, pour établir des rapports exacts avec le général Giraud évadé d'Allemagne. A la fin d'août 1942, l'idée d'une *quatrième République*, d'un régime jacobin et socialisant prend forme dans tous les milieux de *Combat*.

C'est à ce moment que, par un phénomène sociologique prévu par les Durkheimiens, se créent les services : pour la propagande, pour les renseignements, pour le noyautage des administrations civiles. Un véritable État se fonde dans la région lyonnaise et l'on envisage une insurrection générale pour laquelle les *groupes francs* ont commencé à se constituer en septembre 1941. Les chiffres de ces groupes sont incertains et gravitent, avec les équipes de sabotage-fer, autour de quelques milliers. Les services de transmission, où entreront beaucoup de jeunes filles, qui ne seront jamais connues que par leurs prénoms, sont mis au point, tandis que Claude Bourdet organise le noyautage des services publics. Les maquis qui se rattachent initialement à une action contre le *S. T. O.* ont un centre constitué par Robert Soulage, dit *Sarrazac*, tandis que le service social impérieusement exigé par un temps

de misères matérielles grandit grâce au dévouement de Françoise Seligmann.

Ce service n'empêchera pas que la vie clandestine soit tragique et perpétuellement menacée. Marie Granet et Henri Michel ont fourni des preuves multiples de cette existence que complique encore l'usage nécessaire des pseudonymes utilisés dans la clandestinité, avec les tortures dues à la *Gestapo*, celles infligées par les milices de Darnand, avec les trahisons commises par des Français plus que traîtres à leur patrie ; les clandestins vivent péniblement et n'y parviendraient pas du tout sans l'aide du service social mis sur pied par *Combat*.

Mais ces difficultés n'empêchent pas qu'un mouvement vers l'unité de la Résistance grandit. Certes y ont contribué le débarquement allié dans l'Afrique du Nord et l'invasion de la zone sud. On cesse de croire à l'invincibilité de la *Wehrmacht*. Le mythe Pétain est atteint et l'échec final du vieux maréchal est envisagé. En même temps, la réalité de l'unité gaulliste grandit, pure et dure en face de la solution Darland, de la solution Giraud, condamnées dès l'origine.

C'est alors que se créent les *mouvements unis de résistance*, pour lesquels, en janvier 1943, est institué un Comité directeur, et trois branches qui conservent leur autonomie et maintiennent leur presse propre. La nature des sentiments à l'égard du général de Gaulle s'est précisée et fortifiée : le gaullisme est un réflexe et non pas un parti, et sans doute tout n'est pas parfait dans l'édifice *Combat*. Entre Frénay qui a exercé jusqu'au début de 1943 une sorte d'autorité suprême et Moulin, des difficultés ont surgi. Ces difficultés vont se résoudre avec la constitution du *Conseil National de la Résistance*. Frénay ne participera pas aux travaux de ce Conseil, où *Combat* est représenté par Bourdet jusqu'à son arrestation. Par ailleurs, le *giraudisme* est éliminé par *Combat*, qui a sa place au *Comité français de libération nationale*, première forme de gouvernement provisoire de la République. Les différentes politiques se rallient à fond dans le gaullisme, et en juin 1943 — où nous ont conduits avec tant de talent Marie Granet et Henri Michel — est mis au point la *charte révolutionnaire des hommes libres*. C'est dans un idéal de messianisme généreux qu'en juillet 1943 se clôt le riche mouvement *Combat*, préparatoire de la France que ses membres, que ses héros et ses héroïnes ont guidé par les chemins difficiles des prisons, des bagnes et des maquis.

Georges Bourgin.

Le réarmement clandestin en Afrique du Nord

M. Marcel Émerit nous a fait parvenir le texte de sa communication au congrès des Sociétés savantes de 1956 sur « *la préparation de la revanche en Afrique du Nord* » (1940-1942). Très documentée grâce aux rapports de la *Délégation des Services de l'Armistice* qui existent au *Service Historique de l'Armée*, l'étude est très précise tant sur les efforts des *Commissions d'armistice* de l'Axe pour diminuer le potentiel de guerre français que sur les moyens utilisés par quelques chefs militaires pour camoufler, ou même fabriquer, du matériel. Les résultats obtenus, tant en hommes qu'en armements, sont très exactement chiffrés.

Fort justement, à notre avis, M. Émerit conclut par un bilan de l'échec des *Commissions d'armistice* de l'axe, mais aussi par cette constatation que « en dépit de la besogne souterraine, on ne pouvait mettre sur pied, en novembre 1942, une armée aussi nombreuse et aussi bien pourvue en matériel que celle démobilisée par ordre en 1940 ». Cette comparaison laisse apercevoir que tous les palliatifs ne pouvaient réparer l'erreur initiale de l'extension de l'armistice à l'Afrique du Nord.

A ce sujet — une des raisons mises en avant pour écarter une prolongation des combats en Afrique étant l'absence d'industries d'armement — on aurait aimé plus de précisions sur la fabrication clandestine « de canons de 75 automoteurs et de canons de 37 de marine antichars » dont fait état M. Émerit.

Du fait du débarquement allié en Afrique du Nord, ce camouflage d'armes n'eut pas le sort désastreux de celui effectué en zone non occupée, où tous les dépôts furent saisis par les Allemands, sans que la Résistance en ait profité. Fut-il effectué en Afrique du Nord uniquement « en vue de la revanche », comme l'affirme le sous-titre de la communication de M. Émerit? Il violait incontestablement les clauses, comme l'esprit de l'armistice. En fait ne s'inscrit-il pas dans la politique d'attentisme vichyste qui supposait la conservation d'un minimum de forces armées? M. Émerit constate que la propagande ennemie réussit souvent à démoraliser les troupes et cette démoralisation freina dangereusement leur retour au combat fin 1942 ; il donne quelques indications sur un sujet, qui sortait un peu de son propos, et qui croyons-nous n'a jamais été sérieusement étudié, à savoir les encouragements et l'aide apportés par l'Axe aux nationalistes indigènes, dont la nocivité devait éclater à plus longue échéance. Il est muet — ce n'est pas son sujet — sur le fait que ces armements soigneusement préservés, avant de se retourner contre les Allemands, furent utilisés contre les Alliés lorsqu'ils débarquèrent, et sur cet autre fait que des poursuites étaient engagées et des internements ordonnés contre Gaullistes et Résistants qui, eux, affirmaient hautement leur volonté de revanche. Il est très discret sur l'application en Tunisie des *protocoles de Paris*, se bornant à dire que « les Allemands nous *obligèrent* à fournir 500 camions à leur armée en Tripolitaine », qui tous tombèrent en panne une fois la frontière passée ; on comprend mal dans ces conditions que de Lattre de Tassigny se soit opposé à l'opération au point de devoir être rappelé en France.

Très utile par les précisions qu'elle apporte sur un ensemble d'opérations qui méritent leur place dans l'ensemble des luttes clandestines poursuivies, contre le vainqueur provisoire, l'étude de M. Émerit, spécialisée comme elle se devait, doit être replacée dans un contexte politique et militaire qu'elle n'avait pas l'intention d'aborder : le neutralisme vichyste, et à plus forte raison la collaboration, ne garantissait pas qu'un bon usage serait fait des armements préservés ; sans le concours allié d'autre part, tout cet effort se serait révélé insuffisant pour permettre à une armée française de reprendre dignement sa place au combat.

Henri Michel.

Sur le réarmement de l'armée française

Le but de M. Lerecouvreux a été de montrer comment l'armée française, abattue par sa défaite, décimée, désarmée, trop méprisée (même par un grand nombre de Français), ayant perdu jusqu'à la confiance en soi, redevint, en moins de trois ans, capable de combattre à côté des armées alliées et de s'imposer au respect et même à l'admiration des Anglo-Saxons (1).

Il a voulu ainsi rendre justice aux artisans de cette résurrection : ceux, tout d'abord, qui, dès le lendemain de l'armistice, camouflèrent matériel, personnel et services et maintinrent les esprits orientés vers la reprise de la lutte : le général Weygand, qui, tout en gardant l'Afrique française à l'abri de toute mainmise allemande, recréa matériellement et moralement l'armée

(1) Lerecouvreux, *Résurrection de l'armée française*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1955, in-8°, 478 pages, avec 9 croquis.

d'Afrique, le général Giraud, qui, avec l'aide de nos alliés, développa et modernisa cette armée, puis la relança dans la guerre.

Il y avait là matière à une étude historique du plus haut intérêt, à condition de disposer de tous les témoignages utiles et, surtout, de savoir se dégager des préjugés et des rancœurs consécutives aux disputes de ces tristes années. Mais, si l'auteur paraît avoir sérieusement étudié la plupart des nombreux ouvrages publiés sur la période 1940-1943, si même il a recueilli les confidences de quelques acteurs du grand drame et consulté quelques documents inédits, il s'en faut de beaucoup que les principaux intéressés aient rompu le silence et mis au jour leurs archives personnelles. Il s'en faut de beaucoup plus encore que M. Lerecouvreux ait su garder, dans son exposé et dans ses jugements, impartialité et sérénité.

Les chapitres de son livre relatifs à l'armée de l'armistice, au rôle de Weygand en Afrique, à l'activité proprement militaire de Giraud, à la modernisation de l'armée d'Afrique, à l'emploi de cette armée en Tunisie comme avant-garde et couverture des armées d'Eisenhower, à la conquête de la Corse et de l'île d'Elbe sont d'une valeur et d'un intérêt certains.

Mais son admiration sans réserves pour Giraud lui fait perdre toute mesure à l'égard de ceux qui se sont opposés peu ou prou à lui ou à ses idées.

Bien entendu, sans tenir compte de la situation internationale qui exigeait au plus tôt l'ouverture d'un second front, de l'importance, sans doute excessive, accordée par les Américains au *planning* et de leur incertitude, trop justifiée, quant à la collaboration française, il reproche amèrement à l'état-major américain de n'avoir pas admis les propositions de Giraud relatives à l'époque (printemps 1943) et à l'objectif (côtes de Provence). Il laisse entendre qu'Eisenhower aurait volontairement retardé l'arrivée de Giraud à Alger jusqu'au lendemain du débarquement et il l'accuse d'avoir systématiquement, dans sa *Croisade en Europe*, sous-estimé l'effort français et, en même temps, surestimé l'aide matérielle qu'il nous apporta effectivement. Il est non moins sévère pour le général Clark, coupable de ne pas avoir témoigné assez de déférence à Giraud lors des entretiens de Gibraltar et qui, sans doute sous l'impression qu'il avait gardée de ces entretiens, traita Giraud, à Alger, avec quelque désinvolture.

Mais c'est surtout le général de Gaulle et ses fidèles qu'il accable dans l'exposé qu'il a cru devoir faire des événements politiques d'Alger en novembre-décembre 1942 et en mai-août 1943. Il ne se contente pas de montrer comment leur propagande de Londres et leur action à Alger contrecarrèrent fâcheusement les efforts de Giraud, divisèrent momentanément les cadres de l'armée et incitèrent nos Alliés à se défier de nous et à ralentir notre réarmement. Dans les termes les plus virulents (« rapace intérêt personnel », « sectarisme étroit »), il multiplie insinuations et accusations : le général de Gaulle ne se serait laissé guider que par l'ambition personnelle, la mystique révolutionnaire et les préoccupations partisanes ; le gaullisme n'aurait jamais visé que la conquête des places dans le gouvernement futur de la France, etc.

Quelles qu'aient été ses intentions, son livre relève de la polémique plus que de l'histoire.

Général Lestien.

La libération de la Corse

Un petit livre de M. Sereau (1) fait, de façon assez heureuse, le récit des

(1) Raymond Sereau, *La libération de la Corse (1943)*. Préface du général Henri Martin, Paris, Peyronnet, éditeur, 1955, 116 pages, ill., cartes.

combats qui, du 12 septembre au 4 octobre 1943, amenèrent la libération de la Corse. L'auteur, connu déjà par une histoire de l'expédition de Norvège, a pu utiliser les notes quotidiennes du général Devinck, chef de l'État-Major du général Giraud, et, semble-t-il, les journaux des unités qui prirent part à l'opération ; d'autre part, il a eu à sa disposition le journal quotidien d'un Corse « bloqué dans les lignes allemandes à Bastia » ; il semble aussi que le général Henri Martin ait, sans le dire, apporté son concours ; en tout cas, les thèmes généraux de l'ouvrage sont déjà indiqués dans la Préface qu'il a signée.

Dans l'ensemble, l'étude est très favorable au général Giraud, qualifié « d'admirable soldat » et dont la lucidité et l'esprit de décision sont hautement loués. Le général de Gaulle n'est cité qu'une fois, pour dire qu'il a avalisé les décisions du commandant en chef. Celui-ci a conçu et réalisé son projet malgré l'opposition générale : du Gouvernement français, qui craignait « un bain de sang » ; de l'amiral Lemonnier, qui jugeait préférable une opération en Sardaigne ; du général Juin, qui croyait l'entreprise possible seulement en octobre, et des États-Majors anglais et américain : l'amiral Cunningham manifesta une « bonne volonté un peu sceptique (1) » et le général Eisenhower ne fut convaincu qu'après les résultats heureux des premiers combats.

Si le général Giraud alla malgré tout de l'avant, c'est que les Corses s'étaient soulevés et qu'il avait reçu une délégation du *Front national*. Poursuivait-il ainsi une opération à caractère politique, pour avoir derrière lui des mouvements de résistance, comme l'a relaté J. Soustelle (2), sans s'être rendu compte que le *Front national* était d'inspiration communiste? L'auteur ne dit rien sur ce point et c'est ce silence, sur l'aspect politique de la libération de la Corse, qui constitue la principale lacune de l'étude ; les mouvements de résistance sont mal définis et l'installation de municipalités élues sur la place publique paraît avoir été considérée comme hors du sujet.

Celui-ci se limite à un récit minutieux des opérations. Le général Giraud s'est félicité du succès d'une affaire « menée à la française ». En fait, n'eût été le plan allemand d'évacuation de la Corse, on serait allé probablement à de graves déboires. Alors que le *Comité de Libération* s'installe à Ajaccio le 9 septembre et que quelques soldats italiens attaquent les Allemands à Bastia, 4.000 hommes seulement ont débarqué le 23 septembre, après le premier élément apporté par le *Casabianca* le 12 et le bataillon de choc arrivé le 14 ; les Américains ont refusé de donner des navires, même pris parmi les éléments de la flotte italienne qui s'étaient constitués prisonniers ; quelques avions de chasse manifestèrent leur présence à partir du 24 septembre et les convois, obligés de faire un large détour par l'ouest, ne se succédèrent régulièrement qu'à partir du 26.

Or, les patriotes corses avaient attaqué les Allemands dès le 15 et fait des barrages sur les routes. Ils furent quelque peu aidés par une partie des 80.000 Italiens du général Maggi, dont les batteries d'artillerie participèrent à l'action dans la dorsale montagneuse, mais qui — à l'exception de quelques unités qui prirent leur part des combats dans le plan de bataille établi par le commandement français — furent surtout utiles dans les travaux de mise en défense de l'île une fois les Allemands partis.

Les Allemands étaient 7 à 10.000, avec une brigade blindée de cent chars, et 20.000 hommes qui stationnaient en Sardaigne se replièrent par la Corse — la menace sur cette île ayant probablement précipité la décision du repli.

(1) Dans le volume IX de son *History of United States Naval Operations in World War II*, l'amiral Morison estime que les contre-torpilleurs français auraient été mieux employés à surveiller les abords de Bastia pour empêcher l'évacuation des troupes allemandes.

(2) *Envers et Contre-Tout*, t. II.

En définitive, faute de moyens pour lutter contre les chars, c'est par les cols que les troupes progressèrent vers Bastia, considérablement aidées et guidées par la population. L'aviation alliée n'intervint fortement qu'à partir du 21 septembre ; elle bombarda Bastia pour empêcher les Allemands d'embarquer, sans y réussir d'ailleurs, et le principal bombardement fut catastrophique, car il eut lieu le 4 octobre, alors que la ville était libérée et que la majeure partie de la population y était revenue dans la liesse de la victoire.

Les Allemands avaient toutefois perdu une partie de leur matériel ; l'opération n'avait coûté que 70 morts et 250 blessés ; elle permit de faire de la Corse un immense porte-avions au flanc de l'Italie et une plate-forme de départ pour la Provence. 12.000 Corses furent mobilisés. Surtout, le retentissement fut considérable en France occupée.

H. Michel.

Un roman sur le Vercors

Alain Prévost (1) se défend d'avoir écrit un roman historique ; il ne veut pas qu'on essaye d'identifier ses personnages. Dans une « postface », Vercors affirme que *Le peuple impopulaire* n'est, en effet, qu'un roman, et qu'il est tout à fait abusif de prétendre que Michel Vieljeu a été inspiré par Jean Prévost, le père d'Alain, et qui périt justement au cours des combats du Vercors, cadre du présent livre. Ceux qui ont connu Jean Prévost discernent facilement les différences qui existaient entre lui et Vieljeu. Il est certain, cependant, que Alain Prévost a construit plusieurs de ses héros avec des traits empruntés à des participants réels des batailles du plateau et l'on a, malgré soi, envie de mettre certains noms sur certains personnages et, par exemple, de rebaptiser cet Henri Morestel, parti à Londres et Alger plaider la cause du Vercors... Par contre, rares sont les noms vrais des chefs du maquis : Hervieux, par exemple, que cite le romancier...

Historique, le roman l'est aussi, malgré la volonté de son auteur, parce qu'il se fait l'écho des polémiques violentes que suscita le drame, l'écho de la rancœur explicable des maquisards abandonnés à un sort tragique — abandon cruel, et pour eux incompréhensible (Pourquoi avoir fait du Vercors un « bastion » si on ne voulait — ou ne pouvait — pas le défendre? Pourquoi avoir sacrifié tant de vies humaines?), l'écho des attaques des communistes contre le *Comité français de Libération nationale*. Il adopte le point de vue soutenu par eux : si le maquis n'a pas reçu les armes lourdes qui lui étaient nécessaires, c'est qu'on le croyait aux mains des communistes et qu'on ne voulait pas armer les communistes. L'auteur cite même (p. 210) une déclaration de Grenier. Mais, s'il répète les arguments employés naguère par les communistes, M. Alain Prévost n'apporte aucune preuve.

Le cadre du roman est donc un cadre historique : les épisodes s'en déroulent à une époque historique, en juin, juillet et août 1944, sur le plateau, dans les villages aux noms bien connus de Vassieux, de Saint-Nizier, de Saint-Agnan, de la Chapelle, dans les champs et dans les bois qui les entourent, au moment où les Allemands attaquent, en force, le « bastion », et où les Résistants, malgré leurs appels réitérés, attendent en vain le matériel, et surtout le matériel lourd — les mortiers — qui leur est indispensable. Mais les péripéties des combats ne sont pas contées directement : elles sont vues par les yeux d'un garçon de quatorze ans qui n'y prend qu'une part indirecte, qui assiste, de plus ou moins

(1) Alain Prévost, *Le peuple impopulaire*, Paris, Éd. du Seuil, 1956, 18,5 × 13, 254 pages.

près, aux bombardements et aux parachutages, à l'arrivée des ennemis, à la destruction des villages, aux représailles allemandes, d'un enfant qui vit, jour par jour, heure par heure, l'angoisse des Résistants et leur attente, sans cesse déçue, qui voit tomber, tout à tour, ses voisins, ses amis, son père. Il est aussi témoin de l'idylle qui se déroule au milieu de ce décor tragique et sanglant, car — et c'est ce qui peut faire classer le livre de M. Alain Prévost dans le « genre » roman — naît et se conclut une idylle, imaginée dans la plus traditionnelle conception romanesque, entre le farouche (et tendre) guerillero espagnol (ils étaient, en effet, nombreux dans les maquis français) et la jolie fille de l'intellectuel patriote devenu chef maquisard (et ceux-là aussi n'étaient pas rares dans les maquis). Et l'idylle finit bien ; est-ce le signe précurseur d'un meilleur avenir? Le « roman », en tout cas, rend de façon vivante l'existence des paysans et des maquisards durant ces mois dramatiques de l'été 1944.

Marie Granet.

Quelques appréciations alliées sur les F. F. I.

Les *Forces Françaises de l'Intérieur* n'ont pas toujours eu une bonne presse, d'aucuns ont même été jusqu'à dire qu'elles n'avaient jamais servi la cause alliée. C'est pourquoi il nous a paru intéressant de rassembler quelques opinions de chefs alliés du dernier conflit et de signaler ce que les ouvrages américains et anglais expriment sur leur compte.

Le général Bradley ne témoigne qu'une sympathie modérée pour la capitale de la France et son insurrection :

« L'ennemi, déclarait-on, a constitué des dépôts dans Paris, s'il en est ainsi, il ne peut faire autrement que le défendre. Cela nous oblige à être aux portes de la ville et à l'assiéger. ... Malgré mon absence d'affection pour cette ville que je n'avais jamais vue, j'assurais (les journalistes) que nous ne démolirions même pas un pavé dans les rues.

« ... Si Paris avait pu se mettre la ceinture et vivre avec les Allemands un peu plus longtemps, cela nous aurait économisé quatre mille tonnes par jour, ce qui aurait donné l'essence pour la marche vers l'Allemagne. Malgré la famine de Paris, je ne voulais pas me laisser distraire de passer de part et d'autre de la cité. Mais nous n'avions pas tenu compte de l'impatience de ces Parisiens qui avaient attendu quatre ans (1). »

Cependant, le général reconnaît qu'en Bretagne « le maquis français était devenu un allié de valeur... La Résistance française bloquait les routes de Bretagne et poussait les Allemands dans leurs zones fortifiées... Nous fûmes obligés d'y mettre une division entière d'infanterie. Une plus grande force eût été nécessaire si les F. F. I. n'avaient réuni dix-sept bataillons pour nous aider en clouant sur place les Allemands (2) ».

Le général Montgomery est plus sobre dans ses commentaires. Il déclare : « Toutefois le soulèvement de la résistance précipita les événements (pour Paris) et le commandant suprême décida de pénétrer dans la ville avant que la manœuvre d'enveloppement fût achevée (3). » Mais il a déclaré précédemment que, « en raison de nos opérations aériennes et du sabotage, cette concentration (allemande en vue d'une contre-attaque sur la tête de pont) mit plus d'une quinzaine avant de se terminer (4) ».

Le général Eisenhower, Commandant Suprême des forces alliées, est plus

(1) Bradley, *A soldier's story*, p. 385.
(2) Bradley, *op. cit.*, p. 365.
(3) Montgomery, *De la Normandie à la Baltique*, trad. fr., p. 145.
(4) Montgomery, *op. cit.*, p. 89.

généreux dans ses louanges, aussi bien dans ses Mémoires, *Croisade en Europe*, que dans son rapport aux autorités de Washington.

Dans *Croisade en Europe*, voici comme il s'exprime : « Pendant toute la campagne, les hommes des F. F. I. ont joué un rôle important. Ils ont été particulièrement actifs en Bretagne et sur tous les points du front ils nous ont aidés de mille façons. Sans eux la libération de la France et la défaite de l'ennemi en Europe Occidentale auraient été bien plus longues et nous auraient coûté davantage de pertes (1). »

Mais, dans son rapport, c'est à maintes reprises qu'il revient sur cet appoint de forces. « La marche de ces renforts (allemands) fut rendue lente et hasardeuse par les efforts combinés des aviations alliées et des patriotes français (2)... Dans le sud de la France, il n'y avait plus que douze divisions dont sept ou huit seulement étaient en fait disponibles pour garder la côte grâce à l'action du maquis à l'intérieur du pays (3)... Une mention spéciale doit être faite ici de l'aide importante qui nous fut apportée par les F. F. I. de la région bretonne... Durant l'avance des colonnes alliées, ces F. F. I. tendirent des embuscades à l'ennemi battant en retraite, attaquaient les groupes isolés et les emplacements fortifiés et protégaient les ponts (4)... Pendant plus d'une semaine, une bataille étrange, faite d'escarmouches, se livra dans Paris. Tandis que le commandement allemand ne faisait aucun effort pour détruire les ponts ou autres installations (5)... »

Ces quelques appréciations sont déjà éloquentes, mais il nous paraît beaucoup plus intéressant de savoir ce que les historiens américains et anglais ont conclu de leurs recherches sur les opérations en France pendant la période qui va du débarquement à la pause aux portes de la Lorraine et de l'Alsace. M. John Ehrman, l'auteur du livre consacré à la « Grande Stratégie » dans l'histoire anglaise, écrit :

« Malgré sa signification en puissance dans la stratégie alliée, la Résistance ne fut pas considérée comme importante jusqu'au début de 1944 et à aucun moment on ne lui accorda une première priorité parmi les mouvements européens en Europe. Ceci n'est guère surprenant quand on considère les fonctions et la politique du *British Special Operations Executive*.

« En juin 1943, *Cossac* (6) avait estimé que « l'assistance aux groupes de la résistance devait être considérée comme un supplément plus que comme une partie essentielle du plan. Ses conclusions furent acceptées par ses successeurs (7). »

Après le débarquement, les Allemands étant « attaqués d'une manière constante (continuously) par les airs et sans interruption (continually) par la Résistance Française, leurs réactions furent difficiles (clogged) et lentes (8) ».

« L'apparition (des alliés sur la côte méditerranéenne) fut le signal pour la Résistance Française de harasser les Allemands sur leurs arrières. Commençant par des actes limités de sabotage contre les communications, ... la guérilla étendit bientôt son activité, bloquant les lignes de retraite dans les Alpes,

(1) Dwight I. Eisenhower, *Croisade en Europe*, trad. fr., p. 346.
(2) D. I. Eisenhower, *Les opérations en Europe des forces expéditionnaires alliées*, trad. fr., p. 74.
(3) D. I. Eisenhower, *op. cit.*, p. 91.
(4) Eisenhower, *op. cit.*, p. 106.
(5) Eisenhower, *op. cit.*, p. 121.
(6) Ce terme désigne les premières dispositions en vue du débarquement en France.
(7) J. Ehrman, *Grand Strategy*, vol. V, Her Majesty's stationnery Office, p. 324.
(8) Id., *ibid.*, p. 338.

attaquant les Allemands dans la vallée du Rhône, et finalement, au début de septembre, libérant les grandes villes de Toulouse, Lyon et Bordeaux en avance sur les Alliés (1). »

« Le 20, au matin, la Résistance Française avait gagné le contrôle du cœur de la capitale. Après un court armistice, combattant encore le 21 et le 22, les Américains envoyèrent un corps... comprenant une division française, pour aider la Résistance (2). »

L'ouvrage de Forrest C. Pogue, relatant l'action du commandement suprême au cours des opérations de juin 1944 à la reddition allemande évalue plus grandement encore l'appui donné par les F. F. I. dans les plans généraux d'Eisenhower.

« En Bretagne, les *Forces Françaises de l'Intérieur*, renforcées par des éléments aéroportés venant d'Angleterre... prouvent leur grande valeur dans les premières semaines de l'invasion en fournissant des informations sur les activités de l'ennemi... En juillet, les forces de la Résistance intensifièrent leurs attaques sur les mouvements ennemis par voies ferrées. Elles portèrent leur principale activité contre l'ennemi en Normandie, au sud de la tête de pont, dans la vallée du Rhône, contre la ligne de communications de la trouée de Toulouse et de Paris-Orléans... En Bretagne, ces forces travaillèrent directement avec les unités américaines après la percée... Leur travail fut gêné par leur manque de ravitaillement, puisqu'en juillet deux ravitaillements par avion eurent lieu seulement (3). »

« En Bretagne, dans le sud de la France et la zone entre la Loire et Paris, les Forces de la Résistance aidèrent grandement la poursuite vers la Seine en août. Particulièrement, elles aidèrent la III^e^ armée en Bretagne et la VII^e^ armée américaine avec la I^re^ armée française sur la tête de pont du sud et dans la vallée du Rhône. Dans l'avance vers la Seine, (elles) facilitèrent la protection du flanc sud de la III^e^ armée en coupant les voies ferrées ennemies, les grands mouvements sur route et les télécommunications, en développant une résistance ouverte sur une aussi large échelle que possible, en recueillant des renseignements tactiques, en préservant des installations de valeur pour les forces alliées et en nettoyant des positions ennemies dépassées (4). »

« A la fin de juin, le *Special Force Headquarter* déclarait que les résultats avaient *de loin* dépassé les résultats escomptés (5). Elles furent particulièrement actives contre les Allemands retraitant de la zone de Bordeaux et jouèrent un rôle important en forçant la reddition de presque vingt mille hommes sous les ordres du général Botho Elster (6). »

Ces quelques extraits, et on pourrait en donner d'autres, sont suffisamment éloquents pour conférer à la Résistance combattante de véritables lettres de noblesse (7).

R. Villate †.

(1) J. Ehrman, *Grand Strategy*, p. 377.
(2) J. Ehrman, *op. cit.*, p. 378.
(3) Forrest C. Pogue, *The European Theater of Operations* : *The Supreme Command*, Washington, Ministère de l'Armée, p. 239.
(4) Forrest C. Pogue, *op. cit.*, p. 238.
(5) Id., *Ibid.*, p. 237.
(6) Id., *Ibid.*, p. 239.
(7) Il importe de noter que ces extraits ne concernent que l'action au moment de la Libération ; il n'y est pas fait état des maquis, et encore moins de l'appui fourni par les réseaux de renseignement et de sabotage. [N. D. L. R.]

Sur l'occupation en Bretagne

Dans un recueil de chroniques radiophoniques qui présente un intérêt indéniable pour l'historien de la seconde guerre mondiale, Y. Meynier a retracé (1), sous forme de causeries familières, un nombre important de faits survenus dans la région de Rennes pendant les années de la guerre ou aussitôt après. Il suffit de citer ici, comme particulièrement révélatrices des réactions d'une grande ville de l'Ouest, les causeries consacrées à divers anniversaires, par exemple celui du bombardement de Rennes, le 17 juin 1940, et des premières manifestations du souvenir de cette date, le 17 juin 1941, où sont retracées sans aucun fard les imprévoyances des autorités de la Troisième République et les platitudes de celles du régime ultérieur. On peut aussi mentionner le souvenir des funérailles d'un soldat écossais mort à l'hôpital de Rennes des suites d'une blessure reçue lors du raid contre Saint-Nazaire. Même certaines chroniques de la période ultérieure présentent un intérêt documentaire certain en rappelant, comme peut le faire une femme, une mère de famille, ce que signifiaient de drames et de privations le système de restrictions et peut-être encore plus les modalités grotesques de son application. Il serait souhaitable que chaque région radiophonique pût offrir un recueil d'émissions de cette précision, de cette qualité et de cette chaleur humaine pour aider à la reconstitution de problèmes et d'états d'esprit qui commencent à s'estomper dans les mémoires.

Jean VIDALENC.
Faculté des Lettres de Caen.

(1) Yvonne MEYNIER, *Comme la plume au vent. Dix ans de radio.* Préface de G. DUHAMEL, de l'Académie française, L'Amitié par le livre, s. d. (1956), in-8°, 319 pages.

RÉSEAUX

L'évasion : Pat O'Leary

Le *réseau Pat* (1) fut un important réseau d'évasion britannique qui eut deux chefs successifs, le capitaine Ian Garrow, qui le fonda, dès 1940, puis *Pat O'Leary*. *Pat O'Leary* est le pseudonyme le plus connu du Dr Albert Guérisse, médecin belge qui réussit, en 1940, après d'étonnantes aventures, à traverser la France, à rejoindre l'Angleterre et à devenir officier de la *Royal Navy* sous le nom de commandant Pat O'Leary. Il revint en France, en avril 1941, chargé d'une mission secrète et porta plusieurs autres pseudonymes, dont celui de Joseph Cartier.

Arrêté à son arrivée en France, en avril 1941, *Pat* réussit à s'échapper et à atteindre Marseille, où il entra en rapport avec le capitaine Garrow et collabora, dès lors, avec lui. Lorsque Garrow fut arrêté, en septembre 1941, *Pat* prit la direction du réseau et lui donna son nom. Il en assura la direction jusqu'à sa propre arrestation en mars 1943. Ce sont ses aventures pendant ces deux années, puis sa vie dans les camps de concentration, qui sont racontées ici.

L'auteur, qui a eu des renseignements précis, tant du Dr Guérisse lui-même que de ses compagnons de résistance, a pu conter les principaux épisodes de cette vie passionnante et dramatique qui était celle de tous les agents secrets poursuivis par la *Gestapo*. Il a surtout insisté naturellement (le livre paraît dans une collection consacrée à l'*aventure*) sur les incidents les plus romanesques et les plus propres à frapper l'imagination des lecteurs. Cependant l'ensemble du récit est exact et permet de se faire de l'histoire de *Pat O'Leary* et de son réseau une idée assez précise. On peut évidemment reprocher au livre de manquer de dates et de ne pas être ordonné selon un ordre strictement chronologique. On peut aussi trouver quelques erreurs de détail. Par exemple, l'un des membres du réseau, André Postel-Vinay, ne fut pas soigné par les Allemands au Val-de-Grâce, mais à la Pitié, et c'est de Sainte-Anne, où il avait été transporté parce qu'il avait simulé la folie, qu'il s'évada. Le récit de son évasion à travers Paris, alors qu'il pouvait à peine marcher, comporte aussi quelques inexactitudes. Mais on retrouve, bien campée, la figure indomptable de *Pat O'Leary*, son cran, et celle de ses principaux compagnons : Louis Nouveau, homme d'affaires distingué de Marseille, qui fut son habile et dévoué collaborateur, responsable de la zone nord (et qui organisa, en Bretagne et en Normandie, des équipes très actives), Jean de la Olla, Norbert Fillerin et toute sa famille, Gaston Nègre, Prassinos, Savinos, Nitelet, Wattebled, etc..., sans compter l'infatigable Françoise Dissart, qui dirigea le réseau après l'arrestation de *Pat*, et l'Espagnol Vidal, farouche syndicaliste, implacable adversaire de Franco, qui assurait, avec un petit groupe, les passages à travers les Pyrénées. Le livre insiste aussi sur les évasions, réussies ou ratées, sur les trahisons fertiles en développements tragiques. Les deux traîtres du réseau furent un certain *Paul* (Harold Cole), d'origine anglaise, et le Français Roger Leneveu, tous deux avides d'argent. Ces deux trahisons, l'une en 1942, l'autre en février-mars 1943, décapitèrent le réseau. Ian Garrow, arrêté dès septembre 1941, put s'évader

(1) Vincent Brome, *L histoire de Pat O'Leary*, traduction française de Anne Argela et Marcel Juillian, Paris, Le livre contemporain, Amiot-Dumont (Collection « Visages de l'Aventure »), 1957, 21 × 13, 246 pages.

et, après s'être réfugié chez *Françoise*, passer les Pyrénées. Mais *Pat*, Nouveau, Jean de la Olla et beaucoup d'autres furent envoyés dans des camps de concentration d'où plusieurs ne sont pas revenus. Les deux traîtres ont été exécutés après la guerre.

L'auteur donne des détails sur la vie de *Pat O'Leary* dans les prisons de la *Gestapo* en France (en particulier à Fresnes) et dans les divers camps de concentration où il fut envoyé. Il fut torturé durement, car il était chef de réseau, et il ne le cacha pas. Mais, malgré ses souffrances, il refusa de livrer ses camarades, comme la courageuse *Françoise* chez laquelle s'abritaient tant d'évadés. Dans sa prison, il entra en rapports avec ses codétenus par les moyens habituellement employés par les prisonniers (par exemple, tuyaux de chauffage). Il conversa ainsi avec Pierre d'Harcourt (qui avait été, par André Postel-Vinay, en liaison avec le réseau *Pat*, précision que l'auteur ne donne pas). *Pat* fut envoyé d'abord à Sarrebruck, puis à Mauthausen, à Natzweiller (septembre 1944) et, enfin à Dachau. Là, il rencontra Edmond Michelet et fit partie, comme représentant des Anglais (il était officiellement officier britannique), du Comité international clandestin des déportés du camp ; on sait que ce Comité put prendre des mesures efficaces pour sauver un grand nombre de détenus, menacés d'extermination, avant l'arrivée des Alliés. Le 29 avril 1945, les chars américains entrèrent dans le camp. Peu après, *Pat* revint en avion à Paris. L'aventure semblait terminée. Pourtant, toujours passionné pour la justice et la liberté, toujours hostile aux régimes totalitaires, quels qu'ils soient, *Pat* s'engagea comme médecin volontaire lors de la guerre de Corée.

L'ouvrage de M. Brome, qui raconte l'histoire de *Pat* plutôt que celle de son réseau, ne dit pas que celui-ci a réussi à assurer l'évasion de 800 à 900 pilotes alliés.

Marie GRANET.

A travers les Pyrénées

Un petit livre, à grand renfort d'anecdotes et de souvenirs personnels (1), permet de comprendre comment fonctionnaient, pendant la guerre, des filières de passage à travers les Pyrénées ; notons qu'il s'agit uniquement de filières partant du Roussillon vers la Catalogne et vice versa, et presque uniquement de celles qui furent organisées par le *Service de Renseignements du 5e Bureau de l'Armée*, devenu clandestin dans le cadre de l'*Armée de l'Armistice*.

La difficulté principale provenait du petit nombre de passages à travers la montagne ; ils étaient, en outre, connus de tous. Jusqu'en 1941, les obstacles furent assez minimes : on donnait aux candidats la moitié d'un billet de 5 fr. comme signe de reconnaissance et un camion les attendait de l'autre côté de la frontière. Il est probable aussi que les passagers étaient peu nombreux et pour la plupart des Israélites aisés ; les Espagnols n'exerçaient qu'une surveillance assez relâchée.

Les choses changèrent naturellement avec l'occupation de la zone sud en novembre 1942, précédée dès fin 1941 par une sévérité accrue du côté espagnol. Les risques furent désormais beaucoup plus grands et la sanction fut souvent la déportation ou la fusillade ; il fallut organiser tout un système de faux papiers, de relais, de passeurs ; le nombre d' « évadés » ne cessait d'ailleurs de croître ; la plupart des cadres de l'armée de l'armistice, peu enclins à une résistance clandestine ou à la vie du maquis, aspiraient à se battre dans les

(1) Hector RAMONAXTO, *Ils ont franchi les Pyrénées*, Paris, Éditions de la Plume d'Or, 1955, 156 pages.

rangs de l'armée régulière reconstituée en Afrique du Nord, qui de son côté souhaitait voir venir à elle un grand nombre de techniciens.

L'ouvrage localise la plupart des filières ; l'une, venue de Toulouse, aboutissait à la gare internationale de La Tour-de-Carol ; on y cachait dans des locaux désaffectés les « évadés » descendus de wagons de marchandises et des cheminots les accompagnaient la nuit jusqu'à la frontière ; d'autres passaient par Angoustine et par Osseja, ou encore par Saint-Laurent-de-Cerdan, et la haute vallée du Tech ; la filière de Dorres utilisait un mas que la frontière coupait en deux par une fantaisie du traité des Pyrénées ; une liaison exista aussi par mer à l'aide de petits bateaux partis de Port-Vendres, mais le contrôle allemand y mit bientôt fin.

La filière la plus fréquemment suivie par l'auteur du livre et ses amis passait par l'enclave espagnole de Llivia et utilisait ensuite la route neutre conduisant en Espagne, que les Allemands contrôlaient, mais assez irrégulièrement. Elle fut utilisée notamment par Mme de Lattre et par la fille du général Giraud ; elle comportait un relai chez une épicière à Estavar que les Allemands autorisaient à aller fréquemment chercher du ravitaillement à Llivia, un séjour dans un mas dans l'enclave même de Llivia (où il semble bien que ne s'exerçait aucun contrôle espagnol) et un passage par la route neutre à l'aide de quelques passeurs sûrs, remplacés par des Espagnols à partir de Puigcerda ; les gendarmes du poste de Saillagousse fournissaient de précieuses indications sur les déplacements des Allemands, les heures des patrouilles, celles des relèves, etc...

De nombreuses anecdotes permettent de revivre les moments d'angoisse ressentis par les « évadés » ; elles sont aussi très utiles pour reconstituer l'atmosphère et le déroulement de l'opération. Il fallait souvent effectuer de longues marches à 1.800 mètres d'altitude : le mauvais temps gênait les passagers, mais il diminuait aussi la surveillance. Celle-ci s'exerçait par des postes à points fixes et par des patrouilles accompagnées de chiens-loups ; les Allemands multiplièrent les zones interdites, ainsi que les contrôles ; ils visaient tous les laisser-passer et toutes les cartes d'identité ; ils changèrent de place tous les douaniers.

Aussi bien, si l'organisation de chaque passage ne mettait en jeu qu'un petit nombre d'hommes décidés et expérimentés, elle supposait de très nombreuses complicités : parmi les services de la Préfecture, les Secrétariats de mairies et même les Commissariats de Police, pour la confection de faux papiers et la délivrance de laisser-passer ; au sein des brigades de gendarmes et de douaniers ; dans la majeure partie de la population, curés, instituteurs, paysans, contrebandiers. La présence de nombreux sanatoria favorisait les camouflages et les déplacements. Les sympathisants de la résistance formaient une réserve où se recrutaient les remplaçants des agents arrêtés, ou de ceux obligés d'interrompre leur activité parce qu'ils étaient brûlés, les uns et les autres d'ailleurs victimes moins des Allemands que des Français agents doubles, employés par eux ; les imprudences des évadés, la plupart du temps jeunes et exubérants, provoquèrent aussi bien des dommages.

Inaugurées modestement en liaison avec les services spéciaux des Anglais en Espagne, très réticents au début, les filières permirent d'acheminer de novembre 1942 à juin 1944 7.000 personnes parties du seul Roussillon (l'auteur est arrivé à ce total en additionnant les hommes expédiés par convois de Barcelone au Portugal par les soins de la Croix-Rouge ; il est probable que le chiffre total est plus élevé, si l'on considère que l'ouvrage compte surtout « les *Giraudistes* », auxquels il faut ajouter les « *Gaullistes* » et les soldats alliés acheminés vers Gibraltar, ainsi que les passagers d'avant novembre 1942 ; en outre, une cinquantaine de missions, munies pour la plupart de postes émetteurs, furent acheminées sans dommage de Catalogne en France occupée, ainsi que

500 courriers clandestins. Les autorités espagnoles furent longtemps hostiles ; n'avaient-elles pas arrêté cinq *Gaullistes* de Barcelone en août 1941? Ils accomplirent près de deux ans de prison. Les « évadés », surpris en Espagne, étaient enfermés en divers lieux, et surtout dans le camp de Miranda-sur-Èbre (ceux de Lerida rédigèrent un journal intitulé « *La clé des champs* », *bihebdomadaire des réfugiés français*). L'évolution de la guerre modifia cette attitude (1) ; à la suite du ralliement aux autorités d'Alger du colonel Ali et de l'abbé Mas, respectivement attaché militaire et attaché ecclésiastique auprès de l'ambassade de France à Madrid, des convois confiés à la Croix-Rouge furent régulièrement organisés vers le Portugal à partir d'avril 1943. L'auteur ne dit pas que le gouvernement espagnol touchait une contre-partie en blé ou en essence pour tout homme libéré (2) ; ce qui n'empêcha pas d'ailleurs des membres de la *division Azul* d'aller assommer des « évadés » dans leurs prisons !

Ce livre ne dit toutefois pas tout ; on regrettera que, par des soucis de sécurité bien compréhensibles, on ne sache pas toujours si sont donnés les noms véritables ou les pseudonymes des acteurs ; écrit par un de ces acteurs, il prend inévitablement parfois des allures de palmarès. Rédigé par un membre du S. R. de l'Armée, il est tout à l'éloge de ce service ; or, s'il est incontestable que celui-ci bénéficia d'une expérience ancienne — n'avait-il pas déjà organisé des filières par l'Espagne dès 1939-1940 — il est plus douteux qu'il ait été véritablement le seul à constituer des filières véritablement et totalement clandestines tout de suite après l'armistice ; tout porte à croire qu'il avait été accompagné, sinon devancé par les réseaux d'évasion britanniques, belges ou résistants de zone sud, moins experts et moins « productifs ».

On peut regretter par suite que le récit ne commence vraiment qu'après novembre 1942, c'est-à-dire après le ralliement, à un rythme de plus en plus accéléré, d'éléments vichystes à la Résistance ; l'opinion politique de ces éléments sera décelée si on rappelle que, selon l'auteur, ils utilisèrent au mieux des amitiés nouées avec des autorités nationalistes au cours même de la guerre d'Espagne ; les liaisons de certains agents avec le Comte de Paris peuvent difficilement être dissociées de la tentative de ce dernier pour prendre le pouvoir à Alger. Ajoutons qu'il n'est rien dit — mais ce n'était pas le sujet de l'ouvrage — des réseaux américains très actifs à partir de 1944.

Peut-être aussi l'auteur fait-il la part un peu belle au rôle actif joué par l'administration vichysiste ; le fait que le récit commence en novembre 1942 suffirait à laisser planer un doute sur la continuité de cette action favorable si on ne savait par ailleurs que les *Gaullistes* furent souvent pourchassés et arrêtés par les gens en place, en application du slogan « *La France, la France seule* ». Nombreux furent les évadés victimes de la cupidité de leurs passeurs, nombreux ceux qui furent arrêtés à la suite de dénonciations émanant de Français (3) ; et l'unanimité ne fut jamais réalisée ; l'auteur ne déplore-t-il pas l'action néfaste « de quelques esprits chagrins dépassés par les événements »?

H. Michel.

(1) Sur ce point, comme sur les filières des Pyrénées occidentales, cf. Ippecourt, *Les chemins d'Espagne*.

(2) Samuel Hoare, *Ambassadeur en mission*.

(3) Dans un registre de corps de garde allemand à la frontière ariégeoise, on peut voir que les groupes de candidats au passage étaient souvent signalés dès leur départ de Toulouse ou de Perpignan (cf. *Bulletin intérieur du Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*).

Le Renseignement : « Marco Polo »

Membre du réseau *Marco Polo*, qui fut un réseau très important, M. Jacques Bergier se défend d'en faire l'histoire complète (1). Il se contente de retracer les principaux épisodes de la lutte de ses camarades contre les V1 et les V2, armes terribles que les Allemands préparaient secrètement et dont ils espéraient la victoire finale.

C'est à Lyon — « capitale de la Résistance », dit M. Bergier — que naquit, comme beaucoup d'autres, le réseau *Marco-Polo*, par la fusion, en janvier 1943, de deux groupes de résistants : l'un de ces groupes comprenait des savants et des techniciens (André Helbronner, Alfred Eskenazi, Jacques Verne) ; l'autre groupe était dirigé par un jeune officier de sous-marins, parachuté en France, Pierre Montrose. Quand Montrose repartit pour l'Angleterre, il eut pour successeur Paul Guivante de Saint-Gast. Celui-ci fut arrêté en juillet 1943, peu après Helbronner et Eskenazi. Verne fut pris, un peu plus tard, en novembre, avec plusieurs membres du réseau, qui fut ensuite dirigé par René Pellet (*Octave*) et Michel Hardviller. Arrêté, *Octave* fut jeté dans le Rhône dans des conditions mystérieuses. Des chefs, seuls survivent Hardviller et Verne, revenu, malgré d'atroces tortures et des épreuves de toutes sortes, des camps de Neu-Brem et de Mauthausen. Le réseau, affirme M. Bergier, a compris plus de 900 membres. Son activité était multiple. Bien pourvu par ses savants fondateurs d'appareils émetteurs à ondes ultracourtes, il était en rapports étroits avec Londres. Il était aussi en rapports avec les *O. S. S.* (services secrets américains) d'Allan Dulles. Grâce à certains de ses membres, Allemands antinazis, il avait de précieux renseignements sur l'Allemagne. Il avait organisé à Vaulx-en-Vélin une usine de bombes incendiaires (elle produisait soixante-dix bombes par jour) qui permirent de détruire des stocks d'archives et de cartes allemandes. M. Bergier souligne particulièrement l'insistance avec laquelle le réseau Marco-Polo (devenu *Promontoire* après l'arrestation de Saint-Gast) a signalé aux Alliés l'existence d'usines allemandes fabriquant des V 1 et des V 2, ainsi que les emplacements des rampes de lancement. Les Alliés, dit-il, ont été longs à comprendre la gravité de la menace que constituaient ces armes terribles (2). Le réseau se réjouit de la destruction de l'usine de Peenemünde, où se fabriquaient les V 2 (17-18 août 1943) et de la décision prise par les Alliés de bombarder systématiquement les rampes de lancement (*opération Arbalète*). Son activité était si intense, dit M. Bergier, que les services de contre-espionnage de l'amiral Canaris le considéraient comme particulièrement dangereux. D'après les renseignements obtenus (en déportation) par Verne (d'un des lieutenants de Canaris), M. Bergier pense que Canaris était un sincère patriote allemand et que, s'il a été l'âme du complot du 20 juillet contre Hitler, c'est parce qu'il croyait nécessaire, à ce moment-là, d'abattre Hitler pour sauver l'Allemagne. C'est lui qui conçut l'opération *Œuf de Pâques* : elle comprenait plusieurs actions, dont l'offensive von Runstedt et l'assassinat du général Eisenhower. Le complot contre Eisenhower était dirigé par Otto Skorzeny et son exécution confiée à la *division Brandebourg*. Marco-Polo l'apprit d'un déserteur allemand et les renseigne-

(1) Jacques Bergier, *Agents secrets contre armes secrètes*. Coll. « Les clefs de l'aventure », Paris, Arthaud, 1955, 21 × 15,5, 228 pages, 16 pages d'héliogravures.

(2) C'est seulement au printemps 1944 que fut créé à Londres le *Comité pour la défense contre les armes spéciales*, présidé par Duncan Sandys et comprenant le Maréchal de l'Air Sir Roderick Hill et le général Sir Frederik Pill — qui ont tous deux écrit des livres intéressants sur ce sujet.

ments qu'il put fournir à ce sujet au *S. H. E. A. F.* furent recoupés par des renseignements analogues fournis par les services secrets alliés. En novembre 1944, un agent allemand, déguisé en soldat américain, fut arrêté à Reims. Ses aveux permirent de découvrir toute l'organisation, les dépôts d'armes, les faux papiers, les complicités, etc... L'opération *Œuf de Pâques* avait échoué : peu après, Canaris mourait à Flossenbourg...

L'ouvrage de M. Bergier apporte une utile contribution à l'histoire du réseau Marco-Polo, à celle de la lutte contre les V 1 et les V 2 et à celle des affaires d'espionnage et de contre-espionnage de la fin de la guerre. Il est bien évident que, à cause du cloisonnement nécessaire des réseaux dans la clandestinité, les agents de Marco-Polo ignoraient ce que faisaient les autres réseaux (1). Or, Marco-Polo n'a pas été le seul à s'intéresser à la fabrication des armes secrètes ; nombreux sont ceux qui ont signalé aux Alliés l'emplacement des rampes de lancement (et aidé à les saboter) et celui de la fameuse usine de Peenemünde, bombardée par la R. A. F. (2).

Cette question des armes secrètes était devenue capitale à la fin de la guerre. Si elles ne sont plus secrètes maintenant, elles continuent à tourmenter les hommes d'aujourd'hui, à leur inspirer cette crainte et cette méfiance qui rendent si difficile une paix véritable.

Marie GRANET.

Un agent britannique parle

Le troisième volume des mémoires du capitaine Peter Churchill est paru (3). Agent secret britannique parachuté en France, il accomplit des missions dangereuses qui aboutirent à son arrestation à Saint-Jorioz, près du lac d'Annecy, le 16 avril 1943. Avec lui fut prise une jeune femme qui faisait partie de son réseau et qu'il épousa lorsqu'ils revinrent tous deux des bagnes nazis. Les exploits de cette dernière, Odette, ont été rendus populaires par le film qu'elle inspira et qui porte son nom.

Dans les deux premiers volumes (*Of their own choice* et *Duel of Wits*) (4), le capitaine Churchill raconte ses aventures en France. Le second volume se termine par la scène dramatique de son arrestation, qui suivit de peu son parachutage, dans la neige, sur le Semnoz. *The Spirit in the cage* raconte sa vie de prisonnier, en France d'abord, en Allemagne ensuite, jusqu'à sa libération, dans le Tyrol italien, en mai 1945. Jeté d'abord dans la prison d'Annecy, il essaie de s'évader, échoue, puis, par Grenoble, Turin, Nice, Toulon, Odette et lui arrivent à Fresnes en mai 1943. Il peut apprécier à nouveau le courage, l'intelligence et le sang-froid d'Odette. Elle persuade facilement ses gardiens : 1° qu'elle est mariée avec Peter Churchill ; 2° que ce dernier est proche parent du Premier Ministre – fable que Peter accepte de raconter, lui aussi, qui pouvait être dangereuse, mais qui leur a, sans doute, sauvé la vie.

(1) Cf. n° 20 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* : compte rendu de l'ouvrage de l'ingénieur DORNBERGER, *L'arme secrète de Peenemünde*, Arthaud, 1954.

(2) On pourrait relever quelques inexactitudes de détail : Yeo Thomas raconte (*The White rabbit*) de façon différente son entrevue avec Churchill ; le général Ganeval était commandant en 1943 ; la *Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France* ne dépendait pas du ministère de la Défense nationale, etc...

(3) Peter CHURCHILL, *The Spirit in the cage*, London, Hodder and Stoughton, 1954, 20 × 14, 251 pages.

(4) Compte rendu dans le n° 19 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juillet 1955.

A Fresnes, Peter est mis au secret, mais n'est pas torturé. L'agent de l'*Abwehr* qui l'a fait arrêter n'aime pas la Gestapo et s'arrange pour qu'il reçoive des colis, pour qu'il ait quelques entrevues avec Odette, etc... L'aumônier catholique lui apporte des livres : Peter apprend ainsi l'allemand...

Le 13 février 1944, Peter Churchill part pour l'Allemagne, passe quelques jours à Berlin et est interné au camp de Sachsenhausen, au *Sonderlager A*, c'est-à-dire dans une annexe du camp où les Allemands avaient rassemblé quelques prisonniers de choix : officiers anglais évadés du camp de Sagan, officiers italiens, anciens attachés de l'Air à l'ambassade italienne de Berlin, officiers russes de l'armée Vlassov, arrêtés pour des propos patriotiques... Hiérarchie, grades, costumes militaires étaient respectés. Aucun travail n'était demandé. La nourriture était presque suffisante. Mais la surveillance était étroite et ils étaient enfermés à clé tous les soirs. Les officiers anglais réussirent pourtant à s'évader en creusant un tunnel, à la stupéfaction et à la colère des S. S. Peter Churchill, non couvert par les accords de Genève, ne se joignit pas à eux. Interrogé par le commandant du camp, il lui déclara qu'il était le seul à connaître le projet et il ajouta que le devoir d'un officier est de s'évader et que, s'il n'était pas parti, c'est qu'il n'était pas considéré comme prisonnier de guerre ; le commandant accepta l'explication. Les évadés furent, d'ailleurs, tous repris, l'un d'eux après avoir passé plusieurs semaines dans une ferme, où il était caché par des prisonniers français. Peter Churchill réussit aussi à démasquer un traître d'origine anglaise et devenu, dans le camp, un agent des S. S.

Au milieu d'avril 1945, les Allemands évacuèrent Sachsenhausen : les *prominenten* du *Sonderlager A* furent emmenés à Flossenburg et enfermés à part. Mais ils purent se rendre compte de ce qu'était ce terrible camp d'extermination. Ils furent ensuite entassés sur des camions avec des détenus qu'ils ne connaissaient pas encore et qui étaient des personnages importants (prince de Hesse, baron von Flugge, etc...). Ces camions les menèrent à Dachau, où ils trouvèrent d'autres prisonniers de choix : le chancelier Schuschnigg et sa famille, le pasteur Niemöller, Mgr Piguet, des généraux grecs, des officiers italiens, chefs de partisans, comme le général Garibaldi, etc... Le 21 avril, ils étaient à Innsbruck, où arriva un autre convoi de prisonniers comprenant Léon Blum et sa femme, le général Falkenhausen, le colonel von Bonim, le Dr Schacht, Fritz Thyssen, etc... En passant, Peter Churchill rend hommage au courage, au charme, à l'intelligence de Léon Blum, « dont tous les Français peuvent être fiers », dit-il.

Les S. S. et leurs prisonniers passèrent ensuite le col du Brenner et s'arrêtèrent au village de Villabassa : c'est l'Italie, les partisans sont nombreux, l'armée allemande de Kesselring reflue devant l'armée américaine. La délivrance est-elle proche? Hélas ! Les prisonniers ont des raisons de craindre que, obéissant aux ordres d'Himmler, les S. S. ne les exterminent auparavant. Cependant, le général Garibaldi entre en contact avec les partisans italiens, le colonel von Bonim téléphone à l'état-major de Kesselring : la situation s'améliore, les S. S. disparaissent, les soldats de la *Wehrmacht* prennent position dans les bois qui entourent l'hôtel Pragsee, où se sont installés les prisonniers, l'avant-garde américaine arrive ; c'est le salut.

Par Vérone et Naples, Peter Churchill gagne Londres, où il retrouve Odette. Celle-ci revenait de Ravensbrück, où elle avait été torturée, mise dans un effroyable cachot et, à la dernière minute, miraculeusement sauvée, sans doute parce qu'elle portait le nom de Churchill (1).

Dans un appendice, Peter Churchill donne des renseignements sur ce qui

(1) Cf. Jerrard Tickell, *Odette*.

est advenu à ses compagnons de résistance ou de captivité, ainsi qu'aux traîtres qui l'ont vendu. Il prétend que le commandant du camp de Sachsenhausen, Keindl, a été, à cause de son « expérience », mis par les Russes à la tête d'un de leurs camps de concentration ! Le fait serait à vérifier. Le nouveau livre de Peter Churchill donne des renseignements utiles non seulement sur la vie à Fresnes, mais surtout sur le *Sonderlager A* — cas assez particulier — et sur l'exode vers le Tyrol des prisonniers de marque, que les nazis ont gardés jusqu'à la fin dans on ne sait quel but mystérieux, et qui étaient probablement voués à la mort (1).

Marie GRANET.

L'action : le bombardement de la prison d'Amiens

A la suite d'arrestations nombreuses survenues en Picardie en 1943, la prison d'Amiens renfermait, parmi ses 700 détenus, nombre de résistants de grande importance appartenant aux réseaux de la région (et, en particulier, au réseau *Centurie*), aux réseaux britanniques, à l'*O. C. M.*, aux *F. T. P.* Parmi eux se trouvaient le Dr Mans, chef du service de santé du département de la Somme, et le sous-préfet d'Abbeville, M. Raymond Vivant. On n'ignorait pas que plusieurs de ces prisonniers étaient condamnés à mort et que leur exécution n'était qu'une question de jours. C'est pourquoi Dominique Ponchardier, chef du réseau *Sosies*, et son adjoint *Pépé* (qui était aussi chef local des *F. T. P.*) décidèrent d'organiser leur évasion. Une recrudescence de l'activité de la Gestapo les en empêcha. Ponchardier — dont le groupe envoyait à Londres des renseignements précieux — obtint que la *R. A. F.* vînt démolir la prison d'Amiens. Mais, pour réussir cette opération délicate (il fallait tuer le plus d'Allemands et le moins de Français possible), on dut choisir un chef d'une extrême habileté : ce fut le groupcaptain P. C. Pickard, héros de multiples missions (2). Grâce à des photos précises, à une maquette de la prison, l'opération fut soigneusement préparée. Dix-huit avions du type *Mosquito*, protégés par des *Mustangs*, devaient attaquer en trois vagues successives pour ouvrir de larges brèches dans le mur d'enceinte et les murailles de la prison, en particulier dans l'aile occupée par les Allemands. Pickard faisait partie de la première vague, le colonel français Livry-Level de la troisième. L'objectif ayant été atteint, celle-ci n'eut pas à intervenir. Malheureusement, en revenant s'assurer que la mission était bien remplie, Pickard fut attaqué par deux avions allemands : son avion fut abattu et il périt, ainsi que son coéquipier, le lieutenant Broadley.

Le désordre provoqué par le bombardement fut indescriptible : 437 prisonniers purent s'évader. D'autres se sauvèrent et furent repris, 87 furent blessés, 95 tués. Les Allemands eurent 20 morts et 70 blessés. Sain et sauf, le Dr Mans aurait pu s'enfuir. Mais il obéit à son devoir professionnel et resta pour soigner les blessés. Les Allemands le félicitèrent... mais l'envoyèrent à Neuengamme ! Ils ne réussirent pas à reprendre le sous-préfet d'Abbeville.

Le livre où le colonel Rémy — qui n'a eu aucun rôle dans l'opération — raconte ce fait (3), célèbre dans les Annales de la Résistance, se compose de trois parties. Dans la première (123 p.), le colonel Livry-Level conte ses souvenirs de navigateur de la *R. A. F.* et présente le héros du drame, P. C. Pickard.

(1) Cf. Léon BLUM, *Œuvres complètes*. T. II : *La prison, le procès, la déportation*, Albin Michel.

(2) Cf. *Duel of Wits* de Peter CHURCHILL.

(3) RÉMY, *L'opération « Jéricho »*, Paris, Éd. France-Empire, 1954, 14 × 19, 283 pages.

Dans la seconde (107 p.), Rémy raconte, par des récits successifs des survivants (pas toujours très bien liés entre eux) — et, en particulier, par le récit du Dr Mans — ce que fut cette tragédie. La troisième (48 p.) comprend les « annexes » fort intéressantes au point de vue historique : rapports officiels de l'attaque de la prison, statistiques des morts et des manquants, témoignage personnel du sous-préfet Vivant.

De magnifiques photographies — en particulier celle qui a été prise, au cours du bombardement, à bord d'un *Mosquito* — illustrent ce livre. On peut regretter qu'il n'ait pas été écrit par l'un des acteurs du drame — et, par exemple, par le Dr Mans, qui fut l'un des agents les plus actifs de la Résistance dans la région — ce qui aurait accru sa précision et son intérêt historique.

Marie GRANET.

Affaires de trahison : Un Anglais...

En 1939, John Starr (1), jeune artiste anglais, vivait à Paris et parlait parfaitement le français. Engagé volontaire, affecté jusqu'en juin 1940 à la *Military Police*, on lui offrit ensuite, à cause de sa connaissance de notre langue, d'entrer à la *Section française du S. O. E.* (*Special Operations Executive*). Il fut parachuté une première fois en France, dans la région de Valence, puis une seconde fois, sous le nom de *Bob*, dans le Jura : il avait pour mission d'organiser des opérations de sabotage. Arrêté, ainsi que son radio (nom de code : *Gabriel*), en juillet 1943 (à cause de la trahison d'un pseudo-résistant, Martin), il s'échappa, fut blessé, repris, interrogé, maltraité à la prison de Dijon, puis envoyé à Fresnes et, enfin, au 84 de l'avenue Foch. Il y fut interrogé par le *Stürmbannfuehrer* Kieffer et par un Allemand nommé Ernest (non nazi et relâché, dit l'auteur, après la guerre, par les tribunaux alliés) et ne subit pas de brutalités. Il fut confronté avec Archambault, radio de l'important réseau *Prosper*, complètement désorganisé par la trahison de son chef (2). Apprenant qu'il savait dessiner, Kieffer lui demanda (et il accepta) de reproduire une carte de France où les Allemands marquaient la position des équipes de sabotages, champs d'atterrissage, etc... Starr espéra, dit-il, apprendre ainsi beaucoup de choses sur l'activité de la Gestapo et, peut-être, s'évader... Kieffer fit recopier par Starr les tableaux des réseaux de résistance, puis lui fit faire des portraits, des dessins. Dans la salle où il travaillait passaient presque tous les prisonniers amenés avenue Foch. Il vit ainsi Pierre Brossolette (et assista à son suicide), Maurice Southgate, Peter et Odette Churchill, leur radio Arnaud, etc... Il entra en rapport avec le colonel Faye et Madeleine (radio du réseau *Prosper*), leur fournit un outil pour desceller les barreaux de leurs fenêtres et s'évada avec eux (novembre 1943). Repris, Madeleine et Faye furent envoyés en déportation (où ils furent fusillés), mais Starr resta avenue Foch, après avoir promis de ne plus s'échapper...

Les Allemands le traitèrent amicalement, l'emmenèrent, un soir, dîner dans un restaurant élégant, puis lui demandèrent quelques services : Starr savait que les Allemands s'étaient emparés d'appareil émetteurs anglais et, aussi, du code secret : ils correspondaient ainsi avec Londres, qui, ignorant la supercherie, envoyait armes et agents qui étaient aussitôt saisis et arrêtés. Aussi, les Allemands demandèrent à Starr son avis sur le choix de points à saboter,

(1) Jean Overton FULLER, *The Starr Affair*, London, Victor Gollancz, 1954, 13 × 20, 222 pages.

(2) Starr prétend que *Prosper* avait obtenu la promesse (qui ne fut pas tenue...) qu'aucun des membres de son réseau ne serait exécuté.

sur celui d'un terrain de parachutage (il dit avoir choisi un très mauvais terrain pour alerter les Anglais) ; une autre fois, ils le prièrent de correspondre par *S Phone* avec un avion anglais venu voler très bas pour prendre contact : sans doute les services anglais se doutaient-ils de quelque chose? Si Starr avait parlé, son bon accent aurait trompé les Anglais. Il refusa. Mais il n'eut pas le courage de prendre l'appareil pour dénoncer la fraude à ses compatriotes (évidemment, il aurait été fusillé sur place...). En août 1944, il fut envoyé à Sachsenhausen, puis à Mauthausen, où il fut libéré par la Croix-Rouge suisse, grâce à la camaraderie de ses compagnons français qui le firent passer pour un des leurs.

Le colonel Buckmaster et toute la *French Section* ne crurent pas à la trahison formelle de Starr (qui n'a fait arrêter personne), mais blâmèrent son attitude « indigne » qui scandalisait et « démoralisait » tous les prisonniers amenés avenue Foch et qui le croyaient devenu un agent de l'ennemi. On l'a soupçonné d'avoir servi « d'appât », d'avoir eu, avec les autres détenus, des conversations que les Allemands enregistraient, grâce à des microphones soigneusement dissimulés. Starr nie, naturellement, tout cela. Sa biographe a recueilli des preuves de son innocence : elle a interrogé l'Allemand Ernest, elle fait état de papiers rédigés par Faye à Dachau et où il racontait son évasion avec Starr, elle a fait vérifier, sur place, par un magistrat français, les détails de cette évasion sur les toits de l'avenue Foch, etc... De tout cela, il résulte que Starr ne semble pas avoir été un traître, au sens précis du terme. Mais il a été faible en travaillant (dessins, cartes) pour les Allemands, en acceptant de dîner avec eux ; il a manqué de courage, en ne saisissant pas l'occasion d'avertir les Anglais par *S Phone*. Il eut, sans doute, de bonnes intentions, mais n'a pas eu l'énergie ou l'astuce de les réaliser. Il nous apparaît comme naïf, sans clairvoyance, sans caractère, bien que, certainement, très « gentil », très « bon garçon ». Mais ce ne sont pas des qualités suffisantes pour être un agent d'un service secret. Et on peut s'étonner que le *War Office* ait choisi ses hommes avec autant de légèreté. Mais c'est un reproche qu'on peut faire à bien d'autres services secrets !

Marie GRANET.

... une Française

L'espionne Mathilde Carré — dite *la Chatte* — qui fut condamnée à mort, puis graciée après la Libération (1), fut la cause d'une série d'arrestations désastreuses pour la Résistance, arrestations qui, au cours de l'hiver 1941-1942, anéantirent un réseau de renseignements fort actif fondé par un officier polonais, surnommé *Armand*, et qui avait des ramifications dans toute la France. *Armand*, très courageux, mais, semble-t-il, peu prudent, avait, dès 1940, associé à sa tâche une jeune femme, Mathilde Carré, qui venait d'abandonner son mari et avait le cœur disponible. Il avait tout raconté à sa maîtresse qui l'avait aidé à recruter de nombreux agents. Mais, dès qu'elle fut arrêtée par les Allemands (par l'*Abwehr*), en novembre 1941, elle fit volte-face, et livra son amant et tous ses anciens camarades. Elle devint, immédiatement, — sa vertu n'était point farouche — la maîtresse de l'agent de l'*Abwehr* qui s'occupait de cette affaire et elle lui permit, grâce à des noms et à des adresses précises, d'arrêter des dizaines de Résistants. Elle continua, pour le compte des Allemands, à correspondre par radio avec Londres — qui

(1) Gordon YOUNG, *L'espionne n° 1. Celle qu'on appelait la Chatte* (The cat with two faces), Paris, Arthème Fayard, 1957, 220 pages.

ignorait qu'elle était entre les mains de l'ennemi. C'est ainsi qu'elle contacta, à la fin de décembre 1941, un Français dont le pseudonyme était *Lucas*, et qui faisait partie du *S. O. E.* (1). Fort heureusement celui-ci eut des soupçons, fut assez habile pour faire avouer *la Chatte* et pour lui proposer une solution qu'elle accepta : partir en Angleterre, avec l'assentiment des Allemands, et théoriquement pour les servir, en fait, pour travailler pour la Résistance. Les Allemands ne se méfièrent point et surveillèrent le départ : *Lucas* emmena *la Chatte* en Angleterre le 27 février 1942. Là, elle fut interrogée soigneusement par les services secrets britanniques, puis emprisonnée jusqu'à la fin de la guerre, et, enfin, livrée à la justice française.

L'auteur se demande quelles raisons ont pu conduire *la Chatte* à travailler pour la Résistance en 1940-1941, puis à servir les Allemands tout aussi activement, pour les trahir ensuite avec la même facilité. Le mystère est-il donc si grand? Tout ce que raconte l'auteur semble prouver que *la Chatte* était une femme dépourvue de tout sens moral, de toute espèce de scrupules, douée, sans doute, d'un tempérament exigeant, avide de satisfactions matérielles (les bons repas, les bons vins comptaient beaucoup pour elle), et qui n'a pu supporter l'idée de rester dans une cellule sale et d'être mal nourrie. Elle n'a, d'ailleurs, passé qu'une nuit en prison et n'a pas été brutalisée. Il n'y a point eu, chez elle, drame de conscience : comme un simple animal, elle a suivi le maître qui lui donnait la meilleure « pâtée »... Mais, sans doute, n'était-elle pas très à l'aise chez ses maîtres allemands, qui savaient lui faire comprendre qu'elle était leur esclave, et sentait-elle suspendue sur sa tête une épée de Damoclès? Aussi accepta-t-elle avec soulagement la proposition de *Lucas*, puisque le départ clandestin en Bretagne, rendu sans danger par la complicité de l'*Abwehr*, ne présentait plus que l'attrait de nouvelles aventures et, peut-être, l'espoir d'être récompensée en Angleterre? Il peut paraître étrange qu'elle ait pu imaginer qu'on lui pardonnerait ses horribles (et si récentes) trahisons. Mais elle n'était sûrement pas intelligente (quoi qu'en pense son biographe), elle n'a été qu'un jouet entre les mains des Allemands et le scenario du départ en Angleterre a été entièrement machiné par *Lucas*. Elle n'a eu que l'habileté de ne rien laisser soupçonner aux Allemands pendant le mois qu'a duré l'attente, habileté qui s'explique certainement par la peur qui la tenaillait... L'appeler « *espionne n° 1* » est donc lui faire trop d'honneur. Sa sinistre histoire est racontée de façon vivante par Gordon Young — un journaliste — qui a vu personnellement plusieurs des victimes de *la Chatte*, et même — en une très courte visite — *la Chatte* elle-même, qui vit retirée, sous un faux nom, depuis qu'elle a été jugée, condamnée et graciée.

Marie Granet.

(1) *Special Operations Executive* (Service du Ministère de la Guerre économique) ; la *section française* était dirigée par Buckmaster.

RÉSISTANCES ÉTRANGÈRES

Sur la résistance polonaise

Si, à première vue, le livre de S. Korboński *Varsovie en lutte* et celui de W. Zagórski *La bourrasque de la liberté* (1) paraissent appartenir à une même catégorie d'ouvrages historiques, ils sont en fait bien dissemblables. Certes, il y a entre eux bien des parentés : les auteurs sont tous deux des Polonais vivant à l'étranger après avoir combattu dans la résistance en Pologne pendant la guerre ; le cadre géographique, Varsovie et sa banlieue, est identique, et même la différence apparente de langues n'en est au fond pas une : nous lisons une traduction anglaise d'un original polonais, tandis qu'on nous annonce une traduction anglaise de l'original polonais que nous venons de lire.

Mais il s'agit bien de livres différents ; tandis que Korboński, « *the last Chief of the Polish Wartime Underground* » ainsi que l'annonce le sous-titre, nous raconte dans l'anglais de son traducteur F.-B. Czarnomski l'histoire de l'État polonais clandestin entre 1939 et 1945, en débordant même sur les premiers mois de la Pologne communiste, Zagórski dans une langue simple et directe narre ses souvenirs d'officier commandant en première ligne pendant l'insurrection de 1944. Nous lisons d'une part les mémoires d'un politicien, militant du *Parti Paysan*, qui tente une synthèse des événements, sans impartialité, de l'autre le « *journal* » d'un militaire, lieutenant de réserve promu capitaine sur le champ de bataille, qui ne paraît soucieux que de raconter aussi exactement que possible tout ce qu'il a vu, entendu, fait. Dans le livre de Korboński cette insurrection est racontée de très haut, et jugée, en une soixantaine de pages. Pour Zagórski elle est l'essentiel, et pour la narrer il fait appel aux témoignages d'autres acteurs, témoignages en vers parfois, photographiques souvent — et il rend compte en fin de volume de ces témoignages. Dépourvu de toute illustration l'ouvrage de l'homme politique est aussi dépourvu de toute carte ; celui de l'insurgé est accompagné d'un plan sommaire très clair de Varsovie et d'une photo aérienne de son secteur avec transparent topographique. La lecture du livre de Korboński est rendue malaisée non seulement par le style ampoulé que nous voudrions être le fait du traducteur, mais qui paraît correspondre assez exactement à la personnalité de l'auteur), mais par des maladresses répétées et lassantes : abréviations anglaises des noms d'organismes polonais (dont on ne donne nulle part le nom d'origine), traductions de noms de rues capricieuses : tantôt le nom polonais reste, alors qu'il serait traduisible, tantôt c'est l'anglais que nous lisons et nous peinons à reconnaître dans « *Buxom Street* » la *ulica Hoza*... Zagórski, au contraire, a ajouté un lexique des abréviations usuelles et même de l'argot ; en outre, il garde les expressions russes, allemandes, françaises ou anglaises telles quelles, quitte à les traduire en fin de volume. Signalons le

(1) Stefan Korboński, *Fighting Warsaw, The Story of the Polish Underground State 1939-1945*, traduit du polonais par F. B. Czarnomski, Londres, George Allen and Unwin Ltd, 1956, VI + 495 pages.

Waclaw Zagórski, *Wicher Wolnosci-Dziennik Powstańca* (*La bourrasque de la Liberté. Journal d'un insurgé*), chez l'auteur, 33, Disbrove Road, London W. 6, 1957, 391 pages (dont quelques pages de réclame commerciale) et une carte ; sera traduit en anglais par D. J. Welsh, sous le titre *Seventy Days*, pour les éditions Frederick Muller Ltd, Londres.

bizarre *Vive la Varsovie* deux fois répété... Il est vrai que Korboński nous a fourni un *Commander in Chief's Plenipotentiary for Civil Resistance* qui échappe à l'interprétation.

C'est qu'en fin de compte Korboński et Zagórski s'adressent à un public tout différent. Le premier a certainement écrit en vue de la traduction anglaise, tant est manifeste son désir de plaire aux lecteurs anglo-saxons : il insiste sur les rumeurs quand elles présentent l'*Armée Rouge* sous un jour déplaisant (sans parler toutefois de l'étrange attitude des alliés occidentaux dans l'affaire de l'insurrection) ; il veut présenter par contre son *Parti Paysan* sous le meilleur jour et son « État clandestin » dans une auréole de *statesmanship* qui le rend encore moins plausible. Bref Korboński, homme politique, prétend se hisser au rang des grands mémorialistes, de Gaulle ou Churchill. Zagórski écrit pour des souscripteurs polonais (leur liste est indiquée p. 381-387) pour décrire l'histoire d'un secteur limité dans un temps somme toute bref (du 30 juillet au 7 septembre). Son style est monotone, comme le dit son préfacier Herling-Grudziński, mais plus pur que les grandiloquences de Korboński ; il a confronté ses souvenirs avec ceux d'autres soldats, il sait les limites de ses possibilités et il le dit ; mais il sait que mieux vaut un témoignage partiel que pas de témoignage du tout, ou encore que ces « mémoires » qui cherchent davantage à établir des responsabilités que des faits. Nous ne savons en fait rien de lui : il est marié sans enfants, son père fut juriste et lui-même s'est occupé pendant deux ans d'une imprimerie clandestine ; ses tendances politiques sont plutôt socialistes (P. P. S.) et son nom de guerre est *Lech*. Ce n'est pas un leader, mais ce fut selon toute vraisemblance un chef. Si l'histoire racontée par Korboński est surtout celle d'un émetteur clandestin *Swit*, qui ne manque pas d'intérêt, mais qui est trop peu détaillée pour être un document, et trop anecdotique pour être une étude historique, le récit de Zagórski se veut aussi complet que possible dans les limites données : les combats, les attitudes des Allemands, des Polonais civils et combattants, des Caucasiens, des Espagnols, des Anglais ou Français qui participent à la lutte ; les problèmes du ravitaillement, les frictions entre les commandants de secteurs adjacents. Problèmes militaires, problèmes humains et sociaux (1). D'autres témoins viendront peut-être contredire Zagórski, mais son récit a le mérite d'exister ; celui de Korboński ne provoque guère que de vaines querelles de préséance.

Et parlons maintenant des Russes... Korboński leur veut male mort, et aussi à la police politique polonaise qui l'arrêta (mais sans le molester) en 1945 ; la manière dont il présente la chose nous fait penser à des « *martyrs* » *intellectuels*... Pour Zagórski, les Russes ne sont certes pas des alliés idéaux et ce socialiste est sans tendresse pour leur police. Mais enfin ils ont « parachuté » des armes, rustiques peut-être, mais abondantes et excellentes (sans parachute souvent il est vrai) : c'est ce point de vue du consommateur qui nous intéresse. Le biscuit lancé par eux était grossier et peu mangeable, mais dans le secteur de Zagórski les armes étaient bien plus souhaitables que le ravitaillement qui ne fit jamais sérieusement défaut ; l'aviation russe a bombardé les positions de l'artillerie allemande. Les parachutages anglais et américains sont eux aussi, *dans son secteur*, arrivés à bon port. Telle est sa contribution à une question difficile à résoudre. Le travail le plus ingrat de l'historien est de démêler le vrai du faux dans ces récits de la conscience collective dont Marc Bloch dénonçait les entraînements suspects. Et nous

(1) Notons les brèves notes sur la vie sexuelle dans Varsovie insurgée ; sans insister, Zagórski nous parle de maladies vénériennes, d'un couple enlacé dans une maison en ruines... Les Polonais et les Polonaises ne sont pas des anges.

pensons aux bruits invraisemblables qui circulaient parmi les Polonais du Warthegau en 1944 et 1945 et dont l'origine quand elle pouvait être retrouvée était toujours ennemie.

Pourquoi donc, malgré toutes ces différences, avoir réuni ces deux livres? Korboński et Zagórski ont l'essentiel en commun : représenter un pays qui du premier jour fut en guerre et dont l'histoire entre 1939 et 1945 est l'histoire même de *la Deuxième Guerre Mondiale.*

Jean-B. Neveux.

Fascisme et résistance italienne

Dans un numéro de la revue *Itinerari* de 1956, Piero Pieri a consacré un long et excellent article à analyser les principaux livres parus en Italie tant sur le fascisme que sur la Résistance. Il laisse de côté toute la littérature philofasciste, mais son analyse des livres écrits par les antifascistes est à la fois très complète et d'un cheminement très sûr. Comme il ne se borne pas à extraire la substance des études des autres, mais se livre aussi à des confrontations où s'exprime son jugement personnel, c'est en fait une vue aérienne de l'Histoire de l'Italie de 1915 à 1945 qui est offerte au lecteur ; sa richesse en rend malaisé le résumé.

Résistance et fascisme s'opposant comme les deux premiers termes d'un trinôme hégélien, il est impossible d'étudier l'un sans l'autre ; de là un premier caractère de la résistance italienne, qui la rapproche de la résistance allemande : elle s'est exprimée avant la guerre, elle a eu ses martyrs dès 1922 et l'exil seul lui a permis de manifester une activité commandée essentiellement par des principes moraux et une idéologie politique.

Pour expliquer l'avènement de l'ère fasciste, on peut certes, en remontant le cours de l'histoire de l'Italie, découvrir un certain nombre de traits où s'affirment les prémisses de la « marche de Rome ». Mais, en fait, quelles qu'aient été ses faiblesses antérieures, l'Italie au cours de la première guerre mondiale fit preuve d'une solidité et d'une combattivité très honorables. C'est donc dans la période d'après-guerre qu'il faut rechercher les causes véritables du phénomène fasciste.

La guerre laissa l'Italie dans une situation sociale très troublée et dans un état de fait prérévolutionnaire. Mais, si l'agitation fut incessante et constante la menace de révolution, celle-ci ne se produisit jamais. Piero Pieri est très dur pour le parti socialiste, et en particulier pour la fraction *maximaliste*, à qui il reproche de n'avoir pas su promouvoir le vaste plan de réformes sociales qui s'imposait. Se référant à l'exemple français de 1848, il souligne que la révolution avortée appelle toujours la réaction.

D'un autre côté, une grande partie de la petite bourgeoisie, exaltée par la guerre, se trouve déclassée à la fin des hostilités. Piero Pieri n'est pas loin de voir dans le fascisme, comme l'a écrit Salvatorelli, « la lutte de classe de la petite bourgeoisie », mais il précise qu'il s'agit moins du comportement de toute une classe sociale que de l'expression d'une certaine mentalité.

Quoi qu'il en soit, le succès du fascisme parut total une fois surmontée la crise provoquée par l'assassinat de Matteoti. Désormais l'opposition est réduite à un combat sans grand espoir, mené de l'étranger. Quant au peuple italien, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il est étrangement passif, si on peut penser, avec Pieri, que les étudiants, l'Université, la magistrature et l'armée manifestèrent quelque imperméabilité aux infiltrations fascistes.

L'entrée de l'Italie en guerre place la résistance italienne dans cette position délicate, qui la rapproche encore de la résistance allemande — sur laquelle,

à notre avis, Piero Pieri n'insiste pas assez — qu'en attaquant le régime elle risque d'affaiblir la nation. Aussi bien, si les vieux partis esquissent une reconstitution, si même dès 1941 « *Justice et Liberté* » s'implante dans la péninsule, seul le parti communiste conserve quelque solidité — alors qu'en Allemagne il ne peut manifester son existence que dans les camps de concentration.

Ainsi à la différence de la France ou de la Belgique, où la Résistance est d'abord une lutte patriotique, menée par des hommes nouveaux, ce sont les anciens cadres politiques — plus ou moins remplis — qui conduisent en Italie une action dont le seul objectif est un changement de régime... qu'ils ne sont pas capables de provoquer : la chute de Mussolini est le fait du grand conseil fasciste, et surtout du roi, et en aucune manière de l'opposition.

Mais, comme la chute du régime est suivie par l'occupation d'une partie du pays par l'armée allemande, la Résistance italienne, d'un coup, retrouve les conditions de lutte qui sont celles de l'ensemble de l'Europe, Allemagne exceptée : elle combat à la fois pour la libération du sol et pour le triomphe de la démocratie contre l'occupant et ses collaborateurs.

Alors peut s'exprimer l'expérience de la vie clandestine et de la guérilla acquise par les antifascistes en exil ou dans la guerre d'Espagne ; pour la première fois, c'est le peuple tout entier qui se soulève — ce qui ne s'était jamais vu, même aux meilleurs jours du *Risorgimento*. Il a d'autant plus de mérite à le faire, souligne justement Piero Pieri, qu'il était depuis vingt ans tenu à l'écart de la politique, que trois années d'une guerre ruineuse pesaient sur lui, et que tant d'Italiens étaient prisonniers de guerre dans les deux camps. Aussi bien, pour notre auteur, la Résistance représente-t-elle un moment décisif de l'histoire d'Italie, celui « de la maturité politique de la nation ».

Le parti communiste en assura la direction avec le parti d'Action. Tous deux aspiraient à prolonger par une révolution sociale la guerre de Libération. Pourquoi n'y ont-ils pas réussi? Souhaitons que Piero Pieri poursuive un jour dans cette direction une analyse dont ce bref résumé est loin d'avoir épuisé la richesse.

Henri Michel.

ÉTUDES D'ENSEMBLE

Sur la France (1940-1945)

Un ouvrage de M. A. Werth (1) constitue un effort certain pour présenter aux lecteurs anglo-saxons une vue de la France à la période la plus contemporaine de son histoire, mais déborde singulièrement de ce fait le cadre des préoccupations habituelles de la *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, dont ne relèvent, en somme, que la première partie et quelques chapitres de la seconde.

L'ouvrage comprend, en effet, cinq parties : Vichy, l'occupation et la Résistance ; la période de de Gaulle et la bataille perdue pour une France nouvelle (1944-1945) ; la route difficile vers l'Occident (1946-1948) ; la France dans la guerre froide (1948-1950) ; les batailles contre les Arabes, les Communistes et les Américains (1951-1953), et, pour terminer, la fin d'une époque. Le libellé même des titres et les proportions données à chaque partie expliquent clairement que le but de l'auteur est au moins autant de ressusciter l'histoire que de porter sur les événements et les hommes un jugement de valeur que d'aucuns trouveront parfois trop partisan.

La première partie se subdivise en neuf chapitres ; le premier, consacré à l'évolution de l'opinion publique en France pendant l'occupation, retrace avec beaucoup de détails l'infinie complexité des positions et de leurs transformations au cours des années. Un second chapitre, sur Vichy et le maréchal, rappelle un certain nombre de déclarations parfois surprenantes que certains tenants d'opinions variées portèrent à des dates différentes sur la personne et sur l'œuvre du bénéficiaire de la défaite et de la révolution nationale — on peut s'étonner à ce point de vue que l'auteur, dont les sympathies pour le matérialisme historique ne se dissimulent pas, n'ait pas mis en parallèle les émoluments et le standard de vie « avant » et « après » le fameux « don de ma personne » à la France, ce qui éclaire l'impression d'équivoque donnée par tant de démarches du régime. Une étude particulièrement évocatrice de la légende du maréchal et de ses manifestations les plus révélatrices en zone non occupée rapporte des éléments intéressants pour la compréhension de la psychologie des populations et explique dans une large mesure les transformations ultérieures de l'opinion. Les conditions très particulières de l'existence de la presse sous la censure vichyssoise, le rôle de Maurice Sarraut et de la *Dépêche de Toulouse* entre autres, sont étudiés avec soin, de même que les fluctuations des clans qui, derrière l'uniformité de façade d'une stricte obédience au maréchal, se disputaient les prébendes avec un acharnement digne de meilleures causes. Un bref chapitre retrace l'évolution des rapports du nouveau régime et de l'Église catholique, d'abord satisfaite de mesures qui facilitaient la remise en cause des lois laïques de la *Troisième République*, puis évoluant lorsque l'accentuation totalitaire du gouvernement de Vichy, son impopularité croissante, la menace du *S. T. O.* sur les mouvements de jeunesse confessionnels, rendirent une telle alliance plus dangereuse qu'utile dans l'avenir. Un chapitre, largement appuyé sur des citations, rappelle le rôle de Charles Maurras comme doctrinaire et penseur du régime. Les chapitres suivants retracent la figure des hommes d'action, de l'amiral Darlan, du président Laval, et de personnalités de moindre importance, que M. A. Werth regroupe sous la rubrique de « nazis

(1) Alexandre Werth, *France 1940-1955*. Préface de G.-D.-H. Cole, Londres, Robert Hale, 1956, in-8°, xxxii-764 pages.

français », comme Déat, Doriot, Darnand, de Brinon, Luchaire. Il évoque au passage leurs rapports avec les autorités occupantes, avec les diplomates étrangers, particulièrement avec les Américains. Un chapitre d'une cinquantaine de pages sur la Résistance, appuyé comme les autres sur une bibliographie sérieuse, doit évidemment l'essentiel de sa documentation à l'ouvrage de M. H. Michel, mais passe sur les conditions techniques de certaines opérations de maquis, en particulier sur l'absence de parachutages dans les zones où se produisirent les pertes les plus lourdes. Un autre, de vingt pages, est intitulé « *Les communistes, la guerre et la Résistance* » ; il reproduit le plus souvent le point de vue du parti sur son attitude en 1939-1941.

La seconde partie s'ouvre par un chapitre sur « *De Gaulle, le noble anachronisme* », qui retrace la carrière et essaye de dégager les traits dominants du caractère du général, et le second est entièrement consacré à la question de savoir si de Gaulle est ou non un « grand bourgeois ». Le troisième chapitre retrace l'insurrection de Paris ; les suivants, tout aussi brefs, évoquent la situation de la France au moment de la libération, les difficultés de la Résistance en face du pouvoir, les problèmes diplomatiques qui se posaient dans le dernier hiver de guerre, le rôle du parti communiste au gouvernement et les conséquences du retour des prisonniers, tout ce début de la seconde partie en une cinquantaine de pages seulement.

M. A. Werth apportera assurément aux lecteurs anglo-saxons une information abondante, mais il est permis de regretter qu'un livre témoignant d'un tel effort de documentation, de recherches, soit en quelque sorte diminué par une optique trop exclusivement journalistique, voire parisienne, qui transparaît dans tout l'ouvrage. L'auteur accorde une trop grande importance à des mouvements intellectuels, doctrinaux ou idéologiques, dont l'efficacité réelle et l'action, même dans l'histoire des idées, restent à démontrer. Quelles que puissent être la valeur, la perspicacité des thèses défendues par Claude Bourdet, M^me^ Lucie Faure ou Emmanuel Mounier, le nombre total des lecteurs d'*Esprit*, de la *Nef* ou de l'*Observateur*, demeure bien faible et l'échec de leurs tentatives électorales, quand encore ils crurent pouvoir s'y risquer, est des plus révélateur. Même en supposant qu'il n'y ait pas, au fond, une bonne partie des lecteurs de ces périodiques qui ne lise les trois pour se faire une opinion propre — ce qui entraîne nécessairement des divergences avec les points de vue de la revue — leur action sur l'opinion et la politique demeure limitée à des cercles presque confidentiels ; elle ne touche en rien les adhérents de formations plus cohérentes et n'effleure pas les abstentionnistes. Cette orientation de M. A. Werth se voit évidemment surtout dans les chapitres qui retracent l'évolution de la France après la guerre, mais elle apparaît déjà dans les premières pages de son livre. On y voit aussi très nettement les préférences de l'auteur, sinon par expression directe, au moins par élimination : il n'apprécie guère M. A. Siegfried dont les recherches de sociologie politique contredisent par trop ses propres options ; il témoigne une égale méfiance à des hommes aussi variés et de partis aussi divers que Bidault, Blum, Herriot, Moch, Pinay et Queuille, pour ne citer que d'anciens présidents. Cette affirmation, qui va parfois jusqu'à l'injustice, oblige à considérer l'ouvrage de M. A. Werth surtout comme le témoignage d'un polémiste bien documenté et plein de verve.

Jean VIDALENC.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Macartney (C. A.). — *A History of Hungary 1929-1945*, New York, Praeger Press, 1957, 2 vol. in-8°, 1.019 p.

*Mayr (Kaspar). — *Der andere Weg. Dokumente und Materialien zur europäischchristlichen Friedenspolitik*, Nürnberg, Glock u. Lutz (1957), in-8°, 384 p.

(Veröffentlichungen des Arbeitskreises für Europäische Politik, Bd I.)

La politique pacificatrice des Églises de 1919 à 1945.

*Salvatorelli (Luigi). — *Storia del Novecento*, Milano, Mondadori, 1957, in-8°, 920 p.

Jusqu'à la crise de Suez. Histoire politique, économique, sociale, culturelle.

*Shepherd (Gordon). — *The Austrian odyssey*, London, Macmillan, 1957, in-8°, XIV-302 p., cartes et pl. h. t.

L'Autriche depuis 1918. Politique intérieure et extérieure.

*Winter (Eduard). — *Tausend Jahre Geisteskampf im Sudetenraum*, München, Aufstieg-Verl., 1957.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

**Das Dritte Reich und Europa. Bericht über die Tagung des Instituts für Zeitgeschichte in Tutzing. Mai 1956*, München, Selbstverl. d. Instituts, 1957, in-8°, 182 p.

Hubatsch (Walther). — Der Zweite Weltkrieg im norwegischen Schrifttum, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4, 1956, pp. 439-443.

Bibliographie raisonnée avec état des questions.

Jedlicka (Ludwig). — Heer und Staat in Oesterreich (1918-1938), *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4, 1956, pp. 429-439.

Bibliographie.

Rappmannsberger (Franz J.). — Zur belletristischen Literatur des 2. Weltkrieges, *Wehrkunde*, déc. 1957, pp. 661-666.

Les œuvres littéraires inspirées par la guerre chez les principaux belligérants.

Repaci (Antonio). — Conoscere il fascismo. Rassegna bibliografica, *Mov. di liberaz. naz. in Italia*, juill.-sept. 1957, pp. 54-72.

A propos des études les plus récentes sur le fascisme : Guérin, Salvatorelli et Mira, N. Valeri, P. Alatri, etc...

**Resistenza. Panorama bibliografico.* Con presentazione di Ferruccio Parri, Roma, Biblioteca di Sintesi storica, 1957, in-8°.

Schwartz (Michael). — Bibliographie zur Geschichte des slowakischen Aufstandes 1944, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4, 1956, pp. 458-473.

Wittkind (Kurt), Oberst a. D. — Aus 20 Jahren deutscher Wehrwirtschaft 1925-1945, *Wehrkunde*, sept. 1957, pp. 495-504.

Avec une bibliographie.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Bolton (Glorney). — *Pétain*, London, Allen and Unwin, 1957, in-8°, 198 p.

Buchheim (Hans). — Ernst Niekischs Ideologie des Widerstands, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1957, pp. 334-362.

L'idéologie d'un penseur communiste, opposant hitlérien notoire.

*Collier (Basil). — *Leader of the few. The authorised biography of Air Field Marshal the Lord Dowding of Bentley Priory*, London, Jarrolds, 1957, in-8°, 264 p., pl. h. t.

Lord Dowding commandait la R. A. F. pendant la « bataille d'Angleterre ».

*Comnene (N. P.). — *Luci e ombre sull'Europa (1914-1950)*, Milano, Bompiani, 1957, in-8°, 271 p.

Souvenirs de l'ex-ministre des Affaires étrangères roumain.

Dorpalen (Andreas). — Hitler twelwe years after, *Rev. of Politics*, oct. 1957, pp. 486-506.

Hitler d'après ses biographes et les témoignages actuellement connus.

Franzero (C. M.). — Diario di guerra di un Italiano a Londra, *Tempo* (Roma), 8 oct. 1957 et jours suivants, pages jaunes.

Longs extraits des souvenirs d'un journaliste monarchiste italien demeuré à Londres pendant la guerre : les intrigues anglaises pour détacher Mussolini de Hitler et contre la monarchie italienne.

*Fretter-Pico (Maximilian). — *Missbrauchte Infanterie*, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen, Bernard u. Graefe, 1957, in-8°, 148 p., ill.

Mémoires d'un commandant de division pendant la campagne de Russie.

*Guitton (Jean). — *Le cardinal Saliège*, Paris, Grasset, 1957, in-16.

*Kraminov (D.). — *Bespokojnaja zemlja* [Une terre inquiète], Tnamja, 1956, n° 6, pp. 159-179.

Notes d'un journaliste soviétique sur son séjour dans le Proche et le Moyen-Orient au cours de la deuxième guerre mondiale.

Kulak (Zbigniew). — Spotkanie Ribbentrop-Bonnet, 6 grudnia 1938 roku [L'entretien Ribbentrop-Bonnet du 6 décembre 1938], *Przeg. Zachodni* (Poznan), n° 3, mai-juin 1957, pp. 4-17.

Kur (Tadeusz). — Minister Beck nie miał bielma na oczach [Le ministre Beck n'avait pas de bandeau sur les yeux], *Swiat*, n°s 40, 41, 6, 13 oct. 1957, pp. 4-5, 6-7.

Au sujet des responsabilités de la défaite polonaise de 1939.

Longanesi (Leo). — La Frusta di Longanesi. Vita e costume del tempo di guerra, *Tempo* (Roma), 20 oct. 1957 et jours suivants, pages jaunes.

Souvenirs, illustrés de dessins satiriques de l'auteur-éditeur, sur le fascisme, la guerre et la résistance (extraits de *Parliamo dell'Elefante*).

*Maclean (Fitzroy). — *Disputed barricade. The life and times of Josip Broz-Tito, Marshal of Yugoslavia*, London, Cape, 1957, in-8°, 480 p., pl. h. t.

La Madre di Galeazzo Ciano accusa Buffarini Guidi e Pavolini, *Tempo* (Roma), 31 oct. 1957, p. 9.

La comtesse Ciano accuse ces deux personnages d'avoir voulu la mort de son fils et, incidemment, « donna » Rachele de n'avoir rien fait auprès de Mussolini pour obtenir la grâce de son gendre.

Mandel (A.). — Shirley Temple vieillard, *Monde juif*, oct. 1957, pp. 30-32.

Sur la réapparition littéraire de Céline, « obsédé de l'antisémitisme », à propos de son livre « D'un château l'autre », « déposition incohérente » du point de vue historique.

Mayran (J.). — M. d'Estienne d'Orves, un vrai chevalier, *Historia*, janv. 1958, pp. 88-90.

*[Mussolini (Arnaldo e Benito)]. — *Carteggio Arnaldo-Benito Mussolini*, a cura di Duilio Susmel, Firenze, La Fenice, 1957, in-8°, IV-332 p., pl. h. t.

*[Mussolini (Benito)]. — *Opera omnia di Benito Mussolini*, a cura di Edoardo e Duilio Susmel, Firenze, La Fenice, 1957, in-8°.

Vol. XXII : *Dall'attentato Zamboni al discorso dell'Ascensione (5 nov. 1925-26 mai 1957)*, XLIV-554 p.

Vol. XXIII : *Dal Discorso dell'Ascensione agli accordi del Laterano (27 maggio 1927-11 febbraio 1929)*.

*Mussolini (Edwige). — *Mio Fratello Benito. Memorie raccolte e trascritte da Rosetta Ricci Crisolini*, Firenze, La Fenice, 1957, in-8°, IV-244 p., pl. h. t.

[Mussolini (Rachele)]. — Rachele Mussolini parle enfin. La confession bouleversante de la veuve du Duce, *France-Soir*, 10 déc. 1957 et jours suivants, p. 6.

Souvenirs anecdotiques dictés à Anita Pensotti et publiés d'abord dans l'hebdomadaire italien *Oggi*.

*Mussolini (Vittorio). — *Vita con mio padre*, Milano, Mondadori, 1957, in-8°, 245 p., fac-sim., pl. h. t.

*Pabst (Helmut). — *The Outermost frontier. A German soldier in the Russian campaign*, London, Kimber, 1957, in-8°, 204 p.

Mémoires posthumes d'un combattant allemand.

*Raeder (Erich). — *Mein Leben. Von 1935 bis Spandau 1955*, Tübingen, F. Schlichtenmayer, 1957, in-8°, 348 p., port. frontisp., ill. h. t.

Mémoires du grand-amiral.

Romanovskij (Nikolaj). — Po frontovym dorogam. [Sur les chemins du front], *Pod'em*, 1957, n° 3, pp. 72-86.

Journal de guerre, février-mars 1942.

[Salvemini (G.)]. — Gaetano Salvemini. Ommagio, *Il Ponte*, août-sept. 1957, pp. 1145-1150.

Hommage par Ferruccio Parri, Aless. Galante, Garrone, Gaetano Arfè et extraits d'écrits significatifs de Salvemini.

[Salvemini (G.]. — Omaggio a Salvemini, *Resistenza* (Torino), oct. 1957.

Numéro spécial : *Salvemini e ei partigiani*, par Sandro Galante Garrone ; *Riccordo di Salvemini*, par Benjamino Finocchiaro ; *Salvemini e la Storia*, etc.

*Schiavi (Ferdinando). — *La Vita e l'opera di Giacomo Matteotti*, Roma, Opere Nuove, 1957, in-8°, 353 p.

*Stampfer (Friedrich). — *Erfahrungen und Erkenntnisse. Aufzeichnungen aus meinem Leben*, Köln, Verl. f. Politik u. Wirtschaft, 1957, in-8°, 300 p.

Mémoires d'un député au Reichstag, collaborateur du « Vorwärts », qui émigra à l'avènement de Hitler.

*Volttmann (Josef) und Moller-Witten (Hans). — *Opfergang der Generäle*, 3. ergänzte Aufl. Frankfurt a. M., Verl. Bernard u. Graefe, 1957, in-8°, 190 p.

Généraux et amiraux allemands morts au cours de la guerre. Liste commentée et statistique.

*Weber (Wayne Milton). — *My war with the U. S. Army*, New York, Pageant Press, 1957, in-8°, 148 p.

Souvenirs de guerre d'un G. I.

Wright (Gordon). — Ambassador Bullitt and the fall of France, *World Politics*, oct. 1957, pp. 63-90.

Sur le rôle très contesté de l'ambassadeur à Paris, dans l'immédiat avant-guerre et au début de la guerre.

*XXX. *Einem Bessern findst du nicht. Ein Landser spricht*, Stemmen ü. Hannover, Wiking-Verl., 1957, in-8°, 460 p.

Journal de marche d'un simple soldat pendant la deuxième guerre mondiale.

*Ziehm (Ernst). — *Aus meiner politischen Arbeit in Danzig 1914-1939*, Marburg/L., Joh. Gottfr. Herder Institut, 1957, in-8°, VII-200 p.

(Wissenschaftliche Beiträge 2. Geschichte u. Landeskunde Ost-Mitteleuropa Nr. 25.)

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

*Biggs-Davison (John). — *The Uncertain ally*. Foreword by Henry Drummond-Wolff, London, Christopher Johnson, 1957, in-8°, 199 p.

Relations anglo-américaines, 1917-1957.

Borg (Dorothy). — Notes on Roosevelt's « Quarantine » speech, *Pol. sc. Quart.*, sept. 1957, pp. 405-433.

Sur le discours prononcé par Roosevelt le 5 octobre 1937 à Chicago et considéré « à tort » comme le point de départ d'une politique de durcissement à l'égard des États totalitaires.

Brügel (J. W.). — Eine zerstörte Legende um Hitlers Aussenpolitik, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1957, pp. 385-388.

Au sujet d'un projet de négociations du gouvernement hitlérien sur la base de l'évacuation par les troupes allemandes

de la Pologne (2 septembre 1939) : cf. Fritz Hesse, *Das Spiel um Deutschland*, München, 1953.

*Ferrell (Robert H.). — *American diplomacy in the Great Depression. The Hoover-Stimson foreign policy, 1929-1933*, New Haven, Yale Univ. Press, 1957, in-8°, 328 p., cartes.

*Vegesack (Siegdried von). — *Die Baltische Tragödie*, Heilbronn, Eug. Salzer, 1957, in-8°, 550 p.

Z tajnej korespondencji Beck-Wieniawa. [Correspondance secrète entre Beck et Wieniawa], *Sprawy Miedzynarod*, n° 6, juin 1957, pp. 57-61.

Lettre du 10 mai 1939 de Beck à l'ambassadeur de Pologne en Italie sur la possibilité de guerre. Commentaire de Jarosław Jurkiewicz.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Faldella (Emilio), gen. di div. — Il « 25 luglio 1943 » e la decisione anglo-americana di invadere l'Italia, *Riv. militare*, oct. 1957, pp. 1448-1462.

L'invasion de l'Italie péninsulaire avait été décidée à la conférence *Trident* du 25 mai 1943. La chute de Mussolini n'a en rien modifié les plans alliés.

*Gerlach (Heinrich). — *Die verratene Armee*, München, Nymphenburger Verl., 1957, in-8°, 562 p., cartes.

La responsabilité du haut-commandement allemand dans le désastre de Stalingrad.

*Howe (George Frederick). — *Northwest Africa : Seizing the Initiative in the West* (U. S. Army in World War II, vol. 37. Mediterranean Theater of Operations, vol. I), Washington, Gov. Print. Off., 1957, gr. in-8°, 771 p., pl., cartes h. t., diagr.

L'opération « Torch » et ses suites, 1942.

**Kampanii vojny na Tikhom Okeane* [Les campagnes de la guerre du Pacifique], Moskva, Voenizdat, 1956, xlvi-511 p.

Trad. de l'ouvrage américain : *The Campaign of the Pacific war. United States strategic bombing survey (Pacific). Naval analysis division*, Washington, Government Printing Office, 1946. L'introduction (pp. iii-xlvi), signée de l'amiral I. S. Isakov, contient une critique du point de vue des Américains.

*Kurz (Hans Rudolf). — *Die Schweiz in der Planung der Kriegführenden Mächte Während des 2. Weltkrieges*, Biel, Schweizer Unter Offiziers Verband, 1957, in-8°, 68 p.

Senger und Etterlin (Frido von). — Koalitionskriegführung der Westmächte 1943-1945, *Aussenpolitik*, nov. 1957, pp. 704-716.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*Barker (Ralph). — *The Ship-bursters. The story of the R. A. F. torpedo bombers*, London, Chatto and Windus, 1957, in-8°, 272 p., ill.

Królikiewicz (Tadeusz). — Lotnictwo polskie w okresie międzywojennym [L'aviation polonaise entre les deux guerres], *Wojsk. Przeg. Hist.*, n° 3, juill.-sept. 1957, pp. 95-144, ill.

Lepotier, contre-amiral. — Quand un cargo coulait un croiseur, *R. mar.*, nov. 1957, pp. 1356-1376, ill., cartes.

Les cargos-corsaires allemands en 1940-1941-1942.

**La Marina italiana nella Seconda guerra Mondiale.* Vol. V : *Attività dopo l'Armistizio.* Tomo 2° : *Avvenimenti in Egeo.* A cura dell' Ufficio Storico della Marina Militare. Compilatore : Ammiraglio di Div. A. A. Levi, revisore Amm. di squadra A. C. Fioravanzo, Roma, Garzanti, 1957, in-8°, xxxi-656 p., cartes, phot. h. t.

*V'Junenko (N. P.), Mordvinov (R. N.). — *Voennye flotilii v Velikoj Otečestvennoj vojne* [Les flottilles de guerre au cours de la grande guerre nationale], Moskva, Voenizdat, 1957, 272 p.

HISTORIQUE D'UNITÉS

*Garhard (Jan). — *Grenadierzy* [Les grenadiers], Warszawa, Zarzad Wojskowy-Historyczny Sztabu Generalnego, 1957, in-16, 230 p., ill., cartes et pl.

(Polacy na frontach II wojny swiatowej.)

Historique de la 1re division polonaise en France par le Service historique de

l'État-Major polonais, dans la série « Les Polonais sur les fronts de la deuxième guerre mondiale ». Combats en Sarre, en Lorraine. Situation après juin 1940. Bibliographie, p. 228.

Golaz (A.). — L'armée allemande de 1939 à 1945. I : Jusqu'en 1942, *R. Hist. Armée*, août 1957, pp. 1-52.

*Meysztowicz (Jan). — *Saga Brygady Podhalanskiej* [La saga de la brigade de Podholie], Warszawa, « Czytelnik », 1957, in-16, 204 p., pl. h. t., cartes, couv. ill.

Les Polonais, de Coëtquidan à Narwik, puis en Écosse en juin 1940.

Roszkosz (Stanisław). — Z brygada Podhalanska do Narwiku [Documents sur la brigade de Podholie à Narwick], *Kierunki*, juill. et août 1957, pp. 12 et 00.

Schultz-Naumann (Joachim). — Eine pommersche Infanterie-Division im Kampf um die Heimat. Anfang 1945, *Allg. schw. mil. Ztg.*, oct. 1957, pp.737-752, cartes.

Combats de la 32. I. D. dans la région de Neustettin-Flatow-Konitz, 4-25 février 1945. Retraite sur Pillau, Hela et reprise des combats sur Fischhausen, 25 février-15 avril. Derniers combats et retraite sur Hela, 6 avril-8 mai 1945.

*Wilkinson (Burke). — *By sea and by stealth*, London, Peter Davies, 1957, in-8°, XIV-224 p., pl. h. t.

Les attaques par surprise et les exploits des « midgets submarines ».

OPÉRATIONS

Arct (Bohdan), capt. — Historia polskiego lotnictwa na Zachidzie w czasie drugiej wojny swiatowej... [L'aviation polonaise à l'Ouest dans la seconde guerre mondiale, 2e partie], *Wojsk. Prz. Histor.*, n° 2, avril-juin 1957, pp. 169-196, ill., carte.

Baczkowski (Konstanty). — Tobruk, *Kierunki*, n° 50, 15 déc. 1957, pp. 3 et 11.

Les 14-17 décembre 1941, avec la brigade polonaise, à Tobrouk.

**La bataille de Gien (15-19 juin 1940). Témoignages et souvenirs*, Gien, impr. Jeanne d'Arc, 1957, in-8°, 108 p., pl. h. t.

Réimpression d'un ouvrage édité en 1949.

Blaurock, Gen. Lt. — Die Winterschlacht von Rshew im Januar/Februar 1942, *Wehrkunde*, mai 1957, pp. 254-262, carte.

Bozovic (Andrija), Babac (P.). — Splitska operacija [L'opération de Split], *Vojni istor. glas* (Belgrade), n° 3, juin 1957, pp. 46-72.

La reddition de la garnison italienne de Split, en septembre 1943.

Buchner (Alex). — Kampf um die Metaxas-Linie, *Allg. schw. mil. Ztg.*, oct. 1957, pp. 727-737, carte, ill.

Opérations sur la ligne Metaxas, vallée de la Struma (frontière bulgaro-grecque), 6-7 avril 1941.

Buchner (Alex). — Der Kampf um den Brückenkopf Abbeville, *Wehrkunde*, sept. 1957, pp. 487-495, carte.

Les 27-31 mai 1940.

Černjaev (Ivan). — Vostočnyj fort [Le fort oriental], *Sibirskie ogni*, 1957, n° 3, pp. 83-92.

Souvenirs de l'un des défenseurs de Brest.

Dec (Władysław), colonel de réserve. — Uwagi i zupełnienia do artykułu F. Majorkiewicza : « Dzieje i walki samodzielnej Brydady Strzelców Podhalanskich » [Remarques et addenda à l'article de F. Majorkiewicz : « Histoire et combats de la brigade des chasseurs de Podholie »], *Wojsk. Przeg. Histor.*, n° 2, avril-juin 1957, p. 229-259, ill., cartes.

Detloff v. Kalben (Heinrich), Oberst. — In der Kesselschlacht Südwestlich Rshew, *D. Soldaten Ztg.*, juill. 1957, p. 7, carte.

Doerr (Hans), Gen. Major a. D. — Kritische Betrachtungen über die Schlacht bei Uman, *Wehrkunde*, mai 1957, pp. 248-254, cartes.

Escher (H.). — Kampf um den Monte Altuzzo, 12 bis 17 september 1944, *Allg. schw. mil. Ztg.*, nov. 1957, pp. 804-815, cartes.

Opérations de la 91e D. I. américaine contre la ligne gothique au nord de Florence.

Frank (H. K.). — Bolchaja Babka, *Allg. schw. mil. Ztg.*, nov. 1957, pp. 827-843.

Fait d'armes du 2e bataillon du 523e R. I. allemand, dans un village sur la Babka,

pendant la défense de la ligne du Donetz, mars 1942.

Gliwicz (Stanisław). — Tobruk, *Wojsk. Prz. Histor.*, n° 2, avril-juin 1957, pp. 138-168, photos, pl., cartes.

Participation de la brigade des chasseurs des Carpathes (B. S. K.) aux opérations du 19 août au 10 décembre 1941 à Tobrouk.

Harvey (Peter). — « Ultimatum ». The story of a submarine, *J. of the R. United Serv. Inst.*, août 1957, p. 388.

Opérations du sous-marin britannique « Ultimatum » en Méditerranée en 1943-1944.

Horrocks (Sir Brian), lieut.-gen. — Turning-point battles, *Sunday Times*, 20 octobre 1957 et jours suivants, ill.

Les batailles décisives de la deuxième guerre mondiale.

*Jameson (William), Rear-Admiral. — *Ark Royal, 1939-1941*, London, Hart-Davis, 1957, in-8°, 371 p., carte dans le texte et pl. h. t.

La chasse du « Graf Spee ». Comment fut coulé le « Bismark ». La bataille du Rio de la Plata.

Jasiński (Antoni), Lt.-Col. — Marszmanewr I armii WP od Warszawy do Bydgoszczy i udział w przełamaniu Wału Pomorskiego (19. 1-7. 3. 1945r. [La marche de la 1re armée polonaise de Varsovie à Bydgoszcz et sa participation à la percée de la ligne fortifiée de Poméranie, 3e partie], *Wojsk. Prz. Histor.*, nos 2 et 3, avril-juin et juill.-sept. 1957, pp. 3-31 et 3-52, photos, cartes h. t.

Kledzik (W.). — Dzien 1 wrzesnia 1939 r. na trasie Tczew-Malbork [Le 1er septembre 1939 sur la ligne Tczew-Malbork], *Przeg. Zachodni* (Poznan), n° 4, juill.-août 1957, pp. 414-426, carte.

Kon (Wienczysław), capt. — Bitwa o Atlantyk. Cz. II [La bataille de l'Atlantique, 2e partie], *Wojsk. Prz. Histor.*, n° 3, juill.-sept. 1957, pp. 53-94, ill., tabl.

A suivre.

*Kutrzeba (Tadeusz). — *Bitwa nad Bzurą (9-22 września 1939 r.)* [Combat sur la Bzura (9-22 septembre 1939)]. Contribution à l'histoire de la campagne germano-polonaise dans le rayon Poznan-Varsovie en septembre 1939], Warszawa, Czytelnik, 1957, in-8°, 199 p., 6 pl. et cartes.

L'auteur commandait, en 1939, l'armée « Poznan ».

*Lepotier, amiral. — *Commando dans la Gironde*, Paris, Éditions France-Empire, 1957, in-8°, 320 p.

Malaszkiewicz (Ryszard). — Bitwa pod Arnhem i udział w niej 1 Polskiej Samodzielnej Brygady Spadochronowej (17-29. IX, 1944) [La bataille d'Arnhem et la 1re brigade parachutée polonaise dans cette bataille (17-29 septembre 1944, 2e partie], *Wojsk. Prz. Histor.*, n° 2, avril-juin 1957, pp. 32-67, photos, cartes et pl.

Mjagkov (V. N.). — Sovetskie letčiki v bojakh pod Rostovom osen, ju 1941 g. [Les aviateurs soviétiques dans les combats de Rostov en automne 1941], *Vestn. vozd. fl.*, 1957, 2, pp. 64-70, cartes.

*Moxon (Oliver). — *The Last monsoon*, London, Hale, 1957, in-8°, 174 p.

Récit romancé de la guerre aérienne dans la vallée de l'Imphal en 1944, au cours de la bataille de Kohima.

« Musketeer ». — The Campaign in North-West Europe. June-September 1944, *J. of the R. United Service Inst.*, mai et août 1957, pp. 197-210 et 339-353, cartes.

Ohmac (cap. Toshikazu). — The Battle of Savo Island, *U. S. Naval Inst. proceedings*, déc. 1957, pp. 1263-1278, phot., cartes.

Victoire navale japonaise des 8-9 août 1942, qui coûta aux Alliés quatre croiseurs (un australien et trois américains).

*Owen (David Lloyd). — *The Desert my dwelling place.* With a foreword by Field Marshal Sir Gerald Templer, London, Cassell, (1957), in-8°, 271 p., carte et pl. h. t.

Les combats du *Long Range Desert Group*, en Afrique du Nord, en 1943 et 1944.

Popovic (Vojin). — Toplicko-jablanicka operacija [L'opération dite de la Toplica-Japlanica], *Vojni istor. glas.* (Belgrade), n° 3, juin 1957, pp. 3-45.

Les combats en Serbie du 5 au 11 juillet 1944.

Randewig (K.), Oberst. — Fernmeldeverbindungen in der Kesselschlacht,

Wehrkunde, juin 1957, pp. 313-319, carte.

Janvier 1944, sur le Dnjepr, à l'ouest de Tcherkassy.

*Rasenach. — *Panzerschiff Admiral Graf Spee*, Biberach, Koehler Verl., 1957, in-8°, 216 p.

Relacja dowodcy zaołgi Westerplatte [Relation du commandant de la garnison de Westerplatte], *Bellona* (Londres), n° 2, avril-juin 1957, pp. 689-694.

Rapport du général Sucharski sur les combats du 1er au 7 septembre 1939.

Raskill (S. W.), cap. — Naval operations in the Red Sea, 1940-1941, *J. of the R. United Service Inst.*, mai 1957, pp. 211-215.

Roucek (J.). — General Patton's stopped invasion of Czechoslovakia and the role of Vlasov, *Ukr. Quarterly* (New York), juin 1957, pp. 144-149.

Savic (Vladimir). — Oslobodjenje Prijedora, Ljubije i naselja u donjem toku r. Sane početkom septembra 1944 god [La libération de Prijedor, de Ljubija et des localités de la vallée de la Sana inférieure au début de septembre 1944], *Vojni istor. glas.* (Belgrade), n° 3, juin 1957, pp. 72-80.

Les combats en Bosnie.

Schubert (W.), General a. D. — Die letzten Tage der Festung Graudenz, *D. Westpreusse*, 25 nov. 1957, pp. 7-8, mars 1945.

Scott (Cmdt. J. Davis). — No hiding place off Okinawa, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, nov. 1957, pp. 1208-1213, phot.

Témoignage d'un officier de marine américain de la *Task Force 58* sur les attaques des Kamikazé au large d'Okinawa en 1945.

Selle (Herbart), col. — The German debacle of Stalingrad, *Mil. R.*, sept.-oct. 1957, pp. 3-13 et 37-47, ill.

L'auteur commandait le génie de la 6e armée allemande.

Seroka (Antoni). — Obrona Helu [La défense du fort de Hel], *Kierunki*, n° 35, 1er sept. 1957, pp. 1-2.

Les premiers jours de guerre à Dantzig.

Semenjuk (Rodion). — Znamja [L'étendard], *Sibirskie ogni*, 1957, n° 3, pp. 74-83.

Souvenirs de l'un des défenseurs de Brest.

*Seregin (V. P.), Andreev (P. P.). — *Razgrom nemecko-fašistskikh vojsk pod Moskvoj* [La défaite des armées fascistes allemandes près de Moscou], Moskva, Znanie, 1957, 40 p.

Skibiński (Franciszek), col. — Operacja Falaise (7-21 VIII 1944) [La bataille de Falaise (7-21 août 1944)], *Wojsk. Prz. Histor.*, n° 2, avril-juin 1957, pp. 68-137, phot., pl., cartes h. t.

*Smirnov (S). — *V poiskakh geroev Brestskoj kreposti* [A la recherche des héros de la forteresse de Brest], Moskva, Pravda, 1957, 54 p.

Stasiak (Władysław). — Uwagi i uzupełnienia do pracy Ryszarda Młaszkiewicza « Bitwa pod Arnhem » [Remarques et suppléments à l'article de Ryszard Małaszkiewicz « La bataille d'Arnhem »], *Wojsk. Przeg. Hist.*, n° 3, juill.-sept. 1957, pp. 271-286, plans.

*Thompson (R. W.). — *The Eighty-five days. The story of the battle of the Scheldt*, London, Hutchinson, 1957, in-8°, 235 p., cartes.

La bataille de l'Escaut (4 septembre-28 novembre 1944).

Timpke, Oberstlt. — Nebelwerfer bei Cassino, *D. Fallschirmjäger*, oct. 1957, pp. 6-8.

Uzelac (Dusan). — Bela noc na Grmecu 1943 godine [La nuit blanche de Grmec en 1943], *Nar. Arm.* (Belgrade), 12 déc. 1957.

Les combats en Bosnie, 1943.

Wagener (Carl). — Kampf und Ende der Heeresgruppe B im Ruhrkessel 22. März bis 19. April 1945, *Wehrw. Rundsch.*, oct. 1057, pp. 536-565, cartes.

*Wallace (Graham). — *R. A. F. Biggin Hill*, London, Putnam, 1957, in-8°, 288 p., pl. h. t.

Un aérodrome militaire au cours de la défense de Londres.

Wanty (Émile). — A la soudure des armées britanniques et belges en mai 1940, *L'Armée, la Nation*, août 1957, pp. 6-13, cartes, ill.

Étude critique des faits exposés par lord Alanbrooke dans *The Turn of the*

Tide pour la période du 10 au 26 mai 1940.

*Woodward (C. Vann). — *The Battle of Leyte Gulf*, New York, Ballantine Bks, 1957, in-8°, 190 p., cartes, diagr.

RELATIONS DIPLOMATIQUES

*Kirchmayer (Jerzy). — *1939 i 1944. Kilka zagadnien polskich* [Quelques problèmes concernant 1939 et 1944], Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1957, in-8°, 208 p., cartes et fac-sim. h. t.

Examen d'après des documents d'archives allemandes et polonaises et les souvenirs de l'auteur, général de réserve, de la garantie donnée par la Grande-Bretagne à la Pologne le 31 mai 1939 et sur l'étude du général Kutrzeba concernant le soulèvement de Varsovie.

Lüders (Martin). — Der deutsche Ueberfall aus Dänemark und der Gaëster-Prozess, *Nation Eur.*, oct. 1957, pp. 15-19.

L'entrée des troupes allemandes au Danemark avait-elle été réglée au préalable entre les gouvernements allemand et danois.

*Moltmann (Günter). — *Amerikas Deutschlandpolitik im zweiten Weltkrieg. Kriegs-u. Friedensziele 1941-1945*, Heidelberg, C Winter, 1957, in-8°, 192 p.

(Beihefte zum Jahrbuch für Amerikastudien.)

**Perepiska Predsedatelja Soveta ministrov SSSR s Prezidentami SSA i Prem'er-ministrami Velikobritanii vo vremia Velikoj Otecestvennojvojny 1941-45 gg.* [La correspondance entre le président du Conseil des ministres de l'U. R. S. S. [Staline], d'une part, et, d'autre part, les présidents des États-Unis [Roosevelt et Truman] et les premiers ministres de Grande-Bretagne [Churchill et Attlee] pendant la grande guerre nationale, 1941-1945], Moskva, Gospolitizdat, 1957, 2 vol., 409 et 296 p.

Documents publiés pour la première fois intégralement, d'après les archives russes.

Cf. aussi les extraits de cette correspondance dans l'*Express*, 10, 17, 24, 31 octobre 1957, et l'examen critique de cette publication dans *Pravda* (14 septembre) et *Izvestia* (22 septembre).

*Schmitt (gen. G.). — *Les accords secrets franco-britanniques de novembre-décembre 1940. Histoire ou mystification?*, Paris, Presses Univ. de France, 1957, in-8°, 216 p.
(Coll. « Esprit de la Résistance ».)

L'auteur conteste l'existence d'un « accord ».

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Colvin (Ian). — *Flight 777*, London, Evans, 1957, in-8°, 212 p., pl. h. t.

L'acteur de cinéma Leslie Howard était-il un espion? Son activité et sa mort en Espagne et au Portugal.

*Cooper (Dick). — *The Adventures of a secret agent*, London, Muller, 1957, in-8°, 256 p., cartes h. t.

En Afrique du Nord et en Italie.

*Heilbrunn (Otto). — *Der sowjetische Geheimdienst, Aufbau und Tätigkeit in den letzten 20 Jahren*, Berlin, Frankfurt a. M., Verl. f. Webrwesen Bernardu. Graefe, 1956, in-8°, 260 p.

Leser (Lothar). — Psychologische Kriegsführung. Die britische und amerikanische Flugblattpropaganda gegen Deutschland im zweiten Weltkrieg. Versuch einer bibliographischen Uebersicht, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4 de 1956, pp. 446-458.

*Leverkuehn (Paul). — *Der geheime Nachrichtendienst der deutschen Wehrmacht im Kriege*, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen Bernard u. Graefe, 1957, in-8°, 196 p.

Liss (Ulrich). — Erfahrungen und Gedanken zum Ic-Wesen, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, nov. 1957, pp. 616-628.

Le service allemand de renseignements de 1933 à 1945.

*Pitt (Roxane). — *The Courage of fear*, London, Jarrolds, 1957, in-16, xv-242 p., portr. h. t.

Souvenirs d'un agent secret britannique en France et en Italie.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Benson (James). — *Prisoner's base and home again. The story of a missionary P. O. W.*, London, Hale, 1957, in-8°, 192 p.

L'auteur a été fait prisonnier en 1942 par les Japonais en Nouvelle-Guinée.

Lebedev (B.). — Bukhenvald [Buchenwald], *Smena*, 1957, nos 10 et 11, pp. 14-16 et 18-20.

Souvenirs d'un ancien déporté soviétique.

*Le Brigand, général. — *Les indomptables*, Paris, Berger-Levrault, 1957, in-8°.

Évasions du château de Colditz.

*Piazza (Bruno). — *Perché gli altri dimenticano*, Milano, Feltrinelli, 1957, in-16, 202 p.

L'auteur relate les persécutions qu'il a subies en tant que juif antifasciste et sa déportation au camp d'Auschwitz-Birkenau.

*Werra (von), Lt. — *Le seul qui s'évada*, Paris, Presses de la Cité, 1957.

Évasion d'un aviateur allemand prisonnier au Canada.

CRIMES ET SANCTIONS

Mazor (M.). — La caserne littéraire d'Alfred Rosenberg, *Monde juif*, oct. 1957, pp. 25-29.

Suite de l'article de mai 1957. La persécution des auteurs juifs par Rosenberg.

Moszczenski (Josef). — O pracy konspiracyjnej w obozach jencow Lubeka i Dossel [L'organisation de la résistance dans les camps de prisonniers de Lubeck et de Dossel], *Bellona* (Londres), n° 2, avril-juin 1957, pp. 3-24.

Les groupes des Oflags XI et VI B étaient en rapport avec l'Armée intérieure (AK).

Poliakov (L.). — Juifs contre camions : l'histoire de Joël Brand, *Monde juif*, oct. 1957, pp. 3 7.

Sur le livre d'Alex Weissberg, « L'histoire de Joël Brand » (Éd. du Seuil).

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

Kleut (Petar). — Guerre de partisans et droit international, *Jugosl. R. za medjun. pravo* (Belgrade), 1956, n° 1, pp. 94-104.

*Sabille (Jacques). — *Lueurs dans la tourmente*, Préf. de Justin Godart, Paris, Centre de Documentation juive contemporaine, 1957, in-8°.

*Schmid (Jürg H.). — *Die völkerrechtliche Stellung der Partisanen im Kriege*, Zürich, Polygraphischer Verl., 1956, in-8°, xviii-196 p.

A la lumière des expériences de la deuxième guerre mondiale.

ALBANIE

*Frank (Hermann), Major a. D. — *Landser/Karst und Skipetaren. Bandenkämpfe in Albanien*, Heidelberg, K. Vorvinckel, 1957, in-8°, 245 p.

(Landser am Feind, Band I.)

ALLEMAGNE

Bell (George K. A.), Bischof von Chichester. — Die ökumene und die innerdeutsche Opposition, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1957, pp. 362-379.

Sur les contacts de l'évêque de Chichester à Stockholm, en 1942, avec deux pasteurs allemands, suivi de sa correspondance à ce sujet avec Sir A. Eden.

Brodskij (E.). — Osvoboditel'naja bor'ba sovetskikh ljudej v fašistskoj Germanii [La lutte libératrice des hommes soviétiques dans l'Allemagne fasciste], *Vopr. ist.*, mars 1957, n° 3, pp. 85-99.

Les guérillas soviétiques en Allemagne en 1943-1945.

Lüdde-Neurath (W.). — L'effondrement du IIIe Reich, *Miroir de l'Hist.*, nov. 1957, pp. 540-548.

*Eisen (Heinrich). — *Der Schienenwolf*, Darmstadt, C. Röhrig, 1957, in-8°, 430 p.

Les cheminots allemands pendant la deuxième guerre mondiale.

*Heinrich (Willi). — *La peau des hommes*. Roman. Traduit de l'allemand par Raymond Henry, Paris, Albin Michel, 1957, in-8°, 592 p.

La guerre à l'Est.

*Hirsch (K.). — *S. S. Gestern, heute, und...*, Frankfurt. M., Schaffende Jugend, 1957, in-8°, 109 p.

*Randant (Hans). — *Kriegsverbucherkonzern Mansfeld. Die Roll des Mansfeldkonzerns bei der Vorbereitung und während des zweiten Weltkrieges*, Berlin, Verl. Tribüne, 1957, in-8°, 292 p.

*Uhlig (Heinrich). — *Die Warenhaüser im Dritten Reich*, Köln, Opladen, West-

deutscher Verl. (1956), in-8°, 230 p., bibl. pp. 228-230.

La politique national-socialiste à l'égard des maisons de commerce.

*Zink (Harold). — *The United States and Germany. 1944-1955*, Princeton, van Nostrand, 1957, in-8°, 384 p.

L'occupation américaine sous ses divers aspects.

Zwei aussenpolitische Memoranden der deutschen Opposition (Frühjahr 1942), *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1957, pp. 388-397.

Un mémoire du pasteur Schönfeld et un mémoire attribué à Trott.

ÉTATS-UNIS

*Cushing (Col. Emory C.). — *History of entomology in World War II*, Washington, Smithsonian Inst., 1957, in-8°, 123 p.

La lutte contre les insectes et les parasites qui menaçaient la santé des troupes et des animaux de l'armée américaine.

FRANCE
ET UNION FRANÇAISE

*Billig (Joseph). — *Le Commissariat général aux questions juives*. Préf. du Prof. Edmond Vermeil, Paris, Centre de Documentation juive contemporaine, 1957, 2 vol. in-8°, 388 et 380 p.

Histoire du Commissariat général aux questions juives du gouvernement de Vichy d'après les documents provenant de cet organisme.

Curato (Frederico). — La Francia dal 1940 al 1942, *Politico*, sept. 1957, n° 2, pp. 314-343.

Étude fondée surtout sur le livre de Robert Aron, « Histoire de Vichy ».

Müller (Klaus-Jürgen). — Französisch-Nordafrika und der deutsch-französische Waffenstillstand von 1940, *Wehrwiss. Rundsch.*, déc. 1957, pp. 687-700.

*Vidalenc (Jean). — *L'exode de mai-juin 1940*. Préf. de Daniel Mayer, Paris, Presses Universitaires, 1957, in-8°, VIII-440 p. (Collection « Esprit de la Résistance ».)

**La vie de la France sous l'occupation (1940-1944)* [Publié sous les auspices de l'Institut Hoover, Stanford University, California], Paris, Plon, 1957, 3 vol. in-8°, 1.789 p.

Collection de documents et de témoignages remis à la Fondation Hoover par M. et Mme de Chambrun (fille de Pierre Laval) pour la défense posthume du rôle joué par ce dernier dans le gouvernement de Vichy.

Cette publication a donné lieu à des réactions diverses, parmi lesquelles : Un nouveau procès de l'histoire, « La vie en France sous l'occupation », et Communiqué du Comité d'action de la Résistance du 13 novembre 1957, *Monde*, 15 nov. 1957, p. 8. — Aron (Robert), La vie de la France sous l'occupation, *Monde*, 16 nov. 1957, p. 8. — Chambrun (René de), La vie en France sous l'occupation (lettre à M. Ch. Laurent, président du C. A. R. ; réponse à son communiqué du 13 nov. 1957), *Monde*, 30 nov. 1957, p. 7. — Cassin (René), Sombre histoire, *Ici Paris*, 5 déc. 1957, p. 4. — Mallet (Alfred), Le procès Pierre Laval est repris, *Artaban*, 13 déc. 1957, p. 4. — Mayer (Daniel), « La vie en France sous l'occupation », une imposture, *Évidences*, déc. 1957, pp. 9-13. — Mohler (Arnim), Laval und die Besatzungszeit. Eine hochexplosive Buchreihe stellte sich in Frankreich vor, *Die Zeit*, 21 nov. 1957, p. 3, etc...

GRANDE-BRETAGNE
ET COMMONWEALTH

*Dalton (Hugh). — *The Fateful years. Memoirs*. T. II : *1931-1945*, London, Muller, 1957, in-8°, 493 p.

Le Labour Party avant et pendant la guerre.

ITALIE

Arfè (Gaetano). — Salvemini nella concentrazione antifascista, *Il Ponte*, août-sept. 1957, pp. 1168-1171.

*Bruttini (A.), Puglisi (G.). — *L'Impero tradito*, Roma, Unione editoriale per la diffusione del Libro, 1957, in-8°, XX-314 p., ill., cartes.

Le colonel Bruttini était chef du S. I. M. à Addis-Abeba, G. Puglisi journaliste en Érythrée.

Giovana (Mario). — La campagna invernale 1944-1945, *Mov. di Liber. in Italia*, juill.-sept. 1957, pp. 3-30.

Les plans d'opération du C. L. N. A. I. et du C. L. N. R. P. pour l'hiver 1944-1945.

Luraghi (Raimondo). — La zona libera

del Basso Astigiano, nei documenti dell'Archivio storico della rezistenza di Torino, *Mov. di Liberaz. in Italia*, juill.-sept. 1957, pp. 31-41.

*Manzi (Pietro). — *L'Eccidio di Nola (11 septembre 1943)*, Masigliano, S. T. I. A., 1957, in-8°, 127 p., ill.

Un des premiers épisodes de la résistance armée contre les Allemands au lendemain de la capitulation italienne.

Salvemini (Gaetano). — Gli Antifascisti all'estero, *Il Ponte*, août-sept. 1957, pp. 1172-1189.

Réimpression d'un article publié en France dans la « Libertà », « giornale della concentrazione antifascista ». Ce qu'il faut faire pour abattre Mussolini ; ce qu'il faudrait faire ensuite.

Visconti-Venosta (Giovanni). — La Politica estera della Liberazione nel 1944 e 1945, *Mov. di Liber. naz. in Italia*, juill.-sept. 1957, pp. 52-57.

Rapport écrit en septembre ou octobre 1955 à la demande de Alcide de Gasperi, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Parri.

LETTONIE

Hehn (Jürgen von). — Lettland zwischen Demokratie und Diktatur. Zur Geschichte des Lettländischen Staatsstreichs vom 15 Mai 1934, München, Isar Verl., 1957, in-8°, 56 p.

(Jahrbücher f. Geschichte Osteuropas, Beih. 3.)

POLOGNE

Bartoszewski (Władysław). — Wrześniowe dni Warszawy [Les journées de septembre à Varsovie], *Tygod. Powszechny*, n° 38, 29 sept. 1957, pp. 1-2.

Du 8 au 27 septembre 1939 ; contient les proclamations civiles et militaires et les communiqués militaires.

Bednarczyk (Tadeusz), gén. de rés. — Oddziały bojowe KB w akcji powstańczej a III tom o AK [Les sections combattantes du Corps de Sécurité dans l'insurrection selon le tome III sur l'Armée intérieure], *Za i Przeciw*, n° 26, 15 sept. 1957, pp. 10-11, photos.

Critique de l'œuvre éditée par l'Institut historique Sikorski de Londres sur les forces polonaises dans la deuxième guerre mondiale.

Bor-Komorovski, gén. — L'insurrection de Varsovie en 1944, *R. mil. suisse*, nov. et déc. 1957, pp. 509-522 et 570-585, cartes.

*Borkiewicz (Adam). — *Powstanie warszawskie 1944. Zarys działań natury wojskowej* [L'insurrection de Varsovie en 1944. Histoire militaire], Warszawa, Pax, 1957, in-8°, 746 p., plans, pl. h. t., 6 carte jointes, couv. ill.

L'auteur était un des chefs de l'Armée intérieure (A. K.).

Czarnecki (Bogdan). — Niektóre dane o udziale Niemców w polskim ruchu oporu [Quelques données sur la participation des Allemands au mouvement de résistance polonaise], *Zesz. Nauk. Szkoły Gł. Służby Zagran*, n° 3 [août] 1957, pp. 75-86.

*Kaminski (Aleksander). — *'Zoska' i 'Parasol'. Opowieść o niektórych ludziach i niektórych akcjach dwóch batalionów harcerskich* [Zoska et 'Parasol'. Récit traitant de quelques êtres et de quelques faits d'armes des deux bataillons d'éclaireurs], Warszawa, Iskry, 1957, in-8°, 646 p., pl. et fac-sim. h. t., 3 plans joints.

Kliszko (Zenon). — Z problemów historii PPR [Quelques problèmes d'histoire du Parti Ouvrier Polonais], *Nowe Drogi*, n° 10-11, oct.-nov. 1957, pp. 85-105.

Durant l'occupation hitlérienne et le soulèvement de Varsovie en 1944. Analyse et extraits traduits dans « Tygod. Polski » (Paris), n° 8, 17 nov. 1957, p. 18.

*Klein (Gerda Weissmann). — *All but my life*, New York, Hill and Wang, 1957, in-8°, 288 p.

Témoignage d'une juive polonaise sur les persécutions antisémites en Pologne occupée.

Majorkiewicz (Felicjan), lieut.-col. de réserve. — Decydujące dni walk na Starówce... [Les jours décisifs des combats à Starówka, 18-22 VIII 1944], *Wojsk. Przeg. Histor.*, n° 3, juill.-sept. 1957, pp. 163-179, plans.

L'auteur prit part comme officier d'état-major de l'Armée intérieure aux combats de la Vieille Ville à Varsovie.

Malinowski (M.), Poterański. — Na marginesie archiwum tzw. 'Antyku' [En marge des archives de l'"Antik"], *Nowe Drogi*, n° 9, sept. 1957, pp. 105-120.

Fonctionnement de cet organisme anticommuniste dans Varsovie occupée. Résistance polonaise.

NARBUTT (Ignacy). — Działałie w mroku okupacii [L'activité durant la période sombre de l'occupation], *Glos Pracy*, n° 245, 15 oct. 1957, pp. 1 et 5.

Sur la résistance du Parti Ouvrier Polonais (P. P. R.).

Pertes et dommages de guerre de la Pologne de 1939 à 1945, *Zachodn. Agencja Prasowa*, n° 3, sept. 1957, pp. 1-32.

Analyse et statistiques basées sur le Rapport officiel de 1947.

PĘDOWSKI (Karol). — Pierwsze dni Warszawy [Les premiers jours à Varsovie], *Stolica*, n° 35, 1er sept. 1957, pp. 10-11, phot.

En septembre 1939.

PEŁCZYNSKI (Tadeusz), Gal. — Zagadnienia sowieckie w Polsce w latach 1939-1945 [Problèmes posés par les Soviétiques en Pologne durant les années 1939-1945], *Bellona* (Londres), n° 2, avril-juin 1957, pp. 24-32.

Opposition et collaboration de l'Union des Forces combattantes polonaises, de l'Armée populaire et de la Garde populaire.

*PODLEWSKI (Stanislaw). — *Rapsodia żoliborska* [La rapsodie de Żoliborz], Warszawa, 'Pax', 1957, in-8°, 463 p., pl. et carte h. t.

Troisième volume de « La ville de la Liberté ». Reportage sur la résistance dans Varsovie.

Powstanie warszawskie w fotografii niemieckiej [L'insurrection de Varsovie d'après des photographies allemandes], *Stolica*, août-oct. 1957, nos 31-41.

PRUGAR-KETTLING (Bronislaw), gén. de division. — Działania II Karpackiej Dywizji Piechoty wrzesień 1939 r. [L'action de la 2e division d'infanterie des Carpathes en septembre 1939], 1re partie, *Wojsk. Przeg. Histor.*, n° 3, juill.-sept. 1957, pp. 204-270, plans, ill., portr. h. t.

Souvenirs, avec une notice sur l'auteur.

PRZYGOŃSKI (Antoni). — PPR-partia walki [Le Parti ouvrier polonais parti de combat], *Polityka*, n° 34, 16-22 oct. 1957, portr.

Rôle des secrétaires de ce parti durant la résistance (Nowotko, Finder, Gomulka).

Tage (2000) der Okkupationen, *Arbeiterstimme* (Wrocław), n° 276, 21 nov. 1957, p. 3 ; n° 279, 24 nov. 1957, pp. 3-4.

Chiffres des pertes humaines et des dommages de guerre.

TYM (Wacław), capitaine de réserve. — Przygotowania do obrony i lądowa obroną polskiego wybrzeża morskiego (1-19. IX. 1939 r... [Préparatifs à la défense terrestre de la côte en Pologne (1er-19 septembre 1939)], 1re partie, *Wojsk. Prz. Histor.*, avril-juin et juill.-sept. 1957, cartes h. t.

WEBER (Andrzej). — O powstaniu warszawskim [Sur l'insurrection de Varsovie], *Nowe Drogi*, n° 8, août 1957, pp. 116-121.

Critiques des publications parues en Pologne et ailleurs pour le treizième anniversaire du soulèvement de 1944.

WELLERS (G.). — Historique du soulèvement du ghetto de Varsovie, *Monde juif*, oct. 1957, pp. 8-20.

*ZAREMBA (Zygmunt). — *Wojna i konspiracja* [Guerre et conspiration], Londyn, Swiderski, 1957, in-8°, 347 p., portr. front.

L'attaque et la défense de Varsovie en 1939. L'organisation de la résistance polonaise à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

TCHÉCOSLOVAQUIE

HEYDRICH (Reinhard). — Auszüge aus der Rede Heydrichs vor den Naziokkupanten, *Dokumentat. d. Zeit*, 5 oct. 1957, pp. 72-80.

Discours du Reichsprotektor (2 octobre 1941) devant les hauts fonctionnaires de la NSDAP du protectorat sur la conduite à tenir à l'égard du peuple tchèque. Document inédit publié par le « Rudé Pravo » du 15 juin 1957.

U. R. S. S.

BELJAEV (S.), KUZNECOV (P.). — Patriotičeskij podvig leningradcev [L'exploit patriotique des habitants de Leningrad], *Zvezda*, 1957, n° 6, pp. 143-149.

ČURILOVA (M. D.). — O partizanskom dviženii v Velikoj Otečestvennoj vojne

[Le mouvement des partisans au cours de la grande guerre nationale], *Uč. zap. Ul'an. ped. inst.*, 1956, n° 8, pp. 57-77.

Gur'ev (I. M.). — Iz istorii socialističeskogo sorevnovanija na zavode « Krasnoe Sormovo » imeni A. A. Ždanova v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [Contribution à l'histoire de l'émulation socialiste à l'usine « Krasnoe Sormovo » au cours de la grande guerre nationale], *Uč. zap. Gor'k. ped. ins-jazykov.*, 1957, t. II, pp. 35-61.

*Forell (F. V.). — *Sie ritten in die Ewigkeit*, Stemmen ü. Hannover, Wiking-Verl., 1957, in-8°, 336 p.

Les Cosaques du Don, leurs combats au côté des Allemands et leur fin pendant la deuxième guerre mondiale.

Makeev (N.). — Vernost' dolgu [Fidèles à leur devoir], *Bak. Rab.*, 22 juin 1957, 4 col., ill.

L'activité d'évadés soviétiques dans le midi de la France en 1943-1944.

Sekčina (C. P.). — Iz istorii promyšlennosti Leninabadskoj oblasti Tadžikskoj SSR v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [Contribution à l'histoire de l'industrie dans la région de Léningrad (Tadjikistan) au cours de la grande guerre nationale], *AN Tadz. SSSR. Izvestija Otd. Obsc. nauk*, 1957, n° 13, pp. 21-37.

Sujunaliev (S.). — Velikaja pobeda sovetskogo naroda [La grande victoire du peuple soviétique], *Kommunist*, 1957, n° 5, pp. 6-12.

A l'occasion du douzième anniversaire de la victoire.

YOUGOSLAVIE

Nikitin (P.). — V dni osvoboždenija Belgrada [Aux jours de la libération de Belgrade], *Slavjane*, n° 9, sept. 1957, pp. 32-34, ill.

Tošović (Risto). — Na dan Republike [La journée de la République], *Politika* (Belgrade), 29 et 30 nov. 1957.

Quatorzième anniversaire de la réunion de l'Assemblée populaire à Jajce (29 novembre 1943).

Usov (M.). — V gody širokikh ispytanij [Les années de grandes épreuves], *Stavropol'e*, 1956, n° 14, pp. 119-128.

La libération de la Yougoslavie.

**Zbornik dokumenata i podataka o Narodnooslobodilackom ratu Jugoslovenskih naroda* [Recueil de documents et d'informations relatifs à la guerre de libération des peuples yougoslaves], Beograd, Vojnoistoriski institut, in-8°.

T. I : Borbe u Srbiji. 1944 [Les combats en Serbie. 1944], Knj. 7-15, 1955-1957, 9 vol.

T. II : Dokumenta Vrhovnog staba Narodnooslobodilacke vojske Jugoslaviji [Documents de l'état-major de l'Armée de Libération yougoslave], Knj. 3-5, 1955-1956, 3 vol.

T. III : Borbe u Crnoj Gori. 1943-1944 [Les combats au Monténégro. 1943-1944], Knj. 6-8, 1954-1956, 3 vol.

T. IV : Borbe u Bosni i Her egovini. 1943 [Les combats en Bosnie et Herzégovine. 1943], Knj. 11-17, 1955-1956, 7 vol.

T. V : Borbe u Hrvatskoj. 1942-1943 [Les combats en Croatie, 1942-1943], Knj. 8-17, 1955-1956, 10 vol.

T. VI : Borbe u Sloveniji. 1942-1943 [Les combats en Slovénie. 1942-1943], Knj. 4-5, 1955-1956, 2 vol.

31 décembre 1957.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3183 - 4 - 1958
Édit. n° 24.856 Dépôt légal, 2e trimestre 1958 Impr. n° 832
IMPRIMÉ EN FRANCE.

Ce nouveau numéro spécial s'inscrit dans la série consacrée aux pays en guerre. *Après le Japon, après l'Allemagne, après surtout* l'Italie mussolinienne, *voici la Belgique.*

Prévenons le lecteur qu'il ne trouvera pas, dans ces quelque 120 pages, une histoire complète de la Belgique aux heures cruciales où se fixa sa destinée avant le conflit, et pendant le conflit lui-même. Non seulement parce que les dimensions modestes d'un numéro de revue n'auraient permis qu'un sec résumé, mais aussi parce que l'évocation de certains sujets serait inutile, ou inopportune, voire impossible : bien des ouvrages belges ont raconté les combats menés par les forces armées belges dans la courte campagne de mai 1940, et peut-être n'est-il pas utile de susciter de possibles discussions sur des problèmes comme la capitulation, ou la question royale.

De toute façon, nous avons cette fois laissé entièrement la parole à nos amis belges, groupés dans une petite équipe que M. Willequet — qu'il en soit vivement remercié — nous a grandement aidés à constituer. Si nous avons dû renoncer à suivre l'évolution générale du comportement belge entre 1936 et 1945, du moins nous sommes-nous efforcés d'en aborder les principaux aspects sans esquiver les problèmes qu'il a pu soulever.

Lorsque les armées alliées sont revenues dans leur pays, les Belges ont œuvré courageusement avec elles pour leur libération. Ainsi se montrait au grand jour une Résistance qui s'était patiemment, et douloureusement, préparée pour ces instants lumineux dans 4 années de clandestinité. En un court article, qui ne pouvait pas retracer toute l'histoire de cette Résistance, *A. Lejeune en a dressé un tableau complet et précis où s'affirment son ampleur et sa variété. On perçoit aussi que, née d'une réaction spontanée, inspirée par le précédent de 14-18, la* Résistance *n'a pu vivre et croître qu'avec l'aide alliée, essentiellement britannique. Ses champs d'activité sont les mêmes que ceux de la Résistance française ; peut-être n'ayant pas eu son de Gaulle, a-t-elle été un peu moins coordonnée ; mais elle s'est manifestée, elle aussi, à la fois comme une affirmation nationale et comme une partie, étroitement soudée aux autres, de la grande coalition. Ce que pourrait être une histoire de cette* Résistance, *le général Deleuze le montre par un exemple en retraçant à grands traits l'organisation et l'activité de l'*Armée Secrète, *embryon de la nouvelle armée belge régulière.*

Dans quelles conditions matérielles et morales la Résistance s'est formée, seul un tableau général de la Belgique occupée permettrait de le comprendre. Peut-être aurait-il fallu étudier le comportement de l'occupant, l'économie

de pénurie, la propagande de l'ennemi et de ses amis, sans oublier la délicate question des langues et des races. Il importait davantage de savoir comment les Belges ont réagi à tous leurs malheurs ; « ils ont souffert, mais ils espéraient », conclut M. Jacquemyns au terme de son analyse du comportement des « travailleurs », *c'est-à-dire de la masse de la population.*

Certes, le cataclysme qui a ravagé la Belgique n'a pas plus été provoqué par elle, qu'il ne lui était possible d'en prévenir ou d'en détourner le cours. Du moins, avait-elle tenté de parer, de son mieux, à la menace. Par le biais des relations militaires franco-belges, *le général Wanty étudie le dispositif allié devant l'attaque ennemie ; il est clair qu'une plus grande coordination aurait été souhaitable.*

Était-elle possible ? A l'échelle d'une coalition, la stratégie n'est qu'un aspect de la politique générale. C'est à M. Willequet que revient l'exposé du problème capital, dont a dépendu pour une bonne partie la suite des événements : la politique d' « indépendance » *affirmée par la Belgique dans les années qui précédèrent la guerre. S'est-elle révélée heureuse ? M. Willequet note justement qu'elle a été voulue par toute la nation.*

Peut-être des historiens français auraient-ils leur mot à dire pour expliquer ce qu'avait de tragique le fait de mettre parfois sur le même plan, ne fut-ce qu'en apparence, la France et l'Allemagne nazie. Si l'une était Scylla, l'autre n'était pas Charybde... Mais nous avons laissé la parole à nos amis belges.

H. M.

REGARDS SUR LA POLITIQUE BELGE D'INDÉPENDANCE

(1936-1940)

Dans l'histoire récente de la Belgique, certains aspects diplomatiques n'ont pas cessé d'être méconnus et discutés, la plupart du temps par des commentateurs superficiels, mais aussi, trop souvent, par des spécialistes.

Il faudrait un gros volume pour épuiser une matière féconde entre toutes. Bornons-nous ici à mettre au point deux questions déterminées, et ramenons-les aussi brièvement que possible à leurs traits principaux. Quelle fut l'origine, quelle fut la signification de la politique dite « d'indépendance », qui fut proclamée en 1936 et dans laquelle, oubliant que la Belgique est à peu près la plus vieille démocratie parlementaire d'Europe, d'aucuns s'obstinent à voir le résultat d'une intervention décisive du souverain ? Second point : cette indépendance étant devenue, le 3 septembre 1939, neutralité, comment le Gouvernement d'Union nationale, qui était alors au pouvoir, comprit-il et appliqua-t-il cette neutralité ? En d'autres termes, comment la politique belge manœuvra-t-elle entre les écueils que la « drôle de guerre » accumula sous ses pas ?

* * *

Placée en 1919 devant les débris du statut international qui avait été le sien depuis 1839, la Belgique déploya aussitôt des efforts tenaces en vue d'obtenir une double garantie : celle de la France et celle de la Grande-Bretagne. Dès 1920, l'accord militaire avec la France répondit à la première de ces nécessités. C'était un accord purement technique, qui devait jouer en cas d'agression non provoquée venant de l'Est, et dont la plupart des clauses reposaient sur le postulat d'une occupation commune de la Rhénanie. L'échange de lettres Millerand-Delacroix précisa que la souveraineté des deux États demeurait intacte quant aux charges militaires qui seraient imposées aux deux populations et quant à l'appréciation, dans chaque cas, de la réalisation de l'éventualité en vue de laquelle l'accord était conclu. Il ne s'agissait donc pas, à proprement parler, d'une alliance ; d'ailleurs, en vertu de la Constitution, un tel traité aurait dû être ratifié par les Chambres et par le chef de l'État. Aucune de ces conditions n'avait été remplie.

Parallèlement, le Gouvernement de Bruxelles s'efforça de réaliser un

accord semblable du côté britannique. Il fut à deux doigts de réussir en 1922, mais finalement les pourparlers échouèrent. La Grande-Bretagne hésitait à se lier sur le continent ; de plus, ses rapports avec la France n'étant guère chaleureux à l'époque, elle répugnait à donner à la Belgique une garantie qui, indirectement, eût couvert la France. De nouvelles tentatives devaient être faites par les ministres belges Hymans et Jaspar en 1934 ; craignant de s'engager dans un texte dont la pointe eût été apparemment dirigée contre l'Allemagne, Londres se déroba une fois de plus et les Belges durent se contenter d'une déclaration, d'ailleurs rassurante, faite par le Premier Ministre Baldwin.

Dès lors, la position géographique et stratégique du pays, les enseignements politiques de son histoire, la relativité de ses forces matérielles, son dualisme ethnique, allaient entraîner la Belgique vers une attitude plus indépendante à l'égard de ses grands voisins. L'échec des pourparlers avec Londres donne la clé de cette évolution : à partir de ce moment, l'accord militaire avec la France va se trouver en porte-à-faux. Trop d'obstacles psychologiques, politiques et géographiques interdiront à notre pays une entente étroite avec un voisin unique. Le secret dont il fallut nécessairement entourer les clauses militaires de l'accord ne tarda pas à empoisonner l'atmosphère. Il apparut en outre, surtout à partir de 1928, que la grosse majorité du peuple belge y était opposée ; tous les ans, lors du vote des crédits pour la Défense nationale, cette hypothèque venait freiner, contrarier un réarmement qui se révélait de plus en plus indispensable : méfiance de l'opinion flamande (plus de la moitié de la population), opposition du parti socialiste (un tiers du Parlement). D'autre part, l'accord était à l'étranger, bien injustement, la cible de campagnes de presse défavorables et calomnieuses.

C'est ainsi que Paul Hymans, ministre belge des Affaires étrangères, après consultation avec le Gouvernement français, fut amené le 4 mars 1931 à préciser la valeur d'un texte dont la fin de l'occupation militaire en Rhénanie, l'année précédente, avait de toute façon frappé de caducité la plupart des clauses. L'accord de 1920, déclara-t-il, n'est pas autre chose qu'une modalité d'exécution d'une des éventualités prévues par Locarno. Locarno a parfaitement défini les engagements qui, seuls avec ceux du pacte de la S.D.N., lient les Gouvernements belge et français en matière d'assistance mutuelle. « La Belgique ne prendra les armes que pour sauvegarder son territoire et son indépendance, et pour remplir les devoirs que lui dicte son statut. »

En effet, le pacte de Locarno absorbait, recouvrait l'accord militaire ; il allait même au delà, puisqu'il étendait notre garantie de sécurité à la zone démilitarisée du Rhin, et que les signatures de l'Angleterre et de l'Italie, outre celle de la France, assuraient à la Belgique une aide immédiate en cas d'agression non provoquée. Depuis 1925, le statut de la Belgique reposait donc sur deux colonnes : le Covenant et le pacte de Locarno. C'était en somme une position d'impartialité, qui recueillait

l'adhésion unanime de l'opinion belge. Les frontières en Europe occidentale en effet, étaient aussi bien garanties dans un sens que dans l'autre. Une seule inquiétude subsistait, dans le chef des Belges les plus prudents : Locarno assurait à la Belgique le bénéfice d'une nation garantie, mais il lui imposait en outre les obligations d'un garant. C'était une lourde responsabilité pour un petit pays, aux moyens matériels limités. Mais l'atmosphère de Genève et du pacte Briand-Kellogg était à l'optimisme ; et l'existence du glacis rhénan corrigeait, en faveur du Gouvernement de Bruxelles, ce que ses obligations internationales pouvaient avoir d'inquiétant.

Ces deux colonnes de la sécurité belge — Genève et Locarno — s'écroulèrent en 1936. Vis-à-vis de la Société des Nations, notre Gouvernement avait néanmoins fait tout son devoir : il n'est que de rappeler le « jusqu'au bout » prononcé par M. Paul Van Zeeland à l'occasion du conflit italo-éthiopien ; le ministre belge adoptait là une position catégorique et courageuse, si l'on considère sa situation de petite puissance et ses impératifs politiques traditionnels. Il est à peine besoin de dire qu'après l'échec des sanctions, les doutes les plus légitimes furent conçus à Bruxelles sur l'efficacité de la sécurité collective. Les grandes Puissances elles-mêmes ne respectaient pas leurs obligations juridiques et leurs devoirs moraux envers la communauté des nations. Le caractère facultatif de l'article 16 du Pacte concernant les sanctions militaires et le droit de passage fut bientôt affirmé par des voix officielles dans de nombreuses capitales. Comme devait le faire remarquer M. Spaak, en mars 1938, on pouvait difficilement exiger de la Belgique, déjà si menacée de par sa position géographique, qu'elle restât seule à accepter un ensemble de risques que d'autres nations sociétaires refuseraient de supporter. La Grande-Bretagne avait désarmé ; c'est à elle et à la France, surtout, qu'il eût incombé de faire respecter les principes du Covenant. Or, ces Gouvernements ne voulaient ou ne pouvaient pas le faire, et ils ne trouvaient pas dans leur opinion publique un soutien suffisant pour assumer les indispensables sacrifices. Il est vraisemblable que si la Grande-Bretagne et la France avaient été fortes, c'est-à-dire capables de tenir tout agresseur en respect — et que si la Belgique avait possédé des garanties précises sur les buts de leur politique, l'évolution du Gouvernement de Bruxelles aurait pris un autre caractère.

Ce repli sur les intérêts nationaux immédiats, cette fuite devant les responsabilités collectives, devaient éclater en ce 7 mars 1936 qui est la date cruciale de l'avant-guerre. Lorsque Hitler déchira le pacte de Locarno en réoccupant la Rhénanie, le délégué belge à la conférence des États locarniens, M. Van Zeeland, unit sa voix à celle de M. Flandin pour réclamer l'intervention de toutes les Puissances signataires. Il serait fastidieux de revenir sur les réticences et les velléités qui se manifestèrent au cours de ces entretiens. Rappelons simplement que le langage du délégué belge fut conforme à la position de notre pays. Il déclara s'associer

à toute mesure, même militaire, qui serait prise en commun ; et si les deux principaux intéressés — la France et l'Angleterre — ne parvenaient pas à s'entendre, la Belgique s'emploierait de tous ses moyens pour faciliter un accord.

Bien souvent, ce sont en effet les diplomates belges qui ont fait office d'intermédiaires entre l'empirisme britannique et l'esprit juridique des Français. Cette fois encore, ils obtinrent un résultat honorable, puisque les textes qui furent paraphés à Londres le 19 mars 1936 reposaient sur une proposition transactionnelle de M. Paul Van Zeeland. La carence de la Grande-Bretagne, à laquelle vinrent s'ajouter les hésitations de la France, avait ruiné Locarno. Plutôt qu'une transaction, les textes de mars 1936 étaient à peine un moyen de « sauver la face ». Des conversations d'états-majors devaient avoir lieu entre Belges, Anglais et Français : hélas, elles ne réussirent qu'à faire éclater la faiblesse et la désunion des deux Puissances occidentales. Quant au *nouveau Locarno*, c'est-à-dire au nouveau pacte occidental qu'Hitler avait proposé dans sa note du 7 mars, son élaboration devait traîner en vain pendant de nombreux mois, sans aboutir à aucun résultat tangible.

En ce qui concerne la Belgique, il y avait un monde entre la situation de 1925 et celle de 1936. En 1925, elle avait pu accepter certaines obligations de garantie, protégée qu'elle était par le Covenant, par la faiblesse de l'Allemagne, par l'existence du glacis rhénan et par l'assurance, en cas de danger, d'une action collective de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. En 1936, ce faisceau de facteurs positifs et rassurants était tombé en ruines. Au delà de nos frontières, chez nos amis les plus proches, confusion et manque de stabilité à l'intérieur, absence de lignes politiques fermes et coordonnées à l'extérieur contribuaient à augmenter notre inquiétude. Alors qu'un réarmement massif était indispensable, il était clair que le pays n'accepterait plus de prendre des engagements qui dépasseraient ses forces, qui ne réaliseraient pas l'unanimité de la volonté nationale, qui risqueraient d'entraîner notre peuple dans des conflits idéologiques ou étrangers à ses intérêts comme à ses responsabilités. Le Gouvernement d'*Union nationale*, dans lequel tous les partis étaient représentés, comprit qu'il courait à un échec, s'il demandait aux Chambres de voter des crédits militaires en faveur d'une politique qui ne fût pas exclusivement d'intérêt national, ou qui ne tendrait pas sans restrictions à former une armée aussi importante et aussi efficace que possible. Dans les nouveaux accords qu'on était en train de négocier, la Belgique demanderait la garantie de ses voisins, mais elle repousserait l'obligation de garantir elle-même d'autres frontières que les siennes. La Belgique garantie, et non plus garante : voilà tout ce qu'on a appelé la *politique d'indépendance*.

C'est ce que nos diplomates firent aussitôt savoir à Paris et à Londres ; c'est ce que MM. Van Zeeland et Spaak affirmèrent dans leurs discours de juillet et de septembre 1936. L'exposé du roi Léopold III le 14 octobre devant le Conseil des Ministres semble, bien abusivement et aux yeux

d'une opinion mal informée, avoir proclamé un changement de politique ; en réalité, il s'agissait d'un appel angoissé, voire plein de vues prophétiques, en faveur d'un redressement militaire. La politique belge, elle, se poursuivait, mue par les mêmes impératifs géographiques et psychologiques qu'en 1925 ou qu'en 1931.

Tout engagement unilatéral, toute association à une politique étrangère sur laquelle nous n'aurions aucun contrôle, toute immixtion dans des conflits ayant une origine autre que directement belge eussent ébranlé notre cohésion intérieure et, par conséquent, affaibli notre potentiel de combat. L'intérêt de la France n'exigeait-il pas que sa frontière septentrionale fût couverte par une Belgique aussi forte et aussi unie que possible ? Notre pays, avec son territoire exigu et surpeuplé, ne risquait-il pas infiniment plus dans une guerre que ses grands voisins ? L'élaboration du *nouveau Locarno* s'éternisant, il apparut au bout de quelques mois que les Puissances ne parviendraient à s'entendre immédiatement que sur un point de ce vaste ensemble : la garantie des frontières belges. C'est ainsi que, ce problème ayant été disjoint de la négociation générale, on aboutit à la déclaration franco-anglaise du 24 avril 1937, puis à la déclaration allemande du 13 octobre de la même année. Le Reich promettait de respecter le sol belge, sauf bien entendu si notre pays participait à une agression contre l'Allemagne. Quant aux Puissances occidentales, elles prenaient acte de notre volonté de répondre avec toutes nos forces à toute agression ; elles nous déliaient de nos obligations résultant de Locarno et des arrangements de mars 1936, tout en maintenant pour leur part les engagements d'assistance qu'elles avaient pris par ces mêmes actes.

Soulignons ici avec force une considération trop souvent oubliée : il n'y avait là aucun retour à la neutralité conventionnelle d'avant 1914. « Politique des mains libres » serait la plus exacte des définitions. La Belgique était libre de rester neutre en cas de conflit, libre aussi, du jour au lendemain, de contracter les alliances de son choix. Les déclarations des 24 avril et 13 octobre 1937 ne constituaient pas un traité, ne contraignaient nullement notre pays à observer un statut déterminé. L'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne se bornaient à constater un état de fait et à prendre, *rebus sic stantibus*, certains engagements ; au cas où la Belgique viendrait à modifier son attitude, ces engagements seraient aussitôt frappés de caducité.

La politique du Gouvernement fut ratifiée par l'écrasante majorité des Chambres — une majorité qui n'allait pas tarder à devenir quasi-unanimité, puisque trois semaines avant l'agression allemande, le Sénat exprimerait son approbation par 131 voix favorables, contre 3 votes hostiles (émanant de communistes) et 2 abstentions. Dans cette atmosphère de concorde patriotique, notre pays accomplit en quelques années un effort de réarmement militaire sans précédent. Cette œuvre fut réalisée en toute indépendance. Lorsqu'en mars 1936, les Gouvernements belge et français avaient constaté le caractère périmé de l'accord militaire

de 1920, ils avaient néanmoins décidé d'en conserver un élément éventuellement utile : des contacts d'états-majors. Mais ces contacts n'avaient jamais pu, dans le meilleur des cas, que fournir des indications fluctuantes, imprécises et ne comportant pas d'engagements formels ; quant aux conversations d'états-majors d'avril 1936, elles n'avaient été qu'amère déception. Le Gouvernement estima dès lors que ces échanges d'informations pourraient s'opérer tout aussi avantageusement, mais avec moins d'inconvénients, par le canal des attachés militaires. Nous allons voir que cette procédure fut appliquée d'une façon satisfaisante au cours de l'hiver 1939-1940.

* * *

Dans une Europe en plein désarroi, la Belgique avait renforcé sa cohésion intérieure et fixé la limite de ses obligations : elle se défendrait de toutes ses forces. C'était là un devoir sacré, aussi bien vis-à-vis d'elle-même que vis-à-vis des grandes Puissances garantes. Pas plus qu'en 1936 d'ailleurs, l'attitude de ces dernières n'était de nature à inspirer confiance au Gouvernement responsable de la sécurité belge. Faut-il rappeler l'*Anschluss*, la crise de Munich, l'abandon de la Tchécoslovaquie ? Faut-il rappeler la neutralité des États-Unis d'Amérique, et faut-il rappeler que le manque d'unanimité, en France, devait se prolonger jusqu'à la veille même de la guerre ? Tous ces facteurs éclairent l'évolution du sentiment public dans notre pays : ce dernier, qui assumait des risques énormes, des risques vitaux, ne pouvait laisser ses responsabilités dans d'autres mains que les siennes. A Bruxelles, on se souvenait aussi de 1914, et du puissant atout moral que la violation non provoquée de notre neutralité solennellement garantie avait apporté à la cause des Alliés dans le premier conflit mondial. La Belgique, en observant sa politique d'indépendance et en se défendant de tous ses moyens en cas d'agression, contribuerait largement de nouveau à accroître le capital moral des nations libres, si le Reich manquait à la promesse qu'il avait spontanément et solennellement réaffirmée le 26 août 1939.

C'est ainsi que le 3 septembre, Bruxelles proclama sa neutralité dans le conflit qui venait d'éclater. Le roi prit le commandement de l'armée mobilisée. Ce qu'on a appelé la *drôle de guerre* commençait.

« We entered the war ill prepared and almost unarmed », devait déclarer M. Churchill en septembre 1943 ; quant au général Gamelin, il devait écrire après la guerre que jamais la France n'avait engagé un conflit dans des conditions initiales aussi défavorables. Sous la présidence de M. Daladier, le Gouvernement français ne pouvait donc faire qu'une seule politique : gagner du temps, profiter de chaque jour de répit pour combler les lacunes de ses armements ; s'abstenir avec prudence de toute action susceptible de précipiter les choses. Dans ces conditions et devant cette tactique défensive du côté allié, devant la menace toujours grandissante des armées hitlériennes déployées sur sa frontière orientale, la

Belgique en vint à penser, à juste titre, que sa propre attitude rendait service aux Franco-Anglais ; sa neutralité, en effet, raccourcissait de 250 km le front occidental. 250 km, soit beaucoup plus que ce que l'armée belge en guerre n'eût été à même de défendre.

Trois dates sont à retenir au cours de ces neuf mois d'attente ; trois dates qui correspondent à des crises à l'occasion desquelles l'armée belge fut à deux doigts d'être entraînée dans les hostilités. Jusqu'en novembre 1939, le roi des Belges et son Gouvernement s'étaient efforcés de contribuer à un règlement pacifique du conflit. Rappelons l'émouvant appel de Léopold III, le 23 août 1939, en faveur d'une paix fondée, non pas sur la force, mais sur un « ordre moral » ; rappelons encore l'offre de bons offices des souverains belges et néerlandais, deux mois plus tard. Mais, à ce moment déjà, toute la puissante armée allemande, après sa victoire de Pologne, avait été ramenée à l'Ouest, et des renseignements concordants faisaient craindre une attaque immédiate. C'est alors que le chef de l'armée belge et le Gouvernement, justement alarmés, acceptèrent de nouer des contacts secrets avec le généralissime Gamelin. Ces échanges de vues n'impliquaient absolument pas de modification de notre attitude *politique*. Le pays restait neutre, et n'entrerait dans le conflit qu'en cas de violation de son territoire. Mais lorsque la menace devint évidente, nos chefs eussent été criminels de ne pas se renseigner exactement sur les modalités d'exécution de la garantie franco-britannique ; il importait que si le malheur voulût que cette garantie dût jouer, l'aide des Puissances occidentales ne fût pas livrée aux hasards de l'improvisation et se déroulât selon des plans concertés. Ces échanges de vues, qui se firent par le canal du général Delvoie, attaché militaire belge à Paris, et du colonel Hautcœur, adjoint de l'attaché militaire français à Bruxelles, se précisèrent après l'alerte de janvier ; en mars 1940, le général Gamelin résuma dans une note écrite tous les résultats acquis par ces conversations, attestant ainsi que son éventuelle collaboration avec l'armée belge était parfaitement au point et ne laissait dans son esprit ni lacune, ni équivoque, ni malentendu (1).

Sur ces entrefaites, un second incident avait prouvé combien les alarmes du Gouvernement belge étaient justifiées. Incident extraordinaire, si extraordinaire que d'aucuns, aujourd'hui encore, refusent de le voir tel qu'il fut, dans sa candide simplicité : le 10 janvier 1940, un avion allemand, porteur de plans d'attaque à l'Ouest, faisait en territoire belge une chute accidentelle. Il est maintenant établi, et de la façon la plus indiscutable, que toute idée de ruse de guerre devait être écartée, que ces documents étaient parfaitement authentiques, et que cet avertissement

(1) Au cours de la guerre de 1914-18, l'état-major suisse avait noué des contacts semblables à l'étranger. Là aussi, il s'agissait de préparer une riposte commune à une violation du territoire helvétique. Le but était donc strictement défensif. Personne n'a jamais songé à voir, dans cette mesure de prévoyance militaire, un manquement à la neutralité politique de la Confédération.

tombé du ciel était effectivement dû à l'inexpérience d'un pilote qui avait cru se poser dans les environs de Cologne. Il en résulta un vaste mouvement militaire et diplomatique. Ne citons qu'une de ces conséquences, parce qu'elle reste encore parfois controversée. Justement inquiet — l'agression projetée devait avoir lieu ces jours-là — le roi Léopold III avait au lendemain de l'affaire, demandé à son ami britannique l'amiral Keyes de sonder officieusement son Gouvernement sur les garanties politiques que l'Angleterre était disposée à accorder à notre pays, au cas où il serait entraîné dans la guerre. L'initiative officieuse du roi n'était que l'application anticipée d'une demande que le Gouvernement entendait faire et dont il avait préparé le texte, pour l'éventualité d'une agression allemande. C'était l'appel aux garants et la répétition de la demande de garantie introduite par la Belgique pendant la guerre de 1914-1918 pour la restauration de son indépendance, de ses frontières et de celles du Congo. Par suite, probablement, d'une mauvaise transmission téléphonique, cette démarche fut mal interprétée à Paris, et des auteurs français ont écrit, après la guerre, qu'il y eut alors une divergence de vues entre le roi et ses ministres, le souverain ayant été enclin à appeler préventivement les Alliés à l'aide alors que MM. Pierlot et Spaak auraient été d'un avis opposé. Il est à peine besoin de répéter ici que cette version est dépourvue de fondement.

D'ailleurs, un troisième incident, qui se place le 9 avril 1940, va nous permettre de préciser la politique adoptée par le Gouvernement belge. Ce jour-là, l'ambassadeur de France et le chargé d'affaires de Grande-Bretagne firent une démarche conjuguée auprès de M. Spaak pour demander que la Belgique appelle préventivement les forces alliées sur les positions qu'elles étaient destinées à défendre. Les ministres furent unanimes à repousser cette suggestion qu'ils estimaient à juste titre, déraisonnable. Ils avaient toujours pensé — parce qu'ils avaient reçu à ce sujet des indications concordantes – qu'une entrée préventive des Franco-Britanniques sur le sol belge eût comblé les vœux d'Hitler et aurait fourni une justification morale à ses intentions. L'armée allemande, prête à bondir, eût riposté d'une manière foudroyante. L'intérêt militaire de cette opération était donc insignifiant, pour ne pas dire nul ; en revanche, les inconvénients politiques étaient énormes. C'eût été galvauder l'arme la plus pure de la Belgique : sa loyauté, sa solide position morale. Peut-être n'y avait-il qu'une chance sur mille de rester en dehors du conflit, mais cette chance valait d'être tentée. Enfin, cette détermination très grave d'une entrée délibérée dans la guerre, sans le choc psychologique d'une brutale et incontestable agression, eût sans aucun doute jeté un certain désarroi dans l'esprit des populations, eût affaibli leur unité morale et leur potentiel de résistance.

On a beaucoup glosé, au lendemain du conflit, sur ce qu'aurait pû être le déroulement des combats si la Belgique avait suivi une autre politique. Ces discussions étaient assez vaines. Il est trop clair, vu le cours pris par

ces dramatiques événements, qu'ils se seraient tout simplement déroulés un peu plus tôt, et sensiblement de la même façon. C'est à Sedan, loin du secteur belge, que s'est joué le drame de 1940 ; il n'était pas au pouvoir du Gouvernement belge d'y changer quoi que ce fût.

Pour en finir avec la politique de neutralité, un dernier point reste à préciser : comme la politique « d'indépendance » qui l'avait précédée, cette neutralité n'avait rien d'immuable ; elle était liée à certaines données, le Gouvernement du roi pouvait parfaitement adopter une autre attitude s'il estimait que tel était l'intérêt du pays. C'est ainsi que, vers la fin de l'année 1939, courut le bruit d'une prochaine agression allemande contre les Pays-Bas seuls. Dans cette éventualité, la menace hitlérienne se fût étendue sur toute la frontière septentrionale de la Belgique ! Il est clair — et M. Spaak le fit entendre dans un discours qu'il prononça devant la Chambre — qu'une telle altération du rapport des forces eût entraîné un appel immédiat aux Franco-Britanniques.

Le pays resta donc loyal dans la politique qu'il avait choisie, prudent et avisé dans la préparation du rôle qu'il aurait à jouer sur le front occidental. La population, naturellement désireuse de rester en dehors du conflit, ne songeait cependant guère à cacher ses préférences, qui allaient évidemment vers les nations libres et démocratiques. L'agression du 10 mai la trouva unanime dans son indignation et dans sa volonté de résistance. Après une campagne au cours de laquelle son armée se battit avec honneur, elle continua la lutte : sous l'occupation, en Afrique, sur les mers et dans les airs. Le Gouvernement Pierlot, replié en Angleterre, prit une série d'initiatives heureuses pour mener efficacement le combat et préparer un avenir meilleur.

Et ainsi, les temps évoluent et se transforment, sous la pression des circonstances. Cette histoire récente, que nous venons d'esquisser, on ne peut la comprendre qu'en la replaçant dans le cadre européen qui, à l'époque, la déterminait. C'est M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, qui attacha son nom à une « politique d'indépendance » si critiquée par après, alors qu'elle n'était que le fruit logique des situations. C'est encore M. Spaak qui, depuis lors, a pris une position d'avant-garde en faveur de l'idée européenne. Carrefour de l'Occident, terre de rencontre et de conciliation, la Belgique est un trait d'union entre ses voisins ; elle ne peut que se replier sur elle-même quand cette mission pacifique se heurte à trop d'obstacles.

Jacques Willequet,
Conseiller au ministère belge des Affaires étrangères.

LES RELATIONS MILITAIRES FRANCO-BELGES
(DE 1936 A OCTOBRE 1939)

1. Rappel de quelques rétroactes (1)

Quelques faits jalonnent l'évolution de la Belgique vers une politique d'indépendance ou « des mains libres ».

Février 1936. — Les attaques de l'opinion publique flamande contre l'accord militaire franco-belge de 1921 se généralisent.

6 mars. — Dénonciation bilatérale de cet accord, avec maintien des contacts d'état-major, mais « sans aucun engagement d'ordre politique ».

Septembre. — Le roi Léopold III, convaincu que la seule solution possible est une neutralité librement proclamée, puisque le Pacte de Locarno a fait faillite, gagne à ses vues le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères.

Octobre. — Ce dernier, M. Spaak, propose la formule : « La Belgique garantie, mais non garante. »

Le 14 octobre, le souverain définit cette politique, et la politique militaire qui s'y trouve liée, dans une communication verbale au Conseil des Ministres. Le but en est d' « écarter la guerre ».

Le 28 octobre, le Parlement donne son adhésion par 136 voix contre 42.

En *janvier 1937*, M. Devèze, ministre de la Défense nationale, déclare à Paris : « Une alliance entre la Belgique et la France est une impossibilité. Elle paralyserait la diplomatie française ; elle entraînerait la Belgique dans des conflits que celle-ci ne veut pas connaître (2). »

24 avril 1937. — Déclaration franco-britannique : « Les deux Gouvernements considèrent la Belgique comme, dès maintenant, déliée de toute obligation résultant pour elle, à leur égard, soit du traité de Locarno, soit des arrangements intervenus à Londres le 19 mars 1936. » Ils maintiennent « les engagements d'assistance qu'ils ont pris envers elle par ces mêmes actes ».

13 octobre 1937. — « Le Gouvernement du Reich constate que l'inviolabilité et l'intégrité de la Belgique sont d'un intérêt commun pour les

(1) Voir : X..., Belgique-France (1920-1936), dans la *Revue générale belge* du 15 septembre 1950.

(2) Cité dans : J. Wullus-Rudiger, *Les origines internationales du drame belge de 1940*, Bruxelles, 1950, p. 89.

Puissances qui étaient signataires d'un traité de garantie conclu à Locarno, le 16 octobre 1925. »

Précisons l'état des conversations militaires franco-belges avant ce tournant de la politique.

Le lieutenant général Cumont, chef d'état-major de l'armée belge, a eu avec les hautes autorités françaises deux importantes entrevues, les 21 et 22 novembre 1934 et fin avril 1935. Dans leur déploiement, les Français prévoyaient la poussée sur Arlon, dans les 24 heures, de deux divisions et d'une brigade de spahis ; deux autres divisions iraient sur Bastogne ; deux encore, avec une brigade de spahis, du front de la Meuse vers les Ardennes. Sur cette partie du front général, l'état-major français demandait que les *Chasseurs ardennais* (de création toute récente) fussent éventuellement placés sous commandement français, et que les Belges établissent des fortifications sur la Meuse entre Liège et Givet. Il approuvait le déploiement de l'armée belge sur les canaux du Nord (canal Albert), sa droite sur la ligne des anciens forts de Liège. Une armée Bineau, forte d'abord de deux divisions, puis de quatre plus une division de cavalerie, renforcerait le front Liège-Anvers.

Les Français savaient donc que l'état-major belge ne s'attachait guère, pour sa part, à la défense des Ardennes. Ils acceptaient que, « hormis les *Chasseurs ardennais* et la 3e division d'infanterie, nous n'envoyions aucune troupe à l'est de la Meuse » (1).

Le général Van den Bergen participa à une conférence le 15 mai 1936, à Paris, en sa qualité de nouveau chef d'état-major de l'armée. Le déploiement français comprenait à cette date : une armée en Moyenne Belgique, une autre sur la ligne Arlon-la Chiers-la Meuse ; un groupement léger dans le sud de l'Ardenne. Le général Gamelin demanda aux Belges de s'accrocher au canal Albert et suggéra des « organisations » sur la ligne Anvers-Namur.

On en était là lorsque cessèrent les contacts militaires.

2. Conséquences militaires de la nouvelle politique

La déclaration du Gouvernement du Reich, le 13 octobre 1936, spécifiait sa détermination... « de respecter en tout temps le territoire de la Belgique, semblable assurance impliquant, évidemment, que celui-ci ne soit pas utilisé, dans un conflit armé, en vue d'une agression contre le Reich, soit comme passage, soit comme base d'opérations par terre, par mer ou dans les airs... ».

Cette restriction allait peser sur les mesures ultérieures. Il fallait désormais éviter tout acte unilatéral, toute mesure de défense qui apparaîtrait dirigée exclusivement contre le voisin de l'Est, sans une immédiate contrepartie sous forme de précautions s'inscrivant sur le terrain, face au Sud.

(1) Général Vam Overstraeten, *Albert Ier, Léopold III. Vingt ans de politique militaire*, p. 164. Chasseurs ardennais dans le Luxembourg belge, 3e D.I. à Liège.

On allait donc, suivant le désir du roi, « matérialiser » la ferme intention de la Belgique de conformer ses actes à la volonté d'indépendance qui est la sienne. Ainsi, au moment où l'Allemagne hitlérienne manifeste avec force sa politique d'expansion, la Belgique va réagir d'une manière curieuse, mais qui reste dans la logique des faits. Plus le voisin de l'Est deviendra redoutable, plus de soin l'on prendra à ne pas l'irriter.

Le 13 mars 1938, l'Autriche est envahie par quatre divisions, qui suffiront à réaliser l'*Anschluss*. Le Palais en conclut qu'il est urgent de résoudre le problème de la défense de Bruxelles face au Sud. Le ministre de la Défense nationale, dans une note à l'état-major de l'armée relative à ce sujet, fait le point de la situation à cet égard et établit un programme : reconnaître une position au sud de la capitale (Ninove-Hal-Mont Saint-Jean) ; préparer des destructions sur les lignes d'eau du Hainaut ; achever la position fortifiée de Namur, face à l'Ouest ; prendre des mesures d'alerte dans les provinces limitrophes de la France.

Il n'existait à ce moment strictement aucune organisation répondant à ces critères. Un peu pour donner le change, plus sans doute pour étudier expérimentalement les solutions proposées, le corps de cavalerie (motorisé depuis peu), et la 6e division d'infanterie, celle de Bruxelles, effectuèrent le 22 mars un exercice d'alerte, et d'occupation d'urgence de la position de couverture entre la Dendre et la Senne. Une autre manœuvre suivit de près, le 12 avril, cette fois entre la Senne et la Dyle, à double action. Entre ces deux dates se situe une intervention de M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, devant la Chambre : « La Belgique décidera en toute indépendance l'interprétation à donner à l'article 16 du Pacte de la Société des Nations sur le droit de passage... Quant à l'hypothèse que la France l'invoquerait pour porter secours à la Tchécoslovaquie, par égard pour la France je la déclare inconcevable. »

Comment expliquer ces réactions significatives ? Toujours par la nécessité de tenir la balance égale entre les deux adversaires possibles, attitude qui, comme l'avait dit M. Spaak le 16 mars encore, « était fille de deux échecs, échec de Locarno, échec de la S.D.N. », provoqués par la carence de la France et du Royaume-Uni.

Il est utile de souligner le relâchement, depuis 1936, des relations militaires entre ces deux pays. Poursuivant une politique d'apaisement, la Grande-Bretagne les avait limitées à un simple échange d'informations techniques par la voie des attachés militaires.

Elle avait accepté de bonne grâce le retrait de la Belgique. Il lui fallut les dangereuses évidences du printemps 1939, après l'optimisme qui suivit Munich, pour lui rendre une vue plus réaliste des choses.

La France s'en était rendu compte un an plus tôt, dès l'*Anschluss*. Le 16 mars 1938, M. Blum, président du Conseil, avait déclaré au *Comité permanent de la défense nationale* : « Nous tenons là une façon concrète de montrer aux Anglais la nécessité pour eux d'agir à Bucarest et à Bruxelles », tandis que le général Gamelin émettait l'avis qu'on pourrait

envisager la solution d'une manœuvre par la Belgique, autorisée et couverte, disait-il, par l'article 16 du Pacte.

Ces vues, du reste, manquaient d'ampleur, de conviction, et surtout de cette fermeté qui avait fait si cruellement défaut dès les premiers jours de la crise. Mais il fallait faire comprendre nettement la volonté de la Belgique de jouer toutes ses chances d'échapper à un conflit. M. Spaak signifia donc à M. Bargeton, ambassadeur de France, que les récentes manœuvres au sud de Bruxelles avaient eu un but démonstratif.

En juillet, le corps de cavalerie procéda à un déplacement spectaculaire depuis le camp de Beverloo jusqu'à la région Renaix-Audenarde. Cette manœuvre avait pour but officiel d'expérimenter la mobilité de la grande unité motorisée. Pour la troisième fois en moins de quatre mois, elle impliquait une intervention vers la frontière sud. C'était fort maladroit ; beaucoup de susceptibilités en furent blessées, même en Belgique. L'état-major de l'armée faisait trop de zèle.

Les manœuvres spadoises de fin août 1938, au cours desquelles le 1er corps d'armée, venant du Nord, du pays de Herve, franchit la Vesdre et attaqua droit au Sud, vers la région de Spa et l'Amblève, furent encore interprétées par une fraction de l'opinion publique comme dirigées contre le flanc nord d'une armée française d'intervention traversant notre territoire. Un tel jugement était cette fois erroné, mais il était typique que l'on n'eût pas osé traiter le cas concret d'une manœuvre retardatrice contre une agression venant de l'Est. On avait pris un thème totalement neutre.

Toutes réserves faites sur leur degré d'opportunité et leur manque d'élégance, ces démonstrations semblent avoir été comprises. Le 12 septembre 1938, au plein de la crise européenne, le général Gamelin déclara au président Daladier qu'il n'y avait rien à faire sur le Rhin doublé par la Forêt Noire. « Nous n'aurions l'espace et les objectifs immédiatement intéressants que par la Belgique. Or elle ne nous laissera pas passer, et nous ne pénétrerons pas sur son territoire sans son assentiment. »

Le Palais se rendit bien compte que l'état-major français répugnait à une intervention par la force et n'envisageait que la défensive à la frontière belge. Mais ne devait-on pas craindre un changement d'attitude d'un Gouvernement extrêmiste ?

Les 17 et 18 septembre 1938, éclata la crise des Sudètes. Une partie de l'Europe fut sous les armes. La menace, incontestablement, venait de l'Est. Or, dans une communication verbale, le 21 septembre, au ministre de la Défense nationale, lieutenant général Denis, le roi insista sur la nécessité d'accélérer les mesures de défense face au Sud : destructions dans les Ardennes sur une ligne Lesse-Neufchâteau-Libramont ; organisation de la position Ninove-Castre-Hal-Waterloo ; barrage des accès vers Bruges et Ostende par des abris permanents. Il craignait que la France, pour tenir ses engagements envers la Tchécoslovaquie menacée, eût la tentation d'utiliser le couloir belge et ne nous mît en face du fait

accompli, en tablant sur l'appui certain d'une fraction de l'opinion publique du pays. Le souverain précisait : « Notre sincérité est suspectée à l'étranger (Allemagne et Pays-Bas), et à l'intérieur par une partie de l'opinion flamande (1). » Le Premier ministre ayant donné son accord, le Roi écrivit, le 22, une lettre au ministre de la Défense nationale, signalant les préparatifs de l'Allemagne, de la France, et même de la Suisse, et ajoutant : « Je sais qu'il faut quelque courage pour braver les critiques, fruits d'une opinion mal éclairée. » Certains secteurs, en effet, réagissaient avec vigueur contre des mesures prises ostensiblement face à la France. Les mesures édictées le 23 n'altérèrent pas cet étonnement : rappel des spécialistes des destructions, occupation des accès sud des garnisons du Hainaut.

Il s'agissait d'une réponse indirecte à des démarches de l'ambassadeur de France auprès de MM. Paul Hymans (libéral), Moyersoen (catholique) et Émile Vandervelde (socialiste). A ce dernier il dit que, si l'Allemagne attaquait la Tchécoslovaquie, la France invoquerait l'article 16 pour exiger le droit de passage ; si la Belgique refusait, la France pourrait supprimer sa promesse de garantie... Vandervelde s'en étonna, mais ajouta : « Si le refus belge était à ce prix, nous préférerions nous passer de la garantie française. » Mais on voit qu'il n'y avait pas menace d'entrer de vive force ; tout simplement un dilemme posé à la Belgique en termes clairs.

A la lecture des comptes rendus des réunions tenues en France pendant cette époque critique, il apparaît nettement que le commandement ne cessa d'insister sur le fait que l'attitude belge limitait à l'extrême les régions où une offensive était possible ; dans ces conditions, une action de dégagement au profit d'un pays de l'Est ne pouvait être envisagée qu'à la frontière franco-allemande. Le 25 septembre, alors que la France vient de décréter une mobilisation partielle, le général Gamelin déclare à notre attaché militaire que les unités constituées à proximité de notre frontière sont destinées, soit à former un premier échelon d'intervention sur notre demande, soit à être employées ailleurs, mais qu'aucun soldat français n'entrera en Belgique sans y être appelé.

Cette attitude était fort claire depuis le printemps 1938, comme le montre un petit incident. Une revue française, *Notre Prestige*, avait publié en mai un article bien fait et par endroits prophétique :

« La Belgique, inévitable champ de bataille. » On y lisait : « Lorsque notre débilité politique, notre bolchevisme officiel nous ont valu de nos amis (belges) ce camouflet et ce geste d'humeur (la politique d'indépendance), qu'avons-nous fait ? Nous avons maladroitement riposté par la décision de prolonger la Ligne Maginot jusqu'à Dunkerque... En vérité, l'isolement volontaire de nos amis belges et notre défense *a priori* sur le béton du Nord aboutiraient à la même absurdité stratégique : nous laisserions d'abord, infailliblement, écraser nos alliés naturels, pour avoir ensuite toute

(1) Général Van Overstraeten, *op. cit.*, p. 295.

la masse allemande sur le corps... La seule réponse intelligente que nous eussions pu faire au discours du 14 octobre 1936, c'était de constituer à pied d'œuvre la force d'intervention convenable. Que nous y parvenions à la suite d'une parade, ou par un acte unilatéral, la présence d'une masse française (motorisée) sur la base Eupen-Malmédy, à 100 km de la Ruhr..., devient l'unique garantie de décision, pacifique ou violente, le coup de partie décisif sur l'échiquier européen. »

L'auteur préconisait donc la création d'un premier échelon de plusieurs divisions mécaniques, à mobilisation quasi instantanée, dans la région Lille-Reims-Mézières.

Cet article avait provoqué une vive réaction du ministère français des Affaires étrangères et de l'état-major général.

Or, en septembre, le directeur responsable de cette revue, ancien officier, reprit en l'amplifiant le point de vue de son collaborateur : « Il faut au plus tôt convaincre la Belgique et, en plein accord avec elle, installer sur son territoire une masse de manœuvre terrestre et aérienne et un réseau de protection antiaérien. » Ainsi se précisait la thèse extrême, nationaliste. Les milieux officiels la répudiaient avec énergie, respectaient le principe de notre neutralité tout en le déplorant. Le 26 septembre, au cours d'une importante réunion franco-britannique à Londres, il ne fut pas question d'un passage par la Belgique.

3. La politique d'indépendance à l'épreuve des faits

Le 27 septembre 1938, 14 h, le Gouvernement belge décréta la mise de l'armée sur le pied de paix renforcé. Dans la soirée, M. Spaak s'adressa au pays par la radio. Il affirma, confirma et justifia la politique d'indépendance. « Notre armée magnifique est aujourd'hui le rempart de notre indépendance en même temps que notre grande chance de paix. Seule une Belgique forte peut éviter la guerre. »

L'Instruction générale pour la prise du dispositif d'observation (28 septembre) plaçait deux divisions en Flandre, le corps de cavalerie et une division dans le Hainaut, une à Namur, deux à Liège et Hasselt, cinq dans la région Ninove-Hal-Anvers. Cette répartition, sans conteste, était beaucoup plus dirigée vers le Sud, en avertissement, que vers l'Est.

Les Services de Renseignements belges avaient identifié dix divisions françaises dans le Nord et le Nord-Est, avec une tendance au glissement vers l'Est, et une dizaine de divisions allemandes dont trois devant notre pays. Aucune de ces deux situations ne traduisait la moindre menace. Le pied de paix renforcé fut supprimé dès le 30 septembre.

L'expérience pratique en avait été fâcheuse sur le plan technique ; elle porta ses fruits dans ce domaine, après une étude attentive. Elle eut aussi des suites sur le plan stratégique. Le Roi, conseillé par le général Van Overstraeten adressa le 29 octobre une lettre au ministre de la Défense nationale. Il y insistait notamment sur : une couverture solide face à la France, basée sur les garnisons d'Ostende, Bruges, Tournai, Mons,

Charleroi et Bruxelles, celle-ci occupant la position Ninove-Hal. « En ce qui concerne le Luxembourg, tout est à revoir sous l'angle d'un déploiement face aux deux frontières, obtenu par une mobilisation strictement locale, très décentralisée, et appuyé à un système de destructions bilatérales à fonctionnement presque instantané. » Les plans de la position Ninove-Hal-Waterloo furent arrêtés fin décembre 1938 : groupes d'abris bétonnés organisés en points d'appui antichars.

C'est en janvier 1939 que la défense des Ardennes prit une physionomie nouvelle par une intervention personnelle du général Van Overstraeten dans un *Mémoire* au ministre. Il est visible qu'il ne croyait pas à cette défense. Au Nord de la grande forêt ardennaise, les unités en garnison à la frontière (1er lanciers à Spa, 2e cyclistes à Malmédy, 3e *chasseurs ardennais* à Vielsalm), feront une manœuvre retardatrice pour venir occuper l'Ourthe entre Comblain-au-Pont et Durbuy. Au Sud de la forêt, les 1er (Arlon) et 2e (Bastogne) *chasseurs ardennais* effectueront une manœuvre analogue qui « aura pour base une position-barrage antichar à deux faces, assez loin de la frontière, pour que l'on y soit posté avant l'attaque ». Si les mots ont un sens, cela signifie qu'il n'y aura pas de manœuvre retardatrice, ce pour quoi les *chasseurs ardennais* avaient été créés. Le *Mémoire* en vient à cette étrange conception de l'occupation, sur un front de 40 km, par deux régiments, du chemin de fer Namur-Arlon entre Val-de-Poix et Marbehan, faisant face à la fois à l'Est et à l'Ouest. Le ministre entérina ces propositions, en y ajoutant l'aménagement de Libramont et de Neufchâteau en centres antichars.

Pendant que le commandement belge cherchait à résoudre seul les problèmes de sa défense, en les traitant suivant un certain ordre d'urgence, la France et la Grande-Bretagne, sérieusement alertées cette fois par la récente crise, commençaient à voir la situation sous un nouvel angle.

Dans un document remis le 1er février 1939 par l'ambassadeur britannique au ministre belge des Affaires étrangères, le danger allemand se trouvait évoqué. Londres croyait désormais à une attaque en deux temps, sur les Pays-Bas d'abord. Cette invasion fournirait à l'aviation allemande des bases nombreuses, créant pour la Grande-Bretagne une situation critique au double point de vue aérien et naval. Londres suggérait en conséquence la reprise des contacts d'état-major avec la France. Nous pouvions devenir le premier soutien des Pays-Bas, et demander le concours immédiat des armées françaises. La réponse belge fut remarquablement nette. Janson se borna à assurer l'ambassadeur que la Belgique se conformerait résolument à la politique d'indépendance qui était sienne. Les contacts d'état-major ne seraient donc pas repris.

Il est utile de noter que, depuis quelques années, la Grande-Bretagne avait renoncé aux contacts d'état-major avec la France, car « de telles conversations peuvent impliquer une alliance militaire... et à cette époque le Gouvernement (de Londres) et ses conseillers militaires ne voulaient pas aller aussi loin aussi longtemps que serait poursuivie la

politique d'apaisement ». C'est ce qu'écrit le major Ellis dans son livre *The War in France and Flanders*. Mais, après Munich, les objectifs de Hitler étaient clairs ; France et Grande-Bretagne reprirent, le 29 mars, leurs contacts militaires longtemps interrompus. Dans ses suggestions à Bruxelles, Londres ne s'intéressait réellement qu'à une liaison des services de guet britanniques et belges et au détail de l'organisation de notre protection anti-aérienne, c'est-à-dire à la protection directe et indirecte du territoire anglais. A la vérité, il lui eût été difficile d'offrir quelque chose en échange.

Ce que l'on sait maintenant de ces conversations franco-britanniques montre la grande faiblesse militaire des deux puissances garantes et la débilité de leur stratégie. Dès cette époque, elles admettent la supériorité allemande et croient à une attaque brusquée par les Pays-Bas et la Belgique. La France songe tout d'abord à défendre l'intégrité du territoire national, soit à ses frontières mêmes, soit, si les circonstances s'y prêtent, quelque part en Belgique, sur le canal Albert, ou sur l'Escaut. L'essentiel est de gagner du temps pour se constituer des forces aptes à l'offensive. En attendant, les deux pays mettront à profit leurs deux seuls facteurs de supériorité : puissance navale et puissance économique, pour soumettre l'Allemagne à un blocus rigoureux. Les conséquences pratiques, du côté britannique, de ces contacts furent, fin mars, la décision de doubler l'armée territoriale ; le 27 avril, l'introduction de la conscription ; un peu plus tard, un plan d'accroissement de la force expéditionnaire sur le continent et la création d'une *Advanced Air Striking Force* destinée à opérer à partir de bases françaises.

On comprend l'intérêt présenté par une participation éventuelle de la Belgique à de telles conversations. Le major Ellis note que, lorsque la Grande-Bretagne et la France pressèrent notre pays de s'y joindre, la Belgique répondit, comme Londres l'avait fait trois années plus tôt (au début de 1936, réoccupation de la Rhénanie par Hitler), qu'elle ne pouvait s'engager envers un camp de ses voisins tout en proclamant sa neutralité envers l'autre.

Entre-temps s'éternisait une de ces crises de commandement que l'armée belge a plusieurs fois connues, dues à la curieuse dualité délibérément voulue et maintenue malgré les leçons du passé : un chef d'état-major général de l'armée responsable en fait, mais sans audience réelle, et un conseiller militaire du Roi, sans responsabilité, mais écouté et suivi. A la fin mars, « devant la carence, à nouveau constatée, de l'état-major de l'armée en matière stratégique, Sa Majesté et le ministre sont convenus qu'il m'appartiendrait de leur faire toutes suggestions, et de proposer telles instructions que de besoin concernant la préparation et la conduite de la défense du pays ». Voilà ce qu'en dit, sans la moindre équivoque, le général Van Overstraeten (1). Tout ce qui suivra portera donc la griffe du conseiller.

(1) Général Van Overstraeten, *op. cit.*, p. 307.

Il fut décidé de commencer la fortification du champ de bataille Anvers-Namur, avec première urgence pour le tronçon Lierre-Haecht.

Tout était concentré entre les mains et dans le cerveau d'un seul homme qui avait en lui-même une confiance totale et exclusive. Et pourtant, il faut constater que les discussions académiques continuèrent leur train. La ligne Anvers-Namur serait-elle le champ de bataille national ? Serait-il organisé en profondeur ? Il était difficile d'y répondre sans connaître les intentions franco-britanniques. Le général Van Overstraeten rédigea notes et mémoires sur les possibilités stratégiques de la Belgique, question déjà retournée sous toutes ses faces, et depuis longtemps. Il démontra que, si les Pays-Bas étaient attaqués, il y aurait menace pour la Belgique qui, malgré sa neutralité, serait placée dans une situation impossible. On s'en serait douté sans un long examen. Mais, à chaque pas, éclatait la difficulté d'arrêter un plan complet sans pouvoir tenir compte des réactions des puissances garantes.

Le 12 avril, le général Gamelin avait signalé au colonel Delvoie, attaché militaire belge à Paris, que la défense des frontières était au complet sur le pied de guerre, et que, des 76 bataillons de marche formés en compléments, « certains pourraient être prélevés et dirigés sur la Belgique, sur votre demande ».

Au cours d'une réunion franco-polonaise, le 16 mai, le généralissime exposa que le plan français devait être très souple, car on ne savait à quoi se résoudraient les Allemands. Attaqueraient-ils par les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse ? La Belgique pouvait être submergée très rapidement. Dans le doute, la concentration maxima des Forces françaises resterait localisée dans le Nord-Est. Le cas de la Belgique fut discuté une fois encore, mais le commandement français affirma que le Gouvernement devrait respecter sa neutralité si, comme il était à craindre, elle ne se rangeait pas aux côtés de la France.

L'idée maîtresse de la stratégie du moment se lit dans un extrait de la *Directive* du général Gamelin au général Georges, commandant des Armées françaises du Nord-Est, le 31 mai : « Si l'Allemagne se décidait à agir simultanément contre la Pologne et contre nous, par la Belgique ou par la Suisse, les Forces polonaises se trouveraient alors automatiquement soulagées, sans autre obligation de notre part, du fait que les Forces allemandes engagées à l'Ouest seraient détournées du front oriental... Mais, comme nous n'envisageons pas d'entrer les premiers en Belgique ou en Suisse, voire en Luxembourg, une intervention française ne serait possible que sur la frontière franco-allemande. »

Il est donc incontestable que le commandement français n'envisageait pas une entrée non autorisée sur le territoire belge. Dès cette époque, du reste, les esprits étaient divisés au sujet de l'opportunité d'une intervention des Forces françaises en Belgique.

Par ailleurs, il n'y avait aucun contact officiel entre les états-majors. Et pourtant, en 1938, des officiers de l'état-major français furent invités à

parcourir, en costumes civils, les positions du canal Albert, d'Eban-Emael, de la frontière entre Liège et Arlon. Un officier de la 2e Armée visita le terrain sur lequel seraient amenées à manœuvrer en Ardenne les divisions légères motorisées. Il constata que, sur toute la frontière belgo-allemande, « un réseau de destructions était préparé en des endroits bien choisis, explosifs en place (ce qui n'existait pas en France, note-t-il), surveillé par des postes pouvant être alertés téléphoniquement, et battu par le feu des blockhaus » (1).

Le commandement français connaissait également les grandes lignes de l'occupation des Ardennes, le système des destructions, la direction de repli des *Chasseurs ardennais* vers le Nord-Ouest (2). Il y avait donc eu des « filtrages » autorisés ; la collaboration éventuelle était moins totalement grevée au départ qu'on n'eût pu le craindre.

Lorsque éclata la nouvelle crise, au sujet de Danzig cette fois, la Belgique continua à faire cavalier seul, mais elle prit à temps les mesures qui s'imposaient. La phase A de la mobilisation fut décrétée le 25 août. Le 28 on passa à la phase B, alors que, successivement, l'Allemagne (le 26), la Grande-Bretagne (le 27 au soir) et la France (le 28) venaient de garantir le respect de la neutralité belge. A ce moment déjà, les Pays-Bas en étaient à la mobilisation générale, et la Suisse venait de se donner un généralissime.

Le 31 août dans la soirée, phase C, mobilisation des divisions actives et des divisions de première réserve. Le dispositif général comprenait *grosso modo* : six divisions face au Sud, une division de cavalerie et une division de chasseurs ardennais dans le Luxembourg à deux fins ; à Namur, deux divisions ; face à l'Est, trois divisions et une division de cavalerie ; deux divisions en réserve. Ce déploiement était visiblement destiné à décourager les Français de chercher chez nous une voie de passage pour aller au secours de la Pologne.

4. La situation au début de la guerre

Suivant l'optique propre à chacun, il est permis de s'étonner, de s'indigner d'une telle attitude, ou de la trouver normale. L'évolution des événements a montré — et montre encore — que les problèmes de la grande politique ne se règlent pas suivant les sentiments et les sympathies, mais uniquement d'après les impératifs de l'intérêt de chaque pays. Il faut regretter que l'égoïsme national subsiste encore et fasse échec aux solutions de salut public, mais l'on comprendra peut-être que, en 1939, des pays comme la Belgique et les Pays-Bas n'aient pas eu la vocation de servir de boucliers, aient tenté au contraire de rester en dehors d'un conflit. Ce n'est là ni de l'héroïsme, ni même de la clairvoyance, mais l'on cherche vainement quel pays d'Europe occidentale, fut, depuis 1933, clairvoyant et tout simplement courageux.

(1) Général Ruby, *Sedan, Terre d'épreuve*, pp. 35-36.
(2) Général Ruby, *op. cit.*, pp. 66-67.

Le premier dispositif belge, avec 14 divisions d'infanterie (7 d'active, 7 de réserve) et deux divisions motorisées, était bien équilibré en fonction de la politique adoptée. Les unités, étalées sur des fronts démesurés, ne pouvaient avoir qu'une mission de surveillance, d'avertissement et de repli. Ce déploiement, avec de légères retouches, fut conservé jusqu'à la fin septembre, jusqu'à la consommation de la défaite de la Pologne.

Augmentée de six divisions de deuxième réserve, de faible valeur combative, l'armée belge adopta un nouveau dispositif.

Face à l'Allemagne. — Dans le Luxembourg, sur la Meuse entre Namur et Visé, dans les avancées de la Position fortifiée de Liège (P.F.L.), sur le canal Albert et ses avancées jusqu'à la Position fortifiée, d'Anvers (P.F.A.) incluse : treize divisions d'infanterie, deux de *chasseurs ardennais*, une de cavalerie motorisée, un régiment cycliste frontière. Le déploiement initial ne prévoyait qu'une division face à Maestricht ; désormais cinq corps d'armée comptant dix divisions s'alignent entre Eben-Emael et Anvers. Cette position qui, déjà, dans l'esprit du haut commandement, n'est qu'une position de couverture dans le cas où l'armée belge resterait isolée, est donc occupée par près de la moitié de nos forces : trop pour cette mission limitée, trop peu pour la défensive d'arrêt.

Face à la France. — Le dispositif ne répond plus qu'à une surveillance de la frontière. Il comprend en ordre principal : en Flandre occidentale, deux groupes cyclistes et un régiment léger ; dans le Hainaut, deux régiments de chasseurs, un régiment léger et le 3e lanciers ; dans le Luxembourg, un régiment cycliste et le 2e lanciers. Peut-être, faut-il y ajouter deux divisions qui, après relève sur le front Est, étaient par roulement, mises au repos dans la tête de pont de Gand et à la côte, sans mission tactique bien nette.

Le commandement ne disposait plus que de trois divisions en réserve générale à l'intérieur du pays.

Le nouveau déploiement faisait incontestablement face à l'Est, sur toute l'étendue de la frontière, avec une densité plus forte au Nord de la P.F.L., pour tenir compte d'une invasion probable des Pays-Bas.

Le haut commandement français pouvait-il ignorer ces changements radicaux ?

Certainement pas. Les contacts d'état-major n'ont pas encore repris, mais *rien* ne peut être dissimulé aux Services de Renseignements étrangers à partir du 1er septembre 1939. Tous les mouvements, tous les cantonnements étaient connus par les sources les plus simples : les soldats eux-mêmes, les journaux, les tournées du service *Welfare*. La circulation n'était soumise à aucune entrave.

La frontière franco-belge, comme les autres, était surveillée de part et d'autre, mais elle était perméable en dehors des postes de contrôle, soit par les nombreux chemins frontaliers barrés par de simples chevaux de frise, soit par la région des Monts de Flandre.

Je fus, à partir de début octobre 1939, chef d'état-major du VI^e corps d'armée, organe de deuxième réserve, chargé de la mission de tout repos de la sécurité de cette frontière entre la côte et le canal de l'Espierre. On ne peut nier que les relations y fussent rares et contraintes. Mais les ouvriers frontaliers belges franchissaient la ligne comme d'habitude, et nos Services de Renseignements purent suivre jour après jour, conformément à leur mission, les mouvements des Forces franco-britanniques. L'espionnage allemand sévissait partout et avait un centre à Gand. Les avions des deux camps survolaient périodiquement les territoires belges. Rien, à la vérité, n'était plus aisé que de savoir sur le déploiement de nos forces, tout ce qu'il importait de connaître. Nous ne doutons pas que le service français ait été à la hauteur de sa tâche.

Rapprochant les données ainsi recueillies de celles acquises lors des derniers contacts d'état-major de 1937, le haut commandement franco-britannique pouvait en déduire :

— que le déploiement et la défense du gros de l'armée belge restaient basés sur l'occupation d'une position Liège-Anvers par le canal Albert, face à l'Est et au Nord-Est ;
— qu'au Sud de Liège il y aurait tout au plus une flanc-garde sur l'Ourthe ;
— que, dans les Ardennes, les mesures prises et la conception de la défense n'avaient guère changé ;
— que la position fortifiée de Namur était occupée assez sérieusement, ainsi que la Meuse en aval, mais que la Meuse en amont ne l'était que d'une façon discontinue.

Rien donc de différent entre cette situation et celle de 1936-1937.

L'armée belge occupait un front proportionné à ses moyens ; elle ne laissait dans la partie Sud-Est du pays, Luxembourg et Namurois, que les éléments jugés nécessaires pour faire sauter les destructions et préparer l'arrivée des renforts prévus en 1936.

Si la solution ardennaise de 1939 était défectueuse (et tel est mon avis personnel), elle se révélait déjà telle en 1936.

Mais, à la lueur des faits, il est permis de conclure que l'interruption des contacts ne s'était traduite par aucune solution de continuité. Le dispositif belge, resserré au Nord, laissait aux Forces françaises leur champ de bataille ardennais.

Général Émile WANTY.

QUELQUES ATTITUDES ET RÉACTIONS DES TRAVAILLEURS BELGES SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE (1940-1944)

En février 1941, Alexandre Galopin, gouverneur de la *Société générale de Belgique*, vice-président du *Fonds national de la Recherche scientifique*, et chargé d'une mission importante par le Gouvernement belge au moment où celui-ci quitta la capitale en 1940, me demanda de constituer le *film social* de la guerre, de brosser le tableau de la société belge sous l'occupation.

Toutes les précautions ont été prises afin de saisir la réalité de la façon la plus fidèle et d'éviter des exagérations déformantes dans n'importe quel sens. La situation a été étudiée sans préjugé, sans aucune sensiblerie qui eût été déplacée dans une telle investigation. Nous avons fait abstraction de tous les éléments émotifs. Les photographies de l'album, les scènes du film social de la guerre que nous avons présentées sont aussi fidèles que possible. La mise au point ne fut pas toujours ce qu'on eût pu désirer. Aussi, les images manquent-elles parfois de netteté. Il y a, comme c'est souvent le cas pour les descriptions sociologiques, du flou, une frange d'incertitude et parfois un léger halo de confusion. J'ai été prudent afin que les conclusions ne dépassent pas la portée qu'elles peuvent légitimement atteindre. Un fait partiel n'a jamais été rendu universel, un cas particulier transformé en règle générale.

En principe, l'étude devait porter essentiellement sur l'alimentation et l'état de santé des familles ouvrières. Mais, dès les premiers contacts avec les individus et les ménages (mars à septembre 1941), je fus frappé par de multiples réflexions qui témoignaient de changements parfois profonds dans le comportement moral et social des individus. Je pus constater les répercussions de la sous-alimentation et de la misère sur la vie des familles. Je décidai d'étudier ces faits de plus près et de montrer par des exemples concrets ce qu'ont été le mode de vie et le comportement social et moral des ménages ouvriers pendant la guerre. J'ai eu recours à la méthode monographique.

Cette méthode a un inconvénient. On voit des familles « sans histoire » et qui de ce fait se prêtent difficilement à la rédaction d'une monographie. On rencontre des ménages fort discrets au sujet de leur mode de vie et de leurs sentiments. L'ensemble des monographies ressemble, de ce fait, à un album où figurent surtout les photographies qui ont le plus de caractère, le plus de relief. Cependant, les monographies retenues peuvent être considérées comme des échantillons assez représentatifs. Beaucoup d'éléments qu'on y relève se retrouvent, différemment combinés, chez d'autres familles.

Il est évident qu'en traduisant des sentiments profonds, mais parfois imparfaitement extériorisés, il arrive à l'observateur de forcer quelque

peu certains traits. Il donne du caractère à une figure qui, dans la réalité, n'en a pas beaucoup. Il évite avec soin la caricature.

Grâce à la méthode monographique, on trouve beaucoup de lumières dans des vies très modestes, on voit les difficultés de l'existence, les souffrances physiques et morales du plus grand nombre, le courage et le dévouement des uns, la dégradation et l'égoïsme des autres, l'esprit débrouillard de ceux qui veulent vivre le moins mal possible.

En 1946, j'ai présenté une première synthèse dans une brochure *Privations et espoirs* (1). En 1950, tous les résultats de l'investigation ont été publiés en trois volumes sous le titre général *La société belge sous l'occupation allemande* (2).

Le premier problème devant lequel les travailleurs se sont trouvés est celui de leur gagne-pain et de leur sécurité. Les ouvriers ont repris le travail. Il faut en chercher l'explication dans la situation générale et le « climat » du pays.

Dès le 10 mai 1940, les Belges ont été frappés par la fuite ou la disparition des autorités. Après la capitulation de l'armée belge et surtout après celle de l'armée française, beaucoup sont hébétés et pensent que la guerre est probablement perdue, que c'en est fait de la pleine indépendance de la Belgique ; les optimistes croient que le conflit durera de longues années. La classe ouvrière est atterrée et se sent impuissante devant l'énormité et la soudaineté des événements. Son patriotisme n'a pas été galvanisé. L'attitude apparemment bienveillante de l'occupant l'étonne d'abord et la désarme ensuite.

L'esprit de résistance ne se rencontre que sporadiquement. Seuls quelques hommes de l'élite ouvrière et intellectuelle n'admettent pas la défaite et prennent, dès le début, nettement le parti de s'opposer à l'ennemi. Leur attitude contraste avec celle de la masse des « abattus », des « impuissants », des « indifférents », des « résignés », des « hésitants », des « attentistes », et des « opportunistes ». Ces derniers se déclarent volontiers « réalistes » ; parmi eux, beaucoup ne se résignent que péniblement à une telle conduite et sont bien décidés, en attendant l'occasion de nuire à l'ennemi et d'agir ouvertement contre lui, de pratiquer, dans toute la mesure du possible, la « politique du moindre mal » et de se livrer à la « résistance passive », à la « résistance prudente », ou au « freinage ».

Le large climat de résistance que l'on devait connaître plus tard n'existe pas encore. Le pays se trouve sans roi, sans Gouvernement, souvent sans autorités locales, sans syndicats. Le désarroi est à son comble. La confusion est partout. Nulle clarté. Les Belges sont assommés. La population se sent, à juste titre, abandonnée. Elle est devant le vide à un moment où chacun cherche à s'appuyer à quelque chose.

Les travailleurs pensent à leur gagne-pain indispensable. Ils redoutent les conséquences de la suspension du travail : misère, déportation en

(1) G. Jacquemyns, *Privations et espoirs*, Bruxelles, Office de Publicité, 1946.

(2) G. Jacquemyns, *La société belge sous l'occupation allemande*, Université libre de Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, Nicholson & Watson, Bruxelles, 1950.

Allemagne. D'autre part, dans l'écroulement général, aux yeux de beaucoup de travailleurs un organisme subsiste : l'usine, la mine, l'atelier, le bureau. Dans le vide créé par la disparition des guides habituels de la nation, ils ne sont pas rares les ouvriers pour lesquels le patron a la valeur d'une présence réelle, pour lesquels il est à la fois l'homme à qui on peut s'adresser et celui qui semble avoir le pouvoir de décider de leur sort.

Tout concourt à ne pas faire hésiter de reprendre, si possible, le travail. Aussi, chacun s'accroche à sa place ; la plupart de ceux qui sont sans emploi en cherchent un. Les sans-travail tombent à charge du *Secours civil* (allocations fort modestes). Les *Offices du Travail*, instruments aux mains des Allemands, ont leurs noms et peuvent à tout moment soit leur imposer du travail en Belgique, soit leur « présenter » un emploi en France ou en Allemagne. Il apparaît clairement que la situation de 1914-1918, possibilité pour tout le monde d'être nourri pour rien et d'être secouru, ne se reproduira pas. Comme plus tard on prendra le maquis pour échapper aux investigations de la *Gestapo* et combattre l'ennemi, on prend le chemin de l'usine, de la mine, de l'atelier ou du bureau pour s'assurer la subsistance et se mettre en sécurité.

Au début, de rares ouvriers vont travailler en Allemagne. C'est parmi les chômeurs invétérés que se recrutent les premiers ouvriers volontaires pour l'Allemagne et les premiers « trafiquants » vivant du commerce du marché noir. D'autres partent « outre-Rhin » pour soustraire leur famille à la misère ou afin de bénéficier des avantages sérieux qu'ils escomptent pour eux-mêmes et leur famille. Ils hésitent d'autant moins à le faire qu'ils sont certains que personne ne leur en voudra et que d'ailleurs, travailler ici ou en Allemagne, c'est toujours travailler pour les Allemands. La majorité des travailleurs appréhendent de perdre leur gagne-pain. Ils désirent, « parce qu'il faut vivre », voir les machines continuer à tourner ; ils espèrent ne pas devoir lâcher l'outil.

Les semaines passent. On respire : les Anglais tiennent bon et gagneront très probablement la guerre. L'usine n'est pas fermée. On n'est pas jeté sur le pavé, on n'est pas condamné à crever de faim, on n'est pas déporté. Puis vient l'espoir. Grâce à l'appui des Russes et des Américains, les Alliés vaincront l'Allemagne. La classe ouvrière belge, bien plus que de larges couches des classes aisées en général et des classes moyennes en particulier, était, avant mai 1940, réellement antifasciste. *L'ordre nouveau* n'a pas gagné leurs sympathies. Beaucoup d'ouvriers ne sont cependant pas insensibles à certains aspects sociaux du national-socialisme. Mais presque tous les travailleurs se méfient des syndicats d'ordre nouveau groupés dans l'U.T.M.I. *(Union des Travailleurs manuels et intellectuels)*. L'Allemand pour lequel, bon gré mal gré, on travaille directement ou indirectement, est de plus en plus détesté. Le joug de l'occupant, son oppression politique et policière, bien plus que l'attitude de la *Wehrmacht*, qui reste en général correcte, creusent un fossé entre l'écrasante majorité du peuple et l'ennemi nazi. L'hostilité contre les « collaborateurs », les

inciviques, les germanophiles et surtout les « valets », les « embochés », les « noirs » (*Rexistes* et V.N.V., membres du *Mouvement nationaliste flamand, Vlaamsch National Verbond*) croît. On exècre les traîtres et les dénonciateurs. A côté des questions d'ordre matériel, on se préoccupe aussi de la marche des événements militaires. La radio de Londres, que l'on écoute avec plaisir, la Résistance, les journaux clandestins soutiennent le moral. « On les aura les Boches. » Des « attentistes » de la première heure aspirent à une action plus efficace contre l'oppresseur.

Cependant, peu de travailleurs désirent abandonner le travail qui leur assure l'existence. Beaucoup travaillent au ralenti, quelques-uns sabotent. Les « réfractaires » restent peu nombreux.

Lorsque les Allemands décrètent le travail obligatoire soit en France, soit en Allemagne, et cela même pour des ouvriers et des employés au travail, on cherche à échapper à la déportation (1) ; presque tout le monde désire être « occupé » parce que les risques de déportation sont un peu moins grands pour ceux qui sont au travail que pour les autres. L'usine, la mine, l'atelier, le bureau sont des refuges. Le cas échéant, on désire pouvoir exhiber à la *Werbestelle* une bonne attestation d'un patron. Il y a aussi de nombreux réfractaires.

Certains ouvriers freinent de plus en plus la production, sabotent prudemment. Les plus audacieux, les plus menacés, les plus ardents, les plus patriotes, les durs « disparaissent », gagnent le maquis, adhèrent au *Front de l'Indépendance*, à la *Brigade blanche* ou à quelqu'autre groupe de la Résistance. Les actes de sabotage économique et militaire se multiplient. Tous n'échappent pas à la déportation. Celle-ci entraîne des modifications profondes au sein de certaines familles. Elle agit évidemment sur les déportés eux-mêmes. Ceux-ci déplorent la durée du travail : onze, douze et même treize heures. Il y a de nombreuses doléances au sujet des fortes retenues. Tous savent qu'elles sont très élevées, peu peuvent préciser leur montant exact, leur justification. On se plaint du logement, mais surtout de la nourriture. Le concert de récriminations est à peu près unanime, peu de sons discordants. L'orchestre donne les mêmes notes ; le trombone hurle : je crève de faim ; la clarinette souffle : j'ai faim ; le violoncelle : mauvaise nourriture, bref, peu à manger.

Dans les camps, les pratiques religieuses sont parfois fort négligées. L'excès de travail, le travail dominical, l'éloignement de l'église, le peu de sympathie que l'on a pour l'aumônier, le manque d'habitudes régulières, le manque d'appel des cloches, le peu d'habitude qu'avaient beaucoup d'ouvriers croyants de se rendre à l'église, le manque de rappel à l'ordre par la femme, les parents, les membres de la famille, les militants, le prêtre de la paroisse, tout cela a son influence. Les trop grandes pré-

(1) M. Jacquemyns emploie les termes *déportation* et *déportés* pour désigner le travail et les travailleurs, forcés ou volontaires, en Allemagne. Cette terminologie est officiellement consacrée en Belgique ; en revanche, les *déportés*, au sens français, s'y trouvent désignés sous l'appellation de *prisonniers politiques. (N. d. l. R.)*

occupations d'ordre matériel sont peut-être à retenir aussi pour expliquer le peu d'importance que beaucoup de déportés semblent attacher à la religion ou à la fréquentation des offices. Un ouvrier a résumé brutalement ce que d'autres sentent ou pensent : « Nous attendons notre pain quotidien bien plus des colis que du ciel ; c'est pourquoi nous prions notre famille au lieu du bon Dieu. »

De ce que les offices sont moins fréquentés il ne faut d'ailleurs pas conclure que les sentiments religieux se sont émoussés. Chez bien des hommes, il y a plus de religiosité qu'avant leur départ. Il y a des moments où beaucoup de croyants se souviennent brusquement de leur Dieu, de leurs prières, des moments où des incroyants cherchent un Dieu : quand on bombarde. On invoque plus Dieu dans les abris que dans les temples. L'abri, c'est le refuge où l'on n'entre jamais avec la certitude d'en sortir vivant. Lorsque le sol tremble, lorsque le souffle colle les hommes contre les parois des abris, les pensées de beaucoup de croyants et d'incroyants s'élèvent, au delà de ceux qu'ils ont laissés, vers le Dieu qu'ils avaient un peu oublié ou toujours ignoré.

Les colis constituent une sorte de lien matériel entre la famille et le déporté. Les lettres sont un autre lien. Lorsque la femme reçoit une lettre, c'est comme si pendant un quart d'heure elle était avec son mari qui lui raconte tout à propos de son travail, de son entourage, de lui-même. Les meilleurs jours pour la femme et les parents sont ceux où ils reçoivent une lettre d'Allemagne. A leur tour, les femmes et les parents écrivent régulièrement au déporté. Les femmes constatent « qu'elles trouvent des choses à écrire qu'elles n'auraient jamais trouvé à dire... On se découvre des sentiments qu'on ignorait un peu avant la séparation ».

Les femmes ou les parents ne sont pas irrités par les exigences des déportés ou le manque d'envoi d'argent. On est parfois désappointé ou triste, mais on n'accuse pas le déporté. Le manque d'argent contrarie, rend parfois nerveux, mais on ne rend pas les déportés responsables. Partout domine le sentiment d'indulgence. L'éloignement a pour effet d'estomper pour ceux qui restent, les défauts de celui qui est « là-bas », d'accentuer ses qualités.

En général, les femmes font face à leur nouvelle situation avec courage. Celles qui travaillaient continuent à le faire et sont heureuses de pouvoir nouer les deux bouts. D'autres n'ont pas hésité à se faire embaucher en vue de « gagner un peu ». Quelques femmes apprécient leur plus grande indépendance et sont heureuses de pouvoir prendre seules des responsabilités, de se sentir « moins commandées ». Elles constatent que « cela marche » sans la présence, sans l'autorité de l'homme. Des femmes ont pris de nouvelles habitudes. Quand des déportés rentrent chez eux, il y a parfois des frictions ; dans certains ménages, on a alors l'impression que deux « chefs » s'affrontent. Les heurts sont d'autant plus à redouter que les répercussions physiologiques et psychologiques de la sous-alimentation sont profondes chez beaucoup d'hommes.

Il est à noter que la sous-alimentation a eu parfois des effets psychologiques assez profonds. Presque toutes les familles sont obsédées par la question « mangeaille », par le problème de la « bouffe ». Pas un jour ne passe qu'on ne parle de nourriture. Une partie notable de la nation semble se transformer par moments en une multitude de tubes digestifs. La question de nourriture est capitale. Elle domine tout. A peu près tout le monde se plaint. Tous les individus sont plus nerveux, plus irritables qu'avant 1940. Quelques mois de privations et de réglementation ont atteint profondément, non seulement le moral, mais encore la moralité, les sentiments et les pensées de la population.

Chez ceux qui ont faim ou se sentent menacés de la faim, on a moins que jadis horreur du mensonge et du vol indirect. Pour « se défendre », on croit qu'il est permis de « tricher » quelque peu avec les autres et avec sa propre conscience. On ment, on triche pour se « défendre » mais on en prend l'habitude. Les parents sous-alimentés et aigris par les difficultés du ravitaillement ne se gênent pas pour expliquer, en présence de leurs enfants, comment ils ont réussi à « rouler » le contrôleur, le boucher, le boulanger, le laitier. Certains se vantent des bons « trucs » qu'ils ont imaginés pour se procurer telle ou telle marchandise, pour échapper à telle ou telle sanction, pour faire croire telle chose extraordinaire à tel « naïf ». On se « débrouille » comme on peut, même si pour cela il faut « arranger » les autres. On veut être le plus « malin ». On est fier d'avoir plus d'un tour dans son sac. C'est le triomphe du *système D*. Là où l'alimentation est insuffisante, où le ravitaillement est difficile, il ne suffit ni de travailler, ni de prier pour son pain quotidien ; il faut frauder et ne pas se faire pincer. Les sous-alimentés envient, plus qu'auparavant, certains biens d'autrui. On continue à être croyant, mais on compte davantage sur l'indulgence de son prochain et de son Dieu. La faim ou la crainte de la faim transforment quantité d'hommes en loups. Je dis la faim ou la crainte de la faim, parce que même chez les individus pas trop mal nourris, l'obsession de lendemains moins abondants a le même effet que la privation réelle.

Du point de vue social, il faut remarquer que le « bourgeois », grâce aux possibilités que lui offre le marché noir, apparaît aux ouvriers comme le « type » qui continue à bien manger. La différence dans l'alimentation sert à démarquer, à délimiter, à fixer les classes. En corrélation étroite avec la question alimentaire, avec les restrictions et les souffrances qui en résultent, on remarque chez beaucoup de travailleurs le mépris et la haine des commerçants, des mercantis, des paysans, des nouveaux riches.

D'un côté de la barricade, ceux qui ont faim et qui dépensent leur dernier centime ; de l'autre côté, ceux qui connaissent encore l'abondance et « amassent » de l'argent. Il y a deux classes sociales : celle de ceux qui mangent assez, celle de ceux qui ont faim. Dans la première, on range les campagnards et les « bourgeois », dans la seconde, les « pauvres ouvriers ». Ceux-ci doivent subir tous les inconvénients résultant de la

guerre. Ils ragent d'impuissance. Mais beaucoup sont convaincus qu'après la guerre « l'ouvrier sera roi ». Le bourgeois s'empiffre, mais il joue sa dernière carte. Les malheureux d'aujourd'hui seront les maîtres demain.

L'ouvrier, abandonné à lui-même, s'est forgé son idéal en dehors de l'influence de la propagande. Ses *desiderata* peuvent se résumer schématiquement en une nouvelle devise : *bien-être*, *sécurité*, *dignité*. La vieille revendication : *Du travail et du pain* et cette autre : *Du pain et des jeux*, sont dépassées. Le bien-être ce n'est pas seulement le pain quotidien, mais c'est encore tout ce qui a trait à l'existence.

Cette notion du bien-être est difficile à définir. Le bien-être a un caractère conventionnel qui a toujours des rapports étroits avec une certaine hiérarchie sociale. Les individus mesurent, dans des limites variables selon les époques, leur caractère et leur éducation, leur bien-être par rapport au standing d'autres classes, ou au standing qui leur est proposé par la propagande. Bien-être se traduit souvent par mieux-être. Après la guerre, on ne se bornera pas à demander du travail assurant un salaire qui réponde à un minimum vital. On pense à un salaire qui permette d'atteindre un certain optimum vital. Le bien-être, ou si l'on veut le mieux-être, est en quelque sorte l'aspiration pour l'immédiat.

Le deuxième terme de la devise, sécurité, concerne demain. La sécurité se traduit essentiellement sous forme d'assurances : ne pas devoir redouter le chômage, la maladie, l'invalidité, la vieillesse. Les ouvriers travaillant en Belgique, tout comme les déportés, estiment cependant que les contributions pour les diverses assurances ne doivent pas absorber une trop grande partie de « la paie ». Il ne faut pas que les charges pour la sécurité de demain diminuent le bien-être d'aujourd'hui. Ce sentiment est à peu près unanime.

Les souffrances de la guerre, le sentiment d'impuissance, des contraintes révoltantes accentuent, à côté des revendications futures d'ordre matériel, des aspirations d'ordre moral. Plus que jamais, on est décidé à faire respecter sa dignité.

Sans doute, cette devise : bien-être, sécurité, dignité résume-t-elle les aspirations des hommes de toutes les époques, mais ce qui n'est resté longtemps qu'un simple désir est devenu, pendant la guerre, une espérance.

Dans les souffrances de la guerre, un grand espoir est né : quelle que soit l'issue du conflit, les travailleurs de toute catégorie verront leur situation améliorée et cela, parce qu'une politique sociale très agissante sera inaugurée immédiatement. Peu importe l'étiquette que portera cette politique : elle sera, et c'est là l'essentiel, à l'avantage de la masse.

Durant l'occupation, la population a souffert, mais elle espérait. C'était à la fois une période apocalyptique et messianique.

G. Jacquemyns,
Professeur à l'Université libre de Bruxelles.

TABLEAU DE LA RÉSISTANCE BELGE
(1940-1945)

La Résistance belge fut une création spontanée en territoire occupé ; elle se fit au lendemain même de l'occupation. Reprise et coordonnée en 1942 par le Gouvernement belge de Londres, elle s'exerça sous diverses formes ou, pour mieux dire, sous toutes les formes possibles. Ce n'est que depuis la Libération qu'elle fut divisée comme suit :

1° Les *Services de Renseignements et d'Action* (S.R.A.) ;
2° La *Résistance armée* (R.A.) ;
3° La *Résistance par la Presse clandestine* (R.P.C.) ;
4° La *Résistance civile* (R.C.) et les *Réfractaires.*

I. — Les services de renseignements et d'action (1)

Au nombre des S.R.A. belges, à titre d'exemples, car le black-out existe toujours en ce domaine, on cite comme de première importance :

Le Service Clarence-Cleveland. — Fut fondé en 1940 par Walthère Dewé, ancien chef de la célèbre *Dame Blanche* de 1914-1918. Dewé avait été, avec le titre de général, le chef des transmissions de l'Armée belge en 1939-1940. Il fut abattu à Bruxelles, le 14 janvier 1944.

Le Service Zéro. — Fut fondé en 1940 par Fernand Kerkhofs. Évadé de Belgique en 1942 et parvenu à Londres, il fut accidenté au cours d'un exercice de parachutage et mourut des suites lointaines de cet accident, à Bruxelles, le 10 avril 1947. *Zéro* détacha, pour l'aider dans sa ligne d'évasion, *Zéro-France.*

Le Service Luc-Marc. — Fut fondé en 1940 par Georges Leclercq. Évadé, lui aussi, de Belgique, il mourut à Londres, en 1943.

(1) Leur statut est réglé par l'arrêté-loi du 1er septembre 1944 (*Moniteur belge* du 15 octobre 1944) qui a créé un corps des *Agents de Renseignements et d'Action* (A.R.A.) et par l'arrêté-loi du 16 février 1946.

A noter que, à Londres, d'accord depuis novembre 1942 avec le *Special Operations Executive* ou S.O.E. ou encore *Quartier général des Forces spéciales*, la Résistance belge avait été divisée en Résistance militaire et en Résistance civile ; l'une était l'*Armée belge* ou *Armée secrète* ; l'autre, les *Mouvements clandestins* reconnus ; l'une relevait du ministère de la Défense nationale, l'autre du ministère de la Justice et de l'Information ; l'une se voyait, en principe, réserver le sabotage militaire ; l'autre le sabotage industriel.

Une place fut faite aux étrangers qui avaient effectivement appartenu à des S.R.A. belges, si leur activité ne faisait pas déjà l'objet d'une reconnaissance dans leur pays d'origine.

Le Service Mill. — Fut fondé en 1941 par Adrien Marquet, parachuté à cet effet par l'*Intelligence Service*. Il parvint à se maintenir en activité jusqu'à la Libération ; ses réalisations techniques furent des plus remarquables.

Le Groupement général de Sabotage ou *Groupe G* et le *Groupe Nola*. — Furent fondés respectivement par André Wendelen et le capitaine Durieux, parachutés en 1942 ; ils *furent reconnus à la fois comme S.R.A. et comme R.A. Le Groupe G (W.O. ou War Office)* ne devait comprendre que des spécialistes du sabotage. Le *Groupe Nola*, mis sur pied à des fins de propagande, se spécialisa dans l'anti-destruction.

Le Service Comète. — Fondé en 1941 par Arnold Depée et Andrée Dejongh, couvrit la Belgique et la France d'un vaste réseau d'évasion *(Escape Service)*. En 1944, sur ordre de Londres, le dernier chef de *Comète*, devenu *Marathon*, Gaston Matthys, conduisit en forêt d'Ardenne les derniers aviateurs alliés recueillis.

Le Service Socrate devait soutenir les masses de réfractaires destinés à participer aux opérations de Libération dans les groupes de Résistance (1943). Il eut pour chef Raymond Scheyven.

Le Service Samoyède dont le chef, Frans Mertens, disparut à Flossenburg, avait pour mission de propager des films et de préparer les postes devant radiodiffuser l'annonce des progrès de la libération du territoire.

On estime le nombre des agents de renseignements et d'action à 10000 (1). Un ordre du jour de l'Armée belge leur a rendu hommage en ces termes :

> Dès juin 1940 et jusqu'à la victoire finale, le Corps des Agents de Renseignements et d'Action a poursuivi avec un courage héroïque, la lutte clandestine contre l'ennemi. Par sa ténacité, son dévouement et son esprit de sacrifice, il a rendu à la Belgique et aux Forces alliées des services dignes des plus grands éloges.

On ne saurait détacher des S.R.A. les agents parachutistes qui furent, quelquefois, leurs fondateurs (on en a cité plusieurs ci-dessus), et, souvent leurs plus sûrs conseillers et soutiens.

Au cours de la guerre 1940-45, environ 300 Belges, après avoir suivi avec succès l'entraînement d'agent-parachutiste, furent envoyés en missions spéciales en pays ennemis ou occupés, principalement en Belgique occupée. Tous étaient des volontaires. La plupart furent « infiltrés » dans les lignes adverses par parachutages effectués la nuit ; quelques-uns y furent déposés furtivement par des avions légers, d'autres nuitamment sur les côtes de France par sous-marin ou *speedboat* (vedette rapide).

Ayant subi un entraînement particulièrement dur, ces agents connaissaient parfaitement l'emploi des armes convenant aux guérillas ; ils étaient au courant de l'usage des explosifs et de tous les artifices de sabotage, et entraînés aux combats et ruses de la guerre clandestine. Leur rôle fut exceptionnel dans la Résistance active du pays à l'envahisseur. Ils repré-

(1) Exactement 18 000 ont été reconnus, dont 5 000 agents et 13 000 auxiliaires.

sentaient l'aide effective et constante que les Alliés apportaient à la lutte contre l'armée allemande d'occupation.

Environ 75 % d'entre eux tombèrent aux mains de la Gestapo. Cent cinquante périrent. C'est assez dire qu'ils constituèrent une unité d'élite.

II. — La résistance armée (1)

Ont été reconnus les groupements de R.A. ci-après (cités par ordre alphabétique) :

Les Affranchis. — Ce petit groupement eut la valeur d'une ou deux compagnies, trois au plus, en tout 847 hommes ralliés autour d'un chef valeureux : Camille Tromme.

L'Armée belge des Partisans (Les Partisans armés, les P.A.) du Front de l'Indépendance (F.I.). — Fondée dans le Centre au cours de l'année 1940, par d'anciens combattants belges des *Brigades internationales* (guerre civile d'Espagne), l'un de ses chefs de guerre fut Raoul Baligand. Elle relevait du parti communiste clandestin.

Le S.O.E. tenait l'A.P.B. pour l'élément actif qui, dans le F.I., était principalement responsable du travail de sabotage. Affiliée au F.I., elle œuvrait néanmoins comme corps indépendant. *Effectif : 13 246.*

L'Armée de la Libération. — Fondée fin 1940, à Liège, par diverses personnes dont l'ancien ministre M. Delfosse (plus tard, à Londres, ministre de la Justice et de l'Information), elle recruta dans Liège-ville et Liège-province. Elle eut en 1943-1944, sous Pierre Clerdent, l'actuel gouverneur de la province de Liège, de l'extension dans le Namurois, le Hainaut, le Luxembourg, à Bruxelles et dans les Flandres. Son activité consista essentiellement en : passages, renseignements, formation militaire en vue du débarquement allié, sabotage industriel et militaire. Le S.O.E. semble l'avoir confondue avec l'A.S. *Effectif : 7 283.*

L'Armée secrète. — Elle était issue de la *Légion belge* fondée en automne 1940, entre autres par le colonel Lentz, président de l'*Union nationale des Officiers de Réserve.* A la fin de 1942, sous l'impulsion du colonel Bastin, alors investi officiellement par Londres du commandement de l'A.S., elle visa à la reconstitution clandestine de l'Armée belge en vue d'une action efficace au jour J. Mobilisée le 4 juin 1944 par son grand chef de cette

(1) Le statut en a été établi par l'*arrêté-loi* du 19 septembre 1945 (*Moniteur belge* du 12 octobre 1945) qui a reconnu que : « La Belgique, dans toute la mesure où les circonstances le lui ont permis, a concouru avec les autres nations alliées, à la lutte commune contre l'Allemagne pour sauver sa propre indépendance, Dans cette lutte, a-t-il ajouté, les Forces intérieures du pays firent montre pendant quatre années et demie d'occupation et lors de la Libération du territoire, d'un héroïsme admirable. Un ordre du jour du commandement supérieur des Forces expéditionnaires alliées, en date du 2 octobre 1944, a proclamé que les forces de la Résistance belge avaient largement apporté leur participation à la victoire en facilitant l'avance des armées libératrices. »

Ce statut modifié par une loi du 30 mai 1953 (*Moniteur belge* du 7 juin 1953) fut remis en question par suite de la prétention, émise par l'*Armée secrète*, de récupérer son statut initial de 1942 auquel, pourtant, elle avait renoncé. L'affaire est en suspens ; en attendant qu'elle soit réglée, les dispositions de 1945 et 1953 restent valables.

époque, le lieutenant-général Pire, elle prit à sa charge la plus grande partie du sabotage militaire effectué en accord avec le Grand État-Major allié. Par ailleurs, en raison de la pénurie d'armes dans laquelle fut laissée la Résistance et — aussi — de la retraite précipitée de l'armée allemande, le rôle de l'A.S. fut moins brillant qu'elle ne l'avait escompté. Elle participa néanmoins, avec d'autres mouvements, à l'œuvre — capitale — du sauvetage du port d'Anvers.

Le S.O.E. écrivait de l'A.S. à la date du 1er septembre 1944 qu'en rapport avec l'action envisagée (Libération du territoire), elle disposait de soixante-dix campements, lieux de ralliement prévus pour des groupes allant jusqu'à 500 hommes. A proximité immédiate de chacun de ces campements se trouvait un terrain de parachutage où pouvaient être livrés des armes et du matériel (1). *Effectif : 54 257.*

Le Groupement général de Sabotage ou *Groupe G.* — Fondé en 1941, pour sabotages « scientifiques », par de jeunes diplômés de l'Université libre de Bruxelles, dont Jean Burgers pendu à Buchenwald, le 9 octobre 1944, il fut mis au point en 1942 par le parachuté André Wendelen. Nombreuses et importantes furent ses réalisations. En partie rattaché aux S.R.A. Le S.O.E. rapportait qu'à son origine, le groupe G ne comptait qu'un très petit nombre de spécialistes du sabotage, mais que, par la suite, il alla jusqu'à en compter 2 000. *Effectif : 5 472.*

Le Groupe Nola, fondé par le capitaine Maurice Durieux, parachuté en décembre 1942 à des fins de propagande et de sabotage, se spécialisa peu après dans l'anti-destruction. Comme le *Groupe G*, il était rattaché en partie aux S.R.A. Le S.O.E. comptait l'utiliser, notamment, pour protéger l'outillage et spécialement l'équipement des houillères au moment de l'évacuation du pays. *Effectif : 239.*

Les Insoumis. — Fondé en 1941, à Braine-le-Comte (Hainaut) comme groupement de presse clandestine, par Georges Némegaire, mort à Flossenburg le 23 mars 1943, repris par Maurice Van Brabant, et étendu à tout le pays, il fit du renseignement, du sabotage, de l'aide aux traqués, forma des maquis et prépara des troupes de choc. Dans cette seconde partie de son existence, il travailla en collaboration avec le *M.N.B. (Mouvement National Belge)*. Le S.O.E. ne le mentionnait pas à la date du 1-9-1944, pour la raison qu'il le confondait avec le *M.N.B.* Après la Libération, il fut d'abord rattaché à l'*Organisation militaire belge de Résistance* ; mais son chef (Van Brabant, retour de Flossenburg), obtint l'accession du Groupement à l'autonomie. *Effectif : 2 128.*

Les Milices patriotiques du Front de l'Indépendance. — Fondées en 1943, sous l'égide du *F.I.*, (2) elles furent aux mains des communistes

(1) Il vient d'être parlé de « pénurie d'armes ». Ou bien le S.O.E. ne put armer convenablement la Résistance, ou bien il ne le voulut pas. On penche pour la seconde alternative : la crainte de voir cet armement faire le jeu du communisme ! Les événements se chargèrent de démontrer que cette crainte n'était pas sans fondement.

(2) Du fait qu'elles sont issues du F.I., les M.P. font elles-mêmes remonter leur origine à 1941.

qui en composaient généralement les cadres, bien que ne formant que 15 à 20 % de l'effectif. Elles devaient servir de réserve de recrutement aux *Partisans armés*. Elles se livrèrent à la guérilla lors de la Libération, sous le commandement du major Quinet. Le S.O.E. connaissait les *M.P.* et le *F.I.* qu'il appelait le F.I.L. *(Front de l'Indépendance et Libération)* (1). *Effectif : 22 006.*

Le Mouvement national belge ou *M.N.B.* fut fondé le 17 décembre 1940, par la fusion des *Brigades Toast* de Camille Joset, haut-commissaire royal honoraire, avec le *M.N.B.* d'Aimé Dandoy, disparu en Allemagne. Il pratiqua sans relâche la Résistance sous toutes ses formes : presse clandestine (la fameuse *Voix des Belges* et dix autres *Voix*), renseignements en collaboration avec le *service Mill*, récupération d'aviateurs sur tout le territoire, *Aspirine* (destruction de moteurs d'avion), *Crabes* (destruction de pneus d'autos) et sabotages divers.

Le S.O.E. tenait le M.N.B. pour composé d'hommes de loi (avocats, etc.), et aussi du personnel de la Gendarmerie et de la Police. Bien qu'il disposât de quoi opérer des sabotages, le S.O.E. estimait que la plus importante fonction du M.N.B. serait d'aider au maintien de la légalité et de l'ordre (le F.I. visait à s'assurer la mainmise sur les administrations communales). *Effectif : 15 193.*

Le Mouvement national royaliste ou *M.N.R.*, fondé d'abord à Aerschot, en 1940, par Lucien Meyer, mort à Esschen (Allemagne), le 27 mars 1944, s'étendit à Louvain, à Bruxelles, à Anvers, etc. Il comprenait des troupes royales pour le choc (la Libération une fois assurée) et des gardes royales pour la propagande et le maintien de l'ordre. Il fit le coup de feu successivement à Bruxelles, à Anvers et à Gand. Pour cette raison, seules ses sections des provinces de Brabant, Anvers et Flandre orientale furent reconnues. Le S.O.E. ignorait l'existence de ce Groupement qui avait proclamé ne pas vouloir coopérer à la Libération proprement dite. Le caractère même de la Libération, qui prit la forme d'une tornade, fit que le *M.N.R.* changea d'avis. Il ne prit jamais meilleure décision. *Effectif : 8 621.*

L'Organisation militaire belge de Résistance ou *O.M.B.R.*, fait remonter son origine aux premiers temps de l'occupation, mais ajoute qu'en 1942, par suite d'arrestations, ses membres se trouvèrent « en l'air » et rallièrent d'autres groupements. Elle se livra à la propagande anti-allemande, dont l'animateur fut François Deneef, mort à Straubing (Allemagne), le 11 mai 1945. Le S.O.E. ne connut rien de l'O.M.B.R. *Effectif : 3 367.*

La Witte Brigade (Fidelio). — Witte Brigade = Brigade blanche ; sous ce nom furent souvent désignées les Forces clandestines belges à quelque groupement qu'elles appartinssent. Elle se forma très tôt, à Anvers, sur l'initiative de Marcel Louette, officier de réserve. Elle gagna tout le Nord du pays et poussa même des tentacules jusqu'à Eupen et

(1) Le F.I. (fondateurs : abbé Boland, Fernand Demany et Dr Marteaux), aspira à jouer le rôle d'organe fédérateur de la Résistance. Sa presse clandestine fut des plus aggressives.

Malmédy, voire dans le Luxembourg. Son activité consista en : presse clandestine (l'organe *Steeds Vereenigd : Unis toujours*), renseignements et sabotages. Le S.O.E. ne mentionna pas non plus la *W.B.* mais le colonel Thomson, qui commandait un bataillon de Highlanders canadiens, se déclara bien heureux d'avoir pu trouver, en octobre 1944, des éléments de ce groupement qui lui furent d'excellents collaborateurs pour l'information et les reconnaissances. « Leur assistance, dit-il, fut très appréciée (1). » *Effectif : 3 524.*

* * *

La vérité force à dire qu'à la Libération (septembre 1944), pour des raisons politiques, certains groupements firent du recrutement à bureaux ouverts et ainsi grossirent leurs effectifs qui pouvaient avoir été à la mobilisation de la Résistance (juin 1944), au total, de 50 000 unités. 50 000 R.A. en juin 1944, 100 000 en septembre 1944 (2). D'où proviennent les 50 000 restants ? On le dit sans hésiter : ils proviennent des avantages moraux et matériels dispensés par le statut.

En résumé, en mai 1944, les Forces armées clandestines de Belgique, nées pour la plupart au lendemain de l'occupation, mais raffermies et, en quelque sorte, officialisées fin 1942, se trouvent, malgré les coups durs qu'elles ont eu à « encaisser », prêtes à l'action. Elles attendent d'être mobilisées. Elles le sont le 4 juin par le message tant attendu : *Le roi Salomon a mis ses gros sabots* ! Les ponts sautent, les locomotives explosent, les automobiles stoppent, moteurs fourbus ou pneus crevés. La Belgique entière se referme sur les divisions allemandes qui s'y entassent. D'autres sont obligées de la contourner longuement pour se rendre en Normandie ou en Bretagne et... arriver trop tard. Car la forteresse allemande, depuis le 6 juin, est attaquée. On a entendu à la radio : *Tous les drapeaux sont en berne*, et, le 8 juin, *Ceci est un message pour Cincinnatus : la jonquille est en fleur* ; à quelques jours d'intervalle : *On s'amuse beaucoup à l'école.*

Le 12 juillet, le commandant suprême faisait remettre aux organisations de Résistance de Belgique, par un agent parachuté, le message suivant :

Je suis entièrement satisfait des résultats obtenus par les groupes de Résistance en Belgique, et en particulier par le F.I.L. *(F.I.)*, le *Groupe Nola*, le *Groupe G.*, le *M.N.B.* durant les premières semaines d'action. Ces résultats ont eu une influence considérable sur les transports ennemis. A tous les chefs et membres de ces organisations, j'adresse mes sincères félicitations. Je sais que nous pouvons compter sur l'action énergique et

(1) Il convient de préciser que l'auteur du présent rapport eut communication, *in illo tempore*, de la note Top Secret du S.O.E. établie à la date du 1-9-1944 et devant servir de *vade-mecum* à l'un de ses parachutés chargé de contacter la Résistance. Inutile d'ajouter que les extraits qu'on en a lus sont strictement conformes au texte original. D'autre part les effectifs mentionnés sont ceux qui ont été communiqués comme officiellement acquis au 31 décembre 1957.

(2) Au 31 décembre 1957, 134 000 « résistants armés » avaient été reconnus.

disciplinée de tous les résistants belges, durant les phases à venir de la bataille pour la Libération de l'Europe. Tout le possible sera fait pour vous procurer les moyens nécessaires, au moment voulu afin que notre action puisse être intensifiée là où elle sera le plus effective. Il est cependant rappelé que le besoin de discrétion et de sécurité est maintenant plus grand qu'il n'a jamais été auparavant. C'est seulement par la plus stricte discipline que les cellules de la Résistance pourront être maintenues intactes et capables de rendre aux Alliés l'assistance sur laquelle je compte.

Un message identique fut remis au commandement en chef de l'*Armée secrète*, le général Pygmalion *alias* lieutenant-général Pire.

2 septembre 1944. Le *Suprême Headquarters Allied Expeditionary Force* (S.H.A.E.F.), par son bulletin confidentiel nº 273, communiquait :

Le commandant suprême des Forces alliées, le général Eisenhower, en plein accord avec le Gouvernement belge, annonce la nomination du général-major Ivan Gérard comme commandant de l'ensemble des troupes belges de l'Intérieur actuellement au combat. Ces troupes sont militairement organisées et encadrées sous des chefs responsables. Elles portent visiblement leurs insignes. Elles possèdent la qualité de combattants réguliers.

3 septembre 1944. Bruxelles était libérée, le général Gérard pouvait dire qu'il en fut, de la puissance allemande dans le pays, comme d'une taupinière : il n'y eut qu'à mettre le pied dessus pour qu'elle s'effondrât. Elle s'effondra si soudainement et si complètement que le port d'Anvers, ce formidable complexe, fut comme miraculeusement sauvé par la Résistance. Lorsqu'on sait l'atout que ce port constitua pour les Alliés, l'on comprend que le général Eisenhower, dans un ordre du jour spécial, ait cru devoir marquer sa satisfaction à tous les officiers et hommes des organisations belges de Résistance :

Maintenant que le sol de la Belgique est presque libéré, je désire en tant que commandant en chef des Forces expéditionnaires alliées, rendre un sincère hommage aux officiers et hommes des groupes de Résistance qui, en exécutant mes ordres, se sont battus aussi brillamment. Ils peuvent être fiers d'avoir par leur esprit de sacrifice contribué aussi largement à la Libération de leur chère patrie. La rapidité de l'avance des armées alliées, laquelle a épargné à votre pays une bonne part des horreurs de la guerre, a été due dans une importante mesure à leur aide. Je m'incline spécialement devant vos glorieux morts et blessés.

8 mai 1945. Cent vingt mille Belges luttaient sous l'uniforme aux côtés des armées britanniques et américaines, poursuivant l'effort entrepris depuis 1940 par l'aviation et les Forces terrestres belges en Grande-Bretagne. Leurs unités réparties dans toute l'Allemagne se montraient sur tous les champs de bataille où l'écrasement de l'ennemi avait été consommé : dans le Nord de la Hollande, à Hambourg, Lunebourg, Magdebourg, Halle, Leipzig, Francfort et même à Pilsen en Tchécoslovaquie.

En démobilisant un an plus tard ces soldats qui avaient pris part à une épopée inoubliable, M. de Fraiteur, alors ministre de la Défense

nationale, les félicita de leur courage et de leur dévouement, les remercia de l'abnégation et de la bonne volonté avec lesquelles ils avaient servi le pays et les Forces armées.

Parmi eux, cinquante mille volontaires de guerre avaient formé le cœur du nouvel appareil militaire belge. Beaucoup d'entre eux avaient servi dans les rangs de la Résistance et poursuivi la lutte qu'ils avaient entreprise courageusement pendant l'occupation de la patrie. « Leur enthousiasme, leur bel esprit militaire leur avaient valu, proclama M. de Fraiteur, l'admiration des Alliés. » « Ils accomplirent avec plein succès toutes les missions qui leur furent confiées », dit une citation choisie parmi bien d'autres. A ces *satisfecits* officiels, on préfère cette phrase typiquement américaine griffonnée par le commandant d'une unité de destructeurs de chars dans le carnet de campagne d'un chef de bataillon belge qu'il avait eu sous ses ordres : « Thanks for one of the best groups of men I've ever met » (Merci à l'un des meilleurs groupes d'hommes que j'aie jamais rencontrés !).

III. — La résistance par la presse clandestine

Depuis la Libération, la presse clandestine groupée en une Fédération : *l'Union nationale de la Presse clandestine* (formée principalement de neuf associations, une par province), réclama des Pouvoirs publics son admission à un statut digne de ses prestations qu'elle résumait comme suit :

— 500 clandestins dont 300 repérés à Londres par la sûreté de l'État, début 1944 ;
— 7 000 membres ayant prouvé officieusement leur résistance en ce domaine ;
— 3 000 membres mis à mort ;
— un grand nombre de prisonniers politiques ayant payé de la liberté leur attachement au pays (1).

On peut penser qu'il y aura, au terme des opérations, en chiffres ronds, au maximum 12 000 R.P.C. qui, tous, ont dû fournir des preuves de leur activité hautement louable, mais que l'on eut tendance, après coup, c'est-à-dire l'occupant parti, à minimiser.

On voudrait jeter un rapide coup d'œil sur les 1er, 50e, 100e, 104e et dernier numéro d'un journal clandestin que son auteur, un vieillard de 70 ans passés — Albert-Marie Van de Kerckhove — rédigea seul de bout en bout et sous divers pseudonymes.

(1) Après de nombreuses discussions, furent reconnus résistants par la presse clandestine (R.P.C.), « ceux qui ont, entre le 1er juin 1940 et le 4 juin 1944, participé d'une manière désintéressée, au sein d'une organisation et de telle sorte que la durée de cette activité ait été, sauf circonstances exceptionnelles, de plus de six mois, à la Résistance patriotique à l'ennemi par la rédaction, l'impression, la constitution de dépôts, le transport et la diffusion systématiques de publications entrant dans la catégorie des organes de presse, dans des conditions telles qu'ils s'exposaient aux représailles de l'ennemi ». *Idem* pour auteurs, etc., de tracts, affiches, communiqués etc., pour autant qu'ils puissent le prouver.

N° 1. — Le cataclysme s'est déchaîné, et les voilà ces Allemands faillis, plus riches que jamais — ces vaincus plus forts que jamais — ces désarmés mieux équipés que jamais — parce qu'on a eu pitié d'eux, parce qu'on a regardé couler de leurs yeux de l'eau, de la morve de leur nez, parce qu'on a écouté tombant de leurs lèvres épaisses et humides, le bafouillage de leurs regrets et de leurs protestations d'amitié, parce qu'on les a tolérés par bonté d'âme au lieu de les écraser comme des bêtes puantes et malfaisantes, parce qu'on a bêlé derrière les ridicules pèlerins de la paix. Ces mêmes Allemands sont là une fois encore, chez nous, installés en maîtres, gantés, mais avec poignard au bout d'une chaînette, une baïonnette à leur ceinturon, un revolver au côté. Ils sont là avec leurs fils, l'œil méchant, la lèvre pincée, esclaves d'une mystique sauvage. Ils sont là avec leurs filles qui jouent aux soldats et ne sont que des espionnes ou plus simplement des femmes à tout faire, courant les magasins pour se renipper, les restaurants pour s'empiffrer. Ils sont là, tous, les petits, les grands, les gras, les maigres, les vieux, les jeunes, cyniques, voleurs, trompeurs, toujours les mêmes. Ils n'ont pas même eu la pudeur de penser, Hitler le premier : « Non vraiment nous n'avons pas le droit de martyriser une fois encore la Belgique ! Nous n'avons pas le droit de brûler à nouveau ses villes à peine rebâties, de scier les arbres qui ont eu à peine le temps de grandir, d'anéantir derechef son cheptel, de lui voler son or, son cuivre, son pain... ce serait trop ! »

Pour raisonner ainsi, pour raisonner « humain », il faudrait avoir une âme et aussi une conscience, avoir un cœur et un cerveau d'homme. Allez donc demander cela à ces bêtes fauves, à ces brutes !

C'est pour protester contre cet état de choses inqualifiable que notre voix s'élève. Nous n'avons pas le droit de nous taire... (15-6-1940).

N° 50. — La pierre de touche de l'opportunité de la presse clandestine, n'est-ce pas la fureur de la Gestapo, activement en campagne, toujours, partout. Nous la narguons en lui décochant des coups secs et répétés.

Et la presse prohibée sort de tous les coins. Les rédacteurs arrêtés, condamnés, emprisonnés ou déportés ne regrettent rien, car il y a la relève. *Uno avulso, non deficit alter.* Où tombe un homme, un autre se lève (15-6-42).

N° 100. — Il n'est plus question de palabrer encore sur l'opportunité, voire sur la nécessité du journaliste prohibé.

Du fait qu'une nouvelle ordonnance allemande du 28 avril 1943 (appelée naturellement, par le *Moniteur* boche du 15 mai 1943, ordonnance de protection), renforçait les arrêtés des 13 août et 11 octobre 1940, comminant des peines très lourdes contre ceux qui osaient rédiger, imprimer et diffuser des écrits non censurés par les boches, la preuve était faite qu'ils ne voulaient ni ne pouvaient tolérer la liberté de la presse, parce que pareille liberté les gênait, les blessait, les faisait râler, parce qu'ils en avaient peur.

Cela étant, il fallait attaquer l'envahisseur le plus souvent, le plus hardiment, le plus durement possible, avec l'arme meurtrière et clandestine qu'ils redoutaient le plus, et surtout réconforter la population témoin et participant de cette lutte à mort (15-7-1944).

N° 150. — Notre tâche est achevée.

Celle de la presse libre va commencer. Elle sera dure, car la guerre n'est pas finie et la paix n'est pas encore imposée au fou furieux qui a mené l'Allemagne à sa perte et le Japon à la ruine. Nous ne parlons plus de l'Italie...

Mais avant de rentrer dans l'ombre et la retraite, nous avons le droit et le devoir de dire un dernier mot, d'émettre de patriotiques espoirs, car des deux terribles et émouvantes épreuves que nous avons subies en un quart de siècle, des leçons sévères doivent découler. Elles s'imposent.

Il faudra châtier tous les coupables.
Il faudra bannir les Belges qui ont trahi leur Patrie...
Il faudra mettre un terme aux querelles des partis...
Il faudra nous unir par amour...

Alors ceux qui auront souffert pour la Patrie, qui seront morts pour qu'elle vive dans la paix toujours une et indivisible, pour qu'elle prospère dans une stricte justice, au sein d'une compréhension réciproque et raisonnée, ceux-là, ces martyrs, ces héros, ces braves, pourront dormir en paix leur dernier et glorieux sommeil. Leur sacrifice n'aura pas été vain. Il profitera aux vivants, héritiers et gardiens des nobles traditions de notre petit pays, grand dans l'histoire du monde et de la civilisation (5-9-1944).

Tel fut, donné par l'un de ses porte-parole les plus autorisés, le ton de la presse clandestine belge 1940-1945.

IV. — Résistance civile et réfractaires (1)

A) *Résistance civile*

Environ dix mille personnes ont été reconnues dignes du titre de résistant civil. Elles représentent en fait le peuple belge, presque unanimement dressé contre un occupant récidiviste, pour cette raison doublement abhorré et retrouvé à vingt-cinq ans d'intervalle encore plus brutal sous des dehors plus policés, encore plus profondément hostile en dépit de ses propagandes savamment orchestrées, encore plus déterminé que jamais à imposer la supériorité de sa race, dans l'éviction des autres, tout en se proclamant seulement disposé à étendre son protectorat. Dans les années 1940-1941 — il faut le reconnaître — l'occupant se trouva des sympathisants. Mais son manque de psychologie eut vite fait de lui aliéner irrémédiablement jusqu'aux plus naïfs. Lorsque vinrent les déportations, l'affaire fut réglée : il n'existait plus un Belge viril qui n'aspirât à coopérer à la Libération. Le climat de Résistance était créé, le miracle pouvait et devait s'accomplir. La Résistance civile ou mieux : civique, ne demandait qu'à servir ; elle en trouva l'occasion partout, à chaque instant. Son action fut multiforme ; minime peut-être en chacune de ses manifestations, en synthèse incomparablement puissante.

(1) Statut réglé par l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 (*Moniteur belge* du 16 janvier 1947).

Résistants civils, ceux qui participèrent activement à la lutte clandestine contre l'ennemi en déployant une activité ayant entraîné des risques réels :

1° Soit par des actes de sabotages accomplis dans l'exercice de leur profession.

2° Soit par le concours apporté à la création, l'organisation ou l'action d'œuvres de solidarité patriotique agissant contre les desseins de l'ennemi ou des personnes qui servaient sa politique.

3° Soit par une aide apportée à toute personne recherchée par l'ennemi pour toute autre raison qu'une infraction de droit commun.

B) *Réfractaires* (1)

La grande majorité des réfractaires (environ vingt-trois mille) le furent comme maquisards, spécialement dans les Ardennes où les grands mouvements de Résistance armée avaient tous des formations.

Décrivant l'une d'elles, ou un groupe d'elles, l'*Oberleutnant und Kompaniechef Quast*, écrit :

Organisation du type militaire étroitement liée aux organisations du parti communiste. En outre, subdivisée en groupes ou sections, compagnies et bataillons. Conformément au but envisagé, ces unités ne sont aucunement en nombre pour supporter la comparaison avec les unités militaires dont elles portent les noms. Ainsi, une compagnie se compose de trois sections ou groupes comptant cinq hommes chacun, ce qui fait qu'elle ne dispose que de quinze hommes au total. Là-dessus se greffent des courriers et rouages semblables. Les formations de ce genre, dont la force s'adapte aux circonstances locales ont leurs lieutenants ou chefs dans la population locale. C'est là précisément la raison pour laquelle le service de renseignements des bandits fonctionne d'une manière aussi remarquablement ponctuelle et fait de la sorte échouer plus d'une vigoureuse action de nos chasseurs de bandes. Les bandits eux-mêmes, la plupart inconnus dans la localité, se tiennent en forêt ou en des fermes isolées et baraques. Là, leurs complices prennent soin d'eux ou bien ils font leurs provisions en menaçant ou pressurant qui, par peur, leur cède des vivres. Par principe, les bandits ne demeurent pas dans le même lieu. C'est par le changement continuel qui s'effectue dans ces groupes de combat que le banditisme a rendu la population si angoissée, etc.

Le « changement des bandits » fut si « continuel » qu'à la date du 3-7-1944, le général-lieutenant von Majewski adjura le soldat allemand en Belgique de se considérer en pays ennemi, où l'adversaire bien armé attaque, écrivit-il, par derrière : « Der deutsche Soldat muss sich noch mehr als bisher bewusst werden, dass er sich in Feindesland befindet und er es mit einem gut bewaffneten Gegner zu tun hat, der aus dem Hinterhalt kämpft. »

ANNEXES

En annexes sont indiqués *les prisonniers politiques* et les *ouvriers déportés* parce que :

1° Pour les *prisonniers politiques*, ils furent, dans la proportion d'un sur deux, membres de la Résistance ;

(1) Statut réglé par l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 (*Moniteur belge* du 16 janvier 1947).

1° Réfractaires ceux qui, à la date du 10 mai 1940, se dérobèrent volontairement aux obligations à caractère militaire imposées par l'ennemi.

2° Ceux qui se dérobèrent volontairement aux obligations de travail imposées par l'ennemi ou ses agents, de même que ceux qui, s'étant volontairement soustraits aux obligations de travail imposées par l'ennemi ou ses agents, furent découverts par ceux-ci et astreints au travail forcé en Allemagne ou sur le territoire d'un pays occupé par l'Allemagne.

3° Ceux qui, après avoir obéi à un ordre de déportation pour le travail obligatoire en Allemagne, rentrèrent en congé en Belgique et se dérobèrent aux obligations de travail imposées par l'ennemi, à la condition que leur refus de travail ait été antérieur à la date du 6 juin 1944.

2° Pour les *ouvriers déportés*, ils furent astreints le plus souvent à un dur travail, dans des conditions démoralisantes ; malgré tout, bon nombre d'entre eux parvinrent, en dépit des surveillances et contrôles, sinon à tromper l'ennemi, du moins à ne le satisfaire qu'au ralenti. On cite, de leur part, des sabotages qui produisirent certainement de gros effets.

A) Prisonniers politiques (1)

Eurent droit au titre de P.P. (titre protégé) :

1° Ceux dont l'arrestation avait été la conséquence directe d'une activité patriotique et désintéressée (et dont le comportement en captivité était resté digne) ;

2° Ceux dont l'arrestation avait été motivée par leurs opinions politiques ou philosophiques et ceux qui avaient été choisis par l'ennemi en qualité d'otages ;

3° Ceux qui, sans satisfaire à ces conditions, s'étaient révélés au cours de leur détention comme véritablement animés de l'esprit de résistance à l'ennemi.

Environ quarante mille ont été reconnus dont plus de 13 000 décédés (3 769 Israélites morts contre 8 808 revenus).

Ces chiffres peuvent se passer de commentaires. Tout a été dit sur l'incroyable cruauté exercée par le nazisme à punir, à exiler, à exterminer ceux qui ne voulaient pas de son joug inhumain. Mais il existe un témoignage tout à l'honneur des P.P. belges de Neuengamme qui constitue un judicieux portrait du Belge dans l'épreuve. Il émane de David Rousset. On ne peut pas ne pas le citer ici :

J'allai voir les Belges... Ils étaient réunis à la même table, des livres ouverts devant eux. Je garde de cette rencontre une impression saisissante. Ces hommes qui avaient vécu la misère et l'angoisse incomparables des premiers jours de Neuengamme, qui ne dénombraient plus les cadavres de camarades, qui continuaient à être dans ce monde concentrationnaire sans issue raisonnable, où toutes les chances de destruction demeuraient assemblées, ces hommes avaient réussi à force d'obstination et d'audace, en pariant de toute leur puissance de vie contre le destin, à créer un monde à eux, fermé à l'ennemi, un monde humain... Pour avoir quelques chances de survivre, il fallait vivre en acceptant l'univers concentrationnaire. Rien d'autre n'existait plus. Si, un jour, la délivrance se réalisait, le temps et les moyens de vivre avec les hommes seraient aussi donnés. Quelle leçon et

(1) Statut organisé par les lois du 26 février 1947 (*Moniteur belge* du 16 mars 1947 et du 13 mars 1954) (*Moniteur belge* du 9 avril 1954).

Bénéficièrent de ce statut, ceux qui, autres que prisonniers de guerre, furent incarcérés ou internés au cours de la guerre 1940-1945, du fait de l'ennemi ou de personnes servant sa politique ou ses desseins, s'ils répondaient aux conditions ci-après :

1° Avoir subi une détention d'au moins trente jours consécutifs ;
2° Avoir fait l'objet de sévices graves ;
3° Avoir été condamnés à mort ou mis à mort par l'ennemi.

de quelle importance pour moi, jamais dite mais montrée dans les actes par ce petit groupe de Belges qui affirmait silencieusement son indestructible volonté de vaincre ! Quelle affirmation contre la mort, calme et nue, faite seulement d'une conscience claire, d'une intelligence lucide de l'événement !

B) Ouvriers déportés (1) (environ 46 000)

***

Le moment est venu de conclure ; on le fera brièvement.

Les Belges de 1914 ont mérité l'estime du monde entier pour n'avoir pas voulu se laisser écraser par l'occupant.

Placés dans une situation analogue, ceux de 1940, eux aussi ont résisté. On ne leur en a pas su gré ; pis que cela, on les a, un jour, accusés d'avoir été les seuls responsables de la défaite générale. Mieux connu aujourd'hui, leur comportement devant l'Allemagne hitlérienne supporte avantageusement la comparaison.

Dignes de leurs aînés, les Belges de 1940 à 1945, dans leur quasi-totalité, ont refusé de se soumettre. Deux à trois cent mille d'entre eux, quoique laissés pratiquement sans armes, tinrent à combattre « dans l'ombre » et, au jour « J », ouvertement pour cette paix qu'on ne peut connaître absolument qu'en une Patrie « une, libre et indépendante ».

Léo Lejeune,
Lieutenant-colonel de la Résistance (2).

(1) Statut réglé par l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 (*Moniteur belge* du 16 janvier 1947) et la loi du 7 juillet 1953 (*Moniteur belge* du 3 août 1953).

Furent considérés comme déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-45 ceux qui, en exécution d'un ordre écrit et formel de l'ennemi ou qui ayant été emmenés par l'ennemi sans avoir eu l'occasion de se soustraire à ses ordres, furent astreints au travail obligatoire en Allemagne ou dans un pays occupé par l'Allemagne autre que la Belgique. Sur le sens du mot « déporté », cf. p. 27, n. 1.

(2) M. Lejeune qui rédigea un article sur La Résistance belge pour le n° 3 des *Cahiers d'Histoire de la Guerre*, est aussi l'un des auteurs du *Livre d'Or de la Résistance belge*. *(N. d. l. R.)*

APERÇU SUR L'ARMÉE SECRÈTE GROUPEMENT MILITAIRE DE RÉSISTANCE ARMÉE

Le refus de se soumettre à toute autorité étrangère occupante a été de tradition dans nos provinces, de longs siècles avant qu'elles ne prennent en commun le nom de « Belgique ». Et malgré le coup de tonnerre de la capitulation du 28 mai 1940, sous lequel chancelait la masse des Belges, stupéfaite sinon vaguement soulagée, il y eut dès le lendemain du désastre, dans certains cœurs mieux accrochés, un réveil de cette répugnance ancestrale.

L'idée de la « Résistance » était en germe. Si ses premières manifestations furent hésitantes, souvent puériles, parfois teintées de naïve imprudence ou de forfanterie inconsciente, l'idée allait faire son chemin. Ce n'est que peu à peu que se forma le concept d'une résistance organisée et que se perfectionnèrent les méthodes clandestines. Dans toutes les formes de la résistance : action, renseignement, presse, la prudence et la discrétion devaient s'enfanter dans la douleur, après de cruelles expériences.

La résistance de masse, telle qu'elle fut conçue à partir de 1943, est la résultante d'un amalgame lent et progressif de noyaux clandestins sporadiques, dont la fusion finit par constituer les divers groupements de Résistance, de force et de tendances différentes, qui se dévoilèrent à l'aube de la délivrance. Mais tous indistinctement inscrivaient à leur programme particulier, un but commun : *nuire à l'occupant.*

Notre objet se limite ici à l'étude des activités d'un seul des groupements de cette résistance armée, lequel porta plusieurs noms pour finir par recevoir celui de *Armée secrète.*

ORIGINES

On peut situer cette origine au mois de juin 1940 et dire qu'elle résulte de deux mouvements jumeaux.

Le colonel breveté de cavalerie Lentz (1), chef d'état-major de la 17e Division d'Infanterie, s'attache dès ce moment au regroupement des éléments épars des unités démembrées de l'armée qui vient de capituler. Il tente de constituer de petits groupements régimentaires à l'aide d'une sélection parmi ceux qui ont pu échapper ou se soustraire à la captivité. Le mouvement Lentz affecte surtout les villes de garnison. Il est *essentiellement militaire.*

Peu de temps après, voire simultanément, le commandant breveté

(1) Général de réserve honoraire. Rentré en 1945 d'une longue déportation politique en Allemagne et décédé des suites de cette déportation.

Claser (1), de son côté, venait de jeter les bases de la *Légion belge* (L.B.) sur les principes d'un recrutement régional s'adressant indifféremment aux militaires, aux anciens militaires et aux civils.

La fusion entre les deux noyaux date d'octobre 1940 et déjà alors, la L.B. couvre l'ensemble du pays, de façon encore ténue, il est vrai, mais avec méthode. Le sol national est divisé en zones, provinces, régions et contient en germe l'ossature définitive du groupement.

L'apport fourni par le noyau Lentz se révélera précieux, car il permettra d'encadrer les groupements locaux de Claser et de former les groupements mobiles, tel que la Réserve mobile, hiérarchiquement encadrés.

Le *commandement militaire* de l'ensemble du groupement est confié à Lentz, qui se constitue un E.M., dont Claser reste la cheville ouvrière et est secondé notamment par les lieutenants Van Der Putte (2) et Boerenboom (3).

Le but que s'assigne dès cette époque la L.B., est nettement *le combat.*

DÉVELOPPEMENT

C'est à dater du milieu de 1941, que la L.B. va voir ses effectifs s'accroître, mais aussi que vont commencer les coupes sombres. Certains noyaux, décapités de leurs chefs, vont venir s'imbriquer dans la L.B. et notamment : les « V » des deux Flandres, les K.L. de la province d'Anvers et *Action* de la région de Liège, d'autres encore dont les noms n'ont pas survécu.

Au total, plus de 50 000 hommes, chiffre qui malgré les arrestations, déportations, etc., sera encore dépassé ultérieurement. Le gros de la L.B. est constitué par l'ensemble des forces territoriales. L'élément réservé, celui à caractère de regroupement régimentaire, a pris le nom de *Réserve mobile* et a été placé, en juillet 1941, sous les ordres du colonel breveté de cavalerie Bastin (4), déjà célèbre par sa série d'évasions d'Allemagne en 1914-1918. Les services de sécurité de l'ennemi l'ont à l'œil, bien qu'il dirige paisiblement à la Croix-Rouge, le « Service du Colis aux Prisonniers ».

Le 8 mai 1942, le colonel Lentz est arrêté. Conformément aux dispositions prévues, Bastin lui succède. Le commandement de la *Réserve mobile* est confié au colonel breveté Libbrecht (5), commandant le 2e Chasseurs à Cheval en 1940. Lentz, Bastin et Libbrecht ont échappé au coup de filet du 28 mai. Mais, restés au pays, ils entendent le servir.

(1) Capitaine commandant B.E.M. du Génie. Déporté et décédé au camp de Gross-Rosen.

(2) Lieutenant de réserve, ingénieur, directeur de l'Institut des Arts et Métiers, arrêté en septembre 1942. Prisonnier politique, décédé.

(3) Capitaine de réserve, ingénieur des Ponts et Chaussées. Prisonnier politique.

(4) Chef d'état-major du Corps de Cavalerie en 1940. Décédé en captivité politique. Nommé général-major à titre posthume. — N. B. Les mots *captivité politique* ont en Belgique le sens de *déportation* résistante en France. *(N. d. l. R.)*

(5) Décédé en 1945 en captivité politique. Général-major à titre posthume.

Dès la fin de 1941, Claser avait pu rejoindre Londres, chargé d'y faire un exposé de l'état et des besoins de l'organisation et de rapporter en Belgique les instructions du gouvernement. En février 1942, se constitue le *Directoire* sous la présidence du lieutenant général Henen (1) de la L.B. ayant comme secrétaire Bodart (Franz) également de la L.B. Tous les groupements y sont représentés, sauf aux premières réunions, le *Front de l'Indépendance* (F.I.), à peine né.

Les contacts directs ou par radio avec Londres allaient se multiplier, malgré les risques, mais il faut attendre jusque fin 42 pour que la *Résistance militaire* reçoive la consécration officielle de son existence et son orientation ferme.

Depuis octobre 1942, la 2e direction du *ministère de la Défense nationale* avait à sa tête le colonel d'artillerie Jean Marissal, récemment évadé de Belgique. Chef prudent et avisé et tout dévoué à notre cause, l'action de Marissal fut maintes fois contrecarrée et tenue en échec par l'intervention de représentants d'autres groupements. La situation allait bientôt pourtant se clarifier. En effet, au début de 1943, arrivait de Londres un *ordre de mission* adressé au colonel Bastin et émanant du Premier Ministre et ministre de la Défense nationale, M. (ultérieurement comte), Hubert Pierlot.

En vertu de ce document, Bastin se trouvait chargé de « créer ou de reconstituer et de regrouper » l'ensemble des formations, dont le but était, à l'exclusion de tout autre, « de combattre l'ennemi et d'aider à la libération de la Belgique », dans le cadre des instructions qui seraient données par Londres selon les circonstances. Aucune action ne devait être déclenchée prématurément « afin de ne pas exposer le pays à de terribles représailles et à des épreuves sans proportion avec les résultats ». Pour remplir sa mission, Bastin recevait « toute latitude d'utiliser dans la mesure où il le jugerait à propos, les cadres et les effectifs des groupements déjà existants ». Dans l'esprit du Gouvernement belge, il devait s'agir d'une « *organisation nouvelle*, qui partirait de son initiative et relèverait entièrement de lui et des chefs qu'il aurait établis sous son commandement ». En résumé, le colonel breveté Bastin devenait, en Belgique, le chef de la Résistance armée.

En fait, malgré quelques contacts directs réels entre groupements connus à l'époque, l'union complète et la collaboration intime indispensable ne purent jamais être réalisées et l'*organisation nouvelle* souhaitée par Londres resta lettre morte. Si bien que finalement, le groupement Lentz-Claser, toujours désigné à Londres sous le nom de *Légion belge* resta sur lui-même en continuant à se développer par ses propres moyens. Mais petit à petit, comme seul groupement dépendant du ministère de la Défense nationale, alors que les autres dépendaient du ministère de l'Intérieur, le nom de *Légion belge* était tombé en désuétude et remplacé

(1) Ancien ministre des Colonies. Vice-gouverneur général honoraire du Katanga.

par celui de *Armée de Belgique* (A.B.) Ce nom nouveau était, en tout cas, dès 1943, admis par le Gouvernement de Londres et il répondait à nos vœux et à nos besoins, car c'est ce nom qui facilitait dans une mesure majeure notre recrutement. Nous nous sentions, en Belgique, moralement assimilables aux Forces belges qui se constituaient en Grande-Bretagne. Personne ne se considérait comme un *partisan*, mais bien comme un *soldat régulier*.

Quoi qu'il en soit, c'est à son caractère militaire que l'A.B. bénéficia d'un recrutement rapide et aisé et qu'elle rencontra la faveur particulière des officiers, gradés et soldats de l'armée de 40, qui avaient pu se soustraire à la captivité ou étaient rentrés au pays. Les officiers de réserve étaient, de loin les plus nombreux, beaucoup d'entre eux ayant été relâchés dès 1940, tandis que l' « active » restait derrière les barbelés. Nombreux aussi furent les anciens combattants de 14-18. Pour les uns, comme pour les autres, rallier les rangs de l'A.B. équivalait simplement à « reprendre du service ». Et pour les éléments non militaires, surtout composés de tout jeunes gens, avides de rendre service... et parfois de semer leurs écoles, se voir recruter pour l'A.B., c'était « entrer à l'armée ».

C'est ainsi que les rangs et les cadres de l'A.B. s'étoffaient dans l'ombre, sans cesse accrus de représentants de toutes les professions et de tous les métiers. La gendarmerie et le clergé, de par leur connaissance particulière des ambiances locales, rendirent de signalés services. Médecins et notaires nous furent aussi très précieux. Partout, dans la Police, dans les Chemins de Fer, dans les Postes et Télégraphes, nous avions de précieuses antennes.

Les arrestations, malheureusement, faisaient chaque semaine des ravages. Bastin, lui-même, avait été pris, une première fois en 1942 à Liège, au cours d'une entrevue préparée entre délégués de l'A.B. et du groupe *Action*. Trahis par une femme (1), les chefs des deux mouvements et leurs collaborateurs directs furent surpris en pleine séance par la police allemande, pistolet au poing. Pour n'avoir pas aussitôt obéi au « Hände auf ! », le colonel breveté Adam (2) fut abattu sur place, le colonel breveté Siron (3) mortellement blessé, le colonel breveté Bastin, effleuré. Tous, étaient sans armes. Relâché, sans doute avec intention, par le *Sicherheits Dienst* (S.D.), Bastin qui n'était pas homme à se tenir coi, fut arrêté définitivement en novembre 1943. Aucun de ses amis ne l'a plus revu. Depuis des mois, la *Geheime Feld Polizei* s'était déjà saisie de Claser. Il fallait pourvoir au remplacement, à la tête de l'A.B., de Bastin et ce fut le colonel breveté Gerard (4), son camarade de promotion à l'École militaire, qui lui succéda.

(1) La femme Dings, travaillant pour le compte des Allemands, avec son amant de Zitter, dit *le Canadien*. Tous deux ont été exécutés.
(2) En activité de service en 1940. Professeur à l'E.M.
(3) Officier des carabiniers cyclistes, du cadre de réserve.
(4) Commandant en 1940, le 12e de Ligne ; depuis lieutenant général retraité.

Le *Sicherheits Dienst*, supposant que Bastin n'avait pas manqué d'assurer sa propre succession, recherchait l'héritier. Gerard, cédant aux instances qui lui étaient faites en Belgique, où il était considéré comme « brûlé », parvint, avec l'accord de Londres, à gagner la Grande-Bretagne, après avoir exercé le commandement de l'A.B. pendant quelques mois (1). Au début de 1944, le groupement passait aux ordres du lieutenant général Pire, ancien commandant en 1940, de la 10e D.I. et successivement, commandant de secteur et de zone dans la L.B. ou A.B., région de Namur. *Pygmalion*, nom de guerre, attribué ultérieurement au lieutenant général Pire, par les services de Londres, devait rester à la tête du groupement jusqu'à son licenciement en 1944. Il fut un chef énergique, humain et avisé, ayant une notion saine des devoirs et des possibilités de l'A.B.

L'organe de direction de l'A.B. s'était progressivement transformé en un véritable état-major, calqué sur celui d'une grande unité de l'armée. Bureaux et services avaient chacun leur chef. Le commandant de l'A.B. avait aussi ses « aides de camp » tous jeunes et dynamiques officiers de réserve de cavalerie, chargés d'établir les contacts avec les échelons inférieurs. Une équipe féminine, les « codeuses, » assurait le service du chiffre. Elles le firent avec cran et rendirent, avec le sourire, les meilleurs services. Leurs capacités ménagères nous facilitèrent grandement les « changements de crèmerie » souvent nécessités par les circonstances.

STADE DÉFINITIF

Heureusement, l'A.B. était maintenant orientée sur ses missions, car en août 1943, elle avait reçu par voie de parachutage, à un nombre élevé d'exemplaires, une brochure intitulée *Le cheval de Troie* et qui, sous ce camouflage, constituait à la fois le *Statut du groupement* et son *règlement organique* (2). Ce document de base devait être et fut effectivement complété au fur et à mesure des nécessités par des instructions particulières reçues par chiffres ou par agents parachutés. *Le Cheval de Troie* était l'œuvre de la 2e Direction du Ministère de la Défense nationale. Aussi l'A.B. se sentait elle, de plus en plus intégrée dans l'ensemble des forces militaires en lutte contre le nazisme.

Sa tâche allait résulter de ce très simple impératif : « Coopérer à l'avance alliée » et ce, dans le cadre des directives du Gouvernement, prises en

(1) Peu avant le débarquement en Normandie, il fut nommé *commandant des Forces belges de l'Intérieur* et commissionné au grade de général-major. Ce commandement, de caractère symbolique, était uniquement destiné à tenter de faire admettre par l'ennemi, le caractère légal des forces de Résistance. La France avait désigné à un poste analogue le général Kœnig. Mais, ni en France, ni en Belgique, cette mesure de sauvegarde n'eut d'effet réel. Partout nos maquisards furent traités en francs-tireurs et exécutés, souvent avec la pire sauvagerie.

A la rentrée en Belgique du général Gérard, son commandement des *Forces de l'Intérieur* devint effectif, avec mission de procéder à leur démobilisation. Toutefois, ce commandement ne s'étendit pas à l'A.B., devenue A.S. *(Armée secrète)* et qui resta aux ordres de son chef de guerre, le lieutenant général Pire.

(2) Ratifié par le Sénat, ce statut n'a pas encore été soumis à la Chambre.

complet accord avec le Haut Commandement interallié. Impératif simple à énoncer, mais néanmoins d'exécution difficile et complexe. En effet, la solution des divers problèmes supposait d'abord de bonnes liaisons avec Londres et, en ordre principal, par radio. Et ce fut dans ce domaine des liaisons que, à cause des services d'écoute ennemis, devenus de plus en plus subtils, l'on subit de lourdes pertes.

D'autre part, l'A.B. entrait fréquemment en contact avec des agents parachutés, venus de Londres, lui apporter des directives et des fonds et s'enquérir de nos nouveaux besoins. Mission particulièrement dangereuse que celle de ces « agents parachutistes » dont plus d'un paya de sa vie son héroïque dévouement.

Pour coopérer à l'avance alliée, il fallait, d'autre part, préparer son arrivée, tout au moins d'abord par air, et pour cela rechercher un grand nombre de « plaines de parachutage » (1) répondant chacune à des conditions particulières : réception de matériel, d'agents, etc.

Il fallait en outre, une fois les Alliés arrivés, par air ou par terre, les *renseigner*, les *guider* et les *aider par la participation au combat*. Et cela entraînait une activité préalable à entamer sans le moindre délai, visant à résoudre un grand ensemble de questions de détail, tant par les états-majors que par les troupes : nombreuses reconnaissances de terrain, recherche de points de rassemblement favorables pour les unités locales, refuges aux abords des plaines, intelligence avec la population pour organiser des dépôts d'armes, vivres, matériel, etc. ; prévisions pour suppléer à l'absence de liaisons téléphoniques ; organisation d'un service d'estafettes ; langage camouflé ; repérage de voisinages dangereux, tels que postes de garde ennemis, heures de passage des patrouilles, centres de collaboration, éléments suspects à supprimer. Le tout évidemment sans se faire remarquer ni des Allemands, ni des bavards.

C'est grâce aux précautions sévères qui étaient devenues de règle, qu'on put limiter, dans une certaine mesure, d'inévitables dégâts. Mais l'A.B. perdit encore deux de ses commandants de zone : le colonel breveté Libbrecht qui était passé au commandement de la zone IV après l'arrestation du colonel Bastin et le major Leurquin, commandant de la zone I. Il ne se passait pas de mois sans que chacun d'entre nous ne se sentît frappé dans ses affections, par les vides qui se creusaient. Avant mon ami Libbrecht, j'avais déjà vu disparaître deux autres amis très chers, Lebon et Begault, tous deux colonels d'artillerie (2).

Ces coups durs n'empêchèrent pas l'action de se poursuivre car le cloisonnement était rigoureux et chaque « arrêté » se voyait aussitôt remplacé par sa « doublure ». Le commandant en chef, lui-même, avait

(1) Une soixantaine, au total.

(2) Un mémorial fut élevé en novembre 1957, place du Grand-Sablon, à Bruxelles, à l'initiative du *Comité d'Action de la Résistance*, présidé par le général Gerard, mémorial consacré aux morts de l'A.S. et qui comporte le nom de 13 colonels.

la sienne, son remplaçant éventuel étant désigné sous le nom de « Dauphin ». Celui-ci, outre son commandement normal — la *Réserve mobile* — était chargé des inspections en province, où ses visites étaient préparées avec soin et prudence par les *missi dominici*, officiers de liaison du Q.G. avec les zones.

Fin mai 44, l'organisation était bien au point. L'on sentait que les événements allaient se précipiter. *Mais l'A.B. avait entre-temps changé de nom*, pour prendre le nom d'*Armée secrète* (A.S.). Simple changement d'étiquette, en apparence. Mais il était chargé d'intentions, dont toute la portée ne devait nous apparaître qu'après la Libération. La politique avait joué et les dispositions avaient changé, à la suite de circonstances dont l'exposé sortirait du cadre de cet aperçu. Disons-le tout net, ce changement, pour le moins inopportun à la veille de l'action, fut mal accueilli et en général caché à nos unités. En fait, pour nous, tout continuait comme auparavant.

Le 1er juin, l'A.S. était alertée par le message convenu de la B.B.C. et la joie fut plus forte que la déconvenue que nous avions éprouvée. Alertée, mais non encore autorisée à entrer en action. Pour l'instant, seuls les P.C. à chaque échelon (1) devaient se mettre en place, veiller au bon fonctionnement de leurs liaisons et préparer l'arrivée et l'intervention de leur unité.

Quatre tâches principales allaient incomber à l'A.S., en vue de « coopérer à l'avance alliée » : *sabotage, guérilla, aide directe par le combat éventuel et protection d'installations de caractère indispensable à la continuité de l'avance.* Telles étaient, transmises à l'A.S. par la 2e direction du Ministère de la Défense Nationale belge (2), les directives du S.H.A.E.F. *Supreme Head Quarter Allied Expeditionary Forces* dont le C. in C. (Commander in chief) était le général Eisenhower.

L'ARMÉE SECRÈTE EN ACTION

« Le roi Salomon a mis ses gros sabots. » Ce message de la B.B.C. fiévreusement attendu depuis une semaine, est émis le 8 juin. Il va permettre à l'A.S. d'entrer en activité, successivement sous les quatre formes imposées par le S.H.A.E.F.

1° *Sabotage.* — La bataille de Normandie est entamée. Le Haut Commandement allemand, surpris, mettra plusieurs jours à réaliser qu'il ne s'agit pas d'une diversion, mais bien de l'opération principale.

Quand il aura compris, la R.A.F. et les escadrilles innombrables des U.S.A. auront déjà entamé la ruine du réseau ferré et routier, destiné à acheminer vers le champ de bataille, les renforts les plus proches. Sur les arrières plus lointains de la *Wehrmacht*, toutes les résistances alliées entrent en action, pour aider à paralyser les mouvements des réserves stratégiques.

(1) Q.G. /A.S., zones, secteurs et certains refuges.
(2) Ministère de la Défense Nationale.

En Belgique, l'A.S. entame l'action, suivant un plan minutieusement étudié, d'accord avec Londres, par les techniciens du Q.G./A.S. (1) et hardiment exécuté par la troupe. Le sabotage vise le rail, les installations ferroviaires et le matériel roulant, le réseau routier et ses ouvrages d'art ainsi que les communications téléphoniques et télégraphiques aériennes et souterraines.

Les autres groupements de résistance sont également au travail et de toutes parts affluent les concours. C'est ainsi qu'une aide inappréciable est fournie par les « cheminots » et par les agents de la régie des T.-et-T., même non affiliés à un groupement.

Des agents parachutés, spécialisés, arrivés de Grande-Bretagne coopèrent au travail.

Le service *Hotton* s'affiliant à l'A.S., fournit une aide substantielle dirigée notamment contre les installations industrielles travaillant au profit de l'ennemi, tandis que, dans le Pays de Herve, l'*Armée de la Libération* (A.L.) coopère activement aux destructions.

Suivant un relevé établi déjà en avril 45, on peut estimer que la quote-part des sabotages effectués par l'A.S., atteint plus de 50 % de l'ensemble. Et que n'eût-on pu faire, si la quantité d'explosifs reçue par parachutage avait été celle que l'on espérait ? Mais on dut se limiter... et compléter les dotations indispensables par des coups de main, parfois un peu rudes sur les réserves de nos mines et de nos carrières, voire sur les dépôts de l'ennemi.

C'est sur les routes que le sabotage fut le moins efficace à cause de la pénurie de « plastic ». On y suppléa en semant sur les passages obligés, une nuée de clous à plusieurs pointes, dont l'une au moins dressée en l'air, ruinait les pneus. Il en résulta quelques embouteillages appréciables. Par contre, les rails, surtout aux aiguillages, volaient en l'air à un rythme accéléré.

En bref, le résultat général peut être apprécié à la lecture de l'extrait suivant d'une lettre adressée au « cher général *Pygmalion* » par le général commandant en chef, Dwight Eisenhower. « Je suis entièrement satisfait des résultats obtenus par l'*Armée secrète* en Belgique, durant les premières semaines d'action. Ces résultats ont eu une influence considérable sur les transports ennemis. A vous et aux officiers et soldats sous vos ordres, j'envoie mes sincères félicitations. » « ... »

2° *Guérilla.* — Afin d'éviter des représailles sanglantes sur la population, cette action ne pouvait être entamée prématurément, car autour de Caen, et dans la presqu'île de Cherbourg, les opérations se ralentissaient.

Il fut donc décidé sur ordre de Londres, de ne déclencher de guérilla que lorsque l'avance alliée aurait atteint nos frontières. Ce fut le

(1) Notamment par *Chevalier* nom d'emprunt du colonel du Génie de Ridder, décédé en 1957.

2 septembre. Mais cette avance se fit à une cadence si foudroyante après la chute de Paris, que l'action de guérilla en fut écourtée d'autant : en certains endroits 2 ou 3 jours à peine. Du reste, la quantité d'armes parachutée, disons-le sans ambages, avait été dérisoire, sauf en certaines régions isolées d'Ardenne. Les maquis français de Bretagne, du Vercors, etc., sérieusement pris à partie, absorbaient toutes les disponibilités. Et en Belgique d'ailleurs, les Allemands ne faisaient plus front que peu ou prou.

Nos maquisards, désarmés, voyaient avec rage, passer sous leurs yeux des colonnes hétéroclites en pleine retraite, dans lesquelles il eût suffi de peu de chose pour semer la panique. Que d'occasions manquées ! Les chefs calmaient leurs hommes en leur faisant valoir que c'est à cette circonstance que les populations civiles devraient leur salut, ainsi que villes et villages. En Ardenne toutefois, l'A.S. livra des combats d'envergure, seule à seule contre des S.S. déchaînés.

En fait, le rush accéléré des Allemands vers leur *Westwall* fut pour notre pays un bienfait inestimable. L' « Oasis belge » doit une bonne part du « Miracle » à cette circonstance. Mais il serait toutefois erroné de croire que la guérilla de 1944 resta sans effet. Car, outre les armes parachutées, quelques petits dépôts d'armement de notre armée de 1940 avaient échappé aux investigations ; et des armes de prise commençaient à s'ajouter aux pistolets, mitraillettes Sten et fusils mitrailleurs Bren, made in England.

En fin de compte, d'une statistique datant du 1er trimestre de 1945, il résulte que l'A.S. avait réussi, seule ou après le passage des colonnes victorieuses alliées, à capturer environ 20 000 prisonniers dont 3 généraux et un colonel commandant une division parachutiste, à mettre hors de combat, par mort ou par blessures, plusieurs milliers d'Allemands et à se saisir d'un butin important : armes portatives, canons, chars, camions et véhicules divers... sans compter les « reprises individuelles ».

Et à la Libération de Bruxelles, c'est avec une légitime fierté que *Pygmalion*, redevenu le lieutenant général Pire, appelé auprès du général Horrocks, commandant le XXXe corps d'armée britannique, s'entendit déclarer que, sans la bravoure et l'action judicieuse de la résistance belge, au sein de laquelle l'A.S. avait joué un rôle de premier plan, l'avance foudroyante de ses troupes n'eût pas été possible.

3° *Aide directe aux Alliés en marche.* — Cette aide se manifesta dès le 2 septembre, en même temps que se déclenchait la guérilla. Mais la guerre fut poursuivie sous une autre forme jusqu'à la capitulation allemande, par les nombreux résistants, passés de leur groupement dans la nouvelle armée en formation et dans les rangs des Forces belges venues de Grande-Bretagne : certains bataillons de fusiliers, levés en fin 1944, comptèrent jusqu'à 80 % de volontaires issus de l'A.S.

L'aide à l'avance alliée revêtit divers aspects : sitôt le contact établi, nos détachements renseignaient les colonnes d'invasion sur les dispositions locales de l'ennemi, guidaient ces colonnes sur un terrain connu

jusqu'en ses moindres replis, protégeaient les flancs des itinéraires et procédaient, après le passage des troupes en progression, au « nettoyage » méthodique, souvent très fructueux, du terrain dépassé. Ces besognes terminées, s'organisait la garde des communications, mais la principale préoccupation des chefs locaux, fut d'essayer de transformer leur troupe territoriale en une unité apte à faire mouvement et à suivre nos Alliés. La pénurie d'armes, l'indigence des équipements et le manque de moyens de transports ne le permirent que dans une mesure trop restreinte. Néanmoins, dans les Flandres et autour d'Anvers, des unités constituées de l'A.S. se battirent côte à côte avec les Anglais, les Canadiens et les Polonais.

La *Réserve mobile*, mobilisée autour de Bruxelles, par petites fractions qui rejoignirent leurs places de concentration dans le centre du Brabant, en traversant les lignes allemandes, fut ensuite formée en colonne et rejoignit les Américains dans la région Malmédy-Saint-Vith, tandis qu'une autre colonne, dite *Colonne Plisnier*, était dirigée sur Vielsalm. Ces colonnes combattirent en liaison avec les troupes alliées.

Les meilleurs rapports n'avaient pas tardé à s'établir entre elles et l'A.S. Mais celle-ci n'allait plus tarder à se démobiliser. Elle le fit spontanément par discipline, afin de ne pas compliquer la tâche du Gouvernement.

4° *Protection des installations nécessaires à la poursuite de l'avance alliée.* — Si de nombreuses destructions avaient été nécessaires pour contrarier ou empêcher le trafic vers la Normandie d'abord, et une trop facile retraite vers le *West wall* ensuite, il allait d'autre part s'avérer utile, non seulement de remettre les réseaux routiers et ferrés en état, mais encore d'essayer de sauver d'une destruction par l'ennemi toutes les installations susceptibles de faciliter l'avance des armées alliées et de servir leurs immenses besoins.

Les centrales électriques, les centrales téléphoniques, les distributions d'eau, de gaz, etc., avaient une importance capitale, de même que les grands ponts routiers ou ferrés. Mais d'une importance vitale pour la poursuite des opérations étaient évidemment les installations portuaires.

Seul, un historique complet de l'A.S. pourra mettre en relief ce qui fut réalisé dans ce domaine de la protection des ouvrages et installations. Sans nous arrêter au nombre d'ouvrages d'art routiers et ferrés qui furent sauvés de la destruction, grâce à d'audacieux coups de mains, signalons ce qui fut, sans conteste possible, le fait d'armes le plus glorieux et le plus utile de la Résistance belge : la préservation des installations portuaires de Bruges, de Gand et d'Anvers.

D'Anvers surtout, le seul des grands ports maritimes de l'Ouest, situé dans la zone des opérations et qui put échapper au désastre, bien que l'ennemi en ait de longue main préparé la destruction.

L'importance primordiale de notre Métropole, au point de vue militaire, peut se mesurer à l'acharnement mis, par l'ennemi refoulé, à tenter de l'anéantir avec ses bombes volantes. La sauvegarde du port, par la Résistance, compte elle aussi parmi les facteurs décisifs de notre restauration

économique rapide. Pour sauver Anvers, tous les éléments de la Résistance militaire de la Métropole ont uni leurs efforts. Le fait mérite d'être souligné, car il est assez exceptionnel : avec une loyauté et un désintéressement qui leur font honneur, les différents groupements de Résistance d'Anvers se mirent aux ordres d'un chef commun, le lieutenant du génie Reniers (1) de l'A.S., qui, grâce à cette union indispensable, parvint à mener à bien une mission particulièrement délicate et qui devait à l'Ouest avoir, sur le sort de la 2e guerre, de décisives répercussions.

C'est à grands traits que nous venons de brosser une esquisse de ce que fut l'activité de l'A.S. depuis ses origines en tant que *Légion belge*, puis *Armée de Belgique*, jusqu'à la Libération. Ces quatre années de lutte d'abord clandestine, puis ouverte, se sont soldées par un bilan de pertes impressionnant : quatre mille morts ou disparus environ dont la grosse majorité furent des victimes de l'action souterraine.

Ce lourd sacrifice répond-il aux résultats escomptés ? Le général Eisenhower et un des chefs d'un corps d'armée d'invasion se sont chargés de répondre à la question et le maréchal vicomte Montgomery d'El Alamein, lors d'une visite faite en Belgique, a pleinement confirmé leur opinion sur la Résistance.

Mais il reste à citer l'opinion de l'ennemi lui-même.

D'un document allemand tombé entre nos mains en août 1944 et émanant du *Sicherheits Dienst* du commandant de la Belgique et du Nord de la France (2), nous extrayons ces quelques lignes : « L'Armée belge arrive de plus en plus, comme signalé antérieurement, à l'avant-plan. On reconnaît clairement son organisation. Il est établi avec certitude que cette organisation est celle qui est reconnue par Londres, comme organisation de Résistance nationale. Il est établi de façon certaine que l'A.B.S. (3) est l'organisation de Résistance la plus importante du secteur national. En cas de danger, cette organisation, même équipée seulement avec des mitrailleuses légères, doit être considérée comme un adversaire sérieux. »

Lucien Deleuze,
Général e.r. Ancien commandant en second de l'A.S.

(1) Actuellement colonel du génie en service actif.
(2) Le général von Falkenhausen.
(3) *Armée secrète belge*, nom que nous attribuaient les Allemands.

COMPTES RENDUS

ÉTUDES GÉNÉRALES

L'époque contemporaine : une histoire de la civilisation

Voici par les soins de M. Maurice Crouzet la première synthèse sur la « guerre de trente ans », ses conséquences immédiates, les problèmes qu'elle continue à poser, les inquiétudes qu'elle a suscitées et qui ne sont pas apaisées ; moins de douze ans après la fin des hostilités, alors que tant de points d'interrogation demeurent et que nous sommes tous engagés encore sur des chemins que les feux de nos passions balisent d'obscures clartés, quelle immense, quelle ambitieuse entreprise et, disons-le tout de suite, quelle admirable réussite ! Le cadre? Chronologique : 1914-1955 ; géographique : le monde entier ; intellectuel : toute la pensée, toute l'activité de l'homme (1).

La grandeur du champ de recherches, l'étendue des lectures, la hauteur de la réflexion, découragent la critique, voire l'analyse. Le lecteur est d'abord sensible à la pondération du jugement et à l'objectivité du ton ; très scrupuleusement et avec une volonté de totale objectivité, M. Crouzet a pesé ses conclusions ; sans cacher ses incertitudes, il lui arrive d'affirmer, non sans force, le choix qu'il a cru devoir faire, en toute honnêteté ; mais, souvent, il expose les thèses opposées (2) dont chacune lui paraît contenir, selon la formule shakesparienne, « une âme de vérité ». Par un récit serré des faits, par un examen rigoureux de leurs leçons, il éclaire son lecteur et il le laisse libre de participer, à son gré et selon ses voies propres, à cette « recherche d'une civilisation nouvelle » — selon la formule placée en sous-titre et qui donne à l'œuvre tout son sens.

Bien sûr, chemin faisant, le lecteur, qui a été lui aussi un témoin de cette époque, découvre dans l'auteur son contemporain, citoyen comme lui ; le nombre de sujets traités multiplie ses réflexions, génératrices parfois de divergences de vues. Il ne saurait être question de faire une place à toutes ; nous ne pourrons que nous borner à un exposé des méthodes, des conceptions générales, des groupements de faits, des conclusions principales — à nos yeux — émaillé de quelques remarques partielles, sans nous dissimuler combien nous serons loin ainsi d'épuiser la richesse de l'ouvrage et sans céler le caractère subjectif d'un grand nombre de nos observations. Par ailleurs, le livre de M. Crouzet dépasse de beaucoup la période normalement dévolue à notre *Revue* ; nous limiterons notre analyse à la période qui précède et qui suit immédiatement le deuxième conflit mondial et aux sujets les plus directement en relations avec lui (3).

(1) Maurice Crouzet, *L'époque contemporaine* (tome VII de l'*Histoire générale des civilisations*), Paris, P. U. F., 1957, 821 p.

(2) Un seul exemple : Keynes et Mantoux sont renvoyés dos à dos pour condamner ou approuver le traité de Versailles.

(3) Il importe d'indiquer l'utile présence *in fine* d'un index alphabétique, d'une

En principe, M. Crouzet accepte toutes les possibilités d'explication historique. Il écrira par exemple : « ce n'est pas seulement dans le domaine politique et économique que le monde change de face, c'est *également* dans le domaine de la science et de l'art », et, un peu plus loin : « La hausse des prix *renforce encore* la révolte contre l'ordre bourgeois. » Mais si, théoriquement, toutes les formes d'activité humaine sont considérées comme des moteurs possibles de l'histoire, en fait une incontestable primauté est accordée aux phénomènes économiques ; elle se lit dans l'extrême importance donnée à la « grande dépression » des années trente, à l'abondance des chiffres, des statistiques, des pourcentages (1), à l'analyse de l'influence de la crise sur la production artistique, etc... ; même un cinéaste comme Jean Renoir dont l'univers filmique se meut dans une éthique du plaisir, est affecté, par le biais d'une de ses œuvres, *Toni*, de « préoccupations politiques et sociales ».

De façon générale, M. Crouzet emprunte davantage à la géographie économique ou à l'économie politique qu'à la psychologie collective ou à la sociologie. Peut-être certains courants d'idées, y compris ceux susceptibles d'une analyse psychanalytique, ne reçoivent-ils pas, de fait, tout leur lot de lumière : le « mac-cartysme » peut paraître significatif d'un certain comportement américain toujours prêt à se rééditer ; le fascisme, sous toutes ses formes, autant que de la dégradation des classes moyennes, dérive d'une mentalité « ancien combattant » de la génération du feu déçue par l'arrière : le courant « pacifiste », d'entre deux guerres, a été générateur du désarmement moral de 1940 ; lorsqu'il est dit qu'une « panique » aggrave le krach de Wall Street, il semble que ce mouvement collectif méritait analyse, etc.

Il est certain que, non seulement M. Crouzet, en aucune manière, n'a voulu écrire une histoire « événementielle », mais il s'est dégagé totalement des routines de l'histoire politique et diplomatique ; les jeux parlementaires lui paraissent mériter aussi peu d'attention que les âpres rivalités du Kremlin. Quant aux hommes, politiques, militaires, ou capitaines d'industrie, ils n'ont jamais droit à un portrait et rarement à une citation. On ne peut pas ne pas évoquer la formule de Lucien Febvre : « L'homme obéit toujours, quel que soit son génie, à quelque chose qui le dépasse et qui le canalise dans une certaine direction : un appel de la société, des besoins, des désirs auxquels lui-même participe sans toujours s'en douter clairement (2). »

Par suite, autant que du texte de loi, plus que du rapport de l'ambassadeur, l'historien fait son profit de ces documents révélateurs d'une époque que sont le film, le tableau, la machine, le produit industriel, la découverte scientifique, etc. Évoquant le drame des petits fermiers de l'Oklahoma dépossédés de leurs terres par les banques hypothécaires, M. Crouzet cite tout naturellement « *Les raisins de la colère* ». Le champ de recherches de l'historien et sa curiosité s'élargissent ainsi à l'échelle du monde. Peut-être le déroulement exact des événements y perd-il parfois en précision, dans la mesure où le pacte germano-soviétique, par exemple, n'apparaît pas en pleine lumière dans la genèse du deuxième conflit ; ou encore, lorsque le fascisme est évoqué pour la première fois, sans que soit cité Mussolini, l'économie de guerre nazie sans qu'il soit fait allusion à Schacht, ou le dernier plan quinquennal sovié-

chronologie et d'une bibliographie ; il n'existe pas de notes de bas de pages ; le texte en est incontestablement allégé, mais le revers est que des citations soient insuffisamment situées.

(1) On aimerait parfois connaître un peu mieux l'origine et le mode de calcul de formules comme : « L'Allemagne représentait 17 % de la production mondiale en 1909, 11,3 % en 1929. »

(2) Préface à : H. Michel-B. Mirkine-Guetzévitch, *Les idées politiques et sociales de la Résistance.*

tique — orienté davantage vers les industries de transformation — avant qu'aient été indiqués l'avènement de Kroutchev et l'élimination de Beria.

Mais il n'était pas dans les intentions de M. Crouzet d'écrire une histoire complète de la deuxième guerre mondiale : il lui consacre seulement une centaine de pages ; suffisamment pour que ses caractères essentiels soient nettement dessinés par rapport à la guerre 1914-1918. L'accent, plus que sur les vicissitudes des opérations, est mis sur l'évolution des armements, les stratégies qui en dépendent et les méthodes de lutte qui en résultent : chars, bombardements stratégiques, aviation tactique, troupes aéroportées, opérations amphibies, etc. Il est bien vu que la guérilla, généralisée par la Résistance, « a révolutionné les conceptions classiques de la guerre », sans que la différence soit toujours nettement établie avec le sabotage et les attentats ; ni que soit apportée l'étude, qu'on pouvait attendre, de ces deux formes complémentaires, ou élargies, de la guérilla, que sont la guerre psychologique et la guerre révolutionnaire — le rôle marquant de Mao-Tsé-Toung dans cette dernière étant toutefois bien dessiné (1).

La « grande dépression » de 1929 est décrite en termes excellents et de façon très complète, avec cette idée maîtresse qu'elle est à l'origine du deuxième conflit mondial ; d'une part, « l'insuffisance des travaux publics pour résorber le chômage entraîne les principaux pays vers les fabrications de guerre » ; d'autre part, en affaiblissant les organisations syndicales, la crise a facilité la répression fasciste, en même temps que les classes moyennes inclinaient à l'antisémitisme et aux solutions de force. M. Crouzet rappelle les sympathies de la Haute Église à l'égard des dictatures montantes : Pie XI, en 1926, n'avait-il pas salué en Mussolini « l'homme de la Providence? » Il n'y a rien à reprendre à l'analyse des régimes fasciste et nazi, sauf peut-être que, la propagande étant leur seconde nature, la plus grande défiance doit être manifestée à l'égard de leurs affirmations statistiques : il n'est pas impossible que le chômage ait été résorbé dans le Reich de 1938, mais il l'était grâce aux armements et aux enrôlements dans le corps immense du parti ; de toute façon les besoins de la propagande exigeaient l'affirmation. Quant au racisme hitlérien, il est douteux qu'il ait été commandé par la nécessité « d'avoir une population vigoureuse au taux d'accroissement élevé, entraînant des mesures destinées à maintenir la pureté de la race » ; en fait, l'antisémitisme nazi s'inspirait d'un manichéisme simpliste, recherchant des effets d'ordre psychologique au moins autant que des résultats biologiques (2).

Mais la guerre n'est que l'épisode le plus dramatique d'une lente évolution dont M. Crouzet tente de dessiner la courbe entre les points de départ et d'arrivée. Août 1944 est déjà une fin, « celle de l'apogée du monde libéral et capitaliste », comme l'avait bien vu Keynes, apogée dont ne bénéficiaient d'ailleurs que quelques nations de « l'Europe dominante », et dans chaque nation seulement quelques groupes humains privilégiés. Quarante ans après s'est affirmé, probablement de façon irrémédiable, le déclin du libéralisme capitaliste. « A l'unité intellectuelle et matérielle que l'hégémonie de l'Europe imposait s'est substituée une division en trois groupes : le monde capitaliste... dominé par la richesse et la puissance des États-Unis, le monde communiste...

(1) Quelques petites erreurs sur la Résistance : *Combat* n'était pas essentiellement un mouvement de zone nord ; les mouvements de cette zone n'étaient pas forcément plus antivichystes que ceux de zone sud : l'expression de « la C. G. T. reconstituée par Saillant » n'est pas heureuse ; l'*armée secrète* en 1941 n'existait qu'en zone sud, etc.

(2) La *collaboration*, qui n'est guère traitée — trois pages seulement sont consacrées au régime de Vichy — trouve sa condamnation dans cette constatation que jamais « Hitler n'a prononcé une parole laissant penser à ses alliés qu'il considérerait leur sort comme identique à celui du peuple allemand ».

et les pays sous-développés qui viennent de conquérir leur indépendance politique ou qui cherchent à la conquérir. » Tout l'ordonnancement de l'ouvrage est établi en fonction de cette grande division du monde contemporain.

Nous entrerions ici dans l'étude d'une période qui sort du cadre chronologique des recherches de cette *Revue*. Force nous est de nous limiter à quelques brèves remarques. On ne saurait contester que « le réveil des peuples de couleur est un des faits capitaux de l'histoire contemporaine ». M. Crouzet étudie ce réveil avec beaucoup de sympathie. Mais c'est au monde communiste qu'il accorde la plus large place. « La révolution russe, écrit-il, après la faillite du socialisme international en 1914 a donné un exemple et un encouragement aux masses ouvrières un moment désemparées. » Depuis, tandis que le socialisme démocratique n'a pas cessé de péricliter, la construction communiste (1) a continuellement gagné en étendue — la conquête de la Chine par Mao-Tsé-Toung est un fait capital — et en puissance — l'industrialisation laisse prévoir que sera bientôt rattrappé, le temps d'une génération, le retard que l'U. R. S. S. traîne encore par rapport aux U. S. A. Peut-on conclure toutefois que l'U. R. S. S. a dû à sa structure politico-économique d'avoir échappé à la crise de 1929 ; n'est-elle pas plutôt redevable à son sous-équipement du moment d'avoir été moins sensible au mal qui a frappé des nations plus prospères (2)? Par ailleurs, si une analyse pertinente met un terme aux rapprochements, qui ne sont que d'apparence, entre les fascismes et le bolchevisme, une connaissance plus approfondie de la *civilisation soviétique* ne supposerait-elle pas que soient davantage mis en relief des ensembles de faits comme : le mythe de la jeunesse, les procès et les purges, les luttes de clans, les camps de travail forcé, les déplacements de populations, la propagande, etc...

Inversement, le rôle des États-Unis apparaîtrait plus important si plus de place était accordée à la *civilisation quotidienne* ; il ne paraît pas douteux que l'*american way of life* s'instaure peu ou prou sur toute la planète : la technocratie, la standardisation, la mécanisation des gestes ménagers, une certaine forme d'érotisme, dont les vamps sont l'illustration, bien d'autres traits encore, passent les frontières, fussent-elles en rideau de fer (3). Au terme, l'effrayante uniformité qui menace toute la terre apparaît bien d'origine américaine ; par des voies différentes, le monde communiste y tend aussi, et cela sous le signe d'une identique foi optimiste dans le caractère illimité d'un progrès technique irréversible.

En face des deux colosses, bien peu d'attention est accordée aux efforts d'unification européens, dont M. Crouzet semble penser qu'ils sont voués à l'échec. S'il est vrai que les économies nationales sont largement concurrentielles, il semble que, au moins pour une génération, existent des chances que l'Afrique demeure le prolongement naturel de l'Europe ; une importance et un crédit pouvaient être accordés à l'Eurafrique, qui sont refusés à la Petite Europe. De toute façon, un tableau des institutions européennes en gestation aurait été fort utile à côté de la carte, clairement tracée, des accords occidentaux d'assistance mutuelle (4).

Ce déclin de l'Europe et du libéralisme peut se résumer dans l'affaiblis-

(1) M. Crouzet l'appelle souvent « soci liste », selon une expression couramment employée dans les démocraties popul ires, mais qui n'est pas pris dans le même sens dans les démocraties occidentales.

(2) L'ouvrage a été écrit avant que soit décidée par Kroutchev la décentralisation industrielle.

(3) Il est significatif que, en dépit de la censure et de l'austérité des démocraties populaires, une certaine jeunesse de Varsovie imite Marlon Brando.

(4) La concurrence ne joue guère pour l'énergie atomique ; au contraire la coopération s'impose.

sement du socialisme démocratique. Peut-être M. Crouzet se montre-t-il un peu sévère sur ce point? En fait, si le socialisme a perdu son dynamisme révolutionnaire, c'est certes parce qu'il s'est ouvert plus largement aux fonctionnaires et aux intellectuels qu'aux ouvriers ; mais c'est sûrement aussi parce que, pratiquement — et l'action de la Résistance fut prépondérante en ce domaine — il a largement pénétré la société occidentale et que ses thèmes essentiels ne sont plus guère discutés. Le réformisme a pu permettre l'économie d'une révolution ; si les nationalisations ne touchent qu'à la superstructure politique, et ne changent guère la superstructure sociale, n'ont-elles pas provoqué, jointes aux systèmes de protection et de sécurité sociales, un progrès du niveau de vie des masses, auquel il fait peu de doute que le monde communiste n'est pas encore parvenu? Quant au rayonnement possible de la doctrine, il n'est qu'à suivre, pour s'en assurer, l'expérience de l'Inde où les plans quinquennaux s'accomplissent dans une démocratie politique — ou encore les programmes que se donnent les jeunes partis de l'Afrique noire. Sans oublier que, si les mots liberté et démocratie ont un sens totalement différent aux U. S. A. et en U. R. S. S. — M. Crouzet reprend sur ce point l'analyse de M. Vedel — on ne voit guère d'autre possibilité théorique de conciliation que par le biais du socialisme démocratique.

Il est inévitable que, sur un certain nombre de points, l'ouvrage de M. Crouzet court le risque d'être rapidement frappé de vieillissement particulièrement en ce qui concerne les chiffres, les pourcentages et les statistiques, tous signes de l'activité humaine promis à une sénilité précoce. Mais la plupart des analyses auront, par leur solidité, la vie plus dure (1). Il est extrêmement précieux de disposer, sur tous les sujets et les problèmes qui se posent à nos contemporains, d'une mise au point établie avec autant de sérieux d'information, de sobre rigueur et d'honnêteté intellectuelle (2). Si quelques branches viennent à pousser de travers au fil des ans, le tronc qui les supportera est suffisamment droit et trapu pour que le port général de l'arbre n'en soit guère modifié.

Henri Michel.

L'époque contemporaine : une histoire des événements

Voici la fin d'une énorme entreprise, conçue et réalisée par un seul homme, M. Jacques Pirenne, qui s'est efforcé de montrer que, depuis les origines de l'humanité, « dans le temps et dans l'espace, l'histoire est une » et que, « la nature profonde des sociétés humaines n'ayant pas changé, les processus d'évolution se présentent de façon semblable depuis les époques les plus lointaines jusqu'à nos jours » (3).

Le dernier terme de cette démonstration conduit le lecteur de l'entrée de la *Wehrmacht* en Pologne jusqu'en 1955. La guerre mondiale est traitée en deux cents pages seulement (4) ; à la différence de M. Crouzet, M. Pirenne

(1) Quelques récentes découvertes scientifiques de grand retentissement justifient l'optimisme en l'évolution de l'économie russe ; par contre les derniers événements de Pologne et de Hongrie portent un rude coup à l'affirmation de l'homogénéité du bloc communiste, surtout si on les rapproche du titre du chapitre qui relate « la lutte pour l'indépendance des États sud-américains » (contre l'impérialisme nord-américain).

(2) En particulier, toutes les parties consacrées à la littérature, aux arts et aux découvertes scientifiques sont d'une remarquable densité, quelques phrases suffisant à résumer clairement les doctrines les plus hermétiques.

(3) Jacques Pirenne, *Les grands courants de l'histoire universelle*. Tome VII : *De 1939 à nos jours*, Paris, Éditions Albin Michel, 1956, 958 p.

(4) Elles feront seules l'objet de ce compte rendu.

n'a pas essayé de survoler l'immense panorama pour en percevoir les grandes lignes ; il s'est borné à un exposé rapide des faits, où les événements politiques et sociaux sont mêlés dans le récit et simplement groupés en quelques gerbes, la narration revêtant parfois la sécheresse d'un commentaire de chronologie. Dans cette recherche ascétique de la concision, les excellentes analyses abondent, tel ce jugement asséné sur la *Révolution nationale* qui ne fut « qu'une révolution de renoncement et d'abdication », ou la recherche des racines du nazisme dans le pangermanisme, ou encore, pour nous borner à quelques exemples, l'effrayant tableau du sort d'une Europe définitivement soumise à Hitler, tableau brossé davantage d'après les théoriciens du national-socialisme que d'après les chefs du régime.

Les phases essentielles des combats étant résumées en quelques lignes, on s'étonnerait de la large place accordée au rôle du roi Léopold si on ne savait que l'auteur a été son secrétaire ; aussi bien, tout ce qui touche à l'ancien roi des Belges est-il tabou et celui-ci présenté tout à son avantage. Après n'avoir cité que des sources belges dans la bibliographie le concernant, M. Pirenne prend la peine de préciser « que la France s'était réservée de défendre la Meuse » et que « le secteur de Sedan n'était défendu que par des troupes de réserve, malgré l'avertissement de Léopold ». Celui-ci « fut acculé à la reddition », mais les combats qu'il avait livrés permirent l'évacuation des troupes britanniques. Plus tard, l'attitude passive de Léopold évita les pires malheurs à son pays ; bien mieux, elle représenta pour le Reich « le premier échec » subi depuis le début de la guerre », ce qui fait bien peu de cas de la bataille aérienne d'Angleterre. C'est même dans l'entourage du roi que serait née la Résistance belge. Son intention apologétique pousse parfois M. Pirenne à des raisonnements contestables : « l'effondrement de l'armée française en juin, écrit-il, avait fait apparaître que la capitulation de l'armée belge avait été une inéluctable nécessité », comme si le premier événement cité, en réalité le dernier dans l'ordre chronologique, n'avait pas été partiellement provoqué par le second, et si la nocivité reconnue de l'effet permettait d'absoudre la cause.

Cette importance accordée sentimentalement à un homme et à des événements mineurs contraste avec la volonté de dépouillement de l'ensemble de l'ouvrage. De façon générale, M. Pirenne semble peu soucieux d'exactitude minutieuse ; il montre parfois à l'égard des dates une désinvolture qui surprend ; après avoir parlé de l'avance allemande au Caucase avant d'avoir dit que Hitler avait déclaré la guerre à l'U. R. S. S., il ajoute que cette même avance a commandé le débarquement d'une brigade indienne à Bassorah ; or, celui-ci est d'avril 1941 et l'entrée de la *Wehrmacht* dans les territoires de l'U. R. S. S. du 21 juin de la même année. A propos du débarquement américain en Afrique du Nord, il s'étonne que des combats aient eu lieu avec les troupes de Vichy en dépit de la dissidence de Darlan, alors que c'est précisément cette dissidence qui mit fin aux engagements, etc.

Ces négligences ne sont peut-être pas graves selon le propos de l'auteur, qui est de philosopher plus que de décrire ou de raconter (1), mais elles montrent avec quelle prudence il faut utiliser l'ouvrage dès qu'on s'écarte des idées générales. Nous limiterons notre relevé d'erreurs à l'histoire de la France pendant la guerre et sous l'occupation.

La ruée vers Dunkerque ne fut pas arrêtée par ordre d'Hitler, mais de von

(1) La bibliographie est toujours sommaire, beaucoup d'ouvrages de premier ordre n'étant pas cités ; pour l'histoire du conflit, M. Pirenne renvoie à un livre de M. Mourin et, pour la campagne de France, à celui de M. Benoist-Méchin. Beaucoup de noms de personnes sont mal orthographiés : Spear pour Spears, Sanders pour le général polonais Anders, etc.

Rundstaedt. Il n'y a pas eu de vote aux Conseils des Ministres français tenus en juin 1940 et la décision de demander l'armistice n'a pas pu être approuvée par quatorze voix contre dix. Le comportement du général Weygand refusant catégoriquement la capitulation de l'armée s'explique moins par des calculs politiques que par une conception particulière de l'honneur militaire. La constitution de la France ne fut pas refaite le 10 juillet 1940 à Vichy « sur des bases diamétralement opposées aux principes libéraux » ; en fait, la loi constitutionnelle se bornait à donner « tous pouvoirs au gouvernement de la République... pour promulguer une nouvelle constitution de l'État français... qui sera ratifiée par la Nation ». En Indo-Chine, Vichy n'a pas rejeté, le 10 juillet 1940, une demande du Japon de transporter des troupes à travers le Tonkin ; en réalité, le 12 juillet, Lémery ordonna seulement au gouverneur général de suspendre les négociations, « celles-ci étant de compétence gouvernementale » ; et l'accord du gouvernement à la demande japonaise fut donné le 30 août. A Montoire, Pétain n'a pas, « sous l'influence de Laval, envisagé une collaboration active, voire militaire » ; s'il est allé rencontrer le Führer de son plein gré, il s'est borné à des principes très généraux. Il n'y a jamais eu deux millions de prisonniers de guerre français et un million seulement était encore en Allemagne en 1944, etc.

Tout ce qui concerne la Résistance n'exige pas moins de corrections : la Côte d'Ivoire ne s'est pas ralliée à la France Libre le 22 juillet 1940. S'il est vrai que le *Service du Travail Obligatoire* peupla les maquis, la Résistance organisée est bien antérieure sous la forme de la propagande, de l'armée secrète, du renseignement et du sabotage. Le général de Gaulle n'entra pas en contact, par souci de préserver l'ordre, avec un *Comité National de Résistance*, alors que celui-ci avait été constitué à sa demande et selon ses directives au printemps de 1943. Plus loin le *Conseil National de la Résistance* est indiqué comme « installé à Alger », etc. (1)...

Au fond, ces inexactitudes sont probablement considérées comme négligeables par M. Pirenne. Il entend dégager des constantes de l'histoire universelle et son effort de synthèse, marqué de beaucoup de pénétration et d'une vive intelligence des faits, entraîne toujours la sympathie, sinon l'adhésion sur les conclusions. Nous ne saurions discuter ici des postulats comme : « chaque phase d'évolution (de l'Histoire du Monde) est déterminée par les conceptions intellectuelles sociales ou politiques du temps », continué par cet autre que « la technique moderne n'a pas changé le sens de l'évolution historique » ; le moins qu'on puisse en dire c'est qu'ils accordent bien peu d'importance aux faits économiques.

Nous nous bornerons à relater quelques affirmations plus strictement en rapport avec la deuxième guerre mondiale. Comment expliquer le paganisme hitlérien s'il est admis que, au moins jusqu'au marxisme, « tous les peuples ont toujours conçu la vie en fonction de la divinité »? A moins que ne soit admise cette identification courante du fascisme et du communisme que M. Crouzet a si magistralement réfutée. Peut-on résumer le partage actuel du monde en deux blocs à « une démarcation spirituelle entre peuples religieux et peuples matérialistes », alors que la Franc-Maçonnerie, par exemple, est si hostile au dogmatisme communiste? Quant à dire que « le patriotisme, le nationalisme et le nazisme se sont développés de pair avec le sentiment démocratique », voilà qui s'adapte assez mal aussi bien au national-socialisme

(1) Mêmes erreurs concernant la Résistance hors de France : l'attentat contre Hitler à Munich fut le fait d'un officier tchèque, membre de l'organisation clandestine U. V. O. D., non d'une résistance allemande inexistante à ce moment. Londres ne reconnut pas Tito « pour éviter une rupture avec l'U. R. S. S. », mais le gouvernement britannique fut le premier à abandonner les *tchetniks* au profit des *partisans*, etc...

qu'au communisme stalinien ou titiste ; à moins qu'une confusion ne s'établisse entre démocratie politique et démocratie sociale.

A vrai dire la complexité des faits est telle qu'il est très difficile de les placer dans des cadres tout faits sans que quelques-uns ne restent obstinément en dehors. Voir dans l'Elbe une frontière historique constante entre « les peuples de civilisation maritime et ceux de civilisation continentale », et par suite entre les régimes libéraux et les autoritaires, est peut-être conforme à l'ensemble de l'évolution historique de l'Europe et encore davantage à sa géographie. Mais cette constatation ne saurait faire que « Hitler se brisa sur la ligne de l'Elbe » — alors qu'il s'est cassé les reins à Stalingrad sur la Volga — ni laisser oublier à la suite de quels hasards et de quelles tractations les armées alliées venues de l'Ouest et celles venues de l'Est se sont rencontrées à Torgau. Où placer par ailleurs la dictature franquiste? Comment expliquer la force des poussées communistes en France et en Italie dont on sait combien il s'en est fallu de peu qu'elles prennent le pouvoir à la Libération? Sans oublier que des mouvements récents en Pologne et en Hongrie ne laissent guère confondre une domination politique accidentelle avec la volonté véritable des peuples.

Il est inévitable que les thèses de M. Pirenne, par la réflexion même qu'elles provoquent, aiguillonnent l'observation et suscitent la contradiction. C'est la rançon d'un énorme effort de clarification de faits que leur complexité touffue rend particulièrement rebelles à tout classement (1).

H. Michel.

La guerre psychologique

Le mérite de M. Maurice Mégret a été grand de ramasser en un si petit livre (2) tant d'indications intéressantes sur des méthodes de combat qui, pour avoir été de tous les temps, s'acheminent vers une véritable science de la guerre totale, au point qu'on peut qualifier la guerre psychologique « d'invention du XX^e siècle ». Ce point de départ excellemment posé, on est en droit de s'étonner que cinquante courtes pages seulement soient accordées à la *deuxième guerre mondiale*, tout ce qui la précède n'étant au fond qu'un prélude au véritable sujet, prélude intelligemment traité d'ailleurs par notre auteur.

Dans ces conditions, il était impossible d'analyser de façon exhaustive tout l'immense effort produit par les belligérants dans un domaine que les techniques modernes renouvellent complètement. Aussi bien, M. Mégret s'emploie-t-il essentiellement à caractériser les conceptions et les méthodes des Allemands, des Anglais, des Russes et des Américains, plus qu'à recenser les résultats obtenus. Aucune place n'est faite au fascisme — Mussolini n'a-t-il pas pourtant montré en partie la voie ? — ni aux efforts japonais, dont la propagande, autant que les succès initiaux, est responsable de la situation actuelle d'une Asie entièrement libérée de l'Europe.

On aurait aimé aussi que l'emploi des diverses techniques (radio, presse clandestine, tracts, etc.), soit davantage expliqué ; la radio, par exemple, a amplifié l'action des services secrets de renseignements au point que l'effet produit était psychologique au moins autant que militaire — qu'on pense aux *messages personnels* transmis par la B.B.C. (3).

(1) Rien à dire sur le style de M. Pirenne. Regrettons seulement l'emploi du néologisme *racique*, qui nous paraît inutile alors qu'existent raciste et racial.

(2) P. U. F., 1956, collection « Que sais-je ? », n° 173, 128 p.

(3) Quant à l'utilisation du film elle est entièrement à reprendre, le développement reposant sur ce principe — inexact — de la passivité des spectateurs.

La principale lacune toutefois concerne la Résistance, dont il n'est à peu près rien dit. Il n'était pas sans intérêt pourtant de montrer comment la presse clandestine a patiemment démoli les slogans vichystes et nazis, ou encore comment les sabotages et les attentats, sans grande portée tactique, ont pu provoquer chez les occupants une véritable démoralisation, la peur du maquisard ayant été à l'origine de plus d'une reddition. La guerilla, ou la guerre des *partisans*, devient ainsi une partie de la *guerre psychologique*, et on comprendrait mieux peut-être la nature spéciale d'une lutte comme celle qui se déroule actuellement en Algérie, où les opérations militaires ne sont qu'un élément d'un vaste plan destiné à rallier les esprits (1).

Par ailleurs, abondent les remarques avisées : sur les excès de la propagande de Gœbbels, permettant certes au moral allemand de tenir jusqu'au bout, « mais au prix de l'usure morale d'un peuple intoxiqué » ; sur la responsabilité de Rosenberg, partisan d'une politique « punitive », dans l'échec allemand à l'est européen, ou encore sur la conception soviétique de la guerre psychologique, « trame et moyen du devenir historique de l'U.R.S.S. », etc. D'autres demanderaient à être précises : la 5e *colonne* est bien autre chose qu'un « espionnage généralisé ». Peut-on enfin affirmer que la guerre psychologique est « une systématisation de la violence » alors qu'elle se présente le plus souvent comme une tentative de séduction destinée, à l'extrême limite de ses succès, à rendre les combats inutiles ?

Henri Michel.

Une histoire des guerres

Avec un titre prometteur, M. H. Bernard (2), professeur à l'École royale militaire belge, a écrit un gros volume sur l'évolution de l'art militaire. Nous n'avons pas lu le premier volume et nous le regrettons, car s'il est aussi intéressant que celui-ci, il mérite d'être sérieusement étudié. Il est sans doute plus philosophique et plus important. Le second volume, celui dont il est question ici, est consacré à la deuxième guerre mondiale, ce qui en indique l'intérêt pour les lecteurs de cette *Revue*.

Cet ouvrage est remarquablement bien fait, il donne un excellent aperçu des opérations qui se sont déroulées sur tous les fronts depuis les combats de la Warndt ou de la Norvège jusqu'à Pearl Harbor et Okinawa. Il y a dans ces sept cents pages une somme de renseignements fort utiles.

Deux remarques sont à faire sur l'ensemble de ce travail. Tout d'abord, l'auteur consacre beaucoup plus de place au front occidental qu'aux autres :

Front occidental	421 pages
Moyen-Orient et Afrique	108 —
Front oriental	66 —
Pacifique, Chine, Birmanie.....	86 —

N'est-ce pas rétrécir la portée de l'enseignement à tirer de la guerre ? Je comprends bien que pour ses leçons de l'École royale militaire belge, M. Bernard doit surtout se préoccuper des fronts sur lesquels ses élèves pourraient (ce qu'à Dieu ne plaise) avoir à combattre, mais n'est-ce pas négliger un peu les répercussions stratégiques des différents fronts les uns sur les autres ?

(1) Alors que M. Mégret fait sien l'axiome posé par M. Crossmann que la guerre psychologique « doit rester strictement subordonnée... à la stratégie militaire », ce qui est vrai d'ailleurs dans la plupart des cas.

(2) H. Bernard, *La guerre et son évolution à travers les siècles*, t. II : *De 1939 à aujourd'hui*, Bruxelles, 1957, in-8°, 723 p., un atlas de croquis.

Les ouvrages officiels anglais et américains ne se lassent pas de signaler les difficultés du haut commandement allié devant la pénurie des moyens humains et matériels mis à sa disposition pour alimenter tous les champs de bataille. D'autre part, il est permis de se demander, sans diminuer la valeur des armées anglo-saxonnes depuis le débarquement de Normandie jusqu'à la reddition, si la victoire aurait été acquise aussi vite sans la participation des armées soviétiques à la lutte contre l'Allemagne. Nous aurions aimé voir exposées avec la sagacité de M. Bernard, les opérations sur le front oriental, insister davantage sur la manœuvre allemande sur les lignes intérieures.

Cela dit, il nous faut louer M. Bernard de l'étendue de sa documentation et de ses réflexions. Les opérations sur le front occidental sont présentées avec précision et un esprit critique du meilleur aloi. L'auteur est sévère à l'égard des commandements alliés au cours de la *drôle de guerre* et de la bataille de mai 1940. Nous ne pouvons que l'approuver. La conduite de la guerre dans cette période cruciale pour les quatre pays occidentaux est catastrophique. Un détail bien suggestif est celui de l'instruction du général Billotte qui n'est expédiée au commandement belge que sur l'intervention de l'officier de liaison, et cette instruction (du 16 mai) est sans date, ni signature. Cela fait comprendre les réticences de nos Alliés à tenir compte de nos ordres, instructions ou désirs !

Si cette attitude était due à la réserve montrée par nos alliés belges et hollandais avant le 10 mai, nous n'avions qu'à rester derrière nos fortifications. A partir du moment où nous nous décidions à aller à leur aide, nous devions jouer franc jeu. Nous nous laissons devancer par nos ennemis dans cette marche à la bataille. La 22e division partant de Rumigny doit faire 90 km pour arriver sur la Meuse. Quand elle arrive, elle se trouve sous le feu d'ennemis qui ont eu 100 km à parcourir, qui sont partis plus tôt il est vrai, mais qui sont installés.

L'auteur insiste sur le fait que les fronts trop étendus sur la Meuse et sur l'Aisne, plus tard, en décembre 1944, dans les Ardennes, ne pouvaient pas être défendus. Cette vérité première ne devrait jamais être oubliée. Foch disait déjà que tous les terrains sont franchissables si on ne les défend pas à coups de fusils. Et M. Bernard cite la parole du général Patton : « Mes études historiques m'enseignaient qu'il était impossible de franchir le Rhin entre Bingen et Coblence. Mais ma théorie était que ce sont des positions *impossibles* qui sont toujours les moins bien défendues. »

Il y a des aperçus très judicieux sur l'organisation du commandement. En 1940, tandis que les Allemands laissent toute initiative aux commandements subordonnés, ce qui permet aux unités de saisir les occasions fugitives de bondir en avant, le commandement français veut diriger la bataille et les combats de trop loin. La conséquence est que les ordres arrivent trop tard. Les décisions sont dépassées par les événements. Les réserves sont actionnées trop tard, dépensées au compte-gouttes et ne peuvent avoir aucune influence sur les actions en cours.

En comparaison, il est intéressant de montrer l'évolution du commandement américain en 1944-45. Pour le débarquement en Normandie et jusqu'à l'offensive allemande dans les Ardennes, le commandement américain est rigide, basant toutes ses manœuvres sur des graphiques, réussissant ses opérations avec des pertes de temps qui auraient pu être évitées si on ne s'était pas cru lié par des *timings*. Nous savons quelles furent les discussions pour venir au secours de Paris se libérant (dont M. Bernard ne parle pas). Après décembre 1944, mieux assuré de l'arrivée de ses approvisionnements, plus expérimenté, le commandement américain, à

tous les échelons, est beaucoup plus manœuvrier. Il ne laisse pas aux seuls Britanniques le bénéfice des belles manœuvres.

On bondit sur le pont de Remagen alors que la poursuite n'est pas prévue dans cette zone. Dans le Palatinat, les mouvements montrent une remarquable maîtrise des états-majors et des services. Même les enchevêtrements de colonnes dans une manœuvre audacieuse sont réglés avec une telle précision qu'aucun embouteillage important ne se produit. L'ennemi en est dérouté.

Nous ne pouvons que regretter de ne pas avoir lu le premier volume, car, en fait, on ne voit guère une évolution de l'art militaire au cours de ces cinq dernières années de guerre. L'auteur semble d'ailleurs le reconnaître quand il déclare : « La tactique atomique imposera, plus que jamais, la recette vieille comme Bourcet et Guibert qui n'a fait que croître en importance avec le développement de la puissance de feu : la dispersion calculée suivie de la concentration au bon moment... Les armes à fission... ne bouleverseront pas les principes de l'art militaire. »

Nous souscrivons entièrement à cette pensée, de même que nous croyons que beaucoup de nos chefs militaires, à quelque échelon qu'ils soient, ne devraient jamais oublier que la guerre n'est qu'une forme de la politique générale d'un pays. Nous croyons que cette vérité a été de tous les temps. Elle a été mise en lumière par l'U.R.S.S., en appliquant les écrits de Karl Marx. M. Bernard le rappelle à bon escient. On ne peut séparer la guerre de la politique. Ce fut un des meilleurs outils de la politique soviétique de savoir adapter l'une à l'autre.

R. Villate †.

Un sommaire du 2e conflit mondial

Une brève étude de la seconde guerre mondiale, dans son ensemble, est l'édition allemande d'un ouvrage paru en français en 1945 sous le titre *Le monde en flammes*. Due à M. J. Forment de Launay (1), qui était alors âgé de vingt et un ans, elle a visiblement été mise à jour et retouchée depuis la première édition. On s'étonnera cependant de certaines lacunes dans la bibliographie qui fait une part essentielle aux ouvrages parus en Allemagne ou dans les pays contrôlés par l'Allemagne pendant le conflit. Il n'y a, par exemple, aucun ouvrage polonais sur la guerre indiqué en dehors de celui du président Mikolajczik, publié à Londres en 1948, et, si l'on trouve une biographie anonyme publiée en flamand à Bruxelles en 1942 (*Generalveldmarschalk Rommel*), on regrette de ne voir nulle trace de l'étude de G. Castellan sur le réarmement clandestin du Reich entre 1930 et 1935. C'est peut-être à cette documentation partielle que l'on doit de rencontrer un titre qui ne se trouvait pourtant peut-être pas dans l'édition française de 1945, *Dunkerque ou la trahison de lord Gort*. Il en est probablement de même de la liste des efforts du gouvernement de Vichy, dont l'auteur reconnaît cependant qu'ils n'eurent aucun résultat et dont il est permis de ne pas partager le manichéisme élémentaire, si l'on peut dire, entre le bien-Pétain et le mal-Laval. Il est possible également que des retouches aient été apportées au texte initial dans ce bref paragraphe sur la lutte clandestine en France, qui ne cite que l'*O. C. M.* et rapporte que Pierre Brossolette a été fusillé par les nazis.

Jean Vidalenc.

(1) Jacques de Launay, *Die Welt brannte, 1939-1945*, Darmstadt, 1956, in-8°, 348 p.

SUR LA CAMPAGNE DE FRANCE

Les plans allemands

Livrée jusqu'à présent par bribes et morceaux, l'évolution des plans allemands en 1939-1940 attendait son historien. Cette immense tâche n'a pas rebuté M. H. A. Jacobsen (1) et — disons-le tout de suite — l'étude d'ensemble qu'il nous présente est remarquable. Nous ne savons ce que nous en devons apprécier le plus, de la rigueur de l'exposé ou de la richesse des sources. Car il n'est aucun aspect du problème que l'auteur n'ait abordé et le nombre est impressionnant des témoins appelés à la barre. C'est même là peut-être le côté le plus original de ce travail solidement charpenté. Certes, la recherche historique ne se conçoit qu'au départ de documents. M. Jacobsen en a d'ailleurs réuni une belle collection (2). Mais il s'est vite aperçu que les textes d'époque ne recèlent pas toute la vérité. Ainsi, pour comprendre la lutte qu'un von Manstein dut soutenir pour voir triompher ses idées, il n'est pas indifférent de connaître la double rivalité Halder-von Manstein et von Brauchitsch-von Rundstedt. Ce sont évidemment de ces révélations que les archives apportent rarement. Pour les obtenir, il faut interroger du monde, énormément du monde, et revenir souvent sur les mêmes questions. Ce n'est qu'au prix d'un lent cheminement semé d'écueils que se reconstitue l'ambiance des événements. En effet, chaque témoignage — à supposer d'abord qu'il soit parfaitement sincère — n'a qu'une valeur relative. Il faut se garder de lui donner plus d'importance qu'il n'en mérite. Ainsi en va-t-il des questions de personnes. M. H. A. Jacobsen a très bien fait d'en tenir compte ; il a fait mieux encore en n'exagérant pas leur rôle. Cela donne au reste la mesure du soin avec lequel il a mené son enquête. Il procède par touches discrètes et nuancées qui progressivement donnent figure humaine aux principaux personnages. Sans doute, est-ce à la fois la méthode la plus sage et la plus juste, car le comportement des gens ne s'apprécie qu'à la longue. Il est par exemple intéressant de voir un von Rundstedt, emboîter d'abord le pas à von Manstein et soutenir ses conceptions audacieuses pour ensuite adopter de même les vues beaucoup plus prudentes de von Sodenstern, son nouveau chef d'état-major. Ce trait de caractère explique peut-être la facilité avec laquelle il s'est résigné à se laisser enlever von Manstein, dont pourtant il estimait les capacités militaires.

Sans jamais se départir d'une sérénité parfaite, cet ouvrage bourré de précisions inédites rend de la sorte aux gens et aux faits la place qui leur revient. Hitler, notamment, n'apparaît ni comme le génie qu'il s'est proclamé, ni comme la caricature démoniaque visitée par d'invraisemblables intuitions dont il a été tant question après la guerre. Le mérite d'avoir fait exercer l'effort principal au point faible du dispositif allié revient incontestablement au Führer. Encore n'a-t-il jamais soupçonné la faiblesse de ce secteur. Il semble d'ailleurs que personne, en Allemagne, ne l'ait jamais

(1) Hans Adolf Jacobsen, *Fall Gelb, Der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive 1940*, Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte, Mainz (Band 16), Wiesbaden 1957, Franz Steiner Verlag GmbH, 1 vol. rel. toile, x + 337 p. 14 croquis. DM : 26.

(2) Signalons ici que, sous le titre *Dokumente zur Vorgeschichte des Westfeldzuges, 1939-1940* (Göttingen, 1956, Musterschmidt-Verlag), M. H. A. Jacobsen a publié une intéressante sélection des documents rassemblés par ses soins. Les *Dokumente* constituent en quelque sorte les annexes de *Fall Gelb*.

soupçonnée. Ce sont des raisons purement stratégiques qui ont fini par imposer la rupture de la charnière de Sedan. Le revirement ne s'est pas produit non plus en un jour. Commencé dès octobre 1939, il n'est arrivé à son aboutissement logique qu'à la fin de février 1940. L'image encore répandue de la brusque révolution provoquée par l'incident de Mechelen-sur-Meuse doit donc être abandonnée. D'autre part, si Hitler a probablement été le premier à pressentir la manière de remporter une brillante victoire à l'ouest, il n'en est pas moins vrai qu'il lui a fallu l'appoint d'un technicien chevronné — von Manstein — pour que ses idées acquièrent la cohérence d'un véritable plan. La pénétration de sa politique militaire — si vantée par les auteurs anglo-saxons — est d'ailleurs sérieusement battue en brèche par M. Jacobsen. Après la campagne de Pologne, l'armée allemande n'était pas en état de se lancer dans de nouvelles aventures. Les foudroyants succès du printemps suivant ne prouvent pas qu'une offensive eût pris aussi bonne tournure en novembre 1939, car l'automne et l'hiver se sont passés à combler fébrilement les plus graves lacunes.

Mais Hitler était un maître en dialectique. Il avait l'art de manier les chiffres à son gré. Il balayait ainsi les objections de ses interlocuteurs et, plein d'aplomb, leur lançait à la tête des précisions qu'ils auraient eu grand mal à démentir à l'instant. Ensuite, l'occasion ne se présentait plus de reprendre la discussion et, sans doute, les généraux ne s'échinaient-ils pas à la rechercher. Toute vérité n'était pas bonne à dire. Le général von Brauchitsch en fit la pénible expérience ! Il n'empêche que le diable d'homme eut d'authentiques traits de génie. L'idée d'employer des planeurs pour maîtriser les ponts du canal Albert et le fort d'Eben-Emael appartient à ces éclairs intuitifs sur lesquels s'est assise sa réputation de grand stratège. Son rôle n'est pas moindre dans la manœuvre qui a finalement été montée contre les Pays-Bas. Il a donc vraiment pris une grande part dans la préparation de la victoire de mai-juin 1940. Mais ce qui s'est produit, et ce qui a faussé après coup toutes les perspectives, c'est qu'Hitler a perdu la notion exacte de la portée de ses interventions. Il a systématiquement oublié la fructueuse collaboration de ses généraux pour ne retenir, avec rage, que leurs objections de 1939 et a eu vite fait dès lors de se prendre pour le plus grand capitaine de tous les temps.

Sans les gens de métier, le III^e^ Reich n'eût pourtant jamais connu les victoires des Flandres et de France. C'est une justice que M. Jacobsen a bien fait de rendre à l'O.K.H. En effet, la part prise par von Brauchitsch et par Halder dans la conception des plans est restée longtemps mal connue ; elle n'apparaissait que sous son aspect négatif des différends avec Hitler et avec von Manstein. Bref, l'O.K.H. n'était pas loin de passer pour un groupe de gens timorés, effrayés de devoir affronter la coalition franco-britannique et incapables de concevoir une manœuvre de grand style. Or l'équipe de l'O.K.H. n'a pas joué un rôle négligeable ; il s'en faut même de beaucoup. Ce n'est pas contrainte et forcée, comme on le croit encore souvent, qu'elle s'est ralliée à l'idée d'une percée à travers les Ardennes. Par des voies différentes de celles suivies par Hitler et par von Manstein, von Brauchitsch et Halder en sont arrivés à la même conception et lui ont d'ailleurs donné finalement une empreinte personnelle qui a certainement contribué à son succès. Mais avant d'avoir pu forger l'outil de la victoire, l'O.K.H. a dû mener contre les dangereuses exigences du Führer des manœuvres dilatoires qui plus d'une fois lui ont fait friser la mutinerie. Le tout premier plan — celui du 19 octobre 1939 (1) — n'aurait été qu'une manœuvre de l'O.K.H.

(1) Cf. Le premier plan allemand pour l'attaque à l'ouest (19 octobre 1939), *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, avril 1956, pp. 47 à 56.

contre Hitler pour lui démontrer l'impossibilité de remporter alors la décision par les armes. Le fait est que ce plan est l'exacte transposition des idées stratégiques exposées le 10 octobre par le Führer en personne. « Les choses étant ce qu'elles sont, déclara-t-il, le seul front d'attaque qui puisse être envisagé est le secteur compris entre le Luxembourg, au sud, et Nimègue, au nord, à l'exclusion de la place forte de Liège. Deux groupements seront donc constitués... La mission des unités blindées perçant de part et d'autre de Liège sera de s'épauler mutuellement en exploitant leur mobilité... J'attache moins d'importance à l'attaque d'Anvers qu'au contournement rapide de la ville en direction de l'ouest. Ainsi la retraite sera coupée aux forces belges qui s'y rassembleront selon toute apparence et la liaison sera rompue entre l'armée belge et le corps expéditionnaire britannique qui interviendra vraisemblablement dans ces parages (1). » L'instruction du 19 octobre ne représente qu'une orchestration bien ordonnée des suggestions lancées en gerbes par Hitler. Tout s'y retrouve : les deux groupements blindés de part et d'autre de Liège, et finalement leur réunion pour foncer sur Anvers et couper la ville des renforts anglais. Manœuvre ou non de la part de l'O.K.H., le premier plan a en tout cas été inspiré par le Führer. En définitive, c'est ce qu'il importe de retenir.

La solide étude de Jacobsen fourmille ainsi de précisions nouvelles qui mériteraient d'être également rapportées. Toutes n'ont évidemment pas la même portée. Mais toutes sont intéressantes. Nous songeons, par exemple, aux développements de points particuliers que, sans doute pour aérer un peu son texte, l'auteur a rejetés en fin de travail. L'étude des problèmes posés par les grandes unités motorisées, au cours de l'hiver 1939-40, s'appuie sur une documentation extraordinairement minutieuse et en majeure partie inédite, qui montre combien, après la campagne de Pologne, les *schnelle Verbände* avaient besoin de se refaire avant d'entamer d'autres opérations. Faute d'avoir disposé de leurs dotations complètes, elles avaient terriblement fait souffrir leur matériel. Au prix d'un effort gigantesque, le colonel von Schell réussit à surmonter les pires difficultés. Il n'empêche que le 10 mai 1940, tout n'était pas parfait. Grâce à la rapidité de sa victoire, l'Allemagne ne souffrit pourtant pas des lacunes de ses préparatifs.

Par contre, sortant à peine de l'affaire norvégienne, la *Kriegsmarine* s'avéra hors d'état d'apporter la moindre contribution à l'offensive de l'ouest. Son intervention avait cependant été prévue.

L'emploi des forces aéroportées est examiné, lui aussi, en fin de volume. Nous serions toutefois tentés de nous demander si ce chapitre n'aurait pas gagné à être incorporé franchement dans l'étude générale des plans. La mission des parachutistes ne s'est détachée de l'évolution des projets d'opérations qu'en janvier 1940. Auparavant, elle y était intimement liée. C'est ainsi que le projet visant la région de Gand répondait à l'idée d'exercer l'effort principal par le nord de Liège. Quant à l'opération contre les ponts de la Meuse entre Namur et Dinant, elle a été envisagée alors que les regards se tournaient avec une insistance croissante vers les Ardennes. Le fait d'introduire à leur vraie place les entreprises imparties aux parachutistes eût permis de souligner davantage des traits caractéristiques des premières phases de l'évolution d'ensemble des plans. Mais ce ne sont là qu'observations anodines, qui n'enlèvent rien de ses qualités à l'excellent travail de M. Jacobsen, et nous comprenons parfaitement qu'il ait considéré comme une simple digression les coups de mains à Maestricht et sur le canal Albert.

(1) Cf. Hitler, *Denkschrift und Richtlinien über die Führung des Krieges im Westen*, Berlin, 10-10-1939.

Enfin, la riche matière de ce copieux ouvrage est encore mise en valeur par d'utiles annexes ; tableau chronologique des événements, ordres de bataille allemand et allié, notes, références, bibliographie, rien ne manque de l'appareil scientifique qui donne de la classe à une étude historique.

Au prix d'un labeur que nous devinons considérable, M. Jacobsen est parvenu à créer un impeccable outil de travail que tous les spécialistes lui sauront gré d'avoir mis à leur disposition.

Jean VANWELKENHUYZEN.

UNE LETTRE DE M. BENOIST-MÉCHIN...

A la suite de la publication dans le numéro d'octobre 1957 de réflexions par le Président Louis Marin sur l'ouvrage de M. Benoist-Méchin, Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident, *nous avons reçu de ce dernier la lettre suivante, adressée à M. Louis Marin.*

Comme il me faudrait une place considérable pour examiner un à un tous les arguments que vous soulevez, je me bornerai à quelques points essentiels. Non pas, je le souligne, que je ne puisse répondre à tout ce que vous dites, mais simplement pour ne pas abuser de l'hospitalité de cette revue...

Je voudrais poser un des principes auxquels je me suis conformé tout au long de mon travail. J'avais à traiter d'un sujet difficile, parce qu'il se rapportait à une période où les esprits étaient nécessairement passionnés et les événements naturellement confus. Tenter de découvrir la vérité au milieu de ce foisonnement de documents et de témoignages, n'était pas chose aisée. Aussi la meilleure méthode à suivre m'a-t-elle paru être la suivante : n'accorder à chaque document qu'une valeur relative et le recouper sans cesse par d'autres témoignages, son degré d'authenticité résultant finalement de *sa capacité à s'insérer dans l'ensemble de faits et de déclarations qui lui servent de contexte.* Excusez-moi de ne pas développer cette idée et de ne pouvoir, faute de place, être aussi limpide que je le voudrais. Les explications qui suivent éclaireront ce qui précède.

I. — *Le rendez-vous manqué du 21 mai.*

Vous dites : « *S'abritant derrière une allégation du colonel de Bardies, il* (c'est-à-dire moi) *écrit : « Faut-il croire que le général Gort n'est arrivé si tard que parce qu'il n'avait pas grande envie de voir le général Weygand? » sans donner le moindre commencement de preuve de cette grave accusation. Est-ce, sur un sujet aussi gros de conséquences, faire métier d'historien?* »

Je vous ferai remarquer tout d'abord que je ne formule pas une « grave accusation ». J'énonce une hypothèse. La forme interrogative, la référence à Bardies, le prouvent clairement. Mais étais-je en droit — et le colonel de Bardies avec moi — de formuler cette hypothèse? Assurément oui.

Vous invoquez les regrets exprimés par le général Weygand de n'être pas resté plus longtemps à Ypres. Cela nous éclaire sur les dispositions du généralissime, mais non sur celles de Lord Gort. Or, c'est de Gort qu'il s'agit.

Pourquoi le commandant de la B. E. F. n'est-il pas venu à temps à Ypres? Les raisons qu'on nous en donne ont varié. On ne peut donc tenir aucune d'elles pour décisive. Weygand laisse entendre qu'il en a été empêché parce qu'il avait, ce jour-là, deux corps d'armée en difficulté sur l'Escaut. Mais le major Ellis nous assure, quant à lui, que Gort attendit toute la journée un message lui indiquant le lieu de rendez-vous. On s'en étonne à juste titre, puisque l'amiral Keyes avait été touché par la convocation, qu'il se trouvait à Ypres, et que c'est lui qui, de guerre lasse, alla chercher Gort en auto.

Remarquez en outre que l'absence de Gort ne s'est pas produite une fois, mais *quatre fois de suite* durant la campagne de France.

a) *Le 12 mai*, il n'assiste pas à la conférence du Cateau, mais se contente d'y envoyer son chef d'État-Major, le général Pownall. Pourtant l'affaire était importante puisqu'il s'agissait d'y établir la coordination des armées alliées. M. Daladier, ministre français de la Défense nationale, y était. Le roi Léopold III y était, en tant que commandant en chef de l'armée belge. Le général Georges, commandant le théâtre d'opérations du Nord-Est y était. Le général Billotte, commandant le G. A. I., y était. Seul Gort avait trouvé inutile de se déplacer.

b) *Le 21 mai*, il n'assiste pas à la conférence d'Ypres.

c) *Le 27 mai*, il n'assiste pas à la conférence de Cassel, destinée à mettre au point la défense de la tête de pont de Dunkerque. L'amiral Abrial y est. Le général Blanchard, commandant le G. A. I., y est. Le général Koeltz, qui a reçu du général Weygand des pleins pouvoirs pour assurer la coordination des forces franco-britanniques, y est. Le général Gort n'y est pas. La seule explication de son absence est fournie par le général Blanchard : « Gort m'a dit qu'il ne viendrait pas, car il trouvait l'heure trop matinale » (7 heures du matin).

d) *Le 31 mai*, il n'assiste pas à la conférence qui se tient chez l'amiral Abrial, pour mettre au point les mesures d'évacuation de Dunkerque. Elle a lieu à 15 heures. (On ne dira pas cette fois-ci que l'heure est trop matinale). Gort a fait savoir à Abrial qu'il resterait jusqu'à la fin de la journée à son Q. G. de La Panne. Comme la situation devient dramatique, Abrial dit au général Alexander : « Consultons le général Gort. » Sur quoi Alexander, très gêné, est obligé d'avouer « que Gort est déjà parti ».

Ces quatre « absences » successives sont significatives. Mais les faits sont assez clairs pour dispenser de toute hypothèse. Dès avant le début de la campagne, les instructions données à Lord Gort sont formelles :

« Si quelque ordre donné par lui (le commandant en chef du théâtre d'opérations du Nord-Est) vous paraissait de nature à mettre en danger le corps expéditionnaire britannique, il a été convenu, entre les gouvernements britannique et français, que vous seriez libre d'en appeler au gouvernement anglais avant d'exécuter cet ordre. Bien qu'il faille espérer que la nécessité d'un pareil appel soit rare, sinon exclu, vous n'hésiterez pas à faire usage de ce droit si vous l'estimez nécessaire (1). » Remarquons que ces instructions ne lui prescrivent pas d'*en informer le gouvernement français*, l'accord de ce dernier étant considéré comme acquis d'avance.

Or, quelle est la situation de Gort? Il est partisan du « décrochage ». Il en a informé son gouvernement. Le *War Office* l'a approuvé et lui a donné toute latitude d'agir en conséquence. Pourquoi se rendrait-il à une — ou plusieurs — conférences où l'on va, de toute évidence, lui demander de prendre des engagements contraires à ses convictions personnelles et aux ordres de ses chefs? N'importe qui d'entre nous, placé dans sa situation, aurait agi comme lui. Il est clair « qu'il n'a pas grande envie » d'aller à une conférence où il risque d'être placé dans une position inextricable.

(1) *If any order given by him appears to you to imperil the British Field Force, it is agreed between the British and the French Governments that you should be at liberty to appeal to the British Government before executing that order. Whilst it is hoped that the need for such an appeal will seldom, if ever, arise, you will not hesitate to avail yourself of your right to make it, if you think fit.* » (Major L. F. Ellis, *The War in France and Flanders (1939-1940)*, p. 11-12.)

Lorsque je cite la phrase du colonel de Bardies, je ne porte donc pas « une grave accusation ». Je dis, sous la forme la plus modérée, ce qui me paraît être l'évidence même.

II. — *Le Comité de Guerre du 25 mai.*

Vous écrivez : « *Les conclusions de M. Benoist-Méchin, basées sur une argumentation enfantine, sont une nouvelle manifestation de son évidente partialité.* »

Quelles sont ces conclusions? Qu'au Comité de Guerre du 25 mai, la question d'un armistice a été évoqué ; que le président Reynaud a été chargé, par le Cabinet, de se rendre à Londres pour en avertir les Anglais, et qu'il ne l'a pas fait. Comment suis-je arrivé à « ces conclusions »? En me basant sur deux textes officiels et sur un faisceau de témoignages concomittants.

a) *Le procès-verbal de la réunion*, qui m'a été communiqué par le général Weygand, et qui porte des annotations de la main même du président Reynaud.

b) *La confirmation qui en a été faite par Camille Chautemps à l'historien américain William L. Langer*, qui s'est appuyé sur elle dans son ouvrage « *Our Vichy Gamble* ».

c) *La confirmation qui en a été faite, à diverses reprises, par le général Weygand.*

d) *Le fait que le procès-verbal du Comité n'a jamais été contesté par M. Lebrun*, qui présidait la séance.

Ajoutons à cela les recoupements suivants :

a) Si l'éventualité d'un armistice n'a pas été invoquée à ce Comité, comment expliquer la note de l'amiral Darlan à l'amiral Le Luc du 28 mai, disant : « Au cas où les événements militaires conduiraient à un armistice dont les conditions seraient imposées par les Allemands, et si ces conditions comprenaient la reddition de la flotte, je n'ai pas l'intention d'exécuter cet ordre »? Interrogé au sujet de cette note, l'amiral Darlan a toujours répondu qu'elle lui avait été inspirée par les délibérations du Comité de Guerre du 25 mai, auxquelles il avait assisté.

b) Si l'éventualité d'un armistice n'a pas été invoquée, le 25 mai, et si le Président du Conseil n'a pas été chargé par les membres du Cabinet de porter cette situation à la connaissance du gouvernement de Londres, comment expliquer ce passage des *Mémoires* de Baudouin : « 26 mai. Je demande à Paul Reynaud (à sa descente d'avion au Bourget) : « Qu'avez-vous dit sur la « nécessité où nous serons bientôt d'interrompre la bataille? Sous quelles « conditions les Anglais nous libéreront-ils de notre parole? » — « Je n'ai pas « pu poser cette question », me répond-il. Je lui indique qu'il a eu tort, qu'il n'a pas rempli la mission dont il avait été chargé par le Comité de Guerre. » (*Neuf mois au gouvernement*, p. 92.)

c) Si l'éventualité d'un armistice n'a pas été envisagée au Comité de Guerre du 25 mai, comment expliquer que le général Weygand ait déclaré, devant la Commission d'enquête, à propos de la démission de Reynaud, au soir du 16 juin, et de la constitution d'un cabinet décidé à demander aux Allemands leurs conditions d'armistice : « C'était l'application du programme du 25 mai »? (*Déposition du général Weygand, audience du 8 mars 1949*, tome VI, p. 1566.)

Les témoignages convergents, et jamais contredits par le Président de la République, du Vice-Président du Conseil, du Généralissime, de l'Amiral de la Flotte, du Secrétaire général du Comité de Guerre, étayés par une note de l'amiral Darlan au Chef d'État-Major de la Marine, pour ne citer que ceux-là (car il y en a d'autres), est-ce là ce qu'on peut appeler « une argumentation enfantine », et « la manifestation d'une évidente partialité »?

III. — *Le dernier Conseil interallié du 13 juin.*

Ici, un certain nombre de précisions préliminaires s'imposent. D'abord ce ne fut pas « le dernier Conseil interallié », mais un entretien Churchill-Reynaud, substitué par ce dernier au Conseil interallié qui aurait dû effectivement se tenir à Cangé ce jour-là. Les ministres français y attendaient les ministres anglais et Churchill nous dit lui-même « qu'il y serait volontiers allé, si on l'en avait informé. »

Quant au compte rendu de Baudouin, qui assistait à l'entrevue de Tours, il n'a peut-être été *publié* qu'*après* la guerre (tout comme le procès-verbal, incomplet, de M. de Margerie). Mais il a été *rédigé* bien avant, puisque je l'ai eu en main dès septembre 1940. Les deux textes, celui de M. Baudouin et celui de M. de Margerie, ne sont d'ailleurs pas contradictoires.

Si M. Baudouin n'a pas cru devoir en fournir la teneur au Conseil des ministres qui a suivi l'entrevue de Tours, cela n'infirme en rien l'authenticité du document. L'ancien ministre des Affaires étrangères s'est expliqué très clairement sur ce point. Surpris de voir le Président du Conseil présenter une version personnelle de l'entrevue à ses collègues du gouvernement, il n'a pas voulu contredire les déclarations de son chef. C'est seulement quelques jours plus tard, à Bordeaux, qu'il s'en est ouvert au maréchal Pétain, au général Weygand et, si je ne me trompe, à M. Bouthillier, trouvant la chose trop importante pour la garder plus longtemps par devers lui.

Quant à la question de savoir si Churchill, ému par la situation de la France, avait effectivement consenti à ce que le gouvernement français demandât aux Allemands leurs conditions d'armistice — sous réserve qu'un suprême appel à l'aide serait adressé auparavant au président Roosevelt — comment en douter quand Churchill affirme lui-même avoir déclaré à Briare : « Si la France juge préférable, dans son calvaire actuel, que son armée capitule, n'ayez aucune hésitation par égard pour nous, car quoi que vous puissiez faire, nous continuerons à nous battre encore et toujours. » (*Mémoires*, II, 1, p. 162.) Pourquoi Churchill n'aurait-il pas répété à Tours, ce qu'il venait de dire l'avant-veille à Briare?

Restent les deux déclarations de Paul Reynaud devant la *Commission d'enquête*, celle du 13 juin 1947 (vol. I, p. 116) et celle du 12 décembre 1950 (vol. VIII, p. 2417). Les raisons pour lesquelles la première est citée d'après les *Écrits de Paris* et la seconde d'après le texte officiel seraient bien longues, à expliquer. Cela me paraît d'une importance secondaire. Ce qui compte c'est que les textes avaient été vérifiés, qu'ils sont correctement cités et des références données.

Vous ajoutez que la déclaration de Reynaud : « L'autorisation anglaise m'a bien été donnée, je me suis arrangé pour qu'elle me soit retirée », se réfère aux télégrammes anglais du 16 juin relatifs à la mise à l'abri de la flotte française. Je ne puis malheureusement pas partager votre point de vue.

Rien ne l'indique dans la première déclaration du 13 juin 1947 (*Commission d'enquête*, vol. I, p. 116).

Rien ne l'indique non plus dans la seconde déclaration du 12 décembre 1950 (*Commission d'enquête*, vol. VIII, p. 2417). Relisons-la. On voit que Paul Reynaud se réfère au Conseil des ministres du 15 juin :

« *Paul Reynaud* : C'est alors que Chautemps s'est livré à son opération (1).

(1) Il s'agit bien du 15 juin, où Chautemps, renouvellant la suggestion qu'il a déjà faite le 12, propose de sonder les Allemands sur leurs conditions et d'*avertir* les Anglais de cette démarche, proposition que Paul Reynaud reprend à son compte sous la forme suivante : demander aux Anglais l'*autorisation* de sonder les Allemands, et sonder ensuite les Allemands, si les Anglais y consentent.

« *M. Dhers* : Vous dites que vous avez réfléchi rapidement et que vous avez fait un raisonnement qui est ainsi rapporté dans votre livre :

« Si cette autorisation m'est refusée, je reviendrai le lendemain devant le « Conseil, fort de l'argument de la parole donnée, puisque demander l'auto- « risation, c'est reconnaître qu'on ne peut s'en passer. Si je suis battu demain, « je serai au moins allé, comme l'avant-veille à Tours (1), jusqu'au bout de « l'effort pour mon pays. Si au contraire je refuse de faire cette démarche, je « serai remplacé aujourd'hui par Pétain ou par Chautemps, et c'est à mon « avis l'armistice certain. C'est une chance pour la France que je n'ai pas le « droit d'écarter. » Il y a dans ce texte plusieurs probabilités envisagées, mais il y en a une autre : et si l'autorisation de l'Angleterre vous est donnée?

« *Paul Reynaud* : Elle m'a bien été donnée, mais je me suis arrangé pour qu'elle me soit retirée. Votre hypothèse s'est réalisée. »

Arrêtons-nous là un instant. Y a-t-il dans ce texte, un seul mot, une seule phrase indiquant qu'il s'agit des télégrammes anglais au sujet de notre flotte? Mais poursuivons notre lecture, car il ne faut rien laisser dans l'ombre : « *M. Dhers* : Précisément. Nous arrivons au cœur du problème du 16 juin. A ce moment-là, il semble que si vous aviez acceptè la condition posée par l'Angleterre, à savoir, la mise en sûreté de la flotte, il n'y avait plus de problème pour la flotte.

« *Paul Reynaud* : Comment vouliez-vous que je mette la flotte en sûreté, etc... Vous voyez bien », rétorquerez-vous, « il s'agit de la flotte ! »

Eh bien, non. Un interrogatoire n'est pas un exposé. Dans un interrogatoire, une réponse ne vaut que par rapport à la question qui la précède, pour la simple raison que l'interrogé ne connaît pas la question qui va suivre. Supposer qu'il la connaisse d'avance serait admettre une sorte de complicité entre l'interrogateur et l'interrogé, et transformer la *Commission d'enquête* en comédie. Pour ma part, je m'y refuse. Si M. Dhers n'avait pas *ensuite* parlé de la flotte, jamais personne n'aurait pu prétendre que la déclaration que Paul Reynaud se référait à elle.

En outre, il ne faut pas confondre entre les télégrammes anglais relatifs à la flotte, qui sont du 16 juin, et le problème de la flotte elle-même, qui se posait depuis le 11 juin, date à laquelle Churchill l'avait évoqué à Briare.

De même, la politique d'opposition à l'armistice poursuivie par Reynaud commence bien avant le 15 juin. Elle entre dans son stade final à l'issue du Conseil du 12 juin, lorsque Chautemps se livre pour la première fois à son « opération ». « En quittant le Conseil des ministres », nous dit M. Paul Reynaud, « je réfléchis que les paroles que sa générosité d'âme et son affection très grande pour la France avaient dictées à M. Churchill pourraient encourager certains membres de mon gouvernement à se prononcer pour l'armistice. Question de cauchemar posée par la flotte française. Aussi le lendemain, à Tours, je décidai de voir d'abord, moi-même, M. Churchill et les deux ministres anglais qui l'accompagnaient. » (*Procès Pétain, audience du 23 juillet 1945*, p. 56.)

Cette politique se poursuit à Tours même, le 13 juin. Elle se poursuit à Cangé, le même jour. Elle se poursuit à Tours durant la nuit du 13 au 14, au cours des conversations nocturnes avec Mandel, de Gaulle et Spears. Elle se poursuit le 15, par l'intervention de Spears auprès de Churchill, et par le voyage à Londres du général de Gaulle. Elle se poursuit le 16 par l'envoi des télégrammes anglais relatifs à notre flotte, par leur rejet par M. Paul Reynaud et par leur non-communication au Conseil des ministres français. Tout cela repose sur un ensemble de faits et de témoignages qui se recoupent exactement et qui forment un tout logique, cohérent et impossible à dissocier.

(1) On voit qu'il s'agit bien du 15 juin.

IV. — *Journée du 16 juin.*

« *Ici* », dites-vous, « *M. Benoist-Méchin dépasse la mesure en inventant un Conseil des ministres à 22 heures qui n'a jamais existé... La manœuvre est habile : Abstenons-nous de la qualifier.* »

Je vous assure qu'il n'y a là aucune « manœuvre » de ma part. Cette idée ne m'a même pas effleuré, et vous me prêtez plus d'intelligence que je n'en ai, car, même après avoir lu vos lignes, je ne comprends pas encore en quoi elle aurait pu consister.

La phrase de M. Reynaud au président Lebrun : « Prenez le Maréchal Pétain », n'est ni contestable ni contestée. M. Reynaud s'en est longuement expliqué au procès du Maréchal. « J'ai dit : prenez le Maréchal Pétain parce que... etc. » (*Audience du 24 juillet 1945*, vol. I, p. 67-68.) Les paroles que je cite sont celles mêmes de M. Paul Reynaud.

Seulement, j'ai commis une erreur matérielle : ces paroles ont été dites à 19 heures 30, à l'issue du Conseil des ministres, et non à 22 heures, comme je l'ai cru. Je reconnais volontiers mon erreur ; je la rectifierai dans la prochaine réimpression de mon livre, et cela d'autant plus volontiers qu'elle ne correspondait, chez moi, à aucune « manœuvre ». Trois heures plus tôt, ou trois heures plus tard, les mêmes paroles ont été prononcées, sans que rien dans l'intervalle, ne soit venu en modifier le sens.

Comment ai-je commis cette erreur? C'est bien simple.

Je lis dans les procès-verbaux officiels : « A 19 h. 30, la séance (du Conseil) est levée et renvoyée à 22 heures. »

Je lis dans Baudouin : « 16 juin. La séance est levée à 19 heures, le gouvernement étant en fait démissionnaire. Il est entendu que tous les ministres reviendront à 22 heures. »

Je lis dans Spears : « A 19 h. 45, Sir Ronald Campbell et moi sommes introduits chez le Président Reynaud. Je lui demande s'il a *déjà* donné sa démission. Il me répond que non, mais qu'il compte le faire à 22 heures. Nous décidons de revenir à ce moment-là. »

Je trouve dans la bouche de Paul Reynaud : « Je déclarai alors que, dans ces conditions, le gouvernement se réunirait à 10 heures du soir pour démissionner. » (*Procès Pétain*, p. 67.)

Je trouve dans la bouche du président Lebrun : « Il était peut-être 11 heures du soir et j'avais la préoccupation que la France ait un gouvernement le lendemain. » (*Procès Pétain*, p. 158.)

J'en ai conclu — correctement — que Paul Reynaud avait remis sa démission officielle le 16 juin entre 22 et 23 heures. Mais j'ai commis une erreur en appelant « Conseil des ministres » ce qui était une « remise de démission ».

Quant aux paroles échangées entre Reynaud et Lebrun, elles sont exactes. Elles se situent simplement deux heures et demie plus tôt. *Mea culpa* !

V. — *Télégramme du 20 mai de Churchill à Roosevelt.*

Ici vous m'accusez de citer un télégramme de Churchill à Roosevelt qui n'existe pas, et de le citer nécessairement sans référence, puisque je l'aurais inventé de toutes pièces.

Or, j'ouvre mon livre à la page 228, où ce télégramme est reproduit. J'y trouve la référence exacte : Churchill, *Mémoires*, II, 1, p. 59-60. Je vérifie dans les *Mémoires* de Churchill : j'y trouve le texte du télégramme en question.

Je reproduis en outre un écho de ce télégramme emprunté au *Mémorial de Roosevelt*, de Harry Hopkins. Je trouve la référence : Hopkins : I, 52. Je vérifie dans Hopkins. Je trouve mon texte exact à la page indiquée.

Deux références au lieu d'une ! Et vous m'accusez d'avoir forgé un texte? Je demeure confondu qu'il vous ait échappé. Cette mésaventure me rappelle

un passage de la *Clio*, de Péguy : « On ne peut pas écrire l'histoire antique parce qu'on *manque* de références. On ne peut pas écrire l'histoire moderne parce qu'on en *regorge*. »

Il y aurait encore bien d'autres points à examiner. Je le ferais volontiers, si je ne craignais d'allonger démesurément cette réponse.

Je vous l'adresse, croyez-moi, sans aucune acrimonie. Je n'ignore pas que mon livre puisse comporter des erreurs et je les ai rectifiées partout où on me les a signalées.

Mais, puisque vous concluez votre texte en disant « que vous vous êtes heurté, en lisant mon ouvrage, à de véritables abus de confiance dont vous ne m'auriez pas cru capable », je souhaiterais que ces lignes vous ramènent à votre premier sentiment.

Je vous assure que c'était le bon.

J. Benoist-Méchin.

... ET LA RÉPONSE DE M. LOUIS MARIN

Tout en affirmant qu'il pourrait répondre sur tous les points mentionnés dans mon article, M. Benoist-Méchin ne l'entreprend que pour cinq d'entre eux. Je ne puis donc examiner la valeur de ses arguments que sur ces cinq questions.

I. — *Le rendez-vous manqué du 21 mai.*

M. Benoist-Méchin soutient qu'il n'a pas formulé une accusation, mais énoncé une simple hypothèse. Cependant la forme de sa phrase constitue, pour le moins, une insinuation.

Dans son livre, il ajoute : « A cette date, déjà (21 mai), il y a, en effet, *divorce entre les pensées intimes des deux chefs* (1) ». Cette fois, ce n'est plus une hypothèse, mais une affirmation ; or elle est en contradiction avec les déclarations de Weygand. Dans ses *Mémoires* : « *Rappelé au Service* », celui-ci insiste à deux reprises (p. 51-101) sur l'excellence des rapports personnels qu'il avait eus avec Lord Gort et devant la *Commission d'enquête* il précise l'état des relations qui existait, à cette date, entre les Commandements :

« *M. Charles Serre* (rapporteur de la Commission) : Au cours de votre voyage « dans les Flandres, vous aviez déjà eu une conversation avec le général « Billotte, d'où il semblait bien résulter qu'en effet il y avait un flottement « entre le Commandement français (groupe d'armées n° 1) et le Commande- « ment britannique?

« *Général Weygand : Non. J'ai eu l'honneur de vous dire que, dans mes conversations avec le général Billotte, je n'avais eu, en aucune façon, l'impression d'un flottement.* » (*Commission d'enquête*, tome VI, p. 1771.)

Pour justifier son « hypothèse », M. Benoist-Méchin indique, maintenant, que l'absence de Gort s'est manifestée à trois autres reprises. C'est possible : je n'ai pas les éléments pour vérifier ; mais je constate :

a) qu'aucun des trois autres rendez-vous mentionnés n'avait l'importance de celui d'Ypres, intervenant après l'encerclement des armées du Nord ;

b) le généralissime Gamelin, spécialement qualifié pour coordonner l'action des armées alliées, n'assistait pas, lui non plus, à la Conférence du Cateau ;

c) il est manifeste qu'*après* le rendez-vous manqué du 21 mai, aggravé par la mort de Billotte, la communauté de pensée entre les Commandements britanniques et français s'est détériorée. Ce qui souligne encore l'importance de cette journée du 21 mai.

(1) T. I, p. 237.

Dans sa réponse, M. Benoist-Méchin donne quelques renseignements — qu'il n'avait pas jugé utile de publier dans son livre — sur les raisons pouvant expliquer l'absence de Gort. Dans la circonstance, il fait peu de cas de l'opinion de Weygand, pourtant principal intéressé.

Il fournit l'explication du major Ellis disant que Gort attendit toute la journée un message indiquant le lieu de rendez-vous : il la rejette, puisque, dit-il, l'amiral Keyes avait été touché par la convocation. Il ne peut pourtant pas ignorer que l'amiral Keyes était attaché à la personne du roi des Belges et qu'il était normal qu'il fût à ses côtés.

Les dires du major Ellis sont pourtant en concordance avec ceux de Weygand : « Cette journée du 21 m'a laissé le souvenir d'une profonde désorganisation de toutes les liaisons... »

« Le général Billotte était à ma recherche. C'était lui qui devait être chargé d'organiser le détail de cette réunion que je ne pouvais pas, moi, régler de Paris. Il ne m'a trouvé que vers 16 heures (alors que Weygand était arrivé dans le Nord à 9 h. 30). Tout était à l'avenant (1). »

Puis M. Benoist-Méchin donne cette indication intéressante que « de guerre lasse, l'amiral Keyes alla chercher Gort en auto ». Malheureusement, il ne précise pas l'heure : Keyes est-il parti à la recherche de Gort avant ou après le départ de Weygand? Pourquoi M. Benoist-Méchin fixe-t-il ce départ à 19 heures alors que Weygand (2) indique être arrivé à Dunkerque « à près de 18 h. 30 », ce qui implique un départ d'Ypres à 17 h. 30?

Enfin, M. Benoist-Méchin nous fournit, d'après le major Ellis, les instructions données à Lord Gort par le gouvernement britannique (3), mais l'on n'arrive pas à comprendre qu'une personne aussi avertie puisse reprocher à ces instructions de n'avoir pas prévu que, dans le cas où il saisirait le gouvernement britannique d'un ordre du Commandement français considéré par lui comme dangereux, le Commandement britannique doive en même temps en informer le *gouvernement français*. Qu'il soit prévu, dans le cas où l'éventualité se produit, une communication du *Commandement* britannique au *Commandement* français, puis du *gouvernement* britannique au *gouvernement* français, d'accord ; mais une intervention directe du commandement britannique auprès du gouvernement français ne peut se concevoir.

Est-ce par ironie que M. Benoist-Méchin ajoute : « l'accord de ce dernier (le gouvernement français) étant considéré comme acquis d'avance »? Est-ce une hypothèse, une supposition ou, quelque invraisemblable que cela puisse paraître, existe-t-il un texte? On aimerait le savoir.

Enfin, de ce qu'il pouvait être désagréable à Gort d'avoir à discuter des conceptions qui pouvaient ne pas être les siennes, M. Benoist-Méchin déduit, non plus comme une « hypothèse », mais comme une « évidence », que le Commandant des forces britanniques est volontairement arrivé en retard au rendez-vous que lui avait fixé le généralissime.

Je persiste à penser que les évidences historiques sont plus exigentes.

II. — *Le Comité de Guerre du 25 mai.*

De quoi s'agit-il? Les partisans de l'armistice, Weygand en tête, soutiennent que son éventualité a été débattue dès le *Comité de Guerre* du 25 mai et que la question y a été posée par Paul Reynaud. Celui-ci le nie formellement. M. Benoist-Méchin — qui n'ignore pas la controverse — écrit :

« On pourrait balancer longtemps entre ces affirmations contraires si un

(1) *Commission d'enquête*, t. VI, p. 1682.
(2) *Rappelé au Service*, p. 103.
(3) Il serait intéressant de les rapprocher de celles qui existaient pendant la guerre 1914-1918, même après la désignation de Foch.

fait ne venait trancher les choses en faveur de Weygand. A l'issue de cette séance, le *Comité de Guerre* charge le président Reynaud, qui accepte, de se rendre à Londres, pour prévenir le gouvernement anglais que la France va peut-être se voir obligée de déposer les armes et demander à Churchill de renoncer à une application stricte de l'accord du 28 mars. *Ce voyage aurait-il eu lieu si l'éventualité d'un armistice n'avait pas été envisagée* (1)? »

J'ai écrit, et je continue à soutenir, que c'est là une argumentation peu digne d'un historien sérieux, comme si les événements militaires et le manque de coordination des défenses anglaises et françaises ne justifiaient pas, à eux seuls, un déplacement du Président du Conseil à Londres.

Pour étayer sa prise de position, M. Benoist-Méchin prétend maintenant s'appuyer sur :

1° Le procès-verbal, les déclarations de Weygand et de Baudouin, dont il n'ignore pas qu'elles sont contestées par Reynaud.

2° Une note de l'amiral Darlan du 28 mai dont aucune preuve n'est apportée qu'elle a été inspirée par le Comité de Guerre du 25.

3° La neutralité de Lebrun dans la controverse, qui me paraît tout à fait conforme à l'idée de ses hautes fonctions que se faisait l'ancien Président de la République.

4° Enfin, il nous révèle que la fameuse phrase de l'historien Langer, tellement utilisée par les partisans de l'armistice, est basée sur les déclarations de Chautemps.

Et, en effet, dans le portrait qu'il brosse de Camille Chautemps, M. Benoist-Méchin écrit :

« *Dès le* 25 *mai, au Comité de Guerre où est évoquée pour la première fois la nécessité d'un armistice, Chautemps, sortant du mutisme qu'il a observé jusque-là, suggère à ses collègues* « *qu'il serait peut-être bon de causer avec le gouverne-* « *ment anglais pour le préparer à cette éventualité* ». Reynaud, pour sa part, n'en a guère envie. *Néanmoins la proposition de Chautemps va l'obliger à traverser la Manche* (2). »

Relisons maintenant le fameux procès-verbal établi par Baudouin, tel qu'il est publié par Weygand (*Rappelé au Service*, appendice IX), par Baudouin (*Neuf mois au Gouvernement*, p. 81) — deux références — et *constatons que Chautemps n'assistait pas au Comité de Guerre du 25 mai.*

Sans commentaires.

III. — *Le dernier Conseil interallié du 13 juin.*

Je maintiens le terme « Conseil » ; sans doute, les délégations n'étaient-elles pas très nombreuses, puisque du côté français n'assistaient à la réunion que Reynaud, Baudouin et, un moment, de Gaulle ; de son côté, Churchill était accompagné de Halifax, ministre des Affaires étrangères, du général Ismay et de Lord Beaverbrook. En tout cas, si certains autres ministres français avaient, d'une manière assez confuse d'ailleurs, exprimé, la veille, le souhait de voir Churchill, il était contraire aux usages et il ne fut jamais question que l'ensemble du gouvernement participât aux délibérations interalliées.

Ce point de détail précisé, quelle est la controverse? Comme je l'ai écrit dans ma note, il est incontestable qu'à Tours la question de l'éventualité d'un armistice séparé a été longuement discutée. Baudouin et les partisans de l'armistice soutiennent que Churchill y a donné l'*autorisation sans conditions* de traiter avec Hitler, ce qui n'est pas conforme au procès-verbal de Margerie, ce qui est en contradiction avec le procès-verbal officiel anglais :

(1) T. III, p. 434.
(2) T. III, p. 545.

« M. Churchill déclara qu'en aucun cas la Grande-Bretagne ne gaspillerait du temps et de l'énergie en reproches et récriminations, *ce qui ne signifiait pas qu'elle souscrirait à des initiatives contraires aux dispositions du récent accord* (1) », en contradiction également avec le télégramme envoyé le *jour même* par le Premier anglais à Roosevelt : « Reynaud nous demanda si, compte tenu des sacrifices et des souffrances de la France, nous la délierions de l'obligation de ne pas signer de paix séparée. Bien que le fait de n'avoir pu, par la force des choses, participer à cette terrible bataille ait pesé sur nous, *je n'ai pas hésité, au nom du gouvernement britannique, à refuser de donner notre consentement à la conclusion d'un armistice ou d'une paix séparée* (2) ».

Mais, ajoute M. Benoist-Méchin, il y a « aveu » de Reynaud et, cette fois, il donne le contexte ; cela permet de constater qu'il faut véritablement une certaine tournure d'esprit pour soutenir qu'en répondant à une question visant une autorisation demandée à l'Angleterre le 15 juin, Reynaud se référait non à la réponse à cette demande d'autorisation qu'il a reçue de Londres le lendemain 16 juin, mais aux entretiens du 13.

IV. — *La journée du 16 juin.*

M. Benoist-Méchin reconnaît maintenant que *le Conseil des ministres de 22 heures n'a pas existé* (pourquoi ne l'avait-il pas vérifié plus tôt?). Il ironise sur le décalage d'heures qui en résulte, comme si chaque minute ne comptait pas dans cette journée où s'est consommée la cassure de l'unité nationale dont la France souffre encore aujourd'hui.

Il considère comme un détail sans importance que n'ait pas siégé ce Conseil, bien qu'il ait été annoncé et que plusieurs ministres se proposaient d'y réclamer un vote nominal ; comme un détail également que la démission, contre tous les usages de la Troisième République, ait été remise par le Président du Conseil seul, car le gouvernement, s'il était fort divisé, n'était pas démissionnaire lorsqu'il s'est séparé à 19 h. 30, sans quoi la convocation de 22 heures ne se justifierait pas.

Enfin, il considère comme négligeable que les ministres n'aient pas eu l'occasion de réagir sur la phrase relative à la désignation de Pétain alors que, d'après son livre, chacun des ministres paraît, par son silence, avoir ratifié cette désignation.

V. — *Télégramme de Churchill à Roosevelt.*

J'ai fait grief à M. Benoist-Méchin, dans le portrait qu'il brosse de Churchill dans le tome III, p. 382, de son ouvrage, d'attaquer violemment le Premier anglais en utilisant un de ses télégrammes à Roosevelt dont la référence n'était pas donnée.

Il répond que cette référence a été produite à la page 228 (*du tome I*). Vérification faite, il y a, en effet, deux télégrammes Churchill-Roosevelt sur le sort pouvant être réservé à la flotte britannique. Comme les rédactions de ces deux télégrammes diffèrent sensiblement il convient de les juxtaposer :

Télégramme du 20 mai 1940.

Si les membres de l'actuel gouvernement étaient balayés et que leurs successeurs fussent disposés à engager des pourparlers *parmi les ruines* (3 vous ne devez pas perdre de vue que

Télégramme du 14/15 juin 1940.

Le gouvernement actuel et moi-même n'hésiterions pas un instant à faire passer la flotte de l'autre côté de l'Atlantique au cas où la résistance de notre pays serait brisée, mais la lutte peut prendre

(1) Churchill, *Mémoires*, II, p. 191.
(2) Churchill, *Mémoires*, II, p. 194.
(3) C'est nous qui soulignons.

notre seule monnaie d'échange avec l'Allemagne serait la flotte et, *au cas où les États-Unis abandonneraient l'Angleterre à son sort* (1), nul n'aurait alors le droit de blâmer les responsables de l'heure d'avoir obtenu les meilleures conditions possibles pour les survivants.

(Churchill, *Mémoires*, II, p. 60.)

une tournure telle que les ministres actuels n'aient plus en main les leviers de commande et que des conditions de paix très avantageuses puissent être obtenues pour les îles Britanniques, au prix d'une intégration dans l'Empire hitlérien comme État vassal. Un gouvernement germanophile serait certainement mis sur pied pour négocier la paix et il pourrait présenter à une nation accablée ou affamée des arguments presque irrésistibles en faveur d'une entière soumission aux volontés nazies. Le sort de la flotte britannique, j'ai déjà eu l'occasion de vous le faire observer, présente une importance capitale pour l'avenir des États-Unis.

(Churchill, *Mémoires*, II, p. 198.)

M. Benoist-Méchin continue à « ignorer » le deuxième télégramme : pour monter son attaque contre Churchill, il n'utilise que le premier en l'amputant des mots essentiels que nous avons soulignés et qui, sans doute, le gênent dans sa démonstration.

L'analyse à laquelle nous venons de procéder permet d'entrevoir le sens de la curieuse méthode qui a présidé à l'élaboration de l'ouvrage de M. Benoist-Méchin — telle qu'il la résume en tête de ses observations : « N'accorder à chaque document qu'une valeur relative et le recouper sans cesse par d'autres témoignages, son degré d'authenticité résultant finalement de *sa capacité à s'insérer dans l'ensemble de faits et de déclarations qui lui servent de contexte* (2). »

Ayant vécu de très près, non pas la période en cause, mais le régime qui en a été la conséquence directe, M. Benoist-Méchin s'est fait une opinion. Il a recherché les documents susceptibles de l'étayer, pris avec eux quelques libertés et rejeté délibérément ceux qui pouvaient la contredire.

En adoptant ce procédé, il n'avait pas le droit d'induire le lecteur en erreur, d'abuser de sa confiance en affirmant, dans sa préface, qu'il avait dépouillé et tenu compte de tous les témoignages cités dans sa bibliographie et que les thèses qu'il exposait étaient le résultat de leur examen scrupuleux.

C'est ce que je lui reproche.

Louis Marin.

Y A-T-IL UNE « ÉNIGME DES BLINDÉS » ?

Peut-on parler encore d'une « *énigme des blindés* », alors que, plus de quinze ans après les événements de 1940, nous possédons des documents français et allemands irréfutables sur le nombre de chars en présence dans les deux camps? Le général Conquet l'a pensé puisque son livre, préfacé par Me Isorni qui fut l'avocat du maréchal Pétain, porte sur sa couverture le titre *L'Énigme des blindés* (3). Un tel titre pourrait laisser supposer qu'il y eut de notre côté, en 1940, une infériorité numérique inexplicable, mais le titre intérieur précise : *L'énigme de notre manque de divisions blindées*, ce qui est différent.

Or, là encore, il n'y a pas d'énigme, car, si notre infériorité en grandes unités

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) C'est l'auteur qui souligne.

(3) Général Conquet, *L'énigme des blindés*, Nouvelles Éditions latines, Paris, 1956, 190 p.

blindées était bien réelle (trois divisions cuirassées, trois divisions légères mécaniques le 10 mai 1940, en face de dix divisions blindées allemandes), la raison n'en semble pas énigmatique. Nous avons vu ailleurs (1) que, à égalité numérique de chars, notre infériorité d'organisation avait son origine principale dans notre doctrine qui mettait l'accent sur l'accompagnement de l'infanterie au moyen de bataillons indépendants répartis entre les armées, pour la défense de leur « *front continu* » qui devait être « *inviolable* ». C'est ainsi que, le 10 mai encore, d'après le général Gamelin lui-même (*Servir*), plus de la moitié de nos bataillons de chars (27 sur 51) n'étaient pas endivisionnés, alors que *tous* les chars allemands étaient groupés en divisions et corps blindés, capables de mener l'action de rupture et d'exploitation rapides qui était l'essentiel de la « *guerre-éclair* » — organisation que le général de Gaulle avait préconisée sans succès en France, dès 1935.

Si le livre du général Conquet est peu important par son format, il l'est par son sujet qui se rapporte à l'une des raisons principales de notre défaite de 1940, sur laquelle il y a intérêt à ne pas laisser subsister d'ombre ou de légende. Il mérite donc un examen approfondi, d'autant plus que son préfacier nous le présente comme « une œuvre politique d'intérêt national » qui occupera « une place de choix dans l'Histoire véridique ».

Dans son chapitre préliminaire, l'auteur expose que, du 1er juin 1932 au 2 septembre 1939, nous avons eu dix-neuf gouvernements différents, alors qu'à partir de 1933 l'Allemagne n'a eu qu'un chef : Hitler. Cette instabilité gouvernementale était évidemment déplorable, mais elle ne semble pas avoir eu de rapport direct avec l'établissement de notre doctrine militaire et, en tout cas, le haut commandement auquel cette définition incombait a joui au contraire d'une remarquable stabilité, puisque, pendant toute cette période de 1931 à 1939, notre armée n'a eu qu'un seul chef d'État-Major général, le général Gamelin, qui, en sus, prit en 1935 les fonctions de vice-président du *Conseil supérieur de la guerre*. De 1919 à 1939 ce dernier poste n'a eu que trois titulaires : le maréchal Pétain, le général Weygand et le général Gamelin, tous trois jouissant du prestige de la victoire qui leur assurait une grande autorité.

L'instabilité ministérielle n'aurait pu entraver la naissance de nos divisions blindées que si elle avait entraîné un refus de crédits pour la construction des chars. Or, dans son chapitre 1er consacré aux « *Considérations d'ordre budgétaire* », l'auteur reconnaît qu'en 1934 le maréchal Pétain, alors ministre de la Guerre, et le général Maurin, son successeur en 1935, ont obtenu du Parlement tous les crédits d'armement qu'ils lui avaient demandés. Il ne faut pas oublier que ces années 1930-1935 ont été celles de la construction de la ligne Maginot, dans laquelle des milliards ont été engloutis sans compter.

On ne comprend donc pas très bien pourquoi, pour cette période de 1932 à 1935, l'auteur s'étend sur nos difficultés financières — qui n'étaient pas, hélas, réservées à cette seule période ! On le comprend d'autant moins que ces difficultés ne pouvaient influer sur la construction de nos chars modernes, dont les prototypes n'étaient pas encore arrêtés. Presque tous nos modèles, en effet, datent de 1935, comme l'indique leur dénomination : R. 35, H 35, B Ibis 35, AMR 35, AMD 35, Somua 36. Du reste ce ne fut qu'en 1935 que Hitler dénonça les clauses militaires du Traité de Versailles et rétablit la conscription, et ce ne fut qu'en 1936 qu'il réoccupa la rive gauche du Rhin.

« A partir de ce moment, reconnaît le général Conquet, le Gouvernement disposera enfin de larges crédits, suffisants pour mener à bien une grande entreprise de rénovation. » Ajoutons qu'en juin 1936, l'État-Major de l'armée

(1) A. Goutard, *La guerre des occasions perdues*, Hachette, éditeur.

ayant établi un plan de quatre ans se montant à neuf milliards, M. Daladier, ministre de la Guerre, jugeant ce plan insuffisant, le fit porter à quatorze milliards et adopter par le Conseil des Ministres le 7 septembre 1936. En 1938, un crédit complémentaire de douze milliards fut alloué par le Gouvernement et un second crédit de onze milliards au début de 1939. En somme, dès que la nécessité du réarmement s'imposa et que les prototypes de chars furent arrêtés, aucun crédit ne fut refusé pour la production des blindés.

L'auteur invoque alors d'autres raisons. « A partir de 1936, écrit-il, ce n'est plus le manque de crédits, ce sont d'autres causes qui interviennent pour freiner les réalisations ou s'y opposer. » Et ces causes, il les présente dans son deuxième chapitre intitulé : « Notre politique des prototypes. Les possibilités restreintes des fabrications. »

Nous y lisons que « notre déficience fondamentale est due à la politique de l'État, conduisant à ne créer que des prototypes d'armement que l'on fabriquera en série au dernier moment ». Or notre *Plan de quatre ans* de 1936 n'était nullement un programme de prototypes, mais bien de fabrication en série puisque, pour 3.200 chars prévus, il en sera exécuté les deux tiers à la fin de la troisième année (2.263 au 1er septembre 1939) et la totalité au début de la quatrième (3.468 chars au 1er mai 1940).

Mais l'auteur ne cite ni les chiffres prévus en 1936 ni ceux réalisés en fin de programme. Il se borne à donner quelques indications pour certains modèles, en négligeant les autres, tels par exemple les excellents chars Somua et FCM. Pour les chars lourds « B », les plus puissants du monde à cette époque, il ne cite que 20 chars réalisés, au lieu des 387 qui l'ont été réellement. En additionnant les « quelques indications » données par le général Conquet, on obtint un total de 1.520 chars modernes, au lieu des 3.468 mentionnés dans son ouvrage par le contrôleur général Jacomet, chargé des fabrications.

En ce qui concerne la cadence des fabrications, l'auteur se borne à nous dire « qu'elles traînaient lamentablement en 1937 et au début de 1938 », sans parler des gros rendements obtenus après cette première période d'organisation et de démarrage. « Finalement, ajoute-t-il, la production est demeurée si faible que M. Daladier dut étaler sur quatre ans son programme de septembre 1936 » — ce qui était assez naturel pour un plan de quatre ans.

L'auteur oppose la faiblesse de notre production nationale aux chiffres énormes de la production allemande en fer, acier, etc..., ce qui serait justifié si cette production avait été consacrée en majorité, avant 1940, aux fabrications de guerre. Mais nous savons maintenant qu'il n'en était rien. Le général Mueller-Hillebrand, chargé de l'organisation de l'armée allemande, nous révèle par exemple qu'en 1937, sur une production mensuelle d'acier de 1.800.000 tonnes, il ne fut attribué à l'armement que 300.000 tonnes, alors que l'armée en demandait 750.000. Au début de la guerre encore, le 27 janvier 1940, le général Halder, chef d'État-Major de l'Armée, notait dans son « journal » que les besoins de l'armement n'étaient satisfaits que dans une proportion de 50 % environ pour l'acier et le cuivre et de 40 % pour l'aluminium.

En ce qui concerne la fabrication des chars, le général Halder notait encore, le 6 avril 1940, qu'il ne sortait qu'une cinquantaine de chars III et IV par mois (les seuls valables) — chiffre inférieur à celui de la production française de la même époque.

Avec le chapitre III le général Conquet aborde « Notre doctrine d'emploi des chars » avec, en sous-titre « Quelques mises au point concernant la doctrine dite du maréchal Pétain », ce qui nous amène à la partie essentielle du livre.

Certes, l'auteur ne cherche nullement à défendre notre doctrine d'alors qui envisageait l'emploi des chars pour l'accompagnement de l'infanterie

et dans le cadre des autres armes, sous la protection des tirs de l'artillerie, mais il défend le maréchal Pétain de l'accusation de porter en grande partie la responsabilité de cette doctrine périmée. Il fait remarquer, avec raison, que, n'ayant plus de pouvoirs officiels sur l'Armée depuis 1934, le Maréchal ne pouvait être tenu pour responsable des erreurs de ses successeurs, qui avaient eu de longues années pour changer la doctrine des chars s'ils la trouvaient mauvaise. Cet argument que M. Pinay a invoqué au procès du Maréchal, est inattaquable en principe, mais l'on ne saurait méconnaître que, bien que privé de fonctions militaires officielles, le maréchal Pétain n'en continuait pas moins à exercer une grande influence sur l'Armée et ses chefs.

Or, l'expression la plus manifeste et publique de ses idées sur les chars est représentée par la préface que le Maréchal écrivit en 1938 pour l'ouvrage du général Chauvineau, intitulé *Une invasion est-elle encore possible?*

Le général Conquet ne pouvait donc passer sous silence cette préface qui fit beaucoup de bruit et qu'il accuse les contempteurs du Maréchal d'avoir tronquée. Mais il s'abstient de reproduire intégralement cet écrit capital, d'une quinzaine de pages, et se borne à en donner quelques extraits, sans citer les passages caractéristiques suivants :

« Le front continu est la grande révélation de la guerre... Il est inviolable... Il suffira à tout... L'idée offensive est donc à conserver précieusement... D'après Charles de Gaulle une armée cuirassée pouvant faire 200 kilomètres dans la journée, forcer les retranchements et semer la panique sur les arrières de l'ennemi serait un outil irrésistible, mais il y aurait quelque imprudence à adopter ces conclusions... Les résultats décisifs qu'atteindrait cette armée cuirassée seraient sans lendemain... Les divisions cuirassées seraient à la merci d'une contre-attaque sur les flancs... Les chars devaient nous ramener aux guerres courtes, mais leur faillite est éclatante... Qu'est-ce que des masses blindées pourraient bien faire en arrivant dans la région parisienne?... La parade serait facile. Des troupes transportées en camions et quelques chars cuirassés suffiraient pour pallier une invasion par les corps blindés allemands. » Il est difficile de croire que ces idées, exprimées par notre plus haute autorité militaire d'alors, soient restées sans influence sur les chefs en activité qui avaient à organiser notre armée blindée.

Venons-en maintenant aux évaluations des forces blindées adverses données par le général Conquet en fin de son ouvrage (annexe III). Dans un premier tableau, l'auteur, citant le général Gamelin, donne le chiffre de 3.432 blindés modernes alliés (chars et automitrailleuses), dont 2.832 français et 600 britanniques. Aux Allemands, il attribue, avec Guderian, 2.683 chars de combat « auxquels s'ajoutent, écrit-il, 320 chars de commandement et 800 canons d'assaut AM (1) », soit un total de 3.800 blindés, et il conclut « que l'armée allemande disposait de 3.800 engins, opposés aux 2.800 français » — ce qui donne aux Allemands une supériorité de 1.000 blindés.

En fait cette soi-disant supériorité semble représentée par l'addition aux chars de combat allemands de 320 engins de commandement *non armés* (1) et par la soustraction du côté allié des 600 blindés britanniques, soustraction définitive car, s'ils seront encore cités pour mémoire, ils ne figureront plus dans les décomptes de l'auteur. Or, ce sont bien les chars britanniques qui, en bousculant à Arras, le 21 mai, la Panzer-Division de Rommel, causèrent aux Allemands la plus grande inquiétude. Il y a enfin ce chiffre incompréhensible de 800 canons d'assaut (2).

(1) Dans son ouvrage tout récent (*Fall Gelb*, 1957), l'historien allemand H. A. Jacobsen n'indique que six canons d'assaut au 10 mai 1940.

(2) D'après Jacobsen, l'armée allemande avait, au printemps de 1940, 243 véhicules blindés de commandement, dont 135 seulement en service à l'armée de campagne.

Enfin, l'auteur présente un dernier tableau intitulé « Rapport des forces de la Meuse à la mer » et dont il tire la conclusion suivante : « Finalement sur tout le front du Goupe d'Armées du Nord, IIe armée incluse, on a du côté français 2.200 blindés, dont 1.500 chars et 700 automitrailleuses, en face de 3.500 blindés allemands dont 2.700 chars » — ce qui donne donc aux Allemands une supériorité de 1.300 blindés.

Or, sans vouloir contester les chiffres eux-mêmes, il faut bien remarquer que cette supériorité de 1.300 engins n'est obtenue que par la mise hors de compte des 600 blindés britanniques (qui se trouvaient cependant dans la zone du G. A. I. entre la mer et la Meuse de Sedan incluse) et également par celle de nos bataillons indépendants qui ne se trouvaient pas dans cette zone le 10 mai, mais dans celle des G. A.-2 et G. A.-3 ou même sans doute à l'arrière, en réserve de G. Q. G. Dans la zone en question, il n'y avait donc pas *tous* nos chars, alors qu'en face de cette zone il y avait tous les chars allemands, groupés sur l'aile marchante en dix divisions blindées.

Les chars, étant par essence mobiles, pouvaient être un jour dans une zone et le lendemain dans une autre. On ne peut donc faire une comparaison valable qu'en comptant tous les chars du Front Nord-Est, réserves comprises. Une comparaison limitée à la zone « de la mer du Nord à la Meuse » est de nature à induire en erreur le lecteur qui, ne prêtant pas attention à cette délimitation géographique, croit lire que, sur l'ensemble du front, les Allemands avaient 1.300 blindés de plus que les Franco-Britanniques.

Or, le général Conquet cite lui-même le chiffre du général Gamelin 2.361 chars français, auxquels il faut ajouter les britanniques, et, dans son récent *Fall Gelb*, H. A. Jacobsen donne le chiffre de 2.439 chars armés à la *Feldheer* le 10 mai 1940. Il y avait donc sensible égalité.

D'autre part, le 7 novembre 1940, c'est-à-dire après six nouveaux mois de production qui avaient dû largement compenser les pertes assez faibles de mai-juin, le général Halder notait dans son journal : « A présent, nous avons 3.000 chars. » Nous étions donc loin, le 10 mai, d'une supériorité allemande de 1.300 unités — et encore moins du chiffre de 7.000 chars allemands cité par le général Gauché dans son ouvrage paru en 1953. La supériorité considérable des *Panzer* n'était donc qu'une légende, née sans doute d'une fausse impression en 1940, mais complaisamment entretenue ensuite pour justifier notre défaite.

Mais, si nous avions à peu près autant de chars que les Allemands, de puissance comparable et servis aussi par d'excellents équipages, il eût fallu encore les organiser et les employer comme eux, en masse de choc et d'exploitation rapide, pour répondre à la manœuvre par la manœuvre. Comme l'a écrit M. Henri Michel « la disproportion n'était pas dans les forces en présence, mais dans la manière de s'en servir ».

A. Goutard.

Bullitt et la défaite française

Le tome de *Foreign Relations of the United States* consacré aux années 1936-1939, comporte de très nombreuses dépêches de l'Ambassadeur américain à Paris, W. C. Bullitt. M. Gordon Wright a pu consulter en outre au *State Department* les dépêches envoyées par le secrétaire d'État Hull. Ainsi peuvent être pleinement évoquées l'action et l'évolution psychologique d'un homme qui a été très diversement jugé, mais toujours passionnément, et dont M. Wright, dans un article très pondéré (1) qu'aucun historien de ces moments dramatiques ne pourra désormais négliger, dit

(1) Ambassador Bullitt and the Fall of France, *World Politics*, octobre 1957.

très justement qu'il fut davantage un observateur très bien placé qu'un acteur véritablement agissant.

W. Bullitt eut ce privilège rare d'être le confident à la fois de F. Roosevelt et des hommes d'État français, notamment Daladier (1). Ami intime du Président des État-Unis, correspondant directement avec lui et parfois en un véritable langage codé, Bullitt pouvait apparaître en France comme capable d'influencer la politique de son pays. Aussi bien, E. Daladier, puis P. Reynaud, s'adressent-ils à lui pour obtenir une intervention américaine en faveur de la France ; il transmit les demandes en les appuyant de tout son poids, ce qui le fit accuser, au terme de sa mission, d'être un fauteur de guerre. Mais il n'obtint — et ne pouvait obtenir — aucun résultat. Il est toutefois un témoin important du lent passage des États-Unis de la politique d'isolement à celle d'intervention.

Exerça-t-il par contre une action sur les gouvernements français ? Il voyait si souvent les Présidents du Conseil, il était si bien renseigné, que le bruit courut qu'il assistait aux réunions des conseils des ministres. Il s'efforça d'enrayer la tendance au découragement ; mais, au moment décisif, il n'était pas à Bordeaux. Il était demeuré à Paris, convaincu que sa présence pouvait gêner un coup d'État communiste, accompagné de meurtres et de pillages, provoqué par la vacance du pouvoir et devançant l'entrée de l'armée allemande — dont la présence paraît ainsi curieusement souhaitée pour maintenir l'ordre. Quand il rejoignit le gouvernement Pétain, les jeux étaient faits.

Venu de Moscou animé par un anticommunisme virulent, Bullitt fut partisan d'un rapprochement franco-allemand jusqu'à Munich, et il encouragea les efforts de Léon Blum dans ce sens. Après Munich, si sa méfiance subsista très vive à l'égard de l'U.R.S.S., la conviction de l'imminence d'un conflit rendit Bullitt violemment anti-nazi ; il pressa le gouvernement français de traiter avec l'U.R.S.S., le prévenant des rumeurs sur un rapprochement germano-russe, qu'on entendait mieux à Washington qu'à Paris ! Alors qu'en septembre 1938, il pensait que les États-Unis devaient demeurer à l'écart d'un conflit en Europe, après Munich, il ne cessa d'affirmer que, dans cette éventualité, la place de l'Amérique devait être aux côtés de la France et de l'Angleterre (2).

C'est après que la guerre eût éclaté que les rapports de Bullitt revêtent le plus d'intérêt. Il écrivait beaucoup pour relater une conversation, un état d'esprit, un propos. Sans qu'il lui fut possible d'agir sur les événements, il se comporta désormais comme un reporter excellemment placé et qui reflète les préoccupations et les changements d'idées des hommes d'État français, mieux que ceux-ci ne pourront les relater après coup dans leurs Mémoires.

Il témoigne ainsi de l'ampleur et de la virulence des dissentiments franco-britanniques ; au fond il semble bien que chacun des deux Alliés n'ait eu guère confiance dans son partenaire, s'il ne va pas jusqu'à le soupçonner de défaitisme. Relevons au passage que Alexis Leger jugeait « parfaitement stupide » l'idée que l'U.R.S.S. pourrait un jour se retourner contre l'Allemagne et que Gamelin était convaincu de la faiblesse de l'Armée Rouge.

Survient l'attaque allemande à l'Ouest. Jusqu'au 7 juin, Bullitt ne cesse de se porter garant de la volonté de lutte des Français. Ses dépêches, par la hâte inquiète qu'elles manifestent, et les demandes successives qu'il

(1) Avant Munich, Bullitt voyait en Daladier « le plus remarquable homme d'État d'Europe ».

(2) L'ambassadeur des U.S.A. à Londres, Kennedy, se comportait selon une évolution en sens absolument opposé.

formule, témoignent cependant de l'oscillation constante des gouvernements français entre l'espoir et la crainte, la résolution et l'esprit d'abandon. Lorsque le désastre se confirme, on peut lire dans les rapports de Bullitt cet affolement et ce retard constant d'information sur une situation dramatiquement mouvante, qui caractérisent le climat dans lequel le gouvernement français devra prendre des décisions capitales.

A Vichy, Bullitt — nouvelle variation — est enthousiasmé par Pétain au point que, bien que son chroniqueur l'en défende, on peut voir en lui un promoteur de *Our Vichy Gamble*. Mais il est très défiant à l'égard des hommes qui entourent le Maréchal dont il écrit, sans les nommer semble-t-il, « qu'ils désiraient couper la France de tout son passé depuis deux générations ; leur défaite physique et morale était si totale qu'ils acceptaient comme un destin inévitable que la France devint une province de l'Allemagne nazie, si possible la province privilégiée ».

Ces lignes ne figurent pas dans les copieux volumes que le *Hoover Institute* vient de consacrer à la défense de Vichy sous le titre de *La vie de la France sous l'Occupation*.

Henri MICHEL.

L'exode : mai-juin 40

Préfacé par M. Daniel Mayer, l'ouvrage de M. Jean Vidalenc (1), professeur à la Faculté des Lettres de Caen, se situe dans le cadre des travaux du *Comité d'Histoire de la seconde guerre mondiale* et constitue le sixième volume de la collection *Esprit de la Résistance*.

Il fallait avoir la ténacité et la puissance de travail de l'auteur pour se lancer dans l'aventure qui consistait à essayer de décrire le plus vaste raz de marée humain de l'histoire de France, qui a entraîné dans son tourbillon quelque six millions d'êtres humains et « ensanglanté » les routes de presque tout le pays jusqu'au cœur du Massif central, jusqu'aux bords de la Garonne, jusqu'au pied des Pyrénées (p. 389).

L'avant-propos souligne les principales difficultés du sujet : obstacles matériels (documentation à la fois abondante et fragmentaire), problème souvent insoluble du dénombrement des réfugiés, problème du choix des documents, obstacles psychologiques (mutisme volontaire ou pudeur de ceux qui ne veulent pas évoquer des souvenirs désagréables).

En raison de ces difficultés, l'auteur ne veut voir dans son travail qu'une « esquisse dont on ne se dissimule ni les lacunes ni les imperfections et qui ne vise qu'à marquer un état d'une question particulièrement complexe » (p. 10). Mais le lecteur, lui, se rend compte de l'effort exceptionnel de documentation et de recherche fourni par M. J. Vidalenc ainsi que de la précision de certains des résultats auxquels il est arrivé : 5 cartes sont là pour l'attester (2).

Aussi le livre de M. J. Vidalenc nous apparaît comme la synthèse désormais indispensable à partir de laquelle devraient s'élaborer les éventuels travaux ultérieurs. Non seulement l'auteur — alors mobilisé — a vu par lui-même, et de très près, certains aspects de l'exode, ainsi qu'en témoignent une douzaine de « notes-personnelles » en bas de page, mais il a interrogé des centaines de témoins, compulsé une bibliographie considérable (p. 427

(1) Jean VIDALENC, *L'exode de mai-juin 1940*, P.U.F., 1957, 439 p.

(2) Signalons en particulier (p. 72), celle des dates moyennes de départ pendant l'exode de mai, et (p. 173), celles des dates moyennes de départ pendant l'exode de juin, les unes et les autres étant figurées graphiquement par des lignes qui rejoignent les zones dont les habitants sont partis à la même date.

à 439), confronté des milliers de renseignements et consigné des milliers de faits. Si ses témoins, informateurs et correspondants, tous nommément désignés avec l'indication de leur profession, se recrutent principalement dans l'enseignement (de l'instituteur au professeur de Faculté), dans le personnel de la S.N.C.F. et des Ponts et Chaussées, on trouve aussi parmi eux des membres du clergé, des officiers d'active et de réserve, des préfets, des maires, des médecins, des chauffeurs, etc.

Autant que par l'ampleur de l'information, on est frappé par l'aisance de l'auteur à se mouvoir au milieu d'une documentation qui embrasse presque tous les départements et constitue sur le comportement « régional » des Français ainsi que sur le problème des contacts entre populations réfugiées et populations indigènes, une mine d'une rare richesse que les sociologues ne manqueront pas d'utiliser.

Cette richesse même voue d'avance à l'échec toute tentative pour résumer l'ouvrage de M. J. Vidalenc. Précisons simplement que, combinant le plan chronologique et le plan géographique, il s'articule en quatre parties :

Première Partie : *Les problèmes de l'évacuation et ses solutions avant 1940* (2 chap.).

Deuxième Partie : *Le flot de mai* (4 chap.).

Troisième Partie : *Le raz de marée de juin* (8 chap.).

Quatrième Partie : *Problèmes de l'exode* (2 chap. et conclusion).

Le mot *exode* apparaît pour la première fois comme terme administratif dans une circulaire du ministère de l'Intérieur du 24 janvier 1931 (p. 16), mais c'est une instruction de juillet 1938 qui met au point le plan d'évacuation des départements frontières et prévoit le repliement des ministères en Indre-et-Loire, riche en châteaux.

En France, comme en Belgique, l'exode proprement dit commence le 10 mai 1940 avec « le double caractère... d'une fuite devant l'avance ennemie et d'un départ loin de zones bombardées » (p. 63). Dès cette date aussi, l'aviation allemande pratique le mitraillage des colonnes de réfugiés, ce qui favorise également l'action de la *cinquième colonne*. Résultat : « Dès le second jour du conflit, le mouvement dépassait tout ce qu'on avait connu pendant la première guerre mondiale. Il posait par le mélange des moyens de transport, des plus modernes aux plus archaïques, de l'automobile de l'armée aux chariots à chevaux des fermes du Hainaut, du camion dernier modèle au piéton succombant sous le poids d'un ballot, sans parler de la nuée des cyclistes, des problèmes d'écoulement les plus complexes » (p. 71). Quant à l'un des mécanismes de l'exode, il est démonté ainsi : « A Chagny (sur la Meuse) les habitants du village se mirent en route quand ils virent arriver les Sedanais, par un exemple précis, dès le matin du 12 mai, de cette réaction en chaîne qui dura jusqu'à l'armistice » (p. 79).

Cependant, dans l'ensemble, l'*exode de mai*, avec une forte composante belge — si bien que « le Languedoc devenait une véritable Belgique » (p. 149) — s'était encore déroulé « dans des conditions relativement satisfaisantes » (p. 147). Tout autre fut celui de juin. Tandis que l'invasion déferle sur le pays, les rites scolaires continuent à se dérouler, aussi bien à Évreux où l'on passe le certificat d'études (p. 180) qu'à Nancy où, le 14 juin, les épreuves du baccalauréat se déroulent dans les caves des Facultés (p. 211). De plus en plus, surtout à la suite de l'entrée en guerre de l'Italie, le rôle de l'aviation s'affirme prépondérant pour provoquer le départ des habitants (p. 224).

Parfois les troupes ennemies sont acclamées... parce qu'on les prend pour des Anglais (p. 236). L'exode de deux millions de Parisiens fait l'objet d'un chapitre spécial (p. 251 à 276), dans lequel il est rendu hommage à « l'effort remarquable » de la S.N.C.F. (p. 262). Mais, au boulevard de l'Hôpi-

tal, une file d'autos avance « d'un mètre toutes les dix minutes » (p. 266) ; quant aux réfugiés à pied, « la marche vers la Loire fut un long calvaire » (p. 279), le long duquel « la vente de verres d'eau à des prix atteignant 5 francs ne facilita pas les rapports entre les gens de passage et ceux du pays » (p. 280) ; tandis que dans d'autres régions (en particulier dans celle de Pau), les réfugiés bénéficiaient « d'une hospitalité aussi large que le permettaient les circonstances » (p. 356).

Les régions pauvres du Massif central « qui n'avaient pas connu l'invasion depuis la guerre de Cent ans » (p. 333), sont brusquement submergées. La Creuse atteint le chiffre record de 700 000 habitants (p. 323) ; même chiffre à Bordeaux dont tous les témoins s'accordent à reconnaître « l'ambiance intolérable pendant cette troisième semaine de juin 1940 » (p. 349).

A plusieurs reprises (pp. 218, 220, 297, 304, 309, 328), l'auteur dénonce l'ambiguïté et la nocivité de la phrase prononcée à la radio le 17 juin 1940, lors de l'annonce de la demande d'armistice : « Il faut cesser le combat » ; — phrase considérée dans bien des cas comme un ordre de cessez-le-feu immédiat — et qui nous coûta des centaines de milliers de prisonniers.

Les *problèmes de l'exode*, traités dans la Quatrième Partie, le sont à la fois avec un sens très vif des nuances et beaucoup de netteté. Le rôle de la *cinquième colonne* dans la propagation de la panique, comme dans la victoire militaire de 1940, est illustré par de nombreux exemples, sans que pour cela l'auteur se flatte d'avoir définitivement élucidé ce point, ne serait-ce qu'en raison de la « discrétion traditionnelle des services secrets — et surtout de ceux du camp qui a perdu la partie » (p. 411).

Quant à l'*exode de juin*, il fut « la conséquence de l'effondrement des plans et de l'impréparation des évacuations » (p. 418). Tout au long de son livre, M. J. Vidalenc insiste sur le fait que les autorités civiles et militaires étaient dominées par le souvenir de la *première guerre mondiale*, ce qui les amenait à voir dans un programme d'évacuation une mesure de nature à porter atteinte au moral du pays. Aussi sommes-nous amenés à la conclusion suivante : « Les responsables de l'exode seraient ainsi ceux que l'on aurait exaltés s'il n'avait pas eu lieu... ceux qui auraient été, dans d'autres circonstances, les Joffre, Foch et Clemenceau de la seconde guerre mondiale » (p. 419).

Quant à ceux qui participaient à l'exode, ils ne le firent pas tous par ordre, panique ou contagion : « On ne saurait en effet sous-estimer le fait que nombre de gens, qui auraient pu théoriquement rester chez eux, ont été décidés par le désir d'éviter le pire, *de se trouver sous la domination allemande*... il y avait une option, un choix qui dépassait l'instinct de conservation et la simple conformité aux ordres reçus... Il y avait un refus, d'accepter la domination ennemie, *un acte de foi en l'armée française*, dont on espérait qu'elle finirait par arrêter l'ennemi » (p. 415).

Nous souscrivons des deux mains à cette interprétation et à cette formule — que nous ont confirmée bien des réfugiés du Nord et de Lorraine — mais que risquent de ne pas comprendre ceux qui n'ont jamais connu l'invasion et auxquels nous recommandons pour avoir une idée de ce que fut l'occupation allemande dans le Nord de 1914 à 1918 de lire ce maître livre de Maxence Van der Meersch qu'est *Invasion 14*.

A. Meyer,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

L'ARMÉE BELGE AU COMBAT

Un livre témoin

On ne peut manquer d'être frappé par la rareté des sources belges citées dans des ouvrages importants consacrés aux opérations de mai 1940, sur le front occidental. Le monumental historique officiel du major Ellis, *The War in France and Flanders*, en indique fort peu ; le tout récent *Turn of the Tide*, de Arthur Bryant, ne comprend aucun titre belge parmi les quarante cités. En France, même constatation pour des livres aussi différents que ceux des généraux Weygand et Gamelin, du colonel Goutard ou de Benoist-Méchin. Faut-il alors s'étonner que le rôle de l'armée belge reste inconnu ou méconnu ? Que continuent à prévaloir les jugements peu bienveillants ? Que la réalité même de la bataille de la Lys soit laissée dans l'ombre ? Il existe pourtant des ouvrages belges sérieusement documentés. En tête de ceux-ci, le livre du général Van Overstraeten, *Albert Ier-Léopold III. Vingt ans de politique militaire belge.*

Il s'agit du témoignage de première main d'un protagoniste, comme le sont ceux des généraux Weygand, Gamelin, Allanbrooke ou Guderian.

Il serait intéressant d'en extraire le portrait psychologique de son auteur, plus complexe à coup sûr que celui fourni par le général Weygand : « C'est un homme d'une grande distinction d'allure, s'exprimant avec élégance et clarté. » On pourrait aussi tenter de définir la curieuse méthode de commandement en honneur à l'armée belge, résumée par le général Van Overstraeten : « Au chef d'état-major de l'armée n'incombait que l'exécution ; au conseiller militaire appartenait la conception ; le Roi, commandant en chef, se réservait la décision » (p. 732). Un tel sujet est essentiellement d'intérêt belge. Mais l'historien qui utilisera cette source se devra de lire tout d'abord les pages 11 à 16, qui définissent le climat militaire dogmatique en Belgique, et la Postface (731 et 732), où l'auteur s'attache à justifier son rôle, qui dépassa très souvent les limites de celui d'un conseiller.

Il fut professeur d'histoire et d'art militaires et, successeur spirituel du général Galet, imposa ses façons de voir et de penser.

Il ne se fit pas faute de critiquer les chefs et les opérations de 1914-18. C'est là le droit strict du professeur et de l'historien. Nous userons de la même liberté à son égard.

Livre-témoin, d'un témoin actif, cet ouvrage n'échappe pas plus que tous les autres souvenirs de protagonistes à la tendance, très humaine, au plaidoyer *pro domo*. Il faut donc examiner attentivement ce qu'il dit, et essayer de trouver ailleurs ce qu'il ne dit pas.

Il se compose de trois parties. La Première couvre la période de 1930 au 1er septembre 1939 (354 p.) ; la Deuxième intéresse la « neutralité armée » (200 p.) ; la Troisième débute le 1er mai 1940 et se clôt le 28 (155 p.). On y trouve des notations quotidiennes : copies de textes officiels, conversations résumées après coup ; discours, communications ou confidences du Roi ; notes au Roi. Il faut y ajouter, à partir du 1er septembre 1939, les renseignements de nos attachés militaires à Paris, Londres, Berlin et La Haye, les contacts directs avec les attachés militaires français et britanniques, et une quantité de détails. Mais il faut faire le départ entre ce qui est précis, concret, recoupable par d'autres sources, et les interprétations, les impressions subjectives. Un exemple : le 8 novembre 1939, visitant les travaux de défense sur le canal Albert, le général Van Overstraeten note : « J'expose au commandant du 1er C. A. qu'il faut surtout être vigilant et tirer du

barbelé. Mesurant une fois de plus la puissance peu commune de l'obstacle, et me remémorant certains thèmes tactiques du *Militär Wochenblatt*, il me vient à l'esprit que l'envahisseur pourrait combiner le forcement du canal avec une attaque à revers par des troupes parachutées (p. 415). » C'est là une remarquable prescience ! Mais le 10 mai, six mois plus tard, la 7e D. I. y sera surprise, étalée sur un front de 17 km, sans aucune profondeur, sans aucune réserve, dans un dispositif vicieux aussi mal adapté que possible à toute réaction contre des aéroportés !

Cette restriction faite, il nous paraîtrait inconcevable de négliger ce livre important, soit pour l'étude de l'adoption de la politique des mains libres en 1936, soit pour celle de la « drôle de guerre » vue du camp belge, soit pour la conduite des opérations. En le lisant, certains historiens eussent évité des interprétations tendancieuses ou fausses. Nous ne prétendons pas dire que, dans les opérations belges, tout soit net de reproches. Mais un bon éclairage des faits, à l'aide de sources belges, permet d'en supprimer quelques-uns, tout en en suscitant peut-être de nouveaux.

Nous essaierons de le montrer en choisissant quelques « centres d'intérêt » sur lesquels ont insisté les auteurs français.

I. — *Le caractère de la neutralité belge entre le 1er septembre 1939 et le 10 mai 1940, et la prétendue absence de contacts d'état-major*

Le livre sous revue contient de nombreuses notations relatives aux contacts belgo-français et belgo-britanniques, au niveau supérieur.

II. — *Les dispositifs de l'armée belge pendant cette période*

Il suffisait de consulter trois cartes.

1er septembre 1939 :

Face à l'Allemagne : six D.I., une D.C., entre Turnhout et Arlon, plus les unités frontière.
Face à la France : cinq D.I., une D.C., quelques unités non endivisionnées.
A double fin : deux D.I. (Bruxelles et Namur).
A la côte : une D.I.

7 octobre 1939 :

Face à l'Allemagne, entre Anvers et Arlon : treize D.I., une D.C.
Face à la France : cinq D.I., une D.C., quelques unités.
A double fin : une D.I. (Namur).
Au camp : une D.I.

10 novembre 1939 :

Face à l'Allemagne : seize D.I., une D.C., unités frontière.
Face à la France : trois D.I., une D.C.
A Namur : une D.I.
Est-il nécessaire de commenter ces chiffres ?

III. — *L'alerte du 10 janvier 1940*

Il semble bien que, malgré les mises au point de ces récentes années, les idées ne soient pas encore nettes partout. Or, notre auteur y consacre quarante pages, qui eussent levé bien des doutes si l'on avait pris la peine de les lire. Le conseiller militaire voit les documents saisis dans l'avion de Mechelen-sur-Meuse, dès 9 heures, le 11 ; il n'en parle au Roi qu'entre 12 h 30 et 14 heures, au ministre de la Défense nationale, à 15 heures. A 17 h 15, il remet au colonel français Hautcœur, deux feuillets écrits de sa

main, avec les extraits principaux, pour le général Gamelin ; il en résume les points essentiels au colonel britannique Blake, à 18 h 30 ; il ordonne des mesures à partir de 20 h 30, dicte une note très sommaire, en fin de soirée, à l'attaché militaire belge, à La Haye. Ces réactions ne nous paraissent pas très rapides ; ni la méthode employée pour les notifications, très rationnelle. Le 11 au soir, les deux garants n'en sont pas moins au courant des renseignements. Ce n'est pas le lieu d'exposer la suite des faits : la demande de garanties politiques ; le message de la nuit du 13 au 14, faisant déblayer les barricades de la frontière franco-belge et autorisant l'entrée des troupes franco-britanniques.

Les suites de cet épisode sont encore peu claires en ce qui concerne le véritable auteur de l'ordre donné. Mais il nous semble certain que le récit de ces quelques journées de janvier 1940, ne peut se passer de recourir — prudemment — à ce livre.

IV. — *L'alerte d'avril 1940*

Il s'agit cette fois des mesures prises face à la France, à la suite de la démarche des ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne, demandant la libre entrée de leurs troupes, après l'agression contre le Danemark et la Norvège. On constitue, sur la position couvrant Bruxelles vers le sud, un VI[e] C.A., avec trois divisions, plus la 2[e] D.C. dans le Hainaut. Il n'est pas inutile de préciser que cela ne modifia guère la répartition indiquée plus haut ; les mesures prises eurent simplement pour effet de regrouper les grandes unités stationnées à l'intérieur du pays, et de leur accorder des renforts d'artillerie, ceux-ci prélevés sur la position est. L'historien trouvera d'assez nombreuses notations relatives aux contacts politiques de ces journées.

V. — *L'impréparation du champ de bataille Wavre-Namur*

Le général Prioux, commandant du C.C., a noté : « Le 11 mai au matin, je passe à Gembloux et je traverse la future position d'armée. Premier étonnement : presque pas de travaux autour du bourg... En continuant à 8 ou 9 km, vers l'est, j'arrive à des éléments de barrage Cointet... mais ils ne forment pas une ligne, encore moins un obstacle... »

A ces constatations objectives, convient-il d'ajouter ces lignes extraites du *Journal d'un témoin de la troisième*, de Jacques Bardoux ? « Un officier a raconté que... lorsqu'ils s'étaient portés sur Namur, après une marche de 80 km, ils n'avaient trouvé aucune position préparée, ni aucune unité belge... La trahison était patente. »

Revenons au général Van Overstraeten.

Le 16 septembre 1939, sitôt connus les premiers enseignements de Pologne, il impose un programme de travaux d'édification de la position Koningshoyckt-Wavre (K. W.) et fixe un ordre d'urgence : Anvers-Wavre ; achèvement de Namur ; Ninove-Hal (sud de Bruxelles), tête de pont de Gand. Il n'est pas question de Wavre-Namur, mais pas davantage de l'arrivée de troupes franco-britanniques sur ce front ni de la possibilité de le tenir avec des unités belges. Le 13 novembre est enregistrée la première nouvelle de la poussée franco-britannique jusqu'à la ligne Anvers-Louvain-Namur. Le 16, le conseiller propose au ministre la construction d'une ligne antichars entre Wavre et Namur, le *long du chemin de fer* ; on démonte les éléments Cointet déjà placés au sud de Gand. L'*hypothèse Dyle* est confirmée le 18 janvier (p. 473), par le colonel Blake, qui propose des machines britanniques pour creuser des tranchées au sud de Wavre. Il est visible que le général Van Overstraeten n'est pas très enthousiaste à l'égard des travaux

dans ce secteur. Le 2 février, il attire l'attention du ministre sur « la solution médiocre de la jonction Wavre-Namur » ; on constate, en effet, que le tracé choisi (il y a deux mois et demi) se raccorde mal à Wavre et à Namur. Il y fait substituer un autre à 8-10 km, plus à l'est, entre Cognelée et Archennes. Le 13 février, il propose que cette nouvelle ligne contourne Perwez par l'est. Mis au courant le 15 février, le colonel Hautcœur « accueille ce déplacement avec une vive satisfaction ». Le 16 mars, le général Gamelin, fait savoir qu'il apprécie les « progrès rapides réalisés entre Wavre et Namur » (p. 524). Le 2 avril, le conseiller discute avec le Roi la fixation définitive du « champ de bataille de l'armée » : canal Albert ; ligne Anvers-Namur ou Kwaadmechelen-Lummen-Tirlemont-Namur, ainsi que le tracé de la ligne antichars qui, d'après lui, doit aller directement de Louvain sur Perwez.

Nous saisissons ici une curieuse tendance à remettre toujours en question des décisions qui devraient être fixées *ne varietur* depuis l'automne 1939 ; aucun fait nouveau n'est intervenu depuis lors. Or, par un souci de faire toujours mieux, de « fignoler », le commandement ne cesse de revoir ses dispositions et de les remanier, sauf, malheureusement, sur le canal Albert, devant Maestricht.

Le tracé définitivement adopté par le Roi, le 2 avril, est : Louvain-Beauvechain-Perwez. Il est incontestable qu'il n'était pas suffisamment organisé au moment de l'arrivée de la 1re Armée, d'une part à cause de ces modifications, de l'autre par l'insuffisance des effectifs et du matériel pour faire face simultanément à *tous* les travaux.

VI. — *La défense des Ardennes*

Le tout premier projet d'utilisation des *Chasseurs ardennais*, au moment même de la création de ces unités, fut basé sur le combat retardateur et la défense des destructions échelonnées sur les axes routiers, en liaison avec le Corps des Eaux et Forêts. De telles idées ne pouvaient recevoir l'approbation des représentants de la doctrine orthodoxe. On évolua donc très vite vers un emploi plus « classique », non sans à-coups, car en six ans le plan d'emploi des troupes ardennaises fut modifié à plusieurs reprises.

La doctrine, dont le général Van Overstraeten était alors le représentant qualifié, voulait la réunion de *toutes* les forces en vue de la bataille, sur la position d'armée choisie. Elle condamnait tous les « détachements », et se refusait à admettre que la bataille commence au moment même où l'on a la possibilité de freiner et d'user l'assaillant, donc dès le premier contact. La manœuvre retardatrice lui était étrangère dans ses modalités d'exécution (voir p. 485 et 501).

On trouve fort peu d'allusions aux Ardennes dans le livre. Notons que le haut commandement belge apprend le 20 janvier 1940, que trois D.C. de l'armée Huntziger pousseront au nord de la Semois. Le 8 avril, on sait que deux autres D.L. passeront la Meuse à Dinant et iront sur Ciney puis Marche. « Paris demande que nous fassions connaître notre plan de destructions, et que nous combinions les directions de *retraite* des Chasseurs ardennais en sorte d'éviter les *croisements* de colonnes » (p. 544). Sans donner suite à la première demande, justifiée pourtant, le conseiller répond que les dispositions seront prises pour ne pas contrarier ce « rush ». Constatons qu'au sud du parallèle de Bastogne un seul régiment ardennais eût pu joindre ses efforts à ceux de cinq divisions légères françaises. Cette absence de coordination n'en reste pas moins regrettable. A en juger d'après ses notes quotidiennes, le conseiller militaire ne s'occupe guère du problème ardennais ; toute son attention est attirée sur Anvers-Wavre, le canal Albert

et les positions hollandaises du Peel. Son regard n'embrasse pas *tout* le territoire national, ni l'ensemble du problème stratégique.

Nous pensons que l'historique de la défense, de l'attaque et des réactions françaises dans le Luxembourg belge reste à faire. Il est en effet peu compréhensible que cinq divisions françaises n'aient pu ralentir l'offensive allemande.

VII. — *Autres points*

La lecture critique de cet ouvrage permettrait à l'historien de mieux comprendre :

— l'évolution des contacts entre Hollandais et Belges ;
— le motif stratégique de l'évacuation de Liège ;
— la question, qui intéresse surtout les Britanniques, de Louvain.

La défense en fut constamment revendiquée par le haut commandement belge, comme couverture directe de la capitale. Elle fut finalement assurée par les Britanniques, à notre corps défendant.

Pour le déroulement des opérations, les notes du général Van Overstraeten se réfèrent aux renseignements reçus et aux ordres donnés au niveau du haut commandement, aux contacts avec les représentants des deux armées alliées. Il convient de faire le départ entre les notations prises indiscutablement au moment même, et certains commentaires ou réflexions qui les accompagnent. Ainsi délimités et précisés, ces témoignages sont des matériaux indispensables d'une reconstruction historique sincère, loyale et valable des événements de mai 1940.

En examinant les faits du seul point de vue militaire, la grave défaite belge des 10 et 11 mai dérive en partie d'une doctrine erronée dans son application. « Depuis octobre 1939, le déploiement belge faisait face à l'est, incontestablement, sur toute l'étendue de la frontière, avec une densité plus grande au nord de la position fortifiée de Liège. Il était faible, linéaire, sans profondeur, peu équilibré. L'armée n'était pas réunie en un bloc cohérent. Le commandement ne disposait plus de que trois divisions à l'intérieur du pays. Et, constatation plus grave, les deux divisions du corps de cavalerie qui, par leur mobilité, étaient toutes désignées comme réserve générale, se trouvaient réparties en sept groupements sous les ordres de cinq autorités différentes. »

« Ce dispositif était celui du 10 mai. Il était le terme d'une série de relèves très normales, et d'une succession de modifications de détail, moins aisément compréhensibles, qui contribuèrent à rompre beaucoup de liens organiques. »

Voilà ce que j'écrivais en 1946 (1).

Mais j'ajoutais : « A partir du 12 mai, toutes les mesures prises, tous les ordres donnés par le G.Q.G., sont méthodiques ; il n'y a pas d'accroc dans leur exécution générale (2). »

Les notes du général Van Overstraeten le montrent toujours maître de lui, froid, glacial même, comme il l'est en fait, et le fut pendant ces journées tragiques, à un point tel que l'on regrette de ne pas découvrir dans ce livre un peu de chaleur humaine, voire un peu d'humilité devant des faits qui ont dépassé les plus grands.

Général Émile WANTY.

(1) Marcel CHAMBORD (Émile WANTY), *Ombres et clartés de la campagne belge de 1940*, Bruxelles, Wellens-Paye, 1946, p. 69-70.
(2) ID., *ibid.*, p. 301.

Le canal Albert et le fort Eben-Emael

Le XIII[e] volume de la collection de monographies militaires *Die Wehrmacht im Kampf* est consacré aux opérations des détachements qui, les 10 et 11 mai 1940, neutralisèrent le fort belge Eben-Emael et s'emparèrent des ponts de la Meuse et du canal Albert, à Maestricht et au sud-ouest de cette ville, pour ouvrir la voie à la VI[e] Armée allemande (1).

Exposé minutieux et détaillé de la préparation de cette troupe, des ordres qu'elle reçut et des combats qu'elle dut livrer, il présente un vif intérêt au point de vue de l'instruction des petites unités et, par exemple, des unités de parachutistes.

D'un point de vue plus général, on en retiendra la part personnelle qu'eut Hitler lui-même dans la conception et dans l'organisation de ces opérations, notamment dans la décision de vêtir d'uniformes de la gendarmerie hollandaise le détachement chargé de l'enlèvement des ponts de Maestricht, procédé que condamne nettement l'auteur comme contraire aux lois de la guerre.

On y voit aussi que le succès ne fut pas obtenu sans quelques difficultés, en particulier faute de la désignation d'un chef chargé de diriger et de coordonner l'action des divers détachements, de parer aux accidents, qui, quoique sans gravité, retardèrent cependant quelque peu l'achèvement de l'opération, et d'assurer une liaison plus étroite avec la Grande Unité qui devait relever ces détachements. D'une façon générale, écrit l'auteur avec un jeu de mots intraduisible, on peut douter que *das Wägen* du Führer (la pesée des risques), qui devait précéder *das Wagen* (l'audace), ait été suffisante.

Si l'audace réussit néanmoins, ce n'est pas, comme on l'a prétendu, que la surprise ait été totale, ou que les soldats belges se soient mal défendus, bien au contraire, mais parce que les alertes répétées des mois précédents avaient créé un certain état d'indifférence à la menace, et aussi à cause d'erreurs que l'auteur reproche au commandement belge. Il signale, en effet, qu'un meilleur camouflage des points menacés, rendant plus difficile l'action de l'aviation, l'installation sur ces points ou à proximité immédiate d'obstacles à l'atterrissage des planeurs, et la présence de réserves à peu de distance en arrière de ces points eussent considérablement gêné l'opération, si même ces mesures ne l'eussent pas fait échouer.

Il n'est pas sans intérêt de noter aussi que le général Melzer, qui prit part à l'affaire, estime que le haut commandement belge commit une faute en maintenant face à la frontière française, qui n'était pas menacée, des forces qu'il eût pu employer plus utilement à l'Est.

Général Lestien.

Les sources belges

Le tort de beaucoup d'auteurs français, disons-le franchement, est d'afficher à l'égard des sources belges une ignorance un brin dédaigneuse. Mais c'est là, assurément, une erreur dans laquelle M. Benoist-Méchin ne donne pas l'impression d'avoir versé. Il ne cite pas moins d'une trentaine de travaux belges : dix ouvrages militaires, quatorze ouvrages politiques, quatre études d'ensemble et trois publications diverses (cf. t. III, p. 658 à 660).

(1) Walter Welzer, *Albert-Kanal und Eben-Emael*, Heidelberg, Kurt Vowinckel Verlag, 1956, 141 p., avec 20 croquis, 9,80 DM.

A cet éclectisme peu courant répond un égal souci de rendre, en passant, justice à la Belgique. En effet, il faut bien se dire que la capitulation du 28 mai 1940, a été une conséquence, non la cause de la tournure catastrophique des événements et il n'est pas moins vrai qu'une grande part de propagande est entrée à l'époque dans la présentation faite en France de la triste fin de la lutte menée depuis dix-huit jours par l'armée belge. Que M. Benoist-Méchin l'ait rappelé parce que cela convenait à sa thèse est une autre question. Il n'en reste pas moins qu'il l'a rappelé et le fait est assez rare pour avoir suscité en Belgique un vaste courant d'intérêt et de sympathie, qu'expliquent au reste le style alerte et le ton généralement modéré du premier volume (1).

Est-ce à dire que d'un point de vue belge tout soit parfait dans le livre de M. Benoist-Méchin ? Non, certes. Il s'en faut même de beaucoup. Un examen attentif révèle vite qu'en énumérant une trentaine d'ouvrages belges, l'auteur a recouru à ce stratagème cher à certains étudiants et qui consiste à composer une meilleure contenance pour leurs travaux écrits en y ajoutant après coup une copieuse bibliographie. En l'occurrence, il suffit de rapprocher les titres mentionnés de ceux qui ont été effectivement utilisés pour découvrir le fossé qui sépare les apparences de la réalité. Ainsi, le général Michiels est cité deux fois : pour son rapport au Roi et pour son livre paru après la Libération. En fait, seul le rapport a été consulté. Bien plus, son titre n'est même pas reproduit fidèlement (2) — sans doute parce qu'il n'aurait pas fait assez forte impression sur le lecteur — et les citations sont tronquées ! (3). Or, la différence est grande entre un texte d'ailleurs non dépourvu de mérite mais écrit sous le coup des événements et le livre, mieux élaboré et rédigé avec la collaboration de membres du Service historique (4). De même, si le gros ouvrage du général Van Overstraeten (5) figure dans la bibliographie, il est manifeste que M. Benoist-Méchin n'y a jamais recouru. Sinon, il se serait évité beaucoup d'erreurs de détail, comme de placer le G.Q.G. belge à Casteau, près de Mons, le 12 mai, alors qu'il se trouvait à Breendonck, du côté d'Anvers (p. 131). Lors de la conférence tenue le 21 mai, à Ypres, il n'aurait pas mentionné non plus la présence du général Michiels, de lord Keyes et de l'ambassadeur Bargeton (p. 233). Et il est permis de se demander où il a trouvé que le 22 mai, à 11 heures, le roi Léopold aurait accepté « que ses éléments mécanisés soient mis à la disposition du commandement français » (p. 245). Mais revenons-en aux sources de M. Benoist-Méchin. Il cite, du général Delvoie, un *Rapport à S. M. le Roi Léopold III* dont c'est la première — et probablement la dernière révélation. Il ne le mentionne d'ailleurs pas dans ses références. Il cite aussi, encore que de manière négligeante, *La campagne de mai 1940* (6),

(1) Les deux autres volumes, qui traitent d'événements auxquels la Belgique n'a pas été directement mêlée, ont été moins lus.

(2) Le titre n'est pas *Rapport à S. M. le roi Léopold III sur les opérations de l'armée belge (10 mai-28mai 1940)*, mais bien *Aperçu sommaire des opérations de l'armée belge en mai 1940*. C'est moins ronflant, évidemment, et le texte, daté du G.Q.G., à Saint-André-lez-Bruges, le 1er juin 1940, tient en quelques pages.

(3) Cf. p. 316 ; il donne comme d'un seul tenant des passages en réalité séparés, sans faire du reste d'autre mal que de manquer aux règles des citations.

(4) Cf. lieutenant général Oscar Michiels, *18 jours de guerre en Belgique*, Paris, 1947, Berger-Levrault, XVI + 330 pages.

(5) Cf. général Van Overstraeten, *Albert Ier-Léopold III. Vingt ans de politique militaire belge (1920-1940)*, Bruges, s. d. (1949), Desclée de Brouwer, 750 pages.

(6) Ministère de la Défense nationale, *Service historique de l'Armée* (Section « Campagne 1940 »), *La campagne de mai 1940*, Bruxelles, 1945, Presses de l'Institut cartographique militaire.

du *Service historique de l'Armée.* Il est peu probable qu'il se soit servi de cet atlas qui de jour en jour, du 9 au 28 mai, donne avec précision la position de toutes les grandes unités belges. Sinon, comment s'expliquer la haute fantaisie que reflètent à cet égard les croquis nº 5 et nº 6 ? Nous nous en voudrions de multiplier davantage les exemples. Mais qu'il nous soit encore permis d'évoquer les « études d'ensemble ». Nous y figurons à deux reprises : la première fois, comme auteur d'une étude dont nous sommes fort surpris d'apprendre l'existence (1) ; la seconde fois, à propos d'une série d'articles écrits en collaboration et dont le mérite est donc partagé (2). Il est vrai que si M. Benoist-Méchin ne s'en est pas rendu compte, c'est simplement parce qu'il ne les a pas lus. Autrement, il n'aurait pas commis, au sujet des ponts de Veldwezelt et de Vroenhoven sur le canal Albert, les erreurs qu'il a accumulées en écrivant : « Devant Maestricht, des planeurs que les troupes belges prennent pour des avions abattus en raison de leur vol silencieux, débarquent un sixième bataillon de troupes aéroportées, qui s'emparent sans coup férir de plusieurs ponts sur la Meuse, notamment à Veldwergelt et à Ursenhaven *(sic)* (p. 103). Enfin, M. Benoist-Méchin lit-il le flamand, qu'il mentionne Charles Stubbe, *Van Eben-Emael tot Duinkerken* ? Un fait est en tout cas certain, c'est qu'il n'a pas prêté une attention plus grande aux sources hollandaises. En effet, à la date du 13 mai, il écrit : « A Rotterdam, c'est le chaos. Toute la ville est en feu » (p. 133) et ajoute peu après que le grand port s'est rendu aux Allemands, situant ainsi le bombardement et la reddition de Rotterdam un jour avant qu'ils n'aient eu vraiment lieu (p. 134).

Au demeurant, il ne s'agit généralement que de peccadilles. M. Benoist-Méchin avait d'autres chats à fouetter ! Il n'en est pas moins évident qu'il s'est un peu vanté en écrivant, dans son avant-propos : « Pour éviter de commettre la même faute que certains de nos prédécesseurs et entourer notre travail de toutes les garanties désirables, nous avons consulté à peu près tous les témoignages français et étrangers ayant trait à notre sujet... Jamais nous n'avons rien avancé qui n'ait été puisé aux sources les plus sûres et soumis aux recoupements les plus rigoureux. Jamais nous n'avons cité une phrase ou un chiffre sans fournir sa référence » (p. 11). Vrai, c'eut été superbe ! Disons-nous simplement, avec philosophie, que le présent exemple, pour peu édifiant qu'il soit, aura servi peut-être à rappeler qu'existent des sources belges (3) et espérons qu'un jour l'on s'en serve.

Jean VANWELKENHUYZEN.

Les chasseurs ardennais

Nous avons déjà signalé que la *Section historique de l'armée belge* avait fait démarrer une intéressante collection de travaux sur les deux guerres

(1) Cf. *Commentaires sur les notes du Service historique de l'Armée* (?).

(2) En fait, de mars à mai 1954, la revue *L'armée — La nation*, du ministère de la Défense nationale, a publié une suite d'articles sur *Les parachutistes allemands en 1939-1940*, dont voici les titres et les auteurs : I. *Les premiers projets d'emploi* (Jean VANWELKENHUYZEN) ; II. *Comment le corps aéroporté allemand attaqua les Pays-Bas en mai 1940* (Service historique de l'Armée néerlandaise) ; III. *La capture des ponts de Veldwezelt et de Vroenhoven (10 et 11 mai 1940)* (d'après les notes laissées par le colonel F. VANDAELE).

(3) Rappelons ici que, dans sa livraison de juin 1953, la *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale* a publié une excellente note bibliographique sur *Le rôle de l'armée belge en 1940* et due à M. Jacques WILLEQUET. Du même, la Bücherschau der Weltkriegsbücherei, publication de la Bibliothèque d'Histoire contemporaine de Stuttgart, a donné plus récemment une orientation bibliographique intitulée, *La Belgique et la deuxième guerre mondiale* (Cf. Bücherschau der Weltkriegsbücherei, 1955, Heft 1 /4, pp. 239 à 247).

mondiales. Le deuxième volume vient de paraître ; une fois de plus (1), le commandant Hautecler se penche, avec sa conscience et son soin habituels, sur un épisode de la campagne des *Chasseurs ardennais*. Ces derniers avaient, on le sait, pour mission de signaler l'attaque ennemie, de faire jouer les destructions et de se replier en bon ordre sur la Meuse. A Chabrehez — un hameau voisin de la frontière, au fond d'une vallée marécageuse et encaissée, le scénario se déroula autrement que prévu. Surprise par l'ennemi et empêtrée dans son propre système de destructions, la 3e Compagnie du 3e Chasseurs ardennais retarda pendant toute la journée du 10 mai la pointe de la 7e Panzer, commandée en personne par le général Rommel. Ce fut un beau tintamarre : plus de 10.000 cartouches brûlées, rien que du côté belge. Résultat : 9 tués, dont 2 Allemands ! Pas mal de désordre, aucune conduite d'ensemble, quelques crises de nerfs et quelques actes d'héroïsme, beaucoup de débrouillardise surtout. Sans Rommel, le succès stratégique — repli du groupement K presque intact — eût été plus grand encore.

Félicitons le commandant Hautecler, qui a réuni et mis en œuvre une grosse documentation. L'illustration de l'ouvrage est remarquable, les cartes et croquis sont parfaits.

Jacques Willequet.

(1) G. Hautecler, *Le combat de Chabrehez. 10 mai 1940. Chasseurs ardennais contre Rommel*, Bruxelles, 1955. (Collection « L'armée belge dans les deux guerres mondiales », vol. 2.)

BELGIQUE — HOLLANDE

Sur la politique belge (1914-1956)

Quand on lit M. Wullus (1), on a toujours un peu l'impression de jouer avec des jumelles et d'observer les choses alternativement par l'un et l'autre bout de cet instrument. L'exposé bouscule la chronologie. Souvenirs personnels, narrations objectives et analyses de textes se mêlent en un parfait désordre. Le tout, saupoudré de documents souvent inédits, est divisé en chapitres arbitrairement découpés. Voilà pour la présentation extérieure. Pour le contenu, empressons-nous de rendre à l'auteur l'hommage de notre sympathie : voilà trente-cinq ans que ce patriote désintéressé pourfend avec un minimum de douceur les « *inciviques* » de tout poil. En 1914, tout jeune prisonnier de guerre, il subtilisait déjà des documents à ses geôliers. Plus tard, il réussit ce coup de maître de ramener en Belgique les archives du *Conseil de Flandre*, cette assemblée de traîtres à la solde de l'occupant. Lisons, s'il vous plaît, ces derniers mots avec une convenable pointe d'ironie : quoi de plus minable que la « collaboration » belge dans les deux guerres, le *rexisme* et surtout l'*activisme* flamand? En temps de paix, cela nous donne le tableau d'une étroite politique de clocher, où les nuances de l'instinct se combinent aux subtilités roublardes de la politique électorale, et où les proclamations fracassantes préparent les fructueux compromis. En temps de guerre, c'est la piètre trahison de dupeurs dupés, de dindons dindonnés, claironnant une « doctrine » vide comme une noix véreuse et criante d'absurdité.

Disons tout de suite, à l'adresse du lecteur français guère informé, que peu de causes nous semblent plus justes et plus sympathiques que celle des Flamands qui luttent et, surtout, ont lutté pour l'égalité des droits au sein de la Belgique. Cette victoire, ils devaient d'abord la remporter sur eux-mêmes, affiner graduellement un standing intellectuel très bas au siècle dernier, dominer les complexes d'infériorité qui les écrasaient, face à l'influence prépondérante de la civilisation française. Cela étant acquis — mais alors seulement — ils pouvaient et devaient compter sur l'amicale compréhension de leurs compatriotes wallons et bruxellois. Certains d'entre eux, hélas, poussèrent l'analphabétisme politique, à deux reprises, jusqu'à compter, pour le redressement de leurs griefs, sur l'occupant allemand. Il en résulta, pour cette infime minorité, ce qui devait nécessairement en résulter : les pires déceptions avec les Allemands d'abord, de graves ennuis avec la Justice de leur pays ensuite.

C'est ce que nous raconte M. Wullus, documents à l'appui. Parfois, l'auteur nous semble animé d'une sévérité trop grande, comme dans cette affaire Debeukelaere qui occupe une bonne partie de son livre. Debeukelaere — un soldat nationaliste flamand qui fut fait prisonnier en septembre 1918 et que les Allemands utilisèrent pour leur propagande séparatiste — nous paraît surtout avoir fait preuve d'une énorme naïveté, de même qu'il devait révéler plus tard, à son procès, sa rare pleutrerie. Mais — peut-être sommes-nous trop indulgent — le mot traître est bien lourd pour ses épaules, et, naïveté mise à part, les idées neutralistes qu'il exposa aux Allemands n'étaient pas tellement éloignées des vues maintes fois exprimées par le roi Albert.

En ce qui concerne la guerre de 1939-1945, on trouvera dans le dernier livre de M. Wullus de nombreux renseignements curieux, inédits et indis-

(1) J. Wullus-Rudiger, *En marge de la politique belge, 1914-1956*, Paris, Berger-Levrault, 1957.

pensables. Ni synthèse complète — c'est encore impossible — ni même « état de la question », c'est en revanche une mine de témoignages et de textes patiemment recueillis, ce dont il faut remercier l'auteur. Ce livre-ci, comme les précédents, est un outil qu'il faudra sans cesse garder à portée de la main.

Jacques WILLEQUET.

L'ESPRIT PUBLIC SOUS L'OCCUPATION

M. Paul Struye, dont l'après-guerre allait faire un ministre et un président du Sénat, était déjà en 1940 un homme politique en vue. Sous l'occupation, il entreprit de rédiger, de six mois en six mois, un état de l'opinion publique, qui, sous une forme polycopiée, circulait sous le manteau et était même diffusé dans les capitales neutres et alliées. Ces écrits ont été réunis en volume après la Libération (1). L'auteur a résisté aux sollicitations d' « amis » qui auraient voulu voir retoucher certains passages pénibles ou peu glorieux : il est à peine besoin de remarquer que de telles altérations eussent enlevé toute valeur à son témoignage ; ce qui en fait le prix, c'est justement ce caractère de tableau, photographié sur le vif par un « témoin » qui refusait également les rôles de « juge », d' « avocat » et de « ministère public ». L'opinion ne connaissait la Résistance que par des rumeurs volontiers fantastiques ; elle ignorait l'horreur systématique des camps de concentration. Voilà donc deux aspects importants que M. Struye néglige. Son rôle était de nous donner, en tableaux parallèles, l'état progressif de l'opinion générale sur l'occupant, sur les Alliés, sur la France, sur les collaborateurs, sur le Gouvernement de Londres, sur les autorités administratives belges, sur le régime économique et social, sur la manière dont étaient envisagés l'avenir du pays et les perspectives de la guerre. L'observateur est remarquablement neutre et objectif. Tous ses personnages, traîtres ou héros, sont évoqués avec la même impassible courtoisie. L'un ou l'autre passage pourra déplaire ou chagriner. M. Struye n'en a cure : tous les six mois, il s'installe à son bureau, et il écrit — il décrit.

On voit donc l'intérêt de cette publication. Il nous reste à glaner, dans ces 193 pages, quelques remarques particulièrement suggestives.

Nous avons annoncé des choses désagréables. En voici. Impopularité des Alliés, et surtout des Anglais, au lendemain de la débâcle ; stupeur devant l'attitude « correcte et sportive » des armées allemandes. Le terrain était propice pour une propagande qui prétendait apporter l'ordre et la justice sociale, tandis que les imprécations radiodiffusées de M. Paul Reynaud blessaient à vif l'âme populaire et suscitaient autour du roi un élan exalté de loyalisme et d'affection. Jamais homme politique n'atteignit en Belgique les sommets d'impopularité gravis par M. Pierlot ; à la longue seulement, les plus modérés voulurent bien lui accorder l'excuse de la « bonne foi ». La guerre, pour quasi tout le monde, était finie : l' « invincible » armée française n'avait-elle pas été balayée? Mais, graduellement, l'attitude réservée du roi, la résistance de l'Angleterre, les diverses mesures et initiatives de l'occupant devaient ouvrir tous les yeux : la guerre continuait. Cette évidence faisait jouer tous les réflexes naturels et entraînait, à partir du mois d'août, un revirement définitif. La Belgique se retrouvait, repliée sur elle-même en petits groupes sociaux égoïstement soucieux de leur salut immédiat, mais farouchement hostiles à l'indésirable occupant. Pour les partisans d'un « *ordre nouveau* », le moment de grâce était passé ; les outrances de la presse censurée se retour-

(1) P. STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Bruxelles, 1945.

naient contre elle ; seule devait subsister, pour longtemps encore, une hargne assez répandue contre les « vices » et les « faiblesses » du régime parlementaire, causes, estimait-on, de la défaite. Quant à la poignée de « collaborateurs » actifs, un fait nouveau par rapport à 1914-1918 était à signaler : ils ne se recrutaient plus exclusivement en pays flamand, mais peut-être même davantage parmi les intellectuels francophones d'extrême-droite.

Après un an d'occupation, l'observateur pouvait signaler un raidissement, un durcissement qui ne feraient d'ailleurs que s'accentuer pour atteindre le paroxysme des derniers mois. Raidissement *des* minorités favorables à l'Allemagne, comme de la « très grosse majorité » formant la masse des patriotes (« une majorité écrasante », confessait Degrelle). L'attitude de ces derniers se caractérisait par une « indifférence haineuse » à l'égard de l'occupant : indifférence dans les rapports individuels, réduits au minimum, haine dirigée non pas contre les Allemands (« des hommes comme nous »), mais contre l'Allemagne en tant que régime et « système », et bien plus encore contre les mauvais patriotes. En plus des raisons d'ordre matériel et alimentaire, c'est pour des motifs d'ordre moral et idéologique que la population, « dans son ensemble », s'était raidie dans son hostilité. Chose remarquable : les journaux « volés », qui paraissaient sous le même titre qu'avant-guerre, avaient atteint et souvent dépassé leur ancien tirage. Malgré l'écoute de la *B. B. C.*, le Belge avait besoin de *lecture*, d'*information* ; ses *idées* n'étaient pas celles du journal. Il détestait et méprisait les journalistes collaborateurs, il les lisait cependant, mais leur influence était quasi nulle (on peut même dire que cette influence s'exerçait à rebours : d'irréprochables œuvres charitables encouraient un injuste discrédit, dès que la presse se mêlait de les vanter). Objectif, il cherchait dans la presse clandestine des *documents*, plutôt qu'une propagande dont il se méfiait. Il admirait l'Angleterre, éprouvait un sentiment de « déception douloureuse » à l'égard de la France, respectait certains aspects de l'Allemagne (ici encore, un changement par rapport à 1914-1918), sympathisait avec le peuple italien et attribuait au fascisme seul la responsabilité du « coup de poignard dans le dos ». La Hollande, également meurtrie, avait cette fois la cote d'amour. La dignité de sa population était citée en exemple (à rapprocher des sentiments peu amènes, mais fort injustes, nourris en général vingt-cinq ans plus tôt).

En ce qui concerne le « *Gouvernement de Londres* », la grande colère s'était apaisée — grâce, en partie, aux imprécations outrancières de la presse. On accordait les circonstances atténuantes aux hommes qui avaient accablé le chef de l'armée en 1940 ; on leur était reconnaissant de se trouver du bon côté, on s'associait à leur action en matière de politique extérieure, et l'on considérait qu'après la guerre, ils auraient à s'effacer devant des hommes nouveaux, restés au pays. Quant au sens civique, il paraissait fort menacé : certains défauts bien belges, l'indiscipline, l'irrespect, l'esprit de fraude, étaient évidemment exacerbés par la situation anormale dans laquelle il fallait vivre. En revanche, l'épreuve avait incontestablement renforcé la cohésion nationale. A se frotter, à se comparer aux Anglais de 1940, aux Français coudoyés lors de l'exode (test peu convaincant, estimera-t-on à juste titre...), aux Allemands oppresseurs, les Belges s'étaient sentis « autres » (certains allaient jusqu'à dire : « meilleurs »). Les épreuves subies en commun avaient d'autant plus rapproché classes sociales et groupes ethniques que le clivage entre « traîtres » et « patriotes » n'avait séparé ni les Flamands des Wallons, ni les jeunes des anciens, ni les bourgeois des ouvriers, ni les catholiques des libre-penseurs, ni les citadins des campagnards.

Les semestres suivants devaient approfondir ces tendances et accentuer les lignes du tableau. Pour éviter les redites, bornons-nous à quelques notes rapides. L'ouverture du front soviétique a permis aux minorités germano-

philes d'y envoyer des volontaires ; elle leur a fourni un thème de propagande et d'autojustification, mais le succès des nouveaux mots d'ordre est resté mince. Les rangs collaborationnistes ne semblent pas s'être accrus. Selon des chiffres résultant de leurs propres estimations, ils représentent 3 à 4 % en pays flamand, moins en pays wallon : le rexisme est moins dynamique que le nationalisme flamand, sa doctrine est plus faible encore, et son leader Degrelle, un mythomane infatué, ne jouit d'aucune considération. Du reste, on peut dire que, parmi les chefs collaborateurs, il y a autant d'opinions que de têtes, et que les divergences portent sur des points essentiels. L'Allemand dédaigne d'arbitrer ces divergences ; il utilise les concours, cache parfois mal son mépris, et considère qu'au jour de la victoire, c'est Berlin qui tranchera, sans demander l'avis de cette valetaille.

L'entrée en guerre de l'U. R. S. S. a fort déconcerté. En général, on n'est pas fâché de voir « nazis » et « bolcheviks » s'affaiblir mutuellement, mais on s'habitue à considérer comme une victoire nationale tout succès remporté par l'*Armée Rouge*. Bientôt, cependant, des craintes d'une hégémonie soviétique se feront jour, mais le débarquement de juin 1944 viendra rassurer les esprits inquiets.

Un passage pourrait être de nature à surprendre nos amis français. Cette note, datée du 1er décembre 1942, transcrivons-la pour eux sans commentaires, en toute perplexité : « Quant au Général de Gaulle, les Belges qui reçoivent des informations d'outre-Quiévrain sont surpris du peu de crédit que, suivant ces sources, il aurait chez ses propres concitoyens. On a chez nous l'impression que le Général et son mouvement sont plus populaires en Belgique qu'en France » (p. 112).

Dans la deuxième partie de son livre, M. Struye laisse transparaître son effroi devant le caractère implacable et sanguinaire que prennent les antagonismes entre patriotes et collaborateurs. Les esprits sont profondément aigris, mauvais ; un paroxysme est atteint.

Notre aperçu néglige évidemment pas mal d'aspects, dont les moins passionnants, par exemple, ne sont pas les idées sur le régime politique envisagé pour l'après-guerre. Par une discrétion louable, M. Struye s'est interdit, sauf pour le début, de rapporter les propos concernant le roi Léopold ; son livre, en effet, paraissait à l'époque où se trouvait posée la « question royale », et les polémiques n'avaient nul besoin d'être alimentées. Une réédition intégrale, sans aucun doute, montrerait une détérioration consécutive, dans une très large mesure, au remariage du souverain.

La tâche du mémorialiste était délicate. Il fallait oublier ses sentiments personnels, éviter une optique trop bruxelloise, trop urbaine ou trop bourgeoise, étendre au maximum l'enquête dans les milieux ouvriers, agricoles et provinciaux. L'auteur y a parfaitement réussi. Il serait passionnant de continuer son œuvre, de rattacher aux courants de l'après-guerre les diverses tendances qu'il évoque. Mieux encore qu'un tableau d'opinion publique, c'est une véritable leçon de psychologie collective que nous avons sous les yeux. Quoi de plus révélateur, dans ce domaine, qu'une grande crise? Les principales caractéristiques des Belges s'y retrouvent. Un esprit frondeur, rebelle à toute discipline ; une étonnante faculté d'adaptation, jointe à un culte exagéré du confort matériel, un sens remarquable des solutions de compromis ; l'amour de l'indépendance, de la liberté, des libertés locales ; absence de toute xénophobie, mais rancune tenace contre les attentats du passé... que de qualités communes aux Flamands et aux Wallons ! Voilà qui nous rappelle un amusant rapport de diplomate allemand accrédité avant-guerre à Bruxelles et que nous avons pu lire récemment. Dans ce rapport, l'Allemand racontait qu'il avait eu avec un collègue espagnol une conversation au cours de laquelle il avait exprimé avec amertume la difficulté

qu'il éprouvait à combattre les souvenirs de 1914. « Mais, mon cher ami, avait rétorqué l'Espagnol, savez-vous que vous nous avez, vous autres Allemands, délivrés d'une bien plus vieille malédiction? Voilà des siècles qu'un Belge ne pouvait voir un Espagnol sans lui reprocher le duc d'Albe ! Depuis le 4 août 1914, votre crime a effacé le nôtre. A votre tour, maintenant... »

Les Bruxellois, dans cet ordre d'idées, se rappelleront qu'après l'autre guerre, nombre de malheureux Suisses ou Luxembourgeois furent molestés dans des endroits publics, parce qu'on les entendait parler un idiome allemand. On a pu constater, après 1945, l'absence totale de semblables manifestations. Cela aussi découle très logiquement de l'exposé fait par M. Struye sur les années d'occupation. Mais voilà qu'entraîné par notre inspiration, nous poursuivons le travail de cet excellent observateur. C'était assez d'avoir signalé ce livre de bonne foi qui, dans ses limites propres, restera un document de première valeur.

Jacques Willequet.

National-socialisme et Pays-Bas

Quel aurait été le caractère de l'histoire néerlandaise en cas de victoire des Nazis dans la seconde guerre mondiale ? C'est le problème que M. I. Schöffer s'est employé à traiter dans son étude remarquable *Le concept national-socialiste de l'histoire des Pays-Bas ; son historiographie et sa bibliographie* (1). Comme toute idéologie totalitaire, le National-Socialisme s'est occupé d'une manière absolue de tous les aspects de la vie sociale et intellectuelle, spécialement de l'historiographie. Les Nazis proclamaient la supériorité et la perfection de la race germanique, qui avait su se maintenir dans le centre tudesque. Comment justifier mieux cette prétention qu'en faisant appel à l'histoire ? Dans les chapitres I et II de son ouvrage, M. Schöffer caractérise l'idéologie des Nazis et particulièrement leur conception de l'histoire. Dans cette idéologie on peut voir plusieurs éléments : d'une part les idées dynamiques et rationalistes de *Macht, Raum* et *Führer* ; d'autre part les idées un peu plus mythiques comme *Volkstum, Reich* e *Rasse*. Et puisque d'après l'interprétation nationale-socialiste la science avait d'abord une fonction utilitaire et de combat — en raison de sa subjectivité — on comprend facilement que les historiens nationaux-socialistes aient combattu furieusement les conclusions de la science historique du XIX^e^ siècle, notamment sa prétention à l'objectivité et à la vérité. Ils exigeaient d'un historien qu'il prenne consciemment parti dans la politique contemporaine. En mettant l'histoire politique au premier rang, ils considéraient l'histoire de la civilisation comme un genre inférieur. Ils accentuaient l'élément pragmatique. Les historiens allemands d'autrefois étaient jugés d'après ces normes : d'où un rejet total d'une personne comme Burckhardt. Néanmoins, plus qu'on le pense généralement, on continuait à étudier l'histoire d'après les normes traditionnelles.

Quel était donc l'influence du dogme national-socialiste sur l'histoire des Pays-Bas ? L'auteur parle des historiens allemands aussi bien que des historiens néerlandais. Et parce qu'il y avait une forte corrélation entre cette idée nazie et la situation politique du moment (la situation d'avant 1940 ou celle de la guerre), l'auteur a peint d'abord, dans le chapitre III,

(1) Dr I. Schöffer, *Het nationaal-socialistische beeld van de geschiedenis der Nederlanden. Een historiografische en bibliografische studie*, 359 blz., Arnhem-Amsterdam, Van Loghum Slaterus, J. M. Meulenhoff, 1956.

le National-Socialisme dans les Pays-Bas du Nord et du Sud. La Flandre est sous ce rapport d'une très grande importance. Dans les pays du Nord, le National-Socialisme avait pu naître presque exclusivement grâce à la crise de la démocratie pendant les années après 1930. Le parti principal *Le Mouvement national-socialiste* (N.S.B.) avait été fondé il est vrai d'après le modèle allemand mais, avant 1940, il n'était pas question d'une véritable idéologie nazie. Outre l'anti-parlementarisme, il professait surtout l'indépendance et la défense de la Nation et il luttait contre le soi-disant amollissement de l'esprit national. Mais, en conséquence de la sympathie pour l'Allemagne nationale-socialiste, cet état d'esprit nationaliste ne visait pas en premier lieu cette Nation. Après 1930, des idées autoritaires étaient acceptées dans les cercles du *Mouvement nationaliste flamand*, l'aile radicale du Mouvement flamand. Là même, à part quelques exceptions personnelles, il n'y avait pas une vraie idéologie nationale-socialiste, bien qu'on eût, par aversion de la France, une certaine sympathie pour l'Allemagne. Les nationalistes flamands avaient d'abord l'idéal d'une Flandre autonome, tandis que les plus radicaux parmi eux aspiraient à une réunion des territoires de langue néerlandaise. Ces mouvements politiques, mentionnés plus haut, avaient pourtant assez de points de contact avec l'idéologie nationale-socialiste allemande pour tomber dans la collaboration après 1940. Pendant la guerre ils s'assimilèrent de plus en plus au parti national-socialiste allemand. Cela ne se faisait complètement que dans les milieux S.S., car l'orthodoxie nationale-socialiste trouvait toujours une forte résistance dans le camp du N.S.B. et des nationalistes flamands du *Vlaams Nationaal Verbond* (V.N.V.) ainsi que parmi les *rexistes* wallons.

Parallèlement à l'évolution politique, l'historiographie se développait. Avant 1940, ni dans le milieu du N.S.B. ni dans celui des nationalistes flamands, on ne pouvait apercevoir grand-chose de la conception nationale-socialiste de l'histoire. Il est vrai que pendant les années d'avant-guerre, s'était manifesté un intérêt de la part des Allemands pour l'histoire des Pays-Bas, mais tous les historiens allemands qui s'occupaient de ce sujet, n'étaient pas des Nazis. Cet intérêt datait de loin. Au XIX^e siècle, il y avait eu des contacts entre quelques intellectuels allemands et flamands. Durant la première guerre mondiale, quand en Belgique les *activistes* flamands, aidés par l'occupation allemande, avaient tenté de réaliser l'indépendance de la Flandre, on s'était occupé du côté allemand, du passé de la Hollande et de la Flandre avec plus d'intensité. 1918 y mit provisoirement fin, mais on recommença vers 1930. Après 1933, plusieurs historiens non nazis s'intéressèrent de plus en plus aux frontières occidentales du Reich. Ils mettaient l'accent sur le destin commun des Pays-Bas et de l'Allemagne. Cependant, ils abordaient des problèmes historiques importants ; ainsi M. F. Petri, recherchait la cause de la séparation des peuples germaniques et romans (c'est-à-dire l'origine de la frontière linguistique en Belgique) et les causes du développement des Pays-Bas comme territoire germanique autonome.

Ce ne fut qu'après 1940 que l'histoire néerlandaise prit son aspect national-socialiste plus ou moins prononcé. La période bourguignonne et le XVII^e siècle étaient, aux yeux des Nazis allemands, acceptables parce qu'on y voyait une grande activité politique d'un peuple germanique, mais quant au reste on ne montrait pas beaucoup d'enthousiasme pour l'histoire des Pays-Bas. On reprochait aux Provinces-Unies de n'avoir pas tenu compte du *Raum* européen. La République des Provinces-Unies et le Royaume des Pays-Bas du XIX^e siècle ne s'intéressaient guère au *Reich*. La vraie grandeur historique des Pays-Bas, on la voyait au Moyen Age, quand ces provinces partageaient réellement l'histoire d'un ensemble germanique plus vaste. Il va sans dire que les nationaux-socialistes cherchaient à trouver des

liens avec d'autres points de vue sur l'histoire néerlandaise. Aux yeux de beaucoup d'historiens nationalistes allemands, comme von Treitschke, l'indépendance des Pays-Bas n'était en réalité qu'une monstruosité politique. Ce thème était accepté avec ardeur et prédilection par les Nazis (notamment par Christoph Steding dans son livre volumineux et incohérent *Das Reich und die Krankheit der europäischen Kultur* (1938).

Quelques-uns (notamment le Flamand Van Roosbroeck) prenaient comme point de départ le concept historique pan-néerlandais, propagé par le Pr Geyl de l'Université d'Utrecht, et d'autres (notamment le calviniste Hugo Visscher) les idées anti-révolutionnaires calvinistes du politicien hollandais du XIXe siècle, Groen Van Prinsterer.

M. Schöffer traite à fond les points de vue de nombre de théoriciens nationaux-socialistes. Le suivre nous mènerait trop loin. Nous voulons remarquer seulement que, malgré le point de vue national-socialiste, toutes ces idées offrent un spectacle d'une variété assez grande. Dans le chapitre VI, l'auteur parle dans l'historiographie nazie de périodes et problèmes spéciaux de l'histoire néerlandaise comme : la formation de la frontière linguistique dans les Pays-Bas du Sud, l'origine de la frontière culturelle et politique entre les Pays-Bas et l'Allemagne, les relations politiques entre les Pays-Bas et le Reich. Des *Variations et déviations* (le titre du chap. VII), ne manquent pas. Elles étaient favorisées par les contrastes au sein du National-Socialisme lui-même, c'est-à-dire les S.S. en opposition aux nationaux-socialistes plus modérés. En Flandre, dans le milieu du V.N.V., une opposition naquit à l'abandon de l'idée pan-néerlandaise, rejetée par les Nazis allemands. Dans les Pays-Bas du Nord nombre de partisans du N.S.B. s'opposèrent à un effacement trop prononcé de la frontière allemande-néerlandaise. Bien qu'il y ait eu du côté des nationaux-socialistes beaucoup de publications sur l'histoire néerlandaise — témoin la bibliographie de M. Schöffer — le niveau scientifique n'était généralement pas très élevé. Suivant l'auteur cela était dû à certaines circonstances de la guerre, et surtout à la perte de la liberté scientifique. Enfin, nous l'avons déjà mentionné, l'auteur nous donne une ample bibliographie systématique de publications de nationaux-socialistes sur l'histoire néerlandaise et quelques biographies concises d'historiens allemands, aussi bien qu'hollandais et flamands qui ont contribué plus ou moins à la formation du concept national-socialiste de l'histoire néerlandaise. Le livre de M. Schöffer est une contribution des plus importantes à l'histoire du National-Socialisme dans les Pays-Bas du Nord et du Sud.

A. W. Willemsen,
Utrecht.

NOTES ET NOUVELLES

ACTIVITÉ DE « L'ARMÉE-LA NATION »

Nous avons déjà signalé à diverses reprises le travail accompli par cette intéressante publication mensuelle du ministère belge de la Défense nationale. Voici quelques notes puisées dans les plus récents numéros.

Mai 1956.

Après un « *Éditorial* » de M. Jean Vanwelkenhuyzen résumant la position diplomatique et militaire de la Belgique en 1939-1940, ce numéro spécial apporte deux contributions également dignes de remarque : *Un intéressant témoignage sur la neutralité belge en 1939-1940*, du même auteur, et *La Bataille de la Lys vue dans un cadre élargi*, par le général Émile Wanty.

Le « témoin » appelé à la barre par M. Vanwelkenhuyzen n'est autre que l'ambassadeur von Bulow-Schwante, accrédité par Hitler auprès du gouvernement royal. Ce diplomate — à notre connaissance, il vit toujours — était un de ces fonctionnaires d'ancien régime que le Führer détestait cordialement, dont l'avis comptait pour peu de chose à ses yeux, mais qu'il envoyait dans les capitales démocratiques parce que leur personnalité rassurante lui permettait à merveille de masquer ses projets d'agression. M. Vanwelkenhuyzen publie *in extenso* le très beau rapport que Bulow-Schwante adressa le 21 mars 1940 à Berlin, après six mois de neutralité belge. Ce texte fait le plus grand honneur à l'exactitude et à la perspicacité de son auteur.

Après six mois, constatait le diplomate allemand, la neutralité belge est restée solide et immuable. Elle est approuvée par « l'écrasante majorité de la population », et elle sera loyalement observée, tant que les « intérêts vitaux » du pays ou le territoire national n'auront pas été violés par un des belligérants. Deux considérations cependant pourraient à première vue inspirer des doutes : la déclaration de M. Spaak sur l'attitude que prendrait la Belgique en cas d'invasion de la Hollande, et le déploiement unilatéral de l'armée belge. Mais il est clair que l'occupation des Pays-Bas par le Reich mettrait en péril ces « intérêts vitaux », parce qu'elle déséquilibrerait les rapports stratégiques sur le front occidental ; quant à l'armée du roi Léopold, quasi intégralement déployée face à l'Est, la découverte par les Belges des plans d'agression tombés du ciel le 10 janvier rend toute conversation difficile sur ce point.

La presse belge devient moins hargneuse à l'égard de l'Allemagne et le gouvernement fait de son mieux dans ce domaine. L'opinion publique, persuadée en septembre 1939 que la guerre était pour demain, s'est désormais installée dans son oasis de paix. La neutralité, qui lui apparaissait alors comme un idéal irréalisable, est entrée pour elle dans le domaine des possibilités pratiques. A Bruxelles, on considère toujours comme probable la victoire finale des Alliés. Il faudrait un cataclysme décisif pour que s'atténuent les sympathies séculaires que l'on nourrit pour la France et la Grande-Bretagne. Mais la politique d'abstention résulte d'un « sentiment populaire bien affirmé »

et les dirigeants belges, si la chose ne dépend que d'eux, y resteront certainement fidèles.

Telle est la quintessence de ce long rapport. Quiconque a vécu en Belgique à cette époque y retrouvera le miroir fidèle de ce qu'il a entendu et senti autour de soi. M. Vanwelkenhuyzen a présenté et annoté ce texte avec son habituelle compétence.

Dans le même numéro, le général Wanty reprend ce problème de la *bataille de la Lys*, qu'il n'a pas cessé d'approfondir depuis dix ans. Il relève une fois de plus un fait qui lui semble significatif : l'inertie de quatre divisions anglaises à la droite du front belge furieusement attaqué, alors que ces Anglais n'avaient qu'une seule division allemande, silencieuse, en face de leurs positions. Examinant la situation « dans un cadre élargi », il constate à nouveau que cette bataille de Flandre s'est caractérisée par une lamentable carence du commandement et des liaisons interalliées, que l'on a « joué perdant », et qu'une « bataille d'ensemble, coordonnée et dirigée », n'eût pas nécessairement tourné à la catastrophe. Cependant, comme aime à le répéter le général Wanty, le succès stratégique n'est pas niable. Dunkerque a été sauvé trois fois : le 24 mai, par l'ordre allemand d'arrêter les blindés sur la ligne Béthune-Saint-Omer-Gravelines ; du 24 au 26 par la résistance de l'armée belge, seule attaquée ; enfin, *in extremis*, par la valeur des Anglo-Français en arrière des canaux et sur le périmètre de la tête de pont. « Mais tant de bravoure, mieux coordonnée, aurait pu changer la face des choses. »

Avril 1957.

Outre ses chars légers des régiments de cavalerie et de chasseurs ardennais, l'armée belge possédait en 1940 une presque symbolique compagnie de chars lourds. C'est ce que le commandant Hautecler (*Chars belges en 1940*) apprend à tous ses lecteurs, ou peu s'en faut. Née d'une occasion fortuite, cette unité n'avait pas de doctrine ; à peine pouvait-elle se prévaloir de traditions remontant au corps des auto-canons belges qui s'illustrèrent sur le front russe en 1914-1917. On l'utilisa d'abord, si l'on peut dire, à traquer d'hypothétiques parachutistes ; les engins servirent ensuite, au mépris de toute prudence et de tout bon sens, comme canons antichars immobiles. Peu à peu, de coûteuses expériences développèrent l'initiative de chefs improvisés mais remarquables ; quelques beaux faits d'armes émaillèrent une campagne terminée avec trois chars à peu près intacts.

Mai 1957.

On avait pu lire ici même (1) l'étude consacrée par M. J. Vanwelkenhuyzen au premier plan allemand d'attaque à l'ouest. Reprenant et complétant un article qu'il avait publié dans la *Revue historique de l'Armée* (Paris, novembre 1956), le même auteur se penche cette fois sur le plan — définitif — du 24 février 1940. Nous voyons désormais très clair dans cette évolution des projets successifs qui aboutirent au coup de faucille que l'on sait, au point de rencontre de trois courants : l'intuition d'Hitler, le génie de Manstein et l'assurance croissante d'un O. K. W. très réfractaire au début des hostilités. Il est intéressant de noter que Manstein, s'attendant à de sérieuses contre-attaques françaises dans la direction de la Moselle, avait également prévu une poussée vers le sud. Mais l'O. K. W. refusa de disperser ainsi ses efforts. Avec le zèle des nouveaux convertis, il négligea cette éventuelle menace et réserva tous ses moyens pour l'objectif principal. L'avenir lui donna raison.

Dans le même numéro, la revue militaire belge a eu la bonne fortune d'obtenir la collaboration de M. Jacobsen, un des plus remarquables spé-

(1) N° 22, avril 1956.

cialistes allemands de la bataille de Flandre. Étudiant avec minutie et clarté *Les opérations de la VI^e Armée allemande*, l'auteur montre comment cette armée dépassa la mission d'accrochage qui lui était dévolue et s'efforça, en outre, de battre l'adversaire ; elle subit d'ailleurs de lourdes pertes et termina « au seuil de l'épuisement » une action qui fait honneur aux généraux von Bock et von Reichenau.

Cette livraison permet enfin au commandant Hautecler de retracer *La prise du fort de Boncelles*. Un légitime hommage est rendu à la ténacité de ce fort liégeois qui résista jusqu'à sa destruction totale, le 16 mai, et renouvela ainsi l'épopée du fort de Loncin en 1914.

Juillet 1957.

Le commandant Hautecler, encore lui, étudie sous le titre *La « Parachutite »* une maladie qui nous rappelle nos moins glorieux souvenirs de 1940. L'exposé s'appuie sur la documentation de première main que l'auteur conserve dans ses archives de la *Section historique*. Il s'achève par de pénétrantes considérations sur les phénomènes psychologiques qui caractérisent tous les débuts de guerre, qui « sont capables de désorganiser une armée autant, sinon plus, qu'une bataille perdue », et dont tous les chefs avisés ont intérêt à connaître le mécanisme.

On le voit, la petite équipe compétente et dévouée de *L'Armée-La Nation* continue avec persévérance un travail d'analyse qui fera plus tard, de cette revue, une mine précieuse pour les synthèses futures.

Jacques Willequet.

Réflexions sur un procès
De Jean Texcier à Abel Bonnard en passant par Jacques Guérard

Il est sans doute permis au vieux résistant que je suis de philosopher sur les noms qui figurent à ce titre. Tous ont une actualité indéniable.

Jean Texcier ! C'est le 22 mars que le corps de Jean Texcier sera transféré de la sépulture provisoire à sa tombe définitive. Et je ne veux pas évoquer le nombre ni la qualité des amis qui participèrent à la cérémonie, très simple certainement, qui a eu lieu au cimetière Montparnasse. Pour moi, l'idée seule qu'elle ait été effectuée, suffit à évoquer le droit, délicat, et complet ami qu'a toujours été pour moi le disparu. Je veux simplement rappeler qu'au début de l'occupation, on put voir que Jean Texcier s'identifia avec le sens profond et le vouloir irrémissible de la résistance à l'occupation. C'est de lui que sortiront ses *conseils aux résistants* qui devaient leur inculquer la foi dans l'avenir et les soutenir dans leur action prudente et efficace. Combien de prévenus traduits devant les tribunaux allemands leur doivent d'avoir su déjouer les roueries de la Gestapo et combien d'autres surent éviter une mort aux formes multiples préparées par les suppôts de Hitler ! Je suis sûr que dans l'un des recueils que l'on a décidé de publier des œuvres de Jean Texcier, nous aurons la consolation de relire et peut-être de nous inspirer des conseils et des précautions du grand Français, de l'homme complet qu'a été Jean Texcier.

Jacques Guérard ! C'est dans les derniers jours de janvier 1958, qu'a comparu devant la Haute-Cour de Justice l'ancien secrétaire général du Gouvernement de Vichy. Cet ancien inspecteur des Finances avait été condamné en 1947, par contumace à la peine de mort, à la dégradation nationale et à la confiscation de ses biens. On lui reprochait en 1958, comme en 1947, d'avoir participé au Proche-Orient, en 1941, à des négociations profitables au Reich, d'avoir aidé un réseau de renseignements allemand,

et surtout d'avoir demandé à l'occupant des armes pour combattre le maquis des Glières. Je ne tenterai pas de donner une idée de ces chefs d'accusation que l'accusé a voulu écarter par cette formule : « J'exécutais les ordres, j'évitais le pire. » La Haute-Cour a vu défiler une vingtaine de témoins qui ont apporté des versions discutables et sans doute jamais contradictoires avec les dires de l'accusé. L'ancien directeur de la police, Bousquet a corrigé l'impression que l'instruction avait pu laisser d'une similitude de vues entre Guérard et Pierre Laval. D'autres témoins — dont Mme Emmanuel Berl, *alias* la chanteuse Mireille — affirment les mérites de l'accusé intervenant en faveur de résistants, membres de réseaux, de partis prohibés ou de sectes honnies.

Le procureur général Jodelet admit bien les services rendus aux combattants clandestins, mais refusa de « se faire complice d'une trahison envers la Résistance » ; pour lui, l'accusé avait servi sciemment les intérêts de l'ennemi, dans des conditions qui ont valu des sévères condamnations au général Dentz et au ministre des Colonies ; l'idée soutenue par l'accusé qu'il n'a été qu'un exécutant pour les mesures qu'on lui reproche ne vaut pas, car « exécuter une décision c'est s'y associer, c'est accepter d'en prendre les responsabilités ».

Au défilé des témoins succéda le défilé des défenseurs, Me Netter, les bâtonniers Toulouse et Carpentier et il suffit de noter comment le dernier défenseur, à coup sûr résistant exemplaire, considérait l'arrêt de contumace comme « monstrueux » et Guérard comme innocent. Personne ne fit allusion au moral de l'armée, dont on parle si souvent en ce moment, à l'occasion de la guerre d'Algérie et qui pourrait bien recevoir un coup, au moment où le drame algérien s'amplifie dangereusement. En tout cas, il faut noter sur le plan historique comment, oui ! une sanction frappe bien Jacques Guérard, à savoir 5 ans d'indignité nationale, mais le condamné, si l'on peut ainsi s'exprimer, fut immédiatement relevé de cette peine, de sorte qu'il put sortir, tremblant, mais heureux, des locaux où il avait tout de même égrené de lourdes heures.

Mais les soldats et officiers de l'armée d'Algérie ne seront pas les seuls à chercher le sens véritable d'une condamnation de la Haute-Cour de Justice et à apprécier les tours de passe-passe par lesquels un condamné passe immédiatement à l'état de blanche hermine.

Un ancien ministre du Gouvernement de Vichy, chargé d'assurer l'intégrité de l'âme française, le ministre de l'Éducation nationale a été lui aussi, condamné à mort par contumace à la dégradation nationale, à la confiscation de ses biens par arrêt de la Haute-Cour en date du 4 juillet. Une dépêche publiée le 4 mars 1958, annonçant qu'il passerait prochainement les Pyrénées en compagnie de son défenseur, Me Martin-Sanò. Mais deux jours après, une autre dépêche annonçait la précédente comme « sans fondement ».

Il y a donc, à certains égards, encore des Pyrénées entre l'Espagne et la France, et on prend le temps au pays de la Phalange de réfléchir sur les éventualités personnelles d'un procès en Haute-Cour.

G. Bourgin.

BIBLIOGRAPHIE[1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Savage (Katherine). — *The Story of the Second World War*, London, Oxford University Press, 1957, in-8°, 240 p., ill.

**Soldiers and governements. Nine studies in civil-military relations* edited by Michael Howard, London, Eyre and Spottiswoode, 1957, in-8°, 192 p.

Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie, Japon, Espagne, Amérique latine, États-Unis. Rapports du civil et du militaire pendant les grandes crises nationales.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Haupt (Werner). — Die lateinamerikanische Literatur über den Zweiten Weltkrieg, *Wehr. Rundsch.*, févr. 1958, pp. 97-101.

K. 13-oj godovscine osvobozdenija Rumynii ot fascistkogo iga. [Pour le XIII[e] anniversaire de la Libération de la Roumanie du joug fasciste], *Let gaz. statejn*, n[os] 36, 37, 1957.

Bibliographie d'articles de journaux soviétiques.

M. — Bücher über Rommel und den Afrikakrieg, *Oase*, mars 1958, p. 8.

Bibliographie critique.

Murawski (Erich), Oberarchivrat... — Die Divisions-Geschichten den 2. Weltkrieg, *Wehrkunde*, juil. 1957, pp. 384-390.

Aperçu général et critique sur la valeur de ces publications.

Pierre (André). — Comment récrira-t-on l'histoire de la seconde guerre mondiale en U.R.S.S. ?, *R. de Défense nationale*, fév. 1958, pp. 290-305.

Rougier (Louis). — La bibliographie critique de l'histoire de la Deuxième guerre mondiale, *Écrits de Paris*, mars 1958, pp. 78-87.

Critique de la *Bibliographie critique de l'histoire de la deuxième guerre mondiale à l'usage des professeurs d'histoire* établie pour le compte de la « Commission internationale pour l'Enseignement de l'Histoire », par M. Henri Michel.

*Smith (Bruce Lannes) and Smith (Chitra M.). — *International communication and political opinion. A guide to the literature*, prepared for the Rand Corporation by the Bureau of Social Science Research. Washington, D.C. Princeton, Princeton Univ. Pr., 1956, in-8°, xi-325 p.

Bibliographie critique. Les chapitres II et III concernent la propagande politique et la guerre psychologique, pp. 50-108.

BIOGRAPHIE, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Arct (Bohdan). — *Niebo w ogniu* [*Le ciel en feu*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1957, in-8°, 403 p., couv. ill., errata.

Souvenirs d'un aviateur polonais depuis la bataille d'Angleterre jusqu'au camp de prisonniers de guerre, en passant par l'Afrique et la Hollande.

Artieri (Giovanni). — Colloqui con Umberto di Savoia. Luogotenenza, Regno, esilio : dramma di due anni, *Tempo* (Milano), 6, 13, 21, 30 mars, 8, 15 avril 1958 *(à suivre)*.

Besgen (Achim). — Felix Kersten. Leibarzt Himmlers. Helfer der Menschheit, *Stimmen d. Zeit*, févr. 1958, pp. 367-379.

*Coit (Margaret L.). — *Mr. Baruch*, N.Y., Houghton Mifflin, 1957, in-8°, 750 p.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

Biographie du businessman qui joua un rôle important comme conseiller politique dans les gouvernements Wilson, Roosevelt et Truman.

Eschenburg (Theodor). — Adolf Hitler war kein Zufall. Deutschland vor der « Machtergreifung » der N.S.D.A.P., *D. Zeit*, 30 janv. 1958, p. 3.

*Fretter-Pico (Maximilian), Gen. d. Artillerie. — *Missbrauchte Infanterie. Deutsche Infanteriedivisionen im osteuropäischen Grossraum 1941-1944, Erlebnisskizzen, Erfahrungen und Erkenntnisse*, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen Bernard u. Graefe, 1957, in-8°, 148 p.

Mémoires d'un commandant de division pendant la campagne de Russie.

*Funder (Friedrich). — *Als Österreich den Sturm bestand. Aus der ersten in die zweite Republik*, Wien, Verl. Herold, 1957, in-8°, 168 p.

Mémoires du publiciste catholique.

*Kennedy (Major-General Sir John). — *The Business of war. The war narrative of Major-General Sir John Kennedy...*, edited with a preface by Bernard Fergusson, London, Hutchinson, 1957, in-8°, xix-371 p., c. sur p. de garde.

L'auteur fut directeur des opérations militaires de 1940 à 43 et Adjoint au Chef de l'état-major impérial jusqu'en déc. 1944.

*Kern (Erich). — *Das goldene Feld*, München, Schild-Verl., 1957, in-8°, 320 p.

La guerre en Ukraine vue par un combattant.

*Kuwahara (Yasuo) and Allred (Gordon T.). — *Kamikazes*, N. Y., Ballantine Books, 1958, in-8°, 187 p.

Souvenirs d'un pilote japonais sur la guerre du Pacifique.

M. D. [Michel Dacier]. — A propos du livre du général Schmitt, *Écrits de Paris*, mars 1958, pp. 122-126.

Suite de la polémique : témoignages de Xavier de Bourbon-Parme et de l'ex-vice-amiral d'Harcourt.

Mann (Thomas). — Soffrendo per la Germania. Fogli di diario degli anni 1933 e 1934, *Ponte*, mars 1958, pp. 374-390.

Extraits inédits du *Journal* de l'écrivain allemand.

*Romersa (Luigi). — *La Vita di Amedeo di Savoia il Duca di Ferro*, Tempo (Milano), 14 nov. 1957 au 8 févr. 1958 *(à suivre)*.

Voir dans le numéro du 8 févr. 1958 l'analyse d'un rapport secret du duc d'Aoste à Badoglio (31 oct. 1940) sur la situation catastrophique dans laquelle l'impréparation militaire a mis l'*Impero*.

*Rowecki (Stefan) [Grot]. — *Aspomnienia i notatki, czerwiec-wrzesien 19-39* [*Souvenirs et notes de juin à septembre 1939, édités avec notes de Josef Szyrmer*, Warszawa « Czytelnik », 1957, in-16, 127 p., carte h.-t., portr., front.

Souvenirs de guerre du commandant de la brigade « Warszawa ».

Schuster (Karlgeorg). — Die Lebenserinnerungen des Gross-admirals Dr. h. c. Erich Raeder. Eine Betrachtung zum 2. Band des Buches « Mein Leben », *Marine Rundsch.*, déc. 1957, pp. 225-235.

Sencourt (Robert). — What we owe Lord Halifax, *Quart. Rev.*, janv. 1958, pp. 22-32.

Critique de ses Mémoires : *Fulness of years*.

*Wöss (Fritz). — *Hunde wollt ihr ewig leben*, Wien, Holzwarth u. Berger, 1958, in-8°, 595 p.

L'auteur prit part aux combats de Stalingrad en qualité d'officier de liaison.

*Ziehm (Ernst). — *Aus meines politischen Arbeit in Danzig 1914-1939*, Marburg-Lahn, E. Bahr, 1956, in-8°, vii-200 p., portr. (Wissenschaftliche Beiträge z. Geschichte u. Landeskunde Ost-Mitteleuropas, Nr. 25.)

Mémoires du dernier président du sénat de Danzig.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Benditer (J.). — Anschlussul si unele consecinte ale lui asupra politicii externe a Romîniei [L'Anchluss et quelques-unes de ses conséquences sur la politique extérieure roumaine], *Studii si cercetari stiint. Istorie* (Bucarest), 1956, II, pp. 135-156.

*Cattell (David Tredwell). — *Soviet diplomacy and the Spanish civil War*, Berkeley, Cal., Univ. of Cal. Press, 1957, in-8°, 214 p.

(Univ. of Cal. publ. in intern. relations, V, 5.)

Conversations d'état-major polono-britanniques. Procès-verbal des réunions du 23 au 30 mai 1939 (Forces terrestres, aériennes et maritimes), Annexes, *Bellona*, nos 3-4, juil.-déc. 1957, pp. 25-27.

Ces documents secrets inédits proviennent du 3e bureau de l'état-major polonais. La réunion s'était tenue à Varsovie.

**Documents on German Foreign Policy 1918-1945.* Séries C *(1933-1937). The Third Reich : First Phase.* Vol. I : *January 30-October 14, 1933*, London, H.M.S.O., 1957, in-8°, XI-962 p.

**The Eve of war, 1939*, edited by Arnold Toynbee and Veronica M. Toynbee, issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs, London, Oxford University Press, 1958, in-8°, XVI-744 p., c. h.-t.

(Survey of International Affairs 1939-1946.)

Fomin (V.). — Podgotovka nemecko fasistskoj agresii protiv Jugoslavii (1937-41) [La préparation de l'agression allemande contre la Yougoslavie en 1937-41], *Vopr. Ist.*, n° 6, juin 1957, pp. 28-49.

*Freund (Gerald). — *Unholy alliance. Russian-German relations from the Treaty of Brest-Litovsk to the Treaty of Berlin*, Introd. by J. W. Wheeler-Bennett, N.Y., Harcourt, 1957, in-8°, 302 p.

Milanović (Vladimir). — O ponudi garantija Jugoslaviji marta 1939. [Une offre de garanties à la Yougoslavie en mars 1939], *Srpska borba* (Chicago), 12 oct. 1957.

Garanties politiques proposées à la Yougoslavie par le Gouvernement anglais, mars 1939.

*Schroeder (Paul W.). — *The Axis Alliance and Japanese-American relations 1941.* Ithaca, N.Y., Cornell Univ. Press, 1958, in-8°, IX-247 p.

La situation diplomatique qui aboutit à Pearl Harbor.

Sevost'Janov (G.). — Voennoe i diplomaticeskoe porazenie Japonii v period sobytij u reki Khalkin-Gol. [La défaite militaire et diplomatique du Japon au moment des événements dans la région de la rivière Khalkine-Gol], *Vop. ist.*, n° 8, août 1957, pp. 63-84.

Agression japonaise contre la Mongolie extérieure en mai-août 1939 et son échec grâce à l'aide apportée à la Mongolie par l'armée soviétique.

Smirnova (N.). — Iz istorii Ital'janskoi agressii v Albanii [Contribution à l'histoire de l'agression italienne en Albanie], *Nov. i. Novej Ist.*, n° 3, 1957, pp. 133-146.

1938-1958. Dokumente zur Annexion, *Weg. u. Ziel*, mars 1958, pp. 214-219.

Documents relatifs à l'Anschluss.

*Woodword (Sir Ernest Llewellyn) and Butler (Rohan d'Olier), eds. — *Documents on British Foreign policy 1919-1939. Second series, vol. 6, 1933-34*, N.Y., British Inform. Services, 1957, in-8°, 1081 p.

Doc. du Foreign Office se rapportant, entre autres questions, à la Conférence du désarmement en 1933 et à la correspondance avec les États-Unis relative aux dettes de guerre (1934).

Wrzesniowy kryzys czechosowacki 1938 r.w. raportach ambasadora Edwarda Raczynskiego [La crise tchécoslovaque de septembre 1938 d'après les rapports de l'ambassadeur polonais Edward Raczyński], *Spr. Miedzy*, n° 1, janv. 1958, pp. 82-91.

Documents inédits du 23 sept. au 7 oct. 1938, datés de Londres, avec introduction et notes de Jozef Chudek.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Bieringer, Generalmajor. — Die Heeresversorgung im 2. Weltkrieg, *Deutsche Soldat*, janv. 1958, pp. 13-15.

Conquet (Alfred). — A propos de la thèse : nous pouvions vaincre en 1940, *Écrits de Paris*, mars 1958, pp. 55-66 *(à suivre)*.

Fioravanzo (Giuseppe). — Die Kriegführung der Achse im Mittelmeer, *Marine Rundsch.*, févr. 1958, pp. 17-25.

Goutard (A.). — Janvier 1940 : un avion tombe avec les plans secrets allemands d'offensive à travers la Belgique, *Figaro littéraire*, 8 et 15 mars 1958, pp. 1 et 7, phot.

L'incident de Melchen, 10 janv. 1940, et ses incidences sur le plan stratégique allemand.

Hoth (Hermann). — Mansteins Operationsplan für den Westfeldzug 1940 und die Aufmarschanweisungen des O.K.H. vom 27-2-1940, *Wehrkunde*, mars 1958, pp. 127-131.

LYET (P.), col. — A propos de deux livres récents : Comment s'est joué notre destin, du général Koeltz, et Fall Gelb, de H. A. Jacobsen, *R. Hist. armée*, janv. 1958, pp. 169-183.

OHMAE (Toshikazu). — Die strategischen Konzeptionen der japanischen Marine im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, oct. 1957, pp. 179-204.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

ARONSON (Arthur A.). — The *Burza* was a destroyer, *U.S. Nav. Inst. proceedings*, janv. 1958, pp. 18-30, phot.

Échappé de Gdynia le 30 août 1939, le croiseur polonais *Burza* a été escorteur de convois pendant toute la 2e guerre mondiale.

*JUNGK (Robert). — *Plus clair que mille soleils*, trad. fr., Paris, Arthaud, 1958, in-8°, 320 p.

Les savants atomistes et la bombe nucléaire.

*KEMP (Lieut-Commander P.K.). — *Victory at sea*, Written with the approval of the Admiralty... With a foreword by Admiral of the Fleet Viscount Cunningham of Hyndhope..., London, Muller, 1957, in-8°, 383 p., pl. h.-t.

Histoire des opérations navales au cours de la deuxième guerre mondiale.

*LUSAR (Rudolf). — *Die deutschen Waffen und Geheimwaffen des 2. Weltkrieges und ihre Weiterentwicklung*, 2, stark uberarb. Wid erw. Aufl. München, J. F. Lehmann [1957], in-8°, 239 p., ill.

*MEISTER (Jürg). — *Der Seekrieg in den osteuropäischen Gewässern 1941-45*, München, J. F. Lehmann, 1957, in-8°, 364 p., c.

MORDAL (Jacques). — Die französische Marine im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, déc. 1957, pp. 235-252.

ROHWER (Jürgen). — Die erfolgreichsten U-Bootkommandanten des Zweiten Weltkrieges, *Marine Rundsch.*, oct. 1957, pp. 208-210.

Tableau.

ROHWER (Jürgen). — U-Booterfolge gegen grosse Kriegsschiffe im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, août 1957, pp. 157-159.
Tableau.

*RUGE (Vice Adm. Friedrich). — *Der Seekrieg : the German's Navy's story, 1939-1945*, transl. by comm. M. G. SAUNDERS, Annapolis, U.S. Naval Institute, 1957, in-8°, 458 p., ill., cartes, diagr.

SCHABINSKY (Wladimir). — Wie ich Hitlers Geheimwaffe fand, *Wellwoche*, 28 févr. 1958, p. 3.

Récit d'un officier de l'Armée rouge qui découvrit l'usine des V2 à Dora près de Nordhausen.

*SMITH (Constance Babington). — *Evidence in camera. The story of photographic intelligence in world war II...*, With a foreword by MARSHAL, London, Chatto and Windus, 1958, in-8°, 256 p., pl. h.-t.

L'utilisation des renseignements fournis par la photographie aérienne.

*WATSON-WATT (Sir Robert). — *Three steps to victory. A personal account by radar's greatest pioneer*, London, Odhams 1958, in-8°, 480 p., pl. h.-t.

HISTORIQUES D'UNITÉS

**Baden-Württembergische Divisionen im 2. Weltkrieg*, zusammengestellt von Rudolf WICH, Karlsruhe, G. Braun, 1957, in-8°, 80 p., ill.

BERGERHOFF (Hans). — Der Pionier-Stosstrupp im 2. Weltkrieg und heute, *Wehrkunde*, janv. 1958, pp. 14-21.

*CUNLIFFE (Marcus). — *History of the Royal Warwickshire Regiment 1919-1955*, with a foreword by Field-Marshall the Viscount Montgomery of Alamein..., London, Clowes, 1956, in-8°, IX-200 p., c. h.-t. et dans le texte, pl. h.-t.

France-Belgique 1939-40. Normandie et Allemagne 1944-45. Inde et Birmanie 1939-45.

*DANIELL (David Scott). — *History of the East Surrey Regiment, vol.* IV : *1920-1952...*, with a foreword by Brigadier G. R. P. ROUPELL, London, Benn, 1957, in-8°, 283 p., pl. h.-t., c. sur p. de garde.

Rébellion irlandaise 1920. Bataille de France 1940. Afrique du Nord. Italie, Italie et Grèce.

DETTMER (Friedrich), Hauptm. u. Regimt. Adjt. — Vom Don-Bogen nach Stalingrad. Die Kämpfe des Grenadier-Regiments 131, *Deutsche Soldat*, avr. 1958, pp. 110-113, c.

*DEVILLIERS (Daniel). — *L'élendard évadé. L'épopée du 2e Dragons (1940-1945)*, Paris, Berger-Levrault, 1957, in-16, 152 p., pl. h.-t.

Le Groupe de chasse « Alsace », *Forces aér. fr.*, févr. 1958, pp. 219-237.

*Hampshire (A. Cecil). — *Lilliput fleet. The story of the Royal Naval Patrol Service* (Foreword by Admiral Sir Charles E. Lambe...), London, Kimber, 1957, in-8°, 204 p., pl. h.-t.

Harvey (Peter). — *Ultimatum*, The story of a submarine, *J. of the R. Un. Service Inst.*, août 1957, pp. 388-395.
En 1943, en Méditerranée.

*Lohse (Gerhart). — *Geschichte der Rheinisch-Westfälischen 126. Div. 1940-1945*, Bad Nauheim, Podzum-Verl., 1957, in-8°, 223 p.

*Schaub (Oskar). — *Aus der Geschichte Panzer-Grenadier-Regiment 12.* Hrg. v. d. Vorstand des Traditionsverbandes Pz. Gr. Rgt. 12. Bergisch Gladbach, Lochermühle I, Selbstverl., 1957, in-8°, 291 p., c. ill.

Wagner (Richard). — Ein Regiment hoher Hausnummer. Infanterie-Regiment 476 von der Mobilmachung bis zur Frontbewährung, *Deutsche Soldat*, janv. 1958, pp. 10-13, ill.

OPÉRATIONS

Ashworth (Frederick L.). — Dropping the atomic bomb on Nagasaki, *U.S. Nav. Inst. proceedings*, janv. 1958, pp. 12-17, phot.

Témoignage d'un officier aviateur américain qui participa au lancement de la bombe sur Nagasaki.

Büchner (Alex). — Die Abwehrschlacht vor Murmansk im Frühjahr 1942, *Stahlhelm*, mai 1957, pp. 5-7, c.

Büchner (A.). — Dieppe — das erste Invasionsunternehmen, *Stahlhelm*, août 1957, p. 8, c.

*Büchner (Alex). — *Kampf im Gebirge.* Mit einem Geleitw. von Gen. d. Geb.-Truppen a. D. Hubert Lanz u. einem Beitrag von Gen. d. Geb.-Tr. a. D. Rudolf Conrad. München, Schild-Verl., 1957, in-8°, 250, c., ill.

D'après les expériences de la 2e guerre mondiale.

Büchner (Alex). — Das Unternehmen Debar. Mot.-mech. Kampfgruppe im Gebirge, *Deutsche Soldat*, mars 1958, pp. 84-86, c.

Opérations de la 9e Panzer Div. dans la vallée du Vardar (avril 1941).

Büttner (Kurt). — Der Kampf um die Oderfestung Glogau, *Stahlhelm*, avr. 1957, pp. 4-6.

Bozovic (Andrija), Babac (P.). — Splitska operacija [L'opération de Split], *Vojni istor. glas* (Belgrade), n° 3, juin 1957, pp. 46-72.

Cailloux (R.), col. — 1939-1940 : la guerre en France et dans les Flandres, vue par les Anglais, *R. Hist. armée*, janv. 1958, pp. 157-168.

Sur l'ouvrage de F. M. Ellis, *The War in France and Flanders.*

Charkow, der letzte grosse Sieg im Osten. SS-Panzerkorps in der Schlacht zwischen Donez und Dnjepr, *Wiking-Ruf*, mars 1958, pp. 4-8, ill.

Chihaya (Masataka). — Mysterious withdrawal from Kiska, *U.S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1958, pp. 31-47, phot., carte.

L'évacuation « parfaite » de Kiska (Aléoutiennes) par les Japonais en mai 1943.

Detloff von Kalben (Heinrich), Oberst. — In der Kesselschlacht südwestlich Rshew, *Stahlhelm*, juil. 1957, pp. 7-9, c.

Djonlagic (A.), Lekovic (M.). — Druge etapa Druge neprijateljske ofanzive [La seconde étape de la deuxième offensive ennemie], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1957, pp. 29-68.

Combats en Bosnie du 29 janv. au 10 févr. 1942.

Fioravanzo (G.). — Leggendo « La Sorpresa di Matapan » dell'ammiraglio Angelo Iachino, *Riv. maritt.*, nov. 1957, pp. 225-236.

Grant (Lieut-Col. I. H. Lyall). — The German airborne attack on Belgium in May, 1940, *J. of the R. Un. Service Inst.*, févr. 1958, pp. 94-102.

*Hechler (Ken). — *The Bridge at Remagen*, Forew. by Brig. gen. S. L. A. Marshall, N.Y., Ballantine Bks, 1957, in-8°, 250 p., ill.

La prise du pont sur le Rhin le 7 mars 1945.

Huan (Claude). — Le raid du croiseur « Scheer » au nord de la Sibérie, *R. mar.*, févr. 1958, pp. 157-178, cartes, ill.

Opérations du croiseur *Scheer* dans la mer de Kara, 16 au 30 août 1942 et des sous-marins U-251, U-255 et U-601.

Iachino (A.). — Lettere al Direttore, *Riv. marittima*, déc. 1957, pp. 256-259.

Mise au point de l'ex-amiral Iachino concernant la « surprise du cap Matapan ».

Irtjuga (M. V.). — Sovetskaja aviacija v Berlinskoj operacii (apr. 1945) [L'aviation soviétique dans la bataille de Berlin (avril 1945)], *Vestnik vozd. flota*, 1957, n° 10, pp. 37-42.

*Kirby (Major-General S. Woodburn), and others. — *The War against Japan. Vol. I. The loss of Singapore...*, London, H.M.S.O., 1957, in-8°, xxiii-568, pl. et c. h.-t.

(History of the Second World War. United Kingdom Military Series. Edited by J. R. M. Butler.)

Kirk (Admiral Alan G.). — The Invasion of France and Germany 1944-1945, *U. S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1958, pp. 113-114, phot.

D'après le vol. XI de *History of U.S. Naval Operations in World War II* by Samuel Eliot Morison.

Knezevic (Mladen). — Omladine Beograda na sremskom frontu [La jeunesse de Belgrade sur le front de Srem], *Iskra* (Munich), 15 oct. 1957.

Les combats de Srem (Serbie) en 1944.

Kostic (Uros). — Operacije « Kugelblic » i « Snesturm » [Les opérations « Kugelblitz » et « Schnee-sturm »], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1957, pp. 66-98.

Les tentatives militaires allemandes pour empêcher la percée de l'Armée de Libération nationale en Serbie, fin 1944.

Lanes, cap. de frég. — Rabaul et Malte, *R. Déf. nat.*, nov. 1957, pp. 1741-1752.

*Lord (Walter). — *Pearl Harbour*, trad. par B. Ullmann, Paris, Laffont 1958, in-8°, 224 p.

McCandlers (rear. adm. Bruce). — The Battle of the Pips, *U.S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1958, pp. 49-56, phot.

La reconquête des Aléoutiennes par la marine américaine (été 1943).

Molenaar (F. J.). — Le bombardement de l'aéroport de Schiphol, le 10 mai 1940, *R. intern. hist. milit.*, 1957, pp. 410-423. Près d'Amsterdam.

*Möllenkamp (Werner). — *Die letzte Nacht muss man wachen*, Stuttgart Mittler u. Sohn, 1957, in-8°.

La dernière phase de la guerre en Prusse orientale d'après les mémoires d'un commandant de compagnie.

Morison (Samuel Eliot). — Elba interlude, June 1944, *Military Aff.*, hiver 1957, pp. 182-187.

Opération *Brassard*. Débarquement à l'île d'Elbe, 16-20 juin 1944.

« Musketeer ». — The Campaign in North-West Europe, *J. of the R. United Service Inst.*, mai et août 1957, pp. 197-210 et 339-353, févr. 1958, pp. 72-81.

I. Juin-septembre 1944 ; II. Septembre 1944-mai 1945 ; III. Juin 1944-févr. 1945.

Nehring (Walther K.), General. — Der Feldzug in Nordafrika 1941-43. Grundsatsliche Betrachtungen, *Oase*, févr. 1958, pp. 4-5.

*Nicholson (Lieut-Col. G. W. L.). — *The Official history of the Canadian Army in the Second World War*. Vol. II : *The Canadians in Italy, 1943-1945*, Ottawa Queen's Printer, 1957.

**Official history of the Indian armed Forces in the Second World War 1939-45*, General Editor Bisheshwar Prasad..., Combined inter-services historical Section (India and Pakistan), London, Longman, in-8°, pl. et c. h.-t.

Vol. III : *Campaigns in the Western theatre. The North African campaign 1940-43*, by P. C. Bharucha, 1956, xxx-567 p.
Vol. IV : *Expansion of the armed forces and defence organisation 1939-45*, by Sri Nandan Prasad, 1956, xxxiv-546 p.

Ohmae (Toshikazu), capt. — The Battle of Savo Island, *U.S. Naval Inst. proceed.*, déc. 1957, pp. 1263-1278.

Pamietniki gen. Juliusza Rommla [Souvenirs du général Rómmel], *Tygod. Demokratyczny*, n° 37, 28-31 août 1957, portr.

Les opérations de Pologne en sept. 1939 par le chef de l'Armée « Lodz ».

*Phillips (N. C.). — *Italy. Vol. I. The Sangro to Cassino*, Wellington, N.Z., War History Branch Dept of internal Affairs, 1958, in-8°, xvi-287 p., ill.

(Official history of New Zealand in the Second World War 1939-45.)

*Phillips (C. E. Lucas). — *Opération « Coque de noix »*, traduit de l'anglais par Hélène Claireau, Paris, Calmann-Levy (1957), in-8°, 284 p.

Raid région de Bordeaux, 1942.

*Pope (Dudley). — *73 North. The battel of the Barents sea...*, with a foreworp

by Admiral of the Fleet Lord Tovey, London, Weidenfeld and Nicolson, 1958, in-8°, 320 p., pl. h.-t.

Opérations contre les navires de ligne allemands qui attaquaient les convois alliés à destination de l'U.R.S.S.

Popović (Vojin). — Toplicko-jablanička operacija [L'opération dite de la Toplica-Japlanica], *Vojni istor. glas.* (Belgrade), n° 3, juin 1957, pp. 3-45.

Les combats en Serbie du 5 au 11 juillet 1944.

*Powell (Michael). — *Death in the South Atlantic. The last voyage of the « Graf Spee »*, N.Y., Ace books, 1958, in-8°, 254 p., cartes.

Recum (von), Baron. — Retreat from the Po. The last bluff in Italy, 1945, *Army Quart.*, janv. 1958, pp. 192-196.

Riemann (Horst), Major. — Flussübergang und angriffswerse Verteidigung eines Brückenkopfes an der Weichsel. Ausschnit aus dem Feldzug in Polen 1939, *Wehrkunde*, janv. 1958, pp. 21-29, c.

Robertson (Térence). — La mission secrète en sous-marin, *Historia*, janv. 1958, pp. 12-19.

Le commandant britannique Jewell raconte une des missions de son sous-marin *Séraph*, l'*Opération Terrier* en août 1943, en Méditerranée.

Roskill (Captain S. W.). — Naval operations in the Red Sea, 1940-41, *J. of the R. Un. Service Inst.*, mai 1957, pp. 211-215.

Savić (Vladimir). — Oslobodjenje Prijedora, Ljubije i naselja u donjem toku r. Sane pocetkom septembra 1944 god [La libération de Prijedor, de Ljubija et des localités de la vallée de la Sana inférieure au début de septembre 1944], *Vojni istor. glas.* (Belgrade), n° 3, juin 1957, pp. 72-80.

Senger und Etterlin (Frido von). The Bombing of Monte Cassino. Anniversary reflections by the German Commander, *Tablet*, 15 févr. 1958, pp. 150-151.

*Smyth (Brigadier Sir John). — *Before the dawn. A story of two historic retreats...*, London, Cassell, 1957, in-8°, xv-220 p., c. et pl. h.-t.

Dunkerque, 1940. Birmanie, 1942.

*Stauffer (Alvin P.). — *Quartermaster Corps : Operations in the War against Japan*, Washington, U.S. Govt. Printing Off., 1957, in-8°, 358 p.

(U.S. Army in World War II.)

*Suscenko (A.). — *Geroiceskaja oborona Moskvy. 1941 g.* [La défense héroïque de Moscou, 1941], Moskva, Gospolitizdat, 1957, 104 p.

Vasiljevic (Jovan). — Borba kod Blitvice [Le combat naval au large de Blitvica, *Vojni istor. glas* (Belgrade), n° 3, juin 1957, pp. 80-87.

Entre le navire armé yougoslave *NB 8 Kornat* et quatre canots torpilleurs allemands, le 1er juin 1944.

Višnjic (Peter). — Forsiranje Lima 14-20 marta 1944 god [Le forcement du Lim, du 14 au 20 mai 1944], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1957, pp. 98-108.

Percée en Serbie effectuée par les unités de l'Armée de Libération nationale.

Walaszczyk (Ryszard). — Szturm na Warszawe [L'assaut de Varsovie], *Tygod. Polski* (Paris), n° 3, pl. 9, phot.

Souvenirs d'un officier de la 1re Division T. Kosciuszko, le 17 janv. 1945.

Wankowicz (Melchior). — Bitwa o wygranie czasu [La bataille pour gagner du temps], *Kierunki*, n° 37, 15 sept. 1957, pp. 6-7, cartes.

Bataille des monts Borowskie, les 4-5 septembre 1939, par le chef du 3e bataillon polonais.

Zoric (Rade). — Manevar 5 Krajiske divizije iz centralne u istocnu Bosnu [Le manœuvre de la 5e division de Krajina et son passage de la Bosnie centrale à la Bosnie orientale], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 4, août 1957, pp. 2-29.

Combat en Bosnie, mai-juin 1943.

RELATIONS DIPLOMATIQUES

Brügel (J. W.). — Neues Licht auf die Politik des Dritten Reiches, *Rote R.*, oct. 1957, pp. 298-308.

D'après *Documents on German Foreign Policy, 1918*, séries D, vol. X. *The War Years*, Washington, 1957.

L'auteur analyse la politique hitlérienne à l'égard de la Suisse.

*Higgins (Trumbull). — *Winston Churchill and the second front, 1940-1943*, N.Y., Oxford, 1957, in-8°, 293 p.

Kotyk (Vaclav). — Krymskà Konference a postoj Sovetského svazy k problemu jednoty Nemecke [La conférence de Yalta et l'attitude de l'Union soviétique

à l'égard du problème de l'unité allemande], *Cs. Casopis historicky* (Prague), 1957, déc. n° 4, pp. 728-757.

MARUSKIN (B.), JAKOVLEV (N.). — Vopros o vzaimootnosenijakh SSSR i SSA v period vtoroi mirovoi voiny v amerikanskoi burzuaznoi istoriografii [Le problème des rapports soviéto-américains pendant la deuxième guerre mondiale vu par l'historiographie bourgeoise américaine], *Nov. i Novej. Ost.*, n° 3, 1957, pp. 147-167.

ROUGIER (Louis). — De la démonstration par l'absurde en Histoire à propos d'un livre du général Schmitt, *Écrits de Paris*, janv. 1958, pp. 15-40.

Réponse au livre du gén. SCHMITT, *Les accords secrets franco-britanniques de nov.-déc. 1940. Histoire ou mystification ?*

SEVOTJANOV (G.). — K voprosu o zaljucenii troinstvennogo pakta v sentiabre 1940 g. [Au sujet de la conclusion du Pacte tripartite en sept. 1940], *Vest. Mosk. Un-ta (Ser. Ist. Filol.)*, n° 3, 1957, pp. 129-162, Allemagne-Japon-Italie.

TABORSKY (Eduard). — Benesovy moskevska Cesty [Les voyages de Benes à Moscou], *Svedectvi* (N.Y.), 1957, déc., n^{os} 3-4, pp. 193-214.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

FREUND (Michael). — Das Märchen vom Dr. Sorge, *Gegenwart*, 11 janv. 1958, pp. 11-15.

Le cas de l'espion allemand Sorge.

LEVERKUEHN (Paul). — Les Services de renseignements allemands durant la dernière guerre, *R. milit. suisse*, janv. 1958, pp. 1-12.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

ELSNER (Z.). — W sprawie konspiracji w obozach jencow w Niemczech [Au sujet des conspirations dans les camps de prisonniers en Allemagne], *Bellona* (Londres), n^{os} 3-4, juil.-déc. 1957, pp. 60-62.

Critique de l'art. de J. MOSCZENSKI, par le 1er officier en rapport, au camp de Dossel, avec les membres de l'Armée intérieure polonaise (AK).

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

BARTOSZEWSKI (Władysław). — Wawer-27, XII. 1939 r., *Stolica*, n° 2, 12 janv. 1958, pp. 18-19, ill.

Les 114 exécutés de l'organisation de sabotage « Wawer ».

BRENER (L.). — O pracy przymusowej ludnosci zydowskiej w Czestochowie w okresie okupacji hitlerowskiej [Le travail forcé de la population juive de Czestochowa durant l'occupation hitlérienne], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 22, avr.-juin 1957, pp. 45-60, résumé en angl., p. 113.

Extr. de l'ouvrage paru en 1950 en yiddish sous le titre de *Martyre, lutte et extermination des Juifs de Czestochowa*. L'auteur fit partie des camps locaux de travail forcé « Hasag ».

*LENGYEL (Mrs. Olga). — *I survive Hitler's ovens. The story of Auschwitz*, N.Y., Avon, 1958, in-8°, 189 p., ill.

*SEHN (Jan). — *Le camp de concentration d'Oswiecim-Birkenau (Auschwitz-Birkenau)... d'après des documents et des sources officiels*, Warszawa, Wydawnictwo Prawnicze, 1957, in-8°, 172 p., pl. fac-sim., carte h.-t.

(Commission générale d'Enquête sur les Crimes hitlériens en Pologne.)

Trad. de la 3^{e} éd. revue de l'ouvrage, préfacé par J. GUMKOWSKI, président de la Com. d'Enquête. Les camps, les expériences « médicales », carte des camps (Reich et pays occupés), suivant les données fournies par R. Höss.

**Zlodejanija gitlerovcev v Pribaltike. Sbornik materialov* [*Les crimes hitlériens dans les pays baltes. Recueil de documents*], Vilnus, Gospolitnaucizdat, 1957, 112 p.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

BROSZAT (Martin). — Die völkische Ideologie und der Nationalsozialismus, *D. Rundschau*, janv. 1958, pp. 53-69.

DORN (Walter L.). — The Debate over American occupation policy in Germany in 1944-45, *Polit. Sc. quart.*, déc. 1957, pp. 481-501.

Les origines et le contenu de la *Joint Chiefs of Staff Directive (J.C.S. 1067)*, et les débats qu'elle a soulevés.

DORN (Walter L.). — Die Debatte über die Amerikanische Besatzungspolitik für Deutschland (1944 bis 1945), *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1958, pp. 60-78.

Traduct. de l'article précédent.

GEISS (Imanuel). — Die deutschen Wirtschaftsführer und Hitlers Machtergreifung, *Vorwärts*, 6 sept. 1957, p. 17.

GEMBRUCH (Werner). — Zur Gleichschaltung des bewaffneten Macht unter der Herrschaft des Nationalsozialismus, *Wehrw. Rundsch.*, févr. 1958, pp. 81-93.

**Das Gewissen entscheidet. Bereiche des deutschen Widerstandes von 1933-1945 in Lebensbildern*, hrg. von Annedore LEBER und ANDERE, Berlin-Schöneberg, Mosaik-Verl., 1957.

*GÖLLNER (Hans Otto). — *Die Katastrophe des Südostdeutschtums. Das Schicksal der südostdeutschen Volksgruppen im 2. Weltkrieg*, Graz, Alpenland-Buchh., 1957, in-8°, 39 p.

*GROSSMANN (Kurt R.). — *Die unbesungenen Helden*, Berlin-Grunewald, Arani-Verl., 1957, in-8°, 392 p.
Les résistants allemands.

*KOCHAN (Lionel). — *Pogrom, 10 November 1938*, London, Deutsch, 1957, in-8°, 159 p.

Le pogrom déclenché en Allemagne à l'occasion de l'assassinat du secrétaire d'Ambassade von Rath à Paris, et ses répercussions sur la politique internationale.

*KOEHL (Robert L.). — *R.K.F.V.D. : German resettlement and population policy 1939-1945. A history of the Reich Commission for the Strengthening of Germandom*, Cambridge, Mass., Harvard, 1958, in-8°, 274 p., bibl.

(Harvard Historical monographs, vol. 31.)
Examine les tentatives allemandes pour modifier la structure ethnique de certains pays d'Europe pendant l'occupation par le regroupement des populations selon des principes raciaux.

*MAZOR (Michel). — *La phénomène nazi (Documents nazis commentés)*, Préf. de Rémy ROURE, Paris, Éd. du Centre, 1957, in-8°, 273 p.

(Centre de Documentation juive contemporaine.)

MONDINI (Luigi). — Esercito e stato nel Terzo Reich, *Nuova Antol.*, févr. 1958, pp. 215-234.

Le différend entre le Parti et la Wehrmacht. Comment Hitler l'a résolu.

*NEUFELDT (Hans Joachim), HUCK (Jürgen), TESSIN (Georg). — *Beiträge zur Geschichte der Ordnungspolizei in der nationalsozialistischen Ära*, Koblenz, Bundesarchiv, 1958.

(Schriften d. Bundesarchivs. 3.)

*SCHNABEL (Reimund). — *Macht ohne Moral. Eine Dokumentation über die S.S.*, Frankfurt a. M., Verl. Röderberg, 1957, in-8°, 580 p.

STAMATI (Constantin Graf). — Zur « Kulturpolitik » des Ostministeriums, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1958, pp. 78-86.

*VOLLMER (Bernhard). — *Volksopposition im Polizeistaat. Gestapo und Regierungsberichte 1934-1936*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst., 1957, in-8°, 399 p.

(Quellen und Darstellungen z. Zeitgeschichte. Bd. 2.)
Les rapports de la Gestapo sur l'opposition au national-socialisme du *Kreis* d'Aix-la-Chapelle durant les années 1934-1936.

BRÉSIL

HAUPT (Werner). — Brasilien im Zweiten Weltkrieg, *Marine Rundsch.*, août 1957, pp. 137-152.

ÉTATS-UNIS

KUEHL (Michael). — Die exilierte deutsche demokratische Linke in U.S.A., *Z. f. Politik*, H. 3. 1957, pp. 273-290.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

BOUCHERIE (gén. Marcel). — Les causes politiques et morales d'un désastre : 1940, *R. Déf. nationale*, mars 1958, pp. 409-416.

*DHERS (Pierre). — *Regards nouveaux sur les années quarante : comment M. Benoist-Méchin écrit l'histoire, suivi de : Le maréchal Pétain et le débarquement africain*, Paris, Flammarion, 1958, in-8°, 224 p.

**Dix ans après la chute de Hitler 1945-1955*, sous la rédaction de J. M. MACHOVER, Préf. de René CASSIN..., Paris, Éd. du Centre, 1957, in-8°, 308 p.

(Centre de Documentation juive contemporaine.)

Contient notamment un chapitre d'Henri MICHEL « L'État d'esprit en France à l'égard des événements de l'époque hitlérienne », pp. 41-68.

Ocupacion y resistencia, *Arbor*, janv. 1958, pp. 72-75.

La vie en France sous l'occupation d'après l'ouvrage de la Fondation Hoover.

Smirnov (V.). — Ekonomiceskoja politika pravitel'stva Francii vo vremja « strannoi voiny » [La politique économique du gouvernement français pendant la drôle de guerre], *Vest. Mosk. Un-ta (Ser. Ist. Filol.)*, n° 3, 1957, pp. 105-128.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Gibbon (Constantine Fitz). — *The Blitz...*, With drawings by Henry Moore, London, Wingate, 1957, in-8°, xv-272 p., pl. h.-t.

La vie à Londres pendant les grands bombardements, jusqu'au 11 mai 1941.

*Inman (P.). — *Labour in the munitions industries...*, London, H.M.S.O., 1957, in-8°, xv-461 p.

History of the Second World War. United Kingdom Civil Series. Edited by Sir Keith Hancock. War production Series. Directed by M. M. Postan).

*Parker (H. M. D.). — *Manpower. A study of war-time policy and administration*, London, H.M.S.O., 1957, in-8°, xix-535 p., tabl. h.-t.

(History of the Second World War. United Kingdom Civil Series. Edited by Sir Keith Hancock.)

*Mckee (Alexander). — *The Coal-scuttle Brigade*, Londres, Souvenir français, 1957, in-8°, 223 p., pl. h.-t.

Les convois de bateaux transportant le charbon de Newcastle à Douvres, Newhaven, Shoreham, Porsmouth et Southampton.

ITALIE

*Algardi (Zara). — *Processi ai Fascisti*, Pres. di Ferruccio Parri, Pref. di Domenico Riccardo Peretti Griva, Milano, Parenti, 1958, in-8°, XXXII, 284 p.

(« Testimonianze del tempo », vol. XXX.)

Caracciolo di Feroleto (Mario), gén. — L'Ultima vicenda della Quinta Armata, *Riv. storica ital.*, Ann. LXIX, fasc. IV, pp. 542-576.

Comment, le 9 sept. 1943, la flotte italienne put échapper aux Allemands de La Spezia, grâce à la protection de la V^e Armée qu'il commandait.

Documenti della Commissione economica del C.L.N.A.I., *Mov. di Liber. in Italia*, oct.-déc. 1957, pp. 56-69.

Documenti sulla persecuzione degli Ebrei italiani, *Mov. di Liber. in Italia*, oct.-déc. 1957, pp. 60-66.

Les rafles et internements par les S.S. après le 8 sept. 1943.

Giovana (Mario). — La Ripresa partigiana in Piemonte nel 1945. L'Unificazione delle formazioni, *Mov. di Liberaz. in Italia*, oct.-déc. 1957, pp. 3-29.

Gorresio (Vittorio). — I Fascisti alla guerra, *Mondo*, 28 janv. 4, 11, 18 févr. 1958, pp. 10-11.

*Harris (C. R. S.). — *Allied military administration of Italy 1943-1945*, London, H.M.S.O., 1957, in-8°, xv-479 p., c. et organigrammes h.-t.

(History of the Second World War United Kingdom Military Series.)

Luksich-Jamini (Antonio). — La Lotta nell'Istria e a Fiume dall' 8 settembre al 15 novembre 1943, *Mov. di Liber. in Italia*, oct.-déc. 1957, pp. 30-47.

Les morts et les disparus de la seconde guerre mondiale. Les pertes humaines subies par l'Italie de 1940 à 1945, *Doc. Vie ital.*, nov. 1958, pp. 1925-1928, tabl. Morts et disparus par lieux et par appartenance.

Rizzi (Bicce). — L'Opinione pubblica nel Trentino dal 25 Luglio all' 8 settembre 1943 rispecchiata in un incarto redazionale di quel periodo, *Mov. di Liber. nazion. in Italia*, oct.-déc. 1957, pp. 48-55.

Rocca (Massimo). — Le Armi dell'Italia alla vigilia della guerra, *Abc (Roma)*, 1^er et 16 avr. 1957, pp. 14-16 et 14-16.

1° La marine de guerre ; 2° L'artillerie terrestre.

*Rossi (Ernesto). — *Il Manganello e l'Aspersorio*, Milano, Parenti, 1958, in-8°, 472 p.

(Collana « Stato e Chiesa », n° 3.)

La matraque et le goupillon. Les rapports entre le Vatican et le gouvernement fasciste.

JAPON

*Shiomi (Saburo). — *Japan's finance and taxation*, Transl. from the Japanese..., N.Y., Columbia Univ. Press, 1957, in-8°, 201 p., diagr.

*Storry (Richard). — *The Double patriots. A study of Japanese nationalism*, London, Chatto and Windus, 1957, in-8°, viii-336 p.

L'influence des ultra-nationalistes dans la politique extérieure du Japon, de sept. 1931 à déc. 1941.

POLOGNE

Bartoszewski (Władysław). — Akcja « Wienniec » [Le coup de main « guirlande »], *Tygod. Powszechny* (Cracovie), n° 40, 13 oct. 1957, p. 5, phot., carte. Action de l'Armée Intérieure (A.K.).

Iranek-Osmecki (K.), Col. — Znaczenie powstania warszawskiego [Importance du soulèvement de Varsovie], *Bellona* (Londres), n^{os} 3-4, juill.-déc. 1957, pp. 11-19.

Kawałkowski (A.). — W sprawie organizacji PSZ we Francji 1939-40 [A propos de l'organisation des Forces combattantes polonaises en France], *Bellona* (Londres), n^{os} 3-4, juill.-déc. 1957, pp. 57-58.

Remarques de l'ancien consul général à Lille et du Conseil de l'Émigration sur l'art. de *Bellona*, 1957, n° 2.

**Krakow w latach okupacji 1939-1945. Studia i materiały*. Krakow, Towarzystwo Miłosnikow Historii i Zabytkow Krakowa, 1949-1957, in-4°, 255 p. tabl.

(Rocznik Krakowski, t. 31.)

Cracovie durant l'occupation 1939-1945. Études et documents sur l'enseignement par J. Waga, J. Dabrowski, H. Barycz, Piwarski, l'administration municipale par J. Grabowski, les pertes humaines et les dévastations d'œuvres d'art, les Juifs, par D. Agatstein-Dormontowa, les atrocités hitlériennes et la Gestapo, par K. Pieradzka.

Kozicki (Stefan). — Partyzancka prawda [La vérité des partisans], *Nowa Kultura*, n° 43, 27 oct. 1957, pp. 1 et 7.

L'armée populaire (A.L.) en 1942-43 et 1944 à Rad. Rapports avec l'Armée Intérieure (A.K.).

Lewin (A.). — Dziennik z Getta Warszawskiego [Journal du ghetto de Varsovie], *Biul. Zyd. Inst. Histor.*, n° 22, avr.-juin 1957, pp. 85-107, résumé en angl., p. 114.

Cette trad. des archives du ghetto par A. Rutkowski concerne la période du 14 août au 5 oct. 1942. Pour la période précédente, voir les n^{os} 19-20, 21.

Łunkiewicz (J.), Col. — Naczelne władze Polskich Sił Zbrojnych na obczyznie w latach 1939-1945 [Les autorités suprêmes des Forces combattantes polonaises à l'étranger de 1939 à 1945], *Bellona* (Londres), n° 2, avr.-juin 1957, pp. 42-56.

En France, en Grande-Bretagne.

Łunkiewicz (J.), Col. — Naczelne władze polskich sił zbrojnych w 1939-46 [Principales autorités des forces combattantes polonaises de 1939 à 1946, fin], *Bellona* (Londres), n^{os} 3-4, juill.-déc. 1957, pp. 3-11.

Tableaux du ministère de la Défense nationale à Londres en 1944, des attachés militaires à l'étranger.

Maurach (Bruno). — Die polnische Untergrundbewegung 1939-1945, *Wehrkunde*, oct. 1957, pp. 550-559, c.

Bibliographie.

Miedziński (Bogusław). — Wódz Naczelny a Powstanie Warszawskie [Le Commandement suprême et le soulèvement de Varsovie], *Dz. Polski* (Londres), n° 251, 21 oct. 1957, p. 3.

Le général Sosnkowski n'aurait pas pleine responsabilité.

Najnowsze dzieje Polski. Materiały i studia [Histoire contemporaine de la Pologne. Documents et études], *Warszawa, Panstwowe Wydawnictwo Naukowe*, 1957, in-8°, 371 p.

(Polska Akademia Nauk. Instytut Historii. Komisja Koordynacji badan nad dziejami II wojny swiatowej.)

Ce premier tome comporte des documents sur l'insurrection de Varsovie, sur l'extermination culturelle du peuple polonais, des témoignages sur le groupe « Czersk », l'attentat sur Burcki le détachement paysan « Oski », etc., des critiques sur l'éd. des *Lettres de Russie*, du général Sikorski, le *Journal* de Hans Frank.

*Pospieszalski (Karol Marian). — *Hitlerowskie « prawo » okupacyjne w Polsce*. Czesc II : *Generalna Guvernia. Wybor dokumentow i proba syntezu* [*La « législation » d'occupation hitlérienne en Pologne*. II^{e} Partie : *Le Gouvernement général. Choix de documents, essai de synthèse*], Poznan, Instytut Zachodni, 1958, in-8°, 652 p., carte h.-t., résumés anglais.

(Documenta occupationis, VI.)

Très nombreux documents des ministères et bureaux allemands.

*Ropelewski (Andrzej). — *Wspomnienia z AK. Warszawa « Czytelnik »*, 1957, in-16°, 232 p., carte h.-t., couv. ill.

Souvenirs de l'armée intérieure — dans la région de Kielce-Jedzrejow, Chmielnik.

[Soloview (I.)], Solowiow (I.). — Temu lat 13 [Il y a de cela 13 ans], Słowo Powszechne, n° 14, 17 janv. 1958, p. 3.

L'auteur, général soviétique, commandait la division Bachmaczewska, lors de la Libération de Varsovie.

Temkin-Bermanowa (B.). — Akcja pomocy Zydom w okresie okupacji hitlerowskiej [L'organisation d'assistance aux Juifs durant l'occupation hitlérienne] *Biul. Zyd. Inst. Historyc.*, n° 22, avr.-juin 1957, pp. 61-84, résumé en angl., pp. 113-114.

Extr. du journal tenu par l'auteur qui travaillait en relations avec le Secours juif « Zegota » (5 mai-17 sept. 1944).

Turlejska (Maris). — Bozmowy PPR z delegatura rzadu emigracyjnego w 1943 r. [Les entretiens du Parti des Travailleurs polonais avec le gouvernement émigré en 1943], *Polityka*, n° 5, 1er févr. 1958, pp. 2 et 8.

Étude dans le cadre de « la Résistance londonienne dans ses rapports avec la gauche ». Rôle d'A. Fiderkiewicz.

*Zagórski (Waclaw) [« Lech »]. — *Seventy days. A diary of the Warsaw insurrection 1944*, translated by John Welssh, London, Muller (1957), in-8°, 267 p., pl. h.-t.

*Zgineli w Walce. — *Sylwetki bojownikow AL i GL...* [*Ils moururent en luttant*]. Silhouettes de combattants de l'Armée populaire et de la Garde populaire, publiées d'après les archives du Parti ouvrier polonais unifié, par Moteranski, Krystyna Marczewska, préface de Władysław Machejek, Warszawa « Ksiazka i Wiedza », 1957, in-16°, 320 p., ill., couv. ill., errata.

U. R. S. S.

*Abišev (G.). — *Kazakhstan v Velikoj Otečestvennoj vojne Sovetskogo Sojuza (1941-1945)* [*Le Kazakhstan pendant la grande guerre nationale (1941-1945)*], Alma-Ata, 1957, 45 p.

Bambitis (P.). — Družba sovetskikh narodov-oplot nezavisimosti Latvii [L'amitié des peuples soviétiques — fondement de l'indépendance de la Lettonie], *Kom. sov. Latvii*, n° 9, sept. 1957, pp. 31-39.

L'intervention russe en Lettonie en 1939-40.

*Baranov (P. P.). — *Geroizm sovetskoj molodezy na frontakh Velikoj Otečestvennoj vojny* [*L'héroïsme de la jeunesse soviétique sur les fronts de la grande guerre nationale*], Moskva, 1957, 55 p.

*Beljaeva (V. A.). — *Trudovoj geroizm rabočikh Azerbajdzana v gody Velikoj Otečestvennoj vojny* [*Le travail héroïque des ouvriers de l'Ajerbajdzan pendant la grande guerre nationale*], Baku, AN AZSSR, 1957, 185 p.

*Bokun (Ivan). — *Soldaty vtorogo fronta* [*Les soldats du deuxième front*], Lvov, 1957, 345 p.

Les partisans en Ukraine pendant la deuxième guerre mondiale.

*Egorov (A. G.). — *Sapery v bojakh 1944 g.* [*Les sapeurs dans les combats de 1944*], Moskva, Voenizdat, 1957, 100 p.

Karasev (A. V.). — Leningrad v period blokady (1941-1943). [Leningrad pendant le siège (1941-1943)], *Istorija SSSR*, 1957, n° 2, pp. 3-32.

Kerimov (I. K.). — Patriotičeskaja pomošč trudjaščikhsja Dagestana frontu v gody Velikoj Otečestvennoj vojny [L'aide patriotique fournie au front par les travailleurs du Dagestan pendant la grande guerre nationale], *Uč. zap. Institula ist. iazyka i lit.*, 1957, II, pp. 183-198.

*Klokov (V. I.), Kulik (I. T.), Slin'ko (I.). — *Narodnaja bor'ba na Ukraine v gody Velikoj Otečestvennoj vojny* [*La lutte du peuple en Ukraine pendant la grande guerre nationale*], Kiev, AN SSSR, 1957, 220 p.

*Macijauskas (J.). — *Za sčast'e naroda* [*Pour le bonheur du peuple*], Vil'nus, Goslitzdat, 1957, 528 p.

Rôle des unités lithuaniennes dans l'armée soviétique pendant la deuxième guerre mondiale.

Maculenko (V. A.). — *Razgrom nemecko-fašistskikh vojsk na balkanskom napravlenii (aug.-sept. 1944)* [*La débâcle des armées allemandes fascistes sur la route des Balkans (août-sept. 1944)*, Moskva, Voenizdat, 1957, 116 p.

Moskatov (P.). — Belorusskij narod v bor'be za svobodnuju i sčastlivuju žizn' [La lutte du peuple biélorusse pour la vie libre et heureuse], *Kom. Belor.*, n° 9, sept. 1957, pp. 8-15.

Les partisans biélorusses pendant la guerre nationale de 1941-45.

*Petrova (T. N.). — *Trudovoj podvig trudjaščikhsja Tomska v gody Velikoj*

Otečestvennoj vojny [*Le travail héroïque de Tomsk pendant la grande guerre nationale*], Trudy Tomsk. univ., 1957, n° 136, pp. 105-115.

*Pol'skaja (A. J.). — *Patriotizm trudjaščikhsja Astrakhanskoj oblasti v gody Velikoj otečestvennoj vojny* [*Le patriotisme des travailleurs de la région d'Astrakhan pendant la grande guerre nationale*], Astrakhan, « Volga », 1957, 55 p.

Le travail des civils pour la guerre.

*Sevrjugov (S. N.). — *Tak eto bylo 1941-1945* [*Cela se passa ainsi*], Moskva, Voenizdat, 1957, 351 p.

La cavalerie soviétique dans la deuxième guerre mondiale.

*Veličko (V.). — *O velikom i večnom* [*Grandeur et immortalité*], Moskva, Voenizdat, 1957, 256 p.

L'esprit et le moral de l'armée soviétique pendant la deuxième guerre mondiale.

*Vjunenko (N. P.). — *Černomorskij flot v Velikoj Otečestvennoj vojne* [*La flotte de la mer Noire pendant la grande guerre nationale*], Moskva, Voenizdat, 1957, 368 p.

Vikhrov (V. I.). — V bitve pod Stalingradom [La bataille de Stalingrad], *Vestnik vozd. flota*, 1957, n° 10, pp. 30-35.

Rôle de l'aviation.

YOUGOSLAVIE

Knezevic (Mladen). — Omladine Beograda na sremskom frontu [La jeunesse de Belgrade sur le front de Srem], *Iskra* (Munich), 15 oct. 1957.

Les combats de Srem (Serbie), en 1944.

Terzic (Velimir). — Tri Titove direktive [Trois directives de Tito], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 961, 22 déc. 1957.

1. Concentration des troupes en Bosnie orientale 1941-1942.

2. Envoi des troupes au Monténégro et à Sandzak au début de 1943.

3. Mouvement des troupes dans la direction de Serbie en 1944.

10 avril 1958.

Le gérant : Henri Michel.

1958. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 24 856 Dépôt légal : 3-1958 IMP. N° 15 230
IMPRIMÉ EN FRANCE

LE PROBLÈME DES « MAINS LIBRES A L'EST »

A la veille de la guerre, dans une correspondance échangée les 1er, 13 et 21 juillet 1939 (1), une querelle s'éleva entre Bonnet et Ribbentrop sur le point de savoir si Bonnet avait ou n'avait pas, au cours des entretiens de Paris des 6 et 7 décembre 1938, exprimé le désintéressement de la France aux questions touchant l'Europe orientale et donné ainsi à l'Allemagne les mains libres à l'Est. Dans leurs lettres les deux ministres expriment des vues diamétralement opposées : pour Ribbentrop on était tombé d'accord « pour estimer que le respect des intérêts vitaux réciproques devait être la condition préalable et le principe de l'évolution future des bons rapports franco-allemands » et Ribbentrop aurait fait « expressément remarquer que l'Europe orientale constituait une sphère d'intérêts allemands » ; selon Bonnet, Ribbentrop aurait dit que les traités franco-polonais « ne pouvaient gêner les relations franco-allemandes ». A la vérité, aucun des deux interlocuteurs n'est absolument convaincant et il est besoin aujourd'hui de reprendre la question à la base et, pour savoir en quelle mesure une nouvelle politique française se fit jour le 6 décembre 1938, d'étudier l'ensemble des rapports franco-allemands en remontant jusqu'au Traité de Munich.

* * *

Il faut d'abord constater le fait que l'accord de Munich changea de fond en comble la situation politique de l'Europe. Au début de 1938, on vivait encore dans le système dit de *Sécurité collective* établi par la France dans les années 20. En ce temps, l'Allemagne, quoique complètement impotente du fait de son désarmement, était considérée comme l'ennemi et le gouvernement de Paris avait, tout en se réservant à l'Ouest une porte d'entrée en Allemagne sous la forme de la zone démilitarisée, signé avec la Pologne et la Tchécoslovaquie des traités d'alliance permettant d'attaquer l'Allemagne sur trois fronts. Certes, en 1938 la situation s'était quelque peu modifiée depuis 1930 : la porte à l'Ouest avait en 1936

(1) Ministère des Affaires étrangères, Documents diplomatiques, Paris, 1939, *Livre Jaune*, pp. 171, 183-5, 190-2.

été fermée, la Pologne s'était en 1934 rapprochée de l'Allemagne, mais la France restait cependant la puissance protectrice du statut de l'Est européen, l'Allemagne restait encerclée, d'autant plus qu'en 1935 le *pacte franco-soviétique* avait été signé. Ce système français de *sécurité collective* avait eu dans les années 20 et 30 pour principal effet de susciter en Allemagne un sentiment d'insécurité. Non pas que les Allemands aient craint — du moins à partir de 1925 — une attaque française, mais ils étaient moins sûrs des sentiments du Gouvernement de Varsovie. Que ferait la France en cas d'attaque polonaise sur la Prusse orientale ? Les frontières du Reich n'étaient pas garanties, si celles de la Pologne, elles, l'étaient en fait par le Traité franco-polonais. Certes, l'amitié qui, pendant la République de Weimar, s'établit entre l'Allemagne et la Russie soviétique, amitié naturelle de réprouvés, était une manière de contre-assurance. Mais l'armée soviétique ne pouvait rien contre la France. Ce sentiment d'insécurité en Allemagne a donné beau jeu aux tenants de la résurrection d'une forte armée pour faire prévaloir leur point de vue.

Le 29 septembre 1938 la situation changea. A Munich la France abandonna sa vieille et très fidèle alliée la Tchécoslovaquie et perdit ainsi tout prestige en Europe orientale. Du coup, l'Allemagne devint la puissance prépondérante à l'Est et au Sud-Est de l'Europe. Polonais, Hongrois, Roumains, Tchèques, sans parler des Slovaques, prirent le chemin de Berlin ou de Munich pour s'entendre avec Hitler. Chvalkovsky n'avait pas encore pris ses fonctions de ministre des Affaires étrangères qu'il demandait audience à Hitler (1). Le Gouvernement de Budapest priait humblement le Gouvernement allemand de considérer comme nulle et non avenue une démarche de son ministre à Berlin auprès de Weizsäcker pour protester contre l'intention des Allemands de s'installer dans le district d'Engerau (2). Les Polonais avaient-ils l'intention d'annexer Teschen ? Beck cherchait d'abord à s'assurer de « l'attitude bienveillante » de l'Allemagne (3). Enfin la Hongrie et la Tchécoslovaquie acceptaient l'arbitrage des Puissances de l'Axe pour régler leurs différends territoriaux (*Arbitrage de Vienne* du 2 novembre 1938) (4). Cet arbitrage était parfaitement contraire aux *Accords de Munich* car il aurait dû être prononcé non par les Puissances de l'*Axe* mais par les quatre signataires de l'*Accord de Munich*. Le Chargé d'affaires britannique à Berlin le fit timidement remarquer à Weizsäcker (5). Mais il n'insista pas. Du côté français il ne semble pas qu'il y ait eu l'ombre d'une protestation.

Cette prépondérance de l'Allemagne en Europe orientale et sud-orientale était un fait reconnu non seulement par les principaux inté-

(1) *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-45*, D. IV, pp. 37 et 38, n. 1.
(2) *Ibid.*, pp. 42-44.
(3) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/V, pp. 66-67.
(4) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 112-3.
(5) *Ibid.*, p. 101.

ressés : Polonais, Hongrois, Tchèques (ce qui aurait été suffisant), mais encore par les dirigeants occidentaux. Bonnet déclarera à Ribbentrop le 6 décembre 1938 que « la situation depuis Munich s'était précisément à cet égard profondément modifiée (1) ». Halifax écrivait le 1er novembre 1938 à sir Eric Phipps : « Dorénavant nous devons compter avec une prépondérance allemande en Europe centrale. Soit dit en passant, j'ai toujours eu le sentiment qu'une fois que l'Allemagne aurait recouvré sa force normale, cette prépondérance était inévitable pour d'évidentes raisons géographiques et économiques (2). » Mais si l'Europe orientale était tacitement reconnue comme sphère normale d'influence de l'Allemagne, celle-ci n'en avait pas pourtant obtenu la reconnaissance formelle. Or Hitler avait l'intention d'apporter encore quelques changements au statut territorial de cette région. Il était de la plus haute importance pour lui de ne pas être gêné dans son dessein par une intervention de la France ou de la Grande-Bretagne. Ce fut donc, pendant l'hiver 1938-39, un des buts de la politique allemande à l'égard des Puissances occidentales de se faire reconnaître aussi formellement que possible les mains libres à l'Est.

Or la situation diplomatique des Puissances occidentales avait, elle aussi, été profondément modifiée par les *Accords de Munich*. Pas tellement celle de la Grande-Bretagne qui, s'étant toujours refusée à prendre des engagements à l'Est de l'Europe, n'avait pas été à Munich amenée à manquer à sa parole. La politique anglaise restait de maintenir la prépondérance franco-britannique en Europe occidentale, en Méditerranée et dans le Proche-Orient (3). Chamberlain avait signé à Munich le 30 septembre 1938 avec Hitler une déclaration assez platonique par laquelle les deux Puissances promettaient de se consulter (4). Cela ne voulait pas dire grand-chose ; mais la Grande-Bretagne pouvait se permettre d'attendre... et réarmer. Il en allait tout autrement de la France. Celle-ci avait subi l'humiliation de Munich. Son système d'alliances s'était en un jour effondré. Et, juste à ce moment-là, l'Italie se faisait menaçante : le 30 novembre, les députés italiens allaient demander à cor et à cri : « La Corse, Nice et la Tunisie. » Certes, pratiquement, les ambitions italiennes étaient plus raisonnables et se bornaient à une révision de la Convention de 1896 en ce qui concernait le statut des Italiens vivant dans la Régence. Mais le Gouvernement français ne pouvait pas accepter, car « revenir sur cette question était très grave du point de vue du statut de la Tunisie » (5). Or la France avait accepté Munich parce qu'elle se sentait incapable de faire la guerre. La situation militaire était la même

(1) *Ibid.*, pp. 411-5.
(2) *Documents on British Foreign Policy, 1919-39*, III/3, pp. 251-3.
(3) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 411-5.
(4) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/II, p. 814.
(5) *Les événements survenus en France de 1933 à 45* (Commission d'enquête), t. IX, p. 2731.

après Munich, d'autant plus qu'avec la victoire imminente de Franco, l'état-major était forcé d'envisager la défense sur trois fronts. Il convenait donc d'être prudent.

Heureusement, si on ne croyait guère qu'Hitler n'avait plus de revendications territoriales à formuler en Europe, tous les augures s'accordaient pour dire qu'il attaquerait à l'Est et non à l'Ouest. Le 20 octobre 1938, après son entrevue au Berghof avec Hitler, François-Poncet envisageait une attaque contre la Pologne, la Russie ou les Pays baltes (1). Le 29 décembre encore, sir Ogilvie Forbes considérait que si Hitler se lançait dans une aventure extérieure celle-ci prendrait la direction de l'Est (2). On ne semble pas avoir retenu l'éventualité d'une attaque contre les Pays baltes qui aurait d'ailleurs sans doute provoqué une réaction russe. Une attaque allemande contre la Pologne semblait improbable : Varsovie et Berlin semblaient entretenir les meilleurs rapports. Le Reich avait soutenu les prétentions polonaises sur Teschen, de petites rectifications de frontière avaient été effectuées à l'amiable entre les deux pays, Beck allait se rendre à Berlin. Cette croyance aux bons rapports germano-polonais est sans doute due au fait que les Polonais cachèrent soigneusement à leurs alliés français les revendications allemandes sur Dantzig présentées dès le 24 octobre 1938 par Ribbentrop à Lipski, ambassadeur de Pologne à Berlin (3). Restait la Russie. C'était là un bien gros morceau. Non pas que l'on crut beaucoup à cette époque en la force militaire russe : l'armée rouge, pensait-on, décapitée de ses chefs en 1937, n'avait que peu de valeur (4). Mais une attaque de front contre la Russie était difficile puisque l'Allemagne n'avait pas de frontière commune avec l'U.R.S.S. ; et puis, le pacte franco-soviétique jouerait. Aussi considérait-on comme infiniment plus probable une attaque indirecte : on savait qu'Hitler avait plus d'un tour dans son sac, qu'il s'était révélé un maître à susciter des troubles intérieurs chez ses voisins. On pensait que le prochain objectif allemand serait d'ériger l'Ukraine en État indépendant.

Cette croyance était fondée sur l'activité en Allemagne du mouvement nationaliste ukrainien du colonel Evhen Konovaletz et les émissions de caractère subversif de Radio-Vienne (5). Bonnet disait avoir des informations « qu'il y avait une certaine effervescence en Ukraine résultant des nombreuses exécutions récentes en Russie (6) ». Il considérait comme

(1) *Livre Jaune*, pp. 22-27.

(2) *Doc. Br. For. pol.*, III/3, p. 545.

(3) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/V, pp. 87-89. Le 20 mars 1939, Lukasiewicz déclara encore à Bonnet que « la Pologne n'avait pas de craintes, même en ce qui concernait Dantzig, du moins actuellement » : Bonnet, *La fin d'une Europe*, p. 143. Cf. aussi *Commission d'enquête*, t. IV, p. 855.

(4) Cf. l'opinion du ministre allemand des Affaires étrangères, *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/V, p. 127, n. 3 et celle du général Gauché (l'Union soviétique est militairement complètement impotente) ainsi qu'une opinion contraire de l'ambassadeur anglais à Moscou, *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 578.

(5) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/V, p. 79 et n. 3.

(6) *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 307.

« probable » l'existence de mouvements séparatistes en Ukraine. Enfin on pensait que la situation alimentaire en Allemagne était si catastrophique qu'une expansion vers l'Ukraine était pour elle une nécessité vitale (1). Les opinions variaient beaucoup sur la position que prendrait à ce sujet la Pologne. Les uns faisaient remarquer qu'une Ukraine indépendante serait un foyer d'attraction pour les cinq millions d'Ukrainiens polonais et que le Gouvernement de Varsovie ne pouvait pas voir d'un bon œil la création d'un tel État (2). D'autres, comme François-Poncet, pensaient qu'un condominium germano-polonais pourrait s'établir en Ukraine (3).

Les Puissances occidentales semblent avoir envisagé d'un œil serein la perspective d'une aventure hitlérienne en Ukraine. Pour la Grande-Bretagne, une seule ombre au tableau : étant alliée de la France, elle même alliée de la Russie, elle pouvait être entraînée dans un conflit contre l'Allemagne (4). Ce serait là une question à éclaicir avec les Français à la prochaine occasion. A Paris on tenait surtout à ne pas s'engager. La question d'Ukraine était considérée comme à l'ordre du jour et on désirait attendre et voir venir. Bonnet, interrogé le 14 décembre à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, s'en tira par une réponse de Normand « en soulignant le caractère tendancieux des informations répandues à ce sujet dans certains organes de presse » (5). Il est probable que certains milieux français auraient été satisfaits d'une attaque indirecte de l'Allemagne sur l'Ukraine. L'Ambassade d'Allemagne à Paris entendit parler de « démarches entreprises auprès du Gouvernement français et de la presse française par des milieux financiers qui auraient eu autrefois des attaches avec la Russie du Sud ». Pour ces milieux il aurait convenu « de manifester dès maintenant l'intérêt que porte la France à la question » (6). Il ne s'agit certes là que d'un on-dit. Mais un homme politique important tel que Flandin intervenait à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre pour « rassurer ceux de ses collègues qui semblaient s'émouvoir de la création éventuelle d'une République Ukrainienne détachée de l'U.R.S.S. et constituant une Puissance autonome : aucune clause des pactes franco-soviétique et franco-polonais ne prévoit, dit-il, que la France doive intervenir en pareil cas » (7). Ce qui veut dire

(1) Cf. opinion en ce sens du colonel de Vitrolles, chef du Deuxième Bureau de l'armée de l'Air, *Doc. Br. for. pol.*, III/3, pp. 583-5.

(2) Cf. *Le Temps*, 29 novembre 1938 : la question de l'Ukraine.

(3) *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 572. En fait les Allemands ont pensé à la création d'une Ukraine indépendante (cf. la note de Woermann du 7 octobre 1938 dans *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 45-7). Le 9 novembre Ribbentrop chargeait Behrend des activités de propagande occulte en Ukraine karpatique (*ibid.*, p. 123). Mais il ne paraît pas que les Allemands aient sérieusement envisagé de susciter un mouvement séparatiste en Ukraine soviétique. Au cours des entretiens Hitler-Ribbentrop-Beck des 5 et 6 janvier 1939, Hitler déclara se désintéresser de l'Ukraine (*Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/V pp. 127-34).

(4) *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 253.

(5) *Le Temps*, 16 décembre 1938.

(6) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 408.

(7) *Le Temps*, 16 décembre 1938.

que si certains commissaires étaient inquiets au sujet de l'affaire ukrainienne, ce n'était pas de voir menacée l'intégrité territoriale d'une alliée de la France, mais de voir la France engagée malgré elle dans un conflit contre l'Allemagne.

*
* *

Cette volonté de ne pas faire la guerre, volonté justifiée par la faiblesse des armements, fut la clé de voûte de toute la politique franco-anglaise pendant l'hiver 1938-39. Puisque le conflit devait avoir lieu à l'Est, il fallait essayer de ne pas y être mêlés et pour cela il fallait réviser les alliances françaises dans cette région ; il fallait aussi se rapprocher de l'Allemagne pour faire échec aux prétentions italiennes à l'égard de la France.

La Grande-Bretagne n'avait pas à réviser ses alliances orientales puisqu'elle n'en avait pas. Disons qu'elle était bien décidée à n'en point conclure ; sir Eric Phipps écrivait le 1er novembre 1938 à Halifax à propos d'une éventuelle attaque allemande à l'Est : « Il me semble que si Hitler est décidé à avancer de toutes façons, le moins nous serons consultés, le meilleur ce sera ; mais c'est peut-être là une façon trop cynique d'envisager le problème (1). »

Il est difficile d'apprécier exactement quelle extension le Gouvernement français entendait donner à la révision de ses alliances avec la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'U.R.S.S. Léon Noël parle de la volonté de Bonnet « de dénoncer purement et simplement les accords conclus par la France à l'Est » (2). Georges Bonnet nie avoir jamais eu pareille intention (3) ; en tout cas, s'il l'eut, il ne la réalisa pas. Et pourtant, à l'intérieur même de son propre parti, une telle politique était énoncée. Au Congrès radical-socialiste de Marseille, le rapporteur de politique étrangère, Aimé Berthod, se faisait le 27 octobre l'avocat de la politique du « repli impérial ». Pour lui la France, « nation occidentale, maritime, africaine, coloniale » devait mettre son Empire en valeur plutôt qu'être le « gendarme » et le « banquier » de l'Europe ; si la France, disait-il, « ne doit renoncer à aucune de ses amitiés », une « amitié n'est pas nécessairement une alliance militaire ». Il conseillait de « limiter nos engagements impératifs aux seuls points où les intérêts vitaux de notre pays sont en cause » (4). Enfin un homme de gauche tel que Léon Blum était aussi d'avis qu'une révision des alliances françaises à l'Est s'imposait (5).

Il tombait sous le sens que le Traité franco-tchécoslovaque était périmé. L'armée tchèque devant être très réduite, de quel secours pourrait-elle être à la France contre l'Allemagne ? La seule question qui se posait était d'empêcher l'Allemagne, la Hongrie ou la Pologne d'annexer tout ou partie de la Tchécoslovaquie-croupion. A Munich, et même avant,

(1) *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 621.
(2) *Commission d'enquête*, t. IV, p. 855.
(3) *Commission d'enquête*, t. IX, p. 2712.
(4) *Le Temps*, 28 octobre 1938.
(5) *Doc. br. for. pol.*, III/3, pp. 156-8.

Chamberlain et Daladier avaient promis aux Tchèques une garantie des frontières de leur pays. En fait cette promesse était restée lettre morte puisque ni la Grande-Bretagne ni la France ne s'étaient opposées à ce que la Pologne et la Hongrie annexassent une partie du territoire tchèque. L'*Arbitrage de Vienne* n'avait été mis en cause ni par Paris, ni par Londres. Cependant quand Chamberlain et Halifax vinrent à Paris le 24 novembre 1938, la question de la garantie à la Tchécoslovaquie fut discutée à fond entre les hommes d'État français et anglais. Bonnet insista pour qu'une garantie réelle fût donnée à la Tchécoslovaquie ; c'était semble-t-il pour lui une question d'honneur. On envisageait une garantie à quatre : France, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne ou U.R.S.S. Les Anglais préféraient et pensaient que les Tchèques préféreraient la garantie allemande à la garantie russe. Bonnet désirait que la garantie s'appliquât automatiquement au cas où un des signataires attenterait à l'intégrité du territoire tchèque (garantie du type de Locarno). Les Anglais s'élevèrent contre ce projet. Pour eux la garantie ne devait s'appliquer que si trois sur quatre des garants en décidaient ainsi. Comme il était probable que l'Italie ne se déclarerait jamais d'accord pour marcher contre l'Allemagne, c'était pratiquement rendre la garantie nulle, mais Halifax trouvait que « cela ne semblait pas non conforme à la lettre de la déclaration franco-anglaise ». Bonnet répliqua que c'était possible, mais que ce n'était pas du tout conforme à l'esprit de cette déclaration. Cependant les Anglais ne voulurent point démordre de leur point de vue : comme disait Halifax, « il était dangereux de créer une situation où un futur gouvernement tchèque pourrait chercher le soutien de la France et de la Grande-Bretagne pour poursuivre une politique non entièrement conforme aux désirs de l'Allemagne. Il y aurait là-dedans un certain élément de provocation à l'égard de l'Allemagne ». Dans ces conditions, il était difficile aux Français de faire varier la position des Anglais puisque, pour ces derniers tout gouvernement tchécoslovaque, présent ou futur, devait se plier à tous les désirs, justifiés ou non, de l'Allemagne. D'ailleurs les Français reconnurent que pratiquement ils n'auraient pas les forces nécessaires pour se porter au secours des Tchèques. Daladier finit par dire qu'« une garantie n'aurait aucune importance pratique, mais son importance morale serait considérable dans le Royaume-Uni aussi bien qu'en France ». Il s'agissait au fond pour les Français de sauver la face. Et il fut décidé que l'on proposerait aux Tchèques une garantie commune du type suggéré par les Anglais (1). Pratiquement la Tchécoslovaquie était abandonnée à d'éventuelles convoitises allemandes.

Les raisons qui militaient en faveur d'une révision du Traité franco-polonais étaient anciennes, nombreuses et non sans valeur. Le Traité de 1921 était très strict. Il prévoyait l'assistance militaire automatique au cas où la France ou la Pologne seraient attaquées. Ce Traité avait été

(1) *Ibid.*, pp. 300-6.

signé non seulement pour prendre l'Allemagne à revers, mais aussi pour protéger le jeune État polonais contre son voisin russe. Bien que stricte dans son principe, l'alliance était vague dans son application prévue, car aucun accord n'avait été signé entre les États-majors français et polonais pour préciser les mesures que prendrait la France au cas où la Pologne serait attaquée ou vice versa. Or, en 1938, la situation était totalement différente de celle de 1921. La Pologne n'était plus un État faible, son armée « nombreuse et bien entraînée » était considérée comme capable de résister victorieusement. Surtout la Pologne s'était rapprochée depuis 1934 de l'Allemagne et s'était appuyée sur cette dernière en octobre 1938 pour faire aboutir ses revendications à l'encontre de la Tchécoslovaquie. La France risquait de se trouver engagée dans un conflit polono-soviétique et d'avoir à choisir entre ses deux alliés. Enfin, étant donné sa faiblesse militaire, elle pouvait se trouver obligée d'abandonner son alliée polonaise, comme à Munich elle avait abandonné son alliée tchèque ; ce qui aurait été une nouvelle humiliation. Le 25 octobre 1938, Léon Noël envoya à Bonnet une lettre conseillant au ministre des Affaires étrangères « d'enlever à nos engagements leur caractère automatique et de remplacer les accords franco-polonais existant par un pacte d'amitié et de consultation ». Une telle réadaptation de l'alliance eût permis, selon Noël, « aux deux diplomaties de collaborer... en laissant, dans chaque cas particulier, toute latitude à la France, comme à la Pologne, pour apprécier si ses intérêts lui commandaient ou non de soutenir l'autre pays jusqu'au point où une intervention militaire serait susceptible de s'imposer » (1). Noël n'était d'ailleurs pas partisan d'une rupture de l'alliance, non plus semble-t-il que Bonnet. Celui-ci fit préparer par les services du *Quai d'Orsay* un nouveau projet d'alliance et entama des conversations avec Lukasiewicz. On ne sait à peu près rien de ces négociations sinon qu'elles débutèrent « à la fin de l'automne 1938 » (2). Il semble que Bonnet ait joué de la menace d'un rapprochement franco-allemand pour faire céder les Polonais, car il dit à Lukasiewicz avoir déclaré à Ribbentrop que les pactes franco-polonais et franco-russes étaient « anormaux » (3). Quoi qu'il en soit les négociations échouèrent car Beck ne voulait pas entendre parler d'un relâchement de l'alliance. Il désirait au contraire « un raffermissement de l'alliance politique et en même temps une rigueur plus grande des accords militaires » (4).

Il n'est pas possible, dans l'état actuel de la documentation de porter un jugement assuré sur les intentions du Gouvernement français à l'égard de la Russie. La seule chose certaine est que pendant l'automne 1938 la

(1) *Commission d'enquête*, t. IV, p. 855.

(2) Bonnet, *op. cit.*, p. 142.

(3) *Polnische Dokumente zur Vorgeschichte des Krieges*, Berlin, 1940, in-4°. La traduction allemande (p. 12) fait parler Bonnet de « l'absurdité » *(Sinnlosigkeit)* des pactes franco-polonais et franco-soviétique. Le texte polonais (p. 6) est « *nienormalnosc* » (étrangeté, anomalité).

(4) Bonnet, *op. cit.*, p. 142.

question de la valeur du pacte était très largement discutée. Certains journaux français en demandaient la dénonciation. Mais, comme le remarquait Phipps le 12 octobre 1938, il ne s'agissait que de journaux de droite (*Le Matin*, *Le Jour-Écho de Paris* par exemple) dont la principale préoccupation était d'attaquer les communistes sur la politique intérieure (1). D'ailleurs à la même époque le *Journal de Moscou* se demandait quelle valeur le pacte franco-soviétique pouvait encore avoir (2). Les relations franco-russes étaient polies mais froides. Bonnet et Litvinov déjeunaient ensemble à l'Ambassade d'U.R.S.S., mais profitaient du repas pour se faire mutuellement des reproches sur un ton aimable (3). Il semble que ni du côté russe ni du côté français on ait envisagé de rompre l'alliance formellement. C'est du moins l'opinion des ambassadeurs anglais à Moscou et à Paris. Halifax lui-même, bien que soucieux de ne pas voir son pays entraîné dans un conflit germano-soviétique par le truchement du pacte franco-russe, hésitait à conseiller aux Français de dénoncer ce pacte car, écrivait-il, « l'avenir est encore bien trop incertain » (4). Mais comme on l'a vu, personne n'envisageait une attaque directe de l'Allemagne contre la Russie. Comme disait Chamberlain, « c'était plus subtil que cela ». Aussi, au cours des conversations franco-anglaises de Paris du 24 novembre, le Premier Ministre demanda à Bonnet « quelle serait la position si la Russie demandait assistance à la France en se fondant sur le fait qu'un mouvement séparatiste en Ukraine était provoqué par l'Allemagne ». Bonnet répondit « que les obligations de la France à l'égard de la Russie n'entraient en vigueur que s'il y avait une attaque directe de l'Allemagne sur le territoire russe » (5). Chamberlain considéra cette réponse comme « entièrement satisfaisante ». Elle excluait en effet tout danger de voir la Grande-Bretagne engagée indirectement par la France dans un conflit à l'Est. Cette réponse indique aussi qu'au cas, attendu, où l'Allemagne provoquerait une guerre civile en U.R.S.S., la France observerait une stricte neutralité ; ce qui n'empêcherait évidemment pas l'Allemagne de fournir au mouvement séparatiste ukrainien toutes les armes nécessaires.

Ainsi donc à la fin de novembre 1938 la Grande-Bretagne et la France avaient décidé entre elles de ne pas intervenir au cas d'une liquidation de la Tchécoslovaquie ou d'une guerre par personne interposée (du type de la guerre d'Espagne) entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

* * *

Parallèlement à cette action de repli à l'Est, le Gouvernement français entreprit pendant l'automne 1938 un mouvement de rapprochement avec l'Allemagne, afin d'obtenir d'elle une renonciation formelle à une attaque

(1) *Doc. br. for. pol.*, III/3, pp. 156-8.
(2) *Ibid.*, p. 193.
(3) *Ibid.*, p. 67.
(4) *Ibid.*, p. 253.
(5) *Ibid.*, pp. 306-7.

à l'Ouest. L'intérêt pour la France d'obtenir une telle renonciation tombe sous le sens. Certes on ne croyait pas entièrement à la parole de Hitler : « Si ces engagements sont tenus, écrivait François-Poncet, le 20 octobre 1938, ils contribueront grandement à détendre l'atmosphère ; s'ils ne sont pas tenus, ils chargeront le coupable d'une responsabilité morale qui pèsera lourdement sur son action (1). » Il s'agissait donc de mettre l'Allemagne dans son tort en cas de conflit. Bonnet désirait aussi un tel rapprochement pour rétablir « le déséquilibre diplomatique provoqué par la déclaration Hitler-Chamberlain » (2). Certes, ce déséquilibre n'existait que dans l'imagination du ministre français, car il n'y avait aucun risque de voir l'Angleterre se rapprocher outre mesure de l'Allemagne et celle-ci n'attachait rigoureusement aucune importance à la déclaration (3). Les relations germano-anglaises allaient même en novembre-décembre devenir franchement mauvaises du fait de l'attitude anglaise à l'égard des pogroms anti-juifs en Allemagne. Mais enfin ce soi-disant déséquilibre a été, aux dires mêmes de Bonnet, une des raisons du rapprochement franco-allemand. Il y en avait d'autres. Par exemple, Bonnet dit à Welczeck qu' « un accord sous une forme quelconque avec l'Allemagne consoliderait également la position de Daladier et de Bonnet et favoriserait leur politique de refoulement et d'exclusion des communistes » (4).

L'intérêt pour l'Allemagne de signer une déclaration de non-agression est beaucoup moins clair. En effet il s'agissait pour elle de reconnaître formellement et volontairement une des clauses territoriales de Versailles. Hitler évidemment ne faisait que donner ce qu'il ne tenait pas, puisque l'Alsace-Lorraine n'était pas récupérable par l'Allemagne sans guerre. Mais Hitler s'était fait le champion de la lutte contre Versailles et ce n'était pas un mince succès que d'obtenir de lui la reconnaissance d'une clause du *Diktat* (5). On a supposé que l'Allemagne en acceptant de se rapprocher de la France, cherchait à détacher celle-ci de l'Angleterre. Cette opinion n'est corroborée par aucun document allemand : il ne paraît pas que Ribbentrop ait jamais songé à enfoncer un coin dans l'alliance franco-anglaise ; il savait que celle-ci, scellée par la peur, était beaucoup trop solide. En se rapprochant de la France, l'Allemagne avait un triple but : faire cesser le régime de discrimination que l'Allemagne subissait au Maroc, obtenir la reconnaissance de Franco par la France (6),

(1) *Livre Jaune*, p. 27.

(2) Bonnet, *op. cit.*, p. 40.

(3) Les Anglais craignaient aussi un rapprochement franco-allemand, mais ne le croyaient pas probable. Cf. *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 253. Sur le peu d'importance attaché par l'Allemagne à la déclaration anglo-allemande cf. *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 381 et 391-2.

(4) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 387.

(5) Même Stresemann à Locarno s'était refusé à renoncer formellement à un ancien territoire allemand. Cf. *Archives diplomatiques allemandes*, film 7319/H160160-1.

(6) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 403.

et surtout faire reconnaître l'Europe sud-orientale comme zone d'influence allemande (1). Les Français ne se faisaient d'ailleurs aucune illusion sur les intentions de l'Allemagne puisque dès le 20 octobre François-Poncet parlait de la préoccupation de Hitler « de stabiliser la paix à l'Ouest pour avoir les mains libres à l'Est » (2).

Il est bien difficile de dire qui eut le premier l'idée de la Déclaration franco-allemande car les témoignages ne concordent pas (3). Suivant Bonnet la décision de signer une telle déclaration fut prise le soir même du retour de Daladier de Munich, quand une dépêche Havas annonça la signature de la déclaration anglo-allemande (4). Le ministre français semble avoir été affolé par la nouvelle puisqu'il demanda à Corbin de courir aux nouvelles d'abord chez Halifax puis chez Chamberlain ; bien sûr il ne savait pas que les Allemands considéraient cette déclaration comme « platonique » (5). Le *Livre Jaune* n'indique pas que des instructions aient été données à François-Poncet de sonder les Allemands. Il indique cependant qu'au cours de conversations avec François-Poncet, Bonnet demanda à l'ambassadeur « de donner l'assurance que le gouvernement français réserverait l'accueil le plus sympathique aux propositions et suggestions retenues ou émises par le chancelier » (6). De toutes façons des négociations dont nous n'avons aucune trace eurent lieu puisque dès le 11 octobre on parlait déjà de « voyages ministériels » et d'une déclaration franco-allemande (7). Le 13, François-Poncet fit une démarche officielle auprès de Weizsäcker pour fixer l'objet d'un éventuel voyage de Ribbentrop à Paris. Il proposa la signature d'un pacte de non-agression, d'un accord de consultation réciproque et d'un accord monétaire. Weizsäcker se contenta de prendre note des déclarations de François-Poncet (8). Le 18, la question fut de nouveau discutée au cours de la visite d'adieu que fit François-Poncet à Hitler à Berchtesgaden. Hitler déclara « qu'il accepterait de signer un accord par lequel la France et l'Allemagne reconnaîtraient réciproquement leurs frontières et exprimeraient leur volonté de ne pas y porter atteinte ; qu'il concevrait que ce texte fût accompagné d'un engagement de consultation

(1) *Ibid.*, pp. 398-9 et 403.

(2) *Livre Jaune*, p. 26.

(3) On lit dans le *Livre Jaune* que c'est l'Allemagne qui exprima le vœu d'en prendre l'initiative (p. 26). Mais François-Poncet assura à Mackensen qu'il était « le père de l'idée » (*Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 401). Cependant Bonnet dit à Welczeck « que l'initiative ne venait pas de François-Poncet, mais uniquement de lui-même avec l'approbation du Cabinet » (*ibid.*, p. 393). Il semble bien que le projet soit d'origine française : les Allemands à l'époque se sont défendus d'être les auteurs du projet (*ibid.*, p. 388 et p. 392). Le prince de Hesse a pourtant dit à Mackensen que Goering était l'animateur du projet (*ibid.*, p. 381, note 1).

(4) *Commission d'enquête*, t. IX, p. 2651.

(5) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 391, n. 3.

(6) *Livre Jaune*, p. 22.

(7) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 381.

(8) *Ibid.*, pp. 381-2. Cf. aussi la lettre écrite le même jour par François-Poncet à Bonnet, Bonnet, *op. cit.*, pp. 23-24.

mutuelle » (1). Par contre il éluda et la question de la limitation des armements et celle de la stabilisation des monnaies. Il chargea enfin Ribbentrop de faire préparer par les services de la Wilhelmstrasse « des projets plus ou moins poussés ».

Comme ni pour la France ni pour l'Allemagne il n'était question de changer de camp et que la déclaration franco-allemande devait comporter un engagement de non-agression et de consultation, la question se posait de la compatibilité du projet avec les alliances conclues par les deux parties avec des tiers. Déjà, à Berchtesgaden, Hitler avait parlé de ces « difficultés » (2). Il songeait certainement aux engagements de l'Allemagne à l'égard de l'Italie, à ceux de la France à l'égard de la Grande-Bretagne. Il ne fallait pas tirer de conclusion trop optimiste du fait que le chancelier n'avait demandé « à aucun moment que la France renonçât à son pacte avec la Russie des Soviets ». Il est fort probable que pour lui il allait de soi que la France relâcherait plus ou moins ses liens avec l'U.R.S.S. L'Allemagne prit de grandes précautions afin de ne pas heurter son alliée italienne. Dès le 11 octobre, c'est-à-dire avant que rien de précis n'ait été dit entre Allemands et Français, Hitler envoya le prince de Hesse à Rome pour sonder Mussolini car, écrivait Weizsäcker, « le Führer ne prendra certainement pas d'initiative de ce genre si Rome n'y tient pas » (3). Sans doute à la suite de cette mission, Mussolini dans un télégramme à Ribbentrop donna son assentiment à une déclaration qui serait conçue à peu près dans les termes de la déclaration anglo-allemande du 30 septembre (4). Les Allemands préparèrent alors un texte qui fut envoyé à Paris le 5 novembre (5) et remis à Bonnet le 7 (6). Le texte proposé avait la teneur suivante :

« Déclaration.

« Le ministre des Affaires étrangères du Reich, M. Joachim von Ribbentrop, et le ministre des Affaires étrangères français, M. Georges Bonnet se sont rencontrés le ... à ... et sont convenus de ce qui suit au nom et par ordre de leurs gouvernements :

« 1° Le gouvernement allemand et le gouvernement français partagent la conviction que les relations paisibles et de bon voisinage entre l'Allemagne et la France représentent un des éléments les plus essentiels de la consolidation de la situation européenne et du maintien de la paix universelle. Les deux gouvernements mettront donc tout en œuvre pour que des relations de ce genre soient établies entre leurs pays.

« 2° Les deux gouvernements déclarent qu'aucune question de nature territoriale n'est plus pendante entre eux, et ils reconnaissent solennel-

(1) *Livre Jaune*, p. 21.
(2) *Ibid.*, p. 24.
(3) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 381.
(4) *Ibid.*, pp. 390-1.
(5) *Ibid.*, pp. 388-9.
(6) *Ibid.*, p. 390.

lement comme définitive la frontière entre leurs pays, telle qu'elle existe actuellement.

« 3° Les deux gouvernements s'engagent, sous réserve de leurs relations particulières avec d'autres puissances, à garder entre eux le contact dans toutes questions touchant leurs intérêts communs, et à se consulter si le développement futur de ces questions conduisait à des difficultés internationales.

« En foi de quoi les représentants des deux gouvernements ont signé la présente déclaration, qui entre immédiatement en vigueur.

« Fait en deux exemplaires, en langue allemande et en langue française, à ... le ... »

Mais, dès le 8 novembre, Mussolini faisait savoir que l'article 3 lui semblait aller plus loin que la déclaration anglo-allemande et renfermer « l'engagement » d'une consultation en termes généraux (1). Pour rassurer les Italiens, Ribbentrop changea « l'engagement » en « résolution » et proposa le 21 novembre aux Français un texte : « Les deux gouvernements sont résolus... (2) »

Parallèlement les Français informaient leurs alliés. Mais une distinction doit être faite entre d'une part la Grande-Bretagne, d'autre part la Pologne et l'U.R.S.S. L'ambassadeur anglais fut informé le 20 octobre c'est-à-dire quand les pourparlers franco-allemands étaient déjà ébauchés, mais quand même très tôt (3). Le 31 octobre, Bonnet disait à Phipps qu'il espérait signer un accord limité avec l'Allemagne « dans dix ou quinze jours » (4). Halifax répondit le 1er novembre « qu'il ne voyait aucun mal, bien au contraire, à des discussions directes franco-allemandes, qui pourraient assainir l'atmosphère » (5). Bonnet reçut Phipps le 3 novembre et Corbin le même jour obtint audience de Halifax (6). Ce n'est que le 7 novembre que Halifax exprima quelques inquiétudes : il ne fallait pas que la déclaration franco-allemande permît à la France de ne pas remplir à l'égard de la Belgique et du Royaume-Uni les engagements qu'elle avait contractés par le Traité de Locarno et la déclaration Delbos de décembre 1936 (7). Le 8, Phipps se rendit chez Bonnet qui lui dit ce que contenait le projet de déclaration qu'il avait reçu la veille (8). Le 9, Bonnet demanda à Welczeck qu'un changement fût apporté à ce texte et qu'il y fût parlé non de « questions touchant à leurs intérêts communs » mais de « questions intéressant les deux pays » (9). Il est impossible de savoir dans l'état actuel de la documentation publiée si la visite de

(1) *Ibid.*, pp. 390-1.
(2) *Ibid.*, p. 400.
(3) *Doc. br. for. pol.*, III/3, pp. 244-5.
(4) *Ibid.*, p. 250.
(5) *Ibid.*, p. 252.
(6) *Ibid.*, pp. 257-8.
(7) *Ibid.*, p. 260.
(8) *Ibid.*, pp. 262-3.
(9) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 393-4.

Phipps du 8 a causé la demande française de modification du texte (1). De toutes façons le texte proposé fut accepté par les Allemands, comme Bonnet accepta la correction proposée par Ribbentrop à la demande des Italiens. Halifax le 10 novembre (2) exprima sa satisfaction. L'accord anglais à la déclaration fut de nouveau donné au cours des conversations franco-anglaises du 24 novembre, au cours desquelles Bonnet lut la déclaration dont un texte français et allemand fut remis aux Anglais (3). Il ne fait donc aucun doute que la Grande-Bretagne fut amplement informée de la marche des négociations, et qu'elle approuva le texte projeté de déclaration.

Au contraire, les alliés orientaux de la France ne furent pas informés de la marche des négociations. Ce n'est que le 22 novembre, c'est-à-dire quand le texte de la déclaration avait déjà été définitivement fixé, et la veille du jour où Bonnet présenta le texte au Cabinet pour approbation, que Lukasiewicz et Souritz furent informés du projet (4). Encore les Polonais furent-ils traités avec plus d'égards que les Russes. En effet Bonnet lut le texte de la déclaration à Lukasiewicz qui se montra « très favorable » à ce projet. Il est probable qu'il communiqua la substance de la déclaration à Varsovie. En tout cas, Beck envoya, pour être remise à Bonnet, une déclaration donnant une interprétation du point de vue français sur le pacte franco-polonais (5). Nous ne savons pas ce qu'était cette interprétation ; mais l'existence d'un tel document prouve que Beck jugeait opportun, à la veille d'un rapprochement franco-allemand, de réaffirmer certains principes (nous ne savons pas lesquels) de l'alliance franco-polonaise. D'ailleurs Bonnet se déclara tout à fait d'accord avec l'interprétation de Beck. Celui-ci pouvait donc en principe être rassuré.

Par contre Bonnet ne lut pas le texte de la déclaration à Souritz. Il se contenta de « l'exposer dans ses grandes lignes », en soulignant que le texte réservait le pacte franco-soviétique. Souritz « prit acte » de ces indications et prévint son gouvernement. Dans la soirée du lendemain 23, Souritz demanda par téléphone le texte de l'accord. Bonnet refusa prétextant que « ne l'ayant communiqué à personne, il [lui] était impossible de le lui donner intégralement » (6). Ce refus est vraiment étonnant quand on pense que quelques heures plus tard, le 24 à 10 heures du matin, Bonnet non seulement lisait aux Anglais la déclaration mais leur en remettait un texte français et allemand. Le 26, Bonnet demanda à Souritz s'il avait des observations à présenter. L'ambassadeur répondit n'avoir « reçu aucune communication de son gouvernement ». Il est clair que le gouvernement soviétique se refusa à discuter un texte qu'il ignorait. Il est certain que la France n'obtint pas l'assentiment de l'U.R.S.S., comme elle avait

(1) *Ibid.*, pp. 402-3.
(2) *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 267.
(3) *Ibid.*, pp. 285-7.
(4) *Livre Jaune*, pp. 28 et 32.
(5) *Polnische Dokumente...*, p. 12.
(6) *Livre Jaune*, pp. 32-33.

obtenu celui de la Grande-Bretagne et celui de la Pologne. Il est même probable qu'elle ne chercha pas à l'obtenir.

La question des réserves réglée, bien ou mal suivant les cas, restait à savoir à quelle date la déclaration serait faite. Il paraît avoir été entendu dès le début (c'est-à-dire avant l'entrevue Hitler-François-Poncet) que ladite déclaration serait faite au cours d'une visite de Ribbentrop à Paris. Les Français considéraient qu'ainsi le ministre allemand rendrait la visite — bien involontaire — faite par Daladier à Munich. Ribbentrop ne paraît pas avoir fait la moindre objection. Il serait fastidieux de suivre dans son détail la négociation franco-allemande sur la date de la visite. Il suffit de noter que les Français étaient pressés et que les Allemands ne l'étaient pas. Bonnet aurait désiré que la visite de Ribbentrop eut lieu avant celle de Chamberlain et de Halifax (24 novembre) parce que, disait Bonnet, « l'impression pourrait être donnée que l'accord — selon le cas — avait été réalisé sous la tutelle anglaise, ou avait échoué sous la pression anglaise » (1). Pour les Allemands, au contraire, il n'était pas question d'une visite de Ribbentrop à Paris avant celle qu'y feraient les Anglais (2), parce que Mussolini s'y opposait (3), et nous avons vu que dans cette négociation les Allemands tenaient à ménager les susceptibilités italiennes. Ribbentrop accepta d'abord la semaine du 28 novembre au 3 décembre (4). Bonnet proposa le 29 novembre (5). Mais une grève générale étant prévue à Paris pour le 30, Ribbentrop refusa cette date et proposa de reporter la visite en janvier (6). Le ministre craignait « des démonstrations anti-allemandes » et préférait avant de s'engager être certain « que le gouvernement Daladier avait surmonté ses difficultés de politique intérieure ». Bonnet protesta et assura Welczeck qu'ayant « discuté à fond tous les points du programme avec le préfet de police Langeron, celui-ci avait garanti que la visite se déroulerait certainement dans le calme » (7). Rassuré ou non, Ribbentrop accepta la date du 6 décembre pour sa visite à Paris.

Ribbentrop arriva à Paris le 6 décembre au matin. La conversation principale (8) entre les deux ministres eut lieu à 15 heures au Quai d'Orsay, avant la signature de la déclaration franco-allemande. Les deux ministres s'entendirent assez vite sur le principe d'une collaboration des deux pays dans le domaine économique (9), et Ribbentrop se déclara à ce moment-là prêt à discuter d'autres problèmes si Bonnet le désirait. Alors s'engagea

(1) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 394.
(2) *Ibid.*, p. 392.
(3) *Ibid.*, pp. 390-1.
(4) *Ibid.*, p. 400.
(5) *Ibid.*, pp. 402-3.
(6) *Ibid.*, p. 405.
(7) *Ibid.*, pp. 406-7.
(8) La question du nombre de conversations qu'eurent Bonnet et Ribbentrop est controversée. Un bon exposé de cette question a été fait par M. Laffan et Mrs. Toynbee. Cf. *Survey of International Affairs, 1938*, III, p. 190, n. 2 et p. 191, n. 1.
(9) Ce fut le point de départ d'importantes négociations économiques franco allemandes. Cf. *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, documents 371, 388 à 398.

la conversation essentielle. Car les deux ministres n'avaient pas désiré se rencontrer uniquement pour décider en cinq minutes du principe d'une intensification des échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne. Ils avaient tous les deux une autre préoccupation : l'un, Bonnet, voulait obtenir de Ribbentrop qu'il freinât les ambitions italiennes en Tunisie, c'était pour lui « la partie essentielle de la conversation » (1) ; l'autre, Ribbentrop, voulait obtenir la reconnaissance formelle de la sphère d'intérêts allemands à l'Est. Alors s'engagea un dialogue étrange où chacun des deux interlocuteurs tenait à placer ce qu'il avait à dire et ne faisait que peu de cas des propos de l'autre. Qu'on en juge. Bonnet exposa la question des revendications italiennes et demanda quel était le point de vue de l'Allemagne. Ribbentrop répondit « que l'Allemagne n'était pas directement intéressée à ce problème » et « qu'il n'était pas très au courant » du problème tunisien. Puis il se lança dans une longue transition, passant du problème de la minorité italienne en Tunisie à l'idée de race en général, de cette idée à son application particulière en Tchécoslovaquie, ce qui l'amena tout naturellement à dire ce à quoi il tenait : « L'Allemagne considérait cette partie de l'Europe comme rentrant expressément dans sa sphère d'intérêts. » Il exposa ensuite « par le menu, combien il serait souhaitable... que par principe on respectât cette sphère d'intérêts de l'Allemagne ». Quant aux alliances militaires de la France avec l'Est, elles étaient de véritables survivances du traité de Versailles. A tout cela Bonnet répondit que « la situation depuis Munich s'était précisément à cet égard profondément modifiée » — ce qui n'était pas une promesse, mais la constatation d'un fait — et il revint immédiatement à son idée tunisienne et déclara que « soulever une question territoriale tunisienne signifiait la guerre ». Ribbentrop remarqua alors qu'il n'avait pas voulu établir de parallèle entre la Tchécoslovaquie et la Tunisie et déclara qu'il « n'était pas à même de prendre position » sur ce dernier problème.

Ainsi les deux Ministres étaient-ils parvenus l'un et l'autre à exposer ce qui leur tenait à cœur, mais ni l'un ni l'autre n'avait obtenu de son interlocuteur le moindre engagement. Dans la suite de l'entretien, on parla de la Grande-Bretagne, de Franco, du Maroc, de la question coloniale, du pacte franco-russe dans lequel Ribbentrop voyait un obstacle au rapprochement franco-allemand. Surtout, Bonnet souleva la question de la garantie à la Tchécoslovaquie. Ribbentrop répondit vaguement, sans refuser toutefois : il craignait (comme Chamberlain !) qu'une telle garantie n'incitât la Tchécoslovaquie à reprendre la « politique de Benès ». Mais il ne refusa pas tout de suite ; ce fut plus tard, dans la soirée, que Ribbentrop déclara tout net à Bonnet « que l'Allemagne se verrait forcée de considérer une garantie française à la Tchécoslovaquie comme une sorte d'immixtion dans [sa] sphère d'intérêts » (2).

(1) Cf. Bonnet, *op. cit.*, p. 37.
(2) *Livre Jaune*, pp. 36-38 et *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 411-5.

M. Bussmann, dans la communication qu'il fit en 1953 à l'Académie de Göttingen (1) considère que cette conversation mena à des malentendus parce que les deux Ministres ne considéraient pas la déclaration franco-allemande de la même façon : pour Bonnet la déclaration aurait été une fin, tandis que pour Ribbentrop elle aurait été un point de départ. Cela est peut-être en partie vrai. Mais en partie seulement parce qu'il n'y a aucune raison de mettre en doute le désir de Ribbentrop de se rapprocher de la France (ne serait-ce que pour des raisons de tactique) puisqu'il avait travaillé à ce rapprochement bien avant d'être Ministre des Affaires étrangères du Reich. D'autre part il est certain que Bonnet espérait que le rapprochement franco-allemand amènerait l'Allemagne à faire pression sur l'Italie pour que celle-ci mette « en veilleuse » ses revendications en Tunisie et ailleurs. Il semble plutôt que cette conversation mena à des malentendus parce que l'un et l'autre des deux Ministres tenaient d'une part à affirmer leur position sur la question qui leur tenait à cœur, d'autre part à ne pas s'engager sur la question qui intéressait l'autre. Bonnet parvint à dire que toute revendication italienne sur la Tunisie signifierait la guerre ; Ribbentrop ne releva pas le gant, n'essaya pas de soutenir l'Italie, il ne promit pas non plus de dire à Mussolini que l'Allemagne ne suivrait pas l'Italie dans une aventure méditerranéenne. De son côté Ribbentrop put affirmer que l'Europe orientale était la sphère d'intérêts de l'Allemagne ; Bonnet ne protesta pas, ne dit pas que toute intervention à l'Est entraînerait une déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, mais il ne promit pas non plus le soutien de la France. Il n'y eut pas négociation au cours de cette conversation : Bonnet n'essaya pas d'obtenir l'appui allemand contre l'Italie en donnant à Ribbentrop les mains libres à l'Est. Il aurait pu le faire puisqu'il avait été décidé entre Alliés français et anglais qu'on ne ferait pas jouer le *pacte franco-soviétique* en cas d'intervention indirecte allemande en Ukraine et que la garantie à la Tchécoslovaquie ne devait avoir aucune valeur réelle. De son côté Ribbentrop n'essaya pas de négocier.

Mais on peut se demander si les deux Ministres, en constatant que leurs affirmations n'étaient pas contredites, n'ont pas cru que celles-ci étaient acceptées par la partie adverse. Bonnet, alors qu'il n'avait obtenu rigoureusement aucune promesse de Ribbentrop, devait déclarer le 19 décembre à la Chambre, au cours du débat sur le budget des Affaires étrangères, qu'aucun conflit en Europe ne pouvait surgir si la France et l'Allemagne s'y opposaient. Où Bonnet avait-il pris que l'Allemagne s'opposerait à un conflit par exemple entre la France et l'Italie ? Plus tard, le 20 janvier 1939 et le 6 février 1939 (2), Coulondre fit de nouvelles démarches à la Wilhelmstrasse pour obtenir l'appui de l'Allemagne dans

(1) Walter Bussmann, *Ein deutsch-französischer Verständigungsversuch vom 6. Dezember 1938, Nachrichten der Akademie der Wissenschaften in Göttingen*, 1953, n° 2.

(2) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 427-8 et 430-1.

l'affaire tunisienne, comme si de telles démarches étaient dans le cadre de la politique du 6 décembre. De son côté Ribbentrop, à son retour à Berlin, assura ses collaborateurs et sans doute Hitler qu'il avait obtenu le désintéressement de la France à l'Est de l'Europe. Que Ribbentrop ait raconté ses conversations de Paris ne fait pas de doute, car le 20 janvier dans une note relatant une conversation avec Coulondre, Weizsäcker écrit que l'ambassadeur parla « presque dans les termes qu'avait déjà employés Bonnet ». Or Weizsäcker n'était pas présent à l'entretien du 6 décembre et les mots cités par Weizsäcker ne se trouvent pas dans le compte rendu rédigé par Schmidt sur cet entretien. Il est possible que Ribbentrop ait prétendu avoir obtenu de Bonnet une renonciation à l'Est au cours d'un entretien privé. C'est même probable car Freytag-Loringhoven reprend cette affirmation (1) ; mais c'est sans doute inexact. Pourquoi Ribbentrop n'aurait-il pas rédigé une note sur un entretien aussi important alors qu'il prit la peine d'en écrire une sur sa conversation avec Bonnet au sujet de la question juive et du problème espagnol ?

En fait l'entretien du 6 décembre mena à des malentendus parce que la situation changea. Le 6 décembre 1938, il était sûr pour Bonnet que l'Allemagne cherchait un débouché économique en Ukraine ; toute la question pour lui était de ne pas être engagé dans un tel conflit. Bonnet fit même comprendre à Ribbentrop que le pacte franco-soviétique n'avait pas grande valeur : il souligna « que le *pacte franco-russe* était subordonné à des conditions très précises, qu'il s'inscrivait uniquement dans le cadre de la *Société des Nations* et qu'au surplus il avait été conclu par des hommes politiques franchement de droite comme Flandin et Laval et non pas des hommes de l'actuel gouvernement ». Le malheur est que Ribbentrop ne songeait pas à l'Ukraine quand il parlait de la sphère d'intérêts allemands, il songeait à la Tchécoslovaquie et à la Pologne. Pour lui le *pacte franco-soviétique* n'était un danger que dans la mesure où la France soutiendrait l'U.R.S.S. dans une action en faveur de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie. Bonnet ne vit évidemment pas le problème parce que d'après ses renseignements l'Allemagne devait attaquer en Ukraine. Il y a eu malentendu mais celui-ci réside uniquement dans le fait que le Gouvernement français voulait savoir que le plan allemand était de susciter un mouvement séparatiste en Ukraine.

*
* *

Or il devint de plus en plus évident à mesure que le temps passait que le plan ne serait pas mis à exécution. Le 27 décembre déjà, *le Journal de Moscou* considérait ne pas pouvoir prendre au sérieux une menace contre l'Ukraine soviétique (2). Le 12 janvier 1939, Mussolini, qui pouvait

(1) FREYTAG-LORINGHOVEN, *La politique étrangère de l'Allemagne 1933-41*, p. 181. Cf. aussi *Survey of International Affairs, 1938*, III, pp. 193-4.
(2) *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 575.

être considéré comme bien renseigné sur les intentions de Hitler, disait à Chamberlain « ne pas croire qu'Hitler ait la moindre intention d'ériger l'Ukraine en État indépendant » (1). Le lendemain, le *Foreign Office* apprenait que Hitler, au cours de son entretien avec Beck « se gaussa quand on lui dit qu'on s'attendait à une attaque allemande sur l'Ukraine » (2). Enfin on apprenait le départ de Schnurre pour Moscou (3). Simultanément des rapports arrivaient, indiquant « que Hitler, encouragé par Ribbentrop, Himmler et d'autres, considérait une attaque contre les Puissances occidentales comme un préliminaire à une action subséquente à l'Est » (4). On craignait soit que Hitler ne lançât l'Italie contre la France, soit même qu'il ne tentât une attaque aérienne sur la Grande-Bretagne. Le 24 janvier, Halifax chargeait son ambassadeur à Washington d'en parler à Roosewelt. Celui-ci avait d'ailleurs déjà reçu des informations dans le même sens. Il semble bien que ces informations fantaisistes sur les projets de Hitler aient émané des services militaires de renseignement. Dès le 12 janvier, le chef d'état-major belge avait parlé à l'attaché militaire français de la possibilité d'une attaque allemande sur la Hollande (5).

Mais pour fantaisistes qu'ils fussent, ces renseignements changèrent complètement la perspective de la politique. Depuis Munich on vivait à Paris et à Londres sur l'idée que Hitler attaquerait à l'Est. Comme l'Angleterre et la France devaient, étant donné leur faiblesse militaire, gagner du temps pour réarmer, toute la politique pendant quatre mois avait consisté à ne pas risquer d'être mêlé au conflit. Si, au contraire, l'Allemagne devait attaquer à l'Ouest, les puissances occidentales auraient, bon gré mal gré, à se battre. Alors les alliances orientales au lieu d'être des charges deviendraient des secours. Il convenait donc de se rapprocher des Polonais, des Tchèques et des Russes : les Anglais devaient se féliciter de n'avoir pas conseillé à Bonnet de dénoncer le pacte franco-soviétique ! Il y avait enfin la crainte de voir les Polonais passer dans le camp de l'Axe : Beck s'était rendu à Berlin, Ribbentrop et Ciano projetaient un voyage à Varsovie (6). Pour les Français la situation était tragique car il fallait craindre une attaque italienne. Il fallait à la fois rassurer les alliés orientaux de la France et en même temps ne pas exaspérer l'Allemagne. Cette double nécessité explique le discours de Bonnet à la Chambre le 26 janvier et les démarches diplomatiques qui l'entourent.

Le 19 décembre Bonnet avait fait à la Chambre une déclaration où on ne trouvait pas un seul mot concernant les alliances orientales de la France. Pressé de questions par les communistes, il avait, toujours sans

(1) *Ibid.*, p. 525.
(2) *Ibid.*, p. 582. Cf. aussi *Doc. br. for. pol.*, III/4, p. 35.
(3) *Doc. br. for. pol.*, III/4, p. 34.
(4) *Ibid.*, p. 4.
(5) *Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 583.
(6) Sur cette crainte d'un rapprochement de la Pologne avec l'Axe cf : BONNET, *op. cit.*, pp. 126-30.

nommer la Russie, déclaré que la France cherchait une entente avec tous les peuples quels que soient leurs régimes politiques (1). Une telle formule pouvait aussi bien s'appliquer à l'Allemagne qu'à l'U.R.S.S. Au contraire le 26 janvier, au cours du débat de politique extérieure à la Chambre, Bonnet parla non seulement de « maintenir » mais encore de « développer » les amitiés françaises « avec la Belgique, avec la Hollande et les nations du groupe d'Oslo, ainsi également qu'en Europe centrale et orientale ». Il termina le passage de son intervention concernant les alliances par cette phrase sans équivoque : « Ainsi, Messieurs, il faut en finir avec la légende que notre politique aurait détruit les engagements que nous avions contractés à l'Est de l'Europe, avec l'U.R.S.S. ou avec la Pologne. Ces engagements subsistent toujours et ils doivent être appliqués dans l'esprit même où ils furent conçus. »

Mais avant de faire cette déclaration, Bonnet avait pris ses précautions du côté allemand. Ayant reçu le 24 l'ambassadeur d'Allemagne il lui avait lu « plusieurs passages du discours... en soulignant que certains de ces passages étaient à usage interne » (2). Cette conversation fut communiquée à la *Wilhelmstrasse* par télégramme. Mais, quand celui-ci arriva à Berlin, le 25 au matin, Ribbentrop était absent : il était parti à Varsovie en visite officielle. Ce fut à Varsovie, par les messages d'agences que Ribbentrop apprit la teneur du discours de Bonnet. Or « le compte rendu insistait avant tout sur les passages du discours qui visaient le maintien des engagements franco-soviétiques » (3). Heureusement, Noël avait été chargé par Bonnet de faire une visite de courtoisie à Ribbentrop, ce qui permit à l'Ambassadeur de France de mettre les choses au point. Comme Ribbentrop « lui laissait entendre qu'il redoutait l'influence [des Soviets] sur notre politique étrangère », il répondit « que l'attitude du gouvernement ainsi que l'évolution de notre situation intérieure et de notre opinion publique devaient empêcher l'Allemagne de donner à nos relations avec l'U.R.S.S. une interprétation qui en dénaturait le caractère » (4).

Mais Ribbentrop ne se contenta pas de cette phrase rassurante : la première fois qu'il vit Coulondre, le 6 février, il voulut éclaicir l'affaire. Malheureusement il est très difficile de savoir ce qui a été exactement dit au cours de cet entretien. D'après le compte rendu de Coulondre (5), l'entretien a essentiellement consisté en un long exposé de Ribbentrop sur la politique extérieure du Reich : la lutte contre le bolchevisme, et la récupération des colonies allemandes étant les deux buts de cette politique. Ribbentrop aurait alors soulevé la question des alliances orientales sur laquelle nous reviendrons. On peut se demander si ce compte rendu est complet car si Coulondre a demandé audience à Ribbentrop

(1) Archives diplomatiques allemandes, film 2483/517764-5.
(2) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 428-9.
(3) *Livre Jaune*, pp. 47-8.
(4) *Ibid.*, p. 48.
(5) *Ibid.*, pp. 53-4.

c'est certainement pour l'entretenir de quelque problème et le document français est muet sur le but de la visite. D'après le compte rendu allemand (1), il aurait été question des revendications italiennes et de l'extension du commerce franco-allemand. Ce document indique que Ribbentrop « fit un tour d'horizon de la politique extérieure » mais est muet sur la question des alliances françaises à l'Est. Ce compte rendu fut écrit par Schmidt le 6 au soir et soumis au ministre pour approbation. Or, le 7, Schmidt rédigea, vraisemblablement sur l'ordre de son ministre un « complément » à la note de 6 février. Ce complément ne traite que de la question des alliances orientales.

A ce sujet il est assuré (les comptes rendus français et allemands concordent) que Ribbentrop se plaignit du passage du discours de Bonnet parlant d'une présence française à l'Est. Il est moins sûr mais non impossible que Ribbentrop ait dit « que Bonnet à Paris avait déclaré qu'il se désintéressait des questions de l'Est ». D'après le compte rendu français, Coulondre aurait répondu « que la France n'entendait pas plus renoncer à ses amitiés qu'à ses intérêts dans aucune région du continent ; grande puissance européenne, elle demeurerait présente en Europe. Rien cependant dans son attitude n'était de nature à éveiller les susceptibilités du Reich » ; mais Coulondre devait « répéter que si on désirait à Berlin que la France fît preuve de compréhension pour les intérêts vitaux allemands, il fallait qu'on admît et pratiquât la réciprocité ». Ce qui voulait dire que la France se montrerait « compréhensive » dans la mesure où l'Allemagne ne soutiendrait pas les revendications italiennes. La version que Schmidt donne de la réponse de Bonnet est assez semblable : « Coulondre a répondu qu'il était difficile à la France de renoncer à l'Est et de faire en même temps des concessions en Méditerranée. » Et Schmidt ajoutait : « Le Ministre du Reich répéta qu'il allait de soi que la France ne pouvait pas faire à l'Est de politique qui gênât l'Allemagne. » Ribbentrop, de sa main, en supprimant quatre mots et en en ajoutant deux, transforma complètement le sens de ce paragraphe qui devint : « Coulondre a répondu qu'il était difficile à la France de renoncer à l'Est et de faire en même temps des concessions en Méditerranée. Mais bien entendu la France ne ferait pas à l'Est de politique qui puisse gêner l'Allemagne (2). » Cette correction est des plus importantes, puisqu'elle met dans la bouche de Coulondre des mots qui, suivant la première version, seraient sortis de celle de Ribbentrop. Elle est d'autant plus importante qu'elle est la seule, à notre connaissance, qui fasse état d'un renoncement formel de la France à l'Est (3). Il sera

(1) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, pp. 430-1.

(2) Le texte est le suivant : « R.A.M. wiederholte, dass Frankreich selbstverständlich keinerlei Politik im Osten betreiben könne, die Deutschland störe. » Ribbentrop raya les mots « R. A. M. wiederholte, dass » ainsi que « könne » et ajouta entre « Frankreich » et « selbstverständlich » les mots « werde aber ». Cf. *Documents on German Foreign Policy*, D/VII Appendice III/L, p. 644.

(3) Le compte rendu de l'entretien Ribbentrop-Coulondre du 20 novembre 1938, ne contient en fait aucune promesse. Cf. *Akt. z.* d. *ausw. Pol.*, D/IV, pp. 398-99.

sans doute toujours impossible de dire avec une entière certitude si Schmidt commit un *lapsus calami* ou si Ribbentrop falsifia le texte. La première hypothèse est assez peu probable car Schmidt avait une longue expérience de la rédaction des notes d'audience. Si Ribbentrop a volontairement falsifié le texte ce ne peut être que pour s'en servir auprès de Hitler. Le document que nous avons ne porte certes pas la note marginale « F[ührer] », mais il est évident que Ribbentrop, en tout état de cause, n'aurait pas envoyé à la Chancellerie ce texte corrigé, il aurait fait préparer un autre exemplaire. D'autre part l'hypothèse que Ribbentrop voulait convaincre Hitler qu'il avait obtenu des Français leur désintéressement à l'Est, est étayée par le fait qu'un rapport de Welczeck sur le même sujet fut communiqué au Führer (1). D'après ce rapport, Bonnet aurait dit à Welczeck qu' « on pouvait tout de même bien rester fidèle à de vieilles amitiés et les développer sur le terrain économique et culturel sans contrarier les intérêts du Reich allemand » (2). Hitler pouvait donc croire que la France avait renoncé à tout intérêt politique à l'Est.

Aussi ne dut-il pas être peu étonné quand Ribbentrop l'informa de la teneur des notes verbales française et britannique du 8 février demandant que les quatre puissances garantissent la Tchécoslovaquie (3). Ces notes n'avaient pourtant rien de comminatoire : les gouvernements français et anglais se bornaient à demander « à connaître les vues du gouvernement allemand sur la question ». Nous avons vu que le 24 novembre 1938 Anglais et Français s'étaient accordés pour dire que la garantie à la Tchécoslovaquie « n'aurait aucune importance pratique » et qu'elle ne jouerait qu'au cas où trois sur quatre des garants en décideraient ainsi (4). Mais pour anodines que fussent les notes française et anglaise, elles n'en ont pas moins soulevé une tempête à la Wilhelmstrasse. Comment répondre ? Il était évident qu'on refuserait ; mais sous quels prétextes ? Dans les trois projets de réponse préparés par Gaus, le conseiller technique du ministre, les arguments changent de l'un à l'autre. Entre le 18 février et le 1er mars, ces projets ont été annotés, corrigés par Weizsäcker et par Ribbentrop. En fin de compte, c'est Hitler lui-même — fait rarissime — qui dicta la réponse et la corrigea de sa main. L'Allemagne, disait la réponse, ne pouvait pas donner sa garantie alors que l'Arbitrage de Vienne n'était pas parvenu à régler les différends territoriaux entre la Tchécoslovaquie et ses voisins. L'Allemagne donnerait

(1) *Ibid.*, pp. 433-34 et 433, n. 2.

(2) La note d'audience rédigée par Bonnet (*Commission d'enquête*, t. IX, pp. 2665-6), est un compte rendu parallèle à celui de Welczeck. Mais les deux textes se contredisent quant au fond sur tous les points. Il est impossible de savoir ce qui fut réellement dit au cours de la conversation.

(3) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, D/IV, p. 181 et *Livre Jaune*, pp. 54-5.

(4) Ceci fut confirmé au cours de l'entrevue franco-anglaise du 10 janvier 1939 (*Doc. br. for. pol.*, III/3, p. 515). Cependant le 19 janvier une note française adressée à Londres déclarait : « le Gouvernement français se rangera en définitive à toute décision qui sera prise à cet égard en accord avec le gouvernement de Prague » (*ibid.*, p. 607) ; les Anglais s'inquiétèrent de cette nouveauté (*Doc. br. for. pol.*, III/4, pp. 82-3).

sa garantie quand elle le jugerait bon. Enfin on disait poliment aux Français et aux Anglais qu'ils n'avaient rien à voir dans cette question : « Le Gouvernement allemand se rend parfaitement compte qu'en dernière analyse, l'évolution générale de cette partie de l'Europe appartient en première ligne à la sphère des intérêts les plus essentiels du Reich et non seulement du point de vue historique mais encore du point de vue géographique et avant tout économique (1) ». La phrase était sans ambiguïté et Coulondre, qui transmit la note à Paris, ne s'y trompa pas : « Cette phrase, écrivait-il, signifie que les puissances occidentales n'ont plus aucun droit de regard en Europe centrale (2). » Hitler, au moins en ce qui le concernait, avait mis fin au malentendu. Si les puissances occidentales n'avaient pas l'intention de reconnaître la sphère d'intérêts allemands à l'Est, il leur aurait fallu protester tout de suite. Or cette protestation ne vint pas. Moins de quinze jours après, l'Allemagne occupait Prague. Or la veille du jour de l'action allemande, Bonnet qui savait certainement où les Allemands voulaient en venir, chargea Coulondre « de s'enquérir d'extrême urgence... de l'interprétation qui, de l'avis des autorités du Reich elles-mêmes, doit être attachée à leur action en Slovaquie » ; et afin que Coulondre n'ait pas de paroles trop dures on lui enjoignait de donner à « cette élucidation le caractère d'une enquête purement informatoire » (3). Coulondre d'ailleurs outrepassa ses instructions et déclara qu'il « se trouvait dans l'obligation de faire toutes réserves touchant l'attitude qu'adopterait son gouvernement » (4). Weizsäcker lui répondit « avec vivacité » que « Munich comportait deux points : d'une part la sauvegarde de la paix, d'autre part le désintéressement français dans les questions orientales ». Weizsäcker lui-même était sans doute sincère. Mais cette politique était déjà dépassée.

* * *

S'il ne s'agissait pour nous que de prendre parti dans la querelle qui, en juillet 1939, opposa Bonnet à Ribbentrop, il serait facile au terme de cette étude de donner raison à Bonnet. Celui-ci ne « donna » jamais les mains libres à l'Est à l'Allemagne et Ribbentrop, quand il sentit des réticences du côté français, alla jusqu'à la falsification pour convaincre Hitler qu'il les avait obtenues. Mais la question n'est pas là. Le problème des mains libres à l'Est ne se pose pas chronologiquement du 6 décembre 1938 au 15 mars 1939, mais du 1er octobre 1938 au 15 janvier 1939. C'est au lendemain même de Munich, et non deux mois plus tard, que s'est fait jour en France une nouvelle politique. Celle-ci n'a pas été un renversement des alliances. Il n'a jamais été question de soutenir

(1) *Livre Jaune*, p. 58.
(2) *Ibid.*, p. 57.
(3) *Ibid.*, pp. 66-7.
(4) *Akt. z. d. ausw. Pol.*, pp. 238-9.

l'Allemagne dans ses projets mais simplement de la laisser faire. Dès le 1er novembre l'Allemagne avait les mains libres à l'Est puisque ni la France, ni la Grande-Bretagne ne mirent en question l'Arbitrage de Vienne. Certes, l'alliance franco-polonaise était maintenue, une garantie de principe devait être donnée à la Tchécoslovaquie ; mais personne n'envisageait à l'automne 1938 un conflit germano-polonais et on espérait que Hitler se contenterait d'un protectorat économique sur la Tchécoslovaquie. Les mains libres à l'Est, c'était les mains libres en Ukraine, parce que tout le monde pensait que le projet de Hitler était d'y fomenter une révolte. Et il est prouvé que les Français étaient décidés à ne pas intervenir. Cette politique a été grosse de conséquences. Car, s'il n'y a pas eu renversement des alliances, les Russes, eux, ont cru à un tel retournement. Litvinov pensait que Chamberlain, en janvier 1939, avait pressé Mussolini de lancer Hitler contre l'U.R.S.S. Bien que fausse, cette croyance a certainement joué un rôle capital dans la genèse du pacte germano-russe.

La politique de Munich de quelque nom qu'on l'appelle, « les mains libres à l'Est » ou « limitation des engagements français à l'Est » a été la fleur de la politique d'apaisement menée par la France et la Grande-Bretagne depuis 1935 à l'égard de l'Allemagne. Cette politique a aujourd'hui fort mauvaise réputation. Il est certain qu'elle a mené à la guerre. Plus précisément il est sûr que le *pacte germano-soviétique* n'a été qu'une réponse facile, à courte vue, à la politique du laissez-faire à l'Est qu'ont menée les Gouvernements anglais et français au lendemain de Munich. Mais il ne faut pas jeter trop vite la pierre à Daladier et à Bonnet, à Chamberlain et à Halifax. Depuis Munich il était impossible de sauver la Tchécoslovaquie si l'Allemagne voulait l'annexer. La Pologne flirtait encore avec le Reich ; depuis longtemps d'ailleurs il était question de réviser l'alliance franco-polonaise. La politique franco-anglaise à l'égard de l'U.R.S.S. est moins soutenable : la Russie au moment de Munich avait eu une attitude correcte et il était évident qu'elle serait, pour des raisons idéologiques, une alliée nécessaire en cas de conflit avec l'Allemagne. Mais les hommes politiques français et anglais pensaient à cette époque avant tout à gagner du temps pour réarmer et il n'est pas dit qu'au cas d'une guerre civile en Ukraine, la France et la Grande-Bretagne n'auraient pas, finalement, soutenu l'U.R.S.S. Au bout d'un an ou deux une telle aide aurait peut-être été possible. En 1938, elle ne l'était pas.

Car les hommes d'État français et anglais faisaient la politique de leurs moyens. Ils n'avaient pas d'armées derrière eux. Il n'est pas question ici d'étudier les raisons de cette carence ; mais la faiblesse militaire explique et Munich et la politique subséquente. L'armée d'ailleurs, dans la politique de l'automne 1938, a une plus lourde responsabilité encore. Pendant six mois, les hommes d'État ont travaillé sur des prévisions fausses ; une attaque allemande indirecte contre l'Ukraine, puis une attaque directe à l'Ouest. Or ces renseignements étaient faux. Il était certainement impossible aux services de renseignement de dire ce que ferait

Hitler, car celui-ci ne le savait sans doute pas lui-même. Mais lorsqu'on est réputé renseigné, on ne donne pas à ceux qui ont la responsabilité de diriger la nation des renseignements faux. Si le *Deuxième Bureau* et l'*Intelligence Service* ne savaient rien des plans de Hitler, ils ne devaient qu'avouer leur ignorance. Ils n'avaient certainement pas le droit d'affirmer quoi que ce soit.

La politique de Munich a été désastreuse dans ses conséquences. Mais les hommes qui l'ont menée, étant donné les forces dont ils disposaient, le contexte politique faux sur lequel ils travaillaient, ont fait ce qu'ils ont pu.

André Scherer,
Londres.

LA BATAILLE DE SEDAN

LE REPLI DE LA IIe ARMÉE

(14 MAI 1940)

(Carte d'É.-M., Mézières 1/80 000.)

« On nomme bretelle, une position placée obliquement par rapport aux positions successives en vue de *limiter une brèche* et de fournir des *bases de contre attaque* sur les *flancs* de l'assaillant. » (*Sedan, terre d'épreuve*, général Ruby, ex. s.-chef d'É.-M. de la IIe armée.)

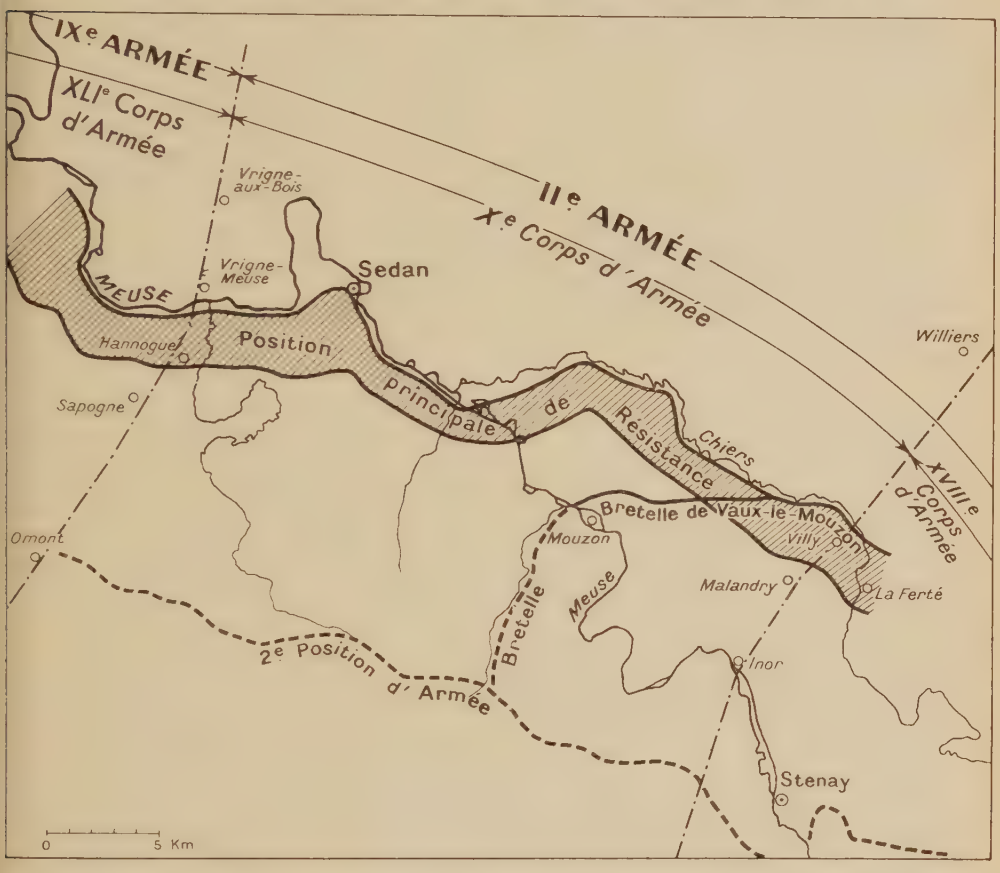
Le 9 mai 1940, la masse principale des armées allemandes se concentrait à l'ouest du Rhin, pour entreprendre, à la nuit, la course aux passages de la Meuse. Du côté français, le 10 mai au matin, il était prescrit au groupe d'armées du Nord, d'appliquer un plan de manœuvre qui comportait une pénétration profonde en Belgique : ce groupe d'armées était composé du Nord au Sud de l'armée Giraud, de l'armée britannique, de l'armée Blanchard, de l'armée Corap (IXe armée), de l'armée Huntziger (IIe armée). La manœuvre était basée sur le pivotement du groupe d'armées autour d'une charnière située sur la Meuse française — vers Revin — au centre droit de l'armée Corap. Les grandes unités de cette armée au Nord de la charnière, participaient au mouvement des armées plus au Nord ; les grandes unités du Sud, ainsi que celles de la IIe armée déjà sur des positions organisées de la Meuse, puis la Chiers, restaient sur place.

La liaison entre la IXe et la IIe armées, se situait en aval de Sedan, au confluent avec la Meuse du canal des Ardennes, dont elle laissait la défense à la IIe armée.

Le rôle de la IIe armée allait être dès lors capital pour la réussite de la manœuvre : si, attaquée à sa liaison avec la IXe armée, la IIe armée ne conservait pas cette liaison, l'armée Corap, et de proche en proche, les armées plus au Nord, étaient menacées d'enroulement. En effet, le front de la IXe armée sur la Meuse de Sedan à Namur faisait face à l'Est, celui de la IIe armée, au delà de Sedan, faisait face au Nord : le moindre repli vers le Sud de la gauche de la IIe armée découvrait non seulement la droite de la ligne de combat de la IXe armée, mais, en même temps, tout le flanc droit des arrières et les lignes de communication de cette IXe armée. En outre, celle-ci, obligée de porter tous ses efforts sur le maintien de son centre, pivot de la manœuvre en Belgique, et sur l'installation de ses unités de gauche vers le Nord, ne pouvait guère parer à un événement compromettant sa liaison avec la IIe armée : sa droite était réduite d'ailleurs à la 102e Division d'Infanterie de Forteresse, dont les seuls huit bataillons de mitrailleurs étaient étirés sur un fond de 45 km sur le cours même de la Meuse.

Enfin, cette IXe armée, démunie de moyens de transport pour sa mise en place avait besoin de cinq bonnes journées — jusqu'au 15 mai inclus, par conséquent — pour être convenablement assise entre Sedan et Namur.

Nous savons qu'à l'Ouest, la *Ligne Maginot*, passant par Longuyon, se terminait vers Montmédy. Là, ses derniers ouvrages étaient établis



sur les fortes hauteurs boisées dominant au Nord la Chiers de Montmédy, et sur les croupes s'en détachant. Ces ouvrages formaient un ensemble puissant, cohérent : c'était la « tête de pont de Montmédy », dont l'ouvrage de La Ferté était le plus à l'Ouest.

Mais, au delà, la *Ligne Maginot* était prolongée par les hauteurs dominant immédiatement la Chiers au Sud, jusqu'à son confluent avec la Meuse, puis par celles dominant la Meuse elle-même, toujours au Sud, jusqu'au delà de Sedan ; hauteurs sur lesquelles était établie la « position de résistance Chiers-Meuse ». Celle-ci, sans posséder de gros ouvrages fortifiés, était cependant solidement organisée : ouvrages bétonnés, réseaux, observatoires...

Le 10 mai 1940, la mission de la IIe armée était de tenir le front entre Longuyon exclu et Sedan inclus — et, ce faisant, d'assurer par priorité l'interdiction de tout débordement de la *Ligne Maginot* à l'Ouest en barrant à un ennemi débouchant du Luxembourg belge, la *Trouée de Stenay*.

Cette mission imposait à la IIe armée de tenir, en priorité, le couloir entre la Meuse, de Mouzon à Stenay d'une part, et la Chiers de Carignan, La Ferté, Olizy-sur-Chiers d'autre part. Or, le quadrilatère Mouzon-Stenay-Olizy-Carignan, c'est avant tout le puissant Massif des Bois de Blanchampagne et des croupes s'en détachant, entre Vaux-Moulins-Pouilly-Malandry ; massif dominant les vallées de la Meuse et de la Chiers, dans la partie qui nous intéresse. On peut dire : qui tient le Massif de Blanchampagne, tient la trouée de Stenay.

En effet — complexe topographique très chaotique — les cotes de sa ligne de faîte, tout au long, dépassent souvent de 200 m celles des cours d'eau. Ses hauteurs, largement étalées, approchent fréquemment ces cours d'eau par des pentes rapides ; elles sont fortement ravinées en tous sens. De nombreux bois s'y étagent ; ils sont imperméables aux chars et leurs lisières sont propices à la défense et aux appuis mutuels ; propices également à l'établissement de puissants observatoires d'artillerie et de commandement. Ces bois sont souvent d'un seul tenant.

Il est évident que cet ensemble entouré de la Chiers et de la Meuse qui le couvrent, bénéficiant enfin sur ses arrières et son flanc Est des feux d'appui de la tête de pont de Montmédy, constituait un *môle* que la IIe armée devait, en toute éventualité, chercher à conserver pour barrer la *Trouée de Stenay*.

Mais si le Massif de Blanchampagne devait être conservé à tout prix pour barrer la Trouée de Stenay, il devait l'être également en raison de l'indépendance d'action que sa possession assurait au commandant de la IIe armée, pour la conduite de sa manœuvre générale, défensive ou offensive ; et en quelque point de sa zone d'action que ce fut :

— Bataille défensive : les magnifiques observatoires au Nord et à l'Est de Mouzon commandent la vallée de la Meuse jusqu'à Sedan ; ceux de Vaux et de Blanchampagne proprement dit, la vallée de la Chiers ; ils se conjuguent à l'Est avec les observatoires de l'Abbaye de Saint-Walfroy de la tête de pont de Montmédy ;

— Bataille offensive : ces mêmes observatoires peuvent appuyer toute progression en direction de Florenville ; ils commandent l'accès aux débouchés des clairières et nœuds routiers de Arlon-Florenville et de Arlon-Virton. Enfin, à l'intérieur de la position de résistance, ils permettent de couvrir et d'appuyer toute contre-attaque d'armée au Sud de la Meuse ; contre-attaque quasi impossible sans leur possession.

Ainsi, tant pour barrer la trouée de Stenay, que pour pouvoir intervenir sur la manœuvre allemande, il fallait conserver le Massif des Bois de Blanchampagne et les hauteurs s'y rattachant, de cette sorte de

presqu'île entre Chiers et Meuse : là était le *pivot de toute manœuvre de la IIe armée à l'Ouest de la tête de pont de Montmédy*, jusqu'à Sedan inclus.

C'est très probablement pour assurer la conservation du Massif de Blanchampagne en toute hypothèse, même dans celle d'une poche au Sud de Sedan, même dans celle de l'extension de cette poche à la Basse-Chiers, que la *Commission d'Organisation des régions fortifiées*, dès avant 1939, avait établi et équipé la puissante bretelle fortifiée de Vaux-les-Mouzon, qui, avec sa trentaine d'ouvrages bétonnés, son réseau de barbelés, barrait une sorte d'étranglement de 7 à 8 km de la presqu'île entre Chiers et Meuse.

Cette bretelle de Vaux-les-Mouzon s'appuyait sur des points naturellement forts : hauteurs Est de Mouzon, Vaux, Sailly — où elle se raccordait solidement à la position de résistance de la Chiers. Sa trentaine d'ouvrages, bétonnés et armés, étaient occupés depuis septembre 1939 ; ses réseaux de barbelés étaient continus et couvraient des observatoires, des abris, des postes de commandement : elle pouvait donc être tenue par un effectif minimum.

En outre, elle se prolongeait au sud de la Meuse jusqu'à la 2e position de l'armée par les solides hauteurs boisées du Ruisseau de Yonq — où devaient venir se briser les 16 et 17 mai des attaques ennemies, dont une de chars très violente.

Enfin, la bretelle de Vaux-les-Mouzon pouvait servir de base de contre-offensive, même en direction de Sedan : son importance n'avait pas pu échapper au Haut Commandement allemand, et il est évident que celui-ci, faisant une poche à Sedan, ne pouvait y risquer d'importantes forces, ni oser si audacieusement un changement d'axe d'effort du Sud-Est vers l'Ouest, comme il allait le faire, tant que nous tenions la bretelle de Vaux-les-Mouzon, faisant peser ainsi la menace d'une contre-offensive d'Est à Ouest, avec tout ou partie des réserves des armées de l'Est. Dès lors, l'abandon de la bretelle de Vaux-les-Mouzon par la IIe armée, donnait au Haut Commandement allemand la certitude de pouvoir en toute impunité jeter rapidement sur la Meuse franco-belge, sur la IXe armée, sans aucun délai, toutes ses forces, avions et panzers en particulier.

Ainsi, la surprise stratégique d'un coup de poing à Sedan ne pourrait plus être parée *dans le temps* par le Haut Commandement français, bien que les moyens en grandes unités et en matériel ne lui aient pas fait défaut le 14 mai.

Cependant, le 14 mai après-midi, le général Huntziger, commandant la IIe armée française, prend la décision d'abandonner tout le terrain entre Chiers et Meuse, et de se replier sur la *bretelle d'Inor*.

Or, autant la bretelle de Vaux-les-Mouzon, avons-nous vu, assurait à la IIe armée la conservation de toutes ses possibilités de manœuvre, offensive ou défensive, autant le recroquevillement de l'armée sur cette pseudo-bretelle d'Inor, allait la paralyser, la frapper à mort même. Désor-

mais, le général Huntziger pourra donner les ordres les plus brillants, multiplier les proclamations les plus ardentes, la IIe armée n'aura plus aucune capacité de manœuvre, et restera toujours en porte-à-faux, malgré une consommation de grandes unités de réserve, que le Haut Commandement français aurait pu éviter.

La pseudo-bretelle d'Inor était, en effet, jalonnée par le village d'Inor, le Bois d'Inor, le Bois de Nuda, les pentes Nord de la cote 319 — côte Marchand — où elle rejoignait, *mal*, l'ouvrage de La Ferté. Elle s'accrochait donc, sans profondeur, de façon précaire, aux dernières hauteurs Sud du Massif de Blanchampagne :

a) Elle laissait à l'ennemi tout le puissant Massif de Blanchampagne, d'où il allait, dès lors, commander la Trouée de Stenay, la Chiers de La Ferté, les arrières immédiats de la tête de pont de Montmédy ;

b) Elle ne comportait aucun observatoire pour l'artillerie française, dont les positions, par contre, étaient contrôlées par l'ennemi ;

c) Elle ne disposait d'aucune base de départ, d'aucun objectif valable, d'aucun terrain d'accès et de parcours facile en cas de nécessité de contre-attaque ;

d) Elle ne comportait enfin aucun point fort naturel pour l'infanterie, obligée par suite d'être nombreuse, disséminée, de s'y user vite, et de demeurer mal accrochée au sol, sans organisation préparée, sans ligne de soutien :

— village d'Inor, dans des bas-fonds couverts, sans champs de tir, étouffé dans un cirque étroit ;

— sous-bois touffus des Bois d'Inor, sans débouchés, sans champs de tir, où les infiltrations de l'ennemi menaceront sans cesse de couper la ligne de résistance ;

— lisière des bois de Nuda, glacis nord de 319, surveillés par les hauteurs immédiatement au Nord de la Chiers et près desquels les fonds abrités de la Filature de Malandry constituaient une base d'attaque excellente pour l'ennemi, de jour et de nuit, et une menace harassante pour l'infanterie française : par deux fois en mai et juin, des rassemblements importants de chars allemands y seront heureusement écrasés par l'artillerie du XVIIIe Corps d'Armée, artillerie de la 3e Division coloniale et du 185e R.A.L.T. en particulier.

En définitive la bretelle d'Inor ne présente :

— aucune solidité défensive : la Trouée de Stenay sera constamment menacée ;

— aucune possibilité de contre-offensive : d'où ? sur quoi ? en vue de quoi ? Les positions de Blanchampagne, inexpugnables pour l'ennemi quand les troupes françaises les occupaient, vont l'être pour elles quand elles les auront abandonnées à l'ennemi.

Certes, le général Rochard, commandant le XVIIIe Corps d'Armée, et dont la zone d'action s'étendait à l'Est de la bretelle d'Inor *exclue*, jusqu'à

Longuyon, avait toujours demandé que la ligne Inor-Malandry soit incluse dans sa zone : le Xe C.A. dont la zone s'étendait à l'Ouest de cette ligne, incluse, jusqu'à Sedan, n'avait rien à faire de Inor et de Malandry ; or, cette ligne pouvait éventuellement constituer un bon crochet défensif pour la ligne de combat de la division de gauche du XVIIIe C.A. Et le général Rochard, avec une prescience remarquable, et une ténacité rare, dues à la sûreté de son jugement et à sa volonté de vaincre, avait même placé, dès l'entrée des Allemands en Belgique, le 10 mai, son 618e régiment de pionniers à proximité du crochet défensif Inor-Malandry, sur des travaux de barrage antichars qu'il avait fait établir avant la bataille ; ce fait est digne d'être souligné, à la confusion de ceux qui purent être surpris le 13 mai.

Mais si la pseudo-bretelle d'Inor intéressait le XVIIIe C.A., comme crochet défensif éventuel, la IIe armée pouvait l'ignorer pour sa manœuvre. Quant au G.Q.G., comment s'en est-il préoccupé ? Le 15 mai, le général Georges téléphona au général Rochard pour lui dire que « le sort de la guerre peut dépendre de l'occupation et du maintien de la bretelle d'Inor » (1). Ainsi, le 15 mai, alors que l'ennemi n'a pu créer que deux ou trois poches sur la Meuse, alors que notre armée puissante, dispose de réserves encore intactes, le sort de la guerre aurait dépendu de l'occupation du coupe-gorge d'Inor, du mauvais chemin traversant le bois d'Inor et de quelques centaines de mètres de mauvais glacis, dominés par les observatoires allemands immédiats de la Chiers à Carignan-La Ferté !

Quoi qu'il en soit, le 14 mai dans l'après-midi comme nous l'avons vu, au lieu d'asseoir son redressement sur sa position de résistance entre Chiers et Meuse, position encore intacte *et non menacée*, ou, au minimum, sur la solide bretelle fortifiée de Vaux-les-Mouzon, le général Huntziger « prend la décision de replier sur la bretelle d'Inor, les éléments *encore* sur la Chiers ».

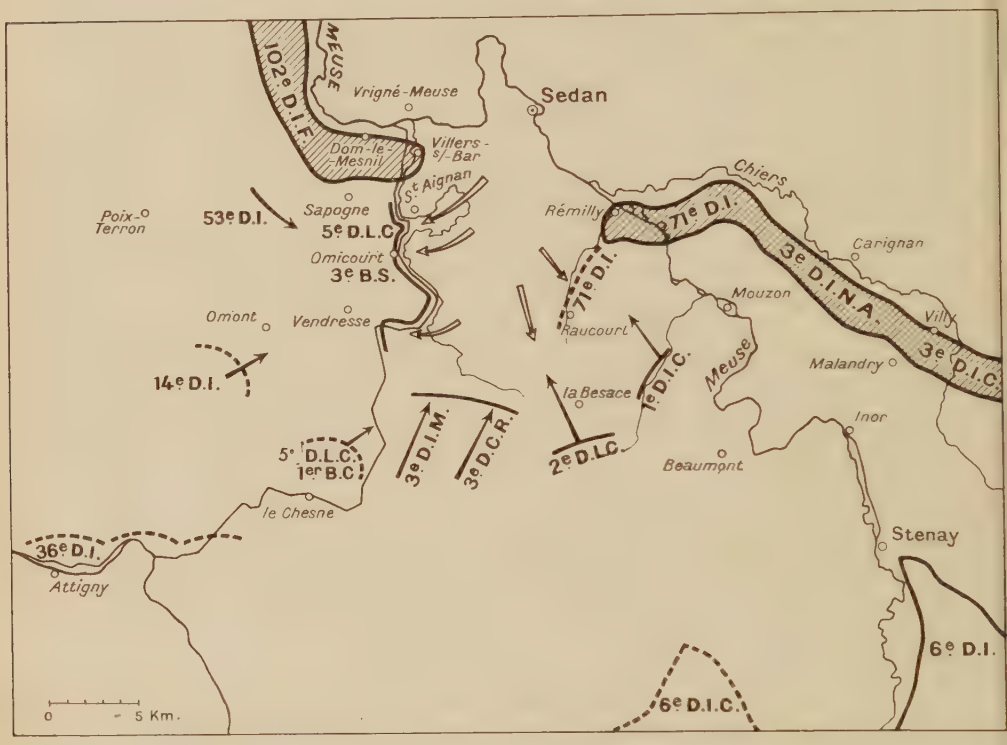
De ce fait, la poche de 6 km de Wadelincourt-Donchery, au Sud de Sedan va être transformée en une large brèche de 25 km. Si, le 14 au soir, on pouvait encore résorber cette poche de Sedan, compte tenu des solides positions de la presqu'île Chiers-Meuse, il n'était plus possible d'envisager alors le rétablissement de la situation. Déjà, le pourtour de la brèche allait atteindre une quarantaine de kilomètres de front de guerre de mouvement au Sud de la Meuse : et l'ennemi, profitant de l'effet de surprise, s'efforcer de tâter puis d'attaquer toute fissure pour chercher enfin, se masquant face à l'Est, à se redresser face à l'Ouest, direction d'exploitation de sa bataille — en liaison dans le temps avec ses poussées sur la IXe armée française — où il pouvait désormais concentrer ses unités de choix, ses panzers, ses avions.

Quant à la IIe armée française, elle allait être obligée d'engager de

(1) L'auteur était présent lors de ce coup de téléphone. Cf. en outre : Général Menu, *Lumières sur les ruines*, p. 246.

nombreuses et belles divisions, à *essayer de colmater* un front s'étirant sans cesse, et jamais solide, au fur et à mesure de l'arrivée de ces divisions.

C'était, en effet à ce moment-là, une manœuvre générale qui devait être conçue à l'échelon G.Q.G. Mais celui-ci en était incapable : à égalité de moyens de part et d'autre, l'Allemand avait pris l'initiative de la



Situation générale le 14 mai à midi
(*en pointillés*, grandes divisions en cours d'arrivée)

manœuvre, ses moyens déjà en place sur ses axes d'effort, la possibilité dans le *temps* d'exploiter décisivement cet avantage, sans vouloir nous laisser le temps nulle part et jamais, de regrouper des forces valables.

C'est surtout sur le plan intellectuel que les Allemands ont été plus rapides, avec des unités parfois inférieures aux nôtres. Car la tactique, primordiale pour le jeu des petites unités demeure cependant une question mineure dans la conduite d'ensemble de la guerre : c'est la stratégie, seule, qui commande, se fait sentir partout, transforme en victoire générale des situations locales critiques, même désespérées — le contraire étant tout aussi vrai : « Le chef, c'est tout à la guerre », disait Foch, déjà avant 1914.

La situation des éléments situés encore entre Chiers et Meuse le 14 mai, après-midi, était-elle critique, et leur repli urgent ? Nullement, cette situation était très bonne.

Sans entrer dans le détail des mouvements en tiroir, plus ou moins heureux, provoqués par des remaniements trop tardifs et contestables du dispositif des divisions en pleine bataille, effectués par le Xe C.A. les 11 et 12 mai, sachons ici, que le 14 mai :

— Entre Chiers et Meuse, s'étend le *secteur fortifié de Mouzon* couvert au Nord par le cours de la Chiers, dont les quelques gués sont garnis de barbelés, de rails anti-chars et de blancs d'eau. Ce secteur s'étend sur une vingtaine de kilomètres, du confluent Chiers-Meuse, à la tête de pont de Montmédy (ouvrage de La Ferté). En septembre 1939, ce secteur de Mouzon était déjà garni d'une centaine de blocs bétonnés, armés, comprenant chacun une arme anti-chars et une ou plusieurs mitrailleuses. Il possédait en outre, trois casemates d'artillerie de 75, un réseau téléphonique enterré, des observatoires équipés, P.C., etc. A cet équipement déjà très fort du front s'ajoutent au 10 mai, les travaux faits depuis septembre 1939, dont 33 blocs bétonnés — la bretelle de Vaux-les-Mouzon renforce, comme nous l'avons vu, la solidité de la position, et permet de conserver les points forts du secteur, même en cas de brèche sur la Basse-Chiers. Un régiment d'infanterie de forteresse, le 136e R.I.F. à trois solides bataillons de mitrailleurs, et connaissant le secteur, occupe les ouvrages, casemates, etc.

— Le secteur fortifié de Mouzon est tenu, à l'Ouest (sous secteur d'Amblimont) par le 246e régiment d'infanterie de la 71e Division, au Centre et à l'Est par la 3e Division nord-africaine, commandée par le général Chapouilly, secondé comme chef d'état-major par le colonel Rivaud, qui devait être tué plus tard. Cette 3e D.I.N.A. venait chaque année faire des manœuvres dans la région, qu'elle connaissait parfaitement.

La densité des feux était de 30 armes automatiques et 6 canons anti-chars au kilomètre. Une excellente artillerie appuie et prolonge l'action de la ligne de combat d'infanterie : 7 groupes de 75, 6 groupes lourds, dont un du 185e R.A.L.T. Cette artillerie est bien assise : observatoires et liaisons ; elle est bien accrochée au terrain, participant à la bataille depuis le 11 mai.

— Le moral est très bon le 14 au soir : je me trouve vers 18 h à un observatoire au-dessus d'Amblimont, et un officier me montre les endroits où des éléments du 246e régiment d'infanterie, de la 71e Division, ont rejeté dans la journée, à la grenade, quelques éléments allemands qui avaient franchi la Chiers à la faveur de la nuit précédente. Deux patrouilles de contact sont prévues pour agir au Nord de la Chiers dans la nuit du 14 au 15.

Certes, la nouvelle d'une poche créée par les Allemands au Sud de Sedan est connue de tous, et, après elle, celle de l'apparition de chars au Sud de la Meuse. Mais chacun sait aussi, que deux très bonnes divisions

la 1re Division coloniale (général Roucaud) et la 2e Division de cavalerie (général Berniquet, qui devait être tué plus tard, à la tête de sa division) ont franchi la Meuse à Stenay dans la nuit du 13 au 14, et progressent vigoureusement, généraux en tête, nettoyant le Sud de la Meuse : ainsi, la position du secteur fortifié ne risque pas d'être tournée par le Sud.

Chacun sait, enfin, que le général Chapouilly a échelonné face à l'Ouest, sur le Ruisseau de Yonq, prolongement de la bretelle de Vaux-les-Mouzon, deux bataillons du 12e régiment de zouaves et une artillerie d'appui — et que le colonel Malmary, commandant le 20e régiment d'artillerie nord-africain a réorganisé l'artillerie entre Meuse et Chiers, regroupant au Nord de la Meuse les éléments encore au Sud.

En définitive, le 14 en fin de journée, dans le secteur fortifié de Mouzon, tout le monde est prêt pour la bataille du 15 au matin *sur la Chiers*.

* * *

C'est à ce moment cependant, que le général Huntziger, commandant la IIe armée, prend la décision de replier la 3e Division d'infanterie nord-africaine sur la bretelle d'Inor, et de replier au Sud de la Meuse, les éléments encore sur la Chiers.

Et, le 15 au matin, à la reprise de la bataille :

— plus de 130 ouvrages bétonnés, armés, sont livrés sans combat à l'ennemi ainsi que les 20 km du secteur fortifié de Mouzon, et le massif forestier inexpugnable entre Chiers et Meuse ;
— Bazeille, la poche de Sedan, les ponts de la Meuse, ne sont plus sous le feu de nos canons ;
— les Allemands vont pouvoir dominer la trouée de Stenay, la Chiers des arrières de la tête de pont de Montmédy ;
— toute contre-attaque française au Sud de la Meuse est vouée à l'échec ;
— l'ouvrage C.O.R.F. de La Ferté est découvert à l'Ouest, sa seule direction vulnérable.

Et, *surtout*, le Haut Commandement allemand est assuré d'une neutralisation de fait des forces françaises à l'Est du méridien de Sedan, puisqu'aussi bien, la bretelle fortifiée de Vaux-les-Mouzon lui est abandonnée sans combat.

Enfin, des unités encore installées solidement entre Chiers et Meuse le 14 au soir :

— la seule 3e Division d'infanterie nord-africaine, amputée de deux bataillons du 12e zouaves placés sur le Ruisseau de Yonq, s'efforce de s'accrocher à la pseudo-bretelle d'Inor ;
— les unités du 136e régiment de forteresse, du 610e régiment de pionniers, du 246e régiment d'infanterie ; de multiples petites unités d'artillerie, du génie, des transmissions, etc., se trouvent en l'air, sans ordres pour la conduite à tenir, si ce n'est qu'il faut évacuer le terrain entre Chiers et Meuse.

Comment s'étonner si des éléments plus ou moins en désordre, vont chercher vers l'arrière des points de regroupement (1) ?

Le désordre est relatif d'ailleurs : les éléments de forteresse, généralement en ordre, rejoignent le commandement de la Région fortifiée de Verdun, d'où, réorganisés, ils reviendront se battre ; le 246e régiment d'infanterie, de la 71e Division regroupé en ordre parfait au Sud de la Meuse, se met à la disposition du général Roucaud (1re Division coloniale) et se battra deux jours sous ses ordres.

Cependant, au Sud de la Meuse, les divisions du général Roucaud poussent vigoureusement sur l'axe Stenay-Sedan, pour couvrir, suivant leur mission, la gauche du secteur fortifié de Mouzon dont le général Roucaud ne sait pas qu'il est abandonné. Paradoxalement, c'est lui, poussé en pointe vers l'Ouest, qui aura sa droite découverte par l'évacuation surprenante des éléments encore entre Chiers et Meuse le 14.

Les 15 et 16 mai, son offensive progressera malgré des réactions très vives de l'infanterie ennemie, dominée partout cependant. Son groupe de reconnaissance (71e G.R.D.I., colonel Massacrier du 2e hussards), débordera Mouzon où des unités motocyclistes opposent une vive résistance ; son 3e régiment d'infanterie coloniale, son 12e régiment de tirailleurs sénégalais, fidèles aux plus belles traditions de notre armée coloniale atteignent déjà les hauteurs Ouest de Pourron, y bousculant les fusiliers de la 10e Panzer. C'est alors que le général Roucaud recevra l'ordre de stopper son avance, et de se replier sans délai sur les Bois au Sud d'Inor. Il temporisera d'ailleurs, en restant dira-t-il, « sur les excellentes positions du Ruisseau de Yonq, pour mieux reprendre la progression » (2).

Mais alors, dira-t-on, si la situation des éléments encore entre Chiers et Meuse le 14 mai, était satisfaisante, le général commandant la IIe armée a peut-être voulu économiser ses effectifs, en remplaçant le front de 20 km de la Chiers, par la simple ligne de 10 km environ de la bretelle d'Inor ?

Non, parce que en abandonnant les 20 km de front fortifié du secteur de Mouzon, la IIe armée allongeait davantage son front mouvant au Sud de la Meuse — front mouvant qui absorbe beaucoup d'effectifs. En outre, la seule bretelle d'Inor, allait exiger à elle seule des effectifs élevés, et cela pour une défense dans des conditions difficiles.

En effet, le 15 au matin, les régiments de la 3e Division nord-africaine ne meublent que difficilement les multiples couverts du tracé de la bretelle d'Inor ; la 6e Division (général Lucien) poussée sur la Meuse de Stenay, devra être engagée par bataillons successifs sur la bretelle — en raison des infiltrations continues, des poussées locales souvent violentes de l'infanterie ennemie : deux divisions seront ainsi entremêlées pendant trois jours et il faudra la 6e Division d'infanterie nord-africaine (général

(1) Plus tard, ils seront traités de fuyards, par quelques censeurs superficiels ignorants des réalités d'un champ de bataille et de ses arrières.

(2) Réflexion faite à l'auteur et reproduite dans le rapport du général Roucaud du 9 septembre 1941.

de Verdilhac) pour relever ces divisions, et permettre leur remise en ordre. En outre, la 1re brigade de spahis (général Jouffrault — qui mourra pour la France, dans un camp de concentration,) venue de Longwy qu'elle a sauvé, sera placée en couverture de Stenay, menacé par la précarité de la bretelle d'Inor.

Et les grandes unités manquent à l'Ouest du méridien de Sedan, où l'ennemi poursuit sa progression vers l'Ouest, et où l'extension continuelle du front réclame de nouvelles grandes unités.

Résumons-nous : le secteur fortifié de Mouzon assurait la solidité du front de la IIe armée jusqu'à la poche de Sedan, et cela avec une seule division ; la bretelle d'Inor va absorber trois divisions et la 1re brigade de spahis, toutes de haute qualité, pendant les heures cruciales de la bataille de Sedan ; de plus, elle demeurera toujours peu solide.

Par ailleurs, l'effet moral de l'abandon de la position de la Chiers jusqu'à La Ferté, est considérable sur les troupes allemandes, divisions de seconde qualité, dirigées vers le feu, et qui vont s'aguerrir.

Mais, en définitive, que pouvait-on faire ?

Le maréchal Foch a dit et répété sans cesse : « On gagne les batailles avec des restes. » Or, le 14 après-midi, les « restes » de la IIe armée, offrent en vérité, une grande richesse de moyens, qui auraient justifié toute autre solution que celle du tassement sur la bretelle d'Inor.

Non compris la 3e D.I.N.A. (général Chapouilly), la 3e Division coloniale (général Faloy), la 41e Division (général Bridoux), le général commandant la IIe armée dispose des :

— 3e Division motorisée (général Bertin-Boussus), 3e Division cuirassée (général Broquart) (toutes les deux déjà au bois de Mont-Dieu) ;
— 1re Division coloniale (général Roucaud), 2e Division de cavalerie (général Berniquet) (toutes les deux déjà à La Besace, Yoncq, Pourron) ;
— 6e Division d'infanterie (général Lucien), déjà à Dun-sur-Meuse-Stenay ;
6e Division coloniale (général Carles), qui arrive à Nouart-Bayonville ;
— 1re brigade de spahis (général Jouffrault), qui se met en route de Longuyon sur Stenay ;
— 6e Division nord-africains (général de Verdilhac), déjà en route vers Stenay ;

On pouvait réunir une trentaine de groupes d'artillerie, et six bataillons de chars.

Derrière la progression des Divisions du général Roucaud, une contre-offensive (1) pouvait être rapidement menée et soutenue — effort

(1) Et non une simple contre-attaque locale.

à droite sur l'axe Stenay-Sedan-Mézières — négligeant les combats de détail, les avances et reculs de-ci, de-là ;

— couverte à l'Est par le secteur fortifié de Mouzon ;
— couverte à l'Ouest, par les très bonnes 36e Division (général Aublet), déjà à Attigny ; 14e division (général de Lattre de Tassigny), qui arrive au Nord de la précédente ;
— et par la 5e Division de cavalerie, la 3e brigade de spahis, la 1re brigade de cavalerie, déjà en ligne, et pouvant mener l'action retardatrice vers l'Ouest.

Cette contre-offensive aurait dû changer la face de la guerre.

Elle n'avait devant elle que la 10e panzerdivision, étirée sur un front de 30 km, le long du canal des Ardennes, du plateau de Bulson, des hauteurs de Stonne, jusqu'à la boucle de la Meuse de Villemontry, disait l'ordre du général Gudrian, commandant le XIXe corps blindé allemand, qui ajoutait : « Pour y occuper et y aménager le front » — cependant que les autres panzer de ce XIXe corps blindé (1re et 2e pz), fonçaient vers Signy et Rethel. Cette 10e panzerdivision ne disposait pour occuper et aménager son vaste front que de ses quatre bataillons organiques, renforcés des quatre bataillons du régiment d'infanterie Grossdeutschland ; au total, huit bataillons fatigués, sans sommeil depuis trois jours, éprouvés par les combats de la Meuse. La première division normale d'infanterie allemande ne devait être en place sur le front que le 15 mai au soir.

Cette contre-offensive aurait montré en tout cas, un esprit de solidarité, une camaraderie de combat, qui avait toujours été une des qualités essentielles du Haut État-Major français.

Le 16 au soir, le général Roucaud qui venait de charger en képi, au milieu de ses marsouins, de ses tirailleurs sénégalais, pouvait dire : « Une fois de plus, se vérifie l'axiome, qu'en guerre de mouvement une situation n'est jamais aussi mauvaise qu'on le croit (1). »

Le repli de la IIe armée le 14 mai sur la bretelle d'Inor, n'en est que plus regrettable.

Nos divisions de 1940 étaient, en général, aussi belles qu'elles devaient l'être ; elles ont eu une conduite au feu souvent magnifique.

Nos généraux de division et de brigade, nos colonels, avaient une valeur au moins égale à celle de leurs anciens : nombreux sont ceux qui sont tombés face à l'ennemi.

Sedan 1940, ce fut Rethondes 1940.

Général Rollot,
Ex-chef du 3e bureau du XVIIIe, C. A.

(1) Déclaration faite à l'auteur, et reproduite dans le rapport établi le 9 septembre 1941 par le général Roucaud.

LE JAPON DANS LA GUERRE

La Retraite de Birmanie (1)

Cherchant depuis longtemps à s'affranchir de la tutelle britannique, la Birmanie avait obtenu, en 1937, d'être détachée de l'Inde dont elle faisait partie jusque-là et de constituer un gouvernement séparé. La nouvelle organisation était trop jeune pour mettre sur pied des forces militaires proprement birmanes. C'est Londres qui resta chargé de la défense de la Birmanie, par l'intermédiaire du gouvernement de Rangoon ; l'Inde dut prêter à la Birmanie deux bataillons britanniques en attendant le développement des forces birmanes qui ne consistaient guère jusque-là qu'en une police militaire. Les Birmans ayant le désir d'éliminer ce qui était britannique, l'Inde n'ayant plus rien à voir dans la défense de la Birmanie, l'*Imperial Committee of Defence* ne s'intéressant à cette question que sous l'angle de la protection de la ligne aérienne Inde-Singapour, il n'est pas surprenant que l'organisation des forces militaires, aériennes et navales de Birmanie ait été extrêmement négligée. En outre, les Anglais ne croyaient pas à une attaque du pays et, même lorsque les Japonais furent entrés au Siam, ils ne pensaient guère qu'à des actions de bombardement sur les aérodromes ou sur le port de Rangoon.

Ce qui précède explique que, lors de l'attaque des Japonais contre la Birmanie en décembre 1941, presque aussitôt après Pearl Harbour, ils ne trouvèrent devant eux que deux bataillons britanniques, six bataillons indiens, deux bataillons de fusiliers birmans réguliers et quatre autres territoriaux, cinq bataillons de garnison, six bataillons de défense de frontière et quelques autres unités de valeur négligeable. De son côté, la XV^{e} armée japonaise arrivait avec deux divisions très étoffées.

Que se proposait le Japon en attaquant la Birmanie? Son objectif essentiel était la coupure de la *route birmane*. Depuis que l'Indochine française était occupée, les ravitaillements américains parvenaient à Tchong-k'ing uniquement par le port de Rangoon où ils étaient débarqués et entreposés (le stockage était évalué à 100.000 tonnes le 10 janvier 1942), puis acheminés vers la Chine. L'isolement de cette dernière imposait donc au Japon de s'emparer de cette route. Le Japon avait-il d'autres visées plus lointaines, vers l'Inde, et envisageait-il de se servir de la Birmanie comme d'une place de rassemblement? Cela est peu probable, bien que certains Japonais aient inclus l'Inde dans le projet de *sphère de co-prospérité* de l'Extrême-Orient (2) ; en effet, il eût été

(1) Historical Section (India and Pakistan), *The retreat from Burma, 1941-1942* (La retraite de Birmanie), Bisheshwer Prasad, 1952, 501 pages.

(2) La conférence des quatre grands ministres japonais (Premier Ministre, Affaires étrangères, Armée, Marine) qui se réunit au début de septembre 1940 pour délibérer sur la proposition de Matsuoka pour renforcer l'Axe Japon-Allemagne-Italie, rédigea une longue note qui est reproduite dans l'ouvrage du colonel Hattori, ancien chef du bureau des opérations du G. Q. G. japonais, intitulé *Dai Tô A sensô zenshi* (His-

imprudent de compter sans l'évolution de la guerre en Europe et d'établir des plans si lointains.

Tchiang Kai-chek, qui tenait naturellement au maintien de la *route birmane*, offrit aux Britanniques l'appui de deux armées chinoises à trois divisions (mais n'oublions pas que chaque armée équivalait à peine à une division européenne). Toutefois le commandement britannique, et le général Wavell en particulier, ne mirent pas beaucoup d'empressement à profiter de l'offre de Tchiang, pour des raisons psychologiques d'abord (ils considéraient comme humiliant qu'un pays britannique fît appel à des forces non britanniques pour se défendre) et puis pour des raisons techniques valables de commandement, de liaison et de ravitaillement. Aussi, bien que les premiers éléments chinois fussent arrivés dans les États Shan du Sud dès décembre 1941, le reste des V^e^ et VI^e^ armées chinoises ne suivit que beaucoup plus tard. Ces troupes chinoises allaient cependant contribuer à sauver les forces britanniques d'un désastre total.

C'est l'histoire de la conquête de la Birmanie par le Japon au cours du mois de décembre 1941 et des premiers mois de 1942 que présente la *Section historique indo-pakistanaise* dans l'un des vingt volumes environ qu'elle entend consacrer au rôle, dans la deuxième guerre mondiale, de l'Inde d'avant la séparation. L'ouvrage paraît être la compilation par un rédacteur civil, M. Bisheshwar Prasad, des études de détail faites par des officiers indiens.

Après une vue d'ensemble sur la campagne, dans laquelle les critiques à l'égard du haut commandement ne sont pas ménagées, l'ouvrage débute par une étude historique et géographique de la Birmanie ; puis il aborde les opérations. Les Japonais commencèrent par couper la ligne aérienne reliant l'Inde à Singapour, ligne dont les aérodromes s'échelonnaient dans la pointe birmane de l'isthme de Kra, si étroite et si proche de la frontière siamoise, par conséquent si aisément vulnérable. Tavoy, maillon du milieu de cette chaîne de terrains, tomba le premier, ce qui entraîna l'évacuation des aérodromes plus au Sud, tels que Mergui. Puis ce fut le tour de Moulmein, plus au Nord. Ces opérations ne mirent en œuvre que quelques bataillons de part et d'autre ; elles suffirent à interrompre la liaison aérienne avec Singapour et elles assurèrent aux Japonais, dès janvier 1942, la possession de terrains d'aviation à bonne distance de Rangoon.

Ces premiers résultats acquis, les Japonais se proposèrent la prise de Rangoon, le grand port et centre de raffineries de pétrole de la Birmanie, tête de la *route birmane* par laquelle les ravitaillements américains partaient en direction de Tchong-k'ing. Plusieurs lignes de défense naturelles, orientées Nord-Sud, auraient pu permettre aux Britanniques de couvrir Rangoon : la Salween, obstacle très sérieux, puis la Bilin, rivière plus modeste, enfin le

toire complète de la guerre d'Extrême-Orient). J'en traduis les extraits suivants (tome I, page 62) :

« ... Dans les négociations avec l'Allemagne et l'Italie, la zone qui sera considérée comme l'espace vital nécessaire à l'Empire pour établir un ordre nouveau comprendra, en dehors du Japon, de la Mandchourie et de la Chine, qui en seront le centre, les archipels ex-allemands sous mandat, l'Indochine française et les îles françaises du Pacifique, le Siam, la Malaisie britannique, le Bornéo britannique, les Indes néerlandaises, la Birmanie ; toutefois, au cours des négociations, on désignera par l'expression « régions du Sud » la zone qui laisse la Birmanie à l'Ouest, qui comprend les Indes néerlandaises et qui est au nord de la Nouvelle-Calédonie ; de plus le cas peut se présenter où l'on inclurait l'Inde dans l'espace vital de l'U. R. S. S. »

A cette époque le gouvernement japonais espérait donc que les Anglais seraient chassés de l'Inde (il ne disait pas comment) et que ce pays ferait partie de la *sphère de co-prospérité* d'Extrême-Orient ; toutefois quelque incertitude régnait déjà dans les esprits à ce sujet. Ces espoirs n'allaient pas tarder à s'estomper.

Sittang, fleuve important, mais derrière lequel s'ouvrait, libre, le chemin de Rangoon.

Les forces britanniques furent bousculées dans le courant de février sur ces lignes successives. Le 7 mars 1942, il fallut évacuer Rangoon, dont les installations industrielles et portuaires furent détruites et les approvisionnements considérables mis hors d'usage ou incendiés.

Les Japonais ayant coupé à sa base la *route birmane*, il leur restait à anéantir les forces britanniques ainsi que les troupes chinoises arrivées en renfort. Ils refoulèrent progressivement les Britanniques dans la région de Prome, puis dans celle des riches terrains pétrolifères, puis à Mandalay, tandis que, plus à l'Est, les armées chinoises se repliaient vers le Nord. Finalement, ce qui restait de l'armée de Birmanie put franchir en mai la frontière de l'Inde, en direction d'Imphal, et les débris des armées chinoises quittèrent la Birmanie soit par la même voie, soit plus au Nord par Ledo.

C'est ainsi, après des combats très âpres, que la Birmanie fut perdue en 1942. La faiblesse numérique des unités disponibles, l'insuffisance de leur encadrement et de leur équipement, l'absence d'appui aérien, un manque absolu d'information sur l'adversaire (le service de renseignements était inexistant et la majorité de la population birmane favorisa les Japonais), les difficultés de coopération avec les alliés chinois, l'inexistence faute de prévisions et de moyens) d'organisations défensives, expliquent les événements.

L'ouvrage témoigne d'un grand souci d'information de détail ; il est accompagné de nombreux croquis, suivi d'une abondante bibliographie et d'annexes. Il est extrêmement recommandable. Il ne peut faire oublier, cependant, un livre déjà signalé dans le nº 18 de cette revue : *Eastern Epic*, de M. Compton Mackenzie, qui traite de la page 405 à la page 522 le même sujet, en le survolant de plus haut. Les deux études se complètent heureusement.

L'Armée américaine : Le Quartermaster Corps

Le *Quartermaster Corps* est le service qui fournit aux armées tout ce dont elles ont besoin, excepté les armes et les munitions. Il se procure donc par voie d'achats (à moins qu'il ne fabrique lui-même : par exemple le pain), les vivres, l'habillement, l'essence, etc. ; il les stocke, les transporte, les distribue ; il récupère les vieilles chaussures et les répare ; il douche les vivants et enterre les morts. C'est l'intendance, le train, les services de l'arrière et de l'intérieur réunis, sauf pour ce qui touche les armes et les munitions qui sont l'affaire de l'*Ordnance*.

Son organisation et son fonctionnement constituent naturellement une partie essentielle de la tâche des états-majors mais l'exposé de son histoire au cours d'une guerre ne tente généralement guère les historiens qui préfèrent étudier les aspects moins ingrats de la politique, de la conduite des troupes, du combat.

Un livre, consacré au *Quartermaster Corps* dans la guerre avec le Japon, a été écrit par un historien spécialisé dans ce genre d'études depuis 1943, et qui est chef d'une section du *Service historique de l'Armée américaine* (1).

Il s'ouvre sur les Philippines pendant la période de conquête par les Japonais. Avant la guerre, l'armée américaine ne s'intéressait que médiocrement aux Philippines, puisqu'en 1934 on avait prévu d'accorder aux habitants leur indépendance dix ans plus tard. Les États-Unis ne se sou-

(1) Alvin P. Stauffer, *The Quartermaster Corps : operations in the war against Japan*, Office of the Chief of military history, Department of the Army, Washington, 1956, 358 p., nombreuses illustrations, cartes.

ciaient plus d'assurer la défense de l'archipel. Ils y avaient donc placé peu d'approvisionnements. Ce n'est qu'en 1941, la tension s'accentuant dans les relations entre le Japon et les États-Unis, que fut établi un vaste programme de défense, qui supposait un ravitaillement et des stockages considérables. Mais il était trop tard. L'auteur expose comment le *Quartermaster Corps* dut faire pour le mieux au moyen des ressources locales avec un personnel insuffisant. Il rappelle que l'effectif du *Quartermaster* doit être de 4 % de l'effectif total pour assurer un service convenable ; or, aux Philippines, ce chiffre ne fut guère supérieur à 1 %.

La guerre du Pacifique présente ce caractère particulier qui complique tous les problèmes d'état-major : les points vitaux sont séparés par des distances considérables : il faut pour se porter de l'un à l'autre de ces points des semaines entières, les erreurs d'aiguillage ne se réparent pas facilement. Je relève (p. 149) que 3 compagnies de boulangers arrivèrent en décembre 1944 à Hollandia (Nouvelle-Guinée), mais leurs fours avaient été dirigés sur une île du Pacifique et il fallut plusieurs mois avant de les récupérer. En outre, dans tout cet océan, si l'on met à part les Hawai, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, on trouve peu de ressources, peu d'usines, de magasins, peu d'habitants dont on puisse faire des ouvriers, des manœuvres, des dockers, des secrétaires. L'auteur est ainsi amené à faire un exposé de ce que l'on trouvait dans les trois seules régions utilisables. Il commence par les Hawaï, fort bien situées pour servir de base mais à peu près inutiles comme sources de ravitaillement. Ces îles produisent en abondance du sucre et des ananas, mais la population locale est obligée de faire venir des États-Unis ce qui lui est nécessaire pour vivre, à commencer par les pommes de terre et les œufs. Il fallut donc nourrir non seulement les troupes de passage mais aussi les habitants. Les îles furent couvertes de magasins et devinrent un immense dépôt.

L'Australie était riche en bétail et en produits agricoles, mais son industrie était peu développée et on n'y trouvait pas de main-d'œuvre. Dans ce continent immense, il y avait peu de chemins de fer et ces derniers avaient cinq largeurs de voie ; sauf au Sud et au Sud-Est les routes étaient peu nombreuses, peu faites pour un grand trafic de camions ; ces communications n'avaient donc qu'un faible rendement. Aussi utilisa-t-on beaucoup les services côtiers, mais les caboteurs étaient en nombre insuffisant, et les ports manquaient de grues et de tracteurs ; les ouvriers du port refusaient de travailler s'il pleuvait ou s'il fallait manipuler de la viande frigorifiée ; comme le travail était payé double et même triple les samedis et les dimanches, on ne trouva plus de manœuvres que ces jours-là, de sorte que le gouvernement, d'accord avec l'armée américaine, en arriva à supprimer les chargements ou déchargements de bateaux en fin de semaine.

Comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande était peu industrielle mais très agricole ; elle constitua une source très précieuse de ravitaillement en vivres. Toutefois, ce n'est pas parce que le mouton abonde en Australie et en Nouvelle-Zélande que la tâche du *Quartermaster Corps* pour ravitailler les troupes en viande était facile. On peut donner beaucoup de mouton aux Australiens, mais les Américains trouveraient ce régime monotone. Ils voulaient des conserves de bœuf et de porc, mais peu de mouton ; ils demandaient des spaghetti, du riz, des jus de fruits, des légumes en boîtes, mais les pommes de terre séchées étaient mal accueillies tandis que les tomates, les pommes et les oranges avaient toutes les faveurs. Ils consommaient beaucoup de lait, de cacao. Les vivres réglementaires de l'armée australienne comprenaient 24 articles, ceux de l'armée américaine 39. Le pain fait avec les farines australiennes, abondantes sur le marché, n'était pas du goût des Américains, et quand ce fut possible, il fallut les mélanger avec des

farines des États-Unis. Quant au lait, il y en avait beaucoup en Australie, mais 5 à 10 % des vaches étaient tuberculeuses et la pasteurisation était considérée comme un luxe. L'auteur nous raconte tous ces détails avec force chiffres et nous fait voir à quels obstacles se heurtait le *Quartermaster Corps*. Il nous signale la difficulté de fabriquer des boîtes de conserve en quantités suffisantes, les tâtonnements des fabricants australiens avant de fournir le tissu de chemise souhaité. Mais on ne doit pas rester sur une impression défavorable : l'Australie rendit comme base des troupes alliées des services immenses. En outre, les consommateurs du front ne pouvaient-ils se montrer exigeants ?

Malgré les achats massifs que le *Quartermaster Corps* fit surtout en Australie, les États-Unis restèrent les fournisseurs d'une grande partie de ce que les troupes consommaient. Mais le service souffrit d'une insuffisance de personnel de direction dans les ports de la côte Ouest. San Francisco, qui était le dépôt portuaire principal, ayant sous ses ordres 5 dépôts secondaires sur la côte, fonctionnait en 1945 avec 1 commandant, 3 capitaines et 7 lieutenants, tandis que New York, dont la tâche était plus simple, disposait d'un lieutenant-colonel, 3 commandants, 6 capitaines, 12 lieutenants, les employés civils étant dans la même proportion que les militaires à l'Est et à l'Ouest. Il en résulta des retards parfois importants et toujours regrettables dans les expéditions. Par exemple, une demande de conserves de viande et de légumes arrivée à San Francisco en décembre 1944 n'était pas encore satisfaite à la fin de mars 1945. Le travail excessif demandé au dépôt de San Francisco n'était pas toujours seul en cause dans la lenteur des expéditions : il fallait faire venir les produits des dépôts situés à des milliers de kilomètres à l'intérieur des États-Unis, les trains et les bateaux étaient insuffisants, et, surtout, les navires étaient retenus très longtemps dans les ports de livraison parce qu'ils ne pouvaient être déchargés faute de moyens. Tant d'autres facteurs intervenaient qui s'opposaient à un fonctionnement régulier, aisé, des ravitaillements. Les bases n'avaient pas assez de personnel capable pour dresser l'inventaire de ce qu'elles possédaient. Le *Quartermaster Corps* n'était pas toujours averti en temps opportun des effectifs à ravitailler. Les bombardements, les pertes de bateaux, les dommages causés par le climat tropical, le gaspillage, étaient autant de causes d'incertitude dans les calculs. Et pouvait-on prévoir les conséquences d'une saison sèche en Australie ?

En règle générale, toute troupe quittant l'Amérique devait être accompagnée de 60 jours de vivres et autres nécessités. Mais au début de la guerre surtout, le manque de bateaux conduisit à séparer la troupe de son ravitaillement, et alors, très souvent, l'un et l'autre ne se rejoignaient jamais.

Quand un bâtiment partait d'une base arrière pour faire des livraisons en différents points, il arrivait que pour mieux utiliser la place, les chargements étaient mélangés. A la fin d'avril 1942 des bateaux qui allaient en Nouvelle-Zélande et en Australie mais qui devaient auparavant effectuer un ravitaillement en Nouvelle-Calédonie, durent être complètement déchargés à Nouméa pour trouver ce qu'il fallait laisser en chemin, puis rechargés. On relève encore cet exemple de bateaux chargés à San Francisco, déchargés et rechargés à Brisbane, l'opération se répétant à Oro Bay et une troisième fois à Finschhafen.

Tout cela explique pourquoi des compagnies de camions arrivaient sans leurs véhicules, des compagnies de boulangers sans leurs fours et des compagnies de blanchisseries sans leur matériel. Naturellement toutes ces leçons furent retenues peu à peu et le fonctionnement des ravitaillements se perfectionna graduellement.

Il n'est pas possible de noter tout ce que cette étude en apparence

ardue contient d'intéressant. Il faudrait insister sur la nature des emballages destinés à un climat humide et très chaud, où tout se détériore, se pourrit en peu de temps si l'on ne prend des précautions spéciales. Il faudrait relever la nécessité de disposer de chambres froides, de réfrigérateurs, celle de pourvoir la troupe de vêtements et de chaussures appropriées à la jungle.

Le *Quartermaster Corps* eut à vaincre de très grandes difficultés dont beaucoup étaient particulières aux théâtres d'opérations du Pacifique. Mais, ainsi que le note l'auteur, il parvint à donner à temps aux troupes à peu près tout ce dont elles avaient besoin et à peu près en temps voulu. Après la chute des Philippines, si la nature des vivres ne répondit pas toujours à la demande, les troupes n'eurent jamais à souffrir de la faim. Elles furent vêtues et chaussées à peu près convenablement. Jamais une opération ne fut retardée par manque d'essence (1).

La Prise des Gilbert et des Marshall

On connaît la vaste collection que les Services historiques américains consacrent à l'histoire de l'armée des États-Unis dans la deuxième guerre mondiale et dont nous avons déjà signalé un certain nombre de tomes dans cette *Revue*. Le vingt-septième volume (2) publié dans la série, composé par des historiens qui ont disposé d'une ample documentation et qui avaient pris part eux-mêmes à la guerre dans le Pacifique, présente un grand intérêt, à la fois parce qu'on y trouve la mise au point des opérations amphibies et parce que la prise des Gilbert et des Mariannes marque le début d'une offensive qui se poursuit jusqu'aux Ryû-kyû.

Je ne reviens que brièvement sur la genèse des opérations étudiées ici, car elle a déjà été analysée dans cette *Revue* à propos d'un autre ouvrage de la même série (3 . Il s'agissait d'abord d'arrêter les Japonais qui menaçaient la ligne de communications entre l'Australie et l'Amérique, puis de les refouler et de porter finalement la guerre jusqu'au Japon et jusqu'à sa capitulation sans conditions. Les auteurs rappellent l'opposition entre les plans de l'Armée et de la Marine américaines, et plus précisément entre ceux du général Mac Arthur et de l'amiral Nimitz. Le premier, qui commandait la zone sud-ouest du Pacifique, aurait voulu qu'on lui donnât la majorité des moyens dont l'Amérique pouvait disposer dans le Pacifique pour attaquer les Japonais du sud-est au nord-ouest par les Salomon, la Nouvelle-Guinée, Rebaul, pour aboutir d'abord aux Philippines (dont la reconquête lui tenait particulièrement à cœur), la poussée devant se continuer vers le nord en direction du Japon. Le second entendait conduire l'offensive principale d'est en ouest à travers le Pacifique. La totalité des forces et du matériel disponibles étant limitée, ce n'est qu'après de longues discussions qu'un compromis fut adopté à Washington. Les deux offensives devaient être prononcées en direction générale des Philippines et l'on répartit entre elles les moyens du moment.

Le plan général d'opérations pour 1943 comprenait donc à la fois une offensive dirigée par le général Mac Arthur sur Rabaul, et une autre par l'amiral

(1) L'ouvrage se termine par un chapitre bibliographique référencé qui constitue un guide précieux pour les chercheurs. Une excellente carte des Philippines au 1 /3 000 000 avec des cartons au 1 /1 000 000 l'accompagne ainsi qu'une carte (sommaire) de la Nouvelle-Guinée.

(2) Ph. A. Crowl et Ed. G. Love, *Seizure of the Gilberts and Marshalls* (La prise des Gilbert et des Marshall). Office of the Chief of Military History, Department of the Army, Washington, D. C., 1955, 414 pages.

(3) Voir *Guadalcanal*, par John Miller, dans le n° 7 de la *Revue*.

Nimitz sur les Marshall puis les Carolines. Toutefois, pour faciliter la prise des Marshall, il fut décidé de commencer d'abord par s'emparer des Gilbert, qui se trouvent plus au sud et qui devaient fournir ensuite des bases aériennes pour la suite des opérations. Ce détour permettait une économie de forces.

Le présent ouvrage ne concernant que les opérations à terre, l'organisation des forces maritimes et leurs opérations n'y sont pas traitées. C'est l'amiral Turner qui fut chargé de l'ensemble de l'attaque des Gilbert où deux objectifs principaux furent choisis : Makin, au nord, et Tarawa, au sud. L'amiral Turner délégua à l'amiral Hill le commandement de l'attaque de Tarawa, lui-même conserva celui de l'attaque de Makin. C'était la 27e Division et la 2e Division de Fusiliers marins (ou *Marines*) qui étaient chargées des opérations à terre. Il y a dans toute opération amphibie un point délicat : l'organisation du commandement avant, pendant et après le débarquement. Celle des Gilbert mit cette difficulté en évidence ; ce n'est que plus tard que des règles fermes en évitèrent la répétition.

La Marine américaine ne disposait que de cartes insuffisantes et peu exactes de ces îles du Pacifique, dont le Japon avait depuis longtemps interdit l'accès. Il lui fallut recueillir des renseignements par des reconnaissances de sous-marins et d'avions qui montrèrent les travaux défensifs parfois considérables que les Japonais avaient exécutés.

Chacun des deux atolls, Makin et Tarawa, avait grossièrement la forme d'un triangle de récifs, une bande de terre basse s'allongeait sur certains côtés, longue de 10 à 15 kilomètres, large de 300 à 800 mètres. Des passes permettaient l'accès à la lagune intérieure. On estimait qu'il y avait à Makin entre 5 et 800 Japonais et à Tarawa de 2.500 à 3.000. On les jugeait fortement organisés, surtout à Tarawa. Ces détails permettent d'apprécier le degré de difficulté de l'opération et avec quelle supériorité d'effectifs et de matériel l'attaque fut menée. L'enlèvement de Makin fut confié à la 27e Division ; celui de Tarawa, qui paraissait plus ardu, à la 2e Division de « *Marines* », déjà aguerrie à Guadalcanal. Les deux attaques furent déclanchées le 23 novembre 1943. Le plan de la 27e Division était compliqué, celui de la 2e Division de « *Marines* » simple.

Makin était défendue seulement par 300 combattants ; le reste de la garnison comprenait environ 500 travailleurs, la plupart coréens ; ses organisations étaient peu redoutables. Elle présenta peu de résistance au débarquement, sa conquête ne fut pas très difficile. Elle fut pourtant lente et relativement coûteuse. Les Américains perdirent 64 tués et 152 blessés pour 465 Japonais tués et 105 prisonniers (presque tous des travailleurs) ; en d'autres termes : deux Américains tués ou blessés pour quatre Japonais tués.

Tarawa, au contraire, avait une plus forte garnison et l'île était puissamment organisée. Quoique bien conduite, sa conquête, qui dura trois jours, fut achetée cher. On compta 4.690 Japonais tués et 17 prisonniers auxquels s'ajoutèrent 129 travailleurs coréens, mais les « *Marines* » perdirent 3.301 tués, blessés, disparus, nombre considérable.

Ces opérations, qui n'étaient que le prélude de l'offensive Nimitz, furent fécondes en enseignements que l'on mit à profit sans retard. Jusqu'alors, les débarquements effectués par les Américains aux Salomon, en Nouvelle-Guinée, aux Aléoutiennes, n'avaient rencontré qu'une faible opposition. Il en fut autrement à Tarawa, en raison de sa forte organisation et aussi de la ténacité et de la bravoure du combattant japonais qui préfère le suicide à la captivité. Aux Gilbert, comme au cours de toute la guerre, les Américains firent peu de prisonniers japonais qui ne fussent pas blessés.

La lenteur avec laquelle Makin avait été enlevée ayant prolongé le séjour des navires auprès de l'atoll, un porte-avions fut torpillé par un sous-marin japonais, le 24 novembre 1943, ce qui entraîna la perte d'environ 650 officiers

et marins. L'attention fut ainsi attirée sur la nécessité de proportionner la protection à donner aux bâtiments à la durée de leur stationnement.

La préparation par avions et par artillerie des navires fut reconnue trop courte. Les engins de débarquement furent perfectionnés et leur nombre augmenté ; en particulier l'emploi des chars amphibies fut considérablement développé. La coopération entre chars ou avions et infanterie, très médiocre, fut mise au point. Les transmissions latérales et les transmissions avec le commandement furent améliorées. C'est à ce moment que l'on décida d'affecter au commandement des opérations amphibies des bateaux postes de commandement, sur lesquels l'usage de la radio n'était pas rendu impossible par le tir des pièces de bord.

La conquête des Gilbert n'eut pas seulement pour avantage de permettre aux forces américaines de « se faire la main », mais elle allait rendre plus aisée la prise des Mariannes. Auparavant, pour bombarder les Mariannes, les avions basés à terre devaient venir de Funafuti (dans les Ellice) à 2.400 kilomètres ou de Canton (dans les Phénix) à près de 3.000 kilomètres. Deux bases constituées peu de temps avant les opérations à Baker et à Nanumea avaient réduit ces distances à 1.900 et 2.000 kilomètres, ce qui était encore considérable pour atteindre un grand rendement. Or, dès le 18 décembre 1943, le terrain de Makin était de nouveau utilisable ; une semaine après, deux pistes à Tarawa et, à la mi-janvier, une autre à Apamama étaient en service.

Grâce aux promptes améliorations apportées à la technique des opérations amphibies, l'enlèvement de Kwajalein, objectif choisi dans les Marshall, fut relativement facile. Il est vrai que cet atoll n'était pas organisé aussi fortement que Tarawa. Les forces américaines de terre, de l'air et de mer mises en action furent les plus considérables qui eussent été réunies jusqu'alors pour une attaque dans le Pacifique. La préparation fut longue et intense. Deux divisions, la 7e et la 4e de fusiliers marins, furent engagées, la première contre l'îlot du nord, la seconde contre l'îlot du sud. Pour 142 Américains tués au sud et 190 au nord, avec 845 blessés au sud et 547 au nord, on compta près de 5.000 Japonais tués au sud, près de 3.500 au nord. On fit comme d'habitude peu de prisonniers : 291 au total dont 130 Japonais. La conquête de Kwajalein, comparée aux précédentes, fut aisée et peu coûteuse en vies humaines.

La prise des Marshall, y compris l'atoll le plus septentrional d'Eniwetok, allait conduire les États-Unis à poursuivre, avec une certaine avance sur l'horaire prévu, l'offensive Nimitz vers l'Ouest. On projeta d'envahir les Mariannes le 15 juin 1944, de neutraliser et dépasser Truk, puis de prendre les Palao (1).

Okinawa

Le Corps des Fusiliers marins *(Marine Corps)* publie une série de monographies des actions auxquelles ses unités prirent part au cours de la deuxième guerre mondiale. L'une est consacrée à la grande et dernière bataille du Pacifique, celle d'Okinawa où les *Marines* jouèrent un rôle important. Toutefois, le nombre de leurs grandes unités était un peu inférieur à celui de l'Armée, et il en est résulté pour les auteurs une difficulté d'exposition. Ils ne pouvaient guère isoler l'historique des *Marines* de l'ensemble des opérations, sous peine d'être difficilement suivis par leurs lecteurs ; d'autre part ils ne pouvaient recommencer l'excellent ouvrage édité en 1948 par le *Service historique de l'Armée* sur l'ensemble de la bataille

(1) Le récit des opérations, très détaillé, reste bien ordonné et clair. Une bibliographie, un index, des cartes splendides, des photographies, complètent ce très intéressant et très utile volume.

d'Okinawa et dont cette revue a rendu compte précédemment dans son n° 7. Nous sommes donc en présence d'un compromis (1).

Le livre débute par un rappel des événements antérieurs de la guerre du Pacifique et par un tableau de la situation vers la fin de 1944. Cette partie est très bonne, claire, mais déjà très connue pour avoir fourni la préface de nombreuses autres études. Les différences de vues de Mac Arthur et de Nimitz, l'arbitrage du Président, les étapes successives de la poussée du général vers le Nord-Ouest par Guadalcanal, les Bismarck, la Nouvelle-Guinée et les Philippines, celle de l'amiral vers l'Ouest par les Marshall et les Gilbert, les Carolines et les Mariannes, puis Iwojima, les hésitations au sujet de la dernière phase des opérations avant l'assaut à donner au Japon lui-même (irait-on à Formose ?), tout cela est bien raconté mais l'a déjà été maintes fois. La décision ayant été finalement prise de s'emparer d'Okinawa, la plus importante de l'archipel des Ryû-kyû et la plus intéressante par ses mouillages et ses terrains d'aviation à bonne portée du Japon, les auteurs nous font connaître la géographie de l'île. Il leur a échappé une note, page 9, dans laquelle ils donnent aux Japonais et aux Okinawaïens les Ainu comme ancêtres communs « principaux », mais cette inexactitude est de peu d'importance ici.

Revenant sur le choix d'Okinawa comme objectif, les auteurs rappellent que c'est le général Harmon, commandant les forces d'aviation du Pacifique, qui présenta à l'idée première de s'installer d'abord à Formose des objections telles que les chefs d'état-major combinés *(Joint Chiefs)* abandonnèrent ce plan pour pousser d'une part Mac Arthur sur Luçon et d'autre part Nimitz sur Iwojima puis sur Okinawa.

Jusque-là, les opérations mixtes exécutées dans le Pacifique n'avaient demandé que des forces de terre relativement modestes. La conquête d'Okinawa allait exiger le recours à de nombreuses grandes unités de terre et, naturellement, à des forces aériennes et navales considérables. L'amiral Nimitz avait confié le commandement général de l'expédition à l'amiral Spruance, commandant la 5e flotte et les forces du Pacifique central. Spruance avait sous ses ordres la *Force expéditionnaire combinée* (amiral Turner) et deux groupements de porte-avions dont un britannique. A son tour, l'amiral Turner commandait : 1° la 1re Armée du général Bruckner à qui allait revenir la mission de conquérir l'île avec 2 corps d'armée : le 3e corps amphibie (composé de 2 divisions de fusiliers marins) et le 24e corps ; il disposait en outre de 2 autres divisions pour des attaques secondaires et d'une septième comme réserve embarquée ; 2° un certain nombre de grandes unités navales et aériennes.

Le débarquement devait naturellement être exécuté à l'abri des tentatives auxquelles les Japonais ne pouvaient pas manquer d'avoir recours pour s'y opposer par mer et dans l'air. Puis, les opérations dans l'île devaient rester couvertes efficacement pendant toute leur durée. On prévoyait aussi l'enlèvement préalable, exécuté quelques jours avant le débarquement, des îles Kerama situées à proximité et à l'ouest d'Okinawa ; elles devaient fournir une base de ravitaillement et une base d'hydravions ; on allait d'ailleurs découvrir qu'elles constituaient un repaire d'avions-suicides.

Une division, la 77e, était chargée de cette opération sur les Kerama. Une autre, la 2e de *Marines*, allait exécuter une feinte sur les rivages est d'Okinawa alors que le débarquement se ferait par l'ouest ; une autre encore, la 27e, était embarquée en réserve.

Après un chapitre très détaillé sur les travaux du service de renseigne-

(1) Major Chas. S. Nichols, Jr., et Henry I. Shaw, Jr., *Okinawa, Victory in the Pacific*, 1955, grand in-8°, 332 p., très nombreuses illustrations et cartes.

ments, les prises de photos de l'île, les estimations des effectifs japonais, les auteurs soulignent la difficulté des problèmes que devaient résoudre les états-majors pour amener à pied d'œuvre des unités et des approvisionnements dispersés dans l'immense étendue du Pacifique jusqu'à la côte occidentale des États-Unis, cette dernière étant à 26 jours de navigation. A l'entraînement des unités est consacré un autre chapitre. Puis on entre dans le récit des opérations proprement dites.

La préparation fut massive. Sous-marins et avions isolèrent les Ryû-kyû de l'extérieur ; les usines et les aérodromes du Japon furent bombardés. C'est par ses avions-suicides, ses *kamikaze*, que les Japonais réagirent avec le plus d'efficacité ; cinq porte-avions furent frappés et l'un d'eux s'en retourna péniblement à Pearl Harbor pour s'y faire réparer.

Ensuite les îles Kerama et les îlots de Keise furent enlevés sans difficultés par la 77e Division qui y prit ou détruit 350 *kamikaze*. Cela n'empêcha pas d'autres avions-suicides de causer des ravages sérieux parmi les navires américains. Avant le *jour J* (chez les Américains on disait : le *jour L*, abréviation de landing, débarquement), 1 cuirassé, 1 croiseur, 11 autres bâtiments furent coulés, 15 furent endommagés.

Quoique formidable, la préparation par artillerie et par bombardement d'avions fut peu efficace. Les Japonais étaient admirablement abrités et souffrirent peu. Ils occupaient l'île avec une armée, la 32e, dont l'effectif, renforcé en 1944, finit par atteindre une centaine de mille hommes. Commandés par le général Ushijima, de solide réputation et qui était secondé par un chef d'état-major très ardent, le général Chô, les unités japonaises avaient organisé parfaitement un terrain se prêtant bien à la défensive. Ils s'étaient établis principalement dans la partie sud de l'île.

Le 1er avril au matin, les Américains débarquèrent sur les rivages ouest, les deux corps d'armée : 3e amphibie et 24e étant accolés chacun avec 2 divisions de front, sur environ 14 km de plage. L'opposition japonaise fut à peu près nulle et avant le soir les troupes débarquées avaient pénétré sur 4 km de profondeur ; leurs pertes étaient insignifiantes : 28 tués. Ce n'est que le 4e et le 5e jour que le contact avec les Japonais fut réellement pris. Les avions japonais furent dominés facilement, mais les attaques de *kamikaze*, bien organisées, causèrent des dommages sérieux.

Nous ne suivrons pas le détail des opérations. Le 3e Corps qui était au nord après avoir atteint la côte orientale, coupant l'île en deux, progressa vers le Nord qu'il conquit sans grandes difficultés. Il put envoyer une de ses divisions en renfort du 24e Corps qui, lui, avait au contraire poussé vers le Sud et s'était heurté à une résistance opiniâtre de la 32e Armée japonaise. Les Américains montèrent une grande attaque qui commença le 11 mai. L'opération fut très dure et ce n'est qu'après deux semaines de combats acharnés qu'ils purent venir à bout des défenses de la position de Shuri. Les Japonais, tenaces, braves, méprisant la mort, résistèrent dans un terrain admirablement organisé, s'aidant de galeries souterraines où seuls les charges d'explosifs, les jets de lance-flammes sur autos, les inondations d'essence auxquelles le feu était mis, eurent raison d'eux.

Le général Bruckner, commandant la 10e Armée, fut tué le 18 juin, alors qu'il observait le déroulement de l'un des derniers combats. Le 22, le général commandant la 32e Armée japonaise et son chef d'état-major se suicidèrent selon les rites les plus traditionnels du *seppuku*, que les Occidentaux appellent généralement *harakiri* : assis sur une natte, ils s'ouvrirent le ventre et au même moment des fidèles les décapitèrent.

En conclusion les auteurs ont souligné l'ampleur de cette opération d'Okinawa, la plus grande de toute la guerre du Pacifique par les moyens mis en jeu. Ils ont montré la nécessité de la coopération entre les troupes à

terre, les avions, les navires, entre l'infanterie et les chars et l'artillerie. Ils ont rappelé que souvent les fantassins durent attendre trop longtemps avant de voir se déclencher l'appui qu'ils avaient demandé.

Le bilan des pertes des deux partis est indiqué. Les Japonais auraient eu 107 539 tués et plus de 23 000 hommes ensevelis ou brûlés dans les galeries ce qui donne un total supérieur à l'estimation des effectifs japonais dans l'île, mais ces chiffres comprennent sans doute des civils, militarisés ou non. 7 830 avions japonais furent abattus, 16 bateaux coulés. De leur côté, les Américains perdirent 7 200 tués dans leurs divisions et 4 900 marins, 36 bateaux furent coulés, 368 endommagés, 763 avions abattus ou perdus (1).

La flotte sous-marine japonaise

Le Japon commença la deuxième guerre mondiale avec quelque soixante sous-marins, comme les États-Unis. Il en construisit ensuite 114. Le jour de la capitulation, il ne lui restait plus que quelques unités (l'Amérique en avait 200 en service). Le commandant Hashimoto fit la guerre de bout en bout comme officier de sous-marins. A l'attaque de Pearl Harbor, il était officier torpilleur à bord de l'un des vingt-sept sous-marins qui prirent part à l'opération. Après avoir zigzagué dans tout le Pacifique, il se trouvait, au jour de la capitulation, au commandement de l'un des quatre grands sous-marins encore disponibles. Il venait, le 31 juillet 1945, de couler le croiseur américain *Indianapolis*. On comprend, dès lors, l'intérêt d'un livre écrit par lui (2). Toutefois, il ne s'est pas contenté d'écrire ses propres souvenirs. S'aidant d'archives qui ont été mises à sa disposition, de documents divers, interrogeant les sous-mariniers qui ont survécu, il a complété son récit de manière à en faire une sorte d'histoire des sous-marins au cours de la guerre. Malheureusement, le témoignage personnel et l'apport extérieur ne se distinguent pas toujours à première vue. C'est donc moins comme travail d'historien que comme recueil de souvenirs que l'ouvrage sera apprécié, mais, à ce dernier titre, il le sera pleinement.

Il est écrit sobrement et prend même parfois l'aspect sec et un peu terne d'un journal de bord.

Les sous-marins japonais furent très handicapés par l'absence ou la mauvaise qualité de leurs appareils de radar. Les plaintes du commandant Hashimoto à ce sujet sont amères ; ce sont les sentiments d'un officier qui ne dispose que d'une arme imparfaite et qui se sent impuissant devant des adversaires pourvus d'un matériel supérieur : les bureaux techniques lui soutenaient que le radar était inutile aux sous-marins, ce qui équivalait, dit Hashimoto, à les rendre sourds et aveugles.

L'auteur ne fait pas de critique directe de l'emploi de l'arme sous-marine par le commandement supérieur. Il ne se place généralement pas sur un plan aussi élevé et c'est surtout un technicien qui parle. Mais cette critique se déduit des missions que l'on voit confier aux sous-marins, et elle est soulignée

(1) L'ouvrage se termine sur une bibliographie qui semble n'avoir oublié aucune des innombrables sources auxquelles les auteurs ont puisé, un tableau chronologique des opérations, des ordres de bataille des unités de *Marines* et des Japonais, un index, etc. Une cinquantaine de cartes, d'innombrables photographies complètent ce livre préparé avec des soins que l'on devine si scrupuleux et édité avec un tel luxe que je regrette de dire qu'il complétera sans doute mais ne fera pas oublier l'œuvre publiée par le *Service historique de l'Armée* sept ans auparavant.

(2) Mochitsura Hashimoto, *Sunk. The story of the Japanese submarine fleet 1941-1945*. Traduit du japonais en anglais par le Commander E. H. M. Colegrave, New York, Henry Holt, 1954, 276 pages, nombreuses photographies.

dans une préface écrite par le commander Beach, officier américain de sous-marins, ainsi que par l'amiral (?) Fukutome, qui fut chef d'état-major de la flotte combinée du Japon et qui a ajouté une postface à ce livre.

Un très grand nombre d'opérations sont racontées et l'historien trouvera dans le récit ample matière à des renseignements de détail, par exemple dans la surprise de Pearl Harbor, qui fut un succès pour l'aviation des navires porte-avions, mais un échec pour les sous-marins, par exemple encore dans la bataille de Midway, ou bien à Guadalcanal, aux Aléoutiennes, à Okinawa. Un chapitre spécial est consacré au torpillage de l'*Indianapolis* par le commandant Hashimoto. Toutefois, si l'on se reporte à la préface du commander Beach, on constate entre les adversaires des désaccords qui incitent l'historien à conserver une marge de doute, même en présence d'affirmations d'acteurs ou de témoins non suspects.

Il est beaucoup parlé dans cet ouvrage de ces petits sous-marins qu'on a appelés moucherons, ou sous-marins de poche, et des torpilles humaines. A Pearl Harbor, cinq engins de la première catégorie furent mis à la mer ; un seul put passer et entrer dans le port. Tous furent coulés, sauf un qui s'échoua ; son équipage de deux hommes fut fait prisonnier. Nulle part dans le livre on ne trouve d'opérations au cours desquelles ces petits sous-marins remportèrent un succès appréciable.

Les équipages des moucherons n'avaient qu'une chance extrêmement faible d'être recueillis après avoir lancé leur torpille. L'unique pilote d'une torpille humaine n'en avait aucune. Quand il s'en allait sur sa charge d'explosif, c'était sans esprit de retour. Ou bien il sautait sur l'objectif, s'il l'atteignait, ou bien il était noyé. Le dernier sous-marin que commandait Hashimoto en portait plusieurs et l'auteur nous décrit avec une sobriété mélancolique et poignante le lancement de ses *kaiten*, ainsi qu'on les appelle en japonais. Ces *kaiten* étaient, dans la marine, la réplique des *kamikaze* de l'aviation, ces avions-suicides que leurs pilotes précipitaient sur les bateaux ennemis avec leur charge d'explosif. Ces *kaiten* furent beaucoup moins utilisés que les *kamikaze*, car les sous-marins porteurs devinrent très peu nombreux, tandis que l'aviation, faisant flèche de tout bois, transforma en *kamikaze* des avions-écoles, des appareils déclassés qu'elle confia à des pilotes souvent peu exercés dont les chasseurs américains firent une hécatombe à Okinawa. Quand on lit la lettre que laissa, lors d'une attaque de Guam, l'enseigne Ishikawa, qui s'en alla à une mort certaine sur son *kaiten*, on est frappé par l'intensité du sentiment patriotique qui animait ces jeunes gens de vingt ans.

Zéro, avion de chasse japonais

Martin Caidin a écrit en américain les récits et les notes de deux Japonais : Okumiya, un aviateur de chasse, et Horikoshi, un ingénieur d'aviation réputé. L'ensemble retrace à la fois l'histoire de la guerre aéronavale dans le Pacifique et celle du « *Zéro* », cet avion de chasse qui valut à la Marine japonaise de si éclatants succès au début de la guerre, mais qui fut assez rapidement surclassé par les appareils américains (1).

Avant la guerre, le Japon gardait avec soin le secret de ses armements. Déjà, à partir de 1937, au cours des incidents de Chine, l'aviation japonaise avait fait preuve de belles performances et si elle éprouva des pertes ce fut surtout parce que les raids effectués par les bombardiers couvraient des distances telles que les avions de chasse d'alors ne pouvaient plus les escorter.

(1) Masatake Okumiya et Jirô Horikoshi, *Zero* (collaboration de Martin Caidin), New-York, Dutton, 1956, 424 pages.

C'est à cette époque que commence le livre, qui montre que la campagne de Chine fut une école d'entraînement où se forma un corps de bons pilotes.

En août 1940 apparut le *Zéro* qui semble avoir été dessiné par l'ingénieur Horikoshi et que pilota brillamment le capitaine Okumiya. Le *Zéro* avait une vitesse, une aptitude à monter, une manœuvrabilité qui le classèrent au-dessus des appareils américains. Les étrangers, mal renseignés sur l'aviation japonaise, furent étonnés par les qualités de cet avion. Pendant les cinq ou six mois qui suivirent l'attaque de Pearl Harbor, celle des Philippines, celle des Indes néerlandaises et la bataille aéronavale du Cap Kuantan, les *Zéros* furent l'un des facteurs essentiels des victoires japonaises. L'ouvrage donne pour chacune d'elles, en se plaçant surtout au point de vue aéronautique, cela va de soi, des exposés copieux empruntés soit à des rapports officiels soit à des notes rédigées par des officiers qui participèrent à l'une ou à l'autre de ces actions. En dehors de ces récits parmi lesquels celui de Sakai, le grand as japonais, est particulièrement passionnant, les auteurs énumèrent dans leur ordre chronologique les engagements mineurs de l'aviation, en particulier ceux des *Zéros*.

La bataille de la mer de Corail, entièrement menée par les deux aviations à l'exclusion de tout combat entre navires, fut considérée par les Japonais comme un succès tactique (affirmation peut-être discutable), mais elle fut incontestablement le premier coup d'arrêt stratégique infligé par les Américains. Puis la bataille de Midway renversa l'équilibre de la balance et marqua d'une manière éclatante le début de la série des succès américains. En raison peut-être de blessures anciennes, Okumiya, qui avait déjà une quinzaine d'années de services, fut affecté comme officier de l'air dans divers états-majors de la Marine, où son rôle était de proposer le plan d'emploi de l'aviation. Il est souvent très sévère à l'égard du commandement. Il l'accuse « d'avoir (à Midway) manqué de l'esprit combatif nécessaire pour attaquer ». Il vit, avec les sentiments que l'on devine chez un officier ardent, que « les perspectives japonaises en matière de construction et de production étaient sombres..., que l'on ne pouvait espérer accélérer davantage le développement et la production de nouveaux types d'avion ». Malgré toutes ses qualités, le *Zéro* avait un piqué médiocre, il était insuffisamment protégé, ses ailerons répondaient mal aux commandes quand on abordait les grandes vitesses. Merveilleux à ses débuts, il fut dépassé par les appareils de chasse américains, en particulier par les *Hellcats*. Les grands bombardiers américains, les *B 17*, les *B 24* et surtout les *B 29* tinrent les *Zéros* à distance. La technique américaine écrasa la technique japonaise, qui resta stagnante. Les Japonais ne purent multiplier leurs bases aériennes, alors que, grâce aux immenses ressources et aux moyens puissants des États-Unis, ceux-ci procédèrent à l'installation rapide de terrains toujours plus rapprochés des premières lignes, là où il n'y avait que de la jungle, de la boue ou du roc. Aussi Okumiya se plaint-il des trop grandes distances qui séparaient les uns des autres les aérodromes japonais. Autre sujet de ses lamentations : la disparition progressive des bons pilotes du début et la difficulté de les remplacer. Enfin Okumiya reproche aux hautes autorités navales japonaises de n'avoir eu de l'emploi de l'aviation que des notions insuffisantes. A propos du grand désastre subi aux Mariannes par les forces de l'amiral Ozawa qui disposait pourtant de 73 navires, dont deux cuirassés géants de 74.000 tonnes et 9 porte-avions contenant 450 appareils, Okumiya s'exprime ainsi : « L'amiral Ozawa, son chef d'état-major, et dans celui-ci les officiers supérieurs, les officiers des bureaux d'opérations, les officiers d'aviation, n'avaient jamais pris part à une bataille contre porte-avions. »

L'un des derniers chapitres est consacré aux *kamikaze*, les « vents des dieux ». La genèse de l'emploi des avions-suicides y est exposée. On comprend comment l'amiral Onishi, qui commandait la Ire Flotte aérienne et qui, en octobre

1944, n'avait péniblement rassemblé que soixante avions disponibles dans toutes ses unités, envisagea cet emploi héroïque de ce qui lui restait d'appareils. Il le proposa à ses aviateurs le 19 octobre, à Clark Field, dans l'île de Luçon. Le premier choc passé, tous acceptèrent. A partir de cette date, ou plus exactement du 25 octobre, les auteurs nous donnent le tableau des attaques de *kamikaze* parmi lesquels on compta beaucoup de *Zéros*. Le chapitre se termine par des indications sommaires sur d'autres projectiles-suicides imaginés par les Japonais. 2.530 aviateurs de la Marine, et parmi eux l'amiral Onishi, promoteur de cette tactique du désespoir, périrent ainsi ; la contribution de l'aviation de l'Armée fut au moins égale.

Les dernières pages du livre sont consacrées à des observations de l'ingénieur Hirokoshi relatives à sa spécialité, les constructions aéronautiques. A titre de complément à un ouvrage tel que l'étude du contre-amiral de Belot : *La guerre aéronavale du Pacifique*, « *Zéro* ! » sera consulté avec intérêt.

Les Mémoires de Togo

Tôgô Shigemitsu, diplomate de carrière qui occupa divers postes dans presque toutes les grandes capitales d'Europe et aussi à Washington, fut ministre des Affaires étrangères de son pays à deux époques marquantes de l'histoire du Japon : lors de l'attaque de Pearl Harbor et au moment de la capitulation. Modéré, opposé à la politique de force du parti militaire japonais (ce jugement ne résulte pas seulement de ses *mémoires*, mais il est confirmé par d'autres sources), il fut cependant considéré comme « instigateur d'une guerre d'agression » par le Tribunal international et condamné à vingt ans de prison. Il mourut dans un hôpital américain de Tôkyô en 1950.

Pendant son emprisonnement, il écrivit ses *mémoires*, qui ont été publiés en japonais, puis traduits en anglais par M. Tôgô Fumihiko (1), adopté par le ministre, selon une coutume japonaise, quand il épousa sa fille unique, et M. Ben Bruce Blakeney, défenseur de Tôgô devant le Tribunal international et maintenant avocat à Tôkyô. Notons en passant que le ministre avait épousé une Allemande après avoir été en poste à Berlin.

La première partie de l'ouvrage en japonais raconte la vie de Tôgô jusqu'à son arrivée aux Affaires étrangères en 1941 (2).

C'est en octobre 1941 que le général Tôjô, qui venait d'être chargé de former un nouveau ministère, demanda à Tôgô de prendre le portefeuille des Affaires étrangères. Il paraît que l'on a souvent demandé à Tôgô pourquoi il avait accepté de faire partie de ce cabinet, dominé par le chauvinisme ardent de la clique militaire et dont les visées ambitieuses contrastaient avec ses propres opinions. Tôgô se justifie en faisant ressortir qu'il lui semblait nécessaire de mener à bien les négociations avec l'Amérique, alors en cours, et qu'il voulait être l'homme de ce rapprochement. Peut-être aussi était-il désireux de sortir de l'inaction à laquelle l'avait condamné en 1940 le coup de balai donné par le versatile et inquiétant Matsuoka, le Premier Ministre d'alors, dans la plupart des ambassades japonaises. Toujours est-il que Tôgô accepta le poste.

(1) Shigemitsu Tôgô, *The cause of Japan* (La cause du Japon). Traduit en anglais par Tôgô Fumihiko et Ben Bruce Blakeney, New-York, Simon and Schuster, 1956, 372 pages.

(2) Elle n'a pas été reproduite par les traducteurs, qui l'ont remplacée par une introduction d'une quarantaine de pages retraçant les événements d'Extrême-Orient antérieurs à 1941. Le lecteur n'y trouvera qu'un bon résumé sans intérêt particulier. Le rôle de Tôgô, ambassadeur à Moscou depuis 1938, dans le règlement des disputes des pêcheries et celui, plus important, des incidents de la frontière mandchourienne, est exposé assez sommairement.

La première partie de la traduction est l'histoire des négociations avec l'Amérique, histoire que Tôgô reprend à l'origine des pourparlers, en avril 1941, plusieurs mois avant son arrivée au ministère. Nous avons eu l'occasion de signaler dans cette *Revue* un autre ouvrage très documenté qui retrace les péripéties de ces négociations : *Road to Pearl Harbor*, par Feis. Les deux exposés présentent naturellement une parfaite concordance en ce qui concerne les faits, mais il est d'un grand intérêt, quand on a lu le livre américain, de le comparer à la présentation des événements par le ministre Tôgô. On voit, dans l'un comme dans l'autre des deux ouvrages, que l'interminable suite de propositions, contre-propositions, notes verbales, mémorandums, instructions aux ambassadeurs, ne pouvait se terminer autrement que par la guerre. En effet, Japon et États-Unis étaient fermement résolus à ne pas reculer d'un pouce dans leurs exigences fondamentales. Les objections de l'Amérique au *Pacte tripartite*, la guerre de Chine et le stationnement de forces japonaises sur le territoire chinois, l'occupation de l'Indochine française, ont été autant de pierres d'achoppement qui ont fait échouer toutes les tentatives d'accommodement. La bonne volonté de personnages tels que Konoe, Tôgô, l'Empereur même, ne pouvait rien contre la puissance d'un parti militaire aveugle.

Pendant que Tôgô négociait, l'Armée envoyait des troupes occuper l'Indochine méridionale, la Marine poursuivait ses armements et souhaitait l'ouverture prochaine des hostilités, de manière à ne pas épuiser prématurément ses stocks, menacés depuis que l'Amérique avait coupé le ravitaillement en pétrole. Tôgô ne manque pas de souligner ces contradictions entre les propositions adressées à Washington et les actes du haut commandement. D'autre part, il ne s'abstient pas non plus de critiques à l'égard de l'Amérique ; il rapporte ces paroles prononcées par Roosevelt lors de sa rencontre avec Churchill à Terre-Neuve : « Je crois que je peux les amuser (I can « baby » them) pendant trois mois. » En somme, chacun cherchait à gagner le temps nécessaire à sa préparation à la guerre. L'omnipotence des chefs d'État-Major de l'Armée et de la Marine, directement subordonnés à l'Empereur, exerçant leur commandement en dehors de tout contrôle du Cabinet, laissant ce dernier dans l'ignorance de leurs intentions, irritait les ministres civils impuissants par des exigences telles que celles-ci : tandis que les Affaires étrangères n'avaient jamais communication de la correspondance entre l'Armée et la Marine et leurs attachés à l'étranger, elles devaient remettre aux ministères de la Guerre et de la Marine, ainsi qu'aux deux États-Majors généraux, tout ce qui concernait les négociations avec Washington.

La guerre commencée, un traité fut signé avec l'Allemagne et l'Italie en vertu duquel aucun des signataires ne devait conclure de paix séparée, une alliance militaire engagea le Thailand aux côtés du Japon, l'U. R. S. S. promit de rester neutre, puis Tôgô ne joua plus qu'un rôle assez effacé jusqu'au jour où il entra en lutte avec le général Tôjô, son président du Conseil. Ce dernier préconisait la création d'un ministère de la *Grande-Asie orientale* chargé de toutes les affaires du Japon sur le continent. Le ministère des Affaires étrangères se sentit dépossédé ; en outre, il s'était fait l'avocat d'une politique qui devait associer les États du continent au Japon, mais non à les asservir. En d'autres termes, il renonçait à la création de l'*ordre nouveau* en Extrême-Orient, le grand cheval de bataille du parti militaire. Tôgô, ne voulant pas céder, donna sa démission le 1er septembre 1942.

Avec la défaite de Midway, le Japon était déjà entré dans la période de déclin. En avril 1945, au moment où la situation du pays était devenue extrêmement critique, Tôgô fut rappelé aux Affaires étrangères par l'amiral Suzuki, chargé de former un nouveau cabinet. Ici commence la deuxième et dernière partie de l'ouvrage, qui finit sur l'ordre de l'Empereur d'accepter une reddition sans conditions. Pendant cette courte période, le rôle de Tôgô fut

d'abord d'essayer d'empêcher l'U. R. S. S. de se joindre aux ennemis du Japon, de chercher un médiateur et de tenter de sauver la dynastie impériale.

Le récit des événements au cours des dernières semaines de guerre est du plus vif intérêt.

L'ouvrage se termine par plusieurs appendices qui ajoutent à son utilité : texte du projet d'entente du 9 avril 1941, texte des « Grandes lignes de la politique japonaise en fonction de la situation » du 2 juillet 1941, texte des « Grandes lignes de la réalisation de la politique nationale » du 6 septembre 1941, avec ses annexes.

Les mémoires du ministre Tôgô constituent l'une des rares sources japonaises dont nous disposions jusqu'ici ; ils seront indispensables à l'historien de deux phases capitales de la deuxième guerre mondiale.

L'administration britannique dans les territoires libérés

Dans la dernière phase de la deuxième guerre mondiale, lorsque les troupes alliées reconquirent sur les Japonais les territoires que ceux-ci leur avaient enlevés et qu'ils avaient occupés pendant plusieurs années, il fut nécessaire de mettre sans délai une administration en place. Le problème demandait une solution rapide et presque toujours délicate. En effet, ou bien les cadres administratifs avaient été internés, comme à Hong-Kong ou dans les Indes néerlandaises, ou bien ils avaient quitté le pays, comme en Birmanie. D'une part, l'usure physique et morale si rapide de ceux qui avaient passé des années dans des camps, l'éloignement de ceux qui avaient fui, d'autre part les aspirations nouvelles de populations qui voulaient s'affranchir de la tutelle des Européens, rendaient impossible la reconstitution immédiate de l'administration ancienne. Cependant il fallait, de toute urgence, réprimer les crimes, vengeances, pillages et autres désordres qui ne manquent pas de se produire au cours de ces périodes, distribuer des vivres et des vêtements dans des contrées vidées de leurs ressources, veiller à la santé publique et enrayer les épidémies, surtout là où les réfugiés affluaient.

Les Britanniques créèrent dans les pays libérés une administration militaire qui fonctionna jusqu'à ce qu'une organisation civile durable pût les relever. C'est cet aspect de la guerre ou, si l'on veut, des suites immédiates de la guerre, qu'expose un ouvrage alors que les historiens militaires ne s'en occupent guère et pourtant le temps qui s'écoula avant la reconstitution des organes administratifs, l'efficacité de leur fonctionnement, l'attitude prise à l'égard des divers mouvements politiques, ont influé sur l'avenir économique et politique de ces contrées. Ceci fut surtout vrai pour l'Indochine ou les Indes néerlandaises.

Cette étude a été faite par un auteur très compétent. M. Donnison appartenait depuis une vingtaine d'années au *Service civil* des Indes qui l'avait détaché en Birmanie ; après la reconquête de ce pays, il fut chef adjoint des affaires civiles de Birmanie. Son livre (1) est le premier d'une série traitant le même sujet pour l'Extrême-Orient, l'Italie, l'Europe du nord-ouest.

Dans une première partie l'auteur rappelle la retraite des forces britanniques qui se replièrent dans l'Inde, laissant la presque totalité de la Birmanie aux mains des Japonais. Seul, le territoire d'Arakan, qui géographiquement se rattache à l'Inde, ne fut qu'en partie occupé par les Japonais et c'est là que le commandement militaire britannique dut mettre sur pied pour la

(1) F. S. V. Donnison, *British Military Administration in the Far East 1943-1946* (Administration militaire britannique en Extrême-Orient), Londres, 1956, 483 pages. (Collection de l'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale.)

première fois une administration militaire, ce qui n'alla pas sans quelques flottements. Ce cas particulier de l'Arakan, qui n'était pas un district repris à l'ennemi, mais qui posait à peu près les mêmes problèmes, donne l'occasion à l'auteur de mettre en lumière toutes les difficultés de recrutement d'une administration militaire. Quel statut convient-il de donner à ces fonctionnaires militaires? Doivent-ils avoir les mêmes grades que les officiers et sous-officiers de l'armée? M. Donnison montre en passant la situation un peu fausse qui fut la leur, au moins au début, les autorités militaires se désintéressant d'eux et s'opposant même parfois à leurs intentions.

L'auteur s'étend longuement sur certains points de droit concernant la subordination et les pouvoirs d'une administration militaire. En Birmanie, des difficultés se produisirent à ce sujet entre le Gouverneur de Birmanie, replié en Inde, et le Commandant en chef. Il est bon, dit M. Donnison, que ces questions soient réglées dès que commencent les opérations de reconquête. Autrement dit, l'improvisation est à éviter.

Après ces considérations générales, l'auteur consacre une deuxième partie aux services civils tels qu'ils furent organisés par l'administration militaire en Birmanie au fur et à mesure que les Japonais reculaient. Il traite le même sujet dans un troisième partie pour la Malaisie, Bornéo et Hong-Kong. Il ne peut être question de le suivre dans le détail de son exposé. Certains chapitres mériteraient cependant que l'on s'y arrêtât ici. Il est intéressant, par exemple, de voir comment les Anglais se sont tirés de difficultés psychologiques nées des sentiments antibritanniques qui animaient les Birmans, ou de l'attitude de ces derniers à l'égard des Japonais. Les Birmans craignaient de voir les Anglais se réinstaller chez eux en maîtres et ils se montraient hostiles à une administration qui n'avait que le tort d'être britannique. Toutefois, ils lui reprochaient encore d'avoir recruté dans ses cadres subalternes nombre d'Eurasiens, qui les traitaient avec arrogance et mépris. En outre, si parmi les fonctionnaires indigènes une partie avait fui à l'arrivée des Japonais, d'autres étaient restés et certains d'entre eux ne s'étaient pas contentés de continuer simplement à exercer leurs fonctions, ce qui est strictement autorisé par la Convention de La Haye, mais ils avaient aidé les Japonais. Les administrateurs militaires faisaient de leur mieux dans cette atmosphère chargée de méfiance et de haine. Les directives données par l'amiral Mountbatten, Commandant en chef, furent très libérales et contribuèrent à atténuer un peu les passions.

La Malaisie, Bornéo, Hong-Kong, présentaient des problèmes variés en raison de la diversité de leurs relations avec l'Angleterre. Tandis que certains territoires : Singapour (et, plus généralement, les *Straits Settlements*), Hong-Kong étaient de vraies colonies, d'autres étaient des États souverains, protégés à des degrés différents, par exemple les États malais fédérés et ceux qui ne l'étaient pas ; enfin, Sarawak était gouverné par un rajah britannique et le Bornéo du Nord par une compagnie à charte. Mais la complexité de cette situation n'intervenait réellement qu'au passage des pouvoirs administratifs exercés temporairement par l'administration militaire au gouvernement établi ou rétabli pour lui succéder définitivement. La tâche initiale de l'administration militaire était toujours la même : faire la police, rendre la justice, veiller à la salubrité publique, ravitailler les populations, recruter des travailleurs pour remettre en état les adductions d'eau, les stations électriques, les communications, etc.

Une quatrième partie traite successivement, à un point de vue général, de questions diverses : finances, ravitaillement, commerce et industrie, réfugiés, justice, etc.

Il convient de souligner l'intérêt de la cinquième partie qui est consacrée aux problèmes politiques. Dans la plupart des territoires conquis par les

Japonais, des aspirations nationalistes agitaient les populations depuis longtemps. La défaite des Britanniques, comme celle des Français et des Hollandais, les humiliations qu'ils subirent de la part des Japonais, l'encouragement donné par ces derniers aux mouvements antieuropéens, l'action communiste, transformèrent et développèrent les nationalismes des divers pays d'Extrême-Orient. On retiendra tout particulièrement les pages consacrées au rebelle birman U Aung San, qui leva des troupes, aida les Japonais, commit des atrocités sur des Birmans restés fidèles aux Anglais, puis finit par offrir ses services à l'amiral Mountbatten qui les accepta ; on lira encore le chapitre de la résistance en pays malais, puis l'action administrative et surtout politique des troupes britanniques en Indochine et en Indonésie.

Ouvrage de mérite, très bien documenté, pourvu d'un index très détaillé et de bonnes cartes ; sa clarté fait oublier son aridité apparente.

G. Renondeau.

COMPTES RENDUS

SUR L'ALLEMAGNE

La mission à Londres d'Adam von Trott zu Solz (juin 1939)

Les mémorialistes et historiens allemands présentent le diplomate allemand Adam von Trott zu Solz comme l'un des précurseurs de la résistance anti-hitlérienne et comme l'une des plus pures figures de cette résistance (1). Ces auteurs s'accordent à reconnaître l'absolue sincérité de von Trott zu Solz. Cette sincérité est pour eux tellement évidente qu'elle n'est pas matière à discussion dans leurs récits et que s'ils en parlent ce n'est, en quelque sorte, que par prétérition. La valeur de leur témoignage se trouve renforcée par le fait que certains d'entre eux sont de tendance nettement opposée, qu'ils se trouvent parfois aux deux pôles de l'horizon politique (2) et que le jugement qu'ils portent sur le jeune diplomate est loin de former un tout semblable ; en effet, on rencontre le panégyrique (3), mais aussi la critique acerbe (4), en passant par l'éloge nuancé. Mais tous sont unanimes en ce qui concerne la loyauté du jeune diplomate.

De l'ensemble de ces témoignages se dégage l'image d'un homme fin et

(1) *Bekenntnis und Verpflichtung. Reden und Aufsätze zur zehnjährigen Wiederkehr des 20. Juli 1944*. Stuttgart, F. Vorwerk, 1955. Le discours de Eugen Gerstenmaier sur les fonctionnaires résistants de « l'Auswärtige Amt » et plus particulièrement sur von Trott zu Solz, p. 43-44.

Das Gewissen steht auf. 64 Lebensbilder aus dem deutschen Widerstand 1933-1945, gesammelt von A. Leber. Berlin, Mosaik-Verl., 1954. Sur Trott, p. 221-224.

H. B. Givesius, *Bis zum bittern Ende*. 2. erw. Neuausgabe, Zurich, Fretz u. Wasmuth, 1954.

Gerhard Ritter, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst. (1954). Nombreux passages sur von Trott zu Solz.

Walter Ulbricht, *Zur Geschichte der neuesten Zeit*. Bd. I. 1 Halbbd, Berlin, Dietz, 1955. Sur A. von Trott, p. 45.

Eberhard Zeller, *Geist der Freiheit*. 2. durchgesehene u. verm. Aufl. München, H. Rinn, 1954. Sur A. von Trott, p. 91-96.

(2) Ainsi, par exemple, Walter Ulbricht, l'un des chefs les plus marquants de la *République démocratique allemande* et du *Parti socialiste unifié*, d'un côté, de l'autre, Gisevius, résistant de droite.

(3) Eberhard Zeller, précédemment cité.

(4) H. B. Givesius, précédemment cité. Givesius va jusqu'à dénier l'intelligence politique à Trott zu Solz. Alors qu'un grand nombre de résistants cherchaient un soutien uniquement auprès des Alliés occidentaux, Trott, déçu par l'attitude défiante des hommes d'État anglo-saxons à l'égard de la Résistance allemande, avait composé un opuscule : *Deutschland zwischen West und Ost*, où il exprimait l'espoir de voir l'Allemagne jouer le rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest et préconisait l'alliance soviétique à ses amis du *Cercle de Kreisau* ; c'est là le principal grief de Gisevius à l'encontre du diplomate résistant.

cultivé, épris, dès l'adolescence, d'un idéal de justice. La thèse que Trott zu Solz soutint en 1932 sur *La philosophie de l'État chez Hegel et le droit international* et sa publication en 1936 des écrits politiques de Heinrich von Kleist permettent de comprendre sa tournure d'esprit et son attitude à l'égard de l'idéologie nationale-socialiste. Ses études à Oxford, ses longs voyages en Chine, aux États-Unis, lui permirent de mûrir son jugement et firent de lui un parfait « citoyen du monde » réprouvant l'étroitesse du nationalisme du III[e] Reich et rejetant avec dégoût le racisme. Prédestiné par tempérament et par hérédité à s'opposer au nazisme, il mena dans la Résistance antihitlérienne une action particulièrement courageuse, ce qui lui valut d'être pendu pour sa participation au complot du 20 juillet. Mais une récente publication, celle des documents diplomatiques allemands édités par le *Foreign Office*, vient de ternir cette séduisante image et remettre en question la sincérité du diplomate allemand. Dans le dernier tome de cette collection, période du 13 mars au 8 août 1939 (1) se trouve, en effet, un mémoire de von Trott zu Solz, émissaire allemand à Londres en juin 1939 pour sonder l'opinion britannique. L'*Auswärtige Amt* cherchait à utiliser les compétences et les amitiés de Trott zu Solz, ancien *Rhodes Scholar*. D'après le mémoire, Trott s'efforça de contacter un grand nombre de personnalités influentes et de renseigner au mieux le gouvernement qui l'employait. Son rapport contient le récit d'un dîner auquel il fut invité à la résidence de Lord et Lady Astor à Cliveden. Il y rencontra les Lords Halifax et Lothian et Sir Thomas Inskip. Trott note qu'à l'exception de ses hôtes, les autres invités se seraient montrés froids, presque hostiles à son égard, que Lord Astor lui-même aurait dit que par l'occupation de Prague « l'Allemagne avait privé ses amis en Grande-Bretagne des armes qui leur auraient permis de la soutenir ». Lord Halifax, alors ministre des Affaires étrangères, assura « qu'après l'occupation de Prague, le peuple anglais avait été consterné », se demandant « qui va maintenant être attaqué? » Par auto-défense, il avait adopté une nouvelle politique de garanties et d'alliances. Quant à Lord Lothian, « qui apprécie justement la grandeur de notre Führer », il fit une proposition selon laquelle « Hitler restituerait leur indépendance à la Bohême et à la Moravie, sous la condition d'une limitation des armements et d'une coopération économique avec l'Allemagne. Ainsi, d'un seul coup, Hitler désarmerait ses plus âpres ennemis à l'extérieur et ramènerait la confiance en Europe ». Peu après ce dîner, Trott rencontra le Premier Ministre, Neville Chamberlain ; la rencontre se fit tout naturellement, les Astor ayant libre accès auprès de lui.

Il apparaît, d'après ce rapport adressé au ministère allemand des Affaires étrangères, qu'à l'époque Trott zu Solz n'était pas un adversaire du gouvernement hitlérien ; pour certains, il fait figure d'émissaire nazi, particulièrement habile (2). Il semble donc, à première vue, que la nouvelle publication vienne détruire la légende dorée imaginée par les auteurs allemands d'un Trott zu Solz adversaire convaincu, depuis le premier jour, d'un gouvernement injuste et que la vérité soit du côté des commentateurs des documents diplomatiques allemands, qu'elle émane de ces documents, du mémoire même de Trott à son gouvernement ; ne s'y montre-t-il pas comme un agent nazi, un laudateur de Hitler? Cependant il y a quelque chose de troublant dans l'unanimité des auteurs allemands. Trott zu Solz a-t-il réellement, dans son mémoire, trahi ses vraies tendances, son but véritable qui était, en 1939, de servir le

(1) *Documents on German Foreign Policy 1918-1945*. Séries D. Vol. VI, H. M. Stationery Office.

(2) Jean Wetz, Des secrets diplomatiques britanniques étaient transmis en 1939 à Hitler. *Le Monde*, 29 mai 1956. — The appeasers of 1939. *Manchester Guardian Weekly*, 31 mai 1956.

gouvernement hitlérien, comme les commentateurs des documents diplomatiques le pensent? Cette thèse méritait d'être examinée, mais non d'être adoptée comme certains l'ont fait. Il fallait attendre. Or, voici qu'un témoignage nouveau, celui d'un ami de Trott zu Solz, de David Astor, vient apporter des renseignements nouveaux sur la mission à Londres du diplomate allemand et expliquer son comportement (1).

David Astor a connu intimement Trott zu Solz, dont il était condisciple à l'école Cecil Rhodes à Oxford, et il connaît toutes sortes de particularités sur sa vie. Ainsi, il raconte que Trott fut très malheureux de l'arrivée de Hitler au pouvoir, qu'il s'interrogeait anxieusement, se demandant s'il allait émigrer ou retourner dans sa patrie. Après un court séjour en Allemagne, pour se rendre compte exactement de la situation, Trott revint à Londres et obtint de Lord Lothian, secrétaire général du *Rhodes Trust*, une bourse de voyage pour la Chine, ce qui lui permettait de réfléchir longuement à la décision à prendre. Après avoir passé un an à Pékin, il jugea que son devoir était de rentrer en Allemagne pour y lutter activement contre le gouvernement national-socialiste. Il écrivit alors une longue lettre à David Astor pour lui expliquer les motifs de sa conduite ; naturellement Trott était tenu à une grande réserve et ne pouvait se confier qu'à des amis absolument sûrs sous peine de se faire immédiatement arrêter à son retour en Allemagne. Dès cette époque, il existait, nous apprend David Astor, un rapport britannique contre Trott qui le représentait faussement comme un sympathisant nazi en raison de ses rapports avec l'ambassade d'Allemagne à Pékin.

Trott chercha à gagner la confiance du ministère allemand des Affaires étrangères alors qu'il se trouvait en visite à Londres, en juin 1939, faisant valoir sa compétence des choses britanniques et ses relations ; usant de la position qu'il avait su se créer en Grande-Bretagne, il envoya des messages au gouvernement hitlérien dans le seul but d'éviter la guerre. Il estimait, en effet, que c'était là l'objectif primordial qu'il s'agissait d'atteindre et que, si l'on gagnait du temps, l'opposition antihitlérienne pourrait grossir ses rangs et obtenir l'appui des dirigeants britanniques ; il pensait qu'il serait ainsi possible de renverser Hitler tout en évitant une guerre mondiale et ses ruines et ses deuils ; Trott jugeait, avec raison, que la guerre devait nécessairement affaiblir la cause de l'opposition, resserrer la grande majorité des Allemands autour du *Führer* et différer sa chute. Le mémoire officiel de Trott, adressé à l'*Auswärtige Amt* et publié actuellement, tendait essentiellement à ce but, empêcher la guerre. « Voilà la véritable raison de ses flatteries à l'égard de Hitler (2). » Il s'agissait de tromper et d'endormir l'adversaire. David Astor raconte que Trott avait discuté avec lui tous les détails de cette tactique lors de son séjour à Londres au cours de sa mission. La visite qu'il fit en week-end à la résidence de Lord Astor à Cliveden et où Trott rencontra Lord Halifax et renoua connaissance avec Lord Lothian avait été arrangée par David Astor. Seuls les Astor étaient exactement au courant de la situation. Il s'agissait, d'une part, de faire peur à Berlin en l'informant que le Gouvernement britannique était décidé à intervenir si Hitler opérait une nouvelle annexion, cela contrairement à l'opinion de Ribbentrop, d'autre part, de persuader les dirigeants anglais à se montrer fermes et ainsi de faire reculer l'Allemagne et d'empêcher la guerre. Peu après, Trott fit, toujours dans le même but, une visite à M. Neville Chamberlain. Il revint découragé de cette rencontre, sans avoir rien obtenu ; Chamberlain estimait, en effet, qu'en sa qualité de Premier Ministre il lui était difficile de soutenir des Alle-

(1) David Astor, The Mission of Adam von Trott. *The Manchester Guardian Weekly*, 7 juin 1956.

(2) David Astor, précédemment cité.

mands opposants à leur gouvernement. Juste à la veille de la guerre, Trott regagna l'Allemagne ; il pria alors David Astor de se tenir en contact avec Sir Stafford Cripps et avec M. Wilfrid Israel qu'il considérait comme ses plus intimes amis en Grande-Bretagne et dont il partageait les vues politiques. Stafford Cripps conserva toujours son amitié au diplomate allemand et, lorsqu'il fut membre du Cabinet, au cours de la guerre, il demanda au secrétaire du *Foreign Office*, Sir Anthony Eden, de vouloir bien considérer comme dignes de foi les communications qui pouvaient lui être faites par Trott zu Solz. Cependant, quelques jours plus tard, A. Eden informa Sir Stafford Cripps qu'il existait au *Foreign Office* un rapport sur Trott qui contenait des accusations si graves qu'il lui était impossible de donner suite à sa demande. Quant à Wilfrid Israel, jeune sioniste d'origine allemande, il s'appliqua surtout à venir en aide aux Juifs allemands. Il mourut tragiquement en 1943, l'avion qu'il avait pris à son retour de Lisbonne ayant été abattu par des chasseurs allemands. Son ancienne secrétaire à Berlin, Fraülein Rita Luedecke, devenue depuis Mrs Gerard Hodge, et qui fut aussi pendant quelque temps la secrétaire non officielle de Trott jusqu'à ce que ce dernier parvînt à la faire échapper d'Allemagne, tout juste avant la guerre, peut certifier, assure David Astor, l'inexactitude de la version selon laquelle « en 1939 le diplomate allemand n'était pas antinazi ».

On peut se demander quelles sont les raisons de la méfiance, on pourrait presque dire de l'hostilité, de l'opinion britannique à l'égard de Trott zu Solz et quelles sont les bases du dossier établi contre lui. David Astor pense que ce sont les anciens condisciples d'Oxford, qui reprochaient à Trott son attachement à l'Allemagne et son refus d'émigrer, qui influencèrent défavorablement les dirigeants britanniques à son sujet. Il est fort probable aussi que certains émigrés allemands, par incompréhension de sa conduite, aient fourni de faux renseignements sur leur compatriote au *Foreign Office*. David Astor constate qu'il n'y eut jamais d'enquête officielle sur l'activité de Trott en Grande-Bretagne ; ni Stafford et Isabelle Cripps, ni Wilfrid Israel, ni lui-même ne furent interrogés sur ce qu'ils savaient sur le diplomate allemand. Le gouvernement britannique s'en tint purement et simplement au rapport officieux établi contre Trott zu Solz par des compilateurs anonymes. Malgré son action dans la Résistance, malgré les voyages qu'il fit dans les pays neutres où il rencontra, au péril de sa vie, des diplomates de pays en guerre avec l'Allemagne, malgré son exécution même, Trott passa dans les pays anglo-saxons pour un personnage peu sûr au service de l'Allemagne hitlérienne. Il se refusait, écrit David Astor, à être l'agent secret d'une puissance étrangère, car il aimait sa patrie et avait l'ambition de jouer un rôle dans l'Allemagne d'après-guerre. Lors de son procès devant le *Volksgerichtshof* il prétendit, il est vrai, avoir livré des secrets militaires aux Anglais, mais cela dans l'intention d'attirer l'attention sur lui afin de sauver des collègues de l'*Auswärtige Amt* qui n'étaient pas encore inquiétés ; c'était, poursuit David Astor, « terminer sa vie de manière particulièrement courageuse et généreuse ».

La destinée de Trott zu Solz fut tragique entre toutes ; incompris par un grand nombre de ses amis, repoussé par les gouvernements dont il sollicitait le secours (1), stigmatisé comme agent nazi, lui qui sacrifia sa vie à la cause antihitlérienne, sa mémoire risquait de demeurer à jamais flétrie à la suite de la publication de son rapport dans la collection des documents diplomatiques allemands. Mais le témoignage de David Astor qui abonde en détails

(1) Eberhard Zeller, précédemment cité, p. 360. Trott avait aussi vainement cherché à gagner à ses vues le président Roosevelt. Il lui avait adressé un mémoire dans lequel il exposait que la première conséquence de la guerre serait de fortifier le national-socialisme.

précis et qui cite à l'appui de ses dires un autre témoin, Mrs G. Hodge, qui peut facilement être retrouvé, remet les choses au point et autorise une tout autre interprétation du rapport du diplomate allemand ; il permet de reconsidérer la question, de mieux comprendre l'attitude de Trott zu Solz en Grande-Bretagne et dévoile le secret de sa mission à Londres en juin 1939 (1).

Marcelle Adler-Bresse.
Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

Une histoire du Grand État-Major allemand

En lisant le titre d'un ouvrage : *L'histoire du Grand État-Major allemand (1918-1945)*, le lecteur français candide aura peut-être le réflexe qui a d'abord été le nôtre en se disant que les dates sont surprenantes : y a-t-il pu y avoir un Grand État-Major sous la République de Weimar puisqu'il était formellement interdit par le traité de Versailles ? Mais l'auteur nous précise occasionnellement — avec une satisfaction visible — « qu'aucune disposition du traité de Versailles ne fut tournée d'une façon aussi complète que celle qui interdisait l'*Académie de Guerre* et le *Grand État-Major* » (p. 127). Nous voilà rassurés ! Ajoutons tout de suite que le général Waldemar Erfurth (2) possède admirablement son sujet : membre du Grand État-Major pendant 35 ans de 1910 à 1945, peut-être aujourd'hui le doyen de la Maison, plus spécialement chargé de la recherche historique, témoin attentif, parfois acteur, souvent juge, il est doublement un homme du métier qui a connu les personnages et qui connaît les textes, qui utilise ses propres observations et — en les citant — les travaux des autres.

Sa bibliographie comporte 81 ouvrages ou articles presque tous en langue allemande ou traduits en allemand comme le livre de Wheeler-Bennet *The Nemesis of power* — dont 13 articles parus dans la revue militaire bien connue : *Wehrwissenschaftliche Rundschau*. Cependant figure un ouvrage important en langue française : *L'histoire de l'Armée allemande* de Benoist-Méchin, qualifié d' « ouvrage remarquable » (p. 24)... « entre les lignes duquel reparaît toujours l'admiration pour l'armée allemande » (p. 37).

Quelques lacunes cependant dans cette bibliographie en particulier le livre de G. A. Craig, *The Politics of the Prussian Army 1940-1945* (Oxford, Clarendon Press, 1955), dont la *Historische Zeitschrift* a fait un compte rendu élogieux, et celui de O. E. Schüddekopf, *Das Heer und die Republik, Quellen zur Politik der Reichswehrführung 1918-1933* (Hannover, Frankfurt, Gœdel, 1955), dont la valeur a également été reconnue.

Le général Erfurth a tout naturellement le culte du Grand État-Major ; rien d'étonnant donc à ce que son livre constitue un plaidoyer *pro domo* des plus vibrants. Le dernier chapitre, intitulé *Épilogue* constitue une réfutation en règle de tous les reproches qu'on a pu adresser au Grand État-Major, et non pas seulement du côté allié, car « il y eut malheureusement aussi de

(1) Le nº d'octobre-décembre 1957 de la revue « *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* » publie un mémoire remis par Trott, en avril 1942, au Dr W. A. Visser't Hooft, secrétaire général du *Conseil œcuménique des Églises*, peu avant le départ de celui-ci de Genève pour l'Angleterre. Ce mémoire, qui porte l'empreinte de la pensée de Trott, a été rédigé vraisemblablement par le jeune diplomate en collaboration avec ses amis du *cercle de Kreisau*. Il apporte un complément à la documentation sur la personnalité de von Trott et confirme la radicale opposition de celui-ci à l'idéologie hitlérienne.

(2) Waldemar Erfurth, *Die Geschichte des deutschen. Generalstabes 1918-1945* (1er volume de la collection : *Studien und Dokumente zur Geschichte des Zweiten Weltkrieges*, Musterschmidt Verlag, 1957 326 p.).

mauvais Allemands qui participèrent à la lutte contre le militarisme allemand et à la diffamation du Grand État-Major, les uns par envie rancunière contre la situation considérable que le Grand État-Major avait occupée sous la Monarchie, les autres... parce qu'il n'avait pas empêché l'avènement d'Hitler... d'autres, nazis incorrigibles... pour s'efforcer de le rendre responsable de l'issue malheureuse de la guerre » (p. 310).

Par ailleurs le tribunal de Nuremberg l'a lavé de l'accusation d'être une « organisation criminelle ». Pour l'auteur, le Grand État-Major incarnait « l'intelligence de l'armée allemande » (p. 310). « Il n'avait pas la moindre influence sur les décisions politiques d'Hitler... D'où aurait-il pu prendre le droit d'essayer d'éliminer par la force Hitler et les hommes dirigeants du parti contre la volonté du peuple » (p. 311)... « L'histoire du Grand État-Major de 1918 à 1945 montre un effort inébranlable pour le maintien de l'unité et de l'existence du Reich. Si ce combat n'a pas été couronné de succès, l'état-major... n'en porta pas la faute... Le Grand État-Major allemand était une institution sans exemple dans l'histoire... Grâce à lui l'armée allemande était... à la veille de la *Deuxième Guerre Mondiale* l'armée la plus moderne du monde » (p. 312) et l'auteur termine en appliquant au Grand État-Major l'oraison funèbre de Périclès en l'honneur des morts de la guerre du Péloponnèse.

C'est dans cette perspective générale que se situe le livre du général Erfurth dans lequel les mérites du Grand État-Major s'égrènent avec des répétitions parfois fastidieuses, depuis novembre 1918 où le retour des troupes allemandes apparaît comme « un triomphe de la technique du commandement » (p. 17) jusqu'en 1945 où l'état-major s'efforce de rassembler le maximum de forces à l'est pour protéger l'Allemagne contre « l'invasion bolchevik ».

C'est dans cette perspective aussi que prennent tout naturellement place les sympathies et les antipathies de l'auteur. Ses « héros » sont des hommes comme les généraux Maercker, le créateur des *corps-francs*, von Seeckt, le créateur de la *Reichswehr*, von Fritsch, Beck, le « duumvirat Brauchitsch-Halder qui a conduit l'armée allemande à ses plus grandes victoires » (p. 274) von Manstein, etc., des civils aussi comme Noske... qui a collaboré efficacement avec le Grand État-Major. Par contre il se montre réticent à l'égard de von Schleicher, « faiseur et tombeur de ministres... le général le plus politicien que l'armée allemande ait jamais eu » (p. 148), à l'égard de Grœner aussi, général « démocrate » dont il n'approuve pas l'attitude à l'égard du traité de Versailles (p. 46).

Enfin il repousse franchement les militaires nazis ou nazisants comme von Blomberg, Reichenau, Keitel, Jodl, l'amiral Dœnitz qui essaie de faire prévaloir les intérêts de la marine aux dépens de ceux de l'armée, ainsi que tous les chefs nazis proprement dits qui se mêlent d'intervenir dans la conduite des opérations, à commencer par Hitler lui-même, Gœring, le « charlatan » Himmler.

On relève aussi une hostilité marquée à l'égard des socialistes — Noske excepté — auxquels il reproche une « hostilité fondamentale contre tout ce qui est militaire » (p. 27). Un coup de griffe en passant à la République fédérale dont il dit qu'elle a moins fait pour les « soldats jetés sur le pavé » que la République de Weimar (note, p. 62) et envers ceux qui *aujourd'hui* voudraient voir dans les soldats des « citoyens en uniforme » (p. 89).

En 1918-1919, son aversion va aux Spartakistes dont on lit que leurs chefs, K. Liebknecht et Rosa Luxemburg, furent « lynchés » (p. 26) : inexactitude inquiétante, d'autant plus que Benoist-Méchin, référence de prédilection de l'auteur, raconte en détails ce qu'il appelle lui-même leur « assassinat à coups de révolver » par des militaires de la Division de la Garde.

Par contre les assassinats de militaires ou de personnages officiels par des éléments de gauche sont flétris par l'auteur comme entachés de cruauté (p. 30), d'horreur (p. 37).

Toutes ces réserves faites, il n'en reste pas moins que l'ouvrage du général Erfurth est bien écrit, avec des portraits prestement enlevés, comme celui de von Schleicher « homme de la Renaissance » dans la manière de se débarrasser des gens qui lui paraissaient gênants, de Keitel le type du subordonné commode, de von Seeckt « un fanatique de la discipline » à qui il attribue du génie.

C'est aussi un ouvrage fortement charpenté dont les cinq chapitres chronologiques sont divisés en grandes parties numérotées en chiffres romains, elles-mêmes subdivisées en paragraphes, numérotés en chiffres arabes, et la table des matières permet de s'y retrouver aisément. Les cinq chapitres sont intitulés :

I) La liquidation du passé sous Grœner, Noske et Reinhardt.
II) Le général von Seeckt *Chef der Heeresleitung* et ses successeurs (jusqu'au 30 janvier 1933).
III) La formation et l'instruction dans l'armée des 100 000 hommes.
IV) Le passage de la *Reichswehr* à l'armée du service militaire obligatoire.
V) Le Grand État-Major dans la *Deuxième Guerre Mondiale.*

Quelques-unes des précisions qui nous ont le plus intéressé dans la période d'avant la guerre concernent les démêlés de von Seeckt, membre de la délégation allemande à la Conférence de la Paix, avec son chef le comte Brockdorf-Rantzau... puis plus tard avec Stresemann — les discussions à Weimar entre généraux et hommes politiques à la veille de la signature du traité de Versailles, les péripéties du putsch de Kapp — le camouflage des armes et la manière dont von Seeckt s'appliqua à tourner les clauses militaires du traité de Versailles, en particulier en se rapprochant de la Russie soviétique — le passage des anciens combattants des corps-francs au nazisme — l'appel de Hindenburg à von Schleicher puis à Hitler — l'absence de réaction de la France lors de la remilitarisation de la Rhénanie : un « choc en retour » (en français dans le texte) de l'armée française eut été fatal aux troupes allemandes... « car la France possédait alors encore la supériorité numérique et matérielle » (p. 183). Désormais, Hitler se crut infiniment supérieur à ses généraux qu'il jugeait trop timorés. A partir de 1937, se précise l'opposition entre Hitler et le Grand État-Major qui craint que la politique de ce dernier n'entraîne une guerre générale dont l'état-major est convaincu qu'elle se terminera par une catastrophe pour l'Allemagne : d'où en 1938, les trois « mémoires » du chef de l'état-major, Beck, pour dissuader Hitler d'attaquer la Tchécoslovaquie. Mais déjà, en février 1938, en se débarrassant de von Fritsch, Hitler avait créé l'O.K.W. pour faire pièce à l'état-major dont l'esprit se reflétait dans l'O.K.H.

Le successeur de Beck, Halder, aurait envisagé un putsch militaire contre Hitler à la faveur de la crise des Sudètes, mais la Conférence de Munich mit fin à ces éventualités : « Londres et Paris étaient dans un état d'impréparation totale et récoltaient maintenant les fruits de cinq années de négligence en matière de défense nationale (p. 202). »

Naturellement le succès d'Hitler à Munich ne fit qu'augmenter sa méfiance à l'égard du Grand État-Major qui avait voulu le freiner et qui essaya de le faire encore au lendemain de la campagne de Pologne, en soulevant nombre d'objections contre une attaque à l'Ouest.

Le récit de la *Deuxième Guerre Mondiale* amène l'auteur à un certain nombre de réflexions sur les divers théâtres d'opérations. « Il est surprenant, note-t-il, que les Italiens n'aient pas commencé la guerre par une attaque-

surprise contre Malte, mais du côté allemand aussi la signification stratégique exceptionnelle de l'île n'a pas été reconnue à temps. »

De même l'intervention allemande en Afrique du Nord aurait été trop tardive ; il critique « l'entêtement » de Rommel qui n'en faisait qu'à sa guise et fit ainsi perdre la « dernière occasion » (p. 258) de s'emparer de Malte.

La campagne de Russie est l'occasion de faire le procès en règle des « méthodes de guerre » d'Hitler, incorrigible dans son idée fixe de s'opposer à tout mouvement de retraite, ce qui provoqua une série de catastrophes à commencer par celle de Stalingrad.

Le récit des démêlés d'Hitler avec les trois derniers chefs de l'état-major de l'armée nous vaut des pages pittoresques : Halder est renvoyé en septembre 1942. Zeitzler, dégoûté, se fait porter malade en 1944 ; quant à Guderian, qui fait des efforts désespérés pour amener Hitler à des idées plus orthodoxes, il se voit brusquement congédié par cette phrase : « Général Guderian, votre santé exige un congé immédiat de dix semaines (p. 307). »

La fonction que Schlieffen appelait « la plus glorieuse et la plus honorable du monde » (p. 281) avait fini par devenir, sous Hitler, proprement intenable.

A la fois synthèse historique et document psychologique, le livre du général Erfurth est riche de renseignements divers.

André Meyer,
Aix-en-Provence.

Hitler et l'industrie allemande

Deux Américains, MM. Hallgarten et Lochner, ont publié presque simultanément deux études sur le rôle politique joué par l'industrie allemande pendant la République de Weimar et la période hitlérienne (1). Les deux livres sont forts différents l'un de l'autre : celui de M. Hallgarten, d'un style serré et bourré de notes, est un réquisitoire sévère contre les intrigues politiques des industriels allemands, tandis que l'étude de M. Lochner, d'une lecture facile, essaie de blanchir les mêmes industriels de l'accusation d'avoir mis Hitler en selle, provoqué le réarmement et voulu la guerre. Chronologiquement, les deux livres ne se recoupent vraiment que lorsqu'ils étudient la prise de pouvoir par Hitler. Les sources des deux livres ne sont pas très différentes : les *Procès de Nuremberg*, en particulier le procès Flick, en forment la pièce de résistance. M. Hallgarten a utilisé non seulement la publication américaine de ce procès, mais encore le compte rendu sténographique inédit. M. Lochner a eu, en outre, accès à de nombreux mémoires non publiés tirés d'archives privées allemandes, ainsi qu'aux archives de la *Chambre de Commerce et d'Industrie* de Essen. Ce dernier fonds est peut-être une source essentielle ; mais il n'est pas possible, dans le livre de M. Lochner, faute de notes et de références, d'en apprécier la valeur.

Pour M. Hallgarten les industriels allemands aidèrent Hitler à conquérir le pouvoir, soit par conviction politique soit par intérêt. Son argumentation n'enlève pas absolument la conviction. Que le patronat allemand, pris dans son ensemble, ait eu des tendances nationalistes, voilà qui fait peu de doute : on en a pour preuve l'aide qu'il apporta au *Stahlhelm*. Il est moins certain que les grands industriels allemands aient eu à soutenir Hitler parce qu'ils avaient besoin d'un réarmement pour sauver leurs entreprises de la crise et

(1) George F. W. Hallgarten, *Hitler, Reichswehr und Industrie, zur Geschichte der Jahre 1918-1933*, Frankfurt, 1955, in-8°. — Louis P. Lochner, *Tycoons and Tyrant*, Chicago, 1954, in-8°.

parce que Hitler était l'homme du réarmement. Il faut d'abord remarquer que le régime imposé par le traité de Versailles n'était pas si défavorable à l'industrie de guerre allemande. Il donnait à celle-ci le monopole de la fourniture d'armes à la *Reichswehr* et elle en profitait largement en vendant ses produits à des prix deux ou trois fois supérieurs aux cours mondiaux. Certes l'exportation des armes était interdite, mais il y avait des arrangements avec le ciel : soit que le service des douanes fermât les yeux sur ces exportations, soit que les succursales chargées des exportations aient été installées dès l'abord à l'étranger. Il n'est pas du tout certain qu'en 1931-1932, la solution la plus rentable pour les industriels allemands ait été de reconvertir leurs entreprises en usines ne travaillant que pour la guerre. D'ailleurs la crise était passée quand, en 1934, le réarmement sur une grande échelle commença. Enfin peut-on dire que Hitler était l'homme du réarmement? De Brüning à Hitler en passant par Papen et Schleicher, la politique allemande, en matière de réarmement, ne changea pas. Hitler montra même dans cette question une beaucoup plus grande souplesse que Schleicher. Ce dernier pouvait certainement, en 1932, être considéré comme le champion du réarmement. On est d'ailleurs étonné de constater que la conclusion de M. Hallgarten sur cette question est beaucoup plus nuancée que son étude ne le fait prévoir. On ne peut pas dire, écrit-il, que les fonds donnés par les industriels aient « fait » le mouvement hitlérien. Il lui semble que les grands magnats : Krupp, Klöckner, Reusch, Haniel, Stinnes, Siemens, aient plus craint qu'encouragé le *N. S. D. A. P.* Voilà d'un seul coup bien des grands noms blanchis ! Pour lui l'aide financière la plus importante serait venue des banquiers (Schroeder) et de la classe des Directeurs généraux des grandes Compagnies anonymes. Cela est possible, mais M. Hallgarten n'apporte pas grande preuve à l'appui de sa thèse. L'idée n'en est pas moins intéressante et peut fournir une bonne hypothèse de travail pour une étude plus approfondie.

Cette question de l'aide apportée à Hitler par les industriels allemands a été aussi étudiée par M. Lochner. Il ne cherche pas à nier ou à minimiser ce soutien, mais simplement à montrer qu'il était normal. L'usage était, paraît-il, pour les industriels, sous la République de Weimar, d'envoyer de généreux subsides aux partis politiques et cela sans trop s'occuper de savoir quel programme ces partis défendaient. M. Lochner donne pour exemple les sommes versées par Flick en 1932 à des partis politiques : sur 1.500.000 RM., 950.000 furent versés pour la campagne en vue de la réélection de Hindenburg à la Présidence, 150.000 à Brüning et à d'autres partis du centre, 120.000 à Schleicher, 30.000 à Hugenberg, 100.000 à Papen, 100.000 à des partis de gauche et 50.000 au *N. S. D. A. P.* Si ces chiffres sont exacts, les Nazis n'auraient reçu que 2,8 % des fonds distribués par Flick en 1932. La question mériterait certainement d'être étudiée dans le plus grand détail pour tous les partis ; car il devient impossible de séparer l'aide accordée au *N. S. D. A. P.* de celle octroyée aux autres partis.

M. Lochner est moins heureux quand il essaie de contester l'aide politique apportée à Hitler par certains industriels ou certains banquiers. Il est certain que bon nombre d'entre eux intriguèrent (lettre à Hindenburg, réunion du 4 janvier 1933 chez Schroeder) pour amener les Hitlériens au pouvoir. La question est d'ailleurs fort obscure et ni le récit de M. Hallgarten ni celui de M. Lochner ne l'éclairent beaucoup. M. Lochner examine aussi d'autres questions : la grosse industrie allemande désirait-elle la guerre? est-elle responsable du travail forcé? L'auteur essaie toujours d'excuser les industriels allemands. Son plaidoyer n'est pas sans intérêt, mais ce n'est qu'un plaidoyer. Les faits cités sont certainement à décharge, pour pouvoir porter un jugement sur l'attitude de l'industrie allemande sur ces questions, une étude plus approfondie serait nécessaire.

Il faut maintenant en venir à l'essai consacré par M. Hallgarten, au début de son livre, au rôle joué par l'industrie allemande pendant la crise de la Ruhr. Cet essai est la partie la moins satisfaisante du livre. M. Hallgarten a trouvé dans les archives du *State Department* cinq documents qu'il publie et sur lesquels il entend fonder toute son argumentation. Ces cinq documents sont en eux-mêmes d'un grand intérêt, ils méritent certainement d'être publiés, mais ils ne représentent qu'une documentation partielle. De plus, il aurait fallu les critiquer si l'on ne voulait pas se lancer dans des hypothèses hasardeuses. Par exemple, M. Hallgarten publie un plan de Stinnes pour régler, en 1922, la question des Réparations. A mon sens, l'intérêt de ce plan réside dans le fait qu'il est révélateur du caractère « de combat » sinon du patronat allemand du moins de Stinnes. Il s'agissait de faire retomber tout le poids des Réparations sur l'ouvrier allemand qui aurait fait des heures supplémentaires au tarif normal, aurait perdu tout avantage social et n'aurait plus eu le droit de faire grève. On voit très bien où Stinnes voulait en venir : faire imposer par la France un régime de travail qui n'avait aucune chance d'être accepté ni par le Gouvernement allemand, ni par le *Reichstag*, et cela pour le plus grand profit du patronat. Mais quelle importance faut-il attacher à ce document? Doit-on le considérer comme un de ces innombrables plans proposés par des personnes privées pour résoudre le problème des Réparations, plans qui n'ont jamais été pris au sérieux par personne ; ou, au contraire, faut-il y voir un document semi-officiel qui fut discuté par les dirigeants politiques? Pour M. Hallgarten, qui ne se pose d'ailleurs pas la question, il n'y a pas de doute : seule la seconde hypothèse est possible. En se fondant sur le journal de Castle (directeur d'*Europe occidentale* au *State Department*), il écrit que « Poincaré serait prêt à accepter le plan, s'il obtenait une garantie de sécurité des États-Unis ». Sur ce point, il est infiniment probable que M. Hallgarten, à la suite de Castle, se trompe : il paraît invraisemblable que Poincaré ait jamais envisagé de discuter un plan qui prévoyait l'évacuation des régions occupées (y compris la Sarre !) pour le 1er avril 1923. Poincaré, en novembre 1922, n'avait nullement désespéré de forcer l'Allemagne à payer les Réparations ; sa politique était de saisir éventuellement plus de gages, non de les lâcher tous contre une promesse de paiement.

Un autre document publié par M. Hallgarten est un morceau de choix. Il s'agit d'un télégramme de l'ambassadeur des États-Unis relatant une conversation avec Stinnes le 15 septembre 1923. Stinnes expose son plan pour renverser le régime dans le courant d'octobre et établir une dictature militaire. On savait déjà par Rabenau que Seeckt songeait à prendre le pouvoir. On sait maintenant qu'il y a eu effectivement complot. Le document laisse soupçonner que les troubles de Saxe n'ont été que le fait d'une provocation de la *Reichswehr*, car Houghton écrit : « La difficulté majeure que voit Stinnes est la possibilité que ce mouvement puisse commencer par une action agressive des partis de droite. Il désire que les Communistes bougent les premiers. » M. Hallgarten passe cette question sous silence : il ne semble pas avoir vu toute la richesse du document qu'il publiait. Il aurait pourtant été facile d'étudier, ne serait-ce qu'avec la presse de Dresde, comment les milices communistes sont arrivées à se heurter à la *Reichswehr*.

En dehors de ces documents l'apport de M. Hallgarten est assez maigre. Il n'apparaît pas qu'il ait de la situation intérieure de l'Allemagne en 1923 une idée très exacte. Il prend très au sérieux les vantardises des militaires allemands au printemps 1923 au sujet d'une résistance « active » aux Franco-Belges. Or, une telle lutte armée n'a certainement jamais été envisagée sérieusement pour l'excellente raison que la *Reichswehr* ne possédait que pour quatre ou cinq jours de munitions. Une guérilla aurait peut-être été possible, mais elle aurait fait le jeu des Communistes, les pires ennemis de Seeckt. Les con-

clusions de M. Hallgarten sont parfois quelque peu hâtives : y a-t-il, par exemple, la moindre preuve que les industriels allemands aient sciemment provoqué l'occupation de la Ruhr? Quel intérêt y avaient-ils, même si l'on admet qu'ils n'avaient rien à y perdre? M. Hallgarten prend manifestement grand plaisir à nous présenter le Gouvernement allemand comme un jeu de marionnettes obéissant à leurs maîtres, les industriels et les généraux. Il est à craindre que ce ne soit là une vue un peu simpliste. Car, si industriels et généraux étaient si puissants, comment expliquer que le complot Seeckt-Stinnes ait échoué? On chercherait en vain une explication dans le livre de M. Hallgarten. Il admet que Seeckt ne prit pas le pouvoir parce que Stresemann refusa de le lui céder ! La grosse faiblesse du livre est qu'il ignore les partis politiques qui pourtant avaient une large audience et étaient solidement organisés. M. Hallgarten a borné son étude au rôle de l'armée et de l'industrie : or, il y a toujours grand danger à séparer une question de son contexte et à aborder un problème sans avoir une documentation suffisante.

André Scherer.
Londres.

Les Mémoires de Rosenberg

Surpris par des événements que leur aveugle fanatisme n'avait pas pressentis, la plupart des grands dignitaires du régime national-socialiste ont disparu sans avoir rédigé leurs souvenirs. Alfred Rosenberg constitue, à cet égard, une exception. Capturé par les Britanniques en mai 1945, puis envoyé devant le *Tribunal International de Nuremberg*, qui le condamna à mort le 1er octobre 1946 — la sentence fut exécutée quinze jours plus tard — il a utilisé les loisirs d'une longue détention pour rassembler les éléments de sa biographie, retracer l'histoire du mouvement national-socialiste, à la vie duquel il avait été étroitement mêlé (1). Sans doute ne s'agissait-il pas, pour le détenu de Nuremberg, de faire œuvre d'historien ou d'écrivain : Rosenberg ne pouvait oublier que lui et le national-socialisme étaient mis en accusation. Aussi n'a-t-il écrit que pour se justifier et pour défendre devant l'opinion internationale l'idéologie dont il ne cessa, jusqu'à sa mort, de se prétendre le plus authentique théoricien. Sachant ses jours comptés, il a rédigé à la hâte des notes qu'un éditeur vient de réunir en douze chapitres assez disparates (2).

Seuls, les quatre premiers (3), consacrés à la biographie de Rosenberg, présentent une certaine unité. Né à Reval en 1893, dans un milieu allemand et luthérien, Rosenberg prépare, à l'Université de Riga, la carrière d'architecte. Bel esprit — du moins, il l'imagine — il s'intéresse aux arts plastiques et à la philosophie ; à la politique nullement. Il fait, au printemps de 1914, un court séjour à Paris ; il a rapporté de ses visites au Louvre, au Luxembourg et au Panthéon le souvenir touchant et parfois puéril d'émotions que les Allemands sont seuls à éprouver avec autant d'intensité sur les rives de la Seine ! La guerre n'interrompt pas ses études ; car les Russes, par précaution, ne mobilisent pas les étudiants baltes de langue allemande. Cependant, l'avance des armées germaniques provoque le transfert à Moscou de l'Université de Riga. Si bien que le futur doctrinaire de l'antimarxisme assiste aux

(1) Alfred Rosenberg, *Letzte Aufzeichnungen*, Göttingen, Plesse Verlag, 1955, in-8°, 343 pages.

(2) L'éditeur reconnaît (p. 5) qu'un choix a été opéré dans les papiers de Rosenberg et que des corrections de forme ont dû être apportées à un texte que son auteur n'avait pu remanier.

(3) P. 9 à 142.

journées de mars 1917 et obtient son diplôme d'ingénieur-architecte dans la capitale de la révolution mondiale !

Rentré à Reval, occupé par les troupes du Reich, Rosenberg, qui se sent Allemand, décide de poursuivre à Munich des recherches philosophiques portant plus particulièrement sur la pensée hindoue et sur la pensée juive. Il y rencontre Adolf Hitler : subjugué, il adhère, l'un des premiers, à la *N. S. D. A. P.* Il devient rédacteur du *Münchener Beobachter*, qui prendra bientôt le nom de *Völkischer Beobachter*. En même temps, Rosenberg, qui se considère comme le grand intellectuel du parti, prépare l'œuvre de sa vie : le *Mythe du XX^e siècle* paraîtra en 1930. On sait que cet ouvrage de seconde main est fondé sur une idée peu originale, celle de la supériorité des races nordiques, donc celle des Allemands. Tiré à plus d'un million d'exemplaires, le *Mythe du XX^e siècle* convainc de larges couches de lecteurs que les Allemands, représentants de la « race des seigneurs », ont droit à l'espace vital ; il suggère qu'il est licite de supprimer les races prétendues inférieures. En 1945-1946, Rosenberg a entrepris (chapitre IX — *Weltanschauungen*) (1) de minimiser la portée de thèses exposées quinze ans auparavant ; sans renier son antisémitisme de principe, il soutient qu'il n'a jamais recommandé l'extermination des Juifs dans les camps de la mort ; qu'au contraire, il a souhaité une solution « chevaleresque » de la question juive. Il ne voit pas, ou ne veut pas voir, que, sans avoir partagé les bas instincts d'un Julius Streicher ou d'un Heinrich Himmler, il n'en a pas moins, par ses thèses pseudo-scientifiques, frayé la voie à ces monstres.

Ceux-ci, d'ailleurs, il avait l'occasion, dans un chapitre intitulé *Kameraden und Gegner* (2), de les rejeter de la véritable communauté « nationale-socialiste ». Or le nom même de Streicher n'apparaît pas. Si Himmler est isolément pris à partie, c'est moins en raison de ses crimes que des interventions de son adjoint Heydrich dans les territoires de l'Est, relevant du ministère créé pour Rosenberg le 17 juillet 1941. Les adversaires de l'honnête Rosenberg, à l'intérieur du parti, ne sont pas les plus criminels, mais ceux qui lui portent ombrage ou lui disputent la faveur du *Führer*. Titulaire en 1937 du *National Preis für Kunst und Wissenschaft*, directeur depuis 1940 de la *Hohe Schule*, centre de recherches idéologiques et pédagogiques nationales-socialistes, Rosenberg n'a jamais admis que Goebbels, qu'il présente comme un intrigant sans véritable culture, lui ait été préféré pour régenter les arts et les lettres (3). Mais c'est surtout sur Martin Bormann, devenu, après le départ pour l'Angleterre de Rudolf Hess, le familier de Hitler, que Rosenberg s'acharne : Bormann, en accord avec son ami Himmler, n'aurait cessé, dans les dernières années du régime, de desservir Rosenberg auprès de Hitler (4).

Les « erreurs » de Hitler, Rosenberg les impute naturellement aux mauvais conseillers : Goebbels, Himmler, Bormann. Il sous-entend que, s'il avait eu l'oreille de Hitler, à la fin comme au début, il n'aurait pas manqué d'exercer une heureuse influence sur le cours des événements (5). Vanité qui prêterait

(1) P. 273-299.

(2) Chapitre V, p. 143-217.

(3) La haine de l'auteur du *Mythe du XX^e siècle* pour le catholicisme surgit quand il s'en prend à Goebbels et à Himmler, dont il ne manque pas de relever la formation « cléricale ».

(4) Bormann se serait, en particulier, employé à empêcher Rosenberg d'entrer en contact personnel avec Hitler.

(5) La disgrâce de Rosenberg, à partir de 1942, ne s'explique pas uniquement par les menées de Bormann. Les certitudes du théoricien hautain du national-socialisme avaient fini par indisposer Hitler, dans une période où il importait davantage d'agir que de philosopher.

à rire, si elle n'était celle d'un homme sans illusions sur le sort que lui réservaient les juges de Nuremberg. Rosenberg est mort sans renier le *national-socialisme* ni Hitler. Il a épargné à sa mémoire les palinodies de ses coaccusés, civils et militaires.

Jean SIGMANN.
Inspecteur d'Académie.

Le procès Schoerner

Lorsque, il y a un an environ, l'ancien feld-maréchal Schoerner, après une détention de dix ans dans les prisons soviétiques, revint en Allemagne, la chaude et cordiale réception que la Patrie réserve d'habitude aux hommes éprouvés par un destin cruel ne l'y attendait nullement. C'était, au contraire, avec une profonde indignation qu'on voyait reparaître un homme auquel Hitler, à la veille même de la débâcle, avait fait sa dernière remise de bâton de maréchal. Ce n'est pas grâce à des exploits stratégiques que Schoerner avait atteint l'échelon suprême de la hiérarchie militaire, il y avait accédé uniquement parce que, fidèle valet du *Führer*, par les moyens les plus durs et par beaucoup de condamnations à mort, il avait contraint les unités sous ses ordres à poursuivre un combat perdu depuis longtemps ; lui-même, pourtant, au moment de la défaite, s'était évadé du front Est, en civil, par le dernier avion, vers le secteur tenu par les Américains. C'est pourquoi l'opinion publique ne voulut pas qu'on accorde au Maréchal en quelque sorte l'auréole du pardon, mais qu'il soit traduit en justice en tant que l'un des responsables des nombreuses victimes de la dictature nazie.

Après une scrupuleuse instruction, Schoerner avait à répondre, au mois d'octobre dernier, devant la cour d'assises de Munich. Au lieu de nombreux cas qu'on s'attendait tout d'abord à voir évoquer, deux cas seulement étaient appelés. Mais, comme il apparut bientôt, ce n'étaient pas là les pauvres résidus d'une campagne d'excitations, enflée et sans fondement, mais deux cas d'ordres d'exécution illégaux, représentatifs de beaucoup d'autres cas similaires et que, douze ans après, on pouvait encore reconstituer de façon irrécusable. Avec cela, aussi bien durant l'instruction que pendant les débats, on observa minutieusement à l'égard de l'accusé toute l'objectivité requise pour l'éclaircissement des faits, de même qu'on lui accorda tous les moyens de défense prévus par la procédure.

Voici tout d'abord les faits tels qu'ils ont été établis au cours de plusieurs journées de débats. Au mois de mars 1945, Schoerner, en tant que chef du groupe d'armées du centre, était chargé d'arrêter les divisions blindées soviétiques avançant vers la Silésie. La ville de Neisse, en Haute-Silésie, avait été alors déclarée ville fortifiée, mais, pour la défendre, le commandant ne disposait que de quelques faibles groupes de *Volkssturm*, à peine armés. Encore, avant l'attaque russe, le commandant fut victime d'une crise cardiaque et dut être transporté à l'hôpital tandis que Neisse tombait sans combat aux mains des Russes. Quand Schoerner apprit la chute de la forteresse, il donna aussitôt l'ordre d'arrêter le commandant et de « le fusiller sans égard pour son état de santé », de même que son suppléant. Schoerner voulait procéder ici sans délai et sans jugement de tribunal militaire ; de même il essayait d'intervenir dans l'instruction ordonnée entre temps par le commandant d'armée compétent ; il désirait ainsi devancer le jugement du conseil de guerre par une peine capitale. Grâce à la tactique de temporisation du commandant d'armée et à l'effondrement progressif, l'application du jugement contre les deux officiers fut finalement empêchée.

Le second cas concernait l'exécution effective d'un soldat de première classe. Lors d'une inspection nocturne, Schoerner avait remarqué un camion

qui barrait la route, le chauffeur soi-disant éméché s'étant endormi au volant de son véhicule. Par ordre écrit, et sans autre forme de procès, il fit fusiller le conducteur.

Le procureur de la République avait demandé, pour ces deux actes illégaux, une peine de huit ans de travaux forcés ; la cour d'assises prononça finalement une peine de quatre ans et demi de prison pour meurtre. La cour ne s'était pas contentée d'arguments faciles pour étayer sa sentence. Au contraire, dans les attendus de son jugement, elle voulait, sur un cas typique, démontrer combien la désorganisation des bases élémentaires du droit, en régime de terreur, met hors la loi tout individu, même s'il ne se trouve pas précisément en camp de concentration. C'est ainsi qu'on a examiné scrupuleusement si la situation stratégique, le maintien du front dans une position dramatique pouvaient justifier les moyens draconiens employés par l'ancien feld-maréchal. Le tribunal s'est posé aussi la question de savoir dans quelle mesure Schoerner pouvait se sentir lié par des ordres spéciaux du *Führer*, en particulier par l'ordre dit « des catastrophes ». Mais, même en lui accordant des circonstances atténuantes, on a dû constater indiscutablement que, dans les deux cas, Schoerner avait agi illégalement. L'exécution par les armes n'a pas été le moyen suprême et inéluctable pour maintenir le moral du combattant ; de même ni le code pénal militaire ni l'ordre dit « des catastrophes » de Hitler ne pouvaient autoriser la suppression d'une procédure en règle. Les attendus du jugement culminaient précisément dans cette constatation que, même en temps de guerre, la vie de l'individu doit rester sacrée et être protégée « de la destruction insensée par pouvoir autoritaire qui s'abrite derrière les slogans de « tenir », « se durcir », et qui écarte d'un geste de la main les notions de culpabilité et de droit de défense ».

Ainsi ce ne fut plus un individu, fût-il l'un des plus néfastes suppôts de la doctrine nazie stipulant de tenir à tout prix, qui se trouvait à la barre, mais le système de la justice militaire elle-même. Car elle aussi s'était révélée l'un des nombreux moyens du national-socialisme pour terroriser le peuple par une violation du droit et des lois, et c'est elle aussi qui, maintenant, devait répondre de son sanglant arbitraire. Ce n'est pas un hasard, par conséquent, si deux des témoins à décharge de la défense, d'anciens hauts fonctionnaires de la justice militaire, n'ont pas été admis à prêter serment parce que eux-mêmes suspects de complicité dans une action répréhensible. Entre temps, une instruction a été ouverte contre eux qui, sans doute, fera boule de neige. Si, sous l'angle constitutionnel, il n'est pas trop compliqué d'édifier, pour la vie civile, un ordre légal et de créer des garanties, un tel effort est beaucoup plus difficile quand il s'agit de l'armée. Car, déjà en temps de paix, il existe une certaine incompatibilité, d'une part entre le postulat d'une obéissance inconditionnelle que toute armée digne de ce nom doit exiger et, d'autre part, celui de la protection légale de l'individu ; à plus forte raison, dans la situation exceptionnelle de la guerre. La tâche du tribunal était d'autant plus difficile et lourde de responsabilités ; il a pesé soigneusement tous les facteurs d'un cas d'espèce, afin de mener, au plus profond d'un système totalitaire, un procès d'épuration de principe, d'édifier un net rempart devant un arbitraire qui a abusé du nom de la justice.

Cela est d'autant plus important que, peu d'années après l'écroulement de la dictature nazie, devant les difficultés de la situation mondiale, la République fédérale se voit contrainte à remettre sur pied une armée forte. Pour cela, il s'agit à nouveau d'introduire un élément de stricte obéissance au sein du droit d'un État de démocratie bourgeoise, État que le peuple allemand, tentant l'expérience pour la seconde fois, désire édifier et conserver. Dans cet ordre d'idée, le procès a servi autant à purifier la conscience historique allemande d'un passé maudit que — la grande presse s'en est fait l'écho partout —

à discuter les principes de questions politiques très actuelles : à savoir, établir une limite saine entre les exigences militaires permanentes et les fondements inébranlables pour l'avenir d'un État basé sur le droit.

Dr P. Kluke,
Institut für Zeitgeschichte. Munich.

La bataille de Berlin

Dans la troisième partie de sa trilogie (1) (Stalingrad, Moscou, Berlin), Plivier évoque le dernier acte d'un drame cosmique : la chute de Berlin est pour lui un signe du destin et une indication donnée sur le destin du monde, qu'il imagine dominé par les sursauts de deux hydres, l'hydre hitlérienne et l'hydre soviétique.

Il décrit d'abord le déferlement des armées soviétiques sur Berlin, cependant que l'armée allemande se dégrade, que les villes s'écrasent sous les bombes, que le peuple allemand meurt de faim. Il décrit ce peuple vivant une vie souterraine, sous le signe de la terreur et de la famine, mais sans établir de lien entre ce peuple et le nazisme, dont il fut cependant le véhicule à travers le monde. Il rappelle les « bobards » dont ce peuple a été nourri, en premier lieu le sentiment de son invincibilité. On peut s'étonner que, dans son évocation du peuple allemand lancé à l'aventure sur les routes, il ne fasse pas d'allusion à ces autres cohortes de peuples de toutes les nations d'Europe, dont l'internement et la torture devaient garantir cette invincibilité.

Il décrit l'entrée de « l'Asie dans les rues de Berlin », la prise sanglante du *Bunker* de Hitler, le meurtre sans choix et sans discernement. « Dans cet ouragan de la guerre, les hommes ne sont que des feuilles qui tombent. » Au sein de cette destruction des vies, des biens, des valeurs dans lesquelles le peuple allemand a cru, certains gardent encore la foi en Hitler. A ce propos, Plivier évoque quelques dignitaires nazis qui suivaient Hitler non par idolâtrie, mais parce qu'à travers lui ils croyaient au destin de l'Allemagne. Dans l'analyse de Plivier, les mobiles de Speer ou de Frietsche apparaissent plus idéalistes que ceux révélés par le procès de Nuremberg. Même s'ils n'ont pas prémédité l'extermination de millions d'hommes, ils l'ont admise comme un impératif économique.

Devant l'effondrement de tous les rêves du pangermanisme sous toutes ses formes, Plivier se demande ce qu'Hitler représente pour le monde *sub specie aeternitatis*. A-t-il apporté au monde le malaise, ou n'est-il que l'expression d'un malaise déjà existant? Est-il le meurtrier de l'Europe ou le « ver qui rongeait une pomme déjà pourrie »? Plivier semble adopter le deuxième terme de l'alternative. Pour lui, l'élite spirituelle des capitales européennes était tellement corrompue et exsangue qu'un « roi sans couronne » pouvait la balayer, tandis que la marche des masses européennes mises en branle par la main d'Hitler ne pourra plus être arrêtée. Mais, dans cette constatation, il ne s'agit nullement pour Plivier d'admettre une « prise de conscience » du prolétariat mondial, à laquelle il ne croit plus. Ses références au marxisme, au stalinisme ou à l'expérience soviétique sont d'un ordre purement critique, pour mettre les gouvernants de l'U. R. S. S. en contradiction avec les principes auxquels ils se réfèrent. La vision de Plivier se place plutôt sous le signe de Nietzsche, mais un nietzschéisme tempéré par le mythe de l'apprenti sorcier.

La deuxième partie du livre déborde le cadre de la deuxième guerre mondiale, puisque l'auteur conduit son récit jusqu'à l'émeute de Berlin et pose

(1) Theodor Plivier, *Berlin*, Verlag Kurt Desch, 1954, in-8°, 606 pages.

pour les deux Allemagne des problèmes qui ne sont pas encore résolus aujourd'hui. Il dresse un véritable réquisitoire contre les Alliés et surtout contre les Soviétiques, qui punissent le peuple allemand de ne pas s'être libéré lui-même, mais par des armées étrangères. (Il semble que l'augmentation actuelle des ouvrages sur la résistance clandestine allemande répondrait au sentiment de Plivier.) Aussi les forces alliées se sont-elles déchaînées contre le peuple allemand sans souci de la place qu'il doit occuper dans le monde, comme si en Allemagne « n'étaient innocents que les enfants à naître et les chiens ». Plivier oppose les affirmations des Soviétiques, selon lesquelles, après douze ans d'iniquité, la loi et le droit régneraient en Allemagne, avec le démontage des machines, la loi agraire, les transports de populations, l'inquisition policière, le tout conforme, dit-il, au « credo » soviétique, le tout réalisé sous l'œil inquiet des Occidentaux, inquiets non du destin de l'Allemagne, mais de l'équilibre des forces dans le monde. La fin du récit évoque le point culminant de la crise des deux Allemagne, la guerre froide, le blocus de Berlin. Ces chapitres, qui donnent lieu à des jugements sévères sur le régime soviétique et sur l'attitude des Alliés, apparaissent comme les plus périmés, car les événements survenus depuis la mort de Plivier ont donné une orientation différente à tous ces problèmes. Le sentiment qu'il avait gardé d'un effondrement presque irrémédiable de l'Allemagne est démenti par le présent.

Cet ouvrage est plus convaincant dans sa première partie, qui appartient à l'histoire de la deuxième guerre mondiale, que dans les conséquences de cette guerre envisagées par l'auteur. A l'analyse des faits, Plivier donne des interprétations plus conformes à son optique personnelle qu'à la réalité internationale des années 1945-1953.

Acte d'accusation de la politique soviétique en Allemagne fondé sur des faits précis, mais rivalités alliées évoquées sans une étude suffisante de l'attitude anglaise et américaine sur le problème allemand. Quant à la France, elle n'apparaît pratiquement pas dans ce livre, comme si elle pesait peu au regard du destin du monde. Plivier ne peut admettre que le peuple allemand soit rendu responsable des iniquités nazies. Il ne cherche pas même à plaider la cause de ce peuple, mais il veut surtout illustrer le pessimisme désespéré qui sourdait déjà dans Stalingrad — ce pessimisme qui ne lui permet d'opter ni pour les bourreaux ni pour les victimes et qui se traduit par une vision shakespearienne du monde des bourreaux et de celui des victimes : « du bruit et de la fureur » au sein desquels ni les bourreaux ni les victimes ne peuvent se reconnaître et qui anéantit sans discernement les meneurs et le « troupeau ».

Olga Wormser.

L'énigme Canaris (1)

L'activité secrète des dirigeants de l'*Abwehr* et, en particulier, de son chef, l'amiral Canaris, en liaison avec les opposants au régime nazi, a déjà fait l'objet de nombreux ouvrages en Allemagne et en Angleterre. Quoique consciencieuse et très approfondie, l'étude qu'en a faite M. Karl Bartz n'ajoute que peu de précisions à celles que nous ont données ces ouvrages (2).

L'auteur a interrogé de nombreux témoins qui ont eu des rapports avec Canaris, avec ses subordonnés, Oster, Dohnanyi et autres, avec ses collaborateurs à l'*Abwehr*, le Dr. Jos. Müller, le pasteur Bonhoeffer, etc., et avec

(1) Karl Bartz, *Die Tragödie der deutschen Abwehr*, Salzburg, Pilgram Verlag, 1955, 274 p., avec 15 photogr.

(2) Cf., notamment, les comptes rendus publiés dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* de janvier 1952.

certains de ses adversaires. Il a pu ainsi, non pas reconstituer le « *Journal* » de Canaris, sans doute à jamais disparu, mais rétablir les indications essentielles de ce « *Journal* » et des documents conservés dans les fameuses armoires blindées dont la découverte, après la tentative du 20 juillet 1944, porta à l'*Abwehr* le coup fatal.

Ces témoignages ont confirmé et précisé les relations établies avec le Vatican et avec la Grande-Bretagne en vue d'une paix consécutive au succès d'un coup d'État, la révélation à la Hollande et à la Yougoslavie de la date des attaques allemandes contre ces pays, la rivalité et la lutte incessante entre les divers services secrets allemands, la protection avouée accordée par Hitler et Keitel à Canaris et à l'*Abwehr*, la légèreté, la maladresse, l'inconscience, l'aveuglement même des conspirateurs qui, persuadés d'être « tabous », conservèrent par devers eux les documents les plus compromettants.

Ils contredisent ce que l'on a écrit parfois au sujet du prétendu désir de Gœring de maintenir la paix en 1939, ainsi que sur l'ordre qui aurait été donné à Canaris de supprimer le général Giraud et sur le refus qu'aurait opposé Canaris à l'exécution d'un tel ordre.

Mais, sur les mobiles des manœuvres plus ou moins machiavéliques de l'Amiral, l'auteur n'a pas réussi à lever complètement le voile.

Canaris apparaît dans son livre comme très peu sympathique. Médiocre connaisseur en hommes, il est à la merci des flagorneurs ; il se laisse influencer par ses subordonnés et fait de son service un nid d'intrigues. Ce chef d'un service secret, qui se dit conspirateur, ne sait pas s'assurer que toutes les précautions ont été prises pour garantir le secret de cette conspiration. Il manque de franchise. Après son arrestation, il lâche tous ses collaborateurs et rejette sur eux toutes les responsabilités.

Il adore le double jeu, à tel point qu'on peut se demander si ce n'est pas là, en définitive, l'explication de son attitude et de son action. Il se pose en adversaire du régime nazi ; mais il insiste auprès de Gœbbels pour que l'on impose aux Juifs l'étoile jaune et pour qu'on groupe tous ceux de Berlin dans un ghetto. C'est grâce à cette insistance qu'il obtient la protection d'Hitler et d'Himmler ; mais, en même temps, il sauve de nombreux Israélites en les expédiant à l'étranger comme ses agents. Il révèle aux ennemis de l'Allemagne les projets allemands d'offensive ; mais il s'arrange pour que ces renseignements leur parviennent trop tard et ne puissent être utilisés...

Toutes ces contradictions dénotent une psychologie étrangement compliquée. Aussi, en dépit des détails précis que l'auteur a recueillis et qui donnent, surtout pour les Allemands, un intérêt dramatique au récit des manœuvres de l'*Abwehr*, de leur découverte et des procès qui s'ensuivirent, l' « énigme Canaris » reste-t-elle entière — ce qui, après tout, n'a pour l'histoire qu'une importance tout à fait secondaire.

Général Lestien.

Un roman sur l'action d'un militant communiste

Ce roman (1) constitue le troisième volet d'un triptyque *Verwandte und Bekannte*. Les deux premiers dépeignaient la vie de familles ouvrières de Hambourg sous Guillaume II (*Die Väter*) et au début de la République de Weimar (*Die Söhne*). *Die Enkel* nous mène de l'incendie du Reichstag jusqu'à 1948.

Le héros principal, Walter Brenten, militant communiste, est envoyé en camp de concentration dès mars 1933. Il réussit à s'évader, vit à Paris où il

(1) Willi Bredel, *Verwandte und Bekannte*. 3es Buch : *Die Enkel*, Berlin, Aufbau-Verlag, 1954, 685 pages.

milite dans le *Comité international pour la libération de Thälmann et des internés antifascistes*, puis participe à la guerre d'Espagne où il est blessé. Soigné à Moscou, il demeure en Russie et organise des émissions en langue allemande destinées à la *Wehrmacht*, en particulier devant Stalingrad. Il retrouve sa patrie après l'entrée des troupes soviétiques à Berlin et assiste, en zone Est, à l'unification des partis social-démocrate et communiste. Autour de cette figure centrale gravite une foule de personnages, communistes ou hitlériens. Dans leur destin individuel se reflètent les événements de l'époque : mainmise du national-socialisme sur l'administration, l'enseignement et la justice, participation allemande dans les deux camps de la guerre d'Espagne, campagnes de Pologne, de France et de Russie, batailles de Stalingrad et de Berlin.

Thomas Mann, avec les *Buddenbrooks*, avait donné le modèle de ces vastes fresques où trois générations résument dans leur montée, leur apogée et leur déclin, l'histoire d'une société. Willi Bredel, écrivain communiste qui réside actuellement à Berlin-Est, a voulu montrer comment la conscience de classe est née dans une partie du prolétariat allemand et s'est affermie à travers un siècle de luttes. La période qui nous intéresse plus particulièrement est, on l'a vu, celle de la résistance au fascisme hitlérien. Il s'agit visiblement d'une autobiographie, étoffée, quand la construction du roman l'exige, par les sources dont disposait l'auteur : lettres, témoignages, documents. C'est ce qui fait à la fois la force et la faiblesse de l'ensemble. On pense parfois à Ernst von Salomon et le plus souvent encore à Theodor Plivier. Mais Willi Bredel ne possède ni le style du premier (qu'on admire, même quand on réprouve ses idées), ni la puissance d'évocation du second, qui eut pourtant un destin longtemps semblable au sien.

G. Pauline.

SUR L'ITALIE

Sur la politique étrangère de Mussolini

Un livre présente l'ensemble de la politique étrangère de l'Italie depuis les lendemains de la première guerre mondiale jusqu'à la mort de Mussolini, dans l'intention de laver le dictateur, qui occupa le pouvoir pendant plus de vingt ans, des accusations qui pèsent sur lui et le représentent couramment comme l'un des responsables du second conflit mondial. Luigi Villari veut surtout atteindre le public de langue anglaise : journaliste, fonctionnaire du ministère italien des Affaires étrangères de 1906 à 1938, chargé de différents postes consulaires et de missions culturelles, il a fait une grande partie de sa carrière aux États-Unis où, assure son éditeur, il jouissait avant 1940 d'une audience très appréciable. Il parle en diplomate, en publiciste, en polémiste parfois, avec clarté, avec élégance ; il ne cèle ni ses sympathies, ni ses rancœurs. Ainsi avertis, écoutons-le (1).

Que désirait l'Italie, placée en 1918 dans le camp des vainqueurs? L'achèvement de son unité grâce à l'annexion de territoires détenus par l'Autriche-Hongrie et des débouchés coloniaux pour sa population en rapide expansion. Qu'obtint-elle en dépit des promesses qui lui avaient été faites? Des satisfactions mitigées en Europe, une complète déception outre-mer.

Chef du gouvernement à partir de 1922, Mussolini est partisan de la révision des traités de paix ; il ne comprend pas l'abaissement où a été plongée l'Allemagne, il s'étonne de la méfiance de la France à l'encontre de sa voisine pourtant durement vaincue ; il croit qu'il convient d'effacer rapidement les problèmes des dettes et des réparations. Pour cette œuvre, la Société des Nations se révèle décevante. Ne serait-il pas plus efficace de ménager la conclusion d'un pacte à quatre? La conférence de Locarno a ouvert la voie dès 1925. Mussolini suscite, le 7 juin 1933, la signature d'un accord entre l'Italie, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. Amener les grandes puissances à discuter sur un pied d'égalité, c'est bien ; mais la consolidation de la paix ne doit pas signifier persistance du *statu quo ;* le Duce ne perd pas de vue ses idées révisionnistes et ses aspirations coloniales. Il décide l'expédition d'Éthiopie, Qu'était-elle d'autre qu'une de ces entreprises auxquelles la Grande-Bretagne, la France, la Belgique même avaient recouru pour se constituer, au XIX^e^ siècle, de vastes Empires ?

Des sanctions, cependant, sont votées par la S. D. N. contre l'Italie, chargée de la vindicte des démocraties. C'est que celles-ci ne lui pardonnent pas son régime intérieur ; leur réprobation du fascisme les prive de toute compréhension à l'égard des légitimes aspirations extérieures du peuple italien ; la volonté d'indépendance économique et financière du pays, qui évite de recourir aux banques étrangères, sous influence juive, entraîne une véritable pénalisation. L'Italie peut-elle rester isolée? N'est-il pas sage qu'elle se rapproche de l'autre puissance européenne, qui s'emploie, justement à cette même époque, sous l'impulsion d'Hitler, à effacer les injustices de 1919 — l'Allemagne? Le chancelier allemand ne propose-t-il point, d'ailleurs, aussitôt après avoir réoccupé la zone rhénane, une réunion des puissances de Locarno, un plan de désarmement et un pacte de non-agression de quinze ans? L'axe Rome-Berlin est constitué à la fin de 1936 ; l'auteur fait sien le jugement du Suisse Paul Gentizon : cet axe « a été forgé à Paris et à Londres. Il porte la marque *made in England* ». Logiquement ont suivi l'adhésion au pacte antikomintern et le

(1) Luigi Villari, *Italian Foreign Policy under Mussolini*, New-York, The Devin-Adair Company, 1956, 1 vol. in-16, XIV-396 pages, 12 illustrations hors texte.

pacte d'acier. Du coup, la liberté de veiller sur l'indépendance de l'Autriche avait été ôtée à l'Italie. C'est que les préventions d'une partie des dirigeants anglais et français, loin de s'apaiser, s'étaient accrues. Nul ne fut plus responsable qu'Anthony Eden, qui « bloqua, entre les deux guerres mondiales, toutes les tentatives faites pour aboutir à une paix relativement stable et qui exposa l'Angleterre à une guerre inutile qui liquida les principales parties de l'Empire britannique, soumit la Grande-Bretagne à de nombreuses années d'austérité après la guerre et la réduisit à la situation de puissance mondiale de second ordre » : Luigi Villari poursuit de son animosité le ministre des Affaires étrangères, qui, en 1955, devint premier ministre !

Allié à l'Allemagne hitlérienne, Mussolini désire toujours la paix : il suggère les arrangements de Munich, il s'efforce encore d'éviter le pire dans les derniers jours d'août 1939. Serait-il à l'abri de tout reproche? La conjoncture le poussait-elle invinciblement à s'unir au dictateur nazi en 1936? Peut-être, concède l'auteur, aurait-il pu s'appliquer à développer l'exploitation et le peuplement de l'Éthiopie conquise, mais le vote des sanctions lui avait révélé l'hostilité des puissances et l'avait convaincu que la configuration géographique de la péninsule, au centre de la Méditerranée, soulevait, à elle seule, les soupçons de la Grande-Bretagne, inquiète pour ses communications impériales. N'a-t-il pas envoyé plusieurs dizaines de milliers d'hommes en Espagne dans l'armée franquiste? Les Républicains étaient soutenus par les *brigades internationales*, la *non-intervention* était un camouflage de mauvais aloi et la victoire de Franco a empêché l'installation d'une place forte communiste au sud-ouest du vieux continent. Pourquoi a-t-il attaqué et occupé l'Albanie? D'abord la campagne se déroula sans dommage ; ensuite, le petit royaume où l'influence italienne se faisait sentir depuis longtemps fut mieux administré et mis en valeur qu'il ne l'avait été auparavant ; enfin, cette opération, non seulement assurait la sécurité de l'Italie dans l'Adriatique, mais encore l'introduisait dans les Balkans où elle était susceptible de couper la voie de l'expansion germanique. Ce dernier argument serait singulièrement renforcé si la teneur et l'authenticité des fameuses lettres que l'on a dit échangées entre Winston Churchill et Mussolini étaient connues. Luigi Villari aborde ce problème avec prudence ; il cite des opinions, mais il ne prend pas franchement parti ; il y aurait eu une correspondance entre les deux hommes d'État jusqu'au printemps 1940 ; Churchill aurait insisté pour qu'une éventuelle intervention italienne fût limitée aux Balkans, avec possibilité d'une occupation de la Grèce ; il aurait fait miroiter des avantages qui auraient pu être trouvés dans l'Afrique du Nord française ! Avec loyauté, reconnaissons-le, l'auteur n'esquive pas la difficulté de traiter, en un chapitre, de la politique antijuive de Mussolini, qui lui fit grand tort dans l'opinion mondiale : il admet que la législation de 1938 a pu être inspirée par l'exemple nazi, mais il invoque des circonstances atténuantes : collusion des Israélites et de la franc-maçonnerie italienne, hostilité de la finance juive au régime fasciste, modération dans l'application des mesures racistes, qui n'ont pris l'aspect d'une persécution que sous l'occupation allemande, après l'armistice du 8 septembre 1943. Ce fut tout de même une erreur qui aurait pu être évitée.

En somme, les véritables auteurs de l'alliance germano-italienne ont été Anthony Eden et sa clique du *Foreign Office*, Léon Blum et le *Front Populaire*, des politiciens de troisième ordre, des financiers ombrageux et des journalistes à bon marché d'une presse reptile (p. 231) ! Ce ton dessert la cause que Villari entend servir...

Le 10 juin 1940, Mussolini lance l'Italie dans la guerre. « Coup de poignard dans le dos » de la France? L'auteur est d'abord un peu gêné ; il chicane : l'intervention était prévue pour le 5, ce fut le Quartier général allemand qui la retarda. Puis il prend la chose de haut : Mussolini a déclaré lui-même que si

a France a été attaquée par derrière, elle-même a usé des centaines de fois de ce procédé depuis Telamon, en 225 av. J.-C., jusqu'à Mentana, en 1867 ! Secondement, l'intervention était prévue dans le traité de 1939. Enfin, était-il raisonnable, dans l'intérêt national bien compris, de laisser les divisions allemandes garnir la frontière des Alpes?

Il faut avouer que, devenu belligérant, le *Duce* ne jouit plus d'une grande liberté de manœuvre. Hitler ne saisit pas l'importance du théâtre d'opérations méditerranéen ; en 1940, il a commis la faute de ne pas exiger la remise des bases françaises du Maghreb ; il se lance dans de coûteuses actions, en Europe centrale et orientale, sans prendre conseil de son partenaire. Les deux dictateurs, une fois les hostilités engagées entre le Japon et les États-Unis, déclarent malencontreusement la guerre à l'Amérique sans se rendre compte qu'ils facilitent le jeu de Roosevelt et l'autorisent à s'immiscer, de toute sa force, dans les affaires européennes. De désillusion en défaite, l'Italie glisse au bouleversement de 1943 : le renvoi de Mussolini, dans des conditions parfaitement inconstitutionnelles, son arrestation, l'acceptation par le gouvernement Badoglio de la reddition pure et simple, l'armistice du 8 septembre.

De juin 1940 à juillet 1943, il est si difficile de parler d'une politique extérieure italienne digne de ce nom que l'auteur n'y consacre pas quarante pages. Mais il estime intéressant de repérer, dans la brève existence de la république sociale italienne, les efforts de Mussolini pour limiter les initiatives allemandes dans les territoires qu'il entendait gouverner, pour organiser des relations avec les États étrangers et entretenir une force armée. Cette soixantaine de pages apporte des renseignements utiles sur une aventure, en somme misérable et terminée tragiquement. Villari s'efforce de la justifier en comparant l'Italie de la république mussolinienne à l'Italie de Badoglio : la seconde est admise comme « co-belligérante », alors que la première ne possède qu'un gouvernement « de fait » ; mais si l'une et l'autre sont des États conquis, Mussolini proteste contre les décisions intempestives des autorités allemandes, reconstitue une petite armée, s'efforce de réprimer les violences et les attentats, épargne la famine à ses concitoyens, au moment où la commission de contrôle alliée fait la loi au sud, où les soldats victorieux attentent impunément à l'honneur des femmes italiennes, où la mafia réapparaît en Sicile, où sévissent la pire misère et la plus affligeante déchéance morale.

Mais il est décidé, selon Luigi Villari, que l'injustice accompagnera Mussolini jusqu'au terme de sa vie : à son insu, sous l'égide du cardinal Schuster, des tractations sont entreprises entre les Anglo-Américains, les Allemands, les comités italiens de libération, les partisans et certains personnages suisses ; enfin alerté et venu à Milan, Mussolini est traité en coupable par l'archevêque ; il apprend avec indignation la reddition des troupes allemandes d'Italie du Nord ; il veut reprendre sa liberté : c'est l'arrestation, la mort, l'exposition ignominieuse du corps dans la métropole lombarde.

Il nous a paru suffisant d'exposer la vue d'ensemble et de signaler les principales articulations de l'argumentation pour montrer l'intérêt, la partialité et la faiblesse de l'œuvre.

Bernard Guillemain.
Faculté des Lettres de Bordeaux.

Fascisme et Résistance

Dans un ouvrage court mais fermement écrit, G. Rossini s'est proposé, d'analyser le fait historique de la Résistance italienne et de souligner le rôle joué par les catholiques dans cette grande lutte nationale (1).

(1) Giuseppe Rossini, *Le fascisme et la Résistance*, Florence, Éditions Lume, 1955, 109 pages.

Il commence par une étude du fascisme en examinant les thèses qui voient en lui la continuation logique du *Risorgimento* et celles qui au contraire insistent sur la rupture avec la tradition italienne. On sent dans cette analyse l'influence de la philosophie de l'histoire si appréciée de l'autre côté des Alpes. En fait la Résistance italienne n'est pas un fait récent, elle a commencé en octobre 1922 quand le *parti populaire* a été malmené par les miliciens fascistes. Avec l'action de Don Sturzo, Donati, De Gasperi, la résistance catholique s'affirme dès les premiers succès de Mussolini. Les émigrés antifascistes tentèrent de Paris ou de Londres d'organiser une presse clandestine dont le rayonnement fut assez limité.

Le régime totalitaire ne tarda pas à entrer en conflit avec l'Église et l'encyclique de Pie XI, en 1931, traduisit cette opposition irréductible sur le plan moral et religieux. Pie XII poursuivit avec courage la même politique, comme en témoignent ses interventions en faveur des Juifs persécutés en 1938. Les prêtres et les militants chrétiens se retrouvèrent en grand nombre dans le second *Risorgimento*, qui commença le 8 septembre 1943. Les partisans, qui combattaient dans un pays qui se prête mal à la guérilla, eurent l'appui sans réserves de la population. A l'été 1944 le mouvement atteignit sa pleine efficacité et la guerre de Libération ne fut pas l'apanage d'un seul parti, mais l'effort de groupes nombreux, unis par delà leurs divergences pour un but commun.

G. Rossini considère que la Résistance a pris en Italie un aspect original. Alors qu'en Europe le mouvement a été plus national que politique, en Italie il a voulu non seulement chasser l'ennemi, mais réveiller la conscience publique et reconquérir la liberté perdue depuis vingt ans. Il ne s'est pas présenté comme une riposte à l'invasion allemande, mais comme une offensive délibérée contre l'oppression fasciste.

Ainsi le 25 juillet 1943 n'a pas vu seulement l'écroulement d'un pouvoir discrédité, mais un sursaut de la conscience populaire. Les précurseurs de ce renouveau politique tant attendu ont été Mattéotti, Amendola, Gramsci, Gobetti, Rosselli, Buozzi, Croce, Sturzo, Turati, Trêves, De Bosis, Ceva... C'est Mussolini qui par son régime de terreur a préparé ces volontaires de la liberté. Dès 1928, Rosselli écrivait : « L'oppression fasciste prépare l'unité du peuple italien. »

Au sein du *Comité de Libération Nationale* les Catholiques apportèrent un appoint précieux. Il leur fallut d'abord triompher des préjugés qui les avaient tenus longtemps à l'écart de la vie nationale. Ils montrèrent alors que la Résistance ne pourrait être monopolisée par les Communistes. Ils formulèrent des exigences de modération et s'opposèrent rigoureusement à tout nouveau totalitarisme. En décembre 1946, De Gasperi arrivait au pouvoir et, en choisissant la République, la démocratie chrétienne obtenait la lourde tâche de reconstruire une économie délabrée et de redonner à l'Italie une place honorable dans le concert des nations.

Certes, l'ouvrage de G. Rossini est partial. Il comprend de virulents passages contre le communisme et contre le fascisme, il tourne parfois à l'apologie de la démocratie chrétienne, dont il ne souligne ni les hésitations ni les ambiguïtés, qui lui ont valu après 1945 des appuis dans des milieux bien disparates. Mais l'auteur a le souci de rappeler, en exagérant quelque peu sa portée, la lutte antifasciste de l'avant-guerre. Il cherche à la relier à la Résistance par un louable souci de la continuité historique. Il souligne très bien l'aspect moral et religieux, au sens large du terme, du sacrifice suprême consenti par les patriotes avec l'abnégation des premiers martyrs chrétiens. Par delà la politique et par delà l'engagement, il n'oublie pas l'homme, même s'il a tendance à voir surtout en lui le chrétien. Sa conclusion ne manque pas de clairvoyance : « La démocratie ne se construit pas en un jour. C'est une lutte

continuelle et inflexible pour la sauvegarde de la liberté et de la justice contre tous ceux qui leur portent atteinte ; une construction patiente qui dure des dizaines d'années jusqu'à ce que l'amour de la liberté soit assez profondément enraciné dans le sentiment populaire pour être lui-même un moyen de défense vigilant et toujours présent. »

Jean DEFRASNE.
Besançon.

Entretiens avec Mussolini

Giorgio Pini a tout reçu du fascisme : adolescent, il rencontra le mouvement qui drainait l'énergie d'une génération déçue par les résultats de la première grande guerre ; il dirigea ensuite ses journaux à Bologne et à Gênes ; à la fin de 1936, Mussolini faisait de lui le rédacteur en chef de son propre journal, le *Popolo d'Italia*, avant de l'appeler dans son dernier gouvernement de 1943 à 1945 au sous-secrétariat à l'Intérieur.

Pini a écrit un livre sur cette ultime phase de son activité. Celui dont il s'agit ici, publié depuis 1950 déjà, après une première partie consacrée aux relations encore espacées que l'auteur avait eues avec le *Duce* avant 1936, rapporte essentiellement les entretiens du chef de la rédaction avec le « patron » du journal (1). Le bureau de Milan était relié par fil téléphonique direct au palais de Venise et à la propriété romagnole de la *Rocca delle Caminate*.

Plus de trois cents communications furent échangées. Leur répartition a été très inégale. Du 22 décembre 1936 au 5 octobre 1937, elles furent quasi quotidiennes ; puis Mussolini prit l'habitude d'appeler de préférence son neveu Vito, directeur du journal, qu'il souhaitait plus actif ; Pini, cependant, resta en liaisons assez régulières avec le dictateur jusqu'au 14 juin 1940 ; mobilisé, envoyé en Afrique, il revint en juillet 1941, mais ce ne fut plus que pour avoir, avant la chute du 25 juillet 1943, deux audiences et quelques coups de téléphone en novembre 1941.

Ce bilan indique, à lui seul, le déclin de l'intérêt que Mussolini portait à son journal. Comment cet intérêt se manifesta, c'est le principal enseignement à tirer du livre. Généralement bref, Mussolini demandait le chiffre du tirage (celui-ci monta de 140.000 à environ 400.000 en juin 1940) et le sommaire du numéro du lendemain : il donnait des indications sur la longueur, l'opportunité, la mise en pages des articles politiques. Il portait parfois son appréciation sur un article qui venait de paraître ; il manifesta un vif mécontentement parce que le titre utilisé n'avait pas assez mis en vedette la prise de Santander par les Franquistes et les légionnaires italiens et il prit soin de dicter lui-même le titre qui devait faire part du voyage transatlantique auquel participait son fils Bruno.

Lorsqu'il envoyait un éditorial qui devait rester anonyme, mais qui était généralement annoncé de telle façon que nul ne se trompait sur l'identité de l'auteur, il donnait des ordres extrêmement précis, puis il cherchait à connaître l'effet produit dans l'opinion et il se montrait déçu si l'édition, que l'on faisait pour la circonstance très supérieure à la normale, n'avait pas été épuisée. C'est avec la collection du *Popolo d'Italia* sous la main qu'il faut lire les notes de Pini : elles illustrent le goût que Mussoloni garda pour le journalisme.

Quelques traits de la personnalité du dictateur apparaissent encore : son obstination à faire remplacer dans la conversation la troisième personne (*lei*) trop cérémonieuse par la seconde (*voi*) ; la condamnation du mot *copyright*

(1) Giorgio PINI, *Filo diretto con Palazzo Venezia*, Bologne, Cappelli editore, 1950, in-8°, 258 pages, 12 ill. h. t. (Testimoni per la storia del « nostro tempo », XII.)

au profit de l'expression italienne *diretti reservati* ; le soin pris à contrôler les moindres détails de sa biographie écrite par Pini. Il admettait pourtant l'objection et, s'il était tantôt rapide et décidé, tantôt nerveux et distrait, il se faisait aussi raisonneur, attaché à se justifier et à convaincre. Pini (qui, soit soit dit en passant, ne l'appelait pas *Duce* mais *Presidente*) ne le jugeait jamais plus serein que lorsqu'il avait endossé de grandes responsabilités.

A plusieurs reprises il est question de la France. L'auteur ne cache pas son aversion pour elle ! Mussolini, quand il corrigeait en 1937 les lettres du jeune écrivain décédé Dino Garrone, que l'on allait publier, demandait la suppression des passages où s'exprimait un trop sincère amour de Paris, « absurde, disait-il, pour un Italien d'aujourd'hui, de ce temps qui est, qu'on le veuille ou non, celui de l'Empire ». En 1938, il estimait que les Français ne pouvaient être des amis, car, pour eux, les Italiens n'étaient que « les sales macaronis » (p. 147) ; il approuvait un article où était critiquée l'attitude du Vatican, si rigoureuse pour l'Allemagne, si indulgente pour « la France maçonnique et ses classes dirigeantes laïques, juives et extrémistes » (p. 151) ; il méprisait les intellectuels français (p. 153), dont certains osaient avancer que la conquête romaine avait empêché l'épanouissement de la civilisation celtique (p. 159) ! Moqueur, mais au fond très sensible aux réactions de la métropole du Nord où il voulait toujours savoir le temps qu'il faisait, il demandait en 1939 si Milan était encore francophile et germanophobe !

Presque aussitôt après la déclaration de guerre survinrent les désillusions. En Afrique, dès l'hiver 1940-1941, Pini se scandalisait de l'hostilité jalouse du haut commandement italien envers le corps expéditionnaire allemand ; à la fin de 1941, il dénonçait « sabotage et défaitisme ». La vitalité de Mussolini s'affaissait : « Je n'ai plus de plaisir à parler, spécialement en temps de guerre, encore moins à écrire. Ces choses ne m'intéressent plus, ne me donnent plus satisfaction » (17 juillet 1941, p. 215). Et cette question du 1er novembre 1942 : « Dites-moi, Pini, vous semble-t-il que je sois déjà mort? »

Bernard Guillemain.

Les mémoires du baron Aloïsi

De 1932 à 1936, la politique mussolinienne, bien assise à l'intérieur par dix années de dictature, a pu se manifester au dehors par les grandes entreprises que furent le « *pacte à quatre* », la conférence de Stresa, la conquête de l'Éthiopie ; c'est le moment où l'impérialisme fasciste prend son orientation définitivement hostile aux démocraties occidentales. Sur ce tournant, le *Journal* du baron Aloïsi nous apporte quelques lueurs (1).

Ancien ambassadeur à Tokio et à Ankara, après avoir été en poste à Paris, le baron Aloïsi devint le chef de cabinet de Mussolini, lorsque celui-ci remplaça Grandi à la direction du ministère italien des Affaires étrangères ; à ce titre, il joua le rôle d'un secrétaire général de ministère et dirigea la délégation italienne aux sessions de la *Société des Nations*.

Cet aristocrate aussi peu fasciste que possible — il éprouve pour les manifestations de foule une véritable répugnance — ne cache pas la satisfaction que lui procurèrent quatre années de service auprès de Mussolini, dont il fut en toutes circonstances le fidèle compagnon, en se gardant bien d'émettre la moindre critique à l'égard d'aucune de ses initiatives.

Son *Journal*, très précis et, semble-t-il, très peu apprêté, fourmille en indications de détail sur les rencontres, les conversations et les réceptions.

(1) Baron Aloïsi, *Journal* (25 juillet 1932-14 juin 1936). Préface de Mario Toscano, traduction de Maurice Vaussard. Plon, 1957, 390 pages.

Les révélations sont toutefois limitées au monde diplomatique ; rares sont les aperçus sur l'arrière-fonds de la « révolution » fasciste et les réalités économiques ou sociales. Comme, volontairement, l'auteur se borne à des notations sur des textes ou des événements connus, sans qu'il les cite ou les raconte, il éclaire moins les ensembles que les détails.

A vrai dire, c'est essentiellement la « politique sociétaire » de l'Italie que le baron Aloïsi eut la charge de conduire. On peut se demander si, dès ce moment, malgré le prestige incontestable du *Duce* et quelques retentissantes prises de position, c'est la véritable politique italienne qui s'exprime à Genève, et s'il ne s'agit pas plutôt de l'entretien d'une façade destinée à dissimuler des entreprises à longue échéance plus dynamiques et fort éloignées de l'esprit genevois. Tout en écoutant attentivement son directeur de cabinet, Mussolini, en marge de la diplomatie officielle, poursuit sa propre politique avec ses agents personnels ; non seulement c'est au cours de conversations en tête à tête qu'il reçoit Mac Donald, Hitler, Goering ou Dollfuss, mais il arrive que son homme de confiance à Berlin, Renzetti, mène, entre autres, une activité que l'ambassadeur juge « paralysante ».

Ces entreprises qu'il ne contrôle pas et qu'il connaît mal, il arrive cependant que le baron Aloïsi en soupçonne et en révèle brièvement l'existence. A plusieurs reprises il fait allusion à l'action de sape qui tend à dissocier la Yougoslavie de l'intérieur et à faire de la Croatie un « État-tampon » ; lorsqu'il apprend l'assassinat du roi de Yougoslavie à Marseille, il s'exclame : « pourvu que les *oustachis* qui résident en Italie n'y aient pas participé », et il avance prudemment cette défense : « Nous n'avons pas été consultés. » C'est de façon tout aussi allusive, mais tout aussi claire, qu'il révèle les difficultés constamment créées au roi d'Albanie, de façon à rendre un jour la rupture inévitable. Quant à l'Éthiopie, à partir de 1932, De Bono est chargé de mener à bien l'opération qu'on appelle pudiquement « enveloppement par la périphérie ».

On est ainsi amené à penser que, bien avant les sanctions, l'impérialisme mussolinien avait choisi les points sur lesquels, le moment venu, porteraient ses efforts, en contradiction évidente avec les principes de la *S. D. N.* Il en est un toutefois sur lequel, de 1932 à 1936, l'attitude de Mussolini a complètement changé : ce sont ses rapports avec Hitler. De toute évidence, au début, il n'aime guère ce disciple inquiétant ; il blâme son antisémitisme, pas pour des raisons morales d'ailleurs ; il condamne la brutalité avec laquelle l'Allemagne effectue sa sortie de la *S. D. N.*, il redoute ses initiatives du côté de l'Autriche. Au moment des sanctions, Mussolini déclare à Aloïsi : « C'est la France qui nous oblige à nous rapprocher de l'Allemagne. » Mais cette déclaration perd beaucoup de sa force convaincante si on la rapproche d'autres formules péremptoires, prononcées bien antérieurement, comme, par exemple, dès janvier 1933, celle-ci : « Ajaccio et Bastia seraient deux belles provinces italiennes ; la possession de la Corse est supérieure à celle de la Dalmatie » ; ou encore, cette autre, de l'été 1932 : « La France respecte seulement ceux dont elle a reçu une pile. »

Henri Michel.

Les rapports germano-italiens pendant la non-belligérance de l'Italie

Sous ce titre, Enrico Serra a procédé à une utile mise au point tirée essentiellement d'une confrontation entre les documents allemands et les déclarations des acteurs. En septembre 39, en dépit des formules emphatiques de Mussolini, l'attaque contre la Pologne, en violation d'un accord récent et l'ignorance dans laquelle les Allemands avaient laissé leurs Alliés, avaient développé en Italie des sentiments germanophobes.

L'accord germano-russe du 28 septembre, découpant des zones d'influence

en Europe orientale, accrut encore l'irritation. Ciano s'en fit l'interprète en suggérant qu'un sort généreux fût réservé à la Pologne et des ouvertures de paix faites à la France et à la Grande-Bretagne. Mais Hitler ne voulut rien savoir.

Alors Ciano lança l'idée d'un *bloc des neutres* dans les Balkans sous l'égide de l'Italie, de façon à mettre un terme à l'expansion allemande dans cette direction ; l'idée reçut un accueil favorable de la Yougoslavie, de la Hongrie et de la Roumanie. Ribbentrop donna son acceptation pourvu que le bloc fut orienté contre les pressions économiques de la Grande-Bretagne et n'eut aucun caractère politique ; il refusait ainsi à l'Italie tout rôle important dans ces régions ; la Méditerranée devait être son lot. Mais Mussolini désavoua Ciano, car il ne voulait pas paraître à la tête d'une ligue des neutres et le projet en resta là.

Les victoires allemandes ne poussaient guère les populations allemandes du Haut-Adige à quitter le pays en application de l'accord du 23 juin 1939. En octobre, Mussolini dut se contenter du départ de 100 personnes par jour pour deux à trois semaines ; après on verrait.

Les affaires économiques accrurent le désaccord. Berlin estimait que les protestations de Rome contre le blocus britannique n'étaient pas très fermes. Ce fut pis quand s'ouvrirent des négociations commerciales anglo-italiennes, comportant la cession d'armes italiennes contre des matières premières. Des protestations de Mackenzen et Clodius ne suscitèrent que de vagues promesses de Ciano.

Le discours de Ciano le 16 décembre mit l'accent sur les divergences de vues survenues en août entre les Alliés. Dans une lettre à Hitler le 5 janvier 1940, Mussolini préconisa la résurrection de la Pologne, affirmant que l'U.R.S.S. était la véritable ennemie à combattre et que l'intervention des États-Unis était inévitable. A quoi Ribbentrop répondit que l'U.R.S.S. ne suscitait pas d'inquiétude et que la France et l'Angleterre étaient les vrais adversaires. Le différend atteignit alors son point culminant.

Un mémorandum allemand fit alors le point des relations entre les deux pays et conclut que la décision finale appartiendrait toujours à Mussolini et que ce dernier était un fidèle allié de l'Allemagne. Effectivement, c'est Mussolini qui mit fin aux pourparlers commerciaux avec les démocraties, qui céda du matériel ferroviaire à l'Allemagne au grand détriment de son pays et qui ordonna d'appuyer la propagande allemande en Italie.

Le 10 mars, Ribbentrop apporta — deux mois après — la réponse d'Hitler et le *Duce*, capitulant complètement, l'assura qu'il était prêt à entrer en guerre quand il faudrait : la date exacte serait fixée au cours d'une rencontre des deux dictateurs au Brenner.

Or, Mussolini savait très bien à ce moment qu'il ne disposait — en dehors de la marine — que d'un million de tonnes de pétrole ; à peine la consommation d'un mois.

H. Michel

Le Saint-Siège et les victimes de la guerre

L'instrument principal de l'activité charitable du Saint-Siège pendant la seconde guerre mondiale fut le *Bureau d'informations du Vatican* : ouvert dès 1939 pour recueillir des nouvelles de civils qui, surpris par le conflit dans des pays belligérants, n'avaient plus le moyen de correspondre avec leurs familles, il reçut, à partir des derniers mois de 1940, un flot croissant de demandes qui ne cessa de monter jusqu'en 1944 ; il fut installé au palais de San Carlo et étendu en 1943 au Museo Petriano. Le travail de 885 employés au Vatican même, la collaboration de milliers d'auxiliaires ecclésiastiques ou laïcs, l'acti-

vité des nonciatures et des délégations apostoliques, l'aide sollicitée de la hiérarchie épiscopale dans trente-trois pays, permirent de constituer un immense fichier, consacré en grande partie aux prisonniers de guerre, mais aussi aux réfugiés, aux déportés, aux Juifs. Sollicité 9.891.497 fois, le Bureau fournit 11.293.511 réponses ; étant donné que, dans la mesure où parvenaient des renseignements, un seul cas pouvait provoquer plusieurs réponses, il semble, à en juger par une statistique portant sur les premiers mois de 1942, qu'un peu plus de la moitié des sollicitations a pu être satisfaite. La radio vaticane mit ses antennes à la disposition du Bureau ; elle transmit 1.240.728 messages pendant les années de guerre.

Pays par pays, catégorie par catégorie, I. Giordani a présenté des informations qui furent régulièrement publiées par la revue *Ecclesia*, chargée de faire connaître, à partir de septembre 1942, l'action humanitaire de l'Église romaine, et il montre comment cette œuvre traduisit les préoccupations constantes que le pape exposait dans ses messages et ses discours (1). Cette charité multiforme a été la véritable politique du Vatican durant le conflit mondial. Si elle s'est manifestée en premier lieu au bénéfice des ressortissants italiens, elle n'a voulu ignorer aucune misère ; elle a encouragé ou suscité de multiples initiatives à travers le monde : il n'est qu'à feuilleter le livre pour trouver des témoignages. Par exemple, pour l'Allemagne seulement, le Saint-Siège reçut 102.026 requêtes intéressant des Israélites et il intervint en faveur de 36.877 de ces malheureux ; à Rome, en mai 1944, le *Cercle Saint-Pierre* distribua 1.856.220 soupes grâce à 26 « cuisines économiques » ; soucieux de préserver la ville de Rome, le Souverain Pontife s'attacha également à protéger les œuvres d'art menacées : 664 caisses furent recueillies à la seule Pinacothèque du Vatican.

Seize planches photographiques, six graphiques illustrent cet ouvrage dont le ton laudatif ne peut faire oublier qu'il est appuyé sur des arguments probants.

B. Guillemain.

Les Campagnes d'Afrique

Dans leurs grandes lignes, ces campagnes sont généralement bien connues : 1940, offensive aventurée des Italiens et contre-offensive du général Wavell, qui les ramène jusqu'en Libye et leur enlève 130.000 prisonniers ; — 1941, intervention des Allemands, de la *Luftwaffe* en Méditerranée et de l'*Afrikakorps* aux ordres de Rommel, qui ramène les Anglais à la frontière d'Égypte, second aller-retour de ceux-ci ; — 1942, offensives de Rommel visant le Caire, arrêtées par l'équipe Alexander-Montgomery à moins de 100 kilomètres d'Alexandrie, puis offensive victorieuse de Montgomery et de sa VIII[e] Armée, refoulant Rommel et les armées germano-italiennes complètement désorganisées jusqu'à la frontière tunisienne ; — 1943, bataille de Tunisie, aboutissant à la capitulation du groupe d'armées germano-italien.

M. Jars a réalisé (2) une synthèse consciencieuse de l'abondante documentation publiée sur ces opérations en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en France — et dont on regrettera qu'il n'ait pas donné une bibliographie sommaire.

L'auteur expose les faits dans tout leur détail, avec une précision qui,

(1) Igino Giordani, *Vita contro morte. La Santa Sede per le vittime della seconda guerra mondiale*, Mondadori editore, 1956, 1 vol. in-8°, 330 pages. (Il libro del giorno, n° 23.)

(2) R. Jars, *Les Campagnes d'Afrique, Libye-Égypte-Tunisie, 1940-1943*, Paris, Payot, 1957, 250 pages, avec 24 cartes, 1.200 fr.

parfois, tourne à la sécheresse. Il rapporte les décisions prises aux divers échelons, les mutations apportées dans le commandement des grandes unités, les ordres donnés, les mouvements et les combats, les pertes subies par les deux adversaires, en s'interdisant tout commentaire et en réduisant au strict minimum les considérations stratégiques et tactiques. Tout y est, mais rien n'y est particulièrement souligné (l'épisode de Bir-Hakeim, par exemple, n'a droit qu'à moins de vingt lignes, tout comme l'action de n'importe quelle division).

On pouvait craindre qu'une telle minutie détournât l'attention des caractéristiques essentielles de ces opérations. Loin qu'il en soit ainsi, ces caractéristiques et les enseignements qu'on en peut tirer sortent nettement et directement de l'exposé des faits et en sont d'autant plus frappants.

C'est ainsi que sont mises en pleine lumière l'importance primordiale de la logistique sur un théâtre d'opérations aussi vaste, l'erreur capitale commise par les Puissances de l'Axe en ne s'emparant pas de Malte avant d'agir au delà de la Méditerranée, — erreur imputable à la fois à Hitler et au commandement italien, — l'influence de la maîtrise de l'air sur le succès des opérations, la nécessité absolue d'un commandement unique aux attributions nettement définies dans des opérations interalliées, — nécessité que démontrent aussi bien les tiraillements incessants entre Rommel et les chefs italiens que les tergiversations des Alliés en Tunisie.

Une autre conclusion suggérée par la lecture de ce livre mérite d'être signalée. On a tendance, en général, à sous-estimer la valeur des grandes unités italiennes. Or, si l'insuffisance de leur préparation et de leur instruction leur valut tout d'abord une surprise catastrophique, il semble qu'elles tinrent ensuite une place très honorable à côté des divisions allemandes.

On notera enfin que, quoique très objectif, cet exposé conduit à la mise au point ou à l'atténuation des jugements trop sévères ou trop admiratifs souvent portés sur les chefs adverses, sur le général Wavell, écrasé sous des tâches multiples et trop étendues qui l'empêchèrent de mesurer exactement ses besoins et ses possibilités lors de sa contre-offensive de 1940, sur le général Auchinleck, dont l'énergie et l'activité ne fléchirent jamais et grâce auxquelles la grande défaite de 1942 ne s'acheva pas en désastre, sur le général Rommel, dont les belles qualités, courage personnel, sens tactique, hardiesse, avaient pour envers une dangereuse impulsivité et le défaut de mesure.

Général Lestien.

SUR LES ÉTATS-UNIS

Une histoire diplomatique

Il s'agit d'une réimpression, quelque peu revue, du tome III de la *Diplomatic History of the United States*, dont la troisième édition parut en 1950(1). Ce livre, relativement court, ne veut être qu'un manuel, c'est-à-dire à la fois une introduction à des études ultérieures plus approfondies et un livre de référence. Il consiste essentiellement en un exposé général de la politique extérieure américaine au XX^e^ siècle. M. Bemis ne suit pas un ordre chronologique rigoureux : le livre est divisé en vingt-deux chapitres traitant chacun une question (l'ordre des chapitres est, en gros, chronologique) : un chapitre sur la politique commerciale américaine, un sur la politique navale, quatre réservés aux relations avec les États américains, quatre sur la politique américaine en Extrême-Orient et neuf concernant les relations des États-Unis avec l'Europe. M. Bemis a donc fait à cette dernière la part très belle. Il n'est pas certain que cette proportion rende exactement compte des soucis permanents des dirigeants américains : il n'y a qu'à parcourir les titres des volumes des *Foreign relations of the United States* pour se convaincre de l'importance primordiale des relations interaméricaines dans la politique des États-Unis. Mais l'ampleur de la matière imposait à M. Bemis de faire une si large place aux relations américano-européennes. Nous ne nous en plaindrons pas.

Écrire cinq cents pages sur un sujet aussi vaste que la politique américaine au XX^e^ siècle n'est pas aisé. M. Bemis aurait pu, après tant d'autres, se laisser aller à commenter très subjectivement cette politique et essayer de dégager, selon lui, les principes éternels de la politique américaine. Il n'est pas tombé dans ce travers et, même, son premier chapitre, intitulé *Les fondements historiques de la politique extérieure américaine*, n'est pas un commentaire, mais seulement un résumé très sommaire, de la politique américaine au XIX^e^ siècle. L'autre écueil que M. Bemis avait à éviter était de produire un compendium des relations internationales du XX^e^ siècle. C'était la difficulté essentielle : comment, dans la masse des faits, choisir ceux qui doivent entrer dans une histoire de la politique extérieure américaine et éliminer ceux qui n'ont rien à y faire? L'auteur devait, bien sûr, envisager les faits du point de vue américain ; mais même cette règle d'or ne résolvait pas tous les problèmes.

M. Bemis a visiblement cherché à dégager les lignes de force sans s'appesantir sur les négociations elles-mêmes : il cite le nom du *Plan Dawes* et donne en trois lignes une idée du *Plan Young*. Mais l'exemple le meilleur de la méthode de M. Bemis est certainement son étude du traité de Versailles. Les Américains, et Wilson en particulier, ont joué un rôle essentiel au Congrès de Versailles : il n'est, pour s'en convaincre, qu'à constater que treize volumes des *Foreign Relations* sont consacrés à la *Conférence de la Paix*. Celle-ci aurait donc pu entrer tout entière dans le champ d'études de M. Bemis. Pourtant, celui-ci ne consacre guère que quelques lignes à la Conférence elle-même : on chercherait en vain dans son livre des renseignements précis sur les clauses territoriales, militaires ou économiques du traité. Tout cela est supposé connu ou, tout au moins, n'avoir rien à faire avec la politique extérieure des États-Unis. M. Bemis raconte le Congrès de Versailles tel qu'on l'a vu de l'autre côté de l'Atlantique ; de ce point de vue, l'important n'est pas tellement ce qui s'est passé que l'impression produite par le fait que Wil-

(1) Samuel Flagg Bemis, *The United States as a world power, a diplomatic history 1900-1955*, New York, 1955, in-8°.

son laissa, à Versailles, fouler aux pieds certains des principes qu'il avait lui-même formulés. Ces dérogations, même mineures, sont notées avec grand soin. Par contre, si l'histoire de la *Conférence de Versailles* n'est que survolée, l'élaboration des *Quatorze Points* est étudiée dans le détail et tout un chapitre est consacré à la non-ratification du traité de Versailles. Étant donné que celle-ci a eu des motifs de politique intérieure, M. Bemis est amené à parler beaucoup plus de la politique des partis aux États-Unis que des négociations internationales de Versailles. On pourrait le lui reprocher. Il faut, cependant, constater que, si le traité de Versailles lui-même n'a eu que peu d'influence sur la vie américaine, la non-ratification a pesé pendant vingt ans sur la politique des États-Unis.

M. Bemis a eu, de plus, le souci de fournir aux historiens quelques documents fondamentaux qu'il est pratique de trouver réunis dans ce volume : textes complets des *Quatorze Points* et des quatre et cinq points énoncés en 1918, tableau synoptique des marines de guerre des sept plus grandes puissances navales en 1939, tableaux complets des sommes dues au titre des *Mixed Claims* et des dettes interalliées, tableau des sommes prêtées et reversées au titre du *Prêt-Bail*, etc... Il y a là toute une documentation précieuse, qui ne rentre pas forcément dans le cadre d'un manuel, mais qui évitera aux historiens de longues heures de recherche dans des ouvrages plus volumineux.

Le livre ne comporte pas de bibliographie. Cependant, les notes, surtout dans les chapitres traitant de la politique postérieure à 1937, sont d'une si grande richesse qu'elles équivalent à plusieurs pages de bibliographie systématique. On y trouve citées, à côté de recueils de sources et d'ouvrages généralement connus, un grand nombre de publications qui, normalement, ne trouveraient pas place dans une bibliographie : journaux quotidiens et hebdomadaires, sans parler de tous les articles de revues spécialisées dans les questions financières, économiques, militaires ou juridiques.

Le livre de M. Bemis n'est pourtant pas à l'abri de toute critique. Les deux derniers chapitres, en particulier, qui traitent de la politique américaine entre 1945 et 1955, laissent fort à désirer. L'auteur, manquant évidemment de sources sûres, s'est laissé entraîner à accumuler les hypothèses. Mais cette partie sort du cadre de cette revue.

Un autre défaut du livre est une vue parfois déformée des événements européens. M. Bemis — c'est naturel — les envisage d'outre-Atlantique. Il n'empêche que, parfois, il n'a qu'une vue caricaturale de la politique européenne. Un exemple amusant se trouve dans l'index, où, à côté de « Lloyd George, David, Premier Ministre », on peut lire « Laval, Pierre, créature de l'Allemagne ». Il y en a d'autres. M. Bemis justifie le maintien des relations diplomatiques avec Vichy en se référant au précédent de George Washington, qui refusa de rompre avec la France après la chute de Louis XVI. C'est jouer sur les mots que de mettre sur le même pied le *Gouvernement Révolutionnaire de la Première République* et le *Gouvernement Révolutionnaire National* du maréchal Pétain. Ailleurs, il veut démontrer que l'Allemagne aurait pu payer les *Réparations*, puisque Hitler, « après le début de la seconde guerre mondiale », dépensa plus d'argent pour la guerre que les 132 milliards de marks-or exigés à Versailles. On comprend très bien que M. Bemis soit acide en parlant de la question des *Réparations* et des dettes interalliées. Il démontre, certes, très justement que l'Allemagne paya les *Réparations* en faisant des emprunts à long terme sur le marché américain et que, dans l'affaire, elle gagna 1.800.000 dollars ; il montre aussi que les Alliés ne firent guère que rendre l'argent prêté par le capital privé américain. On le suit jusque-là, mais il est impossible d'aller plus loin, car juger raisonnable la somme exigée à Versailles revient à ignorer la situation politique et économique de l'Allemagne de Weimar. Enfin, l'idée générale du livre que le fondement de la politique améri-

caine au XX^e siècle a été la solidarité anglo-saxonne (le Canada étant le trait d'union entre la Grande-Bretagne et les États-Unis) me semble contestable. C'est étendre sur cinquante ans une notion qui n'a de réalité que pour ces quinze dernières années. Wilson n'est pas entré en guerre, en 1917, pour soutenir la Grande-Bretagne ; en 1941, ce sont les États-Unis qui ont été attaqués. Certes, dès le début des deux guerres mondiales, les sympathies américaines allèrent plus à la France et à la Grande-Bretagne qu'à l'Allemagne. Mais cela n'est pas vrai pour la période 1920-1933.

Au total, si certaines opinions émises par M. Bemis sont contestables, si son livre ne rend pas toujours exactement compte de la complexité des faits, on ne peut, cependant, qu'admirer la maîtrise avec laquelle il a exposé la politique extérieure américaine au XX^e siècle. Par sa clarté, son intelligence, sa précision, son livre restera un des meilleurs instruments de travail que nous possédions.

André Scherer.
Londres.

Les États-Unis et la guerre d'Espagne

Un ouvrage d'un professeur de Louisiana College (1) insiste sur les conditions dans lesquelles fut préparée psychologiquement l'adhésion des États-Unis à une politique de non-intervention qui, selon lui, ne faisait que servir les intérêts des puissances de l'Axe et constitue pour les démocraties un échec aussi grave, sinon plus, que celui qu'elles subirent à Munich peu de temps après avoir prouvé leur impuissance et leurs divisions aux pays fascistes ainsi encouragés. Il est en tout cas intéressant de noter la place que l'auteur donne à la propagande insidieuse, destinée à déconsidérer le gouvernement Azana en le qualifiant de communiste, qui, amorcée dès les débuts, prouve la longue préméditation de ce qu'on affecta de considérer comme un soulèvement spontané des milieux militaires. Le premier chapitre est consacré aux conditions générales de la politique espagnole avant le début de la guerre civile. L'auteur examine ensuite l'attitude de neutralité et d'isolationnisme américain, tâchant de déterminer la part relative des hommes qui entouraient le président Roosevelt et de celui-ci dans les mesures qui précédèrent l'application d'un embargo de fait. Les dispositions légales de la politique de non-intervention sont naturellement étudiées en détail, ainsi que la participation des Américains du Nord volontaires dans le bataillon *Lincoln-Washington* ou dans le bataillon *Mackensie*, à majorité canadienne. Ainsi auraient pris part aux combats dans les rangs gouvernementaux environ 2.800 Américains sur les 18.000 hommes composant les brigades internationales. L'auteur signale aussi la place prise dans l'attitude politique des États-Unis par les contestations entre les Eglises chrétiennes, les protestants, d'abord favorables au gouvernement de Madrid, ayant abandonné cette attitude devant la prise de position des organisations catholiques suivant presque toutes leur hiérarchie, qui présentait la guerre civile d'Espagne selon les vues du cardinal Segura avec une véhémence qui annonce parfois les futures campagnes du sénateur Mac Carthy. Les derniers chapitres sont consacrés à l'évolution de l'opinion américaine en face de la question espagnole, et surtout aux conditions dans lesquelles le Président Roosevelt finit par reconnaître le régime de Franco après la France et la Grande-Bretagne, qui avaient laissé les puissances de l'Axe se servir d'un banc d'essai de leur matériel et que seule la résistance des Républicains avait pré-

(1) F. Jay Taylor, *The United States and the Spanish Civil War, 1936-1939*, New York, Bookman Associates, 1956, in-8°, 288 pages.

servées, en épuisant les forces franquistes, d'avoir à combattre sur un front supplémentaire. Quelques documents diplomatiques de sources diverses terminent cet ouvrage consacré à ce que l'auteur considère comme une préface adroitement présentée de la seconde guerre mondiale déclenchée par la volonté de domination des puissances réactionnaires et fascistes. Cette étude apporte en tout cas une contribution utile à la connaissance des remous de l'opinion publique américaine à la veille de la guerre et éclaire d'un jour peu connu en France les dessous ou les arrière-pensées de la politique de non-intervention qui devait coûter si cher à la France, dans tous les sens du terme, jusqu'à la promulgation de la loi prêt et bail.

Jean Vidalenc.
Faculté des Lettres, Caen.

Les Mémoires de Truman

Ces Mémoires (1) n'apportent pas de révélations sur l'histoire de la fin de la guerre contre l'Allemagne et le Japon. Mais les documents qu'ils renferment restent précieux, surtout si on les place à côté d'autres fournis par les hommes de gouvernement ou les chefs militaires des puissances occidentales, puisque, jusqu'ici, c'est le seul côté qui en ait fourni. Et surtout ces deux livres apportent un témoignage capital sur le successeur de Roosevelt, son caractère, ses conceptions du rôle présidentiel aux U. S. A. dans la guerre et même en temps de paix.

L'homme sort grandi de l'épreuve apportée par la soudaine ouverture d'une succession lourde de charges périlleuses. Du vivant de Roosevelt, il était effacé par la personnalité et le prestige immense d'un Président qui ne l'avait appelé à ses côtés, et seulement lors de son troisième mandat, que pour récompenser une longue série de votes fidèles, au Sénat, en faveur du *New Deal*. Et voici que lui reviennent ces décisions capitales qui justifient le titre du livre : sur le sort de l'Allemagne vaincue, l'Europe bouleversée ; dernières mesures de guerre contre le Japon ; bases de l'organisation des Nations-Unies. Décisions politiques, mais qui s'étendent aussi au domaine économique et financier ; sans parler du problème intérieur, alors que le souvenir obsédant de la « grande dépression » de 1929 pèse sur tant de responsables un peu affolés par les risques sociaux de la reconversion industrielle.

Ces décisions seront prises avec fermeté et sans tergiverser. Peut-être, parfois, avec une rapidité excessive, ainsi qu'il advient pour la fin du *prêt-bail*, préparée avec Roosevelt, mais ordonnée par le nouveau Président, sans qu'il éprouve le besoin de lire le texte qu'il signe (vol I, p. 183), ainsi qu'il l'avoue non sans candeur. Et parmi ces décisions, la plus grave peut-être est d'utiliser la bombe atomique contre le Japon.

L'homme ne cèle pas une clairvoyante méfiance de la politique russe, trop soucieuse des Détroits, d'une emprise solide sur les États qui seront plus tard satellites, et aussi, déjà ! de la Syrie et du Liban. Mais, au contraire de Churchill, il évite, dans les débats avec Staline et Molotov, les assauts d'éloquence et le développement d'arguments qui ne pouvaient être entendus des interlocuteurs moscovites. L'échec de Potsdam, qui est avoué, montre que Truman n'a pas conservé sur la Russie stalinienne les illusions de son prédécesseur. Si les problèmes européens restent en suspens, pourtant, la politique de Truman a réussi à écarter les Russes de toute intervention dans les affaires de l'archipel japonais. Mais il a laissé les militaires régler, contre les idées de Churchill,

(1) Harry S. Truman, *Mémoires* : *L'année des décisions*, Paris, Plon, 1955, 2 vol. in-8° de 336 et 293 pages avec cartes.

le tracé des lignes de démarcation en Europe qui séparent les armées alliées, et c'est pour une simple commodité d'ordre pratique que le 38e parallèle a été choisi en Corée, pour délimiter zone d'influence russe et zone d'influence américaine.

Sa conception du pouvoir est simple et porte la marque d'un caractère net, énergique, et qui ne recule pas devant une responsabilité. Truman considère que les charges de la fonction présidentielle sont écrasantes au point de rendre nécessaire une délégation partielle du pouvoir à des gens sûrs (vol. I, p. 184), mais à l'intérieur de certaines limites, et sous réserve de contrôle et de sanctions. L'exercice du pouvoir, loin d'abattre son esprit de décision, l'exalte. Au début de sa présidence, Truman a le sentiment que « soleil, étoiles et planètes se sont effondrés sur lui » et demande aux journalistes qu'il reçoit de prier pour lui. Mais, au bout de peu de mois, il est assez fort et sûr de lui pour menacer les mineurs en grève d'une réquisition au compte de l'État, pour exiger la démission du secrétaire d'État Byrnes, qui ne l'a pas suffisamment informé de ses initiatives diplomatiques, et celle du secrétaire au Commerce Wallace, trop indulgent pour l'attitude et les procédés russes. L'on sait avec quelle vigueur l'autorité de Truman s'est exercée sur d'autres, ministres ou chefs militaires.

L'homme est humain. A plusieurs reprises, dans ces pages, revient le mot : « L'Europe a faim. » Et, si le décompte des fournitures en vivres est fait avec une précision tout américaine, il n'en reste pas moins que jamais n'est oublié ou sérieusement amoindri l'effort de solidarité accompli par les U. S. A. Dans le domaine de la politique américaine intérieure, c'est un souci analogue d'humanité qui explique le prolongement du *New Deal*, sous une forme nouvelle, et contre l'attente de beaucoup d'Américains, dont certains figurent parmi les membres du parti démocrate.

Une remarque un peu mélancolique. Il est peu question de la France en ces pages, en dehors des quelques lignes consacrées aux difficultés soulevées par de Gaulle. Mais peut-on s'en étonner?

Henri Calvet.
Docteur ès Lettres, Paris.

Un portrait de Patton

L'ouvrage de M. Harry Semmes n'apporte sans doute guère d'enseignements pour l'histoire du dernier conflit mondial. Il vaut cependant d'être lu (1). Notamment par la jeunesse. Car l'âme vibrante de Patton constitue pour elle un grand et rare exemple.

L'ancien commandant de la 3e Armée était entré vivant dans la légende. Mais, fait paradoxal, cet homme si connu était fort mal connu. De sa faute, sans doute. Il est peu d'êtres, en effet, dont le fond différait tant de la forme. George Patton était tout en contraste.

La forme? Une taille haute et massive. Un pistolet incrusté de perles se balançant de façon provocante sous la ceinture. Des écarts de langage trop fréquents et trop explosifs. Une excentricité parfois regrettable. Tout cela lui donnait l'allure *Wild West*. Le fond? Une vie privée austère. Une culture humaniste. Un amour des vertus de l'Évangile, qu'il lisait chaque jour. Un sens profondément chrétien de la charité et de l'humilité. Alors qu'il affectait une attitude de « dur », sa nature était émotive et sa sensibilité exquise.

Il fut un extraordinaire manieur de blindés. Mais son dynamisme communicatif s'imposait aux hommes comme aux machines. Il entraînait, poussait ou

(1) Harry H. Semmes, *Portrait of Patton*, Appleton, New York, 1955, 308 pages.

remorquait son Armée, selon les circonstances, par sa volonté et par la vertu contagieuse de son exemple. La fierté d'appartenir à l'Armée Patton stimulait les énergies à l'extrême. Patton forçait le destin.

Lorsque, le 30 août 1944, la 3e Armée se trouvait entre Marne et Meuse, le Commandement supérieur lui fit savoir qu'elle ne recevrait plus de carburant avant le 3 septembre et l'autorisait à rester provisoirement en place. Patton rester en place? Autant demander à la Terre de cesser de tourner. A tort ou à raison, il estimait pouvoir emporter la décision si on lui fournissait les moyens. Il pensait qu'Eisenhower laissait échapper l'occasion de briser, en 1944, les derniers ressorts ennemis. Aussi ordonna-t-il, sur le champ, à ses commandants de Corps de « poursuivre leur avance jusqu'à ce que leurs réservoirs soient vides, puis de descendre et de continuer à pied ». Quatre mois plus tard, dans la neige du *Dark December*, la rotation à angle droit de son Armée, du front de la Sarre vers le flanc Sud de la poche des Ardennes, constitue un des plus beaux exploits de toute la guerre, chef-d'œuvre de prévision, de vitesse, d'efficacité et de foi. Bientôt ce sera la poursuite hallucinante. L'Eifel, la manœuvre à revers du Palatinat, le franchissement du Rhin en surprise, la course dans une détente folle vers les ponts du Main capturés intacts, la grande marche à travers l'Allemagne centrale. La brièveté du communiqué accentue la légende et entretient une atmosphère de fièvre. Sur la carte, dans le secteur supposé de la 3e Armée, on marque un grand point d'interrogation : où est Patton? Quatre-vingts ans plus tôt, les habitants de New-York et de Washington, au cours de tout un long mois exaspérant, se demandaient : où est Sherman?

Mais, comme l'homme, le chef de guerre est représenté, lui aussi, sous un jour assez faux. Parce qu'il fut en 1944-1945 le « blindé nº 1 », on le croyait un chef ultra-moderne, de conception mécanisée. Patton, tout au contraire, était une âme médiévale égarée dans notre siècle. Chez lui, « Tout est antithèse, il faut qu'on s'y résigne », aurait dit Victor Hugo. Il aimait faire la guerre comme l'avait aimé Gaston de Foix. Au cours de ses années studieuses du temps de paix, il semblait ne vivre que pour ce moment-là. Non pas qu'il fut belliciste, mais, écrit Bradley, « Il considérait la guerre comme un mal chronique de l'humanité qui poursuivra, hélas, celle-ci jusqu'au tombeau. Pour George, la guerre était l'accomplissement d'une destinée vers laquelle il avait orienté sa vie. » Se battre, intensément et loyalement, était sa raison d'être.

Un trait, entre tous, montre combien ce sentiment primait toute considération personnelle. Chacun connaît l'incident de Sicile. Le simulateur giflé par Patton. Pour celui-ci, un homme qui refusait de se battre constituait le comble de l'abjection. L'opinion et la presse américaines s'émurent de l'affaire. Plusieurs mois durant, Patton vécut, mélancolique, dans une disgrâce oisive à Palerme. Et, pendant ce temps, les préparatifs d'*Overlord* se poursuivaient. *Overlord* sans Patton? Fort sagement, Eisenhower estimait devoir utiliser les services d'un tel soldat dans la campagne de libération. Mais, alors que Patton était de huit ans l'aîné de Bradley dont il avait été le chef en Méditerranée, il passait sous les ordres de son cadet en Normandie. Bradley craignait que ce renversement des rôles ne froissât son ancien supérieur. C'était mal connaître Patton. Cette mise en sous-ordre, il l'accepta non pas avec résignation, mais avec enthousiasme et ferveur. La seule chose qui compte pour lui, c'est d'en découdre avec les Allemands. Qu'importe le rang puisqu'il est autorisé à se battre. Rare et magnifique exemple : la susceptibilité en matière de hiérarchie et d'ancienneté, donc la primauté de l'intérêt personnel, est un état endémique qui s'aggrave à mesure qu'on s'élève dans les sphères militaires supérieures.

La nature sentimentale de Patton apparaît à toutes les pages de l'œuvre de Harry Semmes. En 1912, le jeune et brillant cavalier a fait un stage à Saumur. Il en a gardé l'inoubliable souvenir.

En 1917, l'ancien cavalier de Saumur pense déjà tout autrement que ses frères d'armes qui ne connaissent pas l'Europe. Il combat sur ce sol, pour ce sol, qu'il aime. C'est à la tête d'un bataillon de chars qu'il se couvre de gloire à Saint-Mihiel, entraînant ses blindés, non selon la conception de l'époque en appui de l'infanterie, mais en fer de lance. Dans la forêt d'Argonne, poussant ses chars pour écraser des nids de mitrailleuses, il tombe grièvement blessé.

Qui l'eût cru? Patton était un poète. Ses vers, joliment bien frappés, révèlent sa sensibilité. En novembre 1917, un de ses poèmes est consacré aux premiers soldats américains tombés en France. Le préambule est dans la manière de celui qui provoquera, vingt-six ans plus tard, l'incident de Sicile, parce que la lâcheté lui fait horreur.

They died for France like countless thousand more
Who in this War, have foltered not to go
At duty's bidding, even unto death.

Novembre 1942... Patton est à nouveau au combat. Mais la première bataille — Port-Lyautey, Casablanca — n'est pas celle qu'il a souhaitée. Elle est brève, heureusement. Dès la cessation du feu, son souci majeur est de ne jamais froisser les Français d'Afrique du Nord et de leur faire oublier les quelques heures de lutte fratricide. En 1944, lorsqu'il progresse entre Marne et Moselle, sur le terrain de ses exploits de jeunesse, il consacre ses moments de détente à rechercher les maisons et les hôtes qu'il a tant aimés en 1918.

Lorsque le grand soldat mourut, des suites d'un accident de voiture, le 21 décembre 1945, Eisenhower écrivit : « Le monde se sent diminué depuis que s'est envolée l'âme de Patton. » Phrase d'oraison funèbre, sans doute. Mais l'expression est moins excessive qu'elle ne paraît. Patton personnifiait la vie. Il personnifiait la vie parce qu'il n'était qu'enthousiasme et idéal. Né en 1885, de cinq à dix ans l'aîné des autres grands chefs du moment, il était cependant le plus jeune de tous. Le plus jeune, si vraiment, comme l'a dit Mac Arthur, « la jeunesse n'est pas une période de l'existence, mais un état d'esprit, un effet de la volonté, une qualité de l'imagination, une intensité émotive, une victoire du courage sur la timidité et du goût du risque sur celui du confort ». Le plus jeune, si vraiment « on devient vieux non parce qu'on a vécu un certain nombre d'années, mais parce qu'on a déserté son idéal ».

Henri Bernard,
Professeur à l'École royale militaire. Bruxelles.

... et les Souvenirs du général Truscott

Le général Truscott était en juin 1940 commandant de cavalerie ; à la fin de la guerre, il était lieutenant général et commandait la cinquième armée américaine en Italie. En cinq ans, il avait franchi cinq échelons de grade, il était arrivé à un des plus importants commandements en opérations. Dans les premières lignes de son livre, il dit qu'il a eu de la chance ! Il est possible que la chance ait joué un rôle dans sa belle carrière, mais s'y ajoutaient le sens des responsabilités, la puissance du travail, la valeur de l'étude et de la réflexion, en un mot les qualités générales de l'homme (1).

Même quand il est désigné, modeste commandant de chars, pour aller dans un état-major, ce n'est pas la chance qui l'a fait désigner ; ce n'est pas davantage la chance qui le fait choisir pour se rendre à Londres, dès avril 1942, pour prendre contact avec les organismes anglais qui préparent les opérations

(1) Lieutenant General L. K. Truscott, *Command Missions*, New York, E. P. Button & Cy, 1954, 165 × 230, 570 pages, cartes.

combinées et les troupes de commandos. Ces opérations combinées vont être particulièrement nombreuses au cours de la campagne : toutes les armées, air, mer et terre, sont appelées à coordonner leurs efforts pour triompher de la résistance ennemie à un débarquement, toutes les armes doivent savoir synchroniser leurs actions pour réduire les pertes et assurer la victoire. Or, Truscott saura voir, comprendre et réfléchir ; sa compréhension de ces missions, la clarté de ses rapports, son expérience de l'affaire de Dieppe, le firent choisir pour le débarquement au Maroc, à proximité de l'oued Sebou, les 8-10 novembre 1942, pour le débarquement à Licata le 10 juillet 1943, puis à Anzio en mai 1944, enfin pour le débarquement en Provence. Toutes ces opérations réussirent, certes non sans mécomptes, et, si ces victoires sont dues au courage des troupes américaines auxquelles Truscott rend hommage, elles sont dues aussi aux qualités du général.

On pourrait résumer son action dans toutes ces opérations. Il sait préparer l'exécution, se montre intraitable avec ses collègues des autres armes pour obtenir ce dont il a besoin, il est rigoureux avec ses subordonnés pour réaliser le maximum d'efficacité, il veille à la satisfaction des désirs des soldats sans tomber dans une démagogie contraire à l'exécution et au bien du service. Les résultats s'inscrivent en faveur de la méthode, et c'est pourquoi la chance favorise ce jeune chef tout au long de la campagne.

Il ne nous est pas possible d'entrer dans le détail de toutes les actions rapportées par le général, mais les instructeurs dans une école militaire auraient intérêt à se pénétrer de ce livre, de ces expériences et des conseils.

Truscott s'attache aux relations entre Alliés. Elles sont ce que sont les hommes. Le général américain, commandant le VI[e] corps, est muté parce que les Britanniques manquent de confiance en lui. Truscott n'est pas à l'abri de difficultés pareilles, le général de Lattre se plaint de lui. Il faut lire le récit de la première entrevue de ces deux chefs : le contact est froid et réservé, contrairement à l'ordinaire. Truscott est frappé par l'atmosphère lourde et empruntée de tout l'entourage de de Lattre. Celui-ci était dans une « rage hautaine » parce que l'Américain avait été invité à aller voir des unités françaises qui devaient se battre avec lui sans que de Lattre en ait été avisé. Pendant la marche à travers la Provence et l'est de la France, les difficultés sont nombreuses. Truscott s'incline devant les motifs politiques qui font modifier certaines intentions de manœuvres, mais il estime que certaines de ces modifications allongèrent la durée des opérations. Il regrette que les impératifs militaires n'aient pas été plus catégoriques.

Il est curieux de constater que, bien que parlant la même langue, Américains et Anglais ne se comprennent pas toujours. Les termes, les mots ont des acceptions différentes, les méthodes de travail ne sont pas les mêmes. Les difficultés résultant des moyens d'armement et de ravitaillement différents gênaient la logistique et compliquaient l'exécution. Le général Truscott signale des incidents dus à ces diverses causes.

Les observations sur les conditions des débarquements seraient intéressantes à noter. Certaines paraîtront enfantines : nécessité de mettre ensemble les troupes et le matériel dont elles auront à se servir, et cependant le général eut à lutter pour faire toujours triompher ce point de vue : l'histoire des mulets que la marine ne veut pas embarquer parce que le type du bateau utilisé n'est pas prévu pour ces animaux est un exemple typique ! L'obligation d'une liaison intime s'impose entre les différentes armes, à tous les échelons. Il manifeste une certaine déception en constatant qu'au bout d'un an et demi de guerre active, les Américains n'avaient pas encore résolu la coopération complète air, terre. Le même problème s'est posé dans toutes les armées, mais, si cela en prouve la complication, il n'en reste pas moins que la solution est toujours difficile par suite des différences des points de vue.

Le général ne néglige pas les problèmes moraux. Il rappelle que certains généraux furent limogés, non pour des erreurs tactiques ou stratégiques, mais pour des raisons de comportement personnel. Il est assez fier, et nous le comprenons, de pouvoir dire qu'à maintes reprises il eut sous ses ordres des officiers dont il avait été le subordonné et que tout s'est bien passé. C'est à l'honneur de tous. Une histoire savoureuse est celle du général commandant l'artillerie de corps à Anzio, qui se soumet aux directives d'un jeune chef d'escadron et qui rend compte à Truscott de la valeur de l'enseignement reçu.

A deux reprises, le général signale les répercussions sur le moral de la troupe des initiatives plus ou moins heureuses prises par des politiciens ou des parlementaires pour des fins électorales. Lors des opérations de Sicile, les hommes sont déçus de se voir maintenus « over there », malgré des propositions faites, et il en résulte des mutilations volontaires. De même, à la fin de 1944, le bruit a couru dans une division qu'elle allait retourner aux États-Unis. La réalisation ne peut suivre pour de nombreuses raisons morales et matérielles et les hommes de la division en sont profondément affectés. Truscott s'élève contre tous ceux qui ont favorisé la diffusion de pareilles promesses.

Par ce court aperçu, nos lecteurs pourront se rendre compte de l'importance des questions traitées dans ces souvenirs.

R. Villate (†).

Un « espion » américain

Les mémoires du colonel Mashbir (1) contiennent d'intéressantes données sur l'action des services de renseignements américains en Extrême-Orient. Spécialiste des questions japonaises, l'auteur avait tenté, entre les deux guerres, d'organiser au Japon un réseau de renseignements clandestin, absolument indépendant des représentants diplomatiques, et susceptible de continuer à fonctionner après le déclenchement d'un conflit. Cette tentative échoua, en raison, semble-t-il, du faible intérêt manifesté pour la question par les services américains responsables.

Après Pearl Harbour, Mashbir est chargé d'organiser la « *Section Interalliée d'interprètes et de traducteurs* » (A. T. I. S.), rattachée au 2e Bureau (G. 2.) du Quartier Général du Pacifique. Cet important organisme, dont l'effectif croîtra de 20 à 4.000 personnes, a la lourde tâche de tirer des interrogatoires de prisonniers japonais (14.000 prisonniers entendus) et des documents saisis (2 millions de documents) les renseignements indispensables à la conduite de la guerre. Mashbir note la faible proportion de prisonniers (1 pour 1.500 tués) et leurs réactions curieuses devant les interrogateurs : les règlements japonais ignorant, comme contraire à l'honneur, l'éventualité d'une capture par l'ennemi, les prisonniers japonais parlaient généralement d'abondance. L'auteur cite, par ailleurs, des exemples saisissants de la volonté japonaise de dégrader l'homme blanc aux yeux des populations du Sud-Est asiatique.

L'exploitation des documents saisis fournit aux Américains une masse de renseignements de caractère opérationnel ou technique. Les Japonais furent en l'occurrence victimes de la complexité de leur langue : le japonais parlé étant souvent amphibologique, ils étaient pratiquement contraints de tout écrire pour se rendre intelligibles. Une conséquence imprévue du travail de l'A. T. I. S. fut de permettre la mise au point de nombreux dictionnaires techniques américains-japonais.

Mashbir a été amené à utiliser dans son service de nombreux Américains

(1) Colonel Sidney Forrester Mashbir, *I was an American Spy*, New-York, Vantage Press, 1953, in-8°, 374 pages.

d'ascendance japonaise (les « *Nisei* ») ; il rend un hommage ému à leur loyauté, compte tenu des drames de conscience que pouvait provoquer la présence des proches parents de l'autre côté de la barricade. Il voit dans leur attitude un incontestable succès de l' « american way of life ».

Lors de la capitulation japonaise, Mashbir est affecté à l'état-major particulier de Mac Arthur. Il montre à cette occasion le souci américain d'éviter tout geste de nature à faire perdre la face à l'adversaire. En appendice de l'ouvrage figure le texte des émissions radiodiffusées de propagande adressées par Mashbir aux Japonais pendant les derniers jours de la guerre.

A. Fournier.

Les sous-marins

Une adaptation du livre semi-officiel publié en Amérique par T. Roscoe (1). Il retrace l'histoire, fort peu connue en France, des sous-marins américains pendant la guerre. Le titre s'explique par la devise de ces sous-marins, *Run silent, Run deep*, et aussi par le silence dont leurs exploits furent entourés pendant les hostilités.

Le Japon, manquant de matières premières et, plus particulièrement, de pétrole, conquit avec l'étonnante rapidité que l'on sait les régions qui pouvaient les lui procurer. Mais, ces matières premières, ce pétrole, il fallait les amener dans la métropole, ce qui ne pouvait s'effectuer que par mer. Le Japon, empire insulaire comme la Grande-Bretagne, était tout spécialement vulnérable dans ses communications maritimes. L'État-Major américain les attaqua résolument dès le début, adoptant sans hésiter la seule forme de guerre sous-marine qui puisse promettre le succès, c'est-à-dire la guerre sous-marine sans restrictions. Elle produisit des résultats surprenants. En fait, l'Histoire ne compte jusqu'ici qu'une seule guerre sous-marine qui ait été pleinement victorieuse : celle menée par les Américains contre les Japonais, dans le Pacifique. Quand les hostilités s'achevèrent, toute la flotte militaire du Japon était détruite et pratiquement toute sa flotte marchande. Les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki n'étaient plus nécessaires pour assurer la défaite nippone. Elles fournirent cependant un prétexte bien accueilli pour accepter une capitulation devenue inéluctable. Or, dans cette destruction de la marine marchande japonaise, les sous-marins se taillèrent la part du lion : 55 %. Ils furent en outre les seuls à soutenir la lutte, au début, alors que tout semblait devoir céder sous la ruée nippone.

Les sous-mariniers américains ont accompli certains des plus beaux exploits qu'aient jamais enregistrés les annales de cette forme de guerre. Le livre raconte les plus extraordinaires. A cause même de la nouveauté du sujet, il constitue un ouvrage à part dans la littérature sur la deuxième guerre mondiale.

R. Jouan.

(1) Théodore Roscoe, *Le service silencieux*. Éd. France-Empire, 1955.

LA CONDITION DES JUIFS

En France

Dans le deuxième tome de son importante publication (1), M. J. Billig étudie « les organes du Commissariat aux Questions juives » (2) ; il se propose, dans le tome III et dernier, de traiter plus précisément de l'élimination des Juifs des emplois et professions et de « l'aryanisation économique ». Ainsi se perçoit nettement le dessin général de l'analyse très fouillée « du produit le plus caractéristique du régime vichyssois ».

Cette analyse, J. Billig la poursuit avec la même précision minutieuse. Son scalpel attaque les moindres détails ; jaugeant par exemple l'action de la police antijuive, il nous révèle très exactement l'importance de ses services, le nombre des inspecteurs et des dactylos, le montant de leurs traitements. Par ailleurs, multipliant les exemples d'une odieuse chasse à l'homme, il n'élève jamais le ton et laisse les faits parler éloquemment d'eux-mêmes.

Ainsi se succèdent, étayés par de très nombreux recours aux documents, des chapitres sur : la police antijuive, ses missions, ses enquêtes, son activité ; l'organisme qui lui a succédé, la *Section d'enquête et de contrôle*, sans qu'un notable changement puisse être perçu ; le racisme vichyssois, la définition du Juif, le recensement, le statut des personnes, les conflits du G. Q. G. J. avec la Justice ; et enfin la direction de la propagande, avec l'*Institut d'Étude des Questions juives*, l'*Institut d'Anthropo-sociologie*, l'*Union française pour la défense de la race*, les publications, les émissions de radio, etc...

Bien qu'il se soit en principe interdit d'aborder les problèmes de caractère général, en fait, lorsqu'il pèse, avec beaucoup de scrupule, les responsabilités des services ou des hommes de Vichy, M. Billig est bien amené à jeter une lumière crue sur l'ensemble des rouages de l'État français, comme sur l'éthique qui les inspire, et sur la politique — qualifiée par lui d' « ambiguë » — ainsi élaborée et poursuivie.

Certes, Vichy n'a pas fait sien entièrement le racisme hitlérien que M. Billig décrit excellement, notamment dans ses liaisons avec le déterminisme biologique. Il n'en reste pas moins que « le rêve maurassien du pays réel opposé au pays légal, l'antiintellectualisme prétendant user de l'intellect en le matant au service de l'instinct national, plus ou moins racial, tout cela se situe du côté de Hitler ».

Avec objectivité, M. Billig reconnaît que la zone non occupée offrait aux Israélites — qui s'y étaient réfugiés en nombre — plus de chances d'échapper à la persécution. Mais était-ce bien le fait du régime ? De façon générale, l'administration s'oppose de son mieux aux mesures antijuives ; les préfets « ne prennent pas toujours au sérieux » les mesures d'internement proposées par la *police aux questions juives*, que la police nationale, de son côté, contrecarre souvent ; les gendarmes sont certes mis au service de la *Section d'enquête et de contrôle*, mais avec beaucoup de réticence, à titre exceptionnel, et « sous réserve de ne pas nuire au service » ; la S. E. C. se plaint de l'indulgence des tribunaux correctionnels et, de façon générale, la Justice est sa « bête noire » ; directeurs des P. T. T. comme recteurs d'universités refusent de donner les adresses des fonctionnaires ou des étudiants juifs qui leur sont demandées, etc.

Mais, par ailleurs, outre que des cas « de délire antijuif » sont à constater et que de nombreuses publications et émissions de radio entretiennent une

(1) J. Billig, *Le Commissariat général aux Questions juives*, tome II, Paris, Éditions du Centre, 1957, 380 pages.

(2) Cf. analyse du tome I par H. Michel dans le n° 23 (juillet 1956) de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*.

atmosphère haineuse, le même Bousquet, qui s'est élevé contre les arrestations et déportations massives de Juifs, accepte qu'une inspection des camps d'internement en zone sud, avant l'entrée de la *Wehrmacht*, soit faite par Dannecker, chef de la *Section juive* de la *Sipo-S.D.* en France, responsable de l'application de la *solution finale*. Il arrive que la police française poursuive des personnes non considérées comme juives par les nazis. En zone nord, le zèle de la *police aux questions juives* n'est pas dû seulement à la pression allemande ; s'il est freiné parfois par quelques préfets courageux, il est encouragé par le « formalisme juridique » de Xavier Vallat, qui entend ainsi affirmer l'autorité de l'État français, état d'esprit qui a conduit également Vichy à prendre à son compte l'*aryanisation économique* et à donner une définition du Juif plus large que celle de l'occupant, pour le grand agrément de celui-ci.

Surtout, les bonnes résolutions vichystes ne sont que feu de paille quand elles ne sont pas totalement inefficaces. Ainsi, pour diminuer leurs pouvoirs, Bousquet aurait voulu rattacher les polices spéciales à la police nationale ; la *police aux questions juives* fut donc dissoute, et le service qui la remplaça, la S. E. C., dépendit directement du *Commissariat général aux Questions juives* ; mais la S. E. C. hérita entièrement de l'autorité de la police qu'elle remplaçait ; la seule différence fut qu'elle cessa d'être payée sur les fonds secrets du Ministère de l'Intérieur ! D'ailleurs, Laval s'engagea à livrer 10.000 Juifs apatrides et, pour les rechercher, la police coopéra avec la S. E. C. De façon générale, si celle-ci resta en dehors des internements massifs décidés par Himmler, elle procéda aux recherches individuelles et aux arrestations pour « infractions aux lois », avec un allant dont M. Billig donne de nombreux exemples et que nous ne connaîtrons jamais qu'imparfaitement, de nombreux documents ayant été prudemment brûlés à Paris les 17 et 18 août 1944.

M. Billig conclut : « Les courants spirituels vichyssois résultaient du jeu de forces antagonistes : attraction prestigieuse de l'emblème nazi, réticences mentales du vaincu, enfin réminiscences humanistes. Mais quelle que fût l'attitude des militants vichyssois à l'égard du national-socialisme, une affinité de fond les faisait graviter autour des idées nazies et c'est en fonction d'un succès éventuel du futur Empire raciste qu'ils s'efforcaient de placer, aux yeux de la France et de son occupant, la mission historique qu'ils assignaient à leur pays. On professait des racismes diversement nuancés, on élaborait des accomodements, des accords partiels ou totaux avec la doctrine nazie en approuvant de façon plus ou moins conditionnelle sa vitalité, sa vigueur, son opportunité pour le moins momentanée. On déclarait son allégeance à la croisade hitlérienne puisque c'était la puissance nazie qui a eu le « mérite » d'engager et de développer une politique intérieure et, après juin 1941, une action militaire qu'on approuvait sans avoir ni la force ni le goût d'en assumer soi-même la brutalité des principes et du but. Mais tout en gravitant autour de l'esprit nazi on gardait ses distances. »

H. Michel.

En Pologne

Le volume VIII du *YIVO Annual of Jewish Social Science* porte sur les aspects divers de ce que les éditeurs appellent la *catastrophe juive de 1933 à 1945* ; il est consacré plus particulièrement à la période de la *deuxième guerre mondiale* ; les diverses contributions dont il se compose situent son centre d'intérêt en Pologne, mais d'autres pays, France, Reich, Scandinavie, Grèce..., sont également présentés (plus brièvement, 10 à 30 pages) du point de vue juif (1).

(1) *YIVO Annual of Jewish Social Science*, volume VIII, 1953, New-York. Koppel S. Pinson, 1953.

Peu d'illustrations, à part deux photocopies de manuscrits et une photocopie de carte manuscrite, dont nous ne pouvons rien dire : il s'agit d'une écriture cursive hébraïque que l'éditeur lui-même trouve difficile à lire. Notons avec réserve que le texte anglais semble bien être la traduction d'originaux en d'autres langues, en particulier en yiddisch ; nous admettons jusqu'à preuve du contraire qu'aucun contresens ne s'est glissé dans ces traductions (pareil à celui que signale l'erratum et qui rendait *incompréhensible* un passage du volume précédent de l'*YIVO*).

L'attention du lecteur est particulièrement attirée sur la question des textes originaux par l'article de J. Kermisch, historien juif polonais, sur les mutilations subies par les notes d'Emanuel Ringelblum sur la vie dans le ghetto de Varsovie telles qu'elles furent publiées en yiddisch et en polonais à Varsovie (p. 289-301) ; les éditeurs auraient supprimé tout ce qui avait trait à l'antisémitisme des milieux polonais et aussi tout ce qui présentait des Allemands sous un jour relativement favorable. Pour qui n'a pas l'édition de Varsovie sous la main, aucune citation originale en polonais ou en yiddisch ne vient corroborer ces affirmations en anglais. Ce que dit Kermisch est plus que vraisemblable ; mais l'histoire juge sur pièces et non sur affirmations.

Nous aurions aussi voulu étudier sous cet angle avec quelque ami hébraïsant le très important journal tenu par Z. Kalmanovitch du ghetto de Wilno (p. 9-81) ; formé par plusieurs pays, Courlande, Allemagne, Russie, Pologne, l'auteur, mort depuis en déportation, a fait partie du groupe des *collaborateurs* israélites des autorités d'occupation ; exception faite de la brutalité des policiers juifs du ghetto et de la corruption d'éléments criminels et des dénonciateurs, ils voulaient administrer le ghetto pour sauver le plus possible de gens et de biens pour le jour de la délivrance. Ce qui frappe le lecteur dans ce journal, c'est l'absence de toute haine vis-à-vis des Allemands ; l'auteur est même très réellement flatté quand les Allemands le chargent de compiler des études sur le passé des communautés juives, en particulier des Karaites. Est-ce de sa part une attitude de prudence? Rien ne peut éclairer notre jugement et l'éditeur de ces notes n'a rien fait pour nous aider. Nous pouvons supposer, en rapprochant ces pages de quelques lignes de l'article de Z. Diamant (p. 277) et de la correspondance Kot-Sikorski (1), que l'Israélite malheureux dans le milieu polonais pensait que les Allemands le délivraient tant des Polonais que des Russes et aussi des jeunes radicaux sionistes ; d'autre part, en intellectuel, Kalmanovitch pouvait peut-être croire qu'entre culture hébraïque et culture allemande un pont pourrait être jeté ; il a sans doute lu les pages de Herder sur l'Ancien Testament... Il est mort, lui aussi.

Tolérance des autorités occupantes nazies ou italiennes : voici également ce que souhaitaient les Juifs réfugiés à Nice (p. 264-280), même si cela devait se faire au détriment du milieu français. Les Italiens protégeant les Israélites contre les mesures de Vichy, l'avenir de Nice leur est indifférent : « Le comité de Nice rassembla autant de Juifs qu'il put dans la ville. Beaucoup vinrent de leur propre gré. On s'attendait, en effet, à ce que les Alliés admettent les prétentions italiennes sur Nice » (*It was expected that the Allies would recognize Italy's claim to Nice*, p. 277). Le sentiment national israélite se développait dans les épreuves : le sionisme n'était plus une attitude politique, mais devenait un but national, tendant à créer une communauté sur une base différente des bases offertes jusqu'alors par les divers États à la *diaspora*. Malgré tout, une certaine discordance continuait à se manifester entre les jeunes, qui ne voulaient pas mourir, et les « vieux », qui se réfugiaient dans leur *Livre* et dans la *Loi*. Aux tragédies des déportations et des massacres s'ajoutait un conflit intérieur de loyautés. Ainsi, l'étude de L. Poliakov (p. 252-263) souffre

(1) Stan. Kot, *Listy z Rosji do Gen. Sikorskiego*, Londres, 1956, *passim*.

de ce conflit. Résistants juifs en France ou Juifs dans la Résistance française? *Jewish Resistance in France*, dit le titre. *The Resistance of the Greek Jews*, dit le titre de l'article de I. Kabeli (p. 281-288). La nuance est d'importance, d'autant plus qu'il semble ne pas exister d'autres critères de l'appartenance à la « race » juive que ceux des nazis : Maurice Schumann paraît être membre de cette *Résistance juive en France* (p. 263). A Kabeli nous devons reprocher de n'avoir pas insisté sur les rapports avec la population grecque. D'ailleurs, la « littérature » semble l'emporter sur l'histoire dans ces « études ».

Outre les deux études de textes citées plus haut, l'histoire est bien représentée par I. Trunk, W. Glicksman, J. Shechtman, L. Koniuchowsky et H. Valentin. Ce sont des historiens de profession qui savent souvent dégager l'essentiel.

Néanmoins, nous reprocherions à I. Trunk, dans son étude sur les épidémies et la mortalité dans le ghetto de Varsovie entre 1939 et 1942 (p. 82-122), d'utiliser des statistiques suspectes (ainsi p. 84, 93, 94, 113, 114). Relevons une notation intéressante : entre juin 1941 et juin 1942, le nombre de personnes non salariées a considérablement diminué, et une accusation grave et précise : « Nous devons insister dès le début sur le fait que sont partiellement responsables des souffrances endurées par la population du ghetto surtout ses éléments pauvres, les Juifs et les Polonais aux ordres des Allemands, ce qu'on appelait les *brigades de désinfection* (polonaises et juives), la police juive, quelques médecins juifs des commissions sanitaires et la section sanitaire du *Judenrat* » (p. 108).

La tentative de Glicksman (p. 123-150) s'appuie sur des documents et études, dont le *SS-Staat* (1) de Kogon, et des observations personnelles. Au long des lignes, nous entendons, soit exprimée, soit sous-jacente, cette question, que nous relevions déjà dans une revue historique polonaise en 1946 : que savons-nous d'Oświecim? En particulier, la gratuité de ce massacre est inquiétante (p. 124). La base de la différenciation sociale était *das Organisieren*, librement traduit par « système D » (mais avec des conséquences souvent tragiques) : les internés se stratifiaient surtout suivant la qualité de leur *Organisation collective*. Glicksman ne voit, en fait, d'autre critère et souligne que parmi les *large organizers* se trouvaient des politiques, des Juifs, des anciens SS, tous mélangés. « Le notable juif différait à peine des notables non juifs dans tous les aspects de la vie du camp. Dès qu'il parvenait à un degré socialement supérieur, le Juif devenait l'égal des notables » (p. 147). La conclusion est faible, car le problème dépasse, en fait, les cadres d'une brève contribution (2).

La liquidation des Juifs de Marcinkonis (p. 205-223) est étudiée dans le cadre très étroit d'un fait bien délimité. Localité entre Grodno et Wilno, Marcinkonis avec ses Juifs passa d'abord aux mains des Lithuaniens, qui ne faisaient guère de différence entre Polonais chrétiens et Israélites, puis des Allemands, qui chassèrent les autorités lithuaniennes pour mieux organiser ensuite l'extermination. Quelques Juifs armés se réfugièrent dans les bois, où ils entrèrent en contact avec des partisans soviétiques. Dans sa sécheresse, cet historique dégage bien la position peu « confortable », tragique enfin, de la population juive entre des groupes ethniques qui se combattaient les uns les autres, mais qui se retrouvaient dans la haine des Juifs. Dans les dernières pages, nous percevons l'espoir d'un meilleur avenir grâce aux Russes.

Le sort de certains Juifs roumains est tracé à grands traits par Shechtman (*La réserve de Transnistrie*, p. 178-196), avec des chiffres et des dates ; ici

(1) Traduit sous le titre : *L'enfer organisé*.

(2) Cf. article de Borwicz in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 24 : La solution finale à la lumière d'Auschwitz-Bukenau.

aussi, les Israélites se trouvaient placés au milieu des luttes entre Allemands, Roumains et Russes. 40.000 purent retourner, en 1944, en Roumanie, mais le chiffre de ceux qui, considérés comme citoyens soviétiques parce que originaires de Bessarabie, ne revinrent pas n'est pas indiqué.

Un tableau moins sombre peut-être est donné par H. Valentin, qui dégage les grandes lignes des activités des divers organismes d'aide en Scandinavie, sans dissimuler le fait que la venue des réfugiés commençait à poser dans ces pays un problème juif qui n'existait pas auparavant (p. 224-251). Les pages les plus intéressantes sont celles consacrées à la mission de R. Wallenberg en Hongrie, mais les « dessous » de cette activité ne sont pas révélés.

Dans son ensemble, le volume, de lecture aisée, est un bon appoint au dossier de la question juive contemporaine utilisable avec fruit par les équipes d'historiens étudiant ce gros et difficile problème.

Jean-B. Neveux.
Lycée Gauthier d'Alger.

En Hongrie

Alex Weissberg, *L'histoire de Joë Brand*, Éditions du Seuil, 1957, in-12, 251 p., traduit par Nina Gourfinkel.

Il semble qu'en se décantant l'histoire dépose un nouveau flux de documents relatifs à la période de l'occupation nazie. Les souvenirs des bourreaux comme ceux des victimes survivantes trouvent une nouvelle audience et l'historien peut à la fois s'en réjouir et s'en désoler : pour les victimes leurs souvenirs, même sans valeur historique, portent toujours témoignage, pour les bourreaux, leur meilleur moyen de se faire publier est de plaider maintenant leur double jeu et leur bonne conscience, au point que des ouvrages récemment parus (nous pensons aux *Mémoires* de Schellenberg) donnent à des personnages de second plan un tel relief imaginaire, leur prêtent une telle volonté de résistance qu'ils tiennent plus du roman que de l'histoire, pour ne pas dire de l'apocryphe. Nul doute que si Himmler n'avait mis fin à ses jours à Lunebourg, s'il avait pu miraculeusement se réfugier dans un coin du monde, il ne se fût trouvé aujourd'hui un éditeur pour publier son plaidoyer *pro domo* : car le document le plus extraordinaire de *L'histoire de Joël Brand* est sans conteste la lettre d'Himmler au médecin Kersten (qui a lui aussi publié ses *Mémoires*) : « Il vous intéressera donc de savoir qu'au cours du dernier trimestre, j'ai mis à exécution une idée dont nous nous étions entretenus un jour. Deux trains ont transporté en Suisse 2 700 hommes, femmes, enfants juifs ; ainsi a été reprise la méthode que nos collaborateurs et moi-même avions appliquée pendant de longues années, jusqu'à ce que la guerre et la folie qu'elle a déchaînées dans le monde en aient rendu la pratique impossible... »

On croit rêver quand on sait que la lettre émane de celui qui fut incontestablement le pourvoyeur en chef des chambres à gaz ; mais comme cette lettre est de mars 1945, 1 mois 1/2 avant l'écroulement final, on y discerne l'amorce de cette attitude qui prend son plein sens dans la « littérature-bourreau » de notre époque : les grands dignitaires nazis arguant de leur bonne volonté de moindre mal au nom des infimes unités qu'ils ont préservées de la mort comme gage de leur sincérité. Dans la suite de la lettre le cynisme de Himmler s'étale à plein : pour enrayer l'épidémie de typhus à Bergen-Belsen « ce typhus qu'il est possible d'enrayer grâce aux excellentes ressources médicales modernes » il y a envoyé le Pr Mrugowski ; quand on sait que Mrugowski était le médecin S.S. spécialiste à Buchenwald de recherches sur le vaccin destiné à préserver les soldats du typhus, qu'il fit procéder à des inoculations de typhus sur des déportés et qu'il fut jugé

au procès des médecins à Nuremberg comme criminel de guerre, on comprend que les Anglais aient trouvé à Belsen 13 000 cadavres et que 17 000 détenus libérés soient encore morts du typhus après la libération du camp !

Nous nous sommes étendu sur cette lettre, habilement placée à la fin du livre, parce qu'elle lui donne tout son sens.

Alex Weissberg a rédigé les souvenirs de Joël Brand, ce Juif hongrois que les circonstances de l'occupation amenèrent peu à peu à détenir un rôle de direction dans l'organisation de la résistance et de l'entr'aide aux Juifs persécutés de Hongrie. Que certains souvenirs nous paraissent romancés, que soient omis certains maillons de la chaîne qui amenaient Brand à avoir des contacts directs avec Eichmann ou Wisliceny, les plus hautes personnalités S.S. de Hongrie, cela n'est pas douteux. Mais l'intérêt du livre consiste dans la portée des tractations, dans tout ce qu'elles sous-entendent ! 10 000 camions contre 1 million de Juifs, exige Eichmann. Cette offre de troc met en jeu tous les aspects, tous les ressorts de la « solution finale », toutes les rivalités, de prestige ou économiques, entre la S.S. et la Werhmacht, sans compter les luttes d'influence personnelle, toutes les rivalités entre les diverses tendances des organisations juives, l'aveuglement des organisations juives de Palestine ou des pays libres sur la véritable situation des Juifs en pays occupé, et surtout l'un des points les plus douloureux : les machinations obscures et les calculs des Alliés : s'ils ne mettaient pas en balance des camions contre des vies humaines, ils n'ont pas considéré en « soi » l'effroyable problème du sort des Juifs sous la botte nazie, ils l'ont jaugé en raison d'impératifs économiques ou de frontières, d'équilibres entre les forces arabes et juives dans le Moyen-Orient. Les événements actuels donnent tout leur poids aux calculs alliés, mais lorsque l'on sait que sur l'autre page du grand livre les Juifs en pays occupés se chiffraient par millions de vivants à anéantir à Auschwitz, on suit avec un intérêt passionné le voyage de Brand à Constantinople. Même s'il a été trompé par Eichmann, même si ce dernier n'a jamais eu l'intention, ni même le pouvoir, d'arrêter les exterminations d'Auschwitz moyennant des marchandises, s'il ne s'agissait que d'un énorme bluff destiné d'une part à faciliter l'extermination des Juifs hongrois en endormant l'attention des Résistants, d'autre part, à faciliter les futures tractations avec les Alliés, plusieurs faits n'en apparaissent pas moins en toute clarté : Brand pense « vies à sauver » tandis que les organismes juifs pensent préséance et opportunité, que les Anglais se réclament de la morale internationale pour ne pas prendre la proposition Eichmann au sérieux, ou s'ils la prennent au sérieux pour ne pas mettre Brand en mesure de poursuivre la tentative jusqu'au bout, et cela semble-t-il contre la volonté des États-Unis.

Tous ces problèmes posés, tous ces points d'interrogation sans réponse, quelles que soient les erreurs de jugement, d'interprétation, ou même les erreurs historiques de Brand et de Weissberg, font de ce livre, sans même tenir compte de « l'histoire racontée », de son « suspense » et de toute la partie anecdotique du récit, un ouvrage indispensable à tous ceux qui veulent avoir un aperçu, si sommaire soit-il, de la gravité du *problème juif* pendant l'occupation (problème résolu par le *génocide*) mais aussi de l'extrême complication des rapports entre les différents rouages du *III*e *Reich*. En regard de ces rapports les millions d'êtres humains que représente le vocable *problème juif* avaient simple valeur de pion, d'enjeu, ou de moyen de chantage.

Olga Wormser.

BIBLIOGRAPHIE[1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

BARNES (Wyatt E.). — Changing trends in the Mediterranean balance of power, 1935-1957, *U.S. Naval Inst. Proc.*, mars 1958, pp. 53-61.

Fluctuations dans l'équilibre des forces navales.

*CARMONA YAÑEZ (Jorge), gén. — *Pelain y el armisticio (Prologo de Alfredo Kindelan)*, Madrid, Industrías Graficas España, 1957, in-4°, VIII- 527 p.

Malgré ce que pourrait faire supposer le titre, il s'agit de la politique internationale de 1918 à 1940.

*JAKSCH (Wenzel). — *Europas Weg nach Potsdam. Schuld und Schicksal im Donauraum*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst. (1958), in-8°, 524 p., ill. h.-t., fac-sim.

Le développement politique dans l'espace danubien de 1848 à 1945, par un social-démocrate des Sudètes qui accompagna le gouvernement tchèque à Londres et prit position entre Benès et Henlein.

*KIMCHE (Jon) und KIMCHE (David). — *Des Zornes und des Herzens wegen. Die illegale Wanderung eines Volkes*, Berlin, Colloquium-Verl., 1958, in-8°, 216 p.

Les efforts des Juifs pour gagner, en dépit des lois des pays sous mandat britannique, « le pays des ancêtres » (1938-1948).

**La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours. Rapports de Carl Ludwig, Edouard de Steiger, du Conseil fédéral et du Département fédéral de Justice et de police*, Berne, Chancellerie fédérale, 1957, in-8°, IV-411 p.

*TABOUIS (Geneviève). — *Vingt ans de « suspense » diplomatique. Préface de Paul-Boncour*, Paris, A. Michel, 1958, in-8°, 408 p.

Souvenirs de journalisme diplomatique sur la période 1919-1939.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

DEBORIN (G.). — Mnimye i dejstvitel'nye itogi 2-oj mirovoj vojny [Bilans réels et imaginaires de la deuxième guerre mondiale], *Mežd. žizń*, 1958, n° 1, pp. 105-107.

Critique de l'historiographie occidentale de la deuxième guerre mondiale.

A propos de la « Bibliographie de la deuxième guerre mondiale », *Ecrits de Paris*, mai 1958, pp. 124-125.

Échange de lettres entre MM. Henri Michel et Louis Rougier.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

ARTIERI (Giovanni). — Colloqui con Umberto di Savoia. Luogotenenza, regno, esilio. Dramma di due anni, *Tempo* (Milano), 1, 8, 15, 23, 27, avril 1958 *(à suivre)*.

AVARNA DI GUALTIERI (Carlo). — Una missione presso il governo di Vichy, *Nuova Antol.*, janvier 1958, pp. 79-88.

L'auteur, ex-général, fut représentant du Commandement suprême italien auprès du gouvernement de Vichy de janvier à juillet 1943. « Les rapports franco-italiens étaient corrects, inspirés par une vision réaliste de la situation, sans animosité mais sans sympathie. »

*BELL (Leslie). — *Sabotage : the story of Lieut.-Col. J. Elder Wills*, London, Werner Laurie, 1957, in-8°, 189 p., fig., pl. h.-t.

Opérations de sabotage anti-allemandes, en liaison avec la résistance.

*BOYINGTON (colonel Gregory, « Pappy »). — *Baa, Baa, black sheep*, New York, G.-P. Putnam's sons, 1958, in-8°.

Autobiographie d'un aviateur de la marine américaine, au cours de la deuxième guerre mondiale.

*FISCHER-BALING (Eugen). — *Besinnung auf uns Deutsche. Eine Geschichte der nationalen Selbsterfahrung und Weltwir-*

(1) *N. B.* — Un astérique précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de F. DEBYSER.

kung, Düsseldorf, R. Kämmerer, 1957, in-8°, 234 p.

Un chapitre sur Hitler, « le moins allemand des Allemands ».

*Forrester (Larry). — *Tuck l'immortel, héros de la R.A.F.*, Paris, Flammarion, 1958, in-8°, 240 p.

*Funder (Friedrich). — *Als Österreich den Sturm bestand. Aus der ersten in die zweite Republik*, Wien, München, Herold Verl. (1957), in-8°, 351 p., ill. h.-t., fac-sim.

Mémoires de l'ancien rédacteur en chef de la *Reichpost*, organe du parti chrétien-social, sur la période 1927-1945.

General Maurice Gamelin, The defeat of the French, *Times*, 21 avril 1958, p. 10.

Notice nécrologique.

Groussard (Serge). — Le général Franco évoque ses contacts avec Mussolini, Hitler et le maréchal Pétain (interview), *Figaro*, 12 juin 1958, pp. 4-5.

*Helmer (Oskar). — *50 Jahre erlebte Geschichte (2. Aufl.)*, Wien, Wiener Volksbuchhandlung, 1957, in-8°, 375 p., portr., frontisp., ill. h.-t.

Mémoires de l'actuel ministre de l'Intérieur d'Autriche.

*Hering (Burkhard), *Armelstreifen Afrikakorps*, Bonn, Verl. Schimmelbusch, 1958, in-8°.

Mémoires d'un chef de bataillon d'infanterie.

*Lincoln (John). — *Achilles and the tortoise*, London, Heinemann, 1958.

Organisation de la Résistance dans les îles du Dodécanèse. L'auteur était *Director of the subversion of enemy troops in Eastern Aegean.*

M. Pierre-Etienne Flandin, *Times*, 14 juin 1958, p. 8, portr.

Mort du général Gamelin, *Monde*, 20 avril 1958, p. 6.

Piquet-Wicks (Eric). — Mort d'un héros, *Historia*, mai 1958, pp. 511-518.

Jean Moulin, « Max » dans la Résistance.

Roux (Georges). — Origine et enfance de Benito Mussolini, *Ecrits de Paris*, mai 1958, pp. 53-60.

*Schmidt (Hinz Werner). — *Mit Rommel in Afrika*, Dischingen, Wadi Verlagsbuchh., 1958, in-8°, 293 p.

L'auteur a été, durant les premiers mois de la campagne d'Afrique, officier d'ordonnance de Rommel.

Toscano (Mario). — Il Diario del Barone Aloisi, *Rass. ital.*, novembre 1957, pp. 428-436.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Brügel (J. W.). — Das Dritte Reich greift nach Österreich, *Zukunft*, avril-mai 1958, pp. 130-134.

D'après *Documents on German foreign policy 1918-1945*, series C, vol. 4 ; *The Third Reich : first phase, janv. 30-oct. 14, 1933.*

*Celovsky (Boris). — *Das Münchener Abkommen, 1938*, Stuttgart, Deutsche Verlags anst., 1958, in-8°, 518 p., cartes. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, Band 3.)

Ouvrage appuyé sur une bibliographie exhaustive.

Instukcje Becka dla Papée i Lipskiego [Deux instructions de Beck pour Papée et Lipski], *Spr. Międz.*, février 1958, pp. 112-116.

Documents inédits avec notes et commentaires de Jozef Chudek. Note du 19 sept. 1938 à l'ambassadeur Lipski avant son entretien avec Hitler à Obersalzberg (20 septembre). Note au ministre plénipotentiaire à Prague, Papée, du 30 sept. 1938.

Marnay (Philippe). — Une campagne de presse en faveur d'une entente militaire hollando-belge en 1939, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1958, pp. 1-11, ill.

Les diverses positions prises par la presse en Belgique et aux Pays-Bas à la suite d'un article du *Times* du 16 septembre 1939 jusqu'à la déclaration Spaak du 19 décembre 1939.

Rozmowa Göring-Lipski z 24 sierpnia 1938r. [L'entretien Göring-Lipski du 24 août 1938], *Spr. Międz*, mars 1958, pp. 80-86.

Sur la question tchécoslovaque et l'Ukraine. Documents édités et commentés par Józef Chudek.

*Toynbee (Arnold), éd. — *Le monde en mars 1939*, trad. par A.-M. Todd, Paris, Gallimard, 1958, in-8°, 656 p.

Une lettre de M. Paul-Boncour sur l'attitude de M. P.-E. Flandin en mars 1936, *Monde*, 17 juin 1958, p. 11.

Il aurait été partisan, avec Mandel et Paul-Boncour, de riposter à la violation par Hitler du Traité de Locarno.

Watt (D. C.). — Anglo-German naval negociations on the eve of the second world war. I, *J. of the Royal United Serv. Inst.*, mai 1958, pp. 201-207 *(à suivre)*.

Le « Naval agreement » de 1935.

Z tajnej korespondencji Beck-Wieniawa [La correspondance secrète entre Beck et Wieniawa], *Spr. Międz.*, avril 1958, pp. 93-96.

Commentaires de Jaroslaw Jurkiewicz précédant une lettre de Wieniawa (Rome, 16 mai 1939) et un rapport du même déjà publié par *Kultura*, Paris, n° 6 de 1952, et en version française dans le journal de Szembek.

ZABIELLO (Stanislas). — Polska polityka zagraniczna w świetle archiwów Wilhelmstrasse (1937-1938) [La politique étrangère polonaise d'après les archives de la Wilhelmstrasse (1937-1938)], *Spr. Międz.*, avril 1958, pp. 80-92.

Commentaires des documents récemment édités et traduction d'extraits importants.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

ASPREY (Captain Robert B.). — Hitler and Dunkirk, *Army Quart.*, avril 1958, pp. 98-112.

Hitler a-t-il délibérément épargné l'armée britannique ?

CONQUET (Alfred). — A propos de la thèse : Nous pouvions vaincre en 1940, *Ecrits de Paris*, mars, avril, mai 1958.

DORGELÈS (Roland). — Souvenirs de 1940. Le brigadier avait vu clair, *Figaro littér.*, 24 mai 1958, pp. 5 et 13.

Le général de brigade Hassler pendant la drôle de guerre.

FLEMING (Peter). — Pourquoi Hitler n'a pas envahi l'Angleterre, *Historia*, mai 1958, pp. 454-462.

*FLIECX (lieut.-col.). — *Les 4 batailles de France : 1914, 1918, 1940, 1944*, Paris, La pensée moderne, 1958, in-8°.

*KECSKEMETI (Paul). — *Strategic surrender*, Stanford, Stanford University Press, 1958, in-8°, 240 p.

Théorie politique de la capitulation ; 4 cas : France 1940, Italie 1943, Allemagne 1945, Japon 1945.

*MORISON (Samuel Eliot). — *American contributions to the strategy of world war II*, London, Oxford University Press, 1958, in-8°, VII-80 p.

Conceptions britanniques et américaines en Europe et dans le Pacifique.

SIRED (Ronald). — *Enemy engaged : a naval rating with the Mediterranean fleet, 1942-1944...*, edited by Captain F. C. FLYNN..., London, Kimber, 1957, in-8°, 205 p., pl. h.-t., cartes sur p. de garde.

Opérations navales et débarquements.

*TAYLOR (Telford). — *The March of conquest : the German victories in Western Europe, 1940*, New York, Simon & Schuster, 1958, in-8°, 460 p., ill., cartes.

WHEATLEY (Ronald). — *Operation Sea Lion : German plans for the invasion of England*, Oxford, Clarendon Press, 1958, in-8°, XIV-201 p., pl., cartes h.-t.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*BERTHOLD (Will). — *Vom Himmel zur Hölle : das Schicksal deutscher Fallschirmjäger*, München, Süddt. Verl. (1957), in-8°, 258 p.

KRAVČENKO (A. S.). — Soveršenstvovanie taktiki VVS v gody Velikoj otečestvennoj vojny [Le perfectionnement de la tactique de l'aviation (soviétique) au cours de la grande guerre nationale], *Vestnik vozd. flota*, 1957, n° 10, pp. 49-55.

MORDAL (Jacques). — Les marins polonais pendant la seconde guerre mondiale, *R. marit.*, juin 1958, pp. 753-767, cartes, ill.

Les opérations de septembre 1939. La contribution polonaise aux opérations sur mer de la marine britannique.

ODGERS (George). — *Air war against Japan, 1943-1945*, Canberra, Australian War Memorial, 1957, in-8°, XI-533.

(Australia in the war of 1939-1945, series 3, vol. II.)

*PARHAM (maj.-gen.) and BELFIELD (E. M. G.). — *Unarmed into battle : the story of the Air Observation Post...*, With a foreword by Field Marshal Viscount Alanbrooke. Winchester, Warren, 1956, in-8°, XIII-168 p., pl. h.-t., cartes.

Dunkerque, Afrique du Nord, Sicile, Italie, Normandie, Allemagne, Birmanie.

*PATTINSON (James). — *Last in convoy*, New York, McDowel, Obolensky, 1958, in-8°, 278 p.

Un convoi sur l'Atlantique ; récit romancé.

ROHWER (J.). — Das italienische Seekriegswerk, *Wehrw. Rundsch.*, mai 1958, pp. 293-296.

ROSKILL (Captain S. W.). — The Secret U-boat, *Sunday T.*, 1er juin 1958, pp. 14-15, et suivants.

La lutte contre les sous-marins.

SOSABOWSKI (S.). — *Najkrólsza droga* [*Przedmowa generała Kazimierza Sosnkowskiego* [*Par le plus court chemin. Préf. du général Sosnkowski*], Londyn,

Komitet Wydawniczy Polskich Spadochroniarzy, 1957, in-8°, XXXI-286 p., pl. h.-t., plans, portr., couv. ill.

Les parachutistes polonais depuis le 18 juin 1940 (notamment campagnes de France et des Pays-Bas en 1944), par leur général de brigade.

STEVENS (maj.-gen. W. G.). — *Problems of 2 NZEF...*, Wellington, War history branch, Department of internal affairs, 1958, in-8°, IX-332 p.

Histoire officielle de la Nouvelle-Zélande dans la deuxième guerre mondiale. Organisation du Corps expéditionnaire.

WALKER (Allan S.). — *The Islands campaigns...*, Canberra, Australian War Memorial, 1957, in-8°, XVI-426 p., pl. h.-t., cartes.

(Australia in the war of 1939-1945, series 5, Medical, vol. III.) Le service de santé dans les îles du Pacifique.

WATSON-WATT (Sir Robert). — *Three steps to victory*, London, Odham Press, 1958, in-8°, 475 p.

La contribution du radar à la victoire des Alliés. Cf. également : GIESSLER (H.), Drei Schritte zum Siege. Die Hochfrequenz-Kriegführung im zweiten Weltkrieg, *Wehr. Rundschau*, avril 1958, pp. 223-229.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*BELLERS (brigadier E. U., R.). — *The History of the 1st King George V's own Gurkha Rifles (The Malaun Regiment)*, vol. II : *1920-1947*, London, Gale and Polden, 1958.

*COWPER (lieut.-col. J. M.). — *The King's own : the story of a Royal Regiment*, vol. III : *1914-1950*, London, Gale and Polden, 1958.

*GRAMS (Rolf). — *Die 14. Pz. Div. 1940-45*, Bad Nauheim, H.-H. Podzun, 1958, in-8°, 359 p.

KAY (Robin). — *27 (Machine Gun) Battalion... Foreword by Lieut.-Gen. Lord Freyberg*, Wellington, Department of internal affairs, 1958, in-8°, XVI-544 p., pl. h.-t., c. dans le texte et h.-t.

Histoire officielle de la Nouvelle-Zélande dans la deuxième guerre mondiale 1939-45 : Grèce, Egypte, Syrie, Afrique du Nord, Italie.

*MULLALY (colonel B. R.). — *Bugle and Kukri*, London, Blackwood, 1958.

Historique du 10th Princess Mary's own Gurkha Rifles, 1890-1952.

*NITZ (Gunther). — *Die 292. Infanterie-Div.*, Berlin, Verl. Bernard und Graefe, 1957, in-8°, 260 p.

(Deutsche Divisionen im 2. Weltkrieg. Band 2.)

*QURESKI (Major Mohammed Obrahim). — *The 1st Punjabis. History of the 1st Punjab Regiment, 1759-1956...*, Prologue by Field-Marshal Sir Claude Auchinleck..., Aldershot, Gale and Polden, 1958, in-8°, XIX-484 p., pl. h.-t., cartes sur p. de garde.

Chapitres 20-26 sur la deuxième guerre mondiale : Afrique du Nord, Birmanie, Italie, Singapour.

REINHARDT (Hans). — Die 4. Panzer Div. vor Warshau und an der Bzura vom 9. bis 20. September 1939, *Wehrkunde*, mai 1958, pp. 237-248.

OPÉRATIONS

*AGAR-HAMILTON (J. A. I.) and TURNER (L. C. F.). — *The Sidi Rezeg battles, 1941*, London, Oxford University Press, 1958, in-8°, 505 p., pl. et cartes h.-t.

(War History section of the South African Government.)

*BERTHOLD (Will). — *Getreu bis in den Tod. Sieg und Untergang des « Bismarck »*, München, Süddeutscher Verl., 1957, in-8°, 223 p., ill.

BUCHNER (Alex). — Die Sowjetische Landeoperation auf der Halbinsel Kertsch im Dezember 1941, *Wehrkunde*, avril 1958, pp. 194-202, cart.

CHAMBE (René). — L'aviation en 1940, *R. des Deux-Mondes*, 1er et 15 juin 1958, pp. 409-423 et 666-680.

Exploits de l'aviation française.

COSTAGLIOLA (M.). — L'attaque du porte-avions américain *Franklin* dans le Pacifique, le 19 mars 1945, *R. marit.*, mai 1958, pp. 633-638, ill.

COWIE (John S.). — British mines and the Channel dash, *U. S. naval Inst. Proc.*, avril 1958, pp. 39-47.

Passage du *Scharnhorst*, du *Gneisenau* et du *Prinz Eugen*, dans le Pas-de-Calais, 12 février 1942.

*COWLES (Virginia). — *The Phantom Major*, New York, Harper, 1958, in-8°, cartes.

Exploits du lieut.-col. David Stirling et d'un petit groupe de volontaires derrière les lignes de Rommel en Afrique du Nord. Extraits dans *Sunday Times*, 20 avril 1958.

FOHWILLS. — Die Rauchsaüle von Pearl Harbor, *Quell*, 9 mai 1958, pp. 399-407.

L'affaire de Pearl Harbor et le revisionnisme américain.

HAUTECLER (Georges), cdt. — Debout sur la frontière. Les reconnaissances, offi-

ciers du 3e Régiment de chasseurs ardennais, 1939-40, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1958, pp. 13-17 et 36, ill., et 1er juin 1958, pp. 9-16 et 17, carte, ill., Bibliographie.

Avant le 9 mai. Journées des 9 et 10 mai.

Heinrichs (L. G.). — Winterkämpfe in Finnland. Der Gegenangriff der finnischen 3. Brigade im Februar 1942, *Allg, schw. mil. Zt.*, février 1958, pp. 122-136. cartes.

Région de Krivi.

Hossbach (Friedrich), General. — Von der Schelde bis Ypern. 20. bis 29. mai 1940, *Allg. schw. mil. Zt.*, janvier 1958, pp. 39-51, cart.

Les opérations du 4e C.A. allemand de l'Escaut vers Ypres-Mont Kemmel, derrière les saillants de la frontière française Menin-Armentières.

*Howard (David). — *The Sledge patrol*, New York, Macmillan, 1957, in-8°, 233 p.

Opérations de chasseurs danois et norvégiens.

Hümmelchen (Gerhard). — Der Untergang der Zerstörer « Z1 » und « Z3 », *Marine Rundsch.*, avril 1958, pp. 62-66.

La perte des torpilleurs *Leberecht Maass (Z1)* et *Max Schultz (Z3)*, le 22 février 1940.

Iachino (Angelo). — La Battaglia del Rio de la Plata, *Riv. marittima*, février 1958, pp. 242-260, cartes.

Conduite de la bataille du côté allemand et du côté anglais. Critique.

*Iachino (Angelo). — *La Sorpresa di Matapan*, Milano, Mondadori, 1957, in-8°, 285 p.

Jacobsen (Hans-Adolf). — Der deutsche Luftangriff auf Rotterdam, 14 mai 1940. Versuch einer Klärung, *Wehrw. Rundsch.* mai 1958, pp. 257-285, cartes.

Jaggi (O.), major. — Normandie 1944. Auswirkungen der allierten Luftüberlegenheit auf die deutsche Abwehr, *Allg. schw. mil. Zt.*, mai 1958, pp. 333-348.

*Lockwood (Amiral). — *Commando dans la mer du Japon*, Paris, France-Empire, 1958, in-8°, 304 p.

*Loomis (Edward). — *End of a war*, New York, Ballantine, 1958, in-8°.

Le débarquement et les combats en Normandie, 1944.

*Matveev (Aleksandr). — *V bojakh za Moonzund* [La lutte pour Moôn Sund (Baltique)], Moskva, « Voenizdat », 1957.

Meister (Jürg). — Der Seekrieg im finnisch-russischen Winterkrieg 1939-1940, *Marine Rundsch.*, avril 1958, pp. 66-74.

Morison (Samuel Eliot). — Elba interlude, june 1944, *Milit. Aff.*, winter 1957, pp. 182-187.

« Musketeer ». — The 21st Army Group in north-west Europe. IV. The Last round, *J. of the Royal Unit. Serv. Inst.*, mai 1958, pp. 230-242.

Neuspela nemačka ofansiva na Frušku Goru 1942 god [L'échec de l'offensive allemande à Fruska Gora (Vojvodine) en 1942] *Nar. armija* (Belgrade), 6 mars 1958.

Ohmae (Tashikazu). — Die japanischen Operationen im Bereich des Indischen Ozeans, *Marine Rundsch.*, avril 1958, pp. 49-55.

*Saint-Paulien. — *Les maudits*. I. *La bataille de Berlin*, Paris, Plon, 1958, in-8°, 247 p.

La L.V.F. (Brigade Charlemagne) ; derniers jours de Berlin. Récit romancé.

Senger und Etterling (Frido von). — The Battles of Cassino, *J. of the Royal United Serv. Inst.*, mai 1958, pp. 208-214, cartes.

L'auteur commandait un corps d'armée allemand.

Slonim (Gilven M.). — A flagship view of command decisions, *U. S. naval Inst. Proc.*, avril 1958, pp. 80-89.

Opérations aéro-navales dans le Pacifique : Marcus island raid ; Doolittle raid ; battle of Midway, 4 juin 1942 ; « Turkey Shoot », 20 juin 1944.

Straty 2. Korpusu w Kampanii włoskie [Les pertes du 2e Corps dans la campagne d'Italie], *Bellona* (Londres), janvier-mars 1958, pp. 12-34.

D'après la section historique du 2e Corps polonais.

*Steets (Hans). — *Gebirgsjäger zwischen Dnjepr und Don. Von Tschernigowka zum Mius, Oktober-Dezember 1941*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1957, in-8°, 159 p. (Die Wehrmacht im Kampf. Band 15.)

*Strutton (Bill) and Pearson (Michael). — *The Secret invaders*, London, Hodder and Stoughton, 1958, in-8°.

Reconnaissance du commandant Willmott à Rhodes en 1941.

RELATIONS DIPLOMATIQUES

*Barron (Bryton). — *Inside the State Department*, New York, Cornet Press Books, 1957, in-8°.

L'auteur, ex-archiviste au State Department, prétend que la publication intitulée

Conferences of Malta and Yalta, aurait été expurgée. Cf. Les Archives de Yalta, par Georges Ollivier, dans *Les libertés françaises*, mai 1958.

Nekrič (A.). — Iz istorii velikoj koalicii [Contribution à l'histoire de la grande coalition], *Mir. ekonomika i mežd. otn.*, 1957, n° 4, pp. 114-123.

A propos de l'édition russe de la correspondance des « 3 Grands » pendant la guerre.

Pezet (Ernest). — Contre Hitler et la guerre : une mission secrète du chancelier Wirth à Paris, avril 1940, *R. polit. et parlementaire*, avril 1958, pp. 289-305.

Visite le 19 avril 1940 de l'ex-chancelier Wirth, émissaire de l'opposition allemande, à l'auteur, en vue de préparer avec l'aide du Quai d'Orsay la chute de Hitler et la fin des hostilités.

Slavjanov (M.). — Uroki minuvšego [Les leçons du passé], *Mežd. žizn'*, 1957, n° 9, pp. 70-79.

A propos de l'édition russe de la correspondance des « 3 Grands » pendant la guerre.

Sprawa granicy polskoniemieckiej w koresponcencji między szefami rzadów ZSRR, Wielkiej Brytannii i Stanów Zjednoczonych [La question des frontières polono-allemandes dans la correspondance entre les chefs des gouvernements de l'U.R.S.S., de la Grande-Bretagne, et des Etats-Unis], *Przeg. Zachodni* (Poznan), mars 1958, pp. 99-104.

Traduction des lettres du 22 novembre 1941, 1er et 27 février 1944, avec commentaires par J. Krasuski et B. Wiewiora.

Stulz (Percy). — Die separaten englisch-amerikanischen Waffenstillstandsverhandlungen mit den Hitler-Faschisten im März 1945, *Die Aussenpolitik*, avril 1958, pp. 393-401.

Les rencontres entre Allen W. Dulles et le général S.S. Wolff en Suisse et les plaintes de Staline à ce sujet, d'après la correspondance des « 3 Grands » parue à Moscou.

Táborský (Eduard). — Benešovy moskevské cesty [Les voyages de Benès à Moscou] *Novy domov* (Toronto), 3 et 10 mars 1958.

En 1943 et 1945 ; par l'ancien secrétaire de Benès.

*Vigneras (Marcel). — Rearming the French, *Washington, Government Printing Office, Department of the Army*, 1958, in-8°, 444 p., ill., cartes, diag.

(The U.S. Army in World War II, vol. 38; special studies, vol. 3.) Le réarmement de la France depuis 1942.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Klein (Alexander). — *The Counterfeit traitor*, New York, Holt, 1958, in-8°, 313 p.

Eric Erickson, espion en Allemagne.

Liss (Ulrich). — Die Deutsche Westoffensive 1940 vom Blickpunkt des Ic, *Wehrw. Rundsch.*, avril 1958, pp. 208-220.

Le service des renseignements de l'armée allemande pendant la deuxième guerre mondiale.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Giertych (Jędrzej). — *Wreśniowcy. Opowieść* [« *Les Septembristes* », récit], Londyn, Katolicki Ośrodek Wydawniczy « Veritas » (nov. 1957), in-16, 276 p. (Biblioteka Polska.)

Souvenirs de captivité d'un officier de marine de réserve, fait prisonnier durant les combats de la Baltique par les Allemands.

*Kupfer-Koberwitz (Edgar). — *Die Mächtigen und die Hilflosen. Als Häftling in Dachau*, Band I, Stuttgart, Vorwerk, 1957, in-8°, 430 p.

*Salvesen (Sylvia). — *Forgive — but do not forget*, Translated from the Norwegian by Evelyn Ramsden. Revised and edited by Lord Russell of Liverpool, London, Hutchinson, 1958, in-8°, 234 p., pl. h.-t., fig.

Souvenirs de Ravensbrück.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Barák (Rudolf). — Tisková konference [Conférence de presse], *Presse tchécoslovaque* du 15 mars 1958.

Conférence du ministre de l'Intérieur sur la découverte de massacres commis au début de 1945 par les fascistes slovaques.

Dalsze szczegóły zbrodni hitlerowskich w Zaganiu [Nouveaux détails sur les crimes de guerre hitlériens à Sagan], *Tryb. Ludu*, 3 avril 1958, p. 1.

Communiqué de la Commission centrale de Recherches des Crimes hitlériens en Pologne des 26 et 27 mars sur la fosse des prisonniers de guerre du Stalag VIII *c* de Sagan.

**Extermination and resistance. Historical records and source materials*, vol. 1, Published by Ghetto Fighters' House in memory of Yitzhak Katzelson, Kibbutz Lohamei Haghettast, Israel, 1958, in-8°, 196 p., ill.

Suite d'études sur la persécution et la résistance des Juifs en Europe centrale accompagnée d'une importante bibliographie.

*Martinez (José Agustin). — *Les procès criminels de l'après-guerre* (Documents pour l'histoire contemporaine), traduits de l'espagnol par Francis de Miomandre. Préf. de Jacques Isorni, Paris, A.-Michel, 1958, in-8°, 416 p.

France, Allemagne, Japon.

Pospieszalski (Karol Marian). — Protest dra Wilhelma Hagena przeciw zamierzonemu wymordowaniu części ludności zamojszczyzny w latach 1942-1943 [La protestation du Dr Hagen contre l'assassinat collectif d'une partie de la population de Zamośc en 1942-1943], *Przeg. Zachodni* (Poznan), mars 1958, pp. 119-129.

Documents allemands joints (non traduits).

*Russell of Liverpool (Lord). — *The Knights of Bushido, a short history of Japanese war crimes*, London, Cassell, 1958, in-8°, xv-335 p., ill. et pl. h.-t.

Crimes de guerre japonais.

Les victimes françaises, américaines et canadiennes du massacre fasciste de Nemecká en Slovaquie en 1945, *Bull. d'Inform.* (Prague), 25 mars 1958.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ETATS

GÉNÉRALITÉS

*Toynbee (Arnold and Veronica M.), and others, edit. — *The Initial triumph of the Axis*, London, Oxford Univ. Press, 1958, in-8°, xvii-742 p., cartes h.-t.

(Survey of international affairs 1939-46.) De septembre 1939 à décembre 1941.

ALLEMAGNE

*Baeyer-Katte (Wanda). — *Das Zerstörende in der Politik. Eine Psychologie der politischen Grundleitung*, Heidelberg, Quelle u. Meyer (1958), in-8°, 271 p. Bibl., pp. 269-271.

L'explication psychologique du succès de l'hitlérisme.

**Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte*, München, Selbstverl. d. Instituts, 1958, in-8°, 439 p.

Etudes diverses avec bibliographies, sur le national-socialisme, les persécutions antisémites, l'organisation administrative du IIIe Reich, la police, les organisations paramilitaires, la Pologne, les organisations de « Volksdeutsche » dans les pays étrangers.

Hitler (Adolf). — Rede Hitlers vor der deutschen Presse, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1958, pp. 175-191.

Instructions à la presse du 10 nov. 1938. Après un tour d'horizon, Hitler souligne l'importance de la presse dans l'Allemagne nationale-socialiste et lui demande de préparer l'opinion publique à la guerre.

*Jens (Walter). — *Ahasver*, Hamburg, Verl. H. Bredow Institut, 1956, in-8°, 40 p.

Les tribulations d'un Juif allemand pendant le IIIe Reich.

*Klönne (Arno). — *Gegen den Sturm. Ein Bericht über die Jugendopposition im Dritten Reich*, Frankfurt a. M., O. Goedel, 1958, in-8°, 180 p.

*Leeb (E.), Gén. d'Artillerie. — *Über die Rüstung im Dritten Reich*, Berlin, E. S. Mittler u. Sohn, 1958, in-8° (Wehrtechnische Monatshefte, Beihefte 4).

*Sternberg (Dolf), Storz (Gerhard), Süskind (W. E.). — *Aus dem Wörterbuch des Unmenschen*, Hamburg, Claasen-Verl., 1957, in-8°, 134 p.

Le vocabulaire des nazis.

*Tungle (Richard), Berndorff (Hans Rudolf). — *Auf dem Bauche sollst du kriechen... Deutschland unter den Besatzungsmächten* (Hamburg), Chr. Wegner (1958), in-8°, 428 p.

La capitulation, les procès de criminels de guerre, l'occupation, etc., vus par deux journalistes de l'hebdomadaire *Die Zeit*.

*Weinert (E.). — *Das Nationalkomitee « Freies Deutschland » 1943-1945. Bericht über seine Tätigkeit u. seine Auswirkungen*, Berlin, Rütten u. Loening, 1958, in-8°, 168 p. ill.

BELGIQUE

Bernard (H.). — La Résistance belge est née fin mai 1940, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1958, pp. 18-21.

Les premières initiatives de Dewé, « William », des colonels Bastin et Lentz, dès le 28 mai 1940.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Aron (Robert). — L'histoire de la Libération, *Paris-Presse*, 4 mai 1958, et suivants.

Extraits d'un livre « à paraître ».

*Bardoux (Jacques). — *La délivrance de Paris*, Paris, Fayard, 1958.

*Kluke (Paul). — Nationalsozialistische Volkstumspolitik in Elsass-Lothringen, dans : *Geschichte und Problematik der Demokratie. Festschrift für Professor Hans Herzfeld*, Berlin, Duncker und Humblot, 1958, in-8°, pp. 619-639.

GRÈCE

Woodhouse (C. M.). — Zur Geschichte der Resistance in Griechenland, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1958, pp. 138-151.

ITALIE

Cavagnin (Armando). — *Venti anni di resistenza al fascismo. Ricordi e testimonianze*, Torino, Einaudi, 1957, in-8°, 553 p., ill.

L'auteur appartint au mouvement « Giustizia e Libertà ».

*De Marsanich (A.). — *Lo Stato nel ventennio fascista (1920-1943)*, Roma, Aniene edit., s. d., in-8°, 150 p.

Vu par un des chefs du parti néo-fasciste.

*Dunchi (Nardo). — *Memorie partigiane*, Firenze, La Nuova Italia, 1957, in-8°, VII-335 p.

(« Quaderni del Ponte », 5.)

*Galassi (Marcella e Nazario). — *Resistenza e 36ª Garibaldi*, Roma, edit. riuniti, 1957, in-8°, 531 p., ill.

*Guaita (Maria Luigia). — *La guerra finisce, la guerra continua*, Firenze, La Nuova Italia, 1957, in-8°, VIII-115 p.

(« Quaderni del Ponte », 6.)

*Luraghi (Raimondo). — *Il movimento operaio torinese durante la Resistenza*, Torino, Einaudi, 1957, in-8°, 359 p.

*Rossini (Giuseppe). — *I Fascisti e la Resistenza*, Roma, Cinque Lune, 1957, in-8°, 109 p.

*Salvatori (Luigi). — *Al confino e in carcere (Memoriali di un antifascista perseguitato politico)*, Milano, Feltrinelli, 1958, in-8°, 296 p.

« La Libera Europa. »

Sofri (Gianno). — Cattolici e fascismo, *Mulino*, mars 1958, pp. 183-189.

Sur l'ouvrage de Francesco Luigi Ferrari, *L'azione cattolica e il « regime »*, publié par les soins d'Ernesto Rossi.

Wahl (Ulrich). — Repubblica Soziale Italiana, *Nation Eur.*, avr. 1958, pp. 15-22.

Vue générale apologétique.

PAYS BALTES

**Die baltischen Völker in ihrer europäischen Verpflichtung*, Hannover, H. von Hirschheydt, 1958, in-8° : Koern (A.). Estland unter sowjetischer Besetzung, pp. 41-50 — : Balten und Deutsche in sowjetischen Gefangenenlagern, pp. 50-55.

POLOGNE

Bartoszewski (Władysław). — Akcje zbrojnej pomocy Zydom [Le coup de main armé en vue d'aider les Juifs], *Tyg. Powsz* (Cracovie), n° 17, 27 avril 58, pp. 4-5, phot., plans.

Varsovie, les 19 et 23 avril 1943.

Bartoszewski (Władysław). — W przededniu powstania w getcie [Avant l'aube du soulèvement du ghetto], *Tygod. Powsz.* (Cracovie), n° 16, 20 avr. 58, pp. 2 et 4.

Recueil de témoignages, note bibliographique.

Dec (Władysław). — L'apport de la Pologne dans la 2e guerre mondiale. II. Les forces armées polonaises à l'Occident. — *Zachodnia Agencja Prasowa*, n° 20, avril 1958, pp. 6-39, 3 cartes jointes.

Himmler do Franka przed 15 laty [Himmler à Franco il y a 15 ans], *Nowa Kultura*, n° 23, 8 juin 1958, p. 1.

Lettre du 3 juillet 1943 éditée avec commentaires par Czesław Madajaczyk sur la germanisation du gouvernement général.

Kalinowski (F.), lt-cl. — Naczelne władze Polskich Sił Zbrojnych na obczyznie w 1939-1945. Cz. II. Polskie Siły Powietrzne [Les principales autorités militaires des Forces combattantes polonaises à l'étranger. IIe Partie : Les forces polonaises de l'Aviation], *Bellona*, n° 1, janv.-mars 1958, pp. 3-12.

Kirchmayer (Jerzy). — Participation de la Pologne à la 2e guerre mondiale, *Zachodnia Agencja Prasowa*, n° 18, mars 1958, pp. 2-32, 2 cartes jointes.

Mackiewicz (Stanisław). — Tajny memorial generała Sikorskiego [Le mémoire secret du général Sikorski], *Kierunki*, n° 11, 16 mars 1958, p. 9.

Du 19 juin 1940, sur la possibilité de combat des Forces polonaises avec les Forces soviétiques.

Mackiewicz (Stanisław). — Rada Narodowa w Angers [Le Conseil national à Angers], *Kierunki*, n° 10, 9 mars 1958, p. 9.

En janvier 1940. Souvenirs d'un de ses membres.

Madajczyk (C.). — Przywodcy hitlerowcy wobecsprawy polskiej w okresie od pazdziernika 1939 do wrzesnia 1940 r. [Les chefs hitlériens et la question polonaise, d'octobre 1939 à septembre 1940],

Przeg. Zachodni (Poznan), n° 1, mars 1958, pp. 1-46.

Nombreuses notes bibliographiques.

MITKIEWICZ (Leon). — Z wypadkow lotniczych gen. Sikorskiego [Au sujet des accidents d'avion du général Sikorski], *Kultura* (Paris), n° 6, juin 1958, pp. 123-134.

Du 20 mars au 21 mai 1942. Journal d'un participant aux voyages par avion du général, en Ecosse et aux Etats-Unis.

Na marginesie dyskusji « Kto zabił gen. Sikorskiego ? » [En marge de la discussion « Qui a tué le gén. Sikorski ? »], *Nowa Kultura*, n° 19, 11 mai 1958, pp. 1 et 7, fac-sim.

NAZAREWICZ (R.). — Komunisci niemieccy w szeregach polskijej partyzantki [Des communistes allemands prirent rang parmi les résistants polonais], *Tryb. Ludu*, n° 92, 2 avr. 1958, p. 3.

Dans les forêts de Radom en août 1944, avec le groupe de l'Armée populaire « Anatol ».

Rocznica (XV) Powstania w Getcie Warszawskim 19-IV-1943 — 19-14-1958 [Le 15e anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie], *Nasz Głos*, n° 8, 19 avr. 1958, 18 p., ill., textes pol. et yiddish.

Numéro spécial, supplément de *Folks-Sztyme*.

TURLEJSKA (Maria). — O nielegalnej policji [La police illégale], *Polityka*, n° 16, 19 avr. 1958, p. 4, fac-sim.

Rôle du gouvernement de Londres en Pologne en 1943.

TCHÉCOSLOVAQUIE

**Historique de l'armée tchécoslovaque dans la Guerre mondiale (1939-1945)*, Paris, Editions Montbrun, 1950, in-4°, 58 p., ill.

(Publié par l'Association des Volontaires tchécoslovaques en France.) L'Armée tchécoslovaque en France.

U.R.S.S.

GOTLOBER (D.). — Bor'ba tekstil'scikov Moskovskoj oblasti za ukreplenie fronta i tyla v gody Velikoj otec. vojny [La lutte des ouvriers du textile de la région de Moscou pour la consolidation du front et de l'arrière pendant la Grande Guerre nationale], *Uc. zap. Mosk. ped. inst.*, 1957, t. 110, n° 4, pp. 71-102.

*KALENICENKO (P.). — *Pol'ska progresivna emigracija v SRSR v roki Drugoj svitovoj vijni* [*L'émigration polonaise progressiste en U.R.S.S., pendant la seconde guerre mondiale*], Kiev, AN U.R.S.S., 1957, 215 p.

*KHALEPO (T.). — *Trudovoj geroizm ukrainskogo naroda v gody Velikoj otecestvennoj vojny (1941-1945)* [Le travail héroïque du peuple ukrainien pendant la Grande Guerre nationale], Kiev, 1957, 48 p.

*KRATOV (D.). — *V le boevye gody* [*En ces années de guerre*], Stalinabad, Tadzik. gosizdat, 1957, 227 p.

Le rôle de la cavalerie tadjike dans la seconde guerre mondiale.

**Navecno v stroju, I* [Pour toujours dans les rangs, I], Moskva, Voenizdat, 1957, 238 p.

Quelques héros de la Grande Guerre nationale.

SELIVANOVA (N.). — Rol armejskikh i flotskikh gazet v obobscenii i propagande opyta partijno-politiceskoj raboty v dni oborony Stalingrada [Le rôle des journaux de l'Armée et de la Marine dans la diffusion des résultats de l'activité du Parti pendant la défense de Sébastopol, 1941-42], *Izv. Kry, ped. inst.*, 1957, n° 27, pp. 37-53.

USAKOV (D.). — Rol gazety « Pravda » v razvertyvanii partizanskogo dvizenija v period nastuplenija Sovetskoj armii zimoj 42-43 g. [Le rôle de la « Pravda » dans le développement du mouvement des partisans au cours de l'offensive soviétique de l'hiver 1942-1943], *Uc. zap. Kharkov. inst.*, 1957, n° 85, pp. 143-168.

YOUGOSLAVIE

SOFIJANIC (Ratko). — Nezadrzljivi nalet na Rogaticu [L'assaut irrésistible à Rogatica], *Nar. arm.* (Belgrade), n° 971, 6 mars 1958.

Les combats en Bosnie orientale en avril 1942.

TRESNJIC (Milan). — Jos jedan juris na Sutjesci [Encore un assaut à Sutjeska], *Nar. arm.* (Belgrade), n° 974, 27 mars 1958.

Les combats en Bosnie orientale en 1944. Percée du front ennemi dans la direction de la Serbie.

Le 18 juin 1958.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1958

ARTICLES — Nos

CLUSEAU (Capitaine) : *L'arrestation du 2e Bureau français*..... 29
DELEUZE (L.) : *Aperçus sur l'Armée secrète* (belge)..... 31
DINCIC (K. M.) : *Tito et Mihaïlovitch*..... 29
FAWTIER (R.) : *Préface* (au numéro « La Résistance en zone nord ») 30
GRANET (Marie) : « *Défense de la France* »..... 30
JACQUEMYNS (G.) : *Réactions des travailleurs belges sous l'occupation* 31
LEJEUNE (L.) : *Tableau de la Résistance belge 1940-1945*..... 31
MICHEL (H.) : *Une feuille clandestine « Arc »*..... 30
RENONDEAU (Général) : *Le Japon dans la guerre*..... 32
ROLLOT (Général) : *La bataille de Sedan* 32
SCHERER (A.) : *Les « Mains libres » à l'Est*..... 32
SILBERT (A.) : *Le camp des Aspirants* (2e partie)..... 29
TILLION (Germaine) : *Première Résistance en zone occupée*..... 30
VILLATE (R.) † : *La bataille de Paris vue du P. C. Ile-de-France* 30
WANTY (E.) : *Les relations militaires franco-belges, 1936-octobre 1939* 31
WILLEQUET (J.) : *La politique belge d'indépendance, 1936-1940*.. 31

COMPTES RENDUS

Allemagne :

ARETIN (E. von) : *Krone und Ketten. Herausgegeben von Karl Buchheim und Karl Otmar von Aretin* (J. SIGMANN)..... 29
BARTZ (K.) : *Die tragödie der deutschen Abwehr* (G. LESTIEN)... 32
BECK (L.) : *Studien* (G. LESTIEN)..... 29
BREDEL (W.) : *Verwandte und Bekannte* (G. PAULINE)..... 32
ERFURTH (W.) : *Die Geschichte des deutschen Generalstabes 1918-1945* (A. MEYER)..... 32
HALLGARTEN (G.) : *Hitler, Reichswehr und Industrie (1918-1933)* (A. SCHERER) 32
LOBE (P.) : *Der Weg war lang. Lebenserinnerungen* (F. L'HUILLIER) 29
LOCHNER (L.) : *Tycoons and Tyrant* (A. SCHERER)..... 32
MATTHIAS (E.) : *Die deutsche Sozialdemokratie und der Osten 1914-1915* (J. VIDALENC) 29
MUELLER-HILLEBRAND (B.) : *Das Heer 1933-1945* (G. RENONDEAU) 29
NADOLNY (R.) : *Mein Beitrag* (J. SIGMANN)..... 29
PLIVIER (Th.) : *Berlin* (O. WORMSER)..... 32
ROSENBERG (A.) : *Letzte Aufzeichnungen* (J. SIGMANN)..... 32
ROVAN (J.) : *Catholicisme politique en Allemagne* (H. MICHEL).. 29
La mission à Londres d'Adam von Trott zu Solz (Mlle ADLER-BRESSE) 32
Le procès Schoerner (P. KLUKE)..... 32

Belgique :

WULLUS-RUDIGER (J.) : *En marge de la politique belge 1914-1956* (J. WILLEQUET) 31
STRUYE (P.) : *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande* (J. WILLEQUET)..... 31

Nos

Documentation :

La publication des documents allemands (O. DESBROSSES)..... 29
Les recherches sur la deuxième guerre mondiale en Pologne (Mme WOJCICKA)..... 29
Le Congrès des historiens allemands à Ulm (Mlle ADLER-BRESSE) 29
Documents français de la Commission d'armistice (P. CÉZARD) ... 29

Études générales :

BERNARD (H.) : *La guerre et son évolution à travers les âges.* T. II : *de 1939 à aujourd'hui* (R. VILLATE)..... 31
CROUZET (M.) : *Histoire générale des civilisations.* T. VII : *l'Epoque contemporaine* (H. MICHEL)..... 31
LAUNAY (J. DE) : *Die Welt brannte 1939-1945* (J. VIDALENC).... 31
MEGRET (M.) : *La guerre psychologique* (H. MICHEL)..... 31
PIRENNE (J.) : *Les grands courants de l'histoire universelle.* T. VIII : *De 1939 à nos jours* (H. MICHEL)..... 31
WERTH (A.) : *France 1940-1955* (J. VIDALENC)..... 30

États-Unis :

BEMIS (S. F.) : *The United States as a world power : a diplomatic history 1900-1955* (A. SCHERER)..... 32
MASHBIR (S. F.) : *I was an american spy* (A. FOURNIER)..... 32
SEMMES (H.) : *Patton* (H. BERNARD)..... 32
TAYLOR (F. J.) : *The United States and the Spanish Civil War* (J. VIDALENC)..... 32
TRUMAN (H. S.) : *Mémoires. L'année des décisions* (H. CALVET)... 32
TRUSCOTT (L. K.) : *Command Missions* (R. VILLATE)..... 32

France 1940-1944 :

BLOCH (P.) : *Le vent souffle sur l'Histoire* (H. MICHEL)..... 30
LAMBERMONT (P.-M.) : *Videz vos poches. Histoire du groupe Lorraine* (Lt-Cl LECLERC)..... 30
MENDÈS-FRANCE (P.) : *Liberté, Liberté chérie* (M. GRANET).... 30
MENDÈS-FRANCE (P.) : *Roissy en France. L'attaque de Chevilly-Larue par le groupe Lorraine* (M. GRANET)..... 30
Quelques opinions anglo-saxonnes sur les « Mémoires » du général de Gaulle (A. SCHERER)..... 30

Occupation, luttes et combats :

EMERIT (M.) : *La préparation de la revanche en Afrique du nord, 1940-1942* (H. MICHEL)..... 30
GRANET (Marie) et MICHEL (Henri) : *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943* (G. BOURGIN) 30
LERECOUVREUX : *Résurrection de l'armée française* (G. LESTIEN) 30
MEYNIER (Yvonne) : *Comme la plume au vent. Dix ans de radio* (J. VIDALENC)..... 30
MOREEL (L.) : *Les jours sombres de l'occupation allemande de l'agglomération dunkerquoise* (J. VIDALENC)..... 30
PRÉVOST (A.) : *Le peuple impopulaire* (Marie GRANET)..... 30
SEREAU (R.) : *La libération de la Corse 1943* (H. MICHEL)..... 30
Quelques appréciations alliées sur les F.F.I. (R. VILLATE)..... 30

Réseaux

BERGIER (J.) : *Agents secrets contre armes secrètes* (M. GRANET) 30
BROME (V.) : *L'histoire de Pat O'Leary* (M. GRANET)..... 30

Nos

CHURCHILL (P.) : *The spirit in the cage* (M. GRANET)..... 30
FULLER (J. O.) : *The Starr affair* (M. GRANET)..... 30
RAMONAXTO (H.) : *Ils ont franchi les Pyrénées* (H. MICHEL)..... 30
REMY : *L' « opération » Jéricho* (M. GRANET)..... 30
YOUNG (G.) : *L'espionne nº 1. Celle qu'on appelait la Chatte* (M. GRANET)..... 30

La guerre :

L'armée belge au combat :

HAUTECLERC (G.) : *Le combat de Chabrehez, 10 mai 1940. Chasseurs ardennais contre Rommel* (J. WILLEQUET)..... 31
OVERSTRAETEN (Gl Van) : *Albert Ier, Léopold III. Vingt ans de politique militaire belge* (Gl E. WANTY)..... 30
WELZER (W.) : *Albert-Kanal und Eben-Emael* (G. LESTIEN).... 30
Les sources belges (J. VANWENKENHUYZEN)..... 31

La campagne de France :

CONQUET (Gl) : *L'énigme des blindés* (A. GOUTARD)..... 31
JACOBSEN (H. A.) : *Fall Gelb. Der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive 1940* (J. VANWELKENHUYZEN) 31
VIDALENC (J.) : *L'exode de mai-juin 1940* (A. MEYER)..... 31
Bullitt et la défaite française (H. MICHEL)..... 31
Une lettre de M. Benoist-Méchin et la réponse de M. Louis Marin 31

La guerre à l'Est :

HEILBRUNN (O.) : *The Soviet Secret Services* (A. FOURNIER).... 31
La défense de Breslau (G. LESTIEN)..... 31
Lettres de Stalingrad (Marie GRANET)..... 31
Un réseau d'espionnage soviétique (A. FOURNIER)..... 31

La guerre en Extrême-Orient :

CROWL (Ph.) et LOWE (E. G.) : *Seizure of the Gilberts and Marshalls* (G. RENONDEAU)..... 32
DONNISSON (F.) : *British military administration in the Far East 1943-1946* (G. RENONDEAU)..... 32
HASHIMOTO (H.) : *Sunk. The story of the Japanese submarine fleet 1941-45* (G. RENONDEAU)..... 32
NICHOLS (S.) et SHAW (H. I.) : *Okinawa. Victory in the Pacific* (G. R.)..... 32
OKUMIYA (M.) et HORIKOSHI (J.) : *Zero* (G. RENONDEAU)..... 32
STAUFFER (A. P.) : *The quatermaster corps, operations in the West against Japan* (G. RENONDEAU)..... 32
TOGO (S.) : *The cause of Japan* (G. RENONDEAU)..... 32
Historical Section (India and Pakistan) : *The retreat from Burma* (G. RENONDEAU)..... 32

Hollande :

SCHOFFER (Dr I) : *Het national-socialistische beeld van de geschiedenis der Nederlanden. Een historigrafische en bibliografische studie* (A. WILLEMSEN)..... 31

Les juifs pendant la guerre :

BILLIG (J.) : *Le Commissariat général aux questions juives* (H. MICHEL)..... 32
WEISSBERG (A.) : *L'histoire de Joe Brand* (O. WORMSER)..... 32
Yiwo annual of Jewish Social Science (T. VIII) (J.-B. NEVEUX).. 32

L'Italie : Nos —

Aloisi (Baron) : *Journal* (H. Michel)..... 32
Giordani (J.) : *Vita contre morte. La Santa Sede per le Vittime della seconda guerra mondiale* (B. Guillemain)..... 32
Pini (G.) : *Filo diretto con Palazzo Venezia* (B. Guillemain)... 32
Rossini (G.) : *Le fascisme et la Résistance* (J. Defrasne) 32
Villari (L.) : *Italian foreign Policy under Mussolini* (B. Guillemain) 32

Résistances étrangères :

Sur la résistance polonaise (J.-B. Neveux)..... 30
Fascisme et résistance italienne (H. Michel)..... 30

NOTES ET NOUVELLES

Activités de l' « Armée-la Nation » (J. Willequet) 31
L'aviation pendant la guerre : Lee (Asher) : *Air Power* (R. Villate) 29
Osterkamp (Theo) : *Avant tout pilote de chasse* (Ct Jouan).. 29
Un historique de Division : (M. Gl H.) Essame : *The 43rd Wessex Division at war 1944-1945* (G. Renondeau)..... 29
Les jeunes du monde devant la guerre (O. Wormser)..... 29
Une lettre du Président Paul Reynaud..... 29
Réflexions sur un procès : de Jean Texcier à Abel Bonnard en passant par Jacques Guérard (G. Bourgin)..... 31
La Révolution européenne : Fabre-Luce (A.) : *Histoire de la Révolution européenne* (H. Calvet)..... 29
Un Seigneur de la politique : Plante (L.) : *Un grand seigneur de la politique : Anatole de Monzie* (G. Bourgin)..... 29

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. Debyser et de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

De septembre 1957 à janvier 1958..... 29
De janvier à avril 1958..... 29
De avril à juillet 1958..... 31
De juillet à septembre 1958..... 32

ERRATA

Nous devons rectifier deux erreurs qui se sont glissées dans le n° 30 (avril 1958) de notre revue :

A la page 82, ligne 1, au lieu de *André* Vienot, il faut lire *Pierre* Vienot.

A la page 85, note (1) il est indiqué qu'en annexe au livre de P. Bloch : *Le vent souffle sur l'histoire*, figure un article de R. Verdier de décembre 1943 ; en réalité, les pages insérées par P. Bloch sont extraites du livre de Léon Blum : *A l'échelle humaine*.

Le gérant : Henri Michel.

1958. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 24 856 Dépôt légal : 4-1958 IMP. N° 15 358
IMPRIMÉ EN FRANCE

N° 29 HUITIÈME ANNÉE Janvier 1958

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SOMMAIRE

	Pages
K. M. Dinčić : **Tito et Mihaïlovitch**	3
Capitaine Cluseau : **L'arrestation du 2e Bureau français**	32
A. Silbert : **Le camp des Aspirants** *(2e partie)*	49

COMPTES RENDUS

H. Michel, G. Renondeau, J. Sigmann, F. L'Huillier, Gl Lestien, J. Vidalenc, O. Desbrosses, Mme Wojcicka, Mlle Adler-Bresse, P. Cézard, A. Fournier, Marie Granet, Olga Wormser, G. Bourgin, R. Villate, Ct Jouan, H. Calvet.

Lettre du Président Paul Reynaud

NOTES ET NOUVELLES — BIBLIOGRAPHIE

(Voir au verso la suite du sommaire)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE †

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT

P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN, J. CAIN

Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :

22, rue d'Athènes, PARIS-VIIIe (TRInité 40-68)

SOMMAIRE *(suite)*

COMPTES RENDUS

ALLEMAGNE : J. ROVAN, *Catholicisme politique en Allemagne.* — B. MUELLER-HILLEBRAND : *Das Heer 1933-1945.* — R. NADOLNY, *Mein Beitrag.* — E. VON ARETIN, *Krone und Ketten. Herausgegeben von Karl Buchheim und Karl Otmar von Aretin.* — P. LÖBE, *Der Weg war lang. Lebenserinnerungen.* — L. BECK, *Studien.* — E. MATTHIAS, *Die deutsche Sozialdemokratie und der Osten 1914-1915 (Arbeitsgemeinschaft für Osteuropaforschung — Forschungsberichte und Untersuchungen zur Zeitgeschichte).*

DOCUMENTATION : La publication des documents allemands. — Les recherches sur la deuxième guerre mondiale en Pologne. — Le Congrès des historiens allemands à Ulm. Documents français : la Commission d'armistice.

LA GUERRE A L'EST : O. HEILBRUNN, *The Soviet Secret Services. — Un réseau d'espionnage soviétique. — Lettres de Stalingrad. — La défense de Breslau.*

NOTES ET NOUVELLES

L. PLANTE, *Un grand seigneur de la politique, Anatole de Monzie. — Une lettre du Président Paul Reynaud.* — Major-Général H. ESSAME, *The 43rd Wessex Division.* — ASHER LEE, *Air Power.* — T. OSTERKAMP, *Avant tout pilote de chasse.* — A. FABRE-LUCE, *Histoire de la révolution européenne. — Les jeunes du monde devant la guerre.*

BIBLIOGRAPHIE

Administration : **Presses Universitaires de France**

108, boulevard Saint-Germain, Paris (6e)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**

Département des Périodiques

1, place Paul-Painlevé, Paris (5e). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1958)

France, Union française : **1.300 F** — Étranger : **1.500 F**

États-Unis et Canada : $4.00 — Grande-Bretagne et Commonwealth : £1 6 s

Prix du numéro : **400 F**

Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de cent francs.

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX. — P. ARNOULT. — Raymond ARON. — P. AUBÉ. — F. BLOCH-LAINÉ. — C. BRAIBANT. — F. BRAUDEL. — H. CALVET. — R. CASSIN. — F. CHARLES-ROUX. — Général COCHET. — F. CLOSON. — Colonel DE COSSÉ-BRISSAC. — J. COULOMB. — R. COULONDRE. — M. CROUZET. — R. FAWTIER. — A. FRANÇOIS-PONCET. — Gérard JAQUET. — L. JOXE. — A. LATREILLE. — G. LE BRAS. — G. LEFEBVRE. — Général LESTIEN. — Louis MARIN. — G. MONOD. — M. E. NAEGELEN. — L. NOËL. — G. PERNOT. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER. — Colonel DE SAINTE-PÉREUSE. — J. SARRAILH. — A. SAUVY. — A. SEGALAT. — L. SENGHOR. — R. SEYDOUX. — A. SIEGFRIED. — Colonel VILLATE. — E. WEILL-RAYNAL.

TABLE DES NUMÉROS PARUS

N° 1 : **Aspects de la Résistance française.** — N° 2 : **Le Japon dans la guerre.** — N° 3 : **Autour de l'Armistice de juin 1940.** — N° 4 : **Sur l'Allemagne en guerre.** — N° 5 : **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.** — N° 6 : **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre. La Roumanie et la deuxième guerre mondiale.** — N° 7 : **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.** — N° 8 : **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). Notes sur le système concentrationnaire. La marine américaine au combat.** — N° 9 : **Gouvernement et commandement français** (suite). **La guerre de Finlande. Le procès Graziani.** — N°s 10-11 : **LA CAMPAGNE DE FRANCE (mai-juin 1940)** (Numéro spécial : 600 F). — N° 12 : **La mobilisation économique aux États-Unis. Origines de Munich : Le rôle du « Times ». L'alerte du 10 janvier 1940.** — N° 13 : **De Munich à Prague. La Suède pendant la guerre. L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis.** — N° 14 : **La politique française du réarmement. La direction des services de l'Armistice à Vichy. Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest.** — N°s 15-16 : **LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE ALLEMAND (1940-1945)** (Numéro spécial : 600 F). — N° 17 : **Himmler. Sur l'économie de guerre aux États-Unis. Les nationalités au C. C. Neuengamme. Les travaux sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale en Angleterre.** — N° 18 : **L'évolution des États-Unis vers la guerre. L'organisation de la Défense nationale entre les deux guerres. Les relations anglo-allemandes du 30 septembre 1938 au 28 avril 1939.** — N° 19 : **Les relations anglo-allemandes (1938-1939).** — N° 20 : **L'attaque contre la Hollande en 1940. L'effondrement des frontières roumaines en 1940. Les Alsaciens dans la Wehrmacht et la S. S. Roosevelt et la reddition inconditionnelle.** — N° 21 : **La marche vers la guerre : 1939. Le projet d'union franco-britannique de juin 1940. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (1re partie). **La Roumanie (1939-1947).** — N° 22 : **Sur l'Allemagne en guerre : Joachim von Ribbentrop. Jugements allemands sur la Wehrmacht. Réflexions sur le 20 juillet 1944. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (2e partie). **Le premier plan allemand pour l'attaque à l'Ouest.** — N° 23 : **Sur l'armistice germano-yougoslave. La guerrilla communiste. Sur Pétain et Vichy. La guerre en Extrême-Orient.** — N° 24 : **LA CONDITION DES JUIFS** (Numéro spécial : 400 F). — N° 25 : **SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE.** — N° 26 : **SUR L'ITALIE MUSSOLINIENNE** (Numéro spécial : 400 F) — N° 27 : **Logistique et stratégie de l'alliance anglo-américaine (1939-mars 1943). Les armées américaines au combat. Les « Mémoires » du général de Gaulle. La Hollande pendant la guerre.** — N° 28 : **Le Vatican pendant la guerre. Un grand journaliste : G. Dawson. Le camp des Aspirants (I). Sur un livre de M. Benoist-Méchin.**

En préparation : LA BELGIQUE PENDANT LA GUERRE. — LA RÉSISTANCE EN ZONE NORD.

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 (février 1950) : ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE : 150 F — N° 4 (mai 1950) : ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION : 200 F En vente à l'Imprimerie Nationale, 39, rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées (Chèques postaux : PARIS 9060-06).

« ESPRIT DE LA RÉSISTANCE »

La guerre. L'occupation. La déportation. La libération

Collection dirigée par

HENRI MICHEL, BORIS MIRKINE-GUETZÉVITCH (†) et DANIEL MAYER

JEAN VIDALENC

L'EXODE DE MAI-JUIN 1940

PRÉFACE DE DANIEL MAYER

Un volume in-8° carré ..... 1.600 F

•

Général GASTON SCHMITT

LES ACCORDS SECRETS FRANCO-BRITANNIQUES DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1940

Histoire ou mystification

Un volume in-8° carré ..... 700 F

•

MARIE GRANET ET HENRI MICHEL

« COMBAT »

Histoire d'un Mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943

Un volume in-8° carré ..... 1.000 F

•

LES IDÉES POLITIQUES ET SOCIALES DE LA RÉSISTANCE

(Documents clandestins 1940-1944)

TEXTES CHOISIS ET INTRODUCTIONS
PAR HENRI MICHEL ET BORIS MIRKINE-GUETZÉVITCH
PRÉFACES DE GEORGES BIDAULT ET LUCIEN FEBVRE

Un volume in-8° carré ..... 1.200 F

•

MICHEL BORWICZ

ÉCRITS DES CONDAMNÉS A MORT SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE (1939-1945)

Étude sociologique

PRÉFACE DE RENÉ CASSIN

Un volume in-8° carré ..... 800 F

•

ANDRÉ TRUCHET

L'ARMISTICE DE 1940 ET L'AFRIQUE DU NORD

PRÉFACE DE LOUIS MARIN

Un volume in-8° carré ..... 1.200 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard Saint-Germain - PARIS (VI^e)

1958 - Imprimerie Dupeley-Gouverneur - Nogent-le-Rotrou (France)
IMPRIMÉ EN FRANCE

B 14 SEP 1959